

Zeitschrift: Tagblatt des Grossen Rates des Kantons Bern
Herausgeber: Grosser Rat des Kantons Bern
Band: - (1962)

Rubrik: Annexes

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 03.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Annexes
au Bulletin des délibérations du Grand Conseil
du Canton de Berne

1962

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**
des 26 et 24 janvier 1962
en vue de la 2^{me} délibération

Loi
du 2 septembre 1956/21 février 1960
sur les traitements du corps enseignant
des écoles primaires et moyennes
(Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

Art. 1^{er}

Les taux de la rétribution fondamentale des membres du corps enseignant figurant aux art. 3, 4 et 12 de la loi des 2 septembre 1956/21 février 1960 sur les traitements du corps enseignant sont augmentés de 4 %.

L'augmentation s'applique également aux taux prévus à l'art. 26 de la loi, ainsi qu'aux contributions prévues à l'art. 35, al. 1.

Le Conseil-exécutif a la faculté d'arrondir en plus ou en moins le montant des traitements calculé selon l'art. 1 en un chiffre divisible par douze.

Art. 2

Le supplément de la rétribution fondamentale prévu à l'art. 5 de la loi du 2 septembre 1956 est fixé à 12 %.

Cette augmentation s'applique également aux contributions mentionnées à l'art. 35, al. 1.

Art. 3

Dans le chapitre II de la loi est intercalé l'article 23^{bis} suivant:

Art. 23^{bis}. Les traitements du corps enseignant entrant en ligne de compte pour l'assurance sont fixés par décret du Grand Conseil. Les dispositions de la loi du 2 septembre 1956 sur les traitements du corps enseignant (articles 2 à 5) qui sont contraires à la présente réglementation sont réputées modifiées par analogie.

Art. 4

L'article 33 reçoit la teneur suivante:

Art. 33. Le Grand Conseil fixera par voie de décret les modalités de la participation de l'Etat aux indemnités spéciales arrêtées par les communes en faveur de l'enseignement des branches facultatives et de la direction des écoles primaires et moyennes. Cette participation doit en règle générale correspondre à la part qu'assume l'Etat à la rétribution fondamentale du corps enseignant.

Art. 5

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} avril 1962.

Berne, le 26 janvier 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le vice-président:

Tschumi

Le chancelier:

Hof

Berne, le 24 janvier 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

A. Fankhauser

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**
des 26/19 janvier 1962
en vue de la 2^{me} délibération

Loi
sur l'exploitation
des matières premières minérales
(Loi sur les mines)

Le Grand Conseil du canton de Berne,
sur proposition du Conseil-exécutif,
décète:

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Article premier

¹ L'exploitation de matières premières minérales est un droit régalien de l'Etat (régale des mines). Régale des mines

² Est subordonnée à l'octroi d'une concession l'exploitation des minerais, charbon, pétrole, gaz naturel et autres hydrocarbures solides, mi-solides, liquides ou gazeux, ainsi que de minéraux pour la production d'énergie atomique et pour l'extraction de gisements salins.

³ L'exploitation d'autres matières premières minérales est laissée, dans le cadre des lois, à la discrétion des propriétaires fonciers et des us usufructiers.

⁴ Lorsque l'intérêt public l'exige, le Grand Conseil peut, par décret, faire dépendre d'une concession l'exploitation d'autres matières premières minérales.

Art. 2

La régale des mines est administrée par la Direction des forêts du canton de Berne, sous la surveillance du Conseil-exécutif. Il lui est adjoint une commission technique formée d'experts dont les tâches et la composition seront fixées par une ordonnance du Conseil-exécutif. Administration

Art. 3

Les permis de prospection (art. 24, 39, al. 1, 43), les permis de sondage (art. 39, al. 2, 49) ainsi que les concessions d'exploitation (art. 29, 39, al. 3, 55) sont délivrés par le Conseil-exécutif. Autorité délivrant permis et concessions

Art. 4

Bénéficiaires ¹ Les permis et concessions peuvent être délivrés à des personnes physiques ou morales, comme aussi à des sociétés n'ayant pas la personnalité juridique; l'art. 40, al. 2, demeure réservé.

² Lorsque l'intérêt public l'exige, l'Etat peut se charger lui-même, pour son propre compte, de l'exploitation des matières premières minérales. Le Grand Conseil est compétent pour en décider.

Art. 5

Participation financière de l'Etat ¹ L'Etat peut, par décision de ses autorités agissant dans le cadre de leur compétence constitutionnelle (art. 6, ch. 4, et 26, ch. 9 de la Constitution cantonale), participer financièrement à une société de prospection, de sondages ou d'exploitation.

² Les dispositions spéciales de la présente loi demeurent réservées (art. 42) en ce qui concerne la participation de l'Etat à des sociétés d'exploitation de pétrole.

Art. 6

Cession et nantissement La cession ou le nantissement de permis de prospection et de sondage, ou de concessions d'exploitation, sont subordonnés à l'approbation du Conseil-exécutif.

Art. 7

Indemnité au propriétaire, sûretés ¹ Le propriétaire foncier a droit à pleine indemnité pour le dommage matériel, la perte de rendement et les autres inconvénients causés par les travaux de prospection, de sondage et d'exploitation.

² Le bénéficiaire du permis ou de la concession fournira des sûretés convenables, fixées par la Direction des forêts, en vue de garantir l'indemnité due en dommages-intérêts au propriétaire ainsi que les frais de remise en l'état primitif.

³ Si les circonstances devaient se modifier de manière essentielle, la Direction des forêts peut demander que les sûretés soient complétées.

⁴ La fixation définitive de l'indemnité incombe, en cours de litige, au juge compétent en matière d'expropriation, qui statuera conformément à la dite législation.

Art. 8

Obligation d'achat du bien-fonds ¹ Le propriétaire foncier peut exiger du concessionnaire l'achat de son bien-fonds, lorsque pendant plus de trois ans il a été privé de la jouissance ou de l'exploitation de son sol, ou lorsque ce fonds est devenu de manière durable impropre à l'exploitation originaire.

² En cas de litige, le juge compétent en matière d'exploitation statue sur l'obligation d'achat et détermine le montant dû.

Art. 9

Droit d'expropriation du concessionnaire ¹ Si des raisons d'intérêt public l'exigent, le Conseil-exécutif accordera au concessionnaire le droit d'expropriation pour acquérir les biens-fonds et droits réels nécessaires à la construction de l'ouvrage, à moins qu'il ne puisse les obtenir à l'amiable ou sous forme d'une servitude suffisante (droit de superficie etc.).

² Le juge compétent en matière d'expropriation fixe le montant de l'indemnité due conformément à la dite législation.

Art. 10

¹ Prospecteurs, sondeurs et concessionnaires sont soumis pour tous permis de construire aux dispositions légales spéciales, en particulier aux règlements communaux sur les constructions.

Permis de construction

² Le Conseil-exécutif peut accorder des permis d'exception après avoir entendu la commune.

Art. 11

¹ Toutes les installations de prospection et d'exploitation doivent répondre aux exigences usuelles en ce qui concerne la sécurité des constructions, la protection de la vie et de la santé des ouvriers, la sécurité de la population, des transports publics, la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, ainsi que de la protection de la nature, de sites et des monuments.

Mesures de sécurité, protection de la nature, des sites et des monuments

² On évitera en particulier le bruit pouvant porter une atteinte sensible au repos public. Lors de l'octroi du permis ou de la concession, le Conseil-exécutif est autorisé à imposer des mesures particulières.

Art. 12

¹ Au cours de tous travaux préparatoires et d'exécution, les mesures nécessaires seront prises pour éviter une atteinte aux eaux souterraines, au sources et aux eaux de surface.

Protection des eaux

² En ce qui concerne la prise d'eaux potables et d'usage, demeurent réservées les dispositions de la loi sur l'emploi des eaux du 3 décembre 1950.

Art. 13

¹ Les prospecteurs, sondeurs et concessionnaires donneront, à qualification égale, la préférence aux citoyens suisses dans la désignation à des emplois dirigeants.

Préférence en faveur de la main-d'œuvre suisse

² La même règle vaut pour le personnel de bureau, les ouvriers qualifiés et les ouvriers non qualifiés.

Art. 14

¹ Les prospecteurs, sondeurs et concessionnaires n'entraveront pas la recherche scientifique.

Recherche scientifique, découvertes

² Les découvertes d'importance scientifique ou historique seront signalées sans retard à la Direction des forêts (art. 724 Ccs).

Art. 15

A l'achèvement des travaux de prospection, de sondage et d'exploitation, le terrain sera remis aussi rapidement et aussi bien que possible dans son état antérieur. La Direction des forêts décide dans chaque cas particulier des mesures à prendre.

Remise en état primitif

Art. 16

¹ Le prospecteur, le sondeur et le concessionnaire répondent, conformément aux dispositions de la législation civile, de tous dégâts causés par la construction et la mise en exploitation de l'entreprise.

Responsabilité

² Ils n'ont aucun recours en dommages-intérêts contre l'Etat, si par suite d'événements extérieurs ou du fait d'un tiers, ils ont subi des dégâts ou ont été entravés dans leur activité.

³ Ils n'ont pas davantage droit à indemnité en cas de difficultés momentanées de l'exploitation ou d'interruptions de celle-ci, en raison de travaux urgents de la police des eaux ou de mesures prises pour la protection des eaux.

Art. 17

Justification
des sûretés
et de
l'assurance
responsabilité

¹ Les permis de prospection et de sondage, ainsi que les concessions d'exploitation, ne seront délivrés qu'après remise des sûretés exigées et après conclusion d'une assurance en responsabilité civile suffisante.

² Si le montant de l'assurance est jugé insuffisant, la Direction des forêts peut en exiger l'augmentation.

Art. 18

Extinction et
retrait du
permis de
prospection
ou de sondage

¹ Les permis de prospection et de sondage prennent fin:

- a) à leur expiration,
- b) par renonciation.

² Ils peuvent être retirés par le Conseil-exécutif

- a) quand le prospecteur ou le foreur manque gravement aux obligations imposées ou aux dispositions de la loi, ou les a enfreintes de manière continue en dépit d'avertissement;
- b) quand il n'exécute pas dans le délai imparti des travaux de prospection ou de sondages essentiels.

Art. 19

Retrait de la
concession

La concession d'exploitation peut être retirée par le Conseil-exécutif:

- a) quand le concessionnaire enfreint gravement ou de manière répétée, en dépit d'avertissement, les dispositions de la présente loi, les prescriptions de la concession ou les charges spéciales;
- b) quand la situation financière du concessionnaire s'est considérablement aggravée.

Art. 20

Annulation
de la conces-
sion

¹ Le Grand Conseil peut en tout temps annuler la concession moyennant pleine indemnité. L'annulation sera communiquée au concessionnaire au moins trois années à l'avance.

² Lorsque l'intérêt public l'exige, le montant de l'indemnité à verser est, en cas de litige, fixé par le juge compétent en matière d'expropriation.

Art. 21

Surveillance

¹ Les organes de la Direction des forêts sont en tout temps autorisés à pénétrer dans les lieux de prospection, de sondage et d'exploitation, à inspecter les installations et travaux, à prélever des échantillons de matières premières minérales et à procéder à des travaux de contrôle technique.

² Si des actes ou omissions sont constatés qui nuisent à la conservation ou à l'exploitation ultérieure des installations, ou sont reconnus dangereux pour la vie ou la santé, la Direction des forêts fixe un délai pour mettre fin à ces actes, réparer ces omissions et écarter ces dangers.

Art. 22

¹ Les autorités, fonctionnaires et experts sont tenus de garder le secret sur les constatations qu'ils peuvent être appelés à faire et sur les renseignements qu'ils obtiennent quant à l'activité des prospecteurs, sondeurs et concessionnaires, si leur divulgation devait léser les intérêts légitimes de ces derniers.

Obligation
de secret

² Cette obligation de secret prend fin 3 ans après l'expiration du permis de prospection ou de sondage, pour autant qu'une concession n'ait pas été accordée pour le même objet; dans tous les cas, l'obligation de secret s'éteint 3 ans après l'expiration de la concession.

³ L'obligation de secret ne s'étend pas aux constatations faites en ce qui concerne les eaux de fond.

CHAPITRE II

Matières premières minérales solides

I. La prospection

Art. 23

¹ Le propriétaire foncier est autorisé, moyennant avis préalable à la Direction des forêts, à prospecter son propre terrain aussi longtemps qu'un permis de prospection n'a pas été délivré à un tiers. La Direction des forêts peut ordonner des mesures de sécurité, ou interdire la prospection en application de l'art. 26, al. 2.

Droit de
prospection

² Dans tous les autres cas, la prospection de matières premières minérales solides est soumise à une autorisation.

³ Les prospections dans des terrains d'eaux souterraines, ainsi que les recherches géophysiques sont dans tous les cas soumises à autorisation, lorsqu'elles s'effectuent par des forages ou par procédés sismiques.

⁴ Le Conseil-exécutif édicte les prescriptions concernant le périmètre et le rapport longueur/largeur du territoire à prospecter.

Art. 24

¹ Le permis de prospection autorise le titulaire à prospecter le bien-fonds d'autrui.

Permis de
prospection

² Le permis de prospection ne peut être délivré qu'à des requérants remplissant les conditions de l'art. 31.

³ La demande du permis de prospection sera présentée, avec les pièces prescrites, au préfet du district où se trouve le bien-fonds à prospecter.

⁴ Le prospecteur est tenu d'indiquer à la Direction des forêts le programme, le début et l'arrêt des travaux de prospection.

⁵ Les propriétaires fonciers et usufruitiers sont tenus de tolérer les travaux de prospection, ainsi que le piquetage et autres mesures prises par les prospecteurs.

⁶ Le propriétaire foncier en cause sera entendu avant l'octroi du permis.

⁷ Il ne sera pas accordé d'autre permis de prospection à des tiers pour la même matière première minérale et pour un territoire ayant déjà fait l'objet d'un droit de prospection ou d'une concession d'exploitation.

Art. 25

Durée du
permis de
prospection

Le permis de prospection est accordé pour la durée d'une année. Sur requête motivée, il peut être chaque fois prolongé d'une année, mais il s'éteint dans tous les cas après trois ans.

Art. 26

Interdiction
de travaux de
prospection

¹ La prospection est interdite sur les voies publiques, les places, les installations ferroviaires, les cimetières et les territoires naturels protégés.

² Il ne peut être prospecté à proximité de bâtiments ou d'autres ouvrages, de jardins, de bâtiments ruraux et de territoires naturels protégés, sauf si des intérêts publics importants l'exigent.

³ Le permis fixera les distances minimums à observer.

Art. 27

Droit de
disposer du
prospecteur

Le prospecteur est autorisé à disposer des matières premières minérales extraites au cours de ses travaux dans la mesure où il en a besoin pour déterminer la valeur d'exploitation des gisements.

Art. 28

Rapports

Le prospecteur fournira les rapports, bulletins de travail, plans, cartes, profils et échantillons de minéraux exigés par la Direction des forêts.

II. L'exploitation

Art. 29

Droit du con-
cessionnaire

¹ Par l'octroi de la concession d'exploitation, le concessionnaire obtient le droit d'extraire, dans les limites de biens-fonds déterminés, les matières premières minérales sur lesquelles s'étend la régie de l'Etat.

² Les matières premières minérales et les biens-fonds dont s'agit seront exactement spécifiés dans l'acte de concession.

Art. 30

Droit de
préférence du
prospecteur

¹ Si le prospecteur établit l'existence d'un gisement exploitable de la matière minérale désignée par le permis de prospection, il peut revendiquer l'octroi d'une concession, pour autant qu'il remplisse les autres conditions légales. Le permis de prospection reste en vigueur pour les territoires non englobés par l'acte de concession.

² Si d'autres matières premières minérales que celles recherchées sont découvertes dans les limites du territoire concédé, la Direction des forêts sera informée sans retard. Le prospecteur a droit de priorité pour l'octroi d'une concession; sont exceptés les gisements salins, les minéraux destinés

à la production d'énergie atomique, le pétrole et le gaz naturel, ainsi que les hydrocarbures solides, mi-solides, liquides ou gazeux.

³ Si le bénéficiaire du droit de préférence ne fait pas usage de son droit, il peut prétendre à une indemnité convenable pour ses frais de prospection et dans la mesure où la matière première minérale est exploitée par un tiers. Ce droit à indemnité sera fixé dans l'acte de concession; il se prescrit dans un délai de 10 ans à dater de l'expiration du permis de prospection.

Art. 31

¹ Les personnes physiques et la majorité des personnes faisant partie des sociétés n'ayant pas la personnalité juridique qui sollicitent une concession d'exploitation doivent être de nationalité suisse. Elles doivent conserver leur domicile en Suisse pendant toute la durée de la concession.

Conditions de la concession

² Les personnes morales doivent avoir leur siège en Suisse pendant toute la durée de la concession. Le conseil d'administration sera formé dans sa majorité de citoyens suisses domiciliés en Suisse, domicile qu'ils devront conserver pendant tout la durée de la concession.

³ Le requérant doit offrir les garanties nécessaires pour assurer un aménagement et une exploitation appropriés des installations; il doit aussi produire un plan financier.

Art. 32

¹ Le requérant présentera sa demande de concession à la Direction des forêts, à l'intention du Conseil-exécutif. Cette demande contiendra notamment les indications suivantes:

Demande de concession

- a) les noms, domicile et nationalité du requérant et du futur propriétaire,
- b) la désignation des biens-fonds entrant en ligne de compte, des matières minérales à extraire, ainsi que des indications d'ordre technique concernant l'exploitation, en particulier les constructions à jour projetées, la profondeur présumée des forages et des puits,
- c) la preuve qu'une exploitation est justifiée,
- d) la justification d'une assurance en responsabilité civile suffisante,
- e) la justification du financement,
- f) le programme de travail.

² A la requête sera joint un plan de situation en deux exemplaires (extrait officiel du cadastre), sur lequel seront tracés les places d'exploitation ainsi que les limites du terrain d'exploitation.

Art. 33

¹ La requête est déposée publiquement à la préfecture, et elle paraît dans les feuilles officielles et feuilles officielles d'avis. Elle est publiée de la manière usuelle là où il n'existe pas de feuilles officielles d'avis. En outre, le préfet avisera par lettre recommandée les propriétaires fonciers intéressés.

Procédure d'opposition

² La demande de concession peut être frappée d'opposition dans les 30 jours pour cause de violation d'intérêts publics ou privés.

Art. 34

Examen et
décision

¹ La Direction des forêts, d'entente avec la Direction des travaux publics, examine la demande de concession et les oppositions.

² Après examen, la Direction des forêts transmet le dossier au Conseil-exécutif avec sa proposition. Ce dernier statue sur la demande et les oppositions relevant du droit public; les droits privés de tiers demeurent réservés.

Art. 35

Acte de
concession

Un acte de concession est délivré au concessionnaire. Il comprend notamment:

- a) le nom et le domicile du concessionnaire,
- b) le périmètre du terrain d'exploitation avec la désignation des biens-fonds qu'il concerne,
- c) la désignation des matières premières minérales à extraire,
- d) les dispositions concernant la police et la protection des eaux,
- e) les dispositions relatives à la protection de la nature, des sites et des monuments,
- f) les dispositions concernant la durée et les effets de la concession, ainsi que le rachat et le retour légal de celle-ci,
- g) la réserve concernant les droits privés de tiers,
- h) les prescriptions concernant les installations, leur exploitation et leur entretien,
- i) la fixation de l'émolument de concession et des redevances de production,
- k) les indications concernant les sûretés à fournir et l'assurance en responsabilité civile à conclure.

Art. 36

Durée de la
concession

¹ La concession est accordée pour la durée maximum de 50 ans.

² Un droit d'exploitation d'une durée d'au moins 30 ans peut être inscrit au registre foncier comme droit distinct et permanent.

Art. 37

Renouvellement de la
concession

¹ Le Conseil-exécutif peut renouveler une concession et, à cette occasion, fixer de nouvelles conditions.

² Le renouvellement doit être accordé, à moins que des intérêts publics ne s'y opposent, ou qu'il ne lèse de façon importante les intérêts de tiers.

CHAPITRE III

Pétrole

I. Dispositions communes concernant la prospection, le sondage et l'exploitation

Art. 38

Champ
d'application

¹ Les dispositions du présent chapitre s'appliquent à la prospection, au sondage et à l'exploitation de gisements de pétrole et de gaz naturel, ainsi

qu'à tous les autres hydrocarbures solides, mi-solides, liquides ou gazeux.

² Sous la désignation de pétrole, on entend par les dispositions qui suivent tous les hydrocarbures solides, mi-solides, liquides ou gazeux.

³ La prospection, le sondage et l'exploitation de minéraux qui sont techniquement utilisables en raison de leur teneur en bitume, sont réglés par les dispositions concernant les matières premières solides (chapitre II).

⁴ En l'absence de dispositions spéciales énumérées dans le présent chapitre sont alors applicables celles du chapitre II.

Art. 39

¹ Sous la désignation de *prospection* au sens des présentes dispositions, on entend les excavations (tranchées, puits, etc.) et les forages qui sont nécessaires pour des recherches géologiques superficielles, ainsi que pour toutes les explorations géophysiques et géochimiques qui s'y rattachent.

Définitions

² Sous la désignation de *sondage* on entend les excavations et tous les travaux s'y rattachant en vue de la recherche de gisements de pétrole ou de gaz naturel, ainsi que la détermination de l'étendue et des possibilités d'exploitation d'une nappe de pétrole.

³ Sous la désignation de *exploitation* on entend l'extraction du pétrole ou du gaz naturel jusqu'à la surface terrestre, ainsi que l'amenée du pétrole ou du gaz naturel à des réservoirs à l'intérieur d'un champ pétrolifère.

Art. 40

¹ Les permis de prospection et de sondage ne peuvent être délivrés qu'à des citoyens suisses ayant domicile permanent en Suisse. Il en est de même pour la majorité des membres de sociétés n'ayant pas la personnalité juridique.

Conditions
légales

² Les personnes morales auront leur siège en Suisse pendant la durée du permis ou de la concession. Les membres du conseil d'administration doivent être en majorité des citoyens suisses domiciliés en Suisse, où ils conserveront leur domicile pendant toute la durée du permis ou de la concession.

³ La concession d'exploitation ne peut être accordée qu'à une société anonyme.

⁴ Il devra y avoir dans tous les cas un établissement stable dans le canton de Berne.

⁵ La majorité du capital-actions doit se trouver en mains suisses. Lorsque l'intérêt public l'exige, le Grand Conseil peut autoriser des exceptions à cette règle.

⁶ Les sociétés anonymes émettront des actions nominatives liées.

⁷ Les conventions passées avec des tiers pour l'exécution de travaux de prospection, de sondage et d'exploitation sont soumises à l'approbation du Conseil-exécutif.

Art. 41

¹ Si par suite des travaux de prospection, de sondages ou d'exploitation, on trouve d'autres matières premières minérales, la Direction des forêts en sera informée sans retard.

Droit de préférence du prospecteur, du sondeur et du concessionnaire

² Les prospecteurs, sondeurs et concessionnaires ont droit à l'octroi de la concession pour les autres matières minérales découvertes par eux; demeurent réservés les gisements de sel et de minéraux propres à la production d'énergie atomique.

Art. 42

Participation
de l'Etat

¹ Les statuts de la société constituée prévoiront une représentation convenable de l'Etat dans le conseil d'administration au sens de l'art. 762 CO. Demeure réservé le droit de l'Etat à une représentation au conseil d'administration correspondant à l'importance de sa participation financière à la société en question.

² A la demande de l'Etat, une participation allant jusqu'au tiers du capital-actions peut lui être accordée aux mêmes conditions que celles faites aux souscripteurs. L'Etat doit exercer ce droit dans le délai d'une année à partir de l'octroi de la concession.

³ Les statuts de la société constituée concéderont à l'Etat un droit de préemption dans le cadre de l'al. 2. Une participation plus étendue de l'Etat dans le sens de l'art. 5 demeure réservée.

II. La prospection

Art. 43

Permis de
prospection

¹ Le permis de prospection donne le droit d'exécuter des travaux prévus à l'art. 39, al. 1, dans le périmètre d'un territoire déterminé.

² Le canton peut être divisé en plusieurs territoires de prospection; pour un seul et même territoire, il ne sera délivré qu'un seul permis de prospection.

³ Les demandes de permis de prospection seront adressées par écrit à la Direction des forêts. A la demande seront joints:

a) un plan avec désignation du territoire de prospection. La Direction des forêts fixera l'échelle de ce plan.

b) un programme des travaux projetés.

⁴ La prospection du pétrole sur son propre fonds est aussi soumise à l'octroi d'une autorisation.

Art. 44

Durée du
permis de
prospection

¹ Le permis de prospection est octroyé pour une durée de 3 ans. Il peut être prolongé chaque fois de deux ans, sur requête motivée.

² La prolongation sera refusée, si le prospecteur a manqué intentionnellement à ses obligations ou les a gravement négligées.

³ Le titulaire d'un permis de prospection peut en tout temps renoncer entièrement ou partiellement à l'exercice de son droit de prospection. La décision de renonciation sera communiquée par écrit à la Direction des forêts. La délimitation du

territoire non compris dans la renonciation doit être approuvée par cette même Direction.

Art. 45

¹ La Direction des forêts publie la demande de prospection dans la Feuille officielle du canton de Berne, en impartissant un délai d'au moins 6 mois, pendant lequel d'autres intéressés à la prospection peuvent s'annoncer. Cette publication peut être faite dans d'autres journaux et revues techniques. Dans la règle, le permis de prospection est délivré à celui des requérants qui présente le plus de garanties au point de vue technique et financier pour une exécution rapide et complète des travaux de prospection.

Octroi
du permis

² Le requérant doit justifier de ses connaissances quant aux travaux de prospection, ainsi que de ses moyens financiers.

³ La Direction des forêts communiquera sa décision à chaque requérant, au plus tard dans les six mois suivant la fin du délai fixé pour s'annoncer.

Art. 46

¹ Le prospecteur explorera le territoire de prospection par des recherches géologiques et géophysiques jusqu'au stade de sondages. La Direction des forêts peut libérer le prospecteur de cette obligation lorsque les circonstances permettent l'octroi immédiat d'un permis de sondage.

Obligations
du
prospecteur

² Le prospecteur annoncera à la Direction des forêts le début et l'achèvement des travaux de prospection.

³ Un programme général de forages sera communiqué à la Direction des forêts avant le début des sondages pour la prospection superficielle géologique ou géophysique. La dite Direction entendra les communes intéressées avant de délivrer le permis.

⁴ Dans tous les forages atteignant des eaux souterraines, le prospecteur est tenu de mesurer l'altitude exacte, par rapport au niveau de la mer, de la surface de l'eau souterraine, et de communiquer le résultat des mesurages à la Direction des forêts. Si besoin est, celle-ci ordonnera des recherches complémentaires pour éclaircir la situation en ce qui concerne les eaux souterraines.

⁵ Le prospecteur adressera chaque semestre à la Direction des forêts des rapports complets avec indications précises sur les travaux effectués et ceux qui sont encore prévus.

Art. 47

¹ Chaque trou de forage abandonné sera comblé pour assurer la protection du sous-sol et de la surface du terrain. L'ordonnance sur les sondages prévue à l'art. 52, al. 4, règle la manière de procéder à ce remblai.

Achèvement
des travaux
de prospec-
tion

² Un rapport final sera remis au plus tard 6 mois après l'expiration du permis de prospection. Ce rapport contiendra les résultats de tous les travaux. A titre exceptionnel, la Direction des forêts prolongera le délai de remise de 6 mois au plus. Le contenu et la forme des rapports intermédiaires et du rapport final feront l'objet d'instructions spéciales de la part de cette Direction.

³ Des échantillons représentatifs de tous les minéraux et liquides découverts dans les tranchées, puits et forages seront joints au rapport final.

Art. 48

Droit du prospecteur au permis de sondage

¹ Le prospecteur a droit à l'octroi d'un permis de sondage pour un ou plusieurs secteurs du territoire de prospection.

² Le permis de prospection reste valable pour la partie du territoire non englobée dans le permis de sondage.

III. Le sondage

Art. 49

Permis de sondage

¹ Le permis de sondage donne au prospecteur le droit exclusif de déterminer, à l'aide de sondages profonds et de toutes mesures s'y rapportant, l'existence, l'étendue et la possibilité d'exploitation d'une nappe de pétrole à l'intérieur d'un territoire déterminé (territoire de sondage).

² Le permis de sondage peut être octroyé pour l'ensemble du territoire de prospection ou une partie de celui-ci.

Art. 50

Octroi du permis de sondage

¹ Le permis de sondage ne peut être délivré qu'au prospecteur.

² Le prospecteur qui veut obtenir un permis de sondage adressera à la Direction des forêts une demande écrite avant l'expiration du délai de prospection. La requête contiendra:

- a) un plan de situation (extrait officiel du cadastre) avec désignation exacte du territoire de sondage. La Direction des forêts fixera l'échelle de ce plan;
- b) le programme des travaux projetés, avec indications concernant la situation, le genre et le but des travaux géologiques et géophysiques envisagés, ainsi que le projet de sondage.

Art. 51

Durée du permis de sondage

¹ Le permis de sondage est délivré pour une durée de 3 ans. Il peut être prolongé sur requête. La prolongation ne sera refusée que si le sondeur a manqué intentionnellement à ses obligations ou les a gravement négligées.

² Le sondeur peut renoncer à un ou plusieurs secteurs du territoire de sondage. Il s'ensuit que le permis de prospection devient caduc pour les dits secteurs. L'art. 44, al. 3, est applicable par analogie.

Art. 52

Obligations du sondeur

¹ Le sondeur est tenu de déceler l'existence d'un gisement et sa possibilité d'exploitation, au moyen de sondages profonds et toutes autres mesures s'y rattachant.

² Si le sondeur a découvert un gisement de pétrole ou présume en avoir découvert un, il en informera sans retard la Direction des forêts en lui donnant toutes précisions utiles.

³ Il doit, au cours de l'année suivant la délivrance du permis de sondage, commencer le premier forage en profondeur et pénétrer jusqu'aux couches vraisemblablement imprégnées d'huile. La Direction des forêts peut prolonger ce délai pour tenir compte de cas spéciaux.

⁴ Le Conseil-exécutif édicte des prescriptions de détail en ce qui concerne les sondages et les rapports de forage et de production (ordonnance sur les sondages).

⁵ Les travaux de sondage ne peuvent être ajournés ou interrompus que pour des raisons majeures. Si le travail est interrompu pendant plus d'un mois dans un sondage en profondeur, cette interruption devra être signalée à la Direction des forêts, avec indication des motifs.

⁶ Tous les travaux seront exécutés en prenant les précautions nécessaires, et en utilisant les méthodes modernes d'investigation.

⁷ Le sondeur est tenu de fournir les rapports suivants:

- a) un rapport annuel sur les travaux exécutés dans le territoire de sondage, avec renseignements détaillés concernant les résultats (y compris les sondages), et avec adjonction de plans et profils. Ce rapport sera présenté dans le mois qui suit l'année de l'exercice en cours.
- b) un rapport dressé conformément à l'ordonnance sur les sondages après chaque forage de pétrole ou de gaz naturel.
- c) un rapport final à fournir dans les six mois dès la renonciation à des secteurs du territoire de sondage, ainsi qu'à l'expiration du permis de sondage; ce rapport portera sur toutes les recherches entreprises dans le territoire de sondage, y compris les forages. Si le sondeur dépose une demande de concession, il fournira son rapport final au plus tard en même temps que sa demande de concession.
- d) un programme de travail pour l'année civile suivante, dans lequel seront précisés la situation, le genre et le but des travaux géologiques et géophysiques prévus, ainsi que les sondages projetés. Le début et la fin de chaque travail, de même que les modifications apportées au programme de sondage, doivent immédiatement être signalés à la Direction des forêts.

⁸ L'ordonnance sur les sondages contiendra des prescriptions plus détaillées en ce qui concerne les échantillons de minéraux et de liquides de tous les sondages (prélèvements de rinçage, échantillons de matières, etc.), qui doivent accompagner le rapport final. Ces échantillons seront remis au plus tard 6 mois après l'expiration du permis de sondage.

⁹ Pour le surplus, les dispositions concernant la prospection sont applicables par analogie.

Art. 53

Achèvement
des travaux
de sondage

Chaque trou de sondage définitivement abandonné sera comblé conformément aux prescriptions de l'ordonnance sur les sondages.

Art. 54

Droit à l'octroi
d'une con-
cession

¹ Le sondeur qui justifie de la présence d'un gisement de pétrole exploitable a droit à l'octroi d'une concession d'exploitation, le cas échéant après constitution d'une société anonyme (art. 40, al. 2).

² Le permis de sondage reste valable pour la partie du territoire non touché par la concession.

IV. L'exploitation

Art. 55

Concession
d'exploitation

¹ La concession d'exploitation donne le droit exclusif, dans les limites d'un territoire déterminé, d'extraire du pétrole dans le cadre des prescriptions légales en vigueur.

² Le territoire d'exploitation doit se trouver dans les limites du territoire de sondage; ses contours et sa superficie sont décrits dans l'acte de concession.

Art. 56

Délivrance

¹ La concession d'exploitation ne peut être délivrée qu'au sondeur.

² Le sondeur qui désire obtenir une concession d'exploitation adressera avant l'expiration du délai de sondage une requête écrite à la Direction des forêts.

Art. 57

Durée de la
concession

¹ La concession d'exploitation est accordée pour une durée de 30 ans. La concession peut être renouvelée par le Conseil-exécutif, qui a compétence de fixer de nouvelles conditions; l'art. 37, al. 2, est applicable par analogie.

² La demande de renouvellement sera adressée à la Direction des forêts au plus tard un an avant l'expiration de la concession d'exploitation.

³ La concession tombe lorsque le territoire concédé a été complètement exploité.

⁴ Le concessionnaire peut dans un délai de 6 mois renoncer entièrement ou partiellement à la concession.

⁵ En cas de renonciation partielle, la délimitation du territoire restant à exploiter doit être approuvée par la Direction des forêts.

Art. 58

Obligations
du conces-
sionnaire

¹ Le concessionnaire commencera ses travaux d'extraction dans le délai d'une année après l'octroi de la concession, et les poursuivra aussi longtemps que cela est possible au point de vue technique et peut être raisonnablement exigé de lui sur le plan économique. L'art. 53 est applicable.

² L'extraction ne peut être différée, suspendue ou réduite dans une mesure importante qu'avec l'autorisation de la Direction des forêts.

³ Si l'extraction doit être suspendue ou réduite dans une mesure importante à la suite d'événements imprévisibles, la Direction des forêts en sera informée sans retard.

⁴ La cessation de l'entreprise n'est admissible qu'en cas de renonciation à la concession.

⁵ Le concessionnaire présentera pour chaque année civile, un mois à l'avance, un plan d'exploitation.

⁶ Le concessionnaire fournira chaque année à la Direction des forêts un rapport sur les travaux effectués (art. 52, al. 7 et 8).

Art. 59

¹ Le concessionnaire a l'obligation de tenir des contrôles de production. Avis
concernant
la production

² La production et son utilisation feront l'objet d'un rapport trimestriel à la Direction des forêts.

³ La Direction des forêts est autorisée à prendre connaissance des contrôles d'extraction.

⁴ Si des contrôles doivent être effectués par suite de renseignements insuffisants, le concessionnaire en supportera les frais.

Art. 60

Lorsqu'un gisement s'étend sur plusieurs territoires concessionnés et que les concessionnaires ne peuvent s'entendre sur une exploitation commune, le Conseil-exécutif prend les mesures appropriées. Il ordonne, le cas échéant, la suspension provisoire de l'exploitation. Exploitation
commune

Art. 61

¹ A l'expiration de la concession ou lors de son retrait, l'Etat est en droit de revendiquer toutes les installations d'exploitation ainsi que leurs accessoires. Celles-ci seront remises dans un état permettant de poursuivre l'exploitation. Le droit de reprise sera notifié par écrit au concessionnaire au plus tard à l'échéance de la concession d'exploitation. Retour légal

² Si l'Etat fait usage de ce droit de reprise:

- a) les trous de sondage, y compris les tubes de revêtement, lui seront remis gratuitement;
- b) toutes installations d'exploitation ainsi que les droits de propriété et d'usufruit acquis pour cette exploitation lui seront cédés contre indemnité.

³ Si l'Etat ne fait pas usage de son droit de reprise, le concessionnaire démolira à ses frais les installations d'exploitation et rétablira l'état antérieur, dans la mesure où l'exige la Direction des forêts.

⁴ Les litiges concernant l'obligation de remise et le montant de l'indemnité ressortissent au Tribunal administratif.

CHAPITRE IV

Emoluments et redevances

Art. 62

*A. Matières premières minérales solides (mines)*Emoluments
et redevances¹ Les émoluments suivants seront perçus pour décisions et examens:

- a) pour l'octroi d'un permis de prospection
fr. 50.— à fr. 500.—;
- b) pour l'octroi d'une concession
fr. 500.— à fr. 10 000.—;
- c) pour le renouvellement ou le transfert d'un
permis de prospection ou d'une concession,
au plus le quart des émoluments selon lit. a)
et b).

² Le concessionnaire payera en outre à l'Etat une redevance annuelle de production de 10 % au maximum de la valeur marchande de l'ensemble des matières extraites; le montant de cette redevance sera fixé dans l'acte de concession.

B. Pétrole

³ Il sera perçu un émolument unique de fr. 500.— à fr. 5000.— pour l'octroi d'un *permis de prospection ou de sondage*; pour le renouvellement ou le transfert de ces permis, l'émolument comportera au plus le quart de ces montants.

⁴ Les prospecteurs et sondeurs payeront en outre, à chaque début d'année, une taxe de surface de fr. 5.— par kilomètre carré du territoire de prospection ou de sondage.

⁵ Pour l'octroi d'une *concession d'exploitation*, le concessionnaire payera un émolument fixe de fr. 1000.— à fr. 10 000.—; un quart au maximum de ces montants sera perçu pour le renouvellement ou le transfert de la concession.

⁶ De plus, l'Etat encaissera à son choix, à titre de *redevance de production* (royalty), soit le 10 % de l'extraction totale à chaque trou de forage, ou le 10 % de la valeur marchande de la totalité de la production, déduction faite de la consommation exigée par l'exploitation de l'entreprise, dans les deux cas sans la tare.

⁷ Une part convenable de la redevance de production, dont le montant est fixé par le Grand Conseil, est attribuée au fonds cantonal de compensation financière.

⁸ Si le concessionnaire renonce à l'emploi des moyens de production, l'Etat peut les revendiquer à titre gratuit. Dans ce cas, le concessionnaire est tenu de délivrer les installations nécessaires d'extraction.

Art. 63

Autres
décisions et
frais¹ Pour chaque autre décision, il sera perçu un émolument de fr. 10.— à fr. 200.—.

² Les débours doivent être remboursés dans tous les cas.

CHAPITRE V

Litiges et infractions

Art. 64

¹ Les litiges relatifs aux droits et obligations découlant du permis ou de la concession et surgissant entre l'Etat d'une part et le prospecteur, sondeur ou concessionnaire d'autre part, ou ceux qui opposent entre eux prospecteurs, sondeurs ou concessionnaires ressortissent au Tribunal administratif.

Litiges

² Les litiges avec d'autres usufruitiers concernant l'étendue de leurs droits sont dévolus aux tribunaux civils.

Art. 65

Plainte peut être portée devant le Conseil-exécutif, en application des dispositions de la loi sur la justice administrative, contre les décisions et les mesures prises par la Direction des forêts.

Plainte

Art. 66

¹ Est puni d'amende:

Infractions

- a) celui qui prospecte sans permis les matières premières minérales;
- b) celui qui, sans être au bénéfice d'une concession, exploite des matières premières minérales soumises au droit régalien de l'Etat;
- c) celui qui contrevient à son devoir d'information, ou commence à monter des installations pour la prospection, le sondage ou l'exploitation, sans être au bénéfice d'un permis ou d'une concession;
- d) celui qui transgresse gravement les prescriptions du permis ou de la concession, ou néglige de suivre les instructions de l'autorité compétente.

² Dans les cas graves, ainsi qu'en cas de récidive, une amende jusqu'à fr. 10 000.— ou les arrêts seront prononcés. Il y a récidive lorsque celui qui a été condamné en vertu de la présente loi se rend coupable d'une nouvelle infraction dans un délai de trois ans à dater du jour où le jugement a acquis force exécutoire.

³ Si l'infraction implique la soustraction d'émoluments ou de taxes, l'auteur est en outre condamné au paiement de ces redevances; il peut aussi être astreint à rétablir un état de choses conforme à la loi. Le juge demandera au préalable à la Direction des forêts un rapport sur le montant des émoluments ou des redevances de production, ainsi que sur la remise en l'état légal.

⁴ Si l'infraction est commise dans l'activité d'une personne morale, d'une société en nom collectif ou en commandite, les dispositions pénales s'appliquent aux personnes qui ont agi ou auraient dû agir pour elle. Les personnes morales, les sociétés en nom collectif ou en commandite sont solidairement responsables quant aux amendes, émoluments, prestations et frais; elles exercent dans la procédure pénale les droits d'une partie.

⁵ Demeure réservée la décision des autorités administratives d'annuler un permis ou une concession et, indépendamment de la poursuite pénale, d'ordonner la remise en l'état conforme à la loi, ou en l'état existant lors de la délivrance du permis ou de la concession.

CHAPITRE VI

Dispositions finales

Art. 67

Conclusion de concordats ¹ Le Grand Conseil peut conclure des contrats (concordats) avec d'autres cantons pour la recherche et l'exploitation de matières premières minérales.

² Le Grand Conseil est également autorisé à ratifier les modifications de contrats, ou à dénoncer de tels contrats au nom de l'Etat.

Art. 68

Exécution Le Conseil-exécutif est chargé de l'exécution de la présente loi, et il arrête les dispositions d'exécution nécessaires.

Art. 69

Entrée en vigueur La présente loi entre en vigueur, après son adoption par le peuple, à la date que fixera le Conseil-exécutif. Elle abroge à cette date toutes dispositions contraires, en particulier la loi sur les mines du 21 mars 1853, et l'ordonnance du 9 février 1855 concernant les infractions à la loi sur les mines.

Berne, le 26 janvier 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le vice-président:

Tschumi

Le chancelier:

Hof

Berne, le 19 janvier 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

Dübi

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**

des 5, 26/24 janvier 1962

Décret
portant introduction de la loi
du 2 septembre 1956/21 février 1960/
1^{er} avril 1962 sur les traitements
du corps enseignant

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application des art. 23^{bis} et 34 de la loi du
2 septembre 1956/1^{er} avril 1962 et de l'art. 3 de la
loi du 21 février 1960,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

Article premier. L'Etat et les communes versent une allocation de renchérissement au corps enseignant des écoles primaires et moyennes. Cette allocation représente le 8 % des parts qu'assument l'Etat et les communes à la rétribution fondamentale initiale prévue par la loi, y compris le supplément de traitement fondamental de 12 % selon l'art. 2 de la loi du 1^{er} avril 1962.

Art. 2. L'allocation de renchérissement est également versée au corps enseignant des écoles privées soutenues par l'Etat ainsi qu'au corps enseignant des écoles spéciales, foyers et établissements non étatisés mais reconnus par l'Etat au sens de l'art. 35, al. 1, de la loi du 2 septembre 1956.

Art. 3. L'allocation de renchérissement est versée chaque mois avec le traitement.

Art. 4. L'allocation n'est pas assurée auprès de la Caisse d'assurance des instituteurs.

Art. 5. ¹ Les maîtres mariés reçoivent de l'Etat une allocation de fr. 360.— par an. Les institutrices mariées reçoivent l'allocation de famille, quand l'époux est incapable d'une activité lucrative.

² La Direction de l'instruction publique peut verser l'allocation de famille jusqu'à concurrence de son montant entier aux membres du corps enseignant célibataires, veufs ou divorcés qui ont une obligation d'entretien ou tiennent ménage commun

avec leurs parents ou frères et sœurs et en assumant principalement les frais. D'entente avec la Direction des finances, la Direction de l'instruction publique statue quant à l'assurance d'allocations dont le versement est laissé à son appréciation.

Art. 6. ¹ Celui qui a la charge permanente d'un enfant reçoit jusqu'aux 18 ans révolus de ce dernier une allocation annuelle de l'Etat de fr. 240.—. Cette allocation est versée sur requête en faveur d'enfants jusqu'à l'âge de 20 ans non encore entièrement capables de gagner, de même qu'en faveur d'enfants de tout âge incapables de gagner, pour autant qu'ils ne reçoivent pas d'autre part une rente ou autre allocation permanente et si l'incapacité de gagner est intervenue avant l'âge de 20 ans. Il y a lieu de signaler à la Direction de l'instruction publique le cas d'un enfant qui commence à exercer une activité lucrative alors que l'allocation d'enfant lui avait été accordée au-delà de ses 18 ans.

² Si l'époux et l'épouse exercent tous deux une activité lucrative, l'allocation d'enfant n'est en règle générale versée que si c'est l'époux qui enseigne. Les allocations d'enfant ne sont pas assurées.

Art. 7. Les modifications survenant dans l'état civil ou dans le nombre des enfants seront annoncées par écrit à la Direction de l'instruction publique. Un droit aux allocations découlant de ces modifications ne prend naissance qu'au début du mois qui suit la communication. Si des allocations trop élevées ont été versées ensuite de l'omission des communications prescrites, les montants touchés en trop doivent être restitués.

Art. 8. Sont applicables par analogie les dispositions des art. 1, al. 3, art. 20 et 31 de la loi du 2 septembre 1956 en ce qui concerne le versement de l'allocation de renchérissement, de l'allocation de famille et d'enfants.

Art. 9. ¹ L'Etat sert aux membres du corps enseignant donnant satisfaction dans leur travail, après 25 et 40 ans de service dans les écoles publiques bernoises, une gratification d'ancienneté équivalant à la rétribution fondamentale d'un mois. Il y est joint un diplôme.

² En cas de mise à la retraite le membre du corps enseignant, ou en cas de décès l'époux survivant ou les enfants mineurs, recevront également une gratification partielle d'ancienneté lorsque le service, sans atteindre 25 ou 40 ans, a été cependant accompli pendant 20 ou 35 années entières. Pour 20 ou 35 ans de service, la gratification est du 50 % d'une gratification ordinaire complète. Elle s'augmente de 10 % par année de service supplémentaire complète.

³ L'Etat sert la gratification d'ancienneté selon al. 1 et 2 ci-dessus également aux maîtres principaux des écoles professionnelles au sens de la loi du 8 septembre 1935 sur la formation professionnelle. Il est tenu compte des années de service dans les écoles primaires ou moyennes bernoises.

Art. 10. L'augmentation de traitement fixée à l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} avril 1962, les augmentations générales des traitements du corps enseignant dans les communes possédant leur propre réglementation des traitements de même que les augmentations d'allocations communales et de prestations en nature, qui ont été décidées ou sont entrées en vigueur postérieurement au 31 décembre 1961, ne sont pas assurées auprès de la Caisse d'assurance des instituteurs jusqu'à ce que le Grand Conseil ait procédé à une nouvelle réglementation des traitements déterminants pour l'assurance.

Art. 11. ¹ Le présent décret entrera en vigueur en même temps que la modification de la loi sur les traitements du corps enseignant adoptée en votation populaire du 1^{er} avril 1962. Le Conseil-exécutif est chargé de son application.

² Le décret du 16 mai/15 novembre 1960 portant introduction de la loi du 2 septembre 1956/21 février 1960 sur les traitements du corps enseignant est abrogé.

Berne, le 5/26 janvier 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le vice-président:

Tschumi

Le chancelier:

Hof

Berne, le 24 janvier 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

A. Fankhauser

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**

des 29 décembre 1961/26 et 24 janvier 1962

Décret

**concernant la participation de l'Etat aux
indemnités versées pour l'enseignement
des branches facultatives et pour la Direc-
tion des écoles primaires et moyennes**

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application de l'art. 33 de la loi du 2 sep-
tembre 1956 sur les traitements du corps ensei-
gnant des écoles primaires et moyennes (dans sa
teneur du 1^{er} avril 1962),

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décède:

Article premier. La participation de l'Etat aux indemnités spéciales versées par les communes en faveur de l'enseignement des branches facultatives et de la direction d'écoles primaires et moyennes se calcule d'après les taux ci-après:

pour les communes de la

| | |
|--|------|
| 1 ^{re} à la 4 ^e classe | 75 ‰ |
| 5 ^e » » 8 ^e » | 70 ‰ |
| 9 ^e » » 12 ^e » | 65 ‰ |
| 13 ^e » » 16 ^e » | 60 ‰ |
| 17 ^e » » 20 ^e » | 55 ‰ |
| 21 ^e » » 24 ^e » | 50 ‰ |
| 25 ^e » » 28 ^e » | 45 ‰ |
| 29 ^e » » 32 ^e » | 40 ‰ |
| 33 ^e » » 35 ^e » | 35 ‰ |
| 36 ^e » » 38 ^e » | 30 ‰ |

Art. 2. Les indemnités versées par les communes ne sont prises en considération pour le calcul de la part de l'Etat que si elles n'excèdent pas les taux suivants:

- a) pour l'enseignement des branches facultatives à l'école primaire conformément aux art. 27 et 70 de la loi du 2 décembre 1951, fr. 9.— par heure;
- b) pour l'enseignement donné à titre supplémen-
taire dans les écoles secondaires avec l'appro-
bation du Conseil-exécutif, ainsi que pour les
exercices de corps de cadets ou de corps de
jeunesse, fr. 450.— par heure annuelle;

- c) pour la direction d'écoles moyennes, fr. 140.— annuellement par classe, fr. 1680.— au plus;
- d) pour la direction d'écoles primaires d'au moins six classes, fr. 100.— par classe, fr. 1000.— au plus.

Art. 3. En vue d'obtenir la contribution de l'Etat, les communes adresseront à la fin de l'année scolaire leurs décomptes avec quittances à l'appui à l'inspecteur, à l'intention de la Direction de l'instruction publique.

Art. 4. ¹ Le présent décret entrera en vigueur en même temps que la loi sur les traitements du corps enseignant, modifiée par scrutin populaire du 1^{er} avril 1962. Le Conseil-exécutif est chargé de son application.

² Le décret du 14 novembre 1956, concernant la participation de l'Etat aux indemnités versées pour l'enseignement des branches facultatives et pour la direction des écoles moyennes, est abrogé.

Berne, le 29 décembre 1961/26 janvier 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le vice-président:

Tschumi

Le chancelier:

Hof

Berne, le 24 janvier 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

A. Fankhauser

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**

du 29 décembre 1961/19 et 16 janvier 1962

Décret
concernant le classement
des communes pour la fixation de leur
quote-part aux traitements du corps
enseignant

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application des art. 25, al. 3, 26 à 30 et 38 de la loi du 2 septembre 1956 sur les traitements du corps enseignant des écoles primaires et moyennes, ainsi que de l'art. 1^{er} de la loi modifiée le 21 février 1960 sur les traitements du corps enseignant,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète

I. Ecoles primaires et secondaires

Article premier. La quote-part annuelle des communes à la rétribution fondamentale initiale*) est, suivant leur capacité financière, de fr. 2211.— à fr. 7095.— pour le corps enseignant primaire, et de fr. 4026.— à fr. 8910.— pour le corps enseignant des écoles secondaires et des progymnases sans section supérieure.

Art. 2. Les communes sont rangées, dans ces limites, en 38 classes de quotes-parts de traitements, comportant chacune une augmentation de fr. 132.— par rapport à celle qui la précède immédiatement.

Art. 3. ¹ Font règle, pour le classement, la quotité de l'impôt et la capacité contributive, déterminée par classe scolaire.

² Les facteurs qui déterminent le classement seront appliqués de telle façon que la somme totale des rétributions fondamentales assurées du corps enseignant primaire et secondaire se répartisse à peu près par moitié entre l'Etat d'une part et les communes d'autre part (art. 25, al. 3, de la loi).

*) La rétribution fondamentale initiale est de: institutrices fr. 7524.—, instituteurs fr. 7920.—, maîtresses secondaires fr. 10 164.—, maîtres secondaires fr. 10 824.— (art. 3 et 4 de la loi du 2 septembre 1956/21 février 1960 sur les traitements du corps enseignant).

Art. 4. Quant aux dits facteurs, on observera les dispositions suivantes:

- a) la capacité contributive d'une commune est représentée par le montant des impôts communaux ordinaires selon le registre d'impôt et calculés au taux de 1,0; ce montant est augmenté d'un nombre de pourcent égal au quotient obtenu en divisant le produit des impôts communaux spéciaux des communes municipales et mixtes et de leurs sections par le produit des impôts communaux ordinaires de ces corporations selon l'art. 195, ch. 1, LI.

On tiendra compte des partages d'impôts (art. 201 et suivants, LI), ainsi que des versements opérés en vertu de l'art. 1, al. 2, de la loi du 15 février 1953 sur la compensation financière; le montant des remises d'impôts sera ajouté à celui des impôts communaux ordinaires selon l'art. 195, ch. 1, LI.

Les impôts communaux ordinaires comprennent:

l'impôt sur le revenu et la fortune;
l'impôt sur le bénéfice et sur le capital;
les impôts des sociétés de participations;
l'impôt sur le rendement et sur la fortune des sociétés coopératives;
l'impôt sur les gains de fortune;
la taxe immobilière;
la taxe personnelle;
les impôts supplémentaires se rapportant aux impôts énumérés ci-dessus.

Le produit des pénalisations fiscales n'entre pas en considération.

- b) Sont considérées comme montant total des impôts les contributions de droit public que les assujettis versent aux communes et à leurs sections selon l'art. 2, al. 1, lettres a), b) et c), du décret du 25 février 1954 concernant le fonds de compensation financière. Le calcul s'opère en appliquant par analogie l'art. 2, ch. 2 à 4, de ce décret.
- c) La quotité totale d'impôt est le résultat de la division du montant total des impôts selon lettre b) par la faculté contributive selon lettre a).

Art. 5. On tiendra compte équitablement de la charge que représente pour une commune scolaire le versement d'écolages à d'autres communes. Il en sera de même de l'allégement provenant pour une commune scolaire de la perception de contributions et écolages d'autres communes.

Art. 6. ¹ En règle générale, les communes restent classées pour les traitements secondaires comme elles l'ont été pour les traitements primaires; elles assument, pour chaque poste secondaire, une part de rétribution fondamentale de fr. 1815.— supérieure à ce qu'elle est pour un poste primaire.

² Le classement des écoles secondaires entretenues par plusieurs communes s'opère sur la base des conditions d'impôt et du nombre des élèves se-

condaires de ces communes. Il en est de même de l'école secondaire qui n'est entretenue que par une commune, mais qui reçoit des élèves de communes voisines en vertu de conventions à long terme, à condition toutefois que ces élèves du dehors représentent en règle générale plus du tiers de l'effectif total et que ces communes participent d'une manière convenable aux frais de l'école (art. 28, al. 2, de la loi).

Art. 7. ¹ Le calcul pour l'établissement du classement des communes pour leur quote-part de traitements d'après les éléments indiqués à l'art. 4 ci-dessus s'effectue sur la base de la capacité financière des communes. Cette capacité s'obtient en divisant la capacité contributive par classe d'école par la quotité moyenne totale de l'impôt.

² Pour la capacité contributive et la quotité totale de l'impôt font règle les valeurs moyennes des six dernières années (1954 à 1959), pour lesquelles on dispose d'une documentation statistique. La valeur moyenne entrant en ligne de compte de la quotité de l'impôt doit être d'au moins 1,0.

³ La répartition des communes en classes de quotes-parts de traitements s'opère comme suit:

| Capacité financière par classe d'école | Classe de quotes-parts de traitement | Part communale par poste Ecole primaire fr. | Ecole secondaire fr. |
|---|--|--|----------------------------|
| jusqu'à 925 | 1 | 2211 | 4026 |
| 926 — 1135 | 2 | 2343 | 4158 |
| 1136 — 1340 | 3 | 2475 | 4290 |
| 1341 — 1550 | 4 | 2607 | 4422 |
| 1551 — 1760 | 5 | 2739 | 4554 |
| 1761 — 1965 | 6 | 2871 | 4686 |
| 1966 — 2175 | 7 | 3003 | 4818 |
| 2176 — 2380 | 8 | 3135 | 4950 |
| 2381 — 2590 | 9 | 3267 | 5082 |
| 2591 — 2795 | 10 | 3399 | 5214 |
| 2796 — 3005 | 11 | 3531 | 5346 |
| 3006 — 3215 | 12 | 3663 | 5478 |
| 3216 — 3420 | 13 | 3795 | 5610 |
| 3421 — 3630 | 14 | 3927 | 5742 |
| 3631 — 3835 | 15 | 4059 | 5874 |
| 3836 — 4045 | 16 | 4191 | 6006 |
| 4046 — 4250 | 17 | 4323 | 6138 |
| 4251 — 4460 | 18 | 4455 | 6270 |
| 4461 — 4670 | 19 | 4587 | 6402 |
| 4671 — 4875 | 20 | 4719 | 6534 |
| 4876 — 5090 | 21 | 4851 | 6666 |
| 5091 — 5305 | 22 | 4983 | 6798 |
| 5306 — 5520 | 23 | 5115 | 6930 |
| 5521 — 5735 | 24 | 5247 | 7062 |
| 5736 — 5945 | 25 | 5379 | 7194 |
| 5946 — 6160 | 26 | 5511 | 7326 |
| 6161 — 6375 | 27 | 5643 | 7458 |
| 6376 — 6590 | 28 | 5775 | 7590 |
| 6591 — 6805 | 29 | 5907 | 7722 |
| 6806 — 7020 | 30 | 6039 | 7854 |
| 7021 — 7230 | 31 | 6171 | 7986 |
| 7231 — 7445 | 32 | 6303 | 8118 |
| 7446 — 7660 | 33 | 6435 | 8250 |
| 7661 — 7875 | 34 | 6567 | 8382 |
| 7876 — 8090 | 35 | 6699 | 8514 |
| 8091 — 8300 | 36 | 6831 | 8646 |
| 8301 — 8550 | 37 | 6963 | 8778 |
| en dessus de 8550 | 38 | 7095 | 8910 |

Art. 8. En cas de changement dans le nombre des postes d'enseignement d'une commune, une revision du classement de cette dernière a lieu au début du trimestre au cours duquel la modification entre en vigueur (art. 29 de la loi). On appliquera par analogie l'art. 28, al. 4, de la loi.

Art. 9. Lorsqu'en raison des conditions particulières d'impôt, de gain, de trafic et d'existence, le classement d'une commune ne paraît pas justifié, le Conseil-exécutif peut transférer la commune dans une classe plus élevée ou plus basse (art. 30 de la loi).

II. Ecoles ménagères

Art. 10. ¹ La quote-part des communes à la rétribution fondamentale initiale des maîtresses ménagères à poste complet est, suivant leur capacité financière, de fr. 2211.— à fr. 7095.—.

² Pour les maîtresses ménagères non engagées à poste complet les communes assument, par heure d'enseignement, un millième de la part de la rétribution fondamentale initiale concernant les maîtresses à poste complet (art. 26 de la loi).

Art. 11. ¹ Pour leur participation à la rétribution fondamentale initiale des maîtresses ménagères, les communes restent en règle générale attribuées aux mêmes classes que pour le corps enseignant primaire.

² Dans les cas où le classement concernant l'école ménagère ne peut pas s'opérer sans autre d'après celui qui concerne les écoles primaires, on l'établit en tenant compte de toutes les circonstances entrant en considération. L'art. 6 s'applique au besoin par analogie.

III. Ecoles d'ouvrages

Art. 12. Les communes participent selon le barème ci-après à la rétribution fondamentale initiale de fr. 1155.— par classe des maîtresses d'ouvrages des écoles primaires et secondaires:

| | fr. |
|---|--------|
| 1 ^{re} à la 4 ^e classe de quotes-parts de traitements . | 330.— |
| 5 ^e » » 8 ^e » » » » » . | 420.— |
| 9 ^e » » 12 ^e » » » » » . | 516.— |
| 13 ^e » » 16 ^e » » » » » . | 606.— |
| 17 ^e » » 20 ^e » » » » » . | 696.— |
| 21 ^e » » 24 ^e » » » » » . | 792.— |
| 25 ^e » » 28 ^e » » » » » . | 882.— |
| 29 ^e » » 33 ^e » » » » » . | 978.— |
| 34 ^e » » 38 ^e » » » » » . | 1068.— |

IV. Dispositions transitoires et finales

Art. 13. Après l'adoption, au scrutin populaire du 1^{er} avril 1962, de la loi modifiée sur les traitements du corps enseignant, les parts de traitement seront augmentées de 4 ‰, conformément aux articles 1, 2, 6, 7, 10 et 12 de ce décret. Le Conseil-exécutif peut arrondir ces parts au nombre voisin divisible par douze.

Art. 14. Le présent décret est applicable pour la période allant du 1^{er} avril 1962 au 31 mars 1968. Le Conseil-exécutif est chargé de son exécution.

Art. 15. Toutes les dispositions contraires antérieures, en particulier le décret du 12 septembre 1956 concernant le classement des communes pour la fixation de leur quote-part aux traitements du corps enseignant, sont abrogées.

Berne, le 29 décembre 1961/19 janvier 1962

Au nom du Grand Conseil,

Le président:

Brawand

Le chancelier:

Hof

Berne, le 16 janvier 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

A. Hänni

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**

du 19 décembre 1961/19 et 17 janvier 1962

Décret
concernant le service dentaire scolaire

Le Grand Conseil du canton de Berne,

vu l'article 77 de la loi du 2 décembre 1951 sur les écoles primaires, l'article 83, al. 1, de la loi du 3 mars 1957 sur les écoles moyennes et l'article 151 de la loi du 3 décembre 1961 sur les œuvres sociales,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décrète:

I. Organes responsables et leurs tâches

Article premier. Les communautés scolaires organisent le service dentaire scolaire au profit des enfants d'âge scolaire fréquentant leurs écoles.

Organes
responsables

Art. 2. Le service dentaire scolaire comprend:

Tâches

- a) l'information des élèves et de leurs parents sur la denture et ses détériorations, ainsi que sur les soins de la bouche et des dents;
- b) un examen dentaire, au moins une fois l'an, de chaque enfant d'âge scolaire;
- c) la possibilité de traiter les dents malades;
- d) le traitement de la denture anormale, pour autant que l'on puisse envisager une amélioration durable. Le Conseil-exécutif arrête les détails par un règlement.

II. Organisation

Art. 3. ¹ La commission d'école pourvoit à l'installation du service dentaire scolaire et en surveille le fonctionnement.

Autorités
communales

² Les communes peuvent, par règlement, déléguer cette tâche à une commission du service dentaire scolaire.

³ Les communes ayant plusieurs commissions d'école peuvent confier cette tâche à une autorité centrale.

Chef
du service

Art. 4. ¹ L'autorité communale désigne un chef du service dentaire scolaire.

² Dans les communes ayant plusieurs maisons d'école, un chef du service dentaire peut être désigné pour chaque bâtiment.

³ Le chef du service veille, sous la surveillance de l'autorité communale, au bon fonctionnement du service dentaire scolaire ainsi qu'à l'information des élèves et des parents sur les soins de la bouche et des dents.

Dentiste
scolaire

Art. 5. ¹ L'autorité communale désigne un ou plusieurs dentistes scolaires, qui doivent être en possession du diplôme fédéral de médecine dentaire et de l'autorisation de pratiquer leur profession.

² Si les circonstances le permettent, on désignera des dentistes scolaires en nombre suffisant pour assurer le traitement dentaire de tous les élèves examinés.

³ Le Conseil-exécutif peut autoriser les communes à installer leur propre clinique dentaire.

⁴ L'Etat peut organiser la mise en service d'une clinique dentaire ambulante, au profit des communes ne disposant pas de dentiste pouvant assurer le service dentaire.

Obligations
du dentiste
scolaire

Art. 6. ¹ Le dentiste scolaire doit coopérer à l'information des élèves et des parents (art. 2, lettre a, et art. 12) et examiner les enfants attribués à son service.

² A la demande des parents ou des tuteurs, il soigne les enfants qu'il a examinés et dont la denture doit être soumise à un traitement. Le traitement ne peut être refusé que pour des raisons impérieuses, inhérentes à l'enfant même (p. ex. conduite récalcitrante ou raisons médicales).

³ Le dentiste qui traite un enfant dans sa clinique privée établit sa note d'honoraires selon le tarif établi par le Conseil-exécutif (art. 20).

Corps
enseignant

Art. 7. A tous les degrés d'études, on enseignera les soins à donner à la bouche et aux dents.

Inspecteurs

Art. 8. Les inspecteurs veillent à ce que les autorités communales et le corps enseignant se conforment à leurs obligations.

Commission
cantonale

Art. 9. ¹ Le Conseil-exécutif nomme une commission cantonale consultative de 7 à 9 membres pour le service dentaire scolaire.

² Cette commission préavise les affaires que lui soumet la Direction de l'instruction publique.

³ Elle est aussi compétente pour examiner d'autres questions dans ce domaine et pour faire des propositions à la Direction de l'instruction publique.

Direction de
l'instruction
publique

Art. 10. La Direction de l'instruction publique exerce la haute surveillance sur le service dentaire scolaire.

Art. 11. En application des dispositions de la loi sur l'organisation communale, il est possible de recourir contre les décisions prises par les organes

communaux dans le domaine du service dentaire scolaire.

III. Examen et traitement

Art. 12. ¹ Un examen obligatoire de chaque enfant d'âge scolaire a lieu par classe, au moins une fois l'an, en même temps que l'information des enfants en vertu de l'art. 2, lettre a. Examen

² Les enfants qui peuvent présenter un certificat, datant de 3 mois au plus et confirmant que des soins dentaires privés leur ont été donnés, sont dispensés de l'examen par le dentiste scolaire.

Art. 13. ¹ Le traitement peut se faire soit par le dentiste scolaire, soit par un dentiste privé. Traitement

² Il aura lieu autant que possible en dehors des heures de classe.

Art. 14. ¹ Un carnet de contrôle sera tenu pour chaque élève. Carnet de contrôle

² Le Conseil-exécutif peut déclarer obligatoire la formule cantonale du carnet de contrôle.

Art. 15. Les absences occasionnées par le traitement dentaire seront réputées excusées. Absences

IV. Dispositions financières

Art. 16. Les communes, auxquelles incombe le service dentaire scolaire, prennent à leur charge les frais d'information et d'examen obligatoire (art. 2, lettres a et b, art. 12, al. 1). Frais d'information et d'examen

Art. 17. ¹ Les frais de traitement sont à la charge des parents conformément au Code civil suisse ou imputés sur la fortune de l'enfant. Frais de traitement

² La commune peut prévoir dans un règlement à quelles conditions et dans quelle mesure elle entend participer aux frais de traitement.

³ S'il s'agit d'orphelins indigents ou d'enfants de parents indigents, la commune doit garantir les frais de traitement dans la mesure nécessaire pour assurer ce traitement.

⁴ Sur demande, la commune verse au dentiste les honoraires auxquels il a droit pour le traitement (art. 20). Sous réserve des dispositions des alinéas 2 et 3 ci-dessus, elle en exige le remboursement conformément à l'alinéa 1 ci-dessus.

Art. 18. Les communes municipales ou mixtes rembourseront aux communautés scolaires ou aux sections de commune qui sont chargées du service dentaire scolaire le montant des dépenses nettes, en tant qu'elles sont assujetties à la répartition des charges selon l'art. 19. Bonification de la commune

Art. 19. ¹ Les dépenses et bonifications suivantes des communes municipales ou mixtes pour le service dentaire scolaire sont assujetties, en tant que dépenses pour une institution d'œuvres sociales et sous réserve de l'al. 3 ci-dessous, à la répartition des charges Répartition des charges

des charges au sens de la loi sur les œuvres sociales: frais d'information et d'examen, participation aux frais de traitement et de voyage, bonification à des chefs à fonction accessoire du service dentaire scolaire, carnets de contrôle.

² A cet effet, elles seront comptabilisées au titre des œuvres sociales de la commune.

³ Si une commune ou une communauté scolaire contribue, non pas exclusivement au profit d'orphelins indigents ou d'enfants de parents indigents, à plus du cinquième des frais du traitement dentaire, les frais du service dentaire scolaire ne sont assujettis que pour une part aux dispositions concernant la répartition des charges des œuvres sociales; cette part est fixée par le Conseil-exécutif.

Tarif *Art. 20.* ¹ Le Conseil-exécutif, sur préavis de l'Association des dentistes du canton de Berne, établit un tarif d'honoraires des dentistes qui assurent le service dentaire scolaire dans leur propre cabinet.

² Ce tarif est aussi valable pour le service dentaire ambulancier.

V. Dispositions finales et transitoires

Entrée en vigueur *Art. 21.* ¹ Le présent décret entre en vigueur au 1^{er} juillet 1962. Il abroge le décret du 19 mai 1952 concernant le service dentaire scolaire.

² Les frais du service dentaire scolaire seront assujettis aux dispositions sur la répartition des charges pour la première fois en 1962.

³ Le règlement du 14 avril 1953 sur le service dentaire scolaire est abrogé.

Adaptation des règlements communaux *Art. 22.* Les communes abrogeront dans les deux ans leur règlement sur le service dentaire scolaire ou l'adapteront aux dispositions du présent décret.

Cliniques dentaires communales *Art. 23.* Les communes qui ont mis en service leur propre clinique dentaire sont autorisées à en continuer l'exploitation dans les mêmes conditions.

Berne, le 19 décembre 1961/19 janvier 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président:

Brawand

Le chancelier:

Hof

Berne, le 17 janvier 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

E. Ronner

Rapport adressé par la Section présidentielle

au Conseil-exécutif, à l'intention du Grand Conseil,

concernant l'initiative demandant l'abolition du système des procurations dans l'exercice du droit de vote

(Décembre 1961)

1. Dépôt de l'initiative

En date du 2 juin 1961, le Rassemblement jurassien a déposé à la Chancellerie de l'Etat quatre demandes d'initiatives, dont la dernière a le texte suivant:

«Les citoyens soussignés, domiciliés dans le canton de Berne et possédant le droit de suffrage en matière cantonale, se fondant sur l'art. 9 de la Constitution de 1893, demandent que le décret concernant le mode de procéder aux votations et élections populaires du 10 mai 1921 soit modifié de la manière suivante:

1. Pour mettre fin aux innombrables abus auxquels il donne lieu, le système de vote par procuration (art. 11 du décret) est aboli.

2. Les malades et invalides au bénéfice d'un certificat médical, ainsi que les citoyens ayant 70 ans révolus, pourront voter selon un système de vote par correspondance excluant tout abus».

Le Conseil-exécutif a pris acte de ce dépôt dans sa séance du 4 juillet, et il a chargé le Bureau cantonal de statistique de procéder à la vérification du nombre des signatures présentées. Cette vérification a permis de constater que l'initiative portait 13 563 signatures valables, de sorte qu'en la forme elle doit être considérée comme ayant abouti. Au point de vue matériel, elle ne présente pas d'exigences qui soient contraires à la Constitution cantonale.

2. Nature juridique de l'initiative

En application de l'art. 9, al. 2, de la Constitution cantonale, les propositions faisant l'objet d'une initiative peuvent être présentées sous forme de simple motion ou sous forme de projet. Il convient donc tout d'abord d'examiner le texte de l'initiative et de dire si l'on se trouve en présence d'une simple motion ou d'un projet. Pour distinguer l'une de l'autre ces deux notions, il faut retenir que la simple motion (einfache Anregung) se borne à exprimer une idée, un vœu, et qu'elle ne saurait, dans la forme où elle est présentée, être admise comme un texte législatif tout préparé. En droit fédéral, on parle d'une proposition conçue en termes généraux (allgemeine Anregung). Pour que l'on se trouve en présence d'un projet au sens de l'art. 9, al. 2, de la Constitution cantonale (ausgearbeiteter Entwurf), il faudrait que le texte de l'initiative soit à ce point précis qu'il puisse être inséré sans autre formalité dans une loi ou un décret. La Constitution fédérale parle en cette matière d'un *projet rédigé de toutes pièces*. L'initiative demande que l'on institue en faveur des malades et invalides au bénéfice d'un certificat médical, ainsi que des citoyens ayant 70 ans révolus, un système de vote par correspondance excluant tout abus. Or il est clair qu'il ne s'agit pas, ici, d'un *projet rédigé de toutes pièces*, puisque les auteurs de l'initiative se

bornent à demander que le système qu'ils préconisent soit conçu de telle sorte qu'il exclue les abus. Les auteurs de l'initiative ont donc lancé une idée, exprimé un vœu, ce qui fait que leur texte a le caractère d'une simple notion. Cette circonstance entraîne l'application de l'art. 9 al. 3 de la Constitution cantonale. Si le Grand Conseil accepte la motion, il pourvoit à son exécution au moyen d'une loi. Mais s'il ne donne pas suite de lui-même à cette motion, le peuple doit être consulté le premier ou au plus tard le second jour de vote ordinaire qui suivra.

3. Remarques concernant le texte de l'initiative

L'art. 11 du décret du 10 mai 1921 concernant le mode de procéder aux votations et élections populaires a la teneur suivante:

«Dans les affaires cantonales, les citoyens doivent en règle générale exercer personnellement leur droit de vote. Ils peuvent l'exercer par représentation:

- a) s'ils ont soixante ans révolus;
- b) s'ils sont malades ou infirmes;
- c) s'ils habitent à plus de cinq kilomètres du local de vote;
- d) s'ils sont absents de la circonscription politique le jour du scrutin.

Celui qui entend se faire représenter doit en charger un citoyen actif déterminé, par une déclaration signée et motivée. Nul ne peut voter par représentation pour plus d'une personne.»

L'alinéa 1 de cet article pose une règle générale en exigeant l'exercice personnel du droit de vote. Les alinéas 2 et 3 introduisent une exception à cette règle, en autorisant l'exercice du droit de vote par représentation.

Le texte français de l'initiative ne touche pas à la règle générale. Il ne tend qu'au remplacement des dispositions d'exception par d'autres dispositions d'exception.

Le texte allemand de l'initiative a une portée toute différente, puisqu'il dit: «1. Um den zahlreichen Missbräuchen, zu welchen die Ausübung des Stimmrechts durch Stellvertretung Anlass gibt ein Ende zu machen (Art. 11 des Dekretes), wird dieser Art. 11 aufgehoben.» Il s'agit ainsi de la suppression de l'art. 11, donc aussi de la règle générale exprimée à l'alinéa premier.

Si le décret du 10 mai 1921 n'exigeait plus l'exercice personnel du droit de vote, on en arriverait à une extrême confusion, car la loi du 30 janvier 1921 concernant les votations et élections populaires ne pose pas de règle en cette matière, pas plus d'ailleurs que la Constitution cantonale. Il resterait l'ordonnance du 30 décembre 1921 concernant les fonctions que les conseils communaux et les bureaux de vote ont à remplir dans les votations et élections populaires, dont l'art. 14, al. 2, première phrase, dispose: «Les membres du bureau doivent, autant que possible, s'assurer que la carte est bien celle de la personne qui la remet.» Mais cette ordonnance a unique-

ment le caractère d'une disposition d'exécution du décret du 10 mai 1921 (voir art. 56 de ce décret), de sorte que si une règle posée par le décret est abrogée, la disposition d'exécution contenue dans l'ordonnance perd sa validité. Chaque électeur aurait donc la possibilité d'exercer son droit de vote comme il l'entendrait; il pourrait se rendre personnellement aux urnes, y envoyer un commissionnaire de son choix ou voter par correspondance.

Si le texte allemand devait faire foi, l'initiative devrait être rejetée sans qu'on en examine le mérite. Relevons toutefois que le titre allemand de l'initiative porte: «Aufhebung der Stellvertretung bei Ausübung des kantonalen Stimmrechts». Il faut admettre dès lors que le texte allemand demandant la suppression de l'art. 11 du décret du 10 mai 1921 repose sur une erreur, probablement une erreur de traduction. C'est donc sur le texte français qu'il convient de se baser.

4. Historique de la question

La loi cantonale du 31 octobre 1869 sur les votations populaires et les élections publiques disposait à son art. 7:

«Seront réglés par décret du Grand Conseil:

- ...4. Le mode de procéder dans les votations et les élections, le dépouillement des votes et la publication de leur résultat, les formes à suivre pour vider les contestations qui pourraient s'élever, ainsi que l'exercice du droit de suffrage des citoyens actifs qui se trouvent au service militaire.»

Le décret du 11 mars 1870 sur le mode de procéder aux votations populaires et aux élections publiques contenait les dispositions d'exécution relatives à l'art. 7 ch. 4 de la loi du 31 octobre 1869, mais il n'y était pas question de vote par procuration.

Le décret du 11 mars 1870 a été abrogé par celui du 28 septembre 1892, promulgué comme le précédent en application de l'art. 7, ch. 4, de la loi du 31 octobre 1869. C'est ce décret qui a introduit le vote par procuration en faveur des citoyens âgés de 60 ans ou malades. L'art. 13, al. 2, du décret dispose:

«Dans les votations et élections cantonales, les citoyens actifs qui sont entrés dans leur 60^e année et ceux qui sont malades et le prouvent au bureau par un certificat, exempté du timbre, peuvent exercer leur droit de vote par l'intermédiaire d'autres citoyens actifs; toutefois, nul ne peut déposer plus de deux suffrages, y compris le sien.»

La loi de 1869 a été abrogée par la loi du 29 octobre 1899 concernant les votations populaires et les élections publiques. Cette loi dispose à son art. 5:

«Seront réglés par décret du Grand Conseil:

- ...4. Les formes à observer dans les votations et élections, le mode de dépouillement des scrutins, la publication des résultats et le mode de procéder en cas de plaintes.»

C'est en application de cette nouvelle loi qu'a été promulgué le décret du 22 novembre 1904 concernant le mode de procéder aux votations populaires et aux élections publiques. L'art. 20 de ce décret dispose:

«Le citoyen qui possède le droit de vote doit, sauf les exceptions énoncées ci-après, exercer ce droit lui-même.

Dans les élections ou votations cantonales, les électeurs qui

- a) ont atteint l'âge de 60 ans;
- b) ou sont malades ou infirmes, suivant attestation exempte du timbre à présenter au bureau;
- c) ou dont la demeure est éloignée de plus de cinq kilomètres du local de vote;
- d) ou qui sont absents de la circonscription politique,

peuvent voter par représentation, mais seulement en donnant procuration écrite à un citoyen actif déterminé. Toutefois, nul ne peut déposer plus de deux suffrages, le sien y compris.

Font aussi règle, quant à la représentation d'un électeur par un autre citoyen actif, l'art. 22 et le 2^{ème} paragraphe de l'art. 25.»

La loi du 29 octobre 1899 a été à son tour abrogée par la loi du 30 janvier 1921 concernant les votations et élections populaires. L'art. 22 de cette loi nouvelle dispose:

«Seront réglés par décret du Grand Conseil:

- ...4. Les formes générales à observer dans les votations et élections, le mode de dépouillement des scrutins, la publication des résultats de ceux-ci et le mode de procéder en cas de plaintes.»

C'est en application de cette loi qu'a été promulgué le décret du 10 mai 1921 concernant le mode de procéder aux votations et élections populaires. L'art. 11 de ce décret a la teneur que nous avons reproduite au chapitre 3 du présent rapport.

Le décret du 10 mai 1921 a été modifié dans certaines de ses dispositions par le décret du 26 novembre 1956, mais l'art. 11, qui prévoit le vote par procuration, n'a plus subi de modification.

Le vote par procuration est donc aujourd'hui encore réglé par les dispositions du décret de 1921. On remarquera, en comparant les dispositions des décrets de 1892, de 1904 et 1921, que le législateur a chaque fois tenu à étendre les facilités accordées aux électeurs en vue de l'exercice du droit de vote.

5. La réglementation dans les communes

Le vote par procuration est inconnu en matière communale. L'art. 6, al. 1, de la loi du 9 décembre 1917 sur l'organisation communale dispose: «L'assemblée communale comprend les citoyens actifs *présents*.» Ce dernier terme exclut ainsi toute possibilité de représentation.

L'al. 2 du même article prescrit: «Le résultat d'un vote hors assemblée est réputé manifesta-

tion de la volonté d'une assemblée.» C'est à cause de cette analogie que la loi a été interprétée en ce sens que même lors de votations communales aux urnes le vote par procuration est exclu.

6. La réglementation dans les autres cantons

Deux cantons Zurich et les Grisons, connaissent l'institution de la représentation, et leur organisation est la suivante:

Zurich. Dans ce canton, le citoyen doit en règle générale exercer personnellement son droit de vote. Le vote par procuration est toutefois autorisé dans les votations et élections cantonales, de district et communales; il est soumis aux conditions suivantes:

a) Les membres de la famille vivant dans la même maison peuvent se représenter les uns les autres, mais ce droit est limité aux parents du sang, aux alliés et aux personnes entre lesquelles existe un rapport d'adoption. Il n'est pas reconnu aux employeurs et employés vivant en commun ménage.

b) Les électeurs âgés de 60 ans, les invalides et les malades établissant par une attestation qu'ils sont empêchés de se rendre aux urnes peuvent y faire remettre leur bulletin de vote par un autre ayant droit.

Dans tous les cas, un électeur ne peut en représenter qu'un seul autre.

Grisons. En matière cantonale, l'électeur peut voter pour un autre en présentant la carte de légitimation de ce dernier. Il n'est exigé ni procuration ni indication d'un motif quelconque de représentation.

Dans le canton de *Zurich*, les expériences faites en matière de représentation dans les votations et élections sont tout à fait favorables. Lors d'une revision totale des dispositions zurichoises en la matière, effectuée il y a quelques années, on a même étendu quelque peu les possibilités du vote par représentation. Il ne s'est pas produit d'abus de quelque importance.

Dans le canton des *Grisons*, les expériences faites ne sont pas mauvaises, surtout au vu des besoins des électeurs habitant des fermes isolées et éloignées. Les autorités grisonnes n'ont pas l'intention de supprimer le vote par représentation. Il se produit quelquefois des abus lorsque les partis politiques organisent des centres collecteurs qui recueillent les cartes et les bulletins de vote de leurs adhérents empêchés de se rendre aux urnes. De cette manière, il n'existe plus un contact direct entre le représenté et le représentant.

Les cantons de *Zoug* et de *Genève* ont une réglementation spéciale.

Le canton de *Zoug* prescrit que l'électeur doit voter personnellement, mais les malades et les infirmes ont la possibilité de charger le personnel infirmier ou des tiers de porter leur enveloppe de vote, fermée, au bureau où se déroulent les opérations électorales.

Dans le canton de Genève, on applique également le principe de la remise personnelle du bulletin de vote, mais la voie de la correspondance est prévue pour les membres de l'Assemblée fédérale et du Conseil d'Etat, pour les électeurs au service militaire ou occupés dans un service public, ainsi que pour ceux qui, du fait de maladie, infirmité, âge, exercice de la profession d'infirmier ou ensuite de mesure de police sanitaire, sont empêchés de se rendre personnellement aux urnes.

Dans tous les autres cantons, le régime de la représentation est inconnu.

7. La réglementation sur le plan fédéral

La législation fédérale ignore le droit de représentation en matière d'élections et de votations, et le législateur fédéral n'a pas l'intention de promulguer des dispositions de ce genre.

En revanche, la Chancellerie fédérale s'est adressée en février 1961 aux Gouvernements cantonaux pour leur soumettre un avant-projet de message concernant les allègements à apporter aux citoyens dans les votations et élections fédérales. Cet avant-projet prévoyait entre autres l'introduction d'un système général de vote par voie de correspondance. Par la suite, l'autorité fédérale a renoncé à ce système, et l'avant-projet, tel qu'il existe actuellement, ne prévoit plus que des facilités en faveur des patients de l'Assurance militaire, ainsi que des malades et infirmes civils. On ne connaît pas encore la date à laquelle un projet et un message seront adressés aux Chambres fédérales.

8. Considérations d'ordre critique concernant le droit cantonal en vigueur

Le régime applicable dans le canton de Berne appelle les remarques suivantes:

a) L'électeur peut se faire représenter par un autre s'il a 60 ans révolus. On peut être d'avis que cette faveur va trop loin, puisqu'actuellement l'âge de la retraite est assez généralement fixé à 65 ans.

b) La maladie et l'infirmité permettent le vote par représentation sans production d'un certificat médical ou d'une attestation quelconque. Le législateur a sans doute tenu à éviter à l'électeur malade des frais supplémentaires. Une attestation donnée par une personne autre qu'un médecin n'aurait de toute façon pas de valeur au point de vue médical.

c) L'éloignement de plus de 5 km du local de vote permet de délivrer procuration. On peut estimer que cette disposition n'a plus le sens qu'elle avait encore il y a 40 ans et qu'à notre époque de motorisation une distance de 5 km ne pose plus un grand problème.

d) L'absence le jour du scrutin est également un motif de vote par procuration, mais le bureau de vote n'a que rarement la possibilité de vérifier si

l'électeur est effectivement absent. Comme la maladie, l'absence est bien souvent incontrôlable.

Il n'est pas contestable que les dispositions figurant sous lettres a à d de l'art. 11 du décret du 10 mai 1921 présentent des inconvénients et qu'elles peuvent permettre à des citoyens peu scrupuleux d'abuser des possibilités qui leur sont offertes. La situation n'est cependant pas partout la même. Dans la grosse majorité des districts du canton, il se fait un usage raisonnable de la faculté prévue à l'art. 11 du décret et les autorités cantonales n'ont pas connaissance de plaintes que le régime du vote par procuration y aurait suscitées.

Dans le Jura-nord, il est fait un usage plus fréquent du vote par représentation. Lors de l'élection du préposé aux poursuites et faillites du district de Porrentruy du 22 octobre 1961, il a été retiré des urnes, pour l'ensemble du district, 570 procurations sur un total de 6454 cartes de vote rentrées, ce qui représente le 8,8 %. Ici encore, la situation varie considérablement d'une commune à l'autre, puisque la proportion des procurations par rapport aux cartes de vote rentrées va de 2,2 % à 14,8 %. Au cours de la vérification opérée quelques jours après l'élection, la Chancellerie d'Etat a constaté trois cas d'irrégularités (une procuration non signée et deux procurations établies au nom d'un électeur qui en avait déjà reçu une).

Il faut dire que le législateur n'a eu qu'un but, celui de faciliter à l'électeur l'accomplissement de son devoir civique. Tout notre système démocratique est basé sur la valeur de l'individu. Sans cette valeur, la démocratie telle que nous la concevons n'est pas viable. C'est pour cette raison que le législateur a pu faire appel à la raison et au bon sens de chaque citoyen. Ces considérations ont encore toute leur valeur aujourd'hui.

En substituant au vote par procuration le vote par correspondance, on ne mettrait pas fin pour autant aux abus que les auteurs de l'initiative entendent supprimer. On n'empêcherait pas des citoyens peu scrupuleux d'intervenir auprès d'électeurs au bénéfice du droit de vote par correspondance et de recueillir, pour les mettre à la poste, des enveloppes contenant la carte d'électeur et un bulletin de vote établi selon leurs recommandations.

9. Conclusions

Le régime du vote par procuration est donc vieux de près de 70 ans dans le canton de Berne. Il est ancré dans nos moeurs politiques. Si des inconvénients incontestables apparaissent quelquefois, il ne faut pas oublier le grand service que rend l'art. 11 du décret à de nombreux citoyens en leur permettant de continuer à exercer leurs droits et à accomplir leurs devoirs civiques. C'est pourquoi la suppression du vote par procuration ne se justifie pas à une époque où l'on ne sait pas encore ce que sera la législation fédérale en la matière. Lorsque la loi fédérale aura été adoptée par les Chambres, le canton de Berne pourra, en toute connaissance de cause, statuer sur son propre régime en l'adaptant aux dispositions fédérales nouvelles.

Si l'on donnait suite, aujourd'hui déjà, à une demande tendant à accorder l'exercice du droit de vote par correspondance à une catégorie déterminée de citoyens (malades et invalides au bénéfice d'un certificat médical, électeurs âgés de 70 ans révolus), on créerait une extrême confusion pour le jour où la Confédération introduirait à son tour des dispositions d'exception en faveur d'autres catégories de citoyens ou instituerait, d'une manière générale, un vote par correspondance différent de celui que le canton de Berne viendrait lui-même d'instituer. Il en résulterait une très grave insécurité juridique, qui jetterait la confusion dans les esprits. Il ne faut pas oublier en effet que le Conseil-exécutif cherche, chaque fois que c'est possible, à fixer les votations can-

tonales de telle sorte que celles-ci coïncident avec des scrutins fédéraux. Il l'a fait, récemment encore, pour les scrutins cantonaux des 22 octobre et 3 décembre 1961. Il le fera à l'avenir également.

Dans ces circonstances, quelques réserves que l'on puisse faire quant à la valeur du système prévu à l'art. 11 du décret du 10 mai 1921, il est tout à fait inopportun d'apporter aujourd'hui une modification à cette disposition.

Berne, en novembre 1961

Le président du Conseil-exécutif:
Brawand

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**

des 15 décembre 1961/9 et 8 janvier 1962

**Initiative
concernant l'abolition
du système des procurations
dans l'exercice du droit de vote**

Le Grand Conseil du canton de Berne,
sur la proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

Le Rassemblement jurassien a déposé le 2 juin 1961 une demande d'initiative ainsi conçue:

- «1. Pour mettre fin aux innombrables abus auxquels il donne lieu, le système de vote par procuration (art. 11 du décret) est aboli.
2. Les malades et invalides au bénéfice d'un certificat médical, ainsi que les citoyens ayant 70 ans révolus, pourront voter selon un système de vote par correspondance excluant tout abus.»

Le Grand Conseil propose au peuple de rejeter l'initiative.

Berne, le 15 décembre 1961/9 janvier 1962

Au nom du Conseil-exécutif:

Le président:

Brawand

Le chancelier:

Hof

Berne, le 8 janvier 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

Nobel

Rapport de la Direction de la police

au Conseil exécutif, à l'intention du Grand Conseil,

concernant la revision du décret du 23 novembre 1938 sur la danse

(Décembre 1961)

I. Historique

La danse est réglée dans le canton de Berne par le décret du 23 novembre 1938. Dans l'ensemble, cette réglementation a donné satisfaction pendant les 23 années écoulées, parce que ces prescriptions légales ont permis, tant à l'administration centrale qu'aux administrations préfectorales, de tenir compte des cas particuliers. Cependant, les circonstances se sont notablement modifiées; elles ont provoqué une inévitable augmentation du nombre des permis spéciaux, ce qui ne saurait satisfaire du point de vue législatif et administratif. Dans le secteur des auberges, les conditions ont aussi considérablement changé. L'état d'esprit de la population à l'égard de la danse n'est plus le même non plus. C'est pourquoi il apparaît nécessaire de reviser certaines dispositions du décret du 23 novembre 1938 sur la danse.

Le point de départ pour les travaux de revision a été donné par un postulat de M. le député Höniger, en date du 15 septembre 1958. Ce postulat avait la teneur suivante:

«Aux termes de l'art. 2 du décret sur la danse du 23 novembre 1938, les auberges peuvent obtenir 6 permis de danse publique pendant l'année. Le Conseil-exécutif, sur la base des rapports reçus,

a fixé des jours uniformes de danse publique. Mais ce n'est que rarement que les tenanciers d'auberge peuvent organiser ces danses, parce qu'ils subissent la concurrence d'autres manifestations de sociétés, ou parce que l'organisation de plusieurs danses publiques le même jour dans la même localité n'est pas rentable.

Le même décret n'apporte pas une réglementation claire en ce qui concerne les permis de danse, lors de réunions sportives ou d'autres manifestations. La pratique du permis n'est pas uniforme.

Le Conseil-exécutif est prié de préparer la revision du décret sur la danse et de présenter à cet effet un projet au Grand Conseil, par lequel les tenanciers de locaux de danses pourraient choisir librement leurs jours de danses publiques, et par lequel seraient clairement définies les manifestations pour lesquelles on peut obtenir un permis de danse.»

Ce postulat a été accepté par le Grand Conseil. Par la suite, la Direction de la police a adressé une circulaire aux préfets, par laquelle on les invitait à donner leur avis quant à la nécessité de la revision du décret sur la danse préconisée par M. le député Höniger. Le résultat de cette enquête a été le suivant: 20 préfectures ont admis la nécessité d'une revision, 8 l'ont déniée, et 2 n'ont pas ex-

primé d'avis. Il avait été convenu d'entreprendre les travaux d'une revision éventuelle en liaison avec la Société des cafetiers du canton de Berne.

Se basant sur les résultats de l'enquête auprès des préfets, le Conseil-exécutif désigna le 5 juillet 1960 une commission extraparlamentaire d'experts pour la revision du décret sur la danse. Ont fait partie de cette commission:

- 2 préfets (l'un de l'ancienne partie du canton, l'autre du Jura);
- 3 représentants de la Société cantonale bernoise des cafetiers;
- 1 représentant du Conseil synodal;
- l'inspecteur de police de la ville de Berne, en raison de sa connaissance des conditions urbaines;
- le fonctionnaire de la Direction de l'économie publique spécialisé dans la question des hôtels et auberges, et
- le premier secrétaire de la Direction de la police, fonctionnant comme président.

Dans sa séance du 30 septembre 1960, cette commission a procédé à un échange de vues générales concernant la revision du décret sur la danse. Elle est arrivée à la conclusion qu'il fallait inviter la Société cantonale des cafetiers à formuler ses vœux et suggestions par écrit. Sur la base de cette communication, les experts-fonctionnaires de la commission devaient préparer un projet de revision.

Les requêtes et désirs de l'association bernoise des aubergistes sont parvenus sans délai à la commission, et les représentants des autorités au sein de celle-ci se sont réunis au cours de plusieurs séances pour étudier l'affaire. Le résultat de ces délibérations a été un avant-projet d'un décret révisé sur la danse, qui fut soumis en date du 1^{er} novembre 1961 à l'examen de l'ensemble de la commission. Les membres de celle-ci ont accepté le projet de revision, avec quelques modifications. Le résultat de ces délibérations est incorporé dans le projet de décret ci-annexé.

Diverses dispositions du décret en vigueur sur la danse ayant été modifiées, il était nécessaire, par besoin de clarté, de soumettre une revision totale du décret.

II. Commentaires sur le projet de décret

Les aubergistes du canton de Berne ont, entre autres, fourni la preuve que les danses publiques ne rapportaient plus aux tenanciers des salles. Dans le cas le plus favorable, une seule salle sur dix était rentable. Il n'est dès lors pas surprenant qu'en nombre d'endroits disparaissent les salles de danse, notamment dans les régions rurales. Si l'on songe que ces salles ne servent pas seulement à organiser des danses publiques, mais qu'elles permettent aussi de réaliser une part importante de la vie culturelle et publique d'une localité, il est indéniable qu'il est de l'intérêt général de les maintenir en activité. Ces salles servent en outre

de cantonnement bienvenu pour la troupe. On a pu constater à plus d'une reprise que là où avaient disparu les salles de danse, les communes devaient construire à grands frais une salle communale. Il est donc indiqué de favoriser, dans une mesure appropriée, le maintien des salles encore existantes.

Art. 1. Cette disposition tend à ce que les danses publiques soient organisées dans les locaux prévus à cet effet. Il ne sera naturellement pas possible d'organiser toutes les danses publiques dans les salles, car nombre de manifestations en plein air (fêtes champêtres, etc.) prévoient des danses publiques dans leur programme. Pour le surplus, l'art. 1 ne contient pas de dispositions nouvelles.

L'art. 2, al. 1, est inchangé. Nouvelle est par contre la disposition de l'al. 2 du même article, selon laquelle le préfet fixera pour les communes de son district trois jours de danses publiques, trois autres jours étant laissés au choix de l'aubergiste.

Il est un fait établi que peu de tenanciers de salles font encore usage de leur droit d'organiser six danses publiques au cours de l'année. En règle générale, de telles manifestations ne sont presque plus rentables, lorsque plusieurs d'entre elles ont lieu le même jour dans la même localité. C'est pourquoi l'aubergiste doit avoir la faculté de choisir trois jours de danses publiques, en plus des trois jours qui lui sont imposés par les pouvoirs publics. Mais il n'existe pour lui pas d'obligation d'épuiser les 6 jours de danse prévus.

La disposition de l'art. 2, al. 3, a été élargie par rapport à la réglementation actuelle. On tiendra aussi compte, dans la mesure du possible, des aubergistes ayant patente de salles lors de l'octroi de permis par la Direction de la police. L'idée dominante en cette matière est que la Direction de la police n'accordera des permis complémentaires de danse qu'à l'occasion de manifestations importantes. En règle générale, les manifestations de moindre importance se dérouleront les jours de danses publiques, ou auront lieu sur l'octroi de permis de société au sens de l'art. 6 du projet.

L'art. 3 du projet reproduit textuellement l'art. 3 du décret en vigueur.

L'art. 4 du projet permet l'organisation de danses publiques jusqu'à 03.00 heures. La disposition actuelle, qui prescrivait la clôture à 02.00 heures, paraissait quelque peu sévère. La Direction de la police précisera les conditions du permis pour les danses publiques autorisées par elle.

L'art. 5 du projet correspond textuellement à l'art. 5 du décret actuel.

L'art. 6 du projet rassemble les dispositions actuelles des art. 6 et 7. Le principe est maintenu

selon lequel le préfet peut accorder des permis de danse aux sociétés. Mais cette réglementation doit être plus souple. Le préfet est notamment habilité à accorder par an à la même société plus de deux permis de danse avec annonces publiques. Le Conseil-exécutif précisera cette réglementation par voie d'ordonnance. Les sociétés qui organisent une soirée dansante en cercle privé s'abstiendront comme jusqu'ici de publicité. Mais s'il s'agit d'une soirée à laquelle prennent aussi part des hôtes, des spectateurs de théâtre ou de concert, il doit être possible d'inviter publiquement ceux-ci à la manifestation. Le préfet désignera dans le permis les personnes autorisées à assister à la manifestation, et précisera les conditions de ce permis.

Une demande de l'association des aubergistes tendait à la suppression de l'obligation du permis pour les danses imprévues au sens de l'art. 6, al. 3. Le Conseil-exécutif est néanmoins d'avis que pour des raisons de contrôle, on ne saurait renoncer à cette obligation du permis. Par contre, il convient d'augmenter les possibilités d'obtenir le permis après-coup, permis pour lequel ne sera perçu que l'émolument minimum de fr. 5.—.

L'art. 7 du projet correspond à l'art. 8 du décret actuel.

L'art. 8 est identique à l'art. 10 du décret actuel.

L'art. 9 prévoit une réglementation sensiblement différente de celle de l'art. 11 du décret en vigueur. En principe, la danse est interdite les jours de fêtes religieuses légales et pendant la semaine sainte. Il en était ainsi jusqu'à présent. On peut se demander s'il est indiqué d'énumérer les fêtes principales dans le décret sur la danse, comme le fait l'art. 11 du décret en vigueur. Au surplus, ces fêtes sont indiquées dans la loi sur le repos hebdomadaire. Cette loi se trouve aussi en revision, et il n'est pas encore établi quelles seront à l'avenir les fêtes principales. Le Conseil-exécutif est d'avis qu'on peut se borner à mentionner les jours de fêtes religieuses légales à l'art. 9 du projet, ce qui laisse supposer que tout aubergiste connaît ces dates. L'énumération des fêtes religieuses légales peut être reprise dans l'ordonnance.

Une demande du Conseil synodal tendait à interdire toute danse le jour des Rameaux et le jour de l'Ascension. Par contre, d'entente avec le représentant synodal dans la commission d'experts extraparlimentaires, on a abandonné la disposition actuelle selon laquelle il était interdit, dans les contrées réformées, de danser lors des autres dimanches de communion et la veille de ces dimanches. A la veille des fêtes, les permis de danse ne seront accordés que jusqu'à 24.00 heures.

Art. 10. La marge des émoluments prévue à l'art. 12 du décret actuel a été élargie. Il est aussi précisé ici qu'il sera perçu un émolument de fr. 5.— pour les permis délivrés après-coup au sens de l'art. 6, al. 3.

Art. 11. L'al. 1 de cet article correspond à l'art. 13 du décret actuel. Nouveau est l'al. 2, prévoyant que plainte peut être portée au Conseil-exécutif contre la décision du préfet.

Les prescriptions du décret actuel sur les établissements de danse ont été dans l'ensemble reprises sans modification. Nouvelle est la disposition de l'art. 12, al. 1, selon laquelle des patentes temporaires peuvent être accordées pendant la saison dans les endroits de séjour. Cette possibilité remplace l'autorisation de danser sans permis qu'accordait l'art. 9 du décret actuel aux hôtes et personnes introduites, pendant la saison. Cette réglementation n'a pas donné satisfaction, car il très difficile de contrôler qui est hôte ou personne introduite. En règle générale, les gens habitant la station, et récemment aussi les ouvriers étrangers, participent aux danses visées par l'art. 9. A ce sujet, il convient encore de relever ce qui suit:

Depuis nombre d'années les hôtels des stations de l'Oberland bernois reçoivent sur requête la permission de dépasser les heures de clôture normale pendant les saisons d'été et d'hiver. La Direction de la police leur octroie aussi des autorisations de casino au sens de l'art. 43, al. 5, de la loi du 8 mai 1938 concernant les auberges et établissements analogues ainsi que le commerce des boissons alcooliques. Ces autorisations de casino permettent au tenancier d'engager un orchestre sans permis spécial de la commune ou du bureau cantonal des patentes. Mais elles ne l'autorisent pas à organiser des danses publiques. C'est par erreur que l'on a souvent supposé que l'autorisation de casino impliquait aussi un permis de dancing. Le besoin d'établissements de danses dans les stations est indéniable. Il importe dès lors, pour mettre fin à l'état actuel et régulariser la situation, d'autoriser la Direction de la police à délivrer des patentes temporaires dans les stations pendant la durée de la saison. Il va de soi que besoin et bien public joueront ici un rôle déterminant.

L'al. 2 et l'al. 3 de l'art. 12 du projet correspondent aux al. 2 et 3 de l'art. 14 du décret actuel, à la seule exception près que c'est désormais la Direction de la police qui délivrera les patentes de «dancing».

Art. 13. La réglementation des émoluments correspond à celle prévue à l'art. 15 du décret actuel.

L'art. 14 reproduit l'art. 16 du décret actuel.

Art. 15. Contrairement à la réglementation actuelle, c'est la Direction de la police qui délivre les patentes de «dancings», et fixe les heures d'ouverture et de clôture de ces établissements, en tenant compte des besoins réels.

Art. 16. La disposition de l'art. 18 du décret actuel interdisant aux personnes âgées de moins de 18 ans l'accès aux «dancings» est maintenue.

Art. 17. Les dispositions de l'art. 19 du décret actuel concernant les cours de danse sont reprises sans modification.

Art. 18 et 19. Les dispositions pénales et finales des art. 20 et 21 du décret actuel ne subissent pas de modifications.

Au vu des considérations qui précèdent, la Direction de la police propose d'accepter le décret sur la danse ci-annexé.

Berne, le 11 décembre 1961

Le Directeur de la police:
Bauder

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**

des 22 décembre 1961/23 et 19 janvier 1962

**Décret
sur la Danse**

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en exécution de l'art. 55 de la loi du 8 mai 1938
concernant les auberges et établissements analogues ainsi que le commerce des boissons alcooliques;

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

I. Danse publique

Article premier. Les danses dans des auberges ou leur voisinage, comme en d'autres endroits accessibles au public, ne peuvent avoir lieu qu'avec un permis de l'autorité compétente, et en plein air qu'à titre exceptionnel. Les danses organisées dans les auberges par des sociétés (art. 6) tombent aussi sous le coup des dispositions du présent décret visant la danse publique, mais non celles des sociétés closes réunies à l'occasion de fêtes de famille au sens de l'art. 51 de la loi sur les auberges.

Art. 2. ¹ Sous réserve de l'art. 6 du présent décret, les auberges qui sont aménagées d'une manière appropriée peuvent obtenir 6 permis de danse publique pendant l'année.

² Le préfet fixera pour les communes de son district trois jours de danse publique. Trois autres jours de danse publique sont laissés au choix de l'aubergiste.

³ Il est loisible à la Direction de la police d'accorder de cas en cas des permis de danse à l'occasion de fêtes ayant une certaine importance, telles que fêtes populaires, manifestations sportives, etc., en tenant compte autant que possible des aubergistes au bénéfice d'une patente de salle.

Art. 3. ¹ Il ne sera pas organisé de danses publiques lors de fêtes scolaires. A pareille occasion, le

préfet ne pourra non plus délivrer de permis de danse en société close pour des adultes.

² Des dérogations peuvent cependant être accordées par la Direction de la police, d'entente avec la Direction de l'instruction publique, sur demande des autorités scolaires ou communales.

Art. 4. ¹ Les jours de danse publique selon l'art. 2, al. 1 et 2, il peut être dansé de 14.00 heures à 03.00 heures. Ces jours-là, il n'est pas accordé d'autorisations de dépasser l'heure de police aux établissements en cause au-delà de 03.00 heures de la nuit.

² Pour les jours de danse publique selon art. 2, al. 3, la Direction de la police précisera les conditions du permis.

Art. 5. En tant qu'ils ne sont pas du ressort de la Direction de la police, les permis pour les danses susmentionnées sont délivrés par le préfet, moyennant paiement de l'émolument fixé. Les demandes doivent être présentées à temps à l'autorité compétente.

Art. 6. ¹ Le préfet peut également accorder aux sociétés quatre permis de danse dans l'année; deux de ces permis sont limités au cercle des personnes intéressées et ne peuvent donner lieu à des annonces publiques.

² Les demandes doivent être soumises à l'autorité de police locale pour rapport et proposition. Au surplus, le préfet précisera les conditions du permis; en règle générale, la danse prendra fin à 03.00 heures, et l'établissement devra être fermé une demi-heure plus tard.

³ Lors de manifestations imprévues, telles que voyages de société et excursions, réunions de classes, de sociétés ou autres groupements semblables, l'autorisation peut aussi être accordée après-coup par le préfet, pour autant que l'aubergiste avise immédiatement l'organe de police compétent.

⁴ La danse n'est pas autorisée, même sans annonces publiques, lors des représentations musicales ou autres manifestations prévues à l'art. 43, al. 1 et 3, de la loi concernant les auberges et établissements analogues ainsi que le commerce des boissons alcooliques.

Art. 7. Lors d'exercices militaires, un permis de danse ne peut être accordé qu'avec l'assentiment du commandant de la troupe.

Art. 8. Les enfants en âge de scolarité n'ont pas accès aux danses autorisées pour adultes et il est interdit, de même, de les employer comme musiciens à pareille occasion.

Art. 9. ¹ Toutes danses sont interdites aux jours de fêtes religieuses.

² Les fêtes religieuses au sens du présent décret seront fixées pour les contrées protestantes et catholiques par une ordonnance du Conseil-exécutif, d'entente avec les trois églises nationales.

³ A la veille de ces fêtes, les permis de danse ne peuvent être délivrés que jusqu'à 24.00 heures.

⁴ Le Conseil-exécutif peut accorder des exceptions dans des cas spéciaux.

Art. 10. ¹ Il est perçu un émolument de fr. 5.— à fr. 50.— pour les permis de danse délivrés par le préfet, et de fr. 50.— à fr. 500.— pour ceux délivrés par la Direction de la police.

² Pour les autorisations selon art. 6, al. 3, il sera perçu un émolument de fr. 5.— pour autant qu'elles ne comportent pas de permis de dépasser l'heure de police.

Art. 11. ¹ Le préfet peut interdire pour une durée de 12 mois au maximum toute danse aux établissements ayant donné lieu à des plaintes justifiées et refuser de la même manière des permis de danse aux sociétés qui se trouveraient en faute.

² Plainte peut être portée au Conseil-exécutif contre une telle décision du préfet. La procédure applicable est celle prévue par la loi sur la justice administrative.

II. Etablissements de danse

Art. 12. ¹ Les entreprises qui, par industrie et régulièrement, offrent au public l'occasion de danser («dancings»), nécessitent une patente spéciale. Dans les endroits de séjour, des patentes temporaires peuvent être accordées pendant la saison.

² La patente de «dancing» n'est délivrée qu'en cas de besoin et sous la réserve qu'elle ne porte pas atteinte au bien public. Elle est délivrée par la Direction de la police. Sauf dispositions particulières du présent décret, les prescriptions de la loi sur les auberges sont applicables par analogie.

³ Ladite patente autorise à servir des mets et boissons aux personnes qui fréquentent l'établissement, sous les conditions qui seront arrêtées dans chaque cas.

Art. 13. ¹ Il est dû pour la patente, y compris une autorisation de dépasser l'heure de police éventuellement accordée en application de l'art. 15, al. 1, un émolument de fr. 200.— à fr. 4000.—, dont le montant est fixé par la Direction de la police. Une patente est nécessaire aussi lorsque le «dancing» se trouve dans un hôtel, une auberge, etc., ou est connexe à pareille entreprise.

² La commune peut percevoir de même un émolument, jusqu'à concurrence de l'émolument total de l'Etat.

Art. 14. Pour les manifestations de sociétés, bals masqués ou fêtes costumées qui sont organisés dans

un établissement de danse, on se procurera les permis prévus à l'art. 6 et on paiera les émoluments qu'ils comportent.

Art. 15. ¹ La Direction de la police fixe, d'entente avec les autorités de police locale, les heures d'ouverture et de clôture des «dancings» en ayant égard aux besoins.

² Les «dancings» doivent demeurer fermés aux jours spécifiés à l'art. 9, al. 1.

Art. 16. L'accès des locaux désignés dans la patente de «dancing» est interdit aux personnes âgées de moins de 18 ans. L'entrée leur en sera refusée par le directeur responsable du «dancing».

III. Cours de danse

Art. 17. ¹ Des cours de danse ne peuvent être donnés dans une auberge qu'avec l'autorisation du préfet. La demande et le permis énonceront la durée du cours et les heures d'enseignement.

² Les organisateurs des cours ont l'obligation de tenir une liste continue dans laquelle s'inscriront leurs élèves, et de la présenter, sur réquisition, durant le cours ou une fois celui-ci terminé. Le préfet peut refuser ou retirer le permis par raison de bien ou de moralité publics.

IV. Dispositions pénales et finales

Art. 18. ¹ Les contraventions au présent décret ou aux décisions prises par les autorités compétentes en vertu de ses dispositions, sont passibles d'une amende de fr. 10.— à fr. 500.—, les prescriptions plus rigoureuses de la législation pénale générale, de même que le retrait de la patente de «dancing» en application par analogie de l'art. 30 de la loi sur les auberges, étant d'ailleurs réservés.

² Dans chaque cas, les personnes responsables (organisateur, tenancier de l'établissement ou participants) seront condamnées en outre à payer les émoluments prévus.

Art. 19. Le Conseil-exécutif peut édicter par voie d'ordonnance les dispositions nécessaires pour l'exécution du présent décret. Il peut en particulier, dans le cadre de la législation en matière d'industrie et d'auberges, promulguer les prescriptions de police des constructions auxquelles les établissements de danse doivent satisfaire quant à une exploitation sans danger et hygiénique tant pour leurs hôtes que pour leur personnel.

Art. 20. ¹ Le présent décret entrera en vigueur le 1^{er} mai 1962.

² Il abrogera à la même date le décret du 23 novembre 1938.

Berne, le 22 décembre 1961/23 janvier 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le vice-président:

Tschumi

Le chancelier:

Hof

Berne, le 19 janvier 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

Metzger

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**

du 25 août 1961, 18 et 19 janvier 1962

Décret
sur la répartition
des charges pour les œuvres sociales

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application des articles 39 et 40 de la loi du
3 décembre 1961 sur les œuvres sociales,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décède:

I. Echelle de répartition

a) Montant
à répartir

Article premier. Du montant des dépenses à répartir selon les articles 32 à 37 de la loi sur les œuvres sociales, l'ensemble des communes est chargé de trois dixièmes conformément à l'article 38 de la loi.

Ces trois dixièmes sont répartis entre les communes selon les prescriptions ci-dessous.

b) Contribution par tête de population en fonction du nombre d'habitants

Art. 2. Les communes sont chargées d'une première contribution par tête de population, fixée en fonction de leur nombre d'habitants, à savoir:

| classe de contribution de la commune | nombre d'habitants de la commune | contribution par habitant fr. |
|--------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|
| 1 ^{ère} | jusqu'à 1 000 | 1.— |
| 2 ^e | 1 001 à 2 000 | 1.50 |
| 3 ^e | 2 001 à 4 000 | 2.— |
| 4 ^e | 4 001 à 6 000 | 2.50 |
| 5 ^e | 6 001 à 8 000 | 3.— |
| 6 ^e | 8 001 à 10 000 | 3.50 |
| 7 ^e | 10 001 à 20 000 | 4.— |
| 8 ^e | 20 001 à 40 000 | 5.50 |
| 9 ^e | plus de 40 000 | 7.— |

c) Contribution par tête de population en fonction du facteur charge

Art. 3. Les communes sont chargées d'une seconde contribution par tête de population, en fonction de leur facteur charge, à savoir:

| classe du facteur charge de la commune | contribution par habitant fr. |
|--|-------------------------------|
| 1 ^{ère} | 1.— |
| 2 ^e | 1.50 |
| 3 ^e | 2.— |

| classe du facteur charge de la commune | contribution par habitant |
|---|------------------------------|
| | fr. |
| 4 ^e | 2.50 |
| 5 ^e | 3.— |
| 6 ^e | 3.50 |
| 7 ^e | 4.— |
| 8 ^e | 4.50 |
| 9 ^e | 6.— |

La classification des communes selon leur facteur charge est effectuée tous les deux ans par le Conseil-exécutif.

Art. 4. Le reste de la somme à répartir est supporté par les communes à raison de deux tiers par rapport à leur quote-part de charges de l'année précédente, et d'un tiers par rapport à leur chiffre de capacité normalisé. d) Répartition du solde

Art. 5. Fait règle quant au nombre d'habitants le résultat du dernier recensement fédéral, sans les pensionnaires d'établissements. e) Définition

On obtient le chiffre de capacité en divisant la force contributive de la commune par sa quotité d'impôt totale moyenne. La force contributive de la commune est définie par les prescriptions de la loi portant création de ressources financières pour lutter contre la tuberculose, la poliomyélite, les affections rhumatismales et d'autres maladies de longue durée.

Le chiffre de capacité est normalisé de même manière que pour la fixation de la contribution communale à l'Assurance-vieillesse et survivants, en ce sens que les valeurs extrêmes ne sont pas prises en considération.

Le facteur charge résulte de la division du chiffre de capacité par le nombre d'habitants.

II. Procédure de répartition

Art. 6. Les communes établissent leurs comptes des dépenses pour les œuvres sociales conformément aux prescriptions sur l'administration financière des communes. a) Comptes des œuvres sociales

La Direction des œuvres sociales, d'entente avec la Direction des affaires communales, donne les instructions pour la comptabilisation des dépenses et des recettes.

Ces instructions sont applicables par analogie pour les comptes sur les œuvres sociales de l'Etat.

Art. 7. Après leur apurement, la préfecture envoie les comptes communaux des œuvres sociales, avec les pièces justificatives, à la Direction des œuvres sociales. Pour les communes plus importantes, la Direction des œuvres sociales peut donner des instructions dérogatoires. b) Quote-part des charges

Sur la base des comptes communaux des œuvres sociales et des comptes de l'Etat approuvés par le Grand Conseil, la Direction des œuvres sociales fixe le montant total des dépenses à répartir.

Elle établit la quote-part des charges de l'Etat et de chaque commune, conformément aux articles

1^{er} à 4 du présent décret, et notifie ses décisions aux communes.

c) **Compensation** *Art. 8.* Si les dépenses à répartir d'une commune dépassent la quote-part lui incombant, la Direction des œuvres sociales lui fait mandater la différence.

Si les dépenses d'une commune n'atteignent pas la quote-part lui incombant, la commune doit verser la différence au Contrôle cantonal des finances.

L'Etat et les communes peuvent compenser réciproquement les montants dus avec des créances.

d) **Avances** *Art. 9.* Au printemps, une avance pouvant aller jusqu'à la moitié de la bonification précédente peut être accordée aux communes qui auront probablement droit à des bonifications, à la condition qu'elles aient fourni à temps les indications statistiques (article 12).

e) **Syndicats de communes** *Art. 10.* Si une tâche sociale au sens de l'article 1^{er} de la loi sur les œuvres sociales incombe à un syndicat de communes, celui-ci est substitué aux communes affiliées pour la répartition des dépenses.

Le syndicat doit faire état de la contribution que chaque commune affiliée doit fournir pour couvrir les dépenses admises à la répartition.

La quote-part des charges incombant à chaque commune est calculée sans tenir compte de son affiliation au syndicat.

Art. 11. Si une tâche sociale autre que celles mentionnées à l'article 1^{er} de la loi sur les œuvres sociales incombe à un syndicat de communes, les communes affiliées portent dans leurs comptes des œuvres sociales les contributions qu'elles paient au syndicat pour l'exécution de cette tâche.

III. Statistique des œuvres sociales

Art. 12. Les communes sont tenues de fournir à la Direction cantonale des œuvres sociales, jusqu'au 15 mars de chaque année, les renseignements statistiques concernant l'année précédente et nécessaires à la rédaction du rapport de gestion de l'Etat et des rapports destinés aux offices fédéraux sur l'emploi de subvention fédérales.

La Direction des œuvres sociales met à la disposition des communes les questionnaires nécessaires.

IV. Dispositions transitoires et finales

a) **Dispositions transitoires** *Art. 13.* Le présent décret est applicable, la première fois, pour les dépenses des œuvres sociales de toute l'année 1962.

Pour la répartition des charges des œuvres sociales des années 1962 et 1963, la classification des communes selon leur facteur charge aura lieu au courant de l'année 1963, sur la base des facteurs charge dans l'année fiscale 1961.

Est considérée comme quote-part des charges de l'année précédente pour la répartition des dépenses des œuvres sociales de l'année 1962, la charge nette des communes pour l'assistance publique et au 1^{er} juillet 1962.

Art. 14. Le présent décret entrera en vigueur au 1^{er} juillet 1962. b) Entrée
en vigueur

Berne, le 25 août 1961/19 janvier 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président:

Brawand

Le chancelier:

Hof

Berne, le 18 janvier 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

M. v. Wattenwyl

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**
du 5 décembre 1961 et 12 janvier 1962/10 janvier 1962

Décret
sur les contributions des biens
de bourgeoisie

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en exécution de l'art. 95 de la loi du 3 décembre
1961 sur les œuvres sociales,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

Exonération
de la contri-
bution

Art. 1. L'exonération de la contribution prévue à l'art. 92, al. 3, de la loi sur les œuvres sociales est valable:

1. pour les communes et corporations bourgeoises dont le règlement de jouissance prescrit que seuls participent aux répartitions les ressortissants qui, à teneur de la loi sur les impôts directs de l'Etat et des communes, ne sont imposables ni sur la fortune ni sur un revenu dépassant 2000 francs;
2. pour les communes et corporations bourgeoises dont la contribution des biens de bourgeoisie serait inférieure à 20 francs.

Bases
de calcul

Art. 2. ¹ Pour déterminer le montant de la contribution des biens de bourgeoisie, le revenu moyen imposable des communes et corporations bourgeoises tenues à prestations, selon taxation de la période fiscale en cours et de la période précédente, est divisé par le nombre des ressortissants de ces communes ou corporations qui étaient domiciliés dans leur lieu d'origine à l'époque du dernier recensement fédéral.

² Le nombre des citoyens domiciliés dans la commune d'origine selon recensement de la population est considéré comme étant celui des ressortissants bourgeois habitant cette commune, à moins que le nombre de ceux-ci ne diffère sensiblement du précédent.

³ Si le nombre des ressortissants établis dans la commune d'origine diffère sensiblement de celui des ressortissants bourgeois qui y sont domiciliés, ce dernier chiffre sera établi avec la collaboration des corporations tenues à contribution et des organes de contrôle des habitants de la commune d'origine.

⁴ Si les ressortissants de la corporation bourgeoise domiciliés ailleurs ont aussi droit aux répartitions à teneur du règlement de jouissance, ils seront, à la demande de la corporation tenue à contribution, compris dans le nombre de ceux habitant la commune d'origine; leur nombre sera établi avec la collaboration des communes de leur domicile et des corporations en cause.

Art. 3. ¹ Si la somme annuelle moyenne des contributions payées par une commune ou corporation bourgeoise pendant une période de quatre ans dépasse huit pour cent de son revenu imposable déterminant pour la dite période, la contribution calculée selon art. 2 du présent décret sera réduite pour la période suivante du double de l'excédent de la période précédente.

Réduction
de la contri-
bution

² Les demandes de réduction seront adressées à la Direction cantonale des œuvres sociales jusqu'au 30 juin de l'année de détermination des contributions.

Art. 4. ¹ Le droit à la contribution des biens de bourgeoisie appartient à la commune bernoise de domicile ou de séjour, en faveur de tout ressortissant, assisté par elle, d'une commune ou corporation bourgeoise tenue à contribution, et pour chaque année au cours de laquelle l'aide accordée à l'indigent, déduction faite des recettes selon art. 91, ch. 1 et 2, de la loi sur les œuvres sociales, s'élève à 500 francs au moins.

Droit à la
contribution

² Aucune commune ne peut exiger davantage que ce qui est nécessaire à la couverture des secours d'assistance versés par elle au cours de l'année civile, déduction faite des recettes selon art. 91, ch. 1 et 2, de la loi sur les œuvres sociales.

Art. 5. ¹ La commune ayant droit à la contribution envoie sa facture à la commune ou corporation bourgeoise débitrice.

Revendication
et partage
de la contri-
bution

² Si un ressortissant bourgeois a été assisté au cours d'une année par plusieurs communes, ces dernières ont droit à la contributions des biens de bourgeoisie ou au solde de cette contribution dans l'ordre où leurs factures ont été adressées à la commune ou corporation bourgeoise débitrice.

Art. 6. ¹ La Direction cantonale des œuvres sociales détermine tous les quatre ans les contributions des biens de bourgeoisie de toutes les communes et corporations bourgeoises tenues à prestations, et cela au cours de la deuxième année de chaque seconde période fiscale.

Période de
détermination

² Les déterminations erronées peuvent être redressées en tout temps.

³ Si au cours d'une période de taxation les conditions imposant la contribution pour une commune ou corporation bourgeoise prennent naissance ou prennent fin, ensuite de modifications du règlement de jouissance ou de suppression de l'assistance bourgeoise, la Direction des œuvres sociales prendra les mesures nécessaires pour le reste de la période de détermination.

Procédure de détermination *Art. 7.* ¹ La Direction des œuvres sociales se fera remettre par l'Intendance cantonale des impôts un état du revenu imposable de toutes les communes et corporations bourgeoises pour la période fiscale en cours et la période précédente.

² Si le nombre des ressortissants bourgeois domiciliés ne peut être établi sur la base des recensements publiés, la Direction des œuvres sociales chargera la préfecture de déterminer ce nombre en application de l'art. 2, al. 3, du présent décret.

³ La Direction des œuvres sociales calcule les contributions et notifie sa décision à chaque commune ou corporation bourgeoise.

⁴ Les contributions sont arrondies au franc, en plus ou en moins.

Recours *Art. 8.* La commune ou corporation bourgeoise peut recourir au tribunal administratif contre la décision de la Direction des œuvres sociales, en conformité des dispositions de la loi sur la justice administrative.

Tableau des contributions *Art. 9.* La Direction des œuvres sociales publie pour chaque période de détermination, à l'intention des communes municipales et des communes mixtes, un état des communes et corporations bourgeoises tenues à prestations, mentionnant les montants de leurs contributions.

Adaptation *Art. 10.* Les montants fixés par les art. 1 et 4 ci-dessus seront adaptés par le Grand Conseil en cas de modifications importantes survenant dans la valeur de l'argent ou dans l'exercice de l'assistance.

Entrée en vigueur et dispositions transitoires *Art. 11.* ¹ Le présent décret entrera en vigueur au 1^{er} juillet 1962.

² Pour l'année 1962, les contributions des biens de bourgeoisie actuelles seront fournies dans le cadre de l'art. 4.

³ Les contributions pour les années 1963 à 1966 seront fixées au cours de l'année 1962.

Berne, le 5 décembre 1961 et 12 janvier 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président:

Brawand

Le chancelier:

Hof

Berne, le 10 janvier 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

M. v. Wattenwyl

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**

du 5 décembre 1961/19 et 18 janvier 1962

Décret
concernant les limites de besoin
et les allocations de l'aide aux vieillards,
aux survivants et aux invalides

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application des art. 112, 116, chiffre 2, et 119,
alinéa 3, de la loi du 3 décembre 1961 sur les
œuvres sociales.

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

1. Limites de besoin

Article premier. Les allocations ne sont pas accordées lorsque le revenu annuel du requérant pris en considération (art. 113 à 116 de la loi sur les œuvres sociales) atteint 2500 francs ou sa fortune prise en considération, 12 000 francs (art. 113, 117 et 118 de la loi sur les œuvres sociales).

Art. 2. ¹ Si le requérant est chef de famille et vit en ménage commun avec son épouse ou des enfants mineurs, les limites de besoin sont augmentées comme suit:

| | Limites du revenu | Limites de la fortune |
|---|----------------------|----------------------------|
| | fr. | fr. |
| pour l'épouse, de | 1500.— | 6000.— |
| du 1 ^{er} au 3 ^{me} enfant, | | |
| pour chacun | 1000.— | } pour chaque enfant |
| du 4 ^{me} au 6 ^{me} enfant, | | |
| pour chacun | 900.— | |
| pour chaque enfant en plus ... | 800.— | 2500.— |

² Si un requérant veuf, divorcé ou séparé de corps vit en ménage commun avec ses enfants mineurs, adoptés ou recueillis, les suppléments prévus pour l'épouse sont valables pour l'aîné des enfants.

2. Déductions pour frais de logement

Art. 3. Pour établir le revenu pris en considération, les dépenses de logement (loyer, intérêts hypothécaires, entretien et assurance d'immeubles)

peuvent être déduites jusqu'à concurrence des montants suivants:

| | fr. |
|-------------------------------|----------------|
| personnes vivant seules | 1200.— par an, |
| familles | 1800.— par an. |

3. Allocations

Art. 4. ¹ Chaque bénéficiaire reçoit comme allocation la somme qui lui est nécessaire, ainsi qu'à son épouse et à ses enfants mineurs pour les préserver de l'indigence, ou leur permettre de ne plus avoir recours à l'assistance. Cependant, l'allocation n'excédera pas la différence entre le montant du revenu établi selon les articles 113 à 116 de la loi sur les œuvres sociales et la limite de revenu applicable selon les art. 1 et 2 du présent décret (art. 119, al. 1 et 2, de la loi sur les œuvres sociales).

² Les communes et la Direction cantonale des œuvres sociales ne sont cependant pas tenues d'accorder des allocations à un requérant, si celui-ci ne peut être préservé de l'indigence ou s'il ne peut s'en libérer à l'aide des montants ci-après:

| | fr. par an |
|--|---------------|
| allocations maximums pour | |
| personnes seules | 1080.— |
| couples | 1728.— |
| supplément pour chaque enfant, pour autant qu'il n'ait pas droit lui-même à l'aide sociale | 432.— |

³ L'art. 6 demeure réservé.

Art. 5. ¹ Le montant des allocations qui dépasserait les normes fixées par l'art. 4, al. 2, et les allocations qui ne seraient pas accordées conformément aux dispositions des art. 1 à 3 ou 4, al. 1, du présent décret ne peuvent pas être soumis à la répartition des charges.

² L'art. 6 demeure réservé.

Art. 6. ¹ S'il est indiqué de rendre possible le séjour d'un requérant ou d'un bénéficiaire dans un home pour vieillards ou dans un établissement hospitalier et si les montants maximums prévus à l'art. 4, al. 2, ne suffisent pas à cet effet, des allocations plus élevées pourront être accordées avec l'assentiment de la Direction des œuvres sociales. Ces allocations pourront être soumises à la répartition des charges.

² Il en est de même lorsqu'il s'impose de préserver de l'assistance publique un requérant ou un bénéficiaire vivant dans son propre ménage ou en placement familial et si les allocations maximums prévues à l'art. 4, al. 2, ajoutées aux contributions dues par les membres de la famille et à celles de l'aide privée bénévole, ne suffisent pas.

4. Compétence du Conseil-exécutif d'augmenter les limites

Art. 7. Le Conseil-exécutif est autorisé, en cas d'une progression notable du renchérissement, à

augmenter d'un cinquième au plus les montants indiqués aux articles 1 à 4.

5. Entrée en vigueur

Art. 8. Le présent décret entrera en vigueur au 1^{er} juillet 1962.

Berne, le 5 décembre 1961/19 janvier 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président:

Brawand

Le chancelier:

Hof

Berne, le 18 janvier 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

M. v. Wattenwyl

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**
du 12 décembre 1961 et 12 janvier 1962 / 10 janvier 1962

Décret
concernant la lutte contre l'alcoolisme

Le Grand Conseil du canton de Berne,

vu l'art. 136 et l'art. 32, ch. 4, de la loi du 3 décembre 1961 sur les œuvres sociales,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

*1. Encouragement d'initiatives, d'actions et
d'institutions pour la lutte contre l'alcoolisme*

Article premier. ¹ L'Etat et les communes encouragent les initiatives, les actions et les institutions ayant pour but de renseigner la population sur les dangers de l'alcoolisme et de la prévenir de l'abus de boissons alcooliques.

² Ils encouragent l'activité de dispensaires et de centres de consultations pour les personnes menacées d'alcoolisme, ainsi que de maisons de relèvement et d'autres institutions pour le traitement d'alcooliques; ils en favorisent la création.

³ Les autorités des œuvres sociales, de tutelle, de police, d'hygiène, et les autorités scolaires collaboreront avec ces institutions et les soutiendront dans l'accomplissement de leur tâche (art. 135, al. 2, de la loi sur les œuvres sociales).

⁴ Les dispensaires et les centres de consultations pour personnes menacées d'alcoolisme, ainsi que les maisons de relèvement pour alcooliques ont la faculté de proposer l'application de certaines mesures légales aux autorités.

2. Aide financière de l'Etat et des communes

Art. 2. ¹ En cas de besoin, l'Etat et les communes soutiendront financièrement les initiatives, les actions et les institutions ayant pour objet de lutter contre les causes et les conséquences de l'alcoolisme.

² Dans ce but, le budget de l'Etat prévoira un montant annuel de fr. 300 000.— au moins, prélevé dans la mesure du possible sur la part du canton de Berne aux recettes nettes de la Confédération provenant de l'imposition des boissons distillées.

³ L'art. 32^{bis}, al. 9, de la Constitution fédérale demeure réservé.

Art. 3. ¹ Une somme d'au moins fr. 200 000.—, prélevée sur le montant des subsides de l'Etat, sera attribuée chaque année au soutien des institutions permanentes donnant des conseils et des soins aux alcooliques et aux personnes que menace l'abus de boissons alcooliques.

² En règle générale, le subside de l'Etat ne dépassera pas la moitié de la somme nécessaire à la couverture du total des frais de l'action ou de l'institution à soutenir.

³ Un subside plus élevé ne sera accordé par l'Etat que si une manifestation ne peut être organisée ou une institution, créée ou maintenue en activité d'une manière satisfaisante. Pareil subside supplémentaire ne sera accordé que si les efforts financiers faits par les communes ou par les particuliers sont jugés suffisants.

Art. 4. L'Etat et les communes peuvent subordonner l'octroi de leurs subsides à d'autres conditions.

3. Répartition des charges

Art. 5. ¹ Le montant des dépenses et des subsides versés par l'Etat pour réaliser les tâches mentionnées à l'art. 1 est soumis à la répartition des charges au sens des art. 32 à 40 de la loi sur les œuvres sociales, dans la mesure où il dépasse le dixième de la part du canton de Berne aux recettes nettes de la Confédération provenant de l'imposition des boissons distillées.

² Les dépenses et les subsides versés par les communes municipales et mixtes pour réaliser ces mêmes tâches sont, lorsque judicieusement accordés, soumis en totalité à la répartition des charges.

4. Organes de l'Etat

Art. 6. ¹ La Direction cantonale des œuvres sociales est chargée de l'exécution du présent décret, sous réserve de la haute surveillance du Conseil-exécutif.

² Le Conseil-exécutif peut régler par ordonnance les principes et les conditions valables pour l'octroi des subsides de l'Etat et pour l'admission des subsides des communes à la répartition des charges.

Art. 7. ¹ Une commission pour la lutte antialcoolique est adjointe à la Direction des œuvres sociales. Elle fonctionne comme organe consultatif.

² La commission suit attentivement le développement de l'alcoolisme et propose à la Direction des œuvres sociales des mesures pour en combattre les causes et les effets.

³ Elle préavise à l'intention de la Direction des œuvres sociales les questions ayant trait à la lutte antialcoolique, ainsi que des demandes de subsides. Elle est également au service des autorités et des institutions mentionnées à l'art. 1.

Art. 8. ¹ Le président et les dix membres faisant partie de la commission pour la lutte antialcoolique sont nommés par le Conseil-exécutif.

² Le Conseil-exécutif règle l'organisation et les tâches spéciales de la commission et fixe les indemnités auxquelles ont droit les membres de cette commission.

5. Dispositions finales

Art. 9. ¹ Le présent décret entrera en vigueur au 1^{er} juillet 1962.

² Il abroge le décret du 24 février 1942/14 novembre 1951 concernant la lutte contre l'alcoolisme.

³ La répartition des dépenses de l'Etat et des communes pour la lutte contre l'alcoolisme au sens de l'art. 5 est applicable rétroactivement au 1^{er} janvier 1962.

Berne, le 12 décembre 1961/12 janvier 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président:

Brawand

Le chancelier:

Hof

Berne, le 10 janvier 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

M. v. Wattenwyl

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**

du 5 décembre 1961/19 et 18 janvier 1962

Décret
sur les contributions des communes
aux frais d'instruction d'enfants
frappés d'infirmités

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application de l'art. 73, al. 3, de la loi du 2 décembre 1951 sur l'école primaire, modifié par l'art. 150 de la loi du 3 décembre 1961 sur les œuvres sociales,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

1. Enfants pouvant bénéficier des contributions

Article premier. La contribution prévue à l'art. 73 de la loi sur l'école primaire est versée pour les enfants mentionnés ci-après, pour autant qu'ils soient tenus à la scolarité dans le canton de Berne en vertu de l'art. 9 sur l'école primaire:

1. les enfants qui, en raison d'infirmités physiques ou mentales, ou par suite de circonstances préjudiciables à leur éducation, sont placés dans des foyers d'éducation;
2. les enfants menacés dans leur santé, malades ou convalescents, qui, placés dans des préventoriums, des maisons de convalescence ou des établissements hospitaliers, y suivent l'enseignement (art. 74 de la loi sur l'école primaire);
3. les enfants frappés d'infirmités physiques ou mentales qui suivent une école spéciale (art. 71 de la loi sur l'école primaire) publique ou subventionnée par l'Etat ou par des communes, ou reconnue par l'assurance-invalidité, et pour lesquels la personne ou l'autorité qui a placé l'enfant doit payer un écolage.

Art. 2. La Direction des œuvres sociales, après avoir pris l'avis de la Direction de l'instruction publique et de l'Office cantonal des mineurs, peut refuser la contribution pour des enfants placés dans un foyer ou dans un home privés ou situés hors du canton, qui n'est ni subventionné par l'Etat, ni reconnu par l'Assurance-invalidité, si ce home n'a pas un caractère d'utilité publique ou n'offre pas suffisamment de garanties quant aux soins à donner à l'enfant et à son éducation.

Art. 3. ¹ La contribution est assurée aux enfants à partir de l'âge de l'école enfantine jusqu'à une année au-delà de l'âge de scolarité.

² Elle peut être accordée exceptionnellement pour des enfants plus jeunes ou plus âgés, si l'Assurance-invalidité leur alloue une contribution scolaire.

Art. 4. Aucune contribution n'est accordée pour les enfants fréquentant une classe auxiliaire ou spéciale (art. 69 et 70 de la loi sur l'école primaire).

2. Montant de la contribution

Art. 5. ¹ La contribution est de 90 francs par trimestre de l'année civile ou trimestre scolaire.

² Si l'entrée d'un enfant dans un établissement ou dans une école spéciale a lieu après le début d'un trimestre de l'année civile ou scolaire, ou si sa sortie a lieu avant la fin du trimestre, la contribution est calculée à raison de 1 franc par jour.

3. Paiement et emploi de la contribution

Art. 6. ¹ La contribution est versée par la Direction cantonale des œuvres sociales à l'établissement où l'enfant est placé et dans le cas de l'art. 1, chiffre 3, à l'école spéciale fréquentée par lui.

² Si un établissement ou une école spéciale non soumis à la surveillance de la Direction cantonale des œuvres sociales refuse de réclamer la contribution et de la bonifier en conformité des art. 7 et 8, la personne ou l'autorité qui a placé l'enfant peut exiger de la Direction des œuvres sociales que la contribution lui soit versée.

Art. 7. ¹ Les établissements et les écoles spéciales remettent chaque trimestre à la Direction des œuvres sociales un compte collectif pour les contributions.

² Le compte contiendra le nom et le prénom, la date de naissance et la dernière école fréquentée pour chaque enfant en faveur duquel la contribution est réclamée, ainsi que le nom et le domicile du représentant légal (parents, tuteur), et dans le cas de l'art. 5, al. 2, le jour de l'entrée ou de la sortie.

Art. 8. Les établissements et les écoles spéciales porteront les contributions reçues au compte des frais de pension ou d'écolages dus par la personne ou l'autorité ayant placé l'enfant.

Art. 9. ¹ Si l'enfant placé dans un foyer d'éducation suit une école publique ou spéciale, le foyer versera à l'école une partie de la contribution reçue. Cette indemnité d'écolage ne dépassera pas les frais effectifs de l'école pour un élève.

² L'art. 8 n'est pas touché par la disposition qui précède.

³ Si le foyer d'éducation et l'autorité scolaire n'arrivent pas à s'entendre sur le montant de l'in-

demnité, celle-ci sera fixée, après consultation de la Direction des œuvres sociales, par la Direction de l'instruction publique.

4. Remboursement par les communes

Art. 10. ¹ La somme des contributions versées sera remboursée chaque année à l'Etat par les communes municipales et les communes mixtes.

² Chaque commune remboursera à l'Etat un montant proportionnel à la quote-part des charges lui incombant en vertu de la législation sur les œuvres sociales (art. 38 et 39 de la loi du 3 décembre 1961 sur les œuvres sociales; décret sur la répartition des dépenses pour les œuvres sociales).

³ Les remboursements font partie des dépenses des communes pour les écoles primaires et ne peuvent être comptabilisés dans les comptes des œuvres sociales.

Art. 11. La Direction des œuvres sociales fixe chaque année la quote-part à rembourser par chaque commune et lui en indique le montant.

Art. 12. ¹ La commune municipale ou mixte doit aussi le remboursement lorsque ce n'est pas elle qui a la charge de l'école primaire.

² Elle peut exiger de la ou des communautés scolaires la restitution de la somme qu'elle a versée à l'Etat.

³ Si la commune municipale ou mixte ne peut s'entendre avec les communautés scolaires sur la répartition des montants à restituer, le préfet tranchera le litige à la demande d'une partie.

5. Dispositions finales et transitoires

Art. 13. ¹ Le présent décret entrera en vigueur au 1^{er} juillet 1962.

² Pour le premier semestre de 1962, les contributions seront versées selon les prescriptions actuellement en vigueur.

Berne, le 5 décembre 1961/19 janvier 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président:

Brawand

Le chancelier:

Hof

Berne, le 18 janvier 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

M. v. Wattenwyl

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la commission**

du 24 octobre 1961/23 et 22 janvier 1962

Décret
concernant l'établissement et le séjour
des citoyens suisses

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application de l'art. 15 de la loi du 22 octobre
1961 sur l'établissement et le séjour des citoyens
suisses, appelée ci-après la loi,

décète:

Registre des habitants *Article premier.* Dans chaque commune municipale ou mixte, le contrôle des habitants tiendra un registre de ces derniers.

Registre des arrivées *Art. 2.* En plus du registre des habitants, un registre des annonces d'arrivées sera constamment tenu à jour; y figureront toutes les personnes qui se sont annoncées.

Formules *Art. 3.* ¹ Sous réserve de l'art. 5 ci-après, les communes ont la faculté de constituer comme elles l'entendent les formules des registres et des permis.
² Elles peuvent se procurer les formules officielles au prix de revient auprès de la Chancellerie de l'Etat.

Conservation *Art. 4.* Le registre des habitants sera conservé sans limitation de durée; quant au registre des annonces d'arrivées, il sera conservé pendant 30 ans, du moins en ce qui concerne les personnes non inscrites dans le registre des habitants.

Inscriptions *Art. 5.* ¹ On portera dans le registre des habitants les éléments de l'état civil conformes à l'acte d'origine ou au certificat d'origine, le numéro d'AVS, la profession, l'adresse exacte, la date de l'arrivée, le domicile précédent, le genre des papiers déposés et du permis délivré.

² On inscrira en outre:

- a) s'il s'agit de familles, l'état civil de l'épouse et des enfants mineurs, sur la base du livret de famille, pour autant qu'ils vivent en commun ménage avec le chef de famille;

- b) s'il s'agit de personnes à indigénat multiple, également les autres communes d'origine;
- c) s'il s'agit d'interdits, la date et le motif de l'interdiction, l'autorité tutélaire compétente, le nom et l'adresse du tuteur, de même que la mainlevée de l'interdiction avec sa date.

³ Lors du départ on inscrira dans le registre des habitants la date de l'annonce du départ et de la remise des papiers, le genre des papiers restitués, ainsi que le lieu prévisible du nouveau séjour.

Art. 6. ¹ Toute inscription au registre des habitants sera communiquée dans les 30 jours à la commune bernoise du domicile précédent. Communications à faire d'office

² L'obligation des officiers d'état civil de procéder aux communications périodiques à l'intention des contrôles des habitants est réglée à l'art. 8 du décret sur le service de l'état civil. Les officiers d'état civil sont tenus de répondre pendant la période intermédiaire aux demandes de renseignements qui leur parviennent du contrôle des habitants.

³ Les greffiers communiquent au contrôle des habitants les divorces prononcés dès que le jugement a acquis force exécutoire. Ils indiqueront à cette occasion auquel des deux époux les enfants ont été attribués pour leur entretien et éducation.

⁴ Les préposés à la tenue du registre des ressortissants et du rôle des bourgeois sont tenus de répondre aux demandes de renseignements que leur adresse le contrôle des habitants.

Art. 7. ¹ L'acte d'origine du chef de famille vaut également comme pièce de légitimation pour l'épouse et les enfants mineurs qui vivent en commun ménage avec lui. Papiers de légitimation pour membres de la famille

² Sont tenus de déposer leur propre acte d'origine:

- a) les mineurs qui n'habitent pas au domicile de leurs parents et auxquels ne s'appliquent pas les dispositions d'exception des art. 8 et 9;
- b) les enfants mineurs de veuves, une fois leur mère remariée;
- c) les enfants illégitimes, les enfants adoptifs et les enfants placés.

Art. 8. ¹ Les écoliers, étudiants, apprentis, personnes fréquentant des cours et les volontaires qui restent dépendants de leurs parents peuvent, quel que soit leur âge, se borner à déposer un certificat d'origine au lieu où ils assurent leur formation. Personnes assurant leur formation

² Le certificat d'origine est établi par le contrôle des habitants de la commune qui est en possession de l'acte d'origine; ce certificat est établi pour une durée déterminée et en vue d'un séjour en un lieu déterminé. Il contiendra également le nom des parents.

Art. 9. Les interdits seront munis, en cas de changements du lieu de domicile, d'un certificat d'origine jusqu'à ce que la tutelle ait été transférée au nouveau domicile. Interdits

Art. 10. Les femmes mariées qui, sur la base d'un jugement de séparation de corps, d'une ordonnance Epoux vivant séparés

judiciaire ou d'une convention dûment établie, habitent dans une autre commune que l'époux, peuvent se borner à déposer un certificat d'origine.

Saisonniers,
personnel
infirmier

Art. 11. Les employés saisonniers et le personnel infirmier déposent un certificat d'origine lorsque, à leur entrée en place, ils quittent un domicile fixe dans lequel ils comptent se rendre à nouveau après achèvement de leur travail. L'art. 2, lettre a, de la loi demeure réservé.

Pen-
sionnaires
d'asiles
ou foyers

Art. 12. ¹ Celui qui se rend de son propre gré et pour un temps indéterminé dans un asile de vieillards ou un autre foyer est tenu de déposer son acte d'origine.

² Les malades et convalescents qui séjournent de leur propre gré pendant plus de 3 mois dans des sanatoriums, cliniques ou foyers de convalescence peuvent se borner à déposer un certificat d'origine.

Etablissement
multiple

Art. 13. Celui qui est établi en même temps en plusieurs endroits laisse son acte d'origine là où il se trouve déjà déposé. Il dépose un certificat d'origine aux autres endroits.

Refus de
restitution

Art. 14. La restitution des papiers sera refusée lorsque le tuteur ou une autorité qui a, de par la loi, qualité pour déterminer le séjour de l'intéressé s'y oppose.

Ren-
seignements

Art. 15. Le contrôle des habitants refusera de fournir des renseignements à des particuliers si l'intérêt public ou d'autres intérêts importants le commandent, notamment s'il y a des raisons justifiées de craindre qu'il en sera fait un abus.

Emoluments

Art. 16. ¹ Les communes perçoivent les émoluments suivants:

Permis d'établissement 5.—

Permis d'établissement en cas de changement de domicile à l'intérieur du canton, renouvellement de ce permis en cas de modification de l'état civil et remplacement du permis en cas de perte de ce dernier 3.—

Permis de séjour 3.—

Prolongation du permis de séjour 2.—

Certificat d'origine 3.—

Prolongation du certificat d'origine ou modification au nom d'une autre commune 1.50

Invitation à régulariser les conditions de présence, sommation de remise ou de renouvellement des papiers, envoi de ces derniers 1.—

Attestations de domicile et autres 1.— à 3.—

² Les ports et émoluments de timbre seront portés en compte à part.

³ Il peut en être fait remise intégrale ou partielle des émoluments à l'intention de personnes à ressources modestes.

Dispositions
pénales

Art. 17. ¹ Les infractions aux prescriptions du présent décret et des ordonnances édictées en ap-

plication de ce dernier sont frappées d'une amende allant jusqu'à fr. 200.—.

² Les communes prononcent les amendes en application du décret concernant le pouvoir répressif des communes.

Art. 18. ¹ Le présent décret entrera en vigueur en même temps que la loi. Entrée
en vigueur

² Les permis d'établissement et de séjour délivrés jusqu'à présent continuent à être valables.

³ Les permis de durée limitée délivrés avant l'entrée en vigueur de la loi et du présent décret devront, à leur expiration, être prolongés en application des dispositions nouvelles.

⁴ Le renouvellement du permis s'effectue contre paiement d'un émolument de fr. 3.—.

Berne, le 24 octobre 1961/23 janvier 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le vice-président:

Tschumi

Le chancelier:

Hof

Berne, le 22 janvier 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

D^r P. Schaffroth

Rapport de la Direction de l'agriculture

au Conseil-exécutif, à l'intention du Grand Conseil,

concernant l'initiative n° 3 du Rassemblement jurassien demandant création, aux Franches-Montagnes, d'une ferme pilote et d'un centre d'expérimentation consacrés tant à l'élevage qu'à l'agriculture de montagne

(Décembre 1961)

En date du 2 juin 1961, le Rassemblement jurassien a déposé à la Chancellerie de l'Etat une initiative munie de 13 336 signatures et dont le texte est le suivant:

«Les citoyens soussignés, domiciliés dans le canton de Berne et possédant le droit de suffrage en matière cantonale, se fondant sur l'article 9 de la Constitution de 1893, demandent que soient créés, par la promulgation d'une loi, une ferme pilote et un centre d'expérimentation sur le plateau des Franches-Montagnes. Seront affectés à cette destination les terrains que la Confédération avait acquis en vue d'une place d'armes, et que l'Etat de Berne racheta par la suite. Cette ferme pilote et ce centre d'expérimentation se consacreront à l'étude des méthodes d'élevage et au développement de l'agriculture jurassienne de montagne. Il ne leur sera pas permis de faire une concurrence quelconque aux éleveurs de la région.»

En application de l'art. 3 de la loi cantonale du 25 septembre 1960 portant introduction de la loi sur agriculture, le canton doit entretenir des écoles spécialisées en vue de former théoriquement et pratiquement d'une manière approfondie la jeunesse paysanne. Des domaines sont annexés à toutes nos écoles d'agriculture; ils servent à effectuer des essais en matière de plantes, animaux, machines et outils. En leur qualité de centres régionaux d'essais, ces domaines rattachés aux écoles peuvent apporter une contribution importante à

l'encouragement et au développement de l'agriculture de leur région.

En vertu de l'art. 4 de la loi, le canton est en outre tenu d'organiser et d'entretenir un service de consultation technique et d'exploitation. Ce service a pour but de faire connaître aux agriculteurs les découvertes pratiques et scientifiques les plus récentes en vue d'accroître sa productivité et d'encourager la production de qualité. C'est dans le cadre de ce service que les cinq écoles d'agriculture ont été désignées comme centres régionaux de consultation. Elles ont pour tâche d'organiser dans la région qui les concerne le service de consultation en matière d'exploitation, de coordonner les efforts qui se font dans ce domaine et de veiller à ce que les conseillers exercent une activité aussi rationnelle et efficace que possible. En exécution de ce mandat et des instructions de base édictées par la Division fédérale de l'agriculture, les écoles en question ont la possibilité de développer en fermes dites pilotes des exploitations agricoles qui s'y prêtent. De telles fermes doivent, dans des conditions semblables, servir d'objet de démonstration dans les questions relevant de l'exploitation, de la culture des plantes, de l'élevage et de la garde du bétail, de l'utilisation des machines et des constructions agricoles.

Cette énumération des tâches qui incombent aux écoles d'agriculture en leur qualité de centre régionaux d'essais et de consultation démontre à suffisance de preuve que le postulat des auteurs de l'initiative, tendant à la promulgation d'une loi

aux fins de créer une ferme pilote et une centre d'expérimentation aux Franches-Montagnes, repose sur l'ignorance des possibilités qu'offre actuellement déjà notre législation.

L'initiative demande la création d'une ferme pilote de l'Etat aux Franches-Montagnes, sur le terrain acheté par la Confédération. Pour mettre toutes choses au point, il y a lieu de préciser que, contrairement au texte de l'initiative, les domaines en question n'ont pas été, en son temps, achetés à la Confédération, mais à des propriétaires privés. Ainsi que nous l'avons exposé ci-dessus, des exploitations qui s'y prêtent peuvent être développées en fermes pilotes à l'aide de la consultation en matière agricole. Au vu des expériences faites dans ce domaine en Suisse et à l'étranger, les spécialistes en matière de consultation estiment que ce ne sont pas des entreprises de l'Etat, mais des entreprises privées uniquement qui entrent en considération comme fermes-pilotes. Les entreprises d'Etat ont en règle générale davantage de moyens à disposition que la plupart des entreprises privées de n'importe quelle région en vue de la solution des problèmes de construction ou d'acquisition de machines. C'est pourquoi, dans le monde agricole, on ne reconnaît pas les entreprises d'Etat comme des fermes pilotes. Ce qui est beaucoup plus instructif et plus utile, c'est, en étroite collaboration entre les chefs d'entreprises et le service de consultation, de montrer aux agriculteurs comment on peut organiser et exploiter un domaine privé représentatif de sa région d'une manière telle qu'il puisse être considéré comme une exploitation modèle. Il faut, en cette matière, utiliser pleinement toutes les possibilités qui s'offrent aux agriculteurs dans l'octroi de subsides cantonaux et fédéraux permettant d'apporter des améliorations aux bâtiments et aux biens-fonds, d'acquérir des machines agricoles, ainsi que de relever la qualité et la capacité de travail du bétail. Une entreprise agricole ainsi portée à son plus haut degré de productivité par des mesures rationnelles, bien coordonnées et financièrement supportables que suggère le service de consultation est appelée à servir de ferme modèle dans sa région. Elle sera beaucoup plus facilement reconnue comme telle dans le monde des agriculteurs qu'une entreprise agricole de l'Etat. Le choix de bonnes exploitations privées se prêtant à servir de centre de démonstration n'est pas aisé; il demande du temps et, avant tout, l'accord de l'exploitant. Il faut que ce dernier soit bien formé au point de vue professionnel et ouvert aux réalisations modernes. Le service de consultation étant actuellement en plein développement dans le Jura comme dans les autres parties du canton, c'est aujourd'hui seulement qu'il est possible de jeter le dévolu sur des entreprises agricoles répondant aux exigences.

L'école d'agriculture de Courtemelon s'occupe actuellement de 36 groupes de consultation, auxquels sont affiliés quelque 400 agriculteurs. De ces groupes, 32 sont attribués au service de consultation en matière de bétail et la moitié d'entre eux environ se situent aux Franches-Montagnes. En 1955, selon le recensement fédéral des entreprises, on comptait encore dans ce district 740 exploitations agricoles. Parmi ces dernières, il sera certainement possible de trouver un exploitant disposé

à faire de son exploitation, avec l'aide du service de consultation, un centre de démonstrations pour ses collègues des Franches-Montagnes. Conformément à l'art. 59 de l'ordonnance du Conseil fédéral du 29 mars 1955 concernant la formation professionnelle et la recherche agricole, la Confédération verse des subsides en faveur des dépenses spéciales occasionnées par la tenue d'une exploitation modèle en région de montagne. Les exploitants de ces entreprises doivent se soumettre à la surveillance d'un agent qualifié du service de consultation et se tenir à disposition des agriculteurs et des organisations paysannes de la région en vue de visites de son entreprise et de conseils à donner.

En vertu de l'art. 16 de la loi fédérale sur l'agriculture, la Confédération entretient dans diverses régions du pays des stations d'essais et d'examen pourvues des installations techniques et scientifiques exigées et disposant des domaines indispensables à leur activité.

Les cantons sont d'avis que la direction et l'entretien des stations d'essais agricoles doivent rester l'affaire de la Confédération. C'est pour cette raison qu'il n'existe pas de stations proprement cantonales. Au point de vue cantonal, on a le service des essais agricoles dont s'occupent les écoles d'agriculture. C'est dans ce but que toutes les écoles d'agriculture du canton de Berne sont pourvues d'une exploitation agricole. Les tâches incombant à ces écoles sont variées et de divers ordres. Il faut d'abord que l'école se voue à l'enseignement, par l'intuition et les démonstrations. L'exploitation agricole qui lui est annexée doit être en outre à disposition pour diverses épreuves, telles que les examens de fin d'apprentissage, professionnels, de maîtrise et de paysannes. Cette exploitation doit également servir aux essais agricoles et être équipée en conséquence. Dans son rapport de gestion, la Direction de l'agriculture mentionne chaque année les essais effectués dans les écoles et les conclusions qu'on en a tirées. Les résultats des essais sont publiés dans les rapports annuels de ces écoles. En 1960, l'Ecole d'agriculture de Courtemelon a procédé aux essais suivants: essais en matière d'engrais, essais concernant la lutte contre les ennemis des cultures et les variétés de céréales, essais de récolte mécanique du colza, essai de plantation de variétés de pommes de terre. Dans le secteur de la production animale et de l'économie alpestre ont été opérés des contrôles détaillés concernant l'augmentation de poids des bêtes à l'estivage sur 10 pâturages, ainsi que des bêtes d'hivernage de 8 groupes de consultation. En outre, l'établissement a élaboré des projets d'exploitation des pâturages, en collaboration avec les organes forestiers comptents, à Courfaivre, Châtillon, Ocourt, Epauvillers et St-Brais. Cet aperçu du programme d'essais de l'Ecole d'agriculture de Courtemelon établit à suffisance de preuve que dans ce domaine, comme dans d'autres, on travaille intensivement. Des essais n'ont pas été uniquement effectués dans le domaine même de l'école, mais aussi dans des entreprises agricoles privées, principalement en ce qui concerne l'élevage du bétail. Les résultats obtenus ont été examinés. Il est sans autre possible que les essais touchant aux problèmes de l'agriculture en région de montagne proprement dite soient, davantage encore, axés sur

les entreprises agricoles des Franches-Montagnes qui s'y prêtent. L'organisation d'essais servant à des démonstrations fait également partie du programme de travail des groupes de consultation en matière de bétail. Grâce à la construction prochaine de nouvelles étables à Courtemelon, on pourra y procéder à davantage d'essais en ce qui concerne la garde et l'affouragement du bétail bovin.

Ainsi que le démontrent les renseignements fournis ci-dessus, l'Ecole d'agriculture de Courtemelon peut fort bien remplir sa mission de centre d'essais agricoles pour le Jura, grâce aux installations voulues en bâtiments et à un équipement rationnel en machines, comme aussi à l'aide d'essais opérés dans des entreprises privées. La création et l'entretien d'une station d'essais aux Franches-Montagnes, où il n'y a plus actuellement que 700 entreprises agricoles environ, ne seraient pas sup-

portables quant aux frais. Il n'y a dès lors pas lieu d'envisager une telle mesure, que les circonstances n'appellent pas.

Au vu des bases légales existantes, compte tenu du travail fourni par l'Ecole d'agriculture de Courtemelon dans le domaine de la formation professionnelle, des essais et de la consultation en matière agricole, nous recommandons au Conseil-exécutif, à l'intention du Grand Conseil, de rejeter l'initiative du Rassemblement jurassien tendant à la création d'une ferme pilote et d'un centre d'expérimentation aux Franches-Montagnes.

Berne, le 15 décembre 1961

Le Directeur de l'agriculture:
Buri

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**

des 22 décembre 1961/23 et 17 janvier 1962

Initiative
concernant la création d'une ferme pilote
et d'un centre d'expérimentation
dans les Franches-Montagnes

L'initiative déposée le 2 juin a la teneur suivante:

«Les citoyens soussignés, domiciliés dans le canton de Berne et possédant le droit de suffrage en matière cantonale, se fondant sur l'article 9 de la Constitution de 1893, demandent que soient créés, par la promulgation d'une loi, une ferme pilote et un centre d'expérimentation sur le plateau des Franches-Montagnes. Seront affectés à cette destination les terrains que la Confédération avait acquis en vue d'une place d'armes, et que l'Etat de Berne racheta par la suite. Cette ferme pilote et ce centre d'expérimentation se consacreront à l'étude des méthodes d'élevage et au développement de l'agriculture jurassienne de montagne. Il ne leur sera pas permis de faire une concurrence quelconque aux éleveurs de la région.»

Le Grand Conseil recommande au peuple de rejeter l'initiative.

Berne, le 22 décembre 1961/23 janvier 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le vice-président:

Tschumi

Le chancelier:

Hof

Berne, le 17 janvier 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

Péquignot

Rapport adressé par la Direction de la police

au Conseil-exécutif, à l'intention du Grand Conseil,
concernant l'initiative n° 2 du Rassemblement jurassien;
création d'un office de la circulation routière à Tavannes

(Décembre 1961)

Le 2 juin 1961, une initiative du Rassemblement jurassien était soumise à la Chancellerie d'Etat; elle portait 13 540 signatures et était conçue dans les termes que voici:

«Les citoyens soussignés, domiciliés dans le Canton de Berne et possédant le droit de suffrage en matière cantonale, se fondant sur l'article 9 de la Constitution de 1893, demandent que la loi cantonale sur la police des routes et l'imposition des véhicules à moteur du 6 octobre 1940 soit modifiée par des dispositions ayant pour effet:

- 1° de créer un office jurassien de la circulation routière à Tavannes;
- 2° d'autoriser le Conseil-exécutif à créer, en cas de besoin, d'autres offices régionaux dans le canton.»

Ni la Constitution cantonale, ni la loi du 6 octobre 1940 sur la police des routes et l'imposition des véhicules à moteur ne contiennent des prescriptions sur l'organisation des offices administratifs, chargés d'exécuter les tâches de l'Etat. L'office de la circulation routière n'est même pas mentionné dans la loi en question. L'exécution des attributions fixées dans la loi est confiée au Grand Conseil (échelle de la taxe des véhicules à moteur), au Conseil-exécutif (dispositions qui paraîtront nécessaires afin d'assurer une circulation réglée et d'éviter les accidents) et à la Direction de la police (exécution des prescriptions de la loi et des décrets).

Selon l'article 26, al. 14, de la Constitution, le Grand Conseil est compétent pour créer les em-

ploi publics et, par conséquent, les offices. L'article 44 de la Constitution prescrit en outre que, pour l'examen préalable des affaires et l'exécution des ordres qui leur parviennent, les Directions, entre lesquelles sont réparties les diverses branches de l'administration, sont subordonnées au Conseil-exécutif. Les attributions et l'organisation des Directions, de même que l'organisation de la Chancellerie cantonale seront établies par un décret du Grand Conseil (article 3). C'est ainsi que l'office cantonal de la circulation routière a été créé par décret du 23 mai 1929, abrogé par celui du 17 mai 1956 concernant l'organisation de la Direction de la police.

Dès lors, il ne peut faire aucun doute qu'une modification de la loi du 6 octobre 1940 n'est pas nécessaire (et l'on aurait pu épargner les frais d'une votation populaire) pour décider, en cas de besoin, la création d'un office de la circulation routière pour le Jura ou pour toute autre partie du canton. L'erreur des promoteurs de l'initiative est d'ailleurs insignifiante, étant admis que selon l'article 9 de la Constitution, le droit d'initiative s'étend à la demande d'abroger ou de modifier un décret d'exécution du Grand Conseil.

Aux termes de l'art. 2 du décret sur l'organisation de la Direction de la police, cette Direction comprend, entre autres divisions, l'office de la circulation routière et le bureau des experts pour véhicules automobiles. Le texte de l'initiative ne mentionne que l'office de la circulation routière et non le bureau des experts. Les examens de conduite et l'expertise des véhicules sont d'ailleurs déjà fortement décentralisés. Des experts sont installés à Delémont et à Porrentruy depuis

longtemps. Depuis de longues années, les candidats au permis de conduire peuvent aussi subir l'examen de conduite à Laufon, à Tavannes, ainsi qu'à Bienne pour les candidats du Jura-Sud. Aujourd'hui, le Jura est réparti en zones délimitées ainsi:

| Zones: | Place d'examen: |
|---|-----------------|
| district de Porrentruy, jusqu'à la ligne Lucelle—Les Rangiers—Montfaucon (exclu)—Les Enfers (exclu)—frontière française: | Porrentruy |
| Les Enfers (inclus)—Montfaucon (inclus)—Le Pichaux—Moron—Court (inclu)—Pierre-Pertuis—Montagne du Droit—La Ferrière (exclu)—frontière française: | Tavannes |
| Région Sud de la ligne Montoz—Montagne du Droit: | Bienne |
| Frontière à l'ouest de Petit-Lucelle (SO)—frontière avec le canton de Soleure—Montagne de Sorvilier—Le Pichoux—Lajoux (exclu)—Les Rangiers—Lucelle—frontière française: | Delémont |
| District de Laufon: | Laufon |

Avec une telle décentralisation des examens, satisfaction est largement donnée aux vœux du public; on ne saurait pousser plus loin cette décentralisation, car enfin les capacités et les connaissances d'un candidat-conducteur ne peuvent être appréciées convenablement que si l'examen pratique se déroule sur un parcours où les conditions du trafic varient rapidement.

En ce qui concerne l'office de la circulation routière, l'article 11 du décret sur l'organisation de la Direction de la police règle ses attributions comme suit:

- a) il prépare et exécute les mesures législatives concernant la circulation routière;
- b) il prépare et exécute les mesures législatives concernant la taxe des véhicules à moteur;
- c) il prépare et exécute les mesures législatives concernant la réclame extérieure et sur la voie publique;
- d) il délivre les permis de conduire et de circulation, ainsi que les autorisations spéciales de tout genre en matière de circulation des véhicules;
- e) il soumet à la Direction de la police les propositions concernant la délivrance, le refus et le retrait de l'autorisation d'exercer la profession de maître de conduite;
- f) il ordonne les mesures administratives prévues dans la législation à l'égard des conducteurs et détenteurs de véhicules à moteur, des cyclistes, des conducteurs de chars et autres véhicules;
- g) il perçoit la taxe des véhicules à moteur et statue dans les cas de taxation ultérieure et de taxe répressive;
- h) il procède à la signalisation et au marquage des routes;

- i) il examine, au point de vue technique de la signalisation et du trafic, dans l'intérêt de la circulation routière et de la prévention des accidents, les projets de construction et de correction de routes, ainsi que ceux d'aménagement de places publiques et noeuds routiers (croisées, bifurcations et débouchés).

L'accroissement extraordinairement rapide de l'effectif des véhicules à moteur, au cours des années d'après guerre (1939: 21 117 unités; 1961: 151 000), exigea une rapide adaptation et une profonde réorganisation du travail à l'office de la circulation routière. C'est ainsi que cet office a été installé en 1952 dans le bâtiment administratif du «Ringhof», où la surface des locaux disponibles avait été calculée pour le contrôle de 100 000 unités au maximum. Un agrandissement, portant la surface utile de 1571 m² à 2488 m², est en voie d'exécution. Par décision du Grand Conseil du 11 mai 1960 des crédits ont été accordés, afin de permettre à l'office de la circulation routière de recourir à l'installation du système des cartes perforées, qui peut servir aussi bien à la perception des taxes qu'à l'organisation des contrôles périodiques obligatoires des véhicules automobiles, aux recherches de la police et — au besoin — aux contrôles de l'économie de guerre (rationnement du carburant). L'introduction de nouvelles formules de paiement a été mise au point avec les PTT, ce qui représente une simplification considérable, en ce sens que les paiements effectués aux guichets postaux sont notifiés à l'office au moyen de cartes perforées, permettant une comptabilisation automatique. Ce dispositif procurera une économie de travail de 50 à 60 % dans le contrôle de l'effectif actuel des véhicules à moteur, de sorte que l'on pourra sans augmenter le nombre du personnel, venir à bout du travail que suscitera un nouvel accroissement de l'effectif des véhicules. En cas de décentralisation de l'office, la perception des taxes ne pourrait plus se faire d'une manière aussi rationnelle qu'avec le système des cartes perforées. Toutefois ce système, s'il fallait l'introduire dans les succursales ne contrôlant qu'un effectif de 20 à 30 mille véhicules, serait trop onéreux et, par conséquent, non rentable.

D'autres branches de l'activité de l'office ne pourraient pas non plus être confiées à des succursales sans que soit provoquée une notable augmentation des frais. Les activités décrites sous lit. h et i sont dirigées par un seul technicien. Si ses tâches devaient être réparties entre plusieurs bureaux, chacun d'eux devrait être dirigé par un technicien, ce qui augmenterait les charges financières de l'Etat pour le salaire, les indemnités de voyage, les contributions aux frais d'entretien d'une automobile, etc. Le domaine des autorisations ou permis spéciaux (pour les transports excédant le poids et les dimensions réglementaires, pour les transports de longs bois, pour les transports exceptionnels de nuit, pour les manifestations sportives sur routes, etc.) doit également être confié à un fonctionnaire spécialisé. La répartition de ce travail entre plusieurs offices aurait pour conséquence — sans compter l'augmentation des frais — l'introduction d'une

pratique inégale d'une région à l'autre. Cette pratique, non uniforme, créerait sans aucun doute une inégalité et une insécurité de droit préjudiciables, en particulier dans le domaine des mesures administratives (refus ou retrait de permis, interdiction de circuler à vélo, etc.), ce qui aurait pour effet d'augmenter le nombre des recours et pour conséquence une charge de plus pour la Direction de la police et pour le Conseil-exécutif, en tant que dernière autorité de recours.

Les promoteurs de l'initiative font valoir qu'en donnant l'occasion à la population du Jura d'adresser ses requêtes à un office siégeant au cœur du Jura, on lui procurerait économie de temps et d'argent. Or, pour la population du Jura, ou pour celle d'une autre région du canton, il n'y a aucune nécessité de se présenter personnellement à l'office de la circulation routière. Celui qui désire obtenir un permis d'apprenti-conducteur doit d'abord se rendre au poste de la police cantonale de son domicile; il y remplira et signera une formule de demande de permis. Cette pièce sera transmise par la police à l'office de la circulation routière et le candidat recevra le permis désiré par la poste, si rien n'en empêche la délivrance. Ensuite il pourra, le moment venu, s'annoncer pour subir l'examen de conduite, au lieu mentionné ci-dessus pour la région qu'il habite. Si l'examen est réussi, l'expert en transmet le certificat à l'office qui enverra au candidat le permis définitif, par la poste, normalement au bout de 3 ou 4 jours. La nouvelle formule du permis d'apprentissage, prescrite par la Confédération et délivrée par l'office depuis mars 1961, est pourvue d'une feuille détachable par l'expert, qui la remet au candidat, sitôt l'examen réussi, et qui, dûment remplie et signée par l'examineur, sert de permis de conduire provisoire. Ainsi, le conducteur obtient le droit de rouler seul, dès le moment où il a réussi l'examen de conduite. Selon la nouvelle loi sur la circulation routière, le permis de conduire est valable pour une durée indéterminée; il n'y a donc plus d'émoluments à payer chaque année pour son renouvellement et, par conséquent, le détenteur n'a plus aucune raison de prendre contact avec l'office à ce sujet, à moins que le permis lui ait été retiré pour un motif quelconque. S'il entend discuter du cas de retrait du permis de conduire en se présentant personnellement à l'office compétent — ce qui n'est pas obligatoire — serait-ce trop présumer de ses possibilités en lui imposant un voyage à Berne?

Quant à la mise en service d'un véhicule à moteur, elle dépend d'un examen technique préalable; le véhicule doit être présenté sur la place mentionnée ci-dessus. Ensuite, le détenteur ou son mandataire envoie le certificat d'examen et une attestation d'assurance RC à l'office de la circulation routière qui, en général par retour du courrier, lui fait parvenir le permis de circulation par la poste. Les permis à court terme et les permis pour véhicule de remplacement peuvent être requis par téléphone à l'office. A l'occasion de la commande par téléphone d'un permis pour véhicule de remplacement, le détenteur reçoit l'autorisation de transférer immédiatement sur le véhicule de remplacement les plaques de police attribuées normalement au véhicule mis en répa-

ration. Du reste, le détenteur d'un véhicule à moteur n'a plus aucun motif de prendre contact en personne avec l'office à propos du permis de circulation, celui-ci étant valable pour une durée illimitée et le paiement de la taxe annuelle pouvant se faire aisément à n'importe quel guichet postal. Le détenteur qui a l'intention de renoncer momentanément à l'emploi de son véhicule peut tout simplement renvoyer les plaques de police à l'office, par la poste. Pour la remise en circulation, l'envoi à l'office (toujours par la poste) d'une nouvelle attestation d'assurance suffit pour recevoir les plaques à domicile à la date désirée.

La création d'un office de la circulation routière à Tavannes ne procurerait aucun avantage aux habitants du Jura-Nord et du district de La Neuveville. Elle apporterait cependant un certain allègement pour l'office de la circulation routière à Berne, parce que toute la correspondance, les circulaires, les décisions pourraient être rédigées en une seule langue. En revanche, l'office de la circulation de Tavannes, devant desservir le district de Laufon, serait tenu de rédiger sa correspondance, ses décisions, etc. en deux langues.

Enfin, quant aux frais administratifs, le fait de réduire de 26 000 (véhicules stationnés dans le Jura) l'effectif actuel de 151 000 unités, contrôlé par l'office de la circulation routière à Berne, n'apporterait pas une diminution sensible des frais de cet office, car, étant donnée l'organisation rationnelle d'aujourd'hui, il est insignifiant que le contrôle embrasse quelques milliers d'unités en plus ou en moins. En revanche, la création d'un office à Tavannes, sans compter les frais uniques de construction et d'installation, coûterait chaque année à l'Etat des frais dont le montant est sans rapport avec les avantages qu'en escomptent les promoteurs de l'initiative. Ces frais supplémentaires ne seraient pas couverts, puisque les émoluments et taxes versés à Tavannes diminueraient d'autant les recettes de l'office de Berne. Pour couvrir ces frais supplémentaires il faudrait recourir à une augmentation générale de tous les émoluments. Les frais annuels d'exploitation d'un office à Tavannes peuvent être évalués approximativement en les comparant aux frais d'administration du Service des automobiles d'autres cantons, contrôlant un effectif de véhicules à moteur à peu près égal à celui du Jura. Il faut cependant considérer que dans d'autres cantons l'organisation des offices n'est pas la même qu'à Berne. Dans tous les autres cantons, le service administratif et le service technique (bureau des experts) sont réunis, alors que ces services ne le sont pas dans le canton de Berne. Pour que la comparaison soit valable, il faudrait que les frais du service technique soit déduits des frais généraux des offices des autres cantons. D'autre part, les mesures administratives préventives (retrait de permis, etc.) sont prises, dans le canton de Berne, par l'office de la circulation routière, alors qu'ailleurs elles sont en général prises par le secrétariat de la Direction de la police. Il y a lieu de relever aussi que l'assertion des promoteurs de l'initiative, prétendant que le canton de Neuchâtel dispose de deux bureaux des automobiles, l'un au chef-lieu et l'autre à La Chaux-de-Fonds, n'est

pas exacte, du moins sous cette forme générale. Il y a bien une succursale à La Chaux-de-Fonds, mais elle ne s'occupe que des examens de conducteurs et de véhicules et, accessoirement, elle reçoit en dépôt les plaques de police des véhicules de la région, mis hors service. Tous les autres travaux sont faits par l'office du chef-lieu. A l'exception du dépôt des plaques, l'organisation du service des automobiles du canton de Neuchâtel est donc semblable à celle qui vaut pour le Jura depuis plusieurs dizaines d'années.

En nous fondant sur les renseignements obtenus dans les cantons de Lucerne (32 700 véhicules à moteur), Fribourg (23 700), Soleure 26 800), Bâle-Campagne (25 500), Thurgovie (24 700) et Neuchâtel (24 400), nous estimons les frais d'exploitation d'un office de la circulation routière à Tavannes,

pour le Jura bernois (26 000 véhicules à moteur), à un demi-million de francs, qu'il faudrait ajouter aux frais de l'office de Berne, qui se montaient en 1960 à 1,53 millions de francs. Un tel surcroît de charges financières est insupportable pour l'Etat.

Pour toutes ces raisons, nous proposons au Conseil-exécutif, à l'intention du Grand Conseil, de rejeter l'initiative du Rassemblement jurassien, tendant à créer à Tavannes un office de la circulation routière.

Berne, le 13 novembre 1961

Le Directeur de la police:
Bauder

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**

des 8 décembre 1961 et 19/18 janvier 1962

Initiative
concernant la création d'un office de la
circulation routière à Tavannes

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

Le 2 juin 1961 a été déposée une demande d'initiative ainsi conçue:

«Les citoyens soussignés, domiciliés dans le Canton de Berne et possédant le droit de suffrage en matière cantonale, se fondant sur l'article 9 de la Constitution de 1893, demandent que la loi cantonale sur la police des routes et l'imposition des véhicules à moteur du 6 octobre 1940 soit modifiée par des dispositions ayant pour effet:

- 1^o de créer un office jurassien de la circulation routière à Tavannes;
- 2^o d'autoriser le Conseil-exécutif à créer, en cas de besoin, d'autres offices régionaux dans le canton.»

Le Grand Conseil recommande au peuple de rejeter l'initiative.

Berne, le 8 décembre 1961/19 janvier 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président:

Brawand

Le chancelier:

Hof

Berne, le 18 janvier 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

W. Ingold

Rapport de la Direction de la police

au Conseil exécutif, à l'intention du Grand Conseil,

concernant la revision du décret du 6 septembre 1955 sur le corps de police
du canton de Berne

(Janvier 1962)

Lors de la session de novembre du Grand Conseil, M. le député A. Fankhauser a déposé, au nom de la commission de revision des traitements du personnel de l'Etat, le postulat suivant:

«Dans le décret du 6 septembre 1955 concernant le corps de police du canton de Berne, les promotions aux différents grades sont en nombre limité. Du fait de l'augmentation de l'effectif, rendue nécessaire au cours des dernières années, cette limitation est fâcheuse en ce sens que de nombreux fonctionnaires méritants n'ont pas pu monter en grade, ni par conséquent avancer dans une classe supérieure de traitement.

Le Conseil exécutif est invité à procéder à une revision du décret concernant le corps de police, revision tendant à un assouplissement des possibilités d'avancement.»

A ce propos, il y a lieu d'examiner les questions suivantes:

1^o Faut-il donner la préférence à la solution que préconise le postulat Fankhauser, consistant à augmenter les possibilités d'avancement dans le corps de police, ou au système à deux classes de traitement, système dont l'étude élargie a été demandée par le Grand Conseil?

2^o Quelles sont les propositions de modification du décret, en tenant notamment compte d'une cote d'avancement, exprimée soit en chiffres relatifs (pourcentage de l'effectif), soit en chiffres absolus, comme jusqu'à présent?

La Direction de la police expose les considérations que voici:

ad 1^o Augmentation des possibilités d'avancement ou système à deux classes de traitement par échelon.

Consultés verbalement, tous les chefs de district et certains sous-officiers que la question touche de près sont de l'avis qu'il faut donner la préférence à la solution consistant à augmenter les possibilités d'avancement, comme le préconise le postulat Fankhauser. Et cela en considération de ce que la classe 7 demeurerait de toute façon inaccessible aujourd'hui aux sous-officiers supérieurs (sergents-majors) en appliquant le système à double classe pour tous les échelons. D'autre part, le système à deux classes présenterait l'inconvénient majeur de voir diminuer la différence de traitement entre chefs et subordonnés; il serait même possible qu'un subordonné d'un certain âge, avançant dans sa seconde classe, fût mieux rétribué que son chef plus jeune. En outre, les propositions d'avancement à la classe supérieure (sans changement de grade!) doivent être faites par le chef de district, qui est censé très bien connaître ses hommes, mais qui, manquant de critères, se trouverait devant certaines difficultés d'appréciation, non seulement en raison de l'hétérogénéité des tâches dans les divers postes de la section, mais aussi à cause des pratiques peut-être divergentes de ses collègues des districts voisins. Le chef de district est certaine-

ment plus à l'aise en proposant une promotion au grade de sous-officier, proposition qui peut être fondée sur des considérations plus concrètes, donnant au commandement l'occasion d'un examen plus approfondi. Il s'agit d'ailleurs d'une promotion qui revêt un certain caractère cérémonial (remise de galons!) et non pas d'une opération plus ou moins discrète (supplément de traitement!), discrète afin de ne pas éveiller la jalousie dans l'entourage professionnel! Plus que dans les villes, le policier assumant un service extérieur à la campagne jouit d'un indéniable prestige grâce à son grade, porté visiblement. A la campagne il serait plus difficile de faire la nuance qui doit être déterminante pour décider dans quelle classe (du système à deux classes) le policier doit être versé, et, actuellement déjà, il est plus facile de faire des propositions fondées sur l'article 12 du décret sur les traitements, quand il s'agit de fonctionnaires du service interne dans les villes. D'ailleurs pour le policier du service interne, le grade a moins d'importance que pour son collègue en uniforme.

Il ressort de ces considérations, concordant avec l'avis des chefs de district, que l'introduction du système à deux classes de traitement par échelon n'est pas souhaitable. Le désir de profiter d'un avancement rapide sera sans doute tempéré par le fait que les possibilités de promotion sont réglées par un décret particulier plutôt que par les dispositions générales concernant l'ensemble du personnel de l'Etat, dispositions prévoyant le système à deux classes. C'est au contraire la promotion bien pesée au grade de caporal — aussi en faveur des bons serviteurs d'un certain âge — qui engendre un stimulant pour tous. C'est la raison pour laquelle tant le commandant que les chefs de district préconisent la solution que suggère le postulat Fank-

hauser, plutôt que le système à deux classes, qui, il est vrai, permet de tenir mieux compte des conditions citadines.

ad 2^o Quelles sont les propositions de modification du décret, en tenant notamment compte d'une cote d'avancement exprimée soit en chiffres relatifs (pourcentage de l'effectif) soit en chiffres absolus, comme jusqu'à présent?

En ce qui concerne la solution à choisir (pourcentage du contingent ou chiffres absolus), la décision semble moins dépendre du système même que de la formule autorisant à procéder aux promotions.

En effet, que le nombre des appointés, sur un effectif de 918 hommes, soit de 300 au maximum ou de 33 %, le résultat sera à peu près le même. Ce qu'il importe de décider, c'est si ce nombre de 300 doit être invariable, quel que soit l'effectif du moment, ou si le nombre des appointés doit être proportionnel (33 %) à cet effectif. Si le nombre des appointés est invariable, on pourra nommer 300 appointés pour un effectif actuel de 553 hommes, tandis qu'avec le système du pourcentage, le nombre des appointés serait de 183 seulement. Mais si l'on fonde la décision sur un *pourcentage de 33 % de l'effectif maximum*, on retrouve le nombre de 300 appointés.

Si donc on devait se décider à fonder les possibilités d'avancement sur un pourcentage de l'effectif maximum, la modification du décret ne semble pas s'imposer.

Si les possibilités d'avancement sont fondées sur un pourcentage de l'effectif du moment, la modification du décret n'apporterait pas d'amélioration notoire, comme le démontre le tableau ci-dessous:

| Grade | Possibilités actuelles | Effectif actuel de chaque contingent | Nombre visé | % | Possibilités fondées sur l'effectif actuel | Amélioration |
|-------|------------------------|--------------------------------------|-------------|------|--|--------------|
| Sgt. | 70 | 41 | 80 | 8,7 | 50 | + 9 |
| Cap. | 50 | 50 | 100 | 10,8 | 61 | + 11 |
| App. | 250 | 140 | 300 | 32,6 | 183 | + 43 |

On pourrait aussi opérer avec les prescriptions appliquées dans d'autres cantons:

«La promotion aux différents grades dépend des besoins, mais le pourcentage par rapport à l'effectif ne dépassera pas 33 % pour les appointés, 11 % pour les caporaux et 9 % pour les sergents, etc.»

L'examen de toutes les variantes nous incite à donner la préférence au système des chiffres absolus, pour les raisons que voici:

- Si l'avancement est fondé sur un pourcentage de l'effectif maximum, le résultat ne différera guère de ce que donne le système des chiffres absolus.
- Si l'avancement est fondé sur un pourcentage de l'effectif réel, l'amélioration recherchée n'est pas atteinte. Si l'on veut obtenir une

amélioration appréciable, les chiffres relatifs doivent être augmentés considérablement, de sorte que le corps de police ne compterait bientôt plus que des gradés.

- Le calcul en pourcent ne donne pas de nombres entiers, de sorte qu'il faudrait encore arrondir ces nombres soit vers le haut, soit vers le bas.
- Le système du pourcentage par rapport à l'effectif réel aurait pour conséquence de réduire automatiquement le nombre des gradés, en cas de diminution de l'effectif du corps de police. Comme on ne saurait raisonnablement s'adapter aux nouveaux nombres en procédant à quelques dégradations, la réduction devrait s'obtenir par une longue pause dans les promotions. Cela équivaldrait à de sérieux désa-

vantages, non seulement pour les membres du corps, mais aussi pour le commandement qui pourrait se voir dans l'impossibilité de confier certains postes importants à des sous-officiers.

Le nombre des gradés est fondé sur l'effectif maximum prévu au décret, mais il va sans dire qu'en choisissant le système des chiffres absolus, la Direction de la police et le commandement doivent s'imposer une certaine limite. Le nombre maximum des gradés de toutes catégories ne doit pas être atteint aussi longtemps que l'effectif maximum ne sera pas lui-même atteint. Renoncer à ce principe reviendrait à introduire un arrêt de longue durée dans les promotions.

Afin de disposer de plus de latitude dans certains cas, pour lesquels une promotion dans une classe supérieure ne peut être envisagée, nous proposons d'introduire une disposition conforme à l'article 12 du décret sur les traitements du personnel de l'Etat.

Quant à la proposition d'insérer entre le sergent-major et le lieutenant le nouveau grade d'adjudants sous-officier, il y a lieu de préciser ceci:

La création du grade d'adjudants sous-officier – qui existe d'ailleurs dans d'autres corps de police – donnerait à la Direction de la police une plus grande liberté de mouvement dans la question des promotions; elle donnerait aussi une possibilité d'économie, en ce sens que certains postes importants du dehors pourraient être confiés avantageusement à un adjudants sous-officier plutôt qu'à un officier.

Lors de la modification de l'annexe au décret sur les traitements, l'adjudants sous-officier trouverait place dans la 7^e classe. Jusque-là il lui sera alloué un supplément correspondant à deux années de service.

Les autres modifications à apporter au décret sont uniquement d'ordre rédactionnel.

Berne, le 8 janvier 1962

Le Directeur de la police:
Bauder

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**
des 9/26 et 24 janvier 1962

Décret
du 6 septembre 1955
concernant le corps de police
du canton de Berne
(Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application de l'art. 7 de la loi du 6 mai 1906
concernant le corps de la police cantonale, ainsi
que de l'art. 1, al. 3, de la loi du 7 février 1954 sur
les rapports de service des autorités et du person-
nel de l'administration de l'Etat,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décède:

I.

Les art. 1, 2, 3 et 7 du décret du 6 septembre 1955
concernant le corps de police sont abrogés et rem-
placés par les dispositions suivantes:

Article premier. Le corps de police est orga-
nisé militairement et comprend l'effectif suivant:

- 1 commandant (lieutenant-colonel ou
colonel)
- 1—2 adjoints du commandant (capitaines
ou majors)
- 4—16 commissaires de police (lieutenants
ou premiers-lieutenants)
- 2—8 adjudants sous-officiers
- 2—12 sergents-majors
- 1—2 fourriers
- 32—80 sergents
- 36—100 caporaux
- 54—300 appointés
- 300—390 gendarmes
- 3—8 assistantes de police

Art. 2. ¹ Au commandement de la police seront
en outre attribués les techniciens et autres spé-
cialistes nécessaires, dont l'engagement et la ré-
munération seront conformes aux prescriptions
applicables au corps de police.

² Demeure réservé l'engagement d'autres per-
sonnes selon le droit des obligations.

Art. 3. ¹ Pour être admis comme gendarme dans le corps de police, il faut remplir les conditions suivantes:

- 1^o être citoyen suisse;
- 2^o jouir des droits civiques et d'une bonne réputation;
- 3^o avoir une bonne formation scolaire;
- 4^o bien connaître la seconde langue officielle;
- 5^o être âgé de 22 à 28 ans, mesurer au moins 168 cm, jouir d'une bonne acuité visuelle (porteurs de lunettes exclus), être apte sans réserve au service militaire et avoir accompli l'école de recrues;
- 6^o avoir accompli l'école de recrues de police.

² Des dérogations aux chiffres 5 et 6 ne pourront être faites qu'en faveur des assistantes de police ou des personnes engagées selon le code des obligations.

Art. 7. ¹ Le traitement des membres du corps de police se règle d'après les dispositions générales concernant les traitements du personnel de l'Etat.

² Les sous-officiers et les gendarmes ont droit à un logement de service (les agents stationnés à Berne à une indemnité de logement fixée par le Conseil-exécutif), à l'habillement uniforme gratuit, à l'armement et à l'équipement, ainsi qu'à une indemnité pour leurs dépenses spéciales de service. Le Conseil-exécutif édictera les prescriptions à ce sujet, de même qu'en ce qui concerne les indemnités auxquelles les officiers ont droit pour leurs dépenses.

II.

Ces modifications entrent en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1962.

Berne, le 9/26 janvier 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le vice-président:

Tschumi

Le chancelier:

Hof

Berne, le 24 janvier 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

A. Fankhauser

Antrag des Regierungsrates
vom 30. Januar 1962

Proposition du Conseil-exécutif
du 30 janvier 1962

Nachkredite
für das Jahr 1961

Crédits supplémentaires
pour l'année 1961

Der Grosse Rat des Kantons Bern,

auf den Antrag des Regierungsrates,

beschliesst:

I.

Der Grosse Rat nimmt Kenntnis davon, dass der Regierungsrat, gestützt auf Art. 29 Abs. 1 des Gesetzes über die Finanzverwaltung vom 3. Juli 1938, bis 19. Januar 1962 folgende Nachkredite für das Jahr 1961 bewilligt hat:

| | Voranschlag Budget | |
|--|-----------------------|--|
| | 1961 Fr. | |
| 11 <i>Präsidialverwaltung</i> | | |
| 1105 <i>Staatskanzlei und Staatsarchiv</i> | | |
| 615 Dienstaltersgeschenke an das Staatspersonal Der Budgetkredit basierte auf Schätzungen | 183 000.— | |
| 12 <i>Gerichtsverwaltung</i> | | |
| 1200 <i>Obergericht</i> | | |
| 799 Verschiedene Sachausgaben .. Handkolorierung von Für- sprecherurkunden | 500.— | |
| 1205 <i>Richterämter</i> | | |
| 850 Kosten in Zivilsachen Zunahme der Geschäfte sowie Erhöhung der Anwaltshonorare | 185 000.— | |
| 935 Staatsbeiträge an die Gewerbe- gerichte Zunahme der Geschäfte | 33 000.— | |
| 1215 <i>Jugendanwaltschaft</i> | | |
| 851 Kosten in Strafsachen Zunahme der Geschäfte sowie vermehrte Expertenkosten in grossen Geschäften | 70 000.— | |
| Übertrag | | |

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

Le Grand Conseil prend acte de ce qu'en vertu de l'art. 29, alinéa 1, de la loi du 3 juillet 1938 sur l'administration des finances de l'Etat, le Conseil-exécutif a, jusqu'au 19 janvier 1962, accordé les crédits supplémentaires suivants pour l'année 1961:

| | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | |
|---|---|--|
| | 1961 Fr. | |
| 11 <i>Section présidentielle</i> | | |
| 1105 <i>Chancellerie d'Etat et Archives de l'Etat</i> | | |
| 615 Gratifications pour années de service au personnel de l'Etat Le crédit budgétaire était fondé sur des estimations | 14 800.— | |
| 12 <i>Administration judiciaire</i> | | |
| 1200 <i>Cour suprême</i> | | |
| 799 Autres dépenses Coloration à la main des diplômes d'avocats | 860.— | |
| 1205 <i>Tribunaux de district</i> | | |
| 850 Frais en affaires civiles Augmentation du nombre d'affaires et relèvement des honoraires des avocats | 35 000.— | |
| 935 Subventions de l'Etat aux conseils de prud'hommes Augmentation du nombre d'affaires | 2 300.— | |
| 1215 <i>Avocats des mineurs</i> | | |
| 851 Frais en affaires pénales Augmentation du nombre d'affaires et frais d'experts plus nombreux pour des affaires importantes | 45 000.— | |
| A reporter | 97 960.— | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|---|-----------------------|---|------------|---|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 97 960.— | Report | |
| 1220 | Verwaltungsgericht | | | 1220 | Tribunal administratif |
| 797 | Bücher, Zeitschriften und Zeitungen | 1 000.— | 300.— | 797 | Livres, revues et journaux |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Ergänzung der Materialvorräte | 1 800.— | 700.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Complètement des réserves de matériel |
| 1225 | Kantonale Rekurskommission | | | 1225 | Commission cantonale des recours |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Vermehrte Insertionskosten für Stellenausschreibungen | 1 800.— | 500.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Frais d'annonces plus élevés pour des mises au concours de places |
| 830 | Entschädigungen an Dritte für Augenscheine Vermehrte Expertisen | 2 000.— | 1 200.— | 830 | Indemnités à des tiers pour examens des lieux Expertises plus nombreuses |
| 13 | Volkswirtschaftsdirektion | | | 13 | Direction de l'économie publique |
| 1305 | Amt für berufliche Ausbildung | | | 1305 | Office de la formation professionnelle |
| 940 2 | Berufliche Stipendien Starke Zunahme der Stipendiangesuche | 185 000.— | 50 000.— | 940 2 | Bourses professionnelles Forte augmentation des demandes de bourses |
| 1325 | Chemisches Laboratorium | | | 1325 | Laboratoire de chimie |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Instrumenten, Apparaten und Werkzeugen Ankauf eines Mikroskopes sowie Beschaffung weiterer Aktenschränke | 16 800.— | 3 500.— | 770 | Acquisition de mobilier, d'instruments, d'appareils et d'outils Achat d'un microscope et acquisition d'autres armoires à dossiers |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Unvorhergesehene Instandstellung von Apparaten | 870.— | 500.— | 771 | Entretien du mobilier Remise en état imprévue d'appareils |
| 791 | Materialien und Chemikalien . Vermehrter Bedarf an Laboratoriumsmaterial für Untersuchungen | 7 750.— | 1 600.— | 791 | Matériaux et produits chimiques Besoin accru en matériel de laboratoire pour les analyses |
| 801 | PTT-Gebühren und Frachtausgaben Telephoninstallationen infolge Übernahme der Abteilung für Gewässerschutz | 3 520.— | 1 400.— | 801 | Taxes des PTT et frais de transport Installations téléphoniques par suite de la reprise du laboratoire pour la protection des eaux |
| Übertrag | | | 157 660.— | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|--------------------------------|--|-----------------------|---|--------------------------------------|---|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 157 660.— | Report | |
| 1335/36 Technikum Biel | | | | 1335/36 Technicum de Bienne | |
| 1336 Angegliederte Fachschulen | | | | 1336 Ecoles professionnelles annexes | |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und binderkosten Beschaffung von Uhrengang- scheinen und Formularen | 13 350.— | 7 300.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Achat de certificats sur la marche des montres et de formules |
| 940 | Stipendien Mehr Stipendiengesuche | 6 000.— | 1 210.— | 940 | Bourses Demandes de bourses plus nombreuses |
| 1350 Holzfachschule | | | | 1350 Ecole du bois | |
| 801 | PTT-Gebühren und Fracht- ausgaben Vermehrte Frachtauslagen | 3 000.— | 1 000.— | 801 | Taxes des PTT et frais de transport Frais de transport plus élevés |
| 899 | Verschiedene Verwaltungs- kosten Nachzahlung Warenumsatz- steuer | 3 600.— | 700.— | 899 | Autres frais d'administration Paiement complémentaire de l'impôt sur le chiffre d'affaires |
| 14 Sanitätsdirektion | | | | 14 Direction des affaires sanitaires | |
| 1400 Sekretariat | | | | 1400 Secrétariat | |
| 899 | Verschiedene Verwaltungs- kosten Vermehrte Stellenausschrei- bungskosten | 3 400.— | 3 000.— | 899 | Autres frais d'administration Frais d'annonces plus élevés pour mises au concours de places |
| 940 | Stipendien für die Ausbildung des Pflegepersonals Vermehrte Stipendiengesuche | 20 000.— | 2 500.— | 940 | Bourses pour la formation du personnel infirmier Demandes de bourses plus nombreuses |
| 944 7 | Sonstige Beiträge Betriebsbeitrag an die Pflege- rinnenschule der bern. Landes- kirche im Bezirksspital Langenthal | 132 500.— | 20 000.— | 944 7 | Autres subventions Subside d'exploitation à l'école d'infirmières de l'Eglise natio- nale bernoise à l'Hôpital de district de Langenthal |
| 949 40 | Bau- und Einrichtungsbeiträge an Spezialanstalten Zusätzlicher Beitrag an das Asyl Gottesgnad in Biel-Mett und Baubeitrag an «Maison du Bon Secours» in Miserez. Zum Teil als Nachsubvention | 200 000.— | 52 289.— | 949 40 | Subventions de construction et d'aménagement à des établ. spéciaux Subvention supplémentaire à l'Asile Gottesgnad de Bienne- Mâche et subside de construc- tion à la «Maison du Bon Secours» à Miserez. En partie à titre de subvention complé- mentaire |
| Übertrag | | | 245 659.— | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|---------|--|-----------------------|---|---------|--|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| | Übertrag | | 245 659.— | | Report |
| 1405 | <i>Frauenspital</i> | | | 1405 | <i>Maternité cantonale</i> |
| 760 | Kleider, Wäsche, Wäscherei und Ausrüstungen Vermehrter Bedarf | 65 000.— | 3 000.— | 760 | Vêtements, linge, effets et blanchissage Besoin accru |
| 790 | Autobetrieb Unvorhergesehene Reparatur | 2 200.— | 400.— | 790 | Service des automobiles Réparation imprévue |
| 797 | Bücher, Zeitschriften, Zeitun- gen, Lehrmittel und andere Unterrichtsbedürfnisse | 7 000.— | 500.— | 797 | Livres, revues, journaux et moyens d'enseignement |
| 820 | Mietzins an Dritte Mietzinserhöhungen | 1 650.— | 800.— | 820 | Loyers à des tiers Hausse du loyer |
| 899 | Verschiedene Verwaltungs- kosten Vermehrte Stellenausschrei- bungskosten | 7 000.— | 500.— | 899 | Autres frais d'administration Frais élevés pour mises au con- cours de places |
| 1410/12 | <i>Heil- und Pflegeanstalt Waldau</i> | | | 1410/12 | <i>Maison de santé Waldau</i> |
| 1410 | <i>Anstaltsbetrieb</i> | | | 1410 | <i>Exploitation de l'établissement</i> |
| 760 | Kleider, Wäsche, Wäscherei und Ausrüstungen Mehrbedarf | 180 000.— | 12 000.— | 760 | Vêtements, linge, effets et blanchissage Besoin accru |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Unvorhergesehene Reparaturen. Mehreinnahmen bei Konto 1411 313 | 55 000.— | 6 000.— | 771 | Entretien du mobilier Réparations imprévues. Recettes en plus s. Cpte 1411 313 |
| 792 | Medikamente, Verband- und Impfstoffe und übrige ärzt- liche Bedürfnisse Vermehrter Bedarf an teuren Medikamenten. Mehreinnahmen bei Konto 352 | 233 000.— | 22 000.— | 792 | Médicaments, matériel de pansement et autres besoins médicaux Besoin accru en médicaments coûteux. Recettes en plus s. Cpte 352 |
| 797 | Bücher, Zeitschriften, Zeitun- gen, Lehrmittel und andere Unterrichtsbedürfnisse | 8 150.— | 800.— | 797 | Livres, revues, journaux et moyens d'enseignement |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Erhöhung der Buchdrucker- tarife sowie vermehrte Stellen- ausschreibungskosten | 18 000.— | 6 000.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Relèvement des tarifs d'impri- meurs et frais en plus pour mises au concours de places |
| 899 | Verschiedene Verwaltungs- kosten Gutachten über Organisation des Verpflegungswesens | 3 570.— | 1 100.— | 899 | Autres frais d'administration Expertise sur l'organisation de la subsistance |
| | Übertrag | | 298 759.— | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|--|--|-----------------------|---|--------------------------------------|---|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 298 759.— | Report | |
| 1412 | Landwirtschaft | | | 1412 | Agriculture |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Unvorhergesehene Reparaturen | 12 000.— | 3 000.— | 771 | Entretien du mobilier Réparations imprévues |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben . . . Vermehrte Entschädigung an mitarbeitende Patientinnen | 8 000.— | 2 800.— | 799 | Autres dépenses Plus forte indemnités aux patientes collaborant aux travaux |
| 820 | Pachtzinse an Dritte Übernahme der Gurnigelalp in Pacht | 6 450.— | 3 150.— | 820 | Fermages à des tiers Prise en fermage de l'alpage du Gurnigel |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser Vermehrter Wasser- und Energieverbrauch | 16 000.— | 3 700.— | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau Plus forte consommation d'eau et d'électricité |
| 1420/23 Heil- und Pflegeanstalt Bellelay | | | | 1420/23 Maison de santé Bellelay | |
| 1420 Anstaltsbetrieb | | | | 1420 Exploitation de l'établissement | |
| 651 | Dienstkleider und Dienst- ausrüstungen Mehreinnahmen bei Konto 310 | 6 000.— | 800.— | 651 | Vêtements et équipements de service Recettes en plus s. Cpte 310 |
| 754 | Arzt-, Spital- und Heilungs- kosten der Anstaltsinsassen Mehreinnahmen bei Konten 351 und 352 | 17 000.— | 3 000.— | 754 | Frais de soins médicaux, d'hôpital et de guérison pour des pensionnaires Recettes en plus s. Cptes 351 et 352 |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Vermehrte Unterhaltsarbeiten. Mehreinnahmen bei Konto 1422 313 | 14 000.— | 1 500.— | 771 | Entretien du mobilier Travaux d'entretien en plus grand nombre. Recettes en plus s. Cpte 1422 313 |
| 792 1 | Medikamente, Verband- und Impfstoffe und übrige ärzt- liche Bedürfnisse Mehreinnahmen bei Konto 352 | 70 000.— | 13 000.— | 792 1 | Médicaments, matériel de pansement et autres besoins médicaux Recettes en plus s. Cpte 352 |
| 1421 Medizinisch-psychologische Abteilung | | | | 1421 Service médico-psychologique | |
| 792 | Medikamente, Verband- und Impfstoffe und übrige ärzt- liche Bedürfnisse Zunahme der Behandlungen | 1 500.— | 1 000.— | 792 | Médicaments, matériel de pansement et autres besoins médicaux Augmentation du nombre des traitements |
| 797 | Bücher, Zeitschriften, Zeitun- gen, Lehrmittel und andere Unterrichtsbedürfnisse Vermehrter Bedarf zufolge Erweiterung des Betriebes | 1 000.— | 1 000.— | 797 | Livres, revues, journaux et moyens d'enseignement Besoin accru par suite de l'extension du Service |
| Übertrag | | | 331 709.— | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|------|---|-----------------------|---|------|--|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| | Übertrag | | 331 709.— | | Report |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Gleiche Erklärung wie bei Konto 797 | 1 500.— | 1 800.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Même observation que sous Cpte 797 |
| 801 | PTT-Gebühren und Fracht- ausgaben Gleiche Erklärung wie bei Konto 792 und 797 | 3 500.— | 1 700.— | 801 | Taxes des PTT et frais de transport Même observation que sous Cptes 792 et 797 |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser Gleiche Erklärung wie bei Konto 797 | 1 200.— | 800.— | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau Même observation que sous Cpte 797 |
| 1423 | Landwirtschaft | | | 1423 | Agriculture |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen und Werkzeugen Ankauf eines Traktors anstelle eines Jeeps | 18 000.— | 1 000.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines et d'outils Acquisition d'un tracteur au lieu d'une jeep |
| 15 | Justizdirektion | | | 15 | Direction de la justice |
| 1500 | Sekretariat und Inspektorat | | | 1500 | Secrétariat et inspectorat |
| 771 | Unterhalt der Mobilien | 700.— | 300.— | 771 | Entretien du mobilier |
| 797 | Bücher, Zeitschriften und Zeitungen | 1 300.— | 500.— | 797 | Livres, revues et journaux |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Neuausgabe der Kreisschreiben- sammlungen für die Richter- und Regierungsstatthalterämter | 6 000.— | 1 000.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Dépense nouvelle pour la collection des circulaires aux tribunaux et préfectures |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser Revision der Lichtanlagen sowie Ergänzung und Ersatz der Reinigungsutensilien | 6 500.— | 1 500.— | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau Revision des installations pour la lumière; complètement et remplacement d'ustensiles de nettoyage |
| 1505 | Jugendamt | | | 1505 | Office des mineurs |
| 942 | Staatsbeiträge, Fürsorge Baukostenbeitrag an das Erziehungsheim «St. Georg» in Bad Knutwil/LU. Anteil der Gemeinde Bern unter Konto 442 | —.— | 17 000.— | 942 | Subventions de l'Etat, prévoyance Subside aux frais de construc- tion du Foyer d'éducation «St. Georg» à Bad Knutwil/LU. Quote-part de la commune de Berne s. Cpte 442 |
| 16 | Polizeidirektion | | | 16 | Direction de la police |
| 1600 | Sekretariat | | | 1600 | Secrétariat |
| 791 | Fahrradschilder Mehrbedarf infolge des neuen Strassenverkehrsgesetzes. Mehr- einnahmen bei Konto 250 2 | 102 000.— | 5 056.— | 791 | Plaques de cycles Besoin accru par suite de la nouvelle loi sur la circulation routière. Recettes en plus s. Cpte 250 2 |
| | Übertrag | | 362 365.— | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|-------|--|-----------------------|---|-------|--|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| | Übertrag | | 362 365.— | | Report |
| 800 1 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Tariferhöhung im Buchdrucker- gewerbe sowie starke Zunahme des Drucksachenbedarfes für die Fremdenpolizei, Mehr- einnahmen bei Konto 250 4 | 80 000.— | 42 000.— | 800 1 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Augmentation des tarifs dans l'imprimerie et forte augmenta- tion du besoin en imprimés pour la police des étrangers. Recettes en plus s. Cpte 250 4 |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen Vermehrte Reisetätigkeit betr. Aussen- und Strassenreklamen. Mehreinnahmen bei Konto 250 3 | 5 000.— | 4 700.— | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Déplacements plus nombreux concernant la réclame extérieure et sur la voie publique. Recettes en plus s. Cpte 250 3 |
| 890 | Personentransporte | 45 000.— | 1 300.— | 890 | Transports de personnes |
| 893 | Haftpflicht- und Sachversiche- rungsprämien Mehreinnahmen bei Konto 250 2 | 690 000.— | 11 000.— | 893 | Primes d'assurance (responsabilité civile et objets) Recettes en plus s. Cpte 250 2 |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten Vermehrte Kosten aus dem Konkordat über den Strafvollzug | 4 200.— | 700.— | 899 | Autres frais d'administration Frais en plus en raison du Concordat sur l'exécution des peines |
| 1605 | <i>Polizeikommando</i> | | | 1605 | <i>Corps de police</i> |
| 652 | Wohnungsentschädigungen ... Zunahme der Berechtigten. Mehreinnahmen bei Konto 354 | 154 000.— | 9 500.— | 652 | Indemnités de logement Augmentation du nombre des ayants droit. Recettes en plus s. Cpte 354 |
| 657 | Arzt-, Spital- und Heilungs- kosten des Polizeipersonals Zunahme des Mannschaf- tbestandes | 9 000.— | 1 300.— | 657 | Frais de soins médicaux, d'hôpital et de guérison pour le personnel du corps de police Augmentation de l'effectif du corps de police |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Vermehrte Reparaturen zufolge vergrössertem Fahrzeugpark sowie vermehrte Funk- einrichtungen | 85 000.— | 17 000.— | 771 | Entretien du mobilier Réparations plus nombreuses par suite de l'augmentation du parc des véhicules et des installations radio |
| 791 | Materialien, Chemikalien und Photoartikel Stärkere Inanspruchnahme des Erkennungsdienstes und der Unfallgruppen. Mehreinnahmen bei Konto 357 | 18 500.— | 2 500.— | 791 | Matériaux, produits chimiques et matériel photographique Mise à contribution plus forte du Service d'identification et des groupes-accidents. Recettes en plus s. Cpte 357 |
| 1615 | <i>Zivilstandsämter</i> | | | 1615 | <i>Offices de l'état civil</i> |
| 612 | Besoldungen | 652 700.— | 55 000.— | 612 | Traitements |
| 1620 | <i>Strassenverkehrsamt</i> | | | 1620 | <i>Office de la circulation routière</i> |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten | 154 260.— | 30 000.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure |
| | Übertrag | | 537 365.— | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|--|--|-----------------------|---|--|---|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 537 365.— | Report | |
| Zunahme des Motorfahrzeugbestandes sowie Ergänzung der Vorräte | | | | Augmentation du nombre des véhicules à moteur et complètement des réserves | |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten Vermehrte Stellenausschreibungskosten sowie vermehrte Strafauszüge über Ausländer. Konferenz der Chefs der kantonalen Motorfahrzeugkontrollen | 8 000.— | 5 500.— | 899 | Autres frais d'administration Frais plus élevés pour la mise au concours de places et extraits plus nombreux du casier judiciaire concernant des étrangers. Conférence des chefs des contrôles cantonaux des véhicules à moteur |
| 1625 | <i>Expertenbüro für Motorfahrzeuge</i> | | | 1625 | <i>Bureau des experts pour les véhicules à moteur</i> |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Instrumenten und Werkzeugen Mehrkosten der Einrichtung der Prüfhalle Thun sowie Ankauf eines Personenwagens als Ersatz | 122 500.— | 18 100.— | 770 | Acquisition de mobilier, d'instruments et d'outils Frais suppl. pour l'installation de la halle d'examen à Thoune et acquisition d'une voiture automobile de remplacement |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Kontrollausweise für Fahrräder sowie Änderung der Lernfahr- und Führerausweise | 10 000.— | 5 000.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Légitimations de contrôle pour cycles ainsi que modification des permis d'élèves et de conducteurs |
| 1635/37 | <i>Strafanstalt Thorberg</i> | | | 1635/37 | <i>Pénitencier Thorberg</i> |
| 1635 | <i>Anstaltsbetrieb</i> | | | 1635 | <i>Exploitation de l'établissement</i> |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten und Werkzeugen Anschaffung eines Kompressors sowie verschiedene Ersatzanschaffungen. Mehreinnahmen bei Konto 310 | 10 000.— | 22 750.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils Achat d'un compresseur et diverses acquisitions de remplacement. Recettes en plus s. Cpte 310 |
| 1645/47 | <i>Strafanstalt Hindelbank</i> | | | 1645/47 | <i>Pénitencier Hindelbank</i> |
| 1645 | <i>Anstaltsbetrieb</i> | | | 1645 | <i>Exploitation de l'établissement</i> |
| 760 | Kleider, Wäsche, Wäscherei und Ausrüstungen Vermehrter Bedarf | 37 000.— | 3 500.— | 760 | Vêtements, linge, effets et blanchissage Besoin accru |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser Mehrbedarf | 13 500.— | 2 200.— | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau Besoin accru |
| 1646 | <i>Gewerbe</i> | | | 1646 | <i>Métiers</i> |
| 860 | Produktionsausgaben Mehrbedarf für Näherei und Schneiderei | 7 000.— | 3 000.— | 860 | Dépenses en vue de la production Besoin accru pour la couture et le tailleur |
| Übertrag | | | 597 415.— | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|-------------------------------------|--|-----------------------|---|--------------------------------------|--|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 597 415.— | Report | |
| 1647 | Landwirtschaft | | | 1647 | Agriculture |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Vermehrter Unterhaltsbedarf | 2 800.— | 1 200.— | 771 | Entretien du mobilier Frais d'entretien accrus |
| 1650/52 Arbeitsanstalt St.Johannsen | | | | 1650/52 Maison de travail St-Jean | |
| 1650 Anstaltsbetrieb | | | | 1650 Exploitation de l'établissement | |
| 612 | Besoldungen | 84 700.— | 10 400.— | 612 | Traitements |
| 655 | Kosten für die Weiterbildung des Personals Kurse für Aufseher | 200.— | 244.90 | 655 | Frais en vue du développement prof. du personnel Cours pour surveillants |
| 705 | Neu- und Umbauten Diverse Umbauarbeiten Erstellung eines Gemüse- lagerraumes | —.— | 23 400.— | 705 | Constructions nouvelles et transformations Divers travaux de transforma- tion, construction d'un dépôt pour légumes |
| 755 | Pekulien Erhöhung der Pekulien | 15 000.— | 11 000.— | 755 | Pécules Relèvement des pécules |
| 761 | Nahrung | 138 000.— | 4 000.— | 761 | Nourriture |
| 791 | Materialien Materialverteuerung | 10 500.— | 2 000.— | 791 | Matériaux Renchérissement du coût du matériel |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben ... Vermehrte Insertionskosten | 600.— | 600.— | 799 | Autres dépenses Frais d'annonces plus importants |
| 801 | PTT-Gebühren und Fracht- ausgaben Vermehrte Dienstgespräche | 5 200.— | 1 500.— | 801 | Taxes des PTT et frais de transport Conversations de service plus nombreuses |
| 1651 Gewerbe | | | | 1651 Métiers | |
| 612 | Besoldungen | 38 800.— | 700.— | 612 | Traitements |
| 1652 Landwirtschaft | | | | 1652 Agriculture | |
| 612 | Besoldungen | 283 100.— | 4 600.— | 612 | Traitements |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen und Werkzeugen Ankauf eines Jauchewagens sowie weitere dringende Ersatz- anschaffungen | 18 000.— | 11 000.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines et d'outils Achat d'un char à purin et autres acquisitions de remplacement urgentes |
| 860 | Produktionsausgaben Verteuerung der Sämereien, Futtermittel und Pflanzen- schutzmittel | 231 000.— | 10 000.— | 860 | Dépenses en vue de la production Renchérissement du coût des semences, des fourrages et des moyens propres à protéger les plantes |
| Übertrag | | | 678 059.90 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|--|--|-----------------------|---|---|---|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 678 059.90 | Report | |
| 1655/57 Erziehungsanstalt Tessenberg | | | | 1655/57 Maison d'éducation Montagne de Diesse | |
| 1655 Anstaltsbetrieb | | | | 1655 Exploitation de l'établissement | |
| 770 1 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten und Werk- zeugen Anschaffung eines Lastwagens als Ersatz | 10 000.— | 32 000.— | 770 1 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils Achat d'un camion de rem- placement |
| 1660 Mädchenerziehungsanstalt Loryheim, Münsingen | | | | 1660 Maison d'éducation pour adolescentes «Loryheim», Münsingen | |
| 650 | Ferien- und Freitagsentschädi- gungen | 2 800.— | 500.— | 650 | Indemnités pour vacances et jours de congé |
| 704 1 | Unterhalt der Gebäude Unvorhergesehene Reparaturen | —.— | 1 400.— | 704 1 | Entretien des bâtiments Réparations imprévues |
| 755 | Pekulien Mehreinnahmen bei Konto 357 | 1 900.— | 500.— | 755 | Pécules Recettes en plus s. Cpte 357 |
| 761 | Nahrung | 22 000.— | 1 500.— | 761 | Nourriture |
| 17 Militärdirektion | | | | 17 Direction des affaires militaires | |
| 1700 Sekretariat | | | | 1700 Secrétariat | |
| 798 1 | Vorunterricht Zunahme der Beteiligung. Mehr- einnahmen bei Konto 400 | 310 000.— | 12 000.— | 798 1 | Instruction préparatoire Augmentation de la participa- tion. Recettes en plus s. Cpte 400 |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Vermehrter Bedarf an Druck- sachen infolge Einführung der neuen Truppenordnung | 26 000.— | 12 500.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Besoin accru en imprimés par suite de l'introduction de la nouvelle organisation des troupes |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten Vermehrte Stellenausschrei- bungskosten | 2 000.— | 500.— | 899 | Autres frais d'administration Frais en plus par suite de mises au concours de places |
| 1705 Kreisverwaltung | | | | 1705 Administration des arrondisse- ments | |
| 761 | Verpflegung der Stellungs- pflichtigen Preiserhöhung auf Nahrungs- mitteln | 5 500.— | 905.80 | 761 | Subsistance des hommes lors du recrutement Relèvement des prix des produits alimentaires |
| 801 | PTT-Gebühren Vermehrte Dienstgespräche | 16 500.— | 2 000.— | 801 | Taxes des PTT Conversations de service plus nombreuses |
| Übertrag | | | 741 865.70 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|--|-----------------------|---|------------|--|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 741 865.70 | Report | |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen . Höhere Entschädigungen an die Funktionäre der Rekrutierung | 31 000.— | 4 000.— | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Indemnités plus élevées aux fonctionnaires du recrutement |
| 830 | Entschädigungen an Dritte bei Aushebungen und San. U. C. Mehreinnahmen bei Konto 357 | 85 000.— | 11 827.50 | 830 | Indemnités à des tiers lors de recrutements et comm. de visite sanitaire Recettes en plus s. Cpte 357 |
| 1710 | <i>Kriegskommissariat</i> | | | 1710 | <i>Commissariat des guerres</i> |
| 641 | Unfallversicherung Erhöhung der Suva-Prämien | 24 000.— | 2 469.20 | 641 | Assurance contre les accidents Relèvement des primes de la Caisse nationale |
| 801 | PTT-Gebühren und Fracht- auslagen Höhere Frankaturrechnungen der PTT sowie vermehrte Camionnagekosten | 17 000.— | 5 500.— | 801 | Taxes des PTT et frais de transport Relèvement des factures d'affranchissement des PTT et frais de camionnage plus élevés |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen Mehreinnahmen bei Konto 357 4 | 26 000.— | 1 500.— | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Recettes en plus s. Cpte 357 4 |
| 1720 | <i>Militärsteuerverwaltung</i> | | | 1720 | <i>Administration de la taxe militaire</i> |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen . Mehr Taxationstage infolge des neuen Militärpflichtersatz- gesetzes | 18 000.— | 3 259.05 | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Journées de taxation plus nombreuses par suite de la nouvelle loi sur la taxe militaire |
| 843 | Taxations- und Bezugskosten . Mehreinnahmen bei Konto 244 | 90 000.— | 13 369.70 | 843 | Frais de taxation et de per- ception Recettes en plus s. Cpte 244 |
| 19 | <i>Finanzdirektion</i> | | | 19 | <i>Direction des finances</i> |
| 1900 | <i>Sekretariat</i> | | | 1900 | <i>Secrétariat</i> |
| 832 | Rechtskosten | 1 000.— | 223.10 | 832 | Frais judiciaires |
| 1905 | <i>Kantonsbuchhalterei</i> | | | 1905 | <i>Contrôle cantonal des finances</i> |
| 515 | Übrige Zinsausgaben und Skonti Mehr Skonti auf Holz- verkäufen, Zinsvergütung an Atlantic AG. Biel sowie Ver- zinsung von vorzeitig auf- gelösten Arbeitsbeschaffungs- reserven | 95 000.— | 44 500.— | 515 | Autres intérêts passifs et escomptes Davantage d'escomptes sur les ventes de bois, bonification d'intérêts à la Maison Atlantic SA. Bienne et intérêts de réserves de création de possibi- lités de travail utilisées par anticipation |
| Übertrag | | | 828 514.25 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|-----------|--|-----------------------|---|------------|--|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 828 514.25 | Report | |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen .. Mehr Revisionen | 1 200.— | 350.— | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Revisions plus nombreuses |
| 1910 | <i>Finanzinspektorat</i> | | | 1910 | <i>Inspectorat des finances</i> |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Erhöhung der Buchdrucker- tarife sowie vermehrter Bedarf an Buchhaltungsmaterial | 12 000.— | 1 400.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Relèvement des tarifs de l'imprimerie et besoin accru en matériel de comptabilité |
| 1915/1925 | <i>Personalamt</i> | | | 1915/1925 | <i>Office du personnel</i> |
| 1915 | <i>Personalabteilung</i> | | | 1915 | <i>Division du personnel</i> |
| 602 | Taggelder an die Mitglieder der Personalkommission Mehrbedarf infolge Über- prüfung der Stelleneinreichungen | 3 000.— | 1 750.— | 602 | Jetons de présence aux membres de la Commission du personnel Frais en plus pour l'étude de la classification des fonctions |
| 641 1 | Unfallversicherung des Staats- personals Mehr Prämien infolge Besoldungsrevision per 1. 1. 1960. Mehreinnahmen bei Konto 357 2 | 169 000.— | 9 500.— | 641 1 | Assurance-accidents du personnel de l'Etat Primes plus nombreuses par suite de la revision des traitements pour le 1. 1. 1960. Recettes en plus s. Cpte 357 2 |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Mehrbedarf | 14 000.— | 1 750.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Besoin accru |
| 942 | Leistungen aus Unfallfonds (Renten) Unvorhergesehene Auszahlungen. Zu Lasten des Unfallfonds, VA 020 | 6 000.— | 2 189.50 | 942 | Prestations du fonds en cas d'accident (rentes) Versements imprévus. A charge du «Fonds des accidents», VF 020 |
| 1940 | <i>Stempelverwaltung</i> | | | 1940 | <i>Administration du timbre</i> |
| 860 | Kosten für die Herstellung von Stempel- und Gebührenmarken sowie für Stempelpapier Mehrbedarf. Mehreinnahmen bei Konto 231 1 | 40 000.— | 13 200.— | 860 | Frais de fabrication de timbres mobiles, de timbres fisc. et de papier timbré Besoin accru. Recettes en plus s. Cpte 231 1 |
| 1945 | <i>Steuerverwaltung</i> | | | 1945 | <i>Intendance des impôts</i> |
| 602 | Taggelder und Entschädigungen an die Mitglieder der Ver- anlagungsbehörden Mehr Sitzungen | 70 000.— | 1 494.55 | 602 | Jetons de présence et indemnités aux membres des autorités de taxation Séances plus nombreuses |
| 797 | Bücher, Zeitschriften und Zeitungen | 5 000.— | 349.40 | 797 | Livres, revues et journaux |
| Übertrag | | | 860 497.70 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|--|-----------------------|---|------------|--|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| Übertrag | | | 860 497.70 | Report | |
| 801 | PTT-Gebühren Vermehrte Dienstgespräche und Ablösung von Telephon- gebühren | 55 000.— | 13 379.20 | 801 | Taxes des PTT Conversations de service plus nombreuses et rachat de taxes téléphoniques |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen .. Vermehrte Reisetätigkeit | 110 000.— | 9 367.56 | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Déplacements plus nombreux |
| 820 | Mietzinse Zusätzliche Mieten sowie Erhöhung der Mietzinse | 99 100.— | 4 072.35 | 820 | Loyers Locations supplémentaires et relèvement des loyers |
| 830 2 | Entschädigungen für die amt- liche Bewertung Vermehrte Schätzungen sowie Erhöhung der Entschädigungen | 95 000.— | 51 419.65 | 830 2 | Indemnités pour l'évaluation officielle Estimation plus nombreuses et relèvement des indemnités |
| 842 3 | Repartitionen eidg. Wehrsteuer Vermehrte Repartitionen infolge gesteigerter Bautätigkeit bernischer Firmen | 100 000.— | 51 690.70 | 842 3 | Répartitions impôt fédéral de défense nationale Répartitions plus nombreuses par suite de l'activité croissante dans la construction des entre- prises bernoises |
| 935 3 | Beiträge an Gemeinden aus dem Sonderfonds des Finanz- ausgleichsfonds Der Budgetkredit basierte auf Schätzungen. Zu Lasten des Sonderfonds des Finanz- ausgleichsfonds, VA 020 | 100 000.— | 31 510.— | 935 3 | Allocations aux communes à charge du Fonds spécial de compensation financière Le crédit budgétaire était fondé sur des estimations. A charge du «Fonds spécial de compensation financière», VF 020 |
| 947 | Landwirtschaftliches Buch- haltungswesen Ergänzung Formularvorrat für Erhebungen | 8 000.— | 800.— | 947 | Services des comptabilités agricoles Complètement de la réserve de formules pour les enquêtes |
| 1950 | <i>Amtsschaffnereien</i> | | | 1950 | <i>Recettes de district</i> |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben ... | 200.— | 307.30 | 799 | Autres dépenses |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Erhöhung der Buchdrucker- tarife sowie Mehrbedarf | 30 000.— | 2 703.95 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Relèvement des tarifs dans l'imprimerie et besoin accru |
| 1955 | <i>Liegenschaftsverwaltung</i> | | | 1955 | <i>Administration des domaines</i> |
| 740 | Renovationen und Ver- besserungen in staatseigenen und gemieteten Gebäuden | 58 000.— | 16 912.70 | 740 | Rénovations et améliorations de bâtiments appartenant à l'Etat et immeubles loués |
| 742 | Kauf- und Verpachtungskosten Erwerb der Bonstettenbesitzung in Gwatt | 20 000.— | 14 084.80 | 742 | Frais d'achat et d'amodiation Acquisition de la propriété Bonstetten à Gwatt |
| 744 | Rüsthöhne | 1 000.— | 625.60 | 744 | Frais de façonnage |
| Übertrag | | | 1 057 371.51 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|--|-----------------------|---|------------|---|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 1 057 371.51 | Report | |
| 748 | Ankauf von Rechten Entschädigung für die Löschung eines Bauverbots | —.— | 5 000.— | 748 | Acquisition de droits Indemnité pour la radiation d'une interdiction de bâtir |
| 770 | Anschaffung von Mobilien | 60 000.— | 356.05 | 770 | Acquisition de mobilier |
| 771 | Unterhalt der Mobilien | 300.— | 454.05 | 771 | Entretien du mobilier |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben ... | 100.— | 455.85 | 799 | Autres dépenses |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten | 500.— | 324.05 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen .. Vermehrte Reisetätigkeit | 3 000.— | 1 332.30 | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Déplacements plus nombreux |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser Mehrbedarf zufolge Erwerb von Liegenschaften | 42 000.— | 11 220.85 | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau Besoin accru par suite d'acqui- sitions d'immeubles |
| 860 | Produktionkosten Reben Neuenstadt und Spiez Umstellung im Rebbau | 30 000.— | 4 064.05 | 860 | Frais de production pour les vignobles de la Neuveville et Spiez Modifications apportées dans le vignoble |
| 893 1 | Brandversicherungsprämien .. | 160 000.— | 7 635.— | 893 1 | Primes d'assurance immobilière |
| 20 | <i>Erziehungsdirektion</i> | | | 20 | <i>Direction de l'instruction publique</i> |
| 2000/02 | <i>Sekretariat</i> | | | 2000/02 | <i>Secrétariat</i> |
| 2000 | <i>Verwaltung</i> | | | 2000 | <i>Administration</i> |
| 797 | Bücher, Zeitschriften und Zeitungen Vermehrter Bedarf an Literatur über Schulfragen | 2 100.— | 1 100.— | 797 | Livres, revues et journaux Besoin accru en ouvrages por- tant sur les questions scolaires |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben ... Vermehrte Materialkosten der Kunstaltertümerkommission | 1 100.— | 380.— | 799 | Autres dépenses Frais de matériel plus élevés pour la Commission des monu- ments historiques |
| 801 | PTT-Gebühren Transporte von Schulzahnpfle- gematerial sowie Transport von Akten ins Staatsarchiv | 1 000.— | 750.— | 801 | Taxes des PTT Transports de matériel pour le service dentaire scolaire et transport de dossiers aux Archives de l'Etat |
| 931 | Staatsbeitrag an Gemeinden für Bibliotheken Vermehrte Beitragsgesuche infolge Ausbau der Schul- bibliotheken | 90 000.— | 8 500.— | 931 | Subvention de l'Etat aux communes pour bibliothèques Demandes de subvention plus nombreuses par suite de l'aménagement des biblio- thèques scolaires |
| Übertrag | | | 1 098 943.71 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|---|--|-----------------------|---|--|--|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 1 098 943.71 | Report | |
| 941 402 | Staatsbeiträge an Kunst und Wissenschaft: Kunstmuseum | 137 800.— | 487.40 | 941 402 | Subventions de l'Etat pour les beaux-arts et les sciences: Musée des beaux-arts |
| | Personalkosten | | | | Frais de personnel |
| 941 408 | Staatsbeiträge an die Stadt- theater Bern und Biel Zusätzlicher Beitrag an das Stadttheater Bern für die Spielzeit 1960/61 | 393 500.— | 40 000.— | 941 408 | Subventions de l'Etat aux Théâtres de Berne et de Bienne Subside supplémentaire au Théâtre municipal de Berne pour la saison 1960/61 |
| 2001 Mittelschulen | | | | 2001 Ecoles moyennes | |
| 630 | Leibgedinge Lehrerschaft Erhöhung der Leibgedinge | 5 570.— | 1 794.40 | 630 | Pensions de retraite au corps enseignant Relèvement des pensions de retraite |
| 656 2 | Weiterbildung der Lehrer: Studienaufenthalte Vermehrte Studienaufenthalte | 4 500.— | 3 300.— | 656 2 | Développem. professionnel des instituteurs: Séjours d'études Séjours d'études plus nombreux |
| 2002 Primarschulen | | | | 2002 Ecoles primaires | |
| 622 4 | Anteil des Staates an den Lehrerbesoldungen: Hand- fertigungslehrer Zunahme des Handfertigungs- unterrichts | 205 000.— | 11 790.75 | 622 4 | Part de l'Etat aux traitements du corps enseignant: Maîtres de travaux manuels Augmentation de l'enseignement des travaux manuels |
| 622 6 | Anteil des Staates an den Lehrerbesoldungen: Zusätz- licher Unterricht für Primar- schulen: Franz./Deutsch und Techn. Zeichnen Starke Zunahme dieses Unter- richts sowie Erhöhung der Ent- schädigungen | 256 000.— | 24 125.45 | 622 6 | Part de l'Etat aux traitements du corps enseignant: Enseigne- ments suppl. à l'école primaire: français/alem. et dessin techn. Forte augmentation de cet enseignement et relèvement des indemnités |
| 940 3 | Staatsbeitrag an Dritte für Handfertigungsunterricht Vermehrter Besuch von Kursen | 26 000.— | 560.35 | 940 3 | Subvention de l'Etat à des tiers pour l'enseignement des travaux manuels Fréquentation plus intense de cours |
| 2005/07 Universität, Botanisches Institut und Tierspital | | | | 2005/07 Université, Institut botanique et Hôpital vétérinaire | |
| 2005 Universität | | | | 2005 Université | |
| 651 | Dienstkleider und Dienst- ausrüstungen Vermehrter Bedarf für die Schulzahnkliniken sowie für die künstliche Niere | 6 500.— | 1 200.— | 651 | Vêtements et équipements de service Besoin accru pour les cliniques dentaires scolaires ainsi que pour les reins artificiels |
| Übertrag | | | 1 182 202.06 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|--------------------------|---|-----------------------|---|---|---|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| Übertrag | | | 1 182 202.06 | Report | |
| 770 1 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten, Instru- menten und Werkzeugen Anschaffung diverser Apparate. Zu Lasten eines privatrecht- lichen Fonds (Einnahme unter Konto 161) | 429 500.— | 9 005.— | 770 1 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils Acquisition de divers appareils. A charge d'un fonds de droit privé (recettes s. Cpte 161) |
| 820 1 | Mietzinse Verlängerung des Mietvertrages für Länggaßstrasse 7 | 47 560.— | 30 000.— | 820 1 | Loyers Prolongation du bail à loyer de la Länggaßstrasse 7 |
| 2007 Tierspital | | | | 2007 Hôpital vétérinaire | |
| 612 | Besoldungen der Wärter und des übrigen Hilfspersonals | 70 000.— | 4 500.— | 612 | Traitements du personnel de garde et du personnel auxiliaire |
| 704 | Unterhalt der Gebäude Unvorhergesehene Reparaturen der Wasserinstallation | 1 200.— | 900.— | 704 | Entretien des bâtiments Réparation imprévue de l'installation d'eau |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Reparatur des Röntgenapparates der Kleintierklinik | 1 500.— | 2 780.— | 771 | Entretien du mobilier Réparation de l'appareil de rayons X de la clinique des menus animaux |
| 792 | Medikamente, Verband- und Impfstoffe und übrige ärztliche Bedürfnisse Mehrbedarf. Mehreinnahmen bei Konto 352 | 18 000.— | 8 000.— | 792 | Médicaments, vaccins, matériel de pansement et autres besoins médicaux Besoin accru. Recettes en plus s. Cpte 352 |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten | 800.— | 300.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure |
| 801 | PTT-Gebühren und Fracht- ausgaben | 3 000.— | 300.— | 801 | Taxes des PTT et frais de transport |
| 2010 Unterseminar Hofwil | | | | 2010 Ecole normale Berne-Hofwil, Section inférieure à Hofwil | |
| 641 | Unfallversicherung Mehreinnahmen bei Konto 357 | 1 800.— | 338.70 | 641 | Assurance contre les accidents Recettes en plus s. Cpte 357 |
| 761 | Nahrung | 85 000.— | 3 000.— | 761 | Nourriture |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Instrumenten, Geräten und Werkzeugen Zusätzlicher Mobiliarbedarf für die Neubauten | 46 000.— | 13 180.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils Besoin supplémentaire en mobilier pour les nouvelles constructions |
| 771 | Unterhalt der Mobilien | 3 000.— | 200.— | 771 | Entretien du mobilier |
| 797 | Bücher, Karten, Zeitschriften, Zeitungen, Lehrmittel und andere Unterrichtsbedürfnisse | 12 000.— | 250.— | 797 | Livres, cartes, revues, journaux et moyens d'enseignement |
| Übertrag | | | 1 254 955.76 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|------|--|-----------------------|---|------|---|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| | Übertrag | | 1 254 955.76 | | Report |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten | 2 000.— | 200.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen .. Mehr Hilfslehrer | 1 800.— | 400.— | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Maîtres auxiliaires en plus grand nombre |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser | 40 000.— | 5 000.— | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau |
| 2015 | <i>Oberseminar Bern</i> | | | 2015 | <i>Ecole normale Berne-Hofwil, Section supérieure à Berne</i> |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen .. Vermehrte Betreuung der Seminaristen während des Landeinsatzes | 14 000.— | 4 500.— | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Surveillance accrue des norma- liens durant leur affectation aux classes de la campagne |
| 2025 | <i>Seminar Thun</i> | | | 2025 | <i>Ecole normale Thoune</i> |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen .. Vermehrte Betreuung der Seminaristinnen im praktischen Schuldienst | 6 500.— | 1 900.— | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Surveillance accrue des norma- liennes durant leur stage pratique |
| 2030 | <i>Seminar Delsberg</i> | | | 2030 | <i>Ecole normale Delémont</i> |
| 640 | Krankenversicherung Mehr Schüler | 2 100.— | 671.90 | 640 | Assurance-maladie Elèves plus nombreux |
| 641 | Unfallversicherung Gleiche Erklärung wie bei Konto 640 | 1 000.— | 290.90 | 641 | Assurance contre les accidents Même observation que s. Cpte 640 |
| 650 | Ferien- und Freitags- entschädigungen | 650.— | 378.— | 650 | Indemnités pour vacances et jours de congé |
| 704 | Unterhalt der Gebäude Unvorhergesehene Reparatur- und Unterhaltsarbeiten | 8 000.— | 3 225.— | 704 | Entretien des bâtiments Travaux imprévus de réparation et d'entretien |
| 762 | Kostgelder der Schüler bei Privaten Minderausgaben bei Konto 940 | —.— | 2 600.— | 762 | Pensions d'élèves chez des tiers Dépenses en moins s. Cpte 940 |
| 2035 | <i>Haushaltungslehrerinnen- seminar Bern</i> | | | 2035 | <i>Ecole normale ménagère Berne</i> |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Instrumenten, Geräten und Werkzeugen | 5 300.— | 528.50 | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils |
| 2036 | <i>Haushaltungslehrerinnen- seminar Pruntrut</i> | | | 2036 | <i>Ecole normale ménagère Porrentruy</i> |
| 612 | Besoldungen | 65 900.— | 1 250.— | 612 | Traitements |
| 830 | Entschädigungen an Prüfungs- experten | 300.— | 200.— | 830 | Indemnités aux experts d'examens |
| | Übertrag | | 1 276 100.06 | | A reporter |

| Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires |
|-----------------------|---|
| 1961 | 1961 |
| Fr. | Fr. |

Übertrag

1 276 100.06

Report

2040 Sprachheilschule Münchenbuchsee

2040 Ecole thérapeutique vocale
Münchenbuchsee

612 Besoldungen 278 000.—

13 000.—

612 Traitements

761 Nahrung 59 000.—
Mehr Schüler und internes
Personal. Mehreinnahmen bei
Konten 351 und 354

3 000.—

761 Nourriture
Elèves et personnel interne
plus nombreux. Recettes en plus
s. Cptes 351 et 354801 PTT-Gebühren und Fracht-
ausgaben
Zunahme der Dienstgespräche

1 800.—

600.—

801 Taxes des PTT et frais de
transport
Conversations de service
plus nombreuses822 Reinigung, Heizung, Elektr.,
Gas und Wasser
Mehrverbrauch wegen Neu-
bauten

26 500.—

1 600.—

822 Nettoyage, chauffage, électricité,
gaz et eau
Consommation plus forte
en raison des constructions
nouvelles860 Produktionsausgaben für
Gewerbe und Landwirtschaft

Mehrverbrauch für Eigen-
aufträge, Mehrertrag bei
Konto 313

8 500.—

1 100.—

860 Dépenses en vue de la produc-
tion dans les métiers et
l'exploitation agricole
Consommation plus forte pour
les propres commandes.
Recettes en plus s. Cpte 313

2045 Lehrmittelverlag

2045 Librairie de l'Etat

791 Packmaterial 2 000.—
Mehrbedarf infolge ausser-
ordentlicher Speditionen

500.—

791 Matériel d'emballage
Besoin accru par suite des
expéditions extraordinaires801 PTT-Gebühren und Fracht-
ausgaben
Gleiche Erklärung wie bei
Konto 791

7 000.—

800.—

801 Taxes des PTT et frais de
transport
Même observation que
s. Cpte 791

21 Baudirektion

21 Direction des travaux publics

2100 Sekretariat

2100 Secrétariat

822 Reinigung, Heizung, Elektr.,
Gas und Wasser
Mehrbedarf

12 000.—

2 000.—

822 Nettoyage, chauffage, électricité,
gaz et eau
Besoin accru

2110 Tiefbauamt

2110 Service des ponts et chaussées

797 Bücher, Karten und Zeit-
schriften
Vermehrter Bedarf an Karten
und Plänen infolge gesteigerter
Bautätigkeit

3 300.—

2 600.—

797 Livres, cartes et revues

Besoin accru en cartes et plans
par suite de l'activité plus
intense de la construction

Übertrag

1 301 300.06

A reporter

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|-------|--|-----------------------|---|-------|--|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| | Übertrag | | 1 301 300.06 | | Report |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Vermehrter Bedarf zufolge starker Zunahme der Bau- tätigkeit | 33 000.— | 6 000.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Besoin accru par suite de la forte augmentation de l'activité dans la construction |
| 831 | Entschädigungen an Dritte für Gutachten und Studien Gutachten über den Stein- gletschersee | 4 000.— | 2 766.— | 831 | Indemnités à des tiers pour expertises et études Expertise concernant le lac de Steingletsch |
| 2120 | <i>Vermessungsamt</i> | | | 2120 | <i>Service topographique et cadastral</i> |
| 791 | Plandrucke, Heliographien, Photomaterial usw. Vermehrter Bedarf an Plan- reproduktionen. Mehr- einnahmen bei Konto 310 | 12 000.— | 8 000.— | 791 | Impression de plans, hélio- graphies, matériel de photo- graphies, etc. Besoin accru en reproduction de plans. Recettes en plus s. Cpte 310 |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Druck des kantonalen Karten- kataloges | 12 000.— | 5 505.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Impression du catalogue des cartes cantonales |
| 22 | <i>Eisenbahndirektion</i> | | | 22 | <i>Direction des chemins de fer</i> |
| 2200 | <i>Sekretariat und Eisenbahn- abteilung</i> | | | 2200 | <i>Secrétariat et Division des chemins de fer</i> |
| 831 | Projektkosten Vermehrte Skiliftkontrollen | 2 000.— | 1 700.— | 831 | Frais de projets Contrôles de skilifts plus nombreux |
| 23 | <i>Forstdirektion</i> | | | 23 | <i>Direction des forêts</i> |
| 2300 | <i>Sekretariat</i> | | | 2300 | <i>Secrétariat</i> |
| 899 | Verschiedene Verwaltungs- kosten | 10 200.— | 600.— | 899 | Autres frais d'administration |
| 2310 | <i>Staatsforstverwaltung</i> | | | 2310 | <i>Administration des forêts domaniales</i> |
| 612 | Besoldungen der Forstmeister, Kreisoberförster, Forstadjunkte, Unterförster (1/3) und Bann- warte (1/1) | 614 000.— | 8 779.75 | 612 | Traitements des conservateurs des forêts, des inspecteurs des forêts, des adjoints forestiers (1/3) et des gardes-forestiers (1/1) |
| 616 | Kinderzulagen für Wald- arbeiter Neue Gesetzgebung | —.— | 10 189.60 | 616 | Allocations pour enfants aux ouvriers forestiers Nouvelle législation |
| 640 | Krankenversicherung | 43 500.— | 1 171.50 | 640 | Assurance-maladie |
| 641 1 | Unfallversicherung, Suva- Prämien | 101 000.— | 6 389.75 | 641 1 | Assurance contre les accid., primes à la Suva |
| | Übertrag | | 1 352 401.66 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget 1961 Fr. | Nachkredite Crédits sup- plémentaires 1961 Fr. | | |
|----------|--|--------------------------------------|--|------------|--|
| Übertrag | | | 1 352 401.66 | Report | |
| 641 2 | Unfallentschädigungen an Bannwarte und Waldarbeiter Vermehrte Auszahlungen. Mehr- einnahmen bei Konto 357 3 | 32 000.— | 9 443.35 | 641 2 | Assurance contre les accidents, indemn. aux gardes-forestiers et aux ouvriers forestiers Paielements plus élevés. Recettes en plus s. Cpte 357 3 |
| 705 | Neu- und Umbauten Mehrkosten anlässlich Umbau Schutzhütte Walhalb | 144 000.— | 6 395.45 | 705 | Constructions nouvelles et transformations Frais en plus pour la trans- formation de la cabane Walhalb |
| 747 | Gemeindesteuern | 80 000.— | 1 283.63 | 747 | Impôts communaux |
| 749 | Ankauf von Forsten Erwerb div. kleinerer Parzellen | 10 000.— | 1 630.— | 749 | Acquisition de forêts Acquisition de diverses parcelles |
| 771 | Unterhalt von Maschinen und Werkzeugen Ständige Vermehrung und intensive Benutzung des Maschinenparks | 16 000.— | 7 119.20 | 771 | Entretien des machines et des outils Augmentation constante et utilisation intense du parc des machines |
| 801 | PTT-Gebühren der Bannwarte Starke Zunahme der Dienst- gespräche | 2 300.— | 1 678.25 | 801 | Taxes des PTT des gardes- forestiers Forte augmentation des conversations de service |
| 822 | Wasserzinse | 500.— | 396.25 | 822 | Abonnement à l'eau |
| 830 | Besondere Dienstleistungen, Gutachten usw. Zunahme der Gutachten | 500.— | 1 033.50 | 830 | Prestations particulières de serv., expertises, etc. Augmentation du nombre des expertises |
| 842 | Rückerstattungen | 100.— | 538.20 | 842 | Remboursements |
| 893 | Haftpflicht- und Sach- versicherungsprämien | 8 000.— | 1 281.70 | 893 | Primes d'assurance (responsabilité civile et objets) |
| 947 | Andere Staatsbeiträge Erhöhung des Beitrages an den Selbsthilfefonds | 6 200.— | 14 287.95 | 947 | Autres subventions de l'Etat Relèvement de la subvention au «Fonds d'aide de l'économie forestière» |
| 2320 | <i>Jagdverwaltung</i> | | | 2320 | <i>Administration de la chasse</i> |
| 651 | Entschädigungen für Dienst- ausrüstungen Neue Wildhüter | 6 000.— | 500.— | 651 | Indemnités pour équipements de service Nouveaux gardes-chasse |
| 791 | Wildmarken und Munition Zunahme der Jagdberechtigten. Mehreinnahmen bei Konto 266 | 18 500.— | 1 000.— | 791 | Marques à gibier et munitions Augmentation du nombre des chasseurs. Recettes en plus s. Cpte 266 |
| 797 | Bücher, Karten und Zeit- schriften Ausbau der Diapositiv- und Photosammlung zu Instruktions- zwecken | 8 000.— | 850.— | 797 | Livres, cartes et revues Aménagement de la collection de diapositifs et de photos destinée à l'instruction |
| Übertrag | | | 1 399 839.14 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|------|--|-----------------------|---|------|---|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| | Übertrag | | 1 399 839.14 | | Report |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Neuerstellung des Jäger- verzeichnisses | 9 000.— | 2 500.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Réédition de l'état des chasseurs |
| 801 | PTT-Gebühren Vermehrte Einrichtung von Telephonapparaten bei Wild- hütern | 6 000.— | 800.— | 801 | Taxes des PTT Installations plus nombreuses d'appareils téléphoniques chez les gardes-chasse |
| 893 | Haftpflicht- und Sach- versicherungsprämien | 850.— | 212.70 | 893 | Primes d'assurance d'objets |
| 948 | Staatsbeiträge für den Wild- und Vogelschutz <i>Zu Lasten des Wildschaden- und Wildhutfonds, VA 020</i> | 26 600.— | 776.— | 948 | Subventions de l'Etat pour la protection du gibier et des oiseaux <i>A charge du «Fonds pour les dommages causés par le gibier et pour la garde du gibier», VF 020</i> |
| 2321 | <i>Naturschutzverwaltung</i> | | | 2321 | <i>Administration de la protection de la nature</i> |
| 797 | Bücher, Karten und Zeit- schriften Vermehrte Auslagen für Pläne von Naturschutzobjekten | 1 000.— | 1 000.— | 797 | Livres, cartes et revues Dépenses plus élevées pour des plans de choses mises sous la protection de la nature |
| 2325 | <i>Fischereiverwaltung</i> | | | 2325 | <i>Administration de la pêche</i> |
| 651 | Entschädigungen für Dienst- ausrüstungen Neue Fischereiaufseher | 1 000.— | 850.— | 651 | Indemnités pour équipements de service Nouveaux surveillants de la pêche |
| 770 | Anschaffung von Mobilien und Fischereigeräten Anschaffung eines Bootsmotors sowie einer Schreibmaschine als Ersatz | 11 000.— | 5 500.— | 770 | Acquisition de mobilier et d'engins de pêche Acquisition d'un moteur pour bateau ainsi que d'une machine à écrire de remplacement |
| 797 | Bücher, Karten und Zeit- schriften Ausbau der Diapositiv- sammlung für Kurse | 400.— | 600.— | 797 | Livres, cartes et revues Aménagement de la collection de diapositifs en vue de cours |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Neudruck der Fischereikarten und Fischereipatente | 17 300.— | 19 400.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Réimpression des cartes de la pêche et des patentes de pêche |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen .. Mehr Fischereiaufseher | 43 000.— | 6 000.— | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Surveillants de la pêche en plus grand nombre |
| | Übertrag | | 1 437 477.84 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|---------|---|-----------------------|---|---------|---|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| | Übertrag | | 1 437 477.84 | | Report |
| 820 | Miet- und Pachtzinse an Dritte Höherer Ertragsanteil der Für- sorgerinnenschule St. Katharina wegen Zunahme der Produktion im Etang de Lucelle | 4 500.— | 985.60 | 820 | Loyers et fermages à des tiers Part de rendement plus élevée de l'école sociale Ste-Catherine par suite de production plus forte à l'étang de Lucelle |
| 860 2 | Brut- und Sömmerlingsankäufe Erhöhte Sömmerlingsaussätze wegen Fischvergiftungen. Mehr- einnahmen bei Konto 357 <i>Sämtliche Nachkredite dieser Dienststelle zu Lasten des Fischereifonds, VA 020</i> | 16 000.— | 13 300.— | 860 2 | Achat d'alevins et de truitelles Plus forte mise à l'eau de truitelles par suite d'empo- isonnement de poissons. Recettes en plus s. Cpte 357 <i>Tous les crédits supplémentaires du présent Service à charge du Fonds de la pêche, VF 020</i> |
| 24 | <i>Landwirtschaftsdirektion</i> | | | 24 | <i>Direction de l'agriculture</i> |
| 2410 | <i>Meliorationsamt</i> | | | 2410 | <i>Service des améliorations foncières</i> |
| 797 | Bücher, Karten und Zeit- schriften Vermehrte Beschaffung von topographischen Karten | 500.— | 300.— | 797 | Livres, cartes et revues Commandes plus fortes de cartes topographiques |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Vermehrter Bedarf sowie Preis- aufschläge auf Drucksachen | 4 500.— | 2 600.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Besoin accru et relèvement du prix des imprimés |
| 801 | PTT-Gebühren Vermehrte Dienstgespräche infolge grossem Anfall von Projekten | 3 200.— | 400.— | 801 | Taxes des PTT Conversations de service plus nombreuses en raison du grand nombre de projets soumis |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen Vermehrte Reisetätigkeit wegen starker Zunahme der Bau- projekte | 16 000.— | 8 500.— | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacements Déplacements plus nombreux par suite de la forte augmenta- tion des projets de construction |
| 25 | <i>Fürsorgedirektion</i> | | | 25 | <i>Direction des œuvres sociales</i> |
| 2525/26 | <i>Knabenerziehungsheim Landorf</i> | | | 2525/26 | <i>Foyer d'éducation pour garçons Landorf</i> |
| 2525 | <i>Heimbetrieb</i> | | | 2525 | <i>Exploitation du Foyer</i> |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten Vermehrte Stellenausschrei- bungskosten | 600.— | 250.— | 899 | Autres frais d'administration Frais plus élevés pour la mise au concours de place |
| 2526 | <i>Landwirtschaft</i> | | | 2526 | <i>Agriculture</i> |
| 704 | Unterhalt der Wirtschafts- gebäude Erstellen eines Wagenschuppens | 2 800.— | 500.— | 704 | Entretien des bâtiments agricoles Construction d'une remise pour les chars |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Vermehrte Reparaturen | 3 200.— | 900.— | 771 | Entretien du mobilier Réparations plus nombreuses |
| | Übertrag | | 1 465 213.44 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|-----------------|---|-----------------------|---|---------|--|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 1 465 213.44 | Report | |
| 2540/41 | Mädchenerziehungsheim Kehrsatz | | | 2540/41 | Foyer d'éducation pour filles Kehrsatz |
| 2540 | Heimbetrieb | | | 2540 | Exploitation du Foyer |
| 704 | Unterhalt der Gebäude Vermehrte Reparaturen | 2 000.— | 1 500.— | 704 | Entretien des bâtiments Réparations plus nombreuses |
| 760 | Kleider, Wäsche, Wäscherei und Ausrüstungen Mehrverbrauch. Mehr- einnahmen bei Konto 357 | 17 000.— | 2 000.— | 760 | Vêtements, linge, effets et blanchissage Consommation plus forte. Recettes en plus s. Cpte 357 |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Vermehrte Reparaturen | 1 300.— | 500.— | 771 | Entretien du mobilier Réparations plus nombreuses |
| 2541 | Landwirtschaft | | | 2541 | Agriculture |
| 704 | Unterhalt der Wirtschafts- gebäude Verschiedene unvorhergesehene Reparaturen | 1 000.— | 800.— | 704 | Entretien des bâtiments agricoles Diverses réparations imprévues |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten und Werkzeugen Zusätzliche Anschaffungen für Schweinestall | 3 500.— | 500.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils Acquisitions supplémentaires pour la porcherie |
| 2545/46 | Mädchenerziehungsheim Loveresse | | | 2545/46 | Foyer d'éducation pour filles Loveresse |
| 2545 | Heimbetrieb | | | 2545 | Exploitation du Foyer |
| 612 | Besoldungen | 91 500.— | 1 250.— | 612 | Traitements |
| 771 | Unterhalt der Mobilien | 800.— | 250.— | 771 | Entretien du mobilier |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten Vermehrte Stellenausschrei- bungskosten | 600.— | 450.— | 899 | Autres frais d'administration Frais en plus pour la mise au concours de places |
| 2546 | Landwirtschaft | | | 2546 | Agriculture |
| 612 | Besoldungen | 20 730.— | 2 000.— | 612 | Traitements |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Unvorhergesehene Reparaturen | 400.— | 400.— | 771 | Entretien du mobilier Réparations imprévues |
| Total | | | <u>1 474 863.44</u> | Total | |

II.

Gestützt auf Art. 29 Abs. 2 des Gesetzes über die Finanzverwaltung vom 3. Juli 1938 bewilligt der Grosse Rat folgende Nachkredite:

| | Voranschlag Budget 1961 Fr. | Nachkredite Crédits supplémentaires 1961 Fr. |
|--|--------------------------------------|---|
| 10 <i>Allgemeine Verwaltung</i> | | |
| 1000 <i>Grosser Rat</i> | | |
| 800 Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Tagblatt und Compte rendu Erhöhung der Buchdrucker- und Buchbindertarifpreise sowie grosser Anfall von Vorlagen | 167 500.— | 75 500.— |
| 11 <i>Präsidialverwaltung</i> | | |
| 1105 <i>Staatskanzlei und Staatsarchiv</i> | | |
| 800 Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Neue Tarifordnung im Buchdruck- und Buchbindergewerbe | 285 200.— | 63 000.— |
| 12 <i>Gerichtsverwaltung</i> | | |
| 1205 <i>Richterämter</i> | | |
| 851 Kosten in Strafsachen Zunahme der Geschäfte sowie Expertisen in grossen Geschäften | 570 000.— | 100 000.— |
| 14 <i>Sanitätsdirektion</i> | | |
| 1400 <i>Sekretariat</i> | | |
| 944 40 Betriebsbeitrag an die Anstalt für Epileptische in Tschugg Restbeitrag an das Betriebsdefizit pro 1960. <i>Zugleich als Nachsubvention</i> | 430 000.— | 82 078.78 |
| 16 <i>Polizeidirektion</i> | | |
| 1600 <i>Sekretariat</i> | | |
| 612 Besoldungen | 1 089 200.— | 99 000.— |
| 1620 <i>Strassenverkehrsamt</i> | | |
| 791 Anschaffung von Kontrollschildern Zunahme des Motorfahrzeugbestandes sowie Auswechslung der Schilder für leichte Motorräder | 120 000.— | 163 000.— |
| Übertrag | | 582 578.78 |

II.

En vertu de l'art. 29, alinéa 2, de la loi du 3 juillet 1938 sur l'administration des finances de l'Etat, le Grand Conseil accorde les crédits supplémentaires suivants:

| | |
|---|--|
| 10 <i>Administration générale</i> | |
| 1000 <i>Grand Conseil</i> | |
| 800 Frais de bureau, d'impression et de reliure Bulletin du Grand Conseil et Compte-rendu Hausse des prix d'imprimerie et de reliure et grand nombre de projets | |
| 11 <i>Section présidentielle</i> | |
| 1105 <i>Chancellerie d'Etat et Archives de l'Etat</i> | |
| 800 Frais de bureau, d'impression et de reliure Nouveau tarif dans l'imprimerie et la reliure | |
| 12 <i>Administration judiciaire</i> | |
| 1205 <i>Tribunaux de district</i> | |
| 851 Frais en affaires pénales Augmentation du nombre des affaires et expertise dans des affaires importantes | |
| 14 <i>Direction des affaires sanitaires</i> | |
| 1400 <i>Secrétariat</i> | |
| 944 40 Subside d'exploitation à l'Asile pour épileptiques de Tschugg Solde du subside au déficit d'exploitation pour 1960. <i>En même temps subvention complémentaire</i> | |
| 16 <i>Direction de la police</i> | |
| 1600 <i>Secrétariat</i> | |
| 612 Traitements | |
| 1620 <i>Office de la circulation routière</i> | |
| 791 Acquisition de plaques de contrôle Augmentation de l'effectif des véhicules à moteur et échange des plaques des motocycles légers | |
| A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|-------|--|-----------------------|---|-------|---|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| | Übertrag | | 582 578.78 | | Report |
| 799 2 | Markierungen Erneuerung von Markierungen infolge von Frostschäden | 250 000.— | 65 000.— | 799 2 | Marquages Renouvellement des marquages par suite des dégâts causés par le gel |
| 19 | Finanzdirektion | | | 19 | Direction des finances |
| 1905 | Kantonsbuchhalterei | | | 1905 | Contrôle cantonal des finances |
| 513 | Verzinsung der Kontokorrent- schulden Minderausgaben auf Konto 500 | 2 242 090.— | 932 000.— | 513 | Intérêts passifs des comptes- courants Dépenses en moins s. Cpte 500 |
| 1945 | Steuerverwaltung | | | 1945 | Intendance des impôts |
| 935 2 | Beiträge an Gemeinden aus dem Finanzausgleichsfonds Der Budgetkredit basierte auf Schätzungen. Zu Lasten des Finanzausgleichsfonds, VA 020 | 4 800 000.— | 107 690.— | 935 2 | Allocations aux communes à charge du Fonds de compen- sation financière Le crédit budgétaire était basé sur des estimations. A charge du «Fonds de compensation finan- cière», VF 020 |
| 20 | Erziehungsdirektion | | | 20 | Direction de l'instruction publique |
| 2001 | Mittelschulen | | | 2001 | Ecoles moyennes |
| 940 2 | Stipendien Starke Zunahme der Stipendien- bezüger | 294 000.— | 200 000.— | 940 2 | Bourses Forte augmentation des béné- ficiaires de bourses |
| 2002 | Primarschulen | | | 2002 | Ecoles primaires |
| 622 7 | Anteil des Staates an den Lehrerbesoldungen: Ausser- ordentl. Beiträge an Gemeinden für Ausrichtung von Orts- zulagen Zunahme der berechtigten Gemeinden | 110 000.— | 70 000.— | 622 7 | Part de l'Etat aux traitement du corps enseignant: Subventions extraord. aux communes pour le paiement d'allocations de résidence Augmentation du nombre des communes y ayant droit |
| 2045 | Lehrmittelverlag | | | 2045 | Librairie de l'Etat |
| 860 | Gestehungskosten der Lehr- mittel Mehrbedarf. Mehreinnahmen bei Konto 310 | 500 000.— | 80 000.— | 860 | Prix de revient des manuels scolaires Besoin accru. Recettes en plus s. Cpte 310 |
| 21 | Baudirektion | | | 21 | Direction des travaux publics |
| 2105 | Hochbauamt | | | 2105 | Service des bâtiments |
| 705 4 | Neu- und Umbauten, Exakte Wissenschaften | 500 000.— | 3 260 999.75 | 705 4 | Constructions nouvelles et transformations, Sciences exactes |
| | Übertrag | | 5 298 268.53 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|--|---|-----------------------|---|---|--|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| Übertrag | | | 5 298 268.53 | Report | |
| Verzögerung im Bauprogramm 1960, deshalb Verschiebung in den Kreditquoten von 1960 auf 1961 | | | | Retard dans le programme des constructions de 1960, dès lors renvoi dans les quotes de crédit de 1960 à 1961 | |
| 2110 | Tiefbauamt | | | 2110 | Service des ponts et chaussées |
| 949 20 | Staatsbeiträge an Abwasser- anlagen und Trinkwasser- anlagen Vermehrte Bautätigkeit | 2 000 000.— | 500 000.— | 949 20 | Subventions pour installations d'alimentation en eau et d'épuration des eaux résiduaires Activité plus intense dans la construction |
| 23 | Forstdirektion | | | 23 | Direction des forêts |
| 2310 | Staatsforstverwaltung | | | 2310 | Administration des forêts domaniales |
| 744 | Rüsthöhne und Transportkosten Mehreinnahmen bei Konto 312 1 | 1 500 000.— | 117 878.60 | 744 | Frais de façonnage et de transport Recettes en plus s. Cpte 312 1 |
| 24 | Landwirtschaftsdirektion | | | 24 | Direction de l'agriculture |
| 2400 | Sekretariat | | | 2400 | Secrétariat |
| 937 2 | Staatsbeiträge an Gemeinden für Viehschauplätze Auszahlungen gestützt auf Art. 29 des Einführungsgesetzes zum Landwirtschaftsgesetz vom 25. September 1960 | —.— | 106 809.— | 937 2 | Subventions de l'Etat aux communes pour les places de concours Versements en vertu de l'art. 29 de la loi du 25 septembre 1960 portant introduction de la loi fédérale sur l'agriculture |
| 25 | Fürsorgedirektion | | | 25 | Direction des œuvres sociales |
| 2500 | Sekretariat | | | 2500 | Secrétariat |
| 942 4 | Unterstützungen bei Schaden durch Naturereignisse Ausserordentliche Frostschäden. Zu Lasten des Naturschaden- fonds, VA 020 | 200 000.— | 250 000.— | 942 4 | Secours en cas de dommages dus aux éléments Dégâts extraordinaires causés par le gel. A charge du «Fonds pour les dommages causés par les éléments», VF 020 |
| Total | | | <u>6 272 956.13</u> | Total | |
| Zusammenzug: | | | | Récapitulation: | |
| Kategorie I, Kenntnisnahme | | | 1 474 863.44 | Catégorie I, information | |
| Kategorie II, Bewilligung | | | <u>6 272 956.13</u> | Catégorie II, allocation | |
| Total | | | <u>7 747 819.57</u> | Total | |

III.

In analoger Anwendung von Art. 29 des Gesetzes über die Finanzverwaltung vom 3. Juli 1938 nimmt der Grosse Rat zustimmend Kenntnis davon, dass der Regierungsrat bis 1. Dezember 1961 folgende *Nachsubventionen* gewährt hat:

III.

En application, par analogie, de l'art. 29 de la loi sur l'administration des finances de l'Etat du 3 juillet 1938, le Grand Conseil prend acte du fait que le Conseil-exécutif a alloué jusqu'au 1^{er} décembre 1961 les *subventions complémentaires* suivantes:

| | Zugesicherte Beiträge Subventions alloués Fr. | Nachsubventionen Subventions complémentaires Fr. | |
|---|---|---|---|
| Mehrkosten bei den <i>Anpassungsarbeiten der Anlagen auf der Grossen Schanze in Bern</i> zufolge Lohn- und Materialpreiserhöhungen. GRB vom 18. Februar 1958 (zu Lasten Konto 1900 945) | 468 000.— | 54 288.— | Frais supplémentaires lors des <i>travaux d'adaptation des installations sur les Grands-Remparts à Berne</i> , par suite du relèvement des salaires et du prix des matériaux. AGC du 18 février 1958 (à charge du Cpte 1900 945) |
| Mehrkosten beim <i>Primarschulhausneubau in Trubschachen</i> zufolge besserer Fundation. GRB vom 11. November 1959 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 466 649.— | 10 684.— | Frais supplémentaires lors de la <i>construction de la maison d'école primaire de Trubschachen</i> , par suite de meilleures fondations. AGC du 11 novembre 1959 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Mehrkosten beim <i>Primarschulhausneubau in Leuzigen</i> zufolge Erstellung von Turn- und Spielanlagen sowie vom Hochbauamt vorgeschlagenen Verbesserungsarbeiten. GRB vom 20. Mai 1959 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 184 745.— | 42 981.— | Frais supplémentaires lors de la <i>construction de la maison d'école primaire de Leuzigen</i> , par suite de l'installation d'une place de gymnastique et de jeux et en raison de travaux d'améliorations proposés par le Service cantonal des bâtiments. AGC du 20 mai 1959 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Mehrkosten bei der <i>Güterzusammenlegung Moosseedorf</i> zufolge Lohn- und Materialpreissteigerungen, zusätzlicher Entwässerungen sowie Bau-schwierigkeiten. GRB vom 20. Mai 1957 (zu Lasten Konto 2410 947 1) | 273 000.— | 60 000.— | Frais supplémentaires lors du <i>remaniement parcellaire de Moosseedorf</i> , par suite de l'augmentation des salaires et du prix des matériaux, drainages supplémentaires et difficultés rencontrées pendant la construction. AGC du 20 mai 1957 (à charge du Cpte 2410 947 1) |
| Mehrkosten beim <i>Primarschulhausumbau in Detligen-Landerswil (Gemeinde Radelfingen)</i> zufolge Erstellung eines Brennholzlagerschuppens für die Holzzentralheizung. GRB vom 9. Mai 1961 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 134 600.— | 2 440.— | Frais supplémentaires lors de la <i>transformation de la maison d'école primaire de Detligen-Landerswil (commune de Radelfingen)</i> , par suite de la construction d'un bûcher pour le bois destiné au chauffage central. AGC du 9 mai 1961 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Mehrkosten beim <i>Primarschulhausneubau in Hub (Gemeinde Krauchthal)</i> zufolge Anschluss an die neu zu erstellende Wasserversorgung. GRB vom 15. November 1961 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 200 972.— | 10 000.— | Frais supplémentaires lors de la <i>construction de la maison d'école primaire du Hub (commune de Krauchthal)</i> , par suite de raccordement au nouveau réseau d'alimentation en eau potable. AGC du 15 novembre 1961 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Mehrkosten beim <i>Sekundarschulhausneubau in Büren a. d. Aare</i> zufolge verschiedener notwendiger Ergänzungs- | 278 732.— | 17 422.— | Frais supplémentaires lors de la <i>construction de l'école secondaire de Büren a. d. Aare</i> , par suite de divers travaux |
| Übertrag | | 197 815.— | A reporter |

| | Zugesicherte Beiträge Subventions allouées | Nachsubventionen Subventions complémentaires | |
|--|---|--|---|
| | Fr. | Fr. | |
| Übertrag | | 197 815.— | Report |
| arbeiten. GRB vom 16. Mai 1960 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | | | complémentaires nécessaires. AGC du 16 mai 1960 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Total | | <u>197 815.—</u> | Total |

Bern, den 26. Januar 1962

Berne, le 26 janvier 1962

Der Finanzdirektor:
Moser

Le Directeur des finances:
Moser

Vom Regierungsrat genehmigt und an den Grossen Rat gewiesen.

Approuvé par le Conseil-exécutif et transmis au Grand Conseil.

Bern, den 30. Januar 1962

Berne, le 30 janvier 1962

Im Namen des Regierungsrates,

Der Präsident:

Brawand

Der Staatsschreiber:

Hof

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président:

Brawand

Le chancelier:

Hof

Affaires de Directions

I^{ère} Série

(Propositions du Conseil-exécutif)

Direction des forêts

4885. Aménagement d'un chemin de grève dans la commune de Lüscherz; approbation des plans.

I.

1^o D'entente avec la Direction des travaux publics et des chemins de fer, ainsi qu'avec la Direction des finances, la Direction des forêts a déposé publiquement à la préfecture de Cerlier le plan pour l'aménagement d'un chemin de grève d'une longueur d'environ 2000 m. Ce dépôt a été publié dans la Feuille d'avis officielle N^o 32.

2^o Au total, 12 propriétaires fonciers, inscrits au registre foncier de Lüscherz, ont fait opposition à l'aménagement de ce chemin. Ce sont:

Hans *Bezzola*, Orpundstrasse 14, Bienne, propriétaire de la parcelle de grève N^o 451 et de la parcelle N^o 1129;

Hans *Born*, Bahnhofstrasse 28, Bienne, propriétaire de la parcelle de grève N^o 1130;

Friedrich *Flückiger*, confiseur, Schmiedgasse 20, Soleure, et

Ernst *Kupferschmied*, Grenchenstrasse 12, Soleure, les deux copropriétaires de la parcelle de grève N^o 1111;

Sven *Moeschlin*, Prof. D^r méd., Obere Schöngrünstrasse 1075, Soleure, propriétaire d'une parcelle de grève ne portant pas encore de numéro;

Alexander *Moser*, maître-boucher, Lyss, propriétaire de la parcelle de grève N^o 1135;

Hans *Moser*, Thunstrasse 14, Muri/Berne, propriétaire de la parcelle de grève N^o 1081;

Margrit *Otti*, Weyermattstrasse 24, Nidau/Bienne, propriétaire de la parcelle de grève N^o 1101;

Erwin *Schnegg*, Elsässerstrasse 252, Bâle, propriétaire de la parcelle de grève N^o 1109;

Elsbeth *Schneeberger*, Bubenbergrasse 50, Bienne, propriétaire de la parcelle de grève N^o 1122;

Ch. *Tschaggelar*, Solothurnstrasse 18, Granges, propriétaire de la parcelle de grève N^o 1112;

Alfred *Tress*, hôtelier, Engelberg, Douanne, propriétaire de la parcelle de grève N^o 1110.

3^o Tous les opposants sont représentés, en une seule opposition, par M. R. Lüthy, avocat, Wai-

senhausplatz 2, Berne. Dans les grandes lignes, cette opposition est fondée comme suit:

- a) Les opposants sont propriétaires ou détenteurs d'un droit de superficie sur les parcelles de grève sises à l'est du centre du village de Lüscherz, parcelles devant lesquelles le chemin de grève public doit passer, portant ainsi préjudice à la propriété privée.
- b) Il est reconnu que la récupération et l'équipement des rives du lac est un postulat des pouvoirs publics. Pourtant, dans les limites de la réglementation juridique, en cas d'opposition d'intérêts publics et privés, il faut tenir compte autant que possible de ces derniers. Dans une région de construction riveraine, l'équipement postérieur en faveur du public ne peut pas se faire sans porter préjudice aux parcelles riveraines déjà équipées. L'Etat devra se décider à protéger les droits privés, les coutumes, les usages locaux et les droits d'usage des biens-fonds riverains. Il devra concentrer ses efforts d'équipement des rives aux parcelles de grève qui n'ont pas encore de constructions. Il n'appartient pas à l'Etat de faire prévaloir des intérêts publics à la charge de droits privés et d'usages établis.
- c) La preuve n'a pas été apportée que la bande de terrain devant être utilisée pour le chemin de grève projeté appartient à l'Etat. Il est constaté que les opposants ne prétendent pas que ce chemin empiète en quelque point sur l'une des parcelles qu'ils ont acquises.

Le chemin projeté passe sur une bande riveraine située entre la limite des parcelles des opposants et le niveau proprement dit de l'eau du lac. Les parcelles en question, y compris les bandes riveraines, ont été récupérées dans la 2^{ème} moitié du siècle passé, lors de la 1^{ère} correction des eaux du Jura. «L'entreprise de correction des eaux du Jura» avait, à ce moment-là, mis aux enchères publiques et vendu la plupart de ces parcelles riveraines ou de grève à des privés. Les contrats d'alors désignent ces biens-fonds, n'ayant pas fait l'objet d'une mensuration, simplement par les termes de «forêt au bord du lac», «grève», «parcelle de grève», etc. Il appert de cette désignation que l'entreprise de correction des eaux du Jura a vendu des biens-fonds dont la limite nord se confondait avec la rive du lac. Entre le niveau (actuel) du lac et les biens-fonds vendus en ce temps-là appartenant aux opposants, il ne devrait pas se trouver encore une bande de terrain propriété de l'Etat. Il est compréhensible, qu'eu égard au niveau de l'eau variant entre les hautes et les basses eaux, il est difficile de fixer clairement les limites.

Dans son exposé sur la correction des eaux du Jura (texte allemand), l'ingénieur Peter écrit en 1922 entre autre choses ce qui suit:

«Une confusion dans la délimitation des nouveaux biens-fonds par rapport au lac a provoqué la déclaration de la Direction d'assèchement des marais du 4 avril 1885, déclaration qui a la teneur suivante: Selon l'interprétation authentique de ces actes de ventes, la

limite des parcelles vendues doit, par rapport au lac, être comprise en ce sens que les acheteurs de grève sont devenus propriétaires jusqu'au niveau haut ou bas des eaux. Par conséquent, personne autre que le possesseur de la grève n'a de droit sur le sol qui, en cas de basses eaux, apparaît entre les bornes et le lac.» Les actes authentiques à ce sujet manquent. Il est établi en tout cas que l'entreprise de correction des eaux du Jura a vendu la grève en tant que parcelles riveraines, jusqu'au niveau de l'eau quel qu'il soit. Pour les acheteurs de ces terrains, il était clair qu'ils avaient acquis ces parcelles de rive avec accès direct, sans charge aucune et sans qu'un tiers puisse y construire jusqu'au niveau des eaux du lac. Il faut en conclure que la bande de terrain à utiliser pour le chemin de grève n'est pas un bien-fonds de l'Etat. Il appartiendrait bien plutôt aux vendeurs de ces grèves, à la Correction des eaux du Jura, respectivement à ses «héritiers». Comme les opposants ont acquis des biens-fonds d'une superficie bien déterminée, le propriétaire précédent serait ainsi demeuré jusqu'à aujourd'hui propriétaire du reste de cette bande de rive. La limite nord actuellement cadastrée des parcelles des opposants ne représente qu'une délimitation par rapport aux possesseurs précédents dont le terrain s'étendait jusqu'au niveau de l'eau. L'Etat ne peut pas prétendre avoir acquis cette bande de terrain en cause. Cette bande de rive n'est pas non plus inscrite au registre foncier en sa faveur. C'est pourquoi l'Etat doit tout d'abord donner la preuve qu'il possède des droits de propriété, avant d'agir comme maître de l'ouvrage pour aménager un chemin de grève.

- d) Il est relevé en outre qu'au cas où l'Etat serait réellement propriétaire de cette bande de terrain, il ne pourrait s'agir que du bien-fonds sous forme de lac. D'autre part, il est reconnu que les opposants n'ont acquis que des biens-fonds ayant fait l'objet d'une mensuration clairement déterminée. Pourtant ceux-ci ont été désignés comme «parcelles de grève» ou comme «jouxant au lac». Au point de vue du prix également, ces biens-fonds ont été acquis comme parcelles de rive. Le droit de limite jusqu'au lac serait passé par actes de vente aux opposants actuels. Même si le lac, dans le courant des décennies, ou par suite du manie- ment des écluses, devait avoir baissé de niveau, les possesseurs de parcelles riveraines n'en auraient pas pour autant perdu le droit d'y accéder directement et librement. Si une ente- nte ne pouvait intervenir entre eux et l'Etat, ils demanderaient alors le rétablissement de l'état antérieur en ce sens que, par des creu- sages, le niveau des eaux devrait être ramené à la limite des parcelles riveraines délimitées actuellement par le cadastre.
- e) Les opposants renvoient aux dispositions lé- gales concernant l'entretien et la correction des cours d'eau (3 avril 1957) ainsi que l'utili- sation des eaux (3 décembre 1950). Au cas où la bande de rive litigieuse devrait être recon-

nue comme faisant partie du lac, ils ne veraient aucune possibilité d'aménager un chemin de grève.

- f) Les opposants font état du principe de l'égalité devant la loi: Pour le cas où les opposants auraient procédé à des remblaiements ou à des travaux d'utilisation en dehors de leurs limites, c'est-à-dire ni sur des biens-fonds de l'Etat, ni sur des biens-fonds appartenant à des tiers, ils n'auraient rien fait de plus que bien d'autres propriétaires riverains du lac de Biemme! Ce qui n'a pas été défendu à d'autres – allèguent-ils – doit aussi être permis aux opposants. L'argument, selon lequel la rive du lac doit être équipée d'un chemin de grève est certes pertinent. Il n'est pourtant pas indiqué, par rapport à d'autres cas, de porter préjudice aux parcelles des riverains.
- g) Les opposants critiquent le fait qu'un chemin pédestre soit aménagé le long de la zone protégée de Lüscherz. Il y aurait là une contradiction avec l'idée de protection du paysage. Le monde des oiseaux et de la faune en général ne serait pas protégé par le chemin pédestre. L'Etat interdit aux opposants de couper des roseaux; en revanche, il s'engage à ouvrir dans cette réserve des places de bain. Lui-même, pour ce faire, coupera les roseaux et n'œuvrera pas en faveur de la protection de la nature, mais la détruira au contraire. Jusqu'en l'an 2000, la population de la Suisse sera si élevée que l'Etat devra se vouer toujours plus à la protection de l'être humain et seulement en second lieu à celle des oiseaux. Alors les rives des lacs seront bâties sans restriction aucune en faveur du public et des personnes privées. On constate en tout cas qu'il n'existe aucun motif pertinent d'interdire aux opposants un accès direct et libre au lac et de ne pas tolérer les travaux de remblaiement qui ont été entrepris.
- h) En conclusion, l'opposition relève encore entre autres choses que les opposants ont acquis leurs parcelles de grève jouxtant au lac pour y passer leurs loisirs et leurs vacances. Leurs refuges de droit privé ne devraient pas être gênés ou lésés sans nécessité impérative. On pourrait éviter leurs biens-fonds en partie construits, grâce à un chemin pédestre établi derrière leurs parcelles. Les opposants seraient d'accord de collaborer à une telle solution.

II.

La Direction cantonale des forêts a fait citer les opposants par la préfecture de Cerlier, afin de tirer au clair la question de savoir s'ils avaient encore d'autres objections à faire contre le chemin de grève dont l'aménagement est décidé. Avant tout, il fallait constater s'il n'y aurait pas tout de même une possibilité de faire passer le chemin en quelque endroit sur propriété privée. Ci-dessous sont résumés les principaux points extraits du procès-verbal d'audition et de la lettre du préfet:

- a) Les opposants ne prétendent pas que le chemin conduira en quelque point sur leurs parcelles.

En outre, il ne purent rien avancer pour amplifier l'opposition. Ils avouèrent aussi que les terrains ont été délimités et cadastrés. Par contre ils gardent l'idée fixe que la sortie sur le lac est toujours valable et prétendent que les parcelles furent acquises pour cette raison-là. Les parcelles furent utilisées de bonne foi jusqu'au niveau de l'eau et elles furent en partie remblayées.

- b) Le préfet remarque entre autres choses que les opposants auraient acquis ces parcelles dans l'idée qu'elles avaient une sortie directe sur le lac, comme la possédaient leurs prédécesseurs. L'Etat a permis aux opposants certains travaux de remblaiement. En outre, la Direction des travaux publics et des chemins de fer a toujours donné la permission de construire des débarcadères. L'établissement du chemin pédestre devant les parcelles des opposants diminuerait la valeur actuelle de ces terrains. L'intérêt pour un lieu de tout repos serait dès lors illusoire. Si l'on compare l'intérêt public à établir un chemin de grève au tort que cette entreprise cause à l'intérêt privé, l'intervention prévue semble rigoureuse.

III.

Le Conseil-exécutif se prononce comme suit à l'égard de l'opposition:

1^o La partie de la grève de Lüscherz, dessinée sur le plan, est une zone protégée (arrêté du Conseil-exécutif du 30 novembre 1959). En outre, l'Etat a acheté depuis lors à la commune bourgeoise de Lüscherz une langue de terrain en direction de Hagneck, qui doit également être mise sous protection.

Ces deux mesures s'imposaient dans l'intérêt du bien public. D'une part, la superbe rive doit, dans la mesure du possible, rester dans son état naturel actuel, pour des raisons relevant de la protection de la nature et du paysage. D'autre part, elle doit être ouverte au public comme lieu de délasserment. On ne peut concilier ces deux buts que si un chemin, partant du port de Lüscherz, peut être aménagé et que s'il est possible d'établir quelques places de bain. La foule qui se presse vers le lac durant les mois d'été est devenue très intense. En marquant bien les limites, le refuge sera mieux protégé par un chemin que s'il était complètement fermé et que le public y entre en causant de grands dommages. La réserve naturelle de Lüscherz est un endroit qui, par un aménagement correct, se prête aussi comme lieu de délasserment, sans nuire aux intérêts de la protection de la nature et du paysage.

2^o Les parcelles des opposants jouxtent en partie à la réserve naturelle; les autres se trouvent en dehors de celle-ci, soit en retrait, soit entre le port de Lüscherz et la réserve.

3^o Les opposants ne possèdent pas la preuve que le chemin de grève prévu passera sur leurs parcelles. De ce point de vue, la légitimité de leur opposition doit être contestée.

Les autres objections contre le chemin de grève prévu (chemin pédestre) ne peuvent pas

non plus être admises. Les intérêts publics s'opposent aux désirs des opposants. A cela s'ajoute que les opposants ne possèdent pas de titres authentiques sur lesquels ils peuvent se baser. En déclarant qu'ils avaient acquis ces terrains sans restriction de droits quant à l'accès au lac, conformément à l'inscription au registre foncier, ils contredisent la réalité, car il ressort clairement des bornes et de la mensuration cadastrale que les parcelles ne vont pas jusqu'au lac. Les opposants ne peuvent démontrer non plus qu'ils sont au bénéfice de servitudes grevant la rive du lac qui appartient à l'Etat. Les remarques imprécises de leurs contrats ne suffisent pas pour en donner la preuve.

4^o Même en faisant observer que le chemin de grève projeté emprunterait vraisemblablement une bande de terrain qui n'appartient pas à l'Etat, mais à un tiers (Entreprise de la 1^{ère} correction des eaux du Jura ou aux «héritiers»), les opposants ne peuvent améliorer leur situation juridique. Si leur avis était juste, ce serait ces héritiers qui auraient dû faire opposition. D'ailleurs, l'Entreprise de la 1^{ère} correction des eaux du Jura n'était qu'une entreprise temporaire. Le sol gagné par la correction des eaux appartenait déjà à l'Etat sous forme de lac. Il est peu pensable que l'Etat aurait renoncé à une bande de terrain qui se trouve aujourd'hui entre les parcelles des opposants et le bord de l'eau. On pourrait plutôt admettre que l'Etat s'identifie aux héritiers éventuels. En tout cas, rien ne contredira certainement l'avis que l'Etat est propriétaire de la bande de terrain séparant le bord du lac des parcelles des opposants.

5^o Les opposants n'ont, étant donné les circonstances, pas le droit d'exiger que l'Etat prouve que cette bande de terrain lui appartient. C'est à eux de fournir la preuve du contraire. Et même s'ils pouvaient le prouver, ce ne serait que pour démontrer que ce terrain appartient à un tiers, qui aurait dû faire lui-même opposition à l'aménagement du chemin de grève. Mais ce tiers, ne s'est pas annoncé parce qu'il n'existe certainement pas.

6^o Il est fort possible que la bande sur laquelle le chemin de grève doit être aménagé faisait jadis partie du lac. Telles que se présentent aujourd'hui les conditions du terrain, il n'existe non plus aucun obstacle légal à l'aménagement de ce chemin. Ni la rive, ni quoi que ce soit ne sont mis en danger.

7^o Invoquer ici l'égalité devant la loi tombe à faux. L'Etat doit représenter l'intérêt public. Un tiers ne peut en appeler à l'égalité devant la loi s'il recherche sans droit un avantage personnel en s'opposant à la sauvegarde légale de l'intérêt public. Si l'Etat a commis des erreurs, on ne peut qu'exiger qu'il les corrige dans la mesure du possible. On ne saurait demander qu'il continue à les commettre sciemment, sans quoi il ne pourrait plus remplir sa mission. Si l'Etat n'est pas intervenu pendant longtemps dans les questions relatives aux rives du lac, il a été poussé à le faire à présent par suite des atteintes portées aux grèves par les propriétaires et par des tiers,

et surtout par la nécessité publique de faire respecter le droit.

8° Enfin, il convient d'observer que par l'aménagement de ce chemin les opposants ne seront privés ni de la vue ni du droit d'accès à l'eau qui appartient à chacun. Dans la région protégée, les ouvertures sont bien visibles. D'autre part, les opposants ne peuvent exiger que la population, cherchant également le repos, doive se priver de ce chemin public. Ce faisant, ils demanderaient un avantage personnel injustifié qui porterait préjudice à la population. D'ailleurs l'aménagement du chemin leur rendra aussi de grands services. Il est également dans l'intérêt des opposants que l'on établisse sur la grève et dans le refuge naturel des possibilités de passage ordonnées et délimitées.

Par ces motifs, le Grand Conseil

a r r ê t e :

- a) En application des art. 21 et 22 de la loi du 14 octobre 1934 sur la construction et l'entretien des routes et sur proposition du Conseil-exécutif, le plan du 5 août 1961 déposé publiquement et concernant le chemin Port de Lüscherz – Réserve naturelle de Hagneck est approuvé, sous réserve des droits des tiers.
- b) Toutes les oppositions sont rejetées comme non fondées au point de vue du droit public.
- c) L'Office forestier du XII^e arrondissement, La Neuveville, reçoit mandat d'aménager le chemin pédestre.
- d) Le préfet de Cerlier communiquera le présent arrêt au Conseil communal de Lüscherz, à la Société de protection des rives du lac de Bienne, ainsi qu'à tous les opposants et titulaires de réserves de droit, soit à leur représentant.

Affaires de Directions

II^e Série

(Propositions du Conseil-exécutif)

| Directions | Page |
|----------------------------|-------------|
| Finances | 124 |
| Cultes | 124 |
| Instruction publique | 125 |
| Travaux publics | 148 |
| Forêts | 159 |
| Œuvres sociales | 159 |
| Affaires sanitaires | 160 |

Direction des finances

3849. Caisse bernoise de crédit; compte annuel 1961.

Le Grand Conseil approuve les comptes de l'exercice 1961 et le rapport de gestion du même exercice de la Caisse bernoise de crédit qui lui ont été soumis en vertu de l'art. 17 de la loi du 19 octobre 1924 instituant la dite Caisse.

5242. Banque cantonale.

Le Grand Conseil approuve les comptes de la Banque cantonale pour l'exercice 1961 qui accusent un rendement net de fr. 4 964 670.72, ainsi que l'affectation du rendement net proposée par le Conseil de banque, soit

| | |
|---------------------------------------|---------------------|
| 1. Intérêt de 5 % du fonds capital | fr. |
| de fr. 50 000 000.— | 2 500 000.— |
| 2. Versement à la réserve ordinaire | 1 000 000.— |
| 3. Versement au fonds de construction | 500 000.— |
| 4. Versement à la réserve générale | |
| pour risques | 964 670.72 |
| | <u>4 964 670.72</u> |

5243. Caisse hypothécaire.

Le Grand Conseil approuve les comptes de l'exercice 1961 de la Caisse hypothécaire. Ils présentent un bénéfice net de fr. 2 621 230.08 qui sera utilisé comme suit:

| | |
|-----------------------------------|---------------------|
| Intérêt du capital de dotation de | fr. |
| fr. 40 000 000.— à 5 % | 2 000 000.— |
| Attribution au Fonds de réserve | 300 000.— |
| Attribution à la Réserve spéciale | 200 000.— |
| Report à compte nouveau | 121 230.08 |
| | <u>2 621 230.08</u> |

Direction des cultes

5174. Rachat de l'obligation de fournir une indemnité de logement.

Vu la requête de la paroisse réformée évangélique de Gsteig (Interlaken), le Grand Conseil, sur la proposition du Conseil-exécutif,

a r r ê t e :

1^o L'obligation de l'Etat de fournir une indemnité de logement au titulaire du 2^e poste de pasteur de la paroisse réformée évangélique de Gsteig (siège à Matten) est supprimée. Il sera versé à cette paroisse une indemnité de rachat de fr. 90 000.—.

2^o Cette dépense est imputable sur la rubrique budgétaire 1801 654 de l'exercice 1962.

3^o Le contrat qui sera conclu entre la Direction des cultes et la paroisse de Gsteig sera soumis à l'approbation du Conseil-exécutif.

Direction de l'instruction publique

1649. Subvention.

La commune d'**Orpund** demande une subvention pour les frais, au devis de fr. 2 555 000.—, de la construction d'une maison d'école primaire se composant de 4 corps de bâtiment (classes, cuisine scolaire, halle de gymnastique et salle de chant). Le prix du m³ est évalué à fr. 132.—.

Le projet prévoit l'aménagement des locaux suivants: Neuf classes, deux salles d'ouvrages, deux locaux pour les travaux manuels, une salle des maîtres et un bureau pour le proviseur, une bibliothèque, un hall de récréation, les abris nécessaires pour la protection aérienne, une cuisine scolaire avec salle de théorie, local pour les provisions et cave, une halle de gymnastique, un local de douches avec 2 vestiaires, un local pour les engins d'intérieur, une salle pour le maître de gymnastique (en même temps poste sanitaire) avec cabine de douche, une salle de chant, un local pour les engins d'extérieur et un pour les outils aratoires, ainsi que le préau et la place de gymnastique. En outre, vestiaires, lieux d'aisances, locaux accessoires et de nettoyage nécessaires.

Le devis des frais se présente comme suit:

| Coût des différents corps de | fr. |
|--|-------------|
| bâtiment | 1 771 000.— |
| Mobilier fixe | 17 650.90 |
| Vestiaires, mat. d'obscurcissement, lampes | 65 783.50 |
| Tableaux noirs, porte-cartes, cuisinière | 40 019.75 |
| Mobilier scolaire, machines à coudre | 106 623.50 |
| Outils aratoires | 306.10 |
| Etablis et outils pour les travaux manuels | 19 992.— |
| Moyens généraux d'enseignement, matériel intuitif, équipement de la cuisine scolaire | 12 954.— |
| Matériel d'équipement et d'amé- nagement, installation pour la radio et tourne-disques, piano à queue, appareil de projections, éclairage de la scène, etc. | 48 861.— |
| Engins fixes d'intérieur | 8 933.75 |
| Anneaux olympiques, échelle | 781.45 |
| Piano, tourne-disques et haut- parleur | 5 877.15 |
| Engins mobiles pour la gymnastique et les jeux | 11 483.45 |
| Place de gymnastique, pelouse de jeux, fosse à sol mou, installation pour le saut en longueur et le jet du boulet, engins fixes d'extérieur | 73 139.75 |
| Installation pour le saut à la perche | 455.65 |
| Aménagement des abords, préau, clôture, abri pour bicyclettes, éclai- rage de la place de gymnastique et de sport, canalisation, etc. | 260 238.05 |
| Copies des plans, nettoyage de la construction et réserve | 14 331.40 |
| Taxes, chauffage, levée, décoration artistique, etc. | 96 568.60 |
| | <hr/> |
| | 2 555 000.— |

N'entrent pas en ligne de compte
pour la subvention ordinaire:

| | fr. | fr. |
|--|------------|---------------------|
| Ateliers provisoires des monteurs | 1 420.— | |
| Parafoudre | 8 000.— | |
| Cuves à plantes | 4 326.65 | |
| Installations électriques et escalier de la scène .. | 1 520.15 | |
| Radio scolaire | 3 177.10 | |
| Frais suppl. pour pla- quage en chêne dans dif- férents locaux | 4 000.— | |
| Armoires pour le maté- riel de gymnastique des sociétés | 2 000.— | |
| Traitement des planchers | 6 029.— | |
| Frais suppl. abris de PA | 120 000.— | |
| Dispositif d'arrosage, éclairage de la place de gymnastique et de jeux, horloge de façade | 12 700.— | |
| Mobilier scolaire, outils aratoires | 106 929.60 | |
| Outils et établis pour travaux manuels | 19 992.— | |
| Matériel d'enseignement et d'intuition, équipement de la cuisine scolaire ... | 12 954.— | |
| Équipement mobile des classes, salle des maîtres et salle de chant, maté- riel pour le concierge, drapeaux | 48 861.— | |
| Anneaux olympiques, échelle | 781.45 | |
| Piano, tourne-disques, haut-parleur | 5 877.15 | |
| Engins mobiles d'inté- rieur et d'extérieur | 10 015.65 | |
| Engins suppl. tels que barres olymp., etc. | 1 467.80 | |
| Installation pour le saut à la perche | 455.65 | |
| Frais de concours, déco- ration artistique, taxes, mazout, levée, location des baraques et frais divers | 96 568.60 | 467 075.80 |
| | | <u>2 087 924.20</u> |

Le Grand Conseil alloue pour la réalisation de
ce projet:

1. Pour les frais de fr. 2 087 924.20,
une subvention cantonale ordinaire
de 30 % (Compte 2000 39 1) **fr.** 626 378.—
 2. Pour les frais de fr. 19 992.—
concernant les outils et établis
pour les travaux manuels, une
subvention de 30 % (Compte
2002 930 1) 5 998.—
- Total maximum .. 632 376.—

Ces subventions sont allouées aux conditions
suivantes:

Lors de la présentation du décompte final, il y
aura lieu de renseigner sur l'affectation donnée

aux deux anciennes maisons d'école, une réduction de la subvention étant réservée selon la nature de cette affectation.

Si le devis actuel venait à être dépassé, l'Etat n'accorderait une subvention complémentaire qu'au cas où ce dépassement résulterait d'augmentations de salaires ou du prix des matériaux qui ne pouvaient pas être prévues.

Dans le décompte, les divers postes seront indiqués de façon précise et séparément selon la spécification du présent arrêté.

Le versement des subventions interviendra après l'exécution complète des travaux, sur le vu d'un décompte détaillé, accompagné des pièces justificatives quittancées, des contrats d'entreprise dûment timbrés et des plans d'exécution avec devis.

Pour l'aménagement des fosses de décantation et des canalisations, on observera les dispositions des art. 112, 114 et 138 de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux, ainsi que les art. 7 à 15, 29, 30 et 63 de l'ordonnance cantonale du 4 janvier 1952 concernant les installations d'alimentation en eau potable et des eaux usées.

Les travaux seront adjugés conformément aux principes de l'ordonnance cantonale sur les soumissions du 16 janvier 1934 (modifiée les 5 septembre 1941, 27 novembre 1945 et 11 avril 1947).

On donnera la préférence aux matériaux et objets manufacturés indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et d'un prix équitable.

L'installation du chauffage au mazout devra répondre aux dispositions de l'ordonnance du Conseil-exécutif du 11 juillet 1952 concernant la construction et l'exploitation des installations de chauffage à l'huile et à l'emmagasiner des huiles destinées à ces installations. En vue de placer la citerne à mazout, une demande sera adressée au Bureau de l'utilisation et épuration des eaux.

1826. Subvention.

La commune de **Lauterbrunnen** demande une subvention pour la construction à **Wengen** d'une maison d'école primaire et secondaire comprenant un corps de bâtiment pour les classes et un local spécial, un corps de bâtiment pour la halle de gymnastique et une maison d'habitation pour le concierge. Le devis s'élève à fr. 2 759 000.—. Le prix du m³ revient à fr. 180.50.

Le projet prévoit l'aménagement de cinq classes primaires et de deux classes secondaires, un hall de récréation, six locaux accessoires, une salle des maîtres, une bibliothèque, un local pour le matériel, une salle d'ouvrages, une salle de chant, un local pour les travaux manuels, une cuisine scolaire avec local de théorie, une classe de réserve, une salle de physique et chimie avec laboratoire, une halle de gymnastique avec local pour les engins d'intérieur, un logement pour le concierge, vestiaires, lieux d'aisances, ainsi que les installations de gymnastique en plein air.

Le devis des frais se présente comme suit:

Coût du corps de bâtiment réservé
aux classes et au local spécial, de la

| | |
|---|--------------------|
| halle de gymnastique, du logement du concierge, y compris les travaux d'alentours, le préau, etc. | fr. 2 594 250.— |
| Place sèche pour la gymnastique, pelouse de jeux, fosse à sol mou, engins fixes pour la gymnastique, filets pour les balles, clôture, etc. ... | 90 000.— |
| Engins d'intérieur fixes | 6 480.— |
| Engins mobiles pour la gymnastique et les jeux | 3 720.— |
| Outils et établis pour les travaux manuels | 6 200.— |
| Mobilier scolaire | 58 350.— |
| | <u>2 759 000.—</u> |

N'entrent pas en considération
pour la subvention ordinaire:

| | |
|---|--------------------------------|
| Part des frais des locaux situés au sous-sol de l'habitation du concierge et ne servant pas à des fins scolaires | fr. 94 000.— |
| Ampoules électriques, tubes fluorescents, radio scolaire et installation de haut-parleurs, armoire frigorifique, éclairage extérieur | 6 050.— |
| Paillassons, mât pour le drapeau | 1 050.— |
| Frais suppl. fontaine décorative | 1 500.— |
| Traitement des planchers, rénovation des anciens tableaux noirs et engins de gymnastique | 3 060.— |
| Décoration artistique, coût du modèle, taxes et frais | 21 800.— |
| Frais pour les droits de passage de la conduite ... | 1 400.— |
| Part des frais des hydrants | 5 000.— |
| Mobilier scolaire | 58 350.— |
| Engins mobiles de gymnastique | 3 720.— |
| Etablis et outils pour les travaux manuels | 6 200.— |
| Quote-part des hono- raires des architectes rela- tifs aux postes non sub- ventionnables | 3 000.— 205 150.— |
| | <u>Reste 2 553 850.—</u> |

Le Grand Conseil alloue pour la réalisation de
ce projet:

| | |
|---|------------------|
| 1. Pour les frais de fr. 2 553 850.—, une subvention ordinaire de 39 % (Compte 2000 939 1) | fr. 996 002.— |
| 2. Pour les frais de fr. 2 463 850.— (fr. 2 553 850.— moins fr. 90 000.— concernant les installations de gymnastique en plein air), une subvention complémentaire de 4 % (Compte 2000 939 1) | 98 554.— |

| | |
|---------------------------------------|--------------------|
| 3. Pour les frais de fr. 6200.— con- | fr. |
| cernant l'achat d'établis et d'outils | |
| pour les travaux manuels, une | |
| subvention de 39 % (Compte | |
| 2002 930 1) | 2 418.— |
| Total maximum .. | <u>1 096 974.—</u> |

Ces subventions sont allouées aux conditions suivantes:

Lors de la présentation du décompte, il y aura lieu de donner des renseignements quant à l'utilisation future des deux classes d'ouvrages se trouvant dans la maison curiale. Demeure réservée l'éventuelle mise en compte de la subvention octroyée en 1957.

Si le devis actuel venait à être dépassé, l'Etat n'accorderait une subvention complémentaire qu'au cas où ce dépassement résulterait d'augmentations de salaires ou de prix des matériaux qui ne pouvaient pas être prévues.

Dans le décompte, les divers postes seront indiqués de façon précise et séparément selon la spécification du présent arrêté.

Le versement des subventions interviendra après l'exécution complète des travaux, sur le vu d'un décompte détaillé, accompagné des pièces justificatives quittancées, des contrats d'entreprise dûment timbrés et des plans d'exécution avec devis.

Pour l'aménagement des fosses de décantation et des canalisations, on observera les dispositions des art. 112, 114 et 138 de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux, ainsi que les art. 7 à 15, 29, 30 et 63 de l'ordonnance cantonale du 4 janvier 1952 concernant des installations d'alimentation en eau potable et des eaux usées.

Les travaux seront adjugés conformément aux principes de l'ordonnance cantonale sur les soumissions du 16 janvier 1934 (modifiée les 5 septembre 1941, 27 novembre 1945 et 11 avril 1947).

On donnera la préférence aux matériaux et objets manufacturés indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et d'un prix équitable.

L'installation du chauffage au mazout avec combinaison d'eau chaude devra répondre aux dispositions de l'ordonnance du Conseil-exécutif du 11 juillet 1952 concernant la construction et l'exploitation des installations de chauffage à l'huile et à l'emmagasinage des huiles destinées à ces installations. En vue de placer la citerne à mazout, une demande sera adressée au Bureau de l'utilisation et épuration des eaux.

2635. Subvention.

La communauté scolaire Bettenhausen-Bolldingen demande une subvention pour les frais, au devis de fr. 637 000.—, de la construction à **Bettenhausen** d'une maison d'école primaire de 4 classes. Le prix du m³ est évalué à fr. 148.20, y compris les augmentations massives des frais dès le 1^{er} janvier 1962.

Le projet prévoit l'aménagement des locaux suivants: Quatre classes, un local pour les travaux manuels, une salle d'ouvrages, un local pour le matériel, un local de douches avec vestiaire, un

hall de récréation couvert, une salle des maîtres servant en même temps de salle de collections, un local pour le matériel servant aussi de bibliothèque, ainsi que les vestiaires, lieux d'aisances, locaux accessoires et installations de gymnastique nécessaires.

Les devis des frais se présente comme suit:

| | |
|---|------------------|
| | fr. |
| Coût du bâtiment | 456 500.— |
| Modèle, essais, etc. | 7 000.— |
| Imprévu et renchérissement dès le 1 ^{er} janvier 1962 | 22 000.— |
| Mobilier scolaire | 4 880.— |
| Etablis et outils pour les travaux manuels | 7 100.— |
| Rideaux et divers | 12 520.— |
| Aménagement général des abords ... | 66 900.— |
| Place de gymnastique et préau, fosse à sol mou, engins fixes et pelouse de jeux | 51 500.— |
| Taxes, intérêts de la construction, etc. | 8 600.— |
| | <u>637 000.—</u> |

N'entrent pas en ligne de compte pour la subvention ordinaire:

| | |
|---|------------------|
| | fr. |
| Ampoules électriques, corbeilles à déchets | 650.— |
| Divers, excl. nettoyage de la construction | 6 500.— |
| Camionage, frais suppl. | 790.— |
| Mobilier scolaire | 4 880.— |
| Etablis et outils pour les travaux manuels | 7 100.— |
| Rideaux, lit pliant | 700.— |
| Déblaiement du chantier, bancs | 1 400.— |
| Caisse de jeux | 480.— |
| Raccords, taxes, intérêts de la construction, levée du bâtiment | 9 000.— |
| Quote-part des honoraires de l'architecte | 1 500.— |
| | <u>33 000.—</u> |
| Reste | <u>604 000.—</u> |

Le Grand Conseil alloue pour la réalisation de ce projet:

| | |
|---|------------------|
| 1. Pour les frais de fr. 604 000.—, une subvention ordinaire de 47 % (Compte 2000 939 1) | fr. 283 880.— |
| 2. Pour les frais de fr. 552 500.— (fr. 604 000.— moins fr. 51 500.— concernant les installations de gymnastique en plein air), une subvention complémentaire de 12 % (Compte 2000 939 1) | 66 300.— |
| 3. Pour les frais de fr. 4880.— concernant le mobilier scolaire, une subvention extraordinaire de 35 % (Compte 2000 939 2) | 1 708.— |
| 4. Pour les frais de fr. 7100.— concernant les établis et les bancs pour les travaux manuels, une subvention de 47 % (Compte 2002 930 1) | 3 337.— |
| Total maximum .. | <u>355 225.—</u> |

Ces subventions sont allouées aux conditions suivantes:

Lors de la présentation du décompte final, il y aura lieu de renseigner sur l'affectation donnée aux deux anciennes maisons d'école, une réduction de la subvention étant réservée selon la nature de cette affectation.

Si le devis actuel venait à être dépassé, l'Etat n'accorderait une subvention complémentaire qu'au cas où ce dépassement résulterait d'augmentations de salaires ou du prix des matériaux qui ne pouvaient pas être prévues.

Dans le décompte, les divers postes seront indiqués de façon précise et séparément selon la spécification du présent arrêté.

Le versement des subventions interviendra après l'exécution complète des travaux, sur le vu d'un décompte détaillé, accompagné des pièces justificatives quittancées, des contrats d'entreprise dûment timbrés et des plans d'exécution avec devis.

Pour l'aménagement des fosses de décantation et des canalisations, on observera les dispositions des art. 112, 114 et 138 de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux, ainsi que les art. 7 à 15, 29, 30 et 63 de l'ordonnance cantonale du 4 janvier 1952 concernant les installations d'alimentation en eau potable et des eaux usées.

Les travaux seront adjugés conformément aux principes de l'ordonnance cantonale sur les soumissions du 16 janvier 1934 (modifiée les 5 septembre 1941, 27 novembre 1945 et 11 avril 1947).

On donnera la préférence aux matériaux et objets manufacturés indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et d'un prix équitable.

L'installation du chauffage au mazout devra répondre aux dispositions de l'ordonnance du Conseil-exécutif du 11 juillet 1952 concernant la construction et l'exploitation des installations de chauffage à l'huile et à l'emmagasiner des huiles destinées à ces installations. En vue de placer la citerne à mazout, une demande sera adressée au Bureau de l'utilisation et épuration des eaux.

Il y aura lieu de tenir compte des observations et propositions faites par le Service des bâtiments du canton de Berne.

2637. Subvention.

La commune de **Tramelan** a présenté un projet relatif à la construction de la maison d'école de «La Printanière» comprenant: pour l'école primaire, 1 appartement pour le concierge de 4 chambres, cuisine et salle de bain, 14 classes normales, 4 classes spéciales (ouvrages et sciences), 1 salle de dessin, 1 salle de chant, 1 salle des maîtres, 1 bureau pour le proviseur, des WC, etc., ainsi que les locaux pour le chauffage et les abris anti-aériens au sous-sol; pour l'école ménagère et l'école enfantine (1 classe), les locaux nécessaires à l'enseignement théorique et pratique.

Ce projet a été examiné par la Direction des travaux publics. Prix de construction: fr. 112.— par m³ pour le bâtiment de l'école primaire, et fr. 132.— par m³ pour l'école ménagère et l'école enfantine.

Les frais selon devis s'établissent de la manière suivante:

| | | |
|--|-----------------|--------------------|
| | fr. | |
| 1. Bâtiment de l'école primaire | 1 500 000.— | |
| dont à déduire les frais qui n'entrent pas en considération: | fr. | |
| — abris anti-aériens | 94 200.— | |
| — paratonnerre | 4 700.— | |
| — stores d'obscurcisse- ment (dépense supplé- mentaire pour plus de 2 locaux) | 35 000.— | |
| — poste incendie | 1 900.— | 135 800.— |
| | reste | <u>1 364 200.—</u> |
| 2. Ecoles ménagère et enfantine | 280 000.— | |
| dont à déduire: | fr. | |
| — poste incendie | 630.— | |
| — tapis | 160.— | |
| — paratonnerre | 1 620.— | |
| — imprégnation du sol . . | 640.— | |
| — tables et tabourets | 1 660.— | 4 710.— |
| | reste | <u>275 290.—</u> |
| 3. Travaux d'alentour (sans place de gymnastique) | 150 000.— | |
| dont à déduire: | fr. | |
| — bancs | 4 760.— | |
| — fontaines d'ornement . . | 4 500.— | 9 260.— |
| | reste | <u>140 740.—</u> |
| Total des frais subventionnables (1 à 3 ci-dessus) | | <u>1 780 230.—</u> |

Vu la requête de la commune de Tramelan, le Grand Conseil décide d'octroyer pour ces travaux une subvention ordinaire (Compte 2000 939 1) de 8 % de fr. 1 780 230.—, soit au maximum fr. 142 418.—.

Ces subventions sont accordées sous réserve de la déduction qu'il y aurait lieu de faire en cas de vente ou d'utilisation à des fins non scolaires du bâtiment d'école actuel.

En cas de dépassement du devis, une augmentation de la subvention ne sera accordée que si le surplus de la dépense est dû à une élévation inattendue des salaires et des prix des matériaux.

Les travaux seront adjugés selon les principes fixés par l'ordonnance cantonale du 16 janvier 1934 (modifiée par les ordonnances des 5 septembre 1941, 27 novembre 1945 et 11 avril 1947) concernant l'adjudication de travaux et fournitures de l'Etat. On donnera la préférence aux matériaux et objets manufacturés indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et d'un prix équitable, et il sera fait mention de leur provenance dans le décompte.

Pour les canalisations sont applicables les art. 112, 114 et 138 de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux, ainsi que les art. 7 à 15, 29, 30 et 63 de l'ordonnance cantonale du 4 janvier 1952 concernant les installations d'alimentation en eau potable et des eaux usées.

La subvention sera versée après achèvement des travaux et après réception et vérification du décompte détaillé, accompagné des factures acquittées, des contrats d'entreprise dûment estampillés, du devis, ainsi que des plans du projet et des plans d'exécution.

3611. Subvention.

La section de commune de **Wiler b. Seedorf** demande une subvention pour les frais, au devis de fr. 657 000.—, de la construction d'une maison d'école primaire à 2 classes avec local de gymnastique et installations de gymnastique en plein air, ainsi que de la transformation et la rénovation du bâtiment scolaire existant. Le prix du m³ du nouveau corps de bâtiment revient à francs 130.90 et à fr. 120.40 pour les travaux dans l'ancien bâtiment.

Après achèvement des travaux susmentionnés, l'école comprendra:

Dans le nouveau corps de bâtiment: deux classes, un hall d'entrée et de récréation, un local pour la gymnastique avec vestiaire, un local pour les travaux manuels.

Dans l'ancien bâtiment transformé: une classe, une salle d'ouvrages, une salle des maîtres, des douches et vestiaires, un local pour les archives scolaires, un local pour les affaires de nettoyage, ainsi que les vestiaires, lieux-d'aisances et locaux accessoires nécessaires.

En outre: un préau, une place de gymnastique et une pelouse de jeux avec installation pour le saut et le jet du boulet.

Le devis des frais s'établit comme suit:

| | |
|--|-----------------|
| Transformation et rénovation | fr. |
| du bâtiment existant | 241 700.— |
| Nouvelle maison d'école avec local de gymnastique, y compris engins fixes | 221 500.— |
| Bâtiment de jonction et hall de récréation | 44 500.— |
| Nouvelle remise | 15 000.— |
| Travaux d'alentours, canalisation, raccordements, chemin et préau, clôture, etc. | 48 665.— |
| Place de gymnastique, pelouse de jeux, filet pour les balles, fosse à sol mou, inst. pour le saut de longueur et pour le jet du boulet, y compris les engins fixes de gymn. | 38 084.30 |
| Engins mobiles pour la gymn. et les jeux | 4 750.70 |
| Mobilier scolaire | 12 766.— |
| Etablis et outils pour les travaux manuels | 10 473.— |
| Rideaux, décoration artistique | 2 561.— |
| Travaux de démolition, permis, taxes, levée, indemnités, intérêts du crédit de construction, etc. | 17 000.— |
| | <hr/> 657 000.— |

N'entrent pas en considération pour la subvention ordinaire:

Ancien bâtiment:

| | |
|--|----------|
| Travaux de démolition de l'ancienne partie, permis, taxes, etc. | fr. |
| | 17 000.— |
| Travaux de démolition dans le bâtiment | 6 515.50 |
| Démontage des conduites électriques | 248.— |
| Traitement des planchers . | 90.— |
| Claie pour le local des douches | 770.— |

| | | |
|-------------------------------|----------|-------------------|
| Radio scolaire, tubes | fr. | fr. |
| fluorescents | 609.20 | |
| Dessication de la | | |
| construction | 250.— | |
| Entretien ordinaire | | |
| du bâtiment | 33 550.— | |
| Décoration artistique, | | |
| rideaux | 2 561.— | |
| Engins mobiles pour la | | |
| gymn. et les jeux | 4 750.70 | |
| Mobilier scolaire | 12 766.— | |
| Etablis et outils pour les | | |
| travaux manuels | 10 473.— | |
| <i>Nouvelle construction:</i> | | |
| Traitement des planchers . | 639.— | |
| Radio scolaire, tubes | | |
| fluorescents | 666.40 | |
| Sondages du sol, dessica- | | |
| tion de la construction | 1 600.— | |
| Paillassons | 450.— | |
| Nouvelle remise, y compris | | |
| part de la conduite pour | | |
| l'eau et l'électricité | 15 400.— | |
| Enlèvement de l'ancienne | | |
| clôture et des socles, | | |
| abattage des arbres, etc. .. | 500.— | |
| Honoraires des architectes | | |
| sur les postes non admis | | |
| au subventionnement | 1 086.40 | 109 925.20 |
| Reste | | <u>547 074.80</u> |

Le Grand Conseil alloue pour la réalisation de ce projet:

| | |
|--------------------------------------|------------------|
| 1. Pour les frais de fr. 547 074.80, | fr. |
| une subvention ordinaire de 48 % | |
| (Compte 2000 939 1) | 262 596.— |
| 2. Pour les frais de fr. 508 990.50 | |
| (fr. 547 074.80 moins fr. 38 084.30 | |
| pour les installations de gymnas- | |
| tique en plein air), une subvention | |
| de 12 % (Compte 2000 939 1) | 61 079.— |
| 3. Pour les frais de fr. 46 316.— | |
| concernant le mobilier scolaire et | |
| les travaux d'entretien, une sub- | |
| vention extraordinaire de 40 % | |
| (Compte 2000 939 2) | 18 527.— |
| 4. Pour les frais de fr. 10 473.— | |
| concernant les établis et outils | |
| pour l'enseignement des travaux | |
| manuels, une subvention de 48 % | |
| (Compte 2002 930 1) | 5 027.— |
| Total maximum .. | <u>347 229.—</u> |

Cette subvention est allouée aux conditions suivantes:

Si le devis actuel venait à être dépassé, l'Etat n'accorderait une subvention complémentaire qu'au cas où ce dépassement résulterait d'augmentations de salaires ou de prix des matériaux qui ne pouvaient pas être prévues.

Dans le décompte, les divers postes seront indiqués de façon précise et séparément selon la spécification du présent arrêté.

Le versement des subventions interviendra après l'exécution complète des travaux, sur le

vu d'un décompte détaillé, accompagné des pièces justificatives quittancées, des contrats d'entreprise dûment timbrés et des plans d'exécution avec devis.

Pour l'aménagement des fosses de décantation et des canalisations, on observera les dispositions des art. 112, 114 et 138 de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux, ainsi que les art. 7 à 15, 29, 30 et 63 de l'ordonnance cantonale du 4 janvier 1952 concernant les installations d'alimentation en eau potable et des eaux usées.

Les travaux seront adjugés conformément aux principes de l'ordonnance cantonale sur les soumissions du 16 janvier 1934 (modifiée les 5 septembre 1941, 27 novembre 1945 et 11 avril 1947).

On donnera la préférence aux matériaux et objets manufacturés indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et d'un prix équitable.

L'installation du chauffage au mazout devra répondre aux dispositions de l'ordonnance du Conseil-exécutif du 11 juillet 1952 concernant la construction et l'exploitation des installations de chauffage à l'huile et à l'emmagasiner des huiles destinées à ces installations.

4712. Subvention.

La commune de **Rüeggisberg** demande une subvention pour les frais, au devis de francs 484 200.—, de la construction à **Hinterfultigen** d'une nouvelle école primaire avec installations de gymnastique et d'une maison d'habitation pour le corps enseignant. Le prix du m³ est évalué à fr. 123.90 pour la maison d'école et à francs 127.15 pour la maison d'habitation.

Le projet prévoit l'aménagement des locaux suivants: deux classes, une salle d'ouvrages, un local pour les travaux manuels, un réfectoire, un local pour le matériel et les engins d'extérieur, un local de douches avec vestiaire, une salle des maîtres, les lieux d'aisances, vestiaires et locaux accessoires nécessaires, un préau, une place de gymnastique avec pelouse de jeux, un logement de 4 chambres et un appartement de 3 pièces pour le corps enseignant avec les dépendances usuelles.

Le devis des frais se présente comme suit:

| | |
|--|-----------------|
| Coût de la <i>maison d'école</i> , y compris | fr. |
| les tableaux noirs | 245 100.— |
| Coût de la <i>maison d'habitation</i> pour | |
| le corps enseignant | 139 000.— |
| Aménagement des abords, canalisation, | |
| préaux, chemins, conduites d'eau, etc. | 25 600.— |
| Place de gymnastique et pelouse | |
| de jeux, y compris filet pour les balles, | |
| clôture, fosse à sol mou et engins fixes | |
| pour la gymnastique | 60 000.— |
| Mobilier scolaire | 9 180.— |
| Etablis et outils pour les travaux | |
| manuels | 5 320.— |
| | <hr/> 484 200.— |

N'entrent pas en considération
pour la subvention ordinaire:

Maison d'école:

| | |
|------------------------------|------|
| Frais suppl. sous pos. 2 des | fr. |
| travaux de carrelage | 70.— |

| Pos. 7 des travaux de | fr. | fr. |
|---|---------|----------|
| serrurerie, tapis de coco ... | 130.— | |
| Installation pour mixer et radio scolaire | 200.— | |
| Engins mobiles pour la gym- nastique et les jeux | 2 120.— | |
| Plantations | 2 000.— | |
| Mobilier scolaire | 9 180.— | |
| Etablis et outils pour les travaux manuels | 5 320.— | |
| Ampoules électriques | 150.— | |
| Honoraires de l'architecte se rapportant aux travaux non subventionnables | 360.— | 19 530.— |

*Maison d'habitation pour le corps
enseignant:*

| | | |
|---|---------|------------------|
| Porte de garage, porte donnant de la cave au garage, fenêtres à double vitrage au garage, installation de l'électricité au garage | 1 995.— | |
| Antenne pour ondes ultra courtes | 80.— | |
| Armoire frigorifique, y compris installation | 750.— | |
| Extincteurs | 500.— | |
| Honoraires des architectes pour les travaux non subventionnables | 260.— | |
| Dépassement de la limite des frais | 5 415.— | 9 000.— |
| Reste | | <u>455 670.—</u> |

Le Grand Conseil alloue en vue de la réalisation de ce projet:

| | | |
|---|------------------|-----|
| 1. Pour les frais de fr. 455 670.—, une subvention cantonale ordinaire de 49 % (Compte 2000 939 1) | 223 278.— | fr. |
| 2. Pour les frais de fr. 395 670.— (fr. 455 670.— moins fr. 60 000.— concernant les installations de gymnastique en plein air) une subvention complémentaire de 19 % (Compte 2000 939 1) | 75 178.— | |
| 3. Pour les frais de fr. 9 180.— con- cernant le mobilier scolaire, une subvention extraordinaire de 45 % (Compte 2000 939 2) | 4 131.— | |
| 4. Pour les frais de fr. 5 320.— con- cernant les établis et outils pour les travaux manuels, une subvention de 49 % (Compte 2002 930 1) | 2 607.— | |
| Total maximum | <u>305 194.—</u> | |

Ces subventions sont allouées aux conditions suivantes:

Lors de la présentation du décompte final, il y aura lieu de renseigner sur l'affectation donnée à l'ancienne maison d'école, une réduction de la subvention étant réservée selon la nature de cette affectation.

Si le devis actuel venait à être dépassé, l'Etat n'accorderait une subvention complémentaire qu'au cas où ce dépassement résulterait d'augmentations de salaires ou de prix des matériaux qui ne pouvaient pas être prévues.

Dans le décompte, les divers postes seront indiqués de façon précise et séparément selon la spécification du présent arrêté.

Le versement de la subvention interviendra après l'exécution complète des travaux, sur le vu d'un décompte détaillé, accompagné des pièces justificatives quittancées, des contrats d'entreprise dûment timbrés et des plans d'exécution avec devis.

Pour l'aménagement des fosses de décantation et des canalisations, on observera les dispositions des art. 112, 114 et 138 de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux, ainsi que les art. 7 à 15, 29, 30 et 63 de l'ordonnance cantonale du 4 janvier 1952 concernant les installations d'alimentation en eau potable et des eaux usées.

Les travaux seront adjugés conformément aux principes de l'ordonnance cantonale sur les soumissions du 16 janvier 1934 (modifiée les 5 septembre 1941, 27 novembre 1945 et 11 avril 1947).

On donnera la préférence aux matériaux et objets manufacturés indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et d'un prix équitable.

L'installation du chauffage au mazout devra répondre aux dispositions de l'ordonnance du Conseil-exécutif du 11 juillet 1952 concernant la construction et l'exploitation des installations de chauffage à l'huile et à l'emmagasinement des huiles destinées à ces installations.

4913. Subvention.

La commune de **Kappelen b. Aarberg** demande une subvention pour la construction d'une maison d'école primaire avec halle de gymnastique au devis de fr. 1 046 900.—. Le prix du m³ est évalué à fr. 116.50.

Le projet prévoit l'aménagement des locaux suivants:

Cinq classes, un hall d'entrée, en même temps hall de récréation, une halle de gymnastique avec local pour les engins d'intérieur, une salle des maîtres servant simultanément de poste sanitaire, un local de douches avec vestiaires, un local pour les engins d'extérieur, une salle d'ouvrages, une salle des maîtres avec local pour les collections, un local pour les travaux manuels, un local pour le matériel, un local d'archives, ainsi que les vestiaires, lieux d'aisances, locaux accessoires nécessaires et les installations de gymnastique en plein air.

Le devis des frais se présente comme suit:

| | fr. |
|--|-----------|
| Coût du bâtiment, y compris les tableaux noirs et le mobilier fixe ... | 857 205.— |
| Aménagement des abords, installation d'épuration, chemins, conduites | 47 747.— |
| Place de gym. et pelouse de jeux, incl. filet pour les balles et engins de gymn. d'extérieur | 47 817.— |
| Engins mobiles pour la gymn. et les jeux | 8 017.— |
| Mobilier pour les classes, la salle d'ouvrages et les salles des maîtres .. | 30 286.— |
| Engins fixes pour la gymn. d'intérieur | 6 069.— |
| Anneaux olympiques | 192.— |

| | |
|--|--------------------|
| Corbeilles à papier, tableaux muraux, thermomètre, etc. | fr. 1 440.— |
| Etablis et outils pour les travaux manuels | 8 176.— |
| Equipement d'exploitation | 8 891.— |
| Abris pour bicyclettes | 1 702.— |
| Tapis en caoutchouc, rideaux | 958.— |
| Frais des projets de 3 architectes et du jury, décoration artistique | 8 500.— |
| Taxes, chauffage de la construction, «levée», frais de tf., etc. | 5 700.— |
| Plans, multicopies, nettoyage, canalisation, conduite principale, réserve de la construction | 14 200.— |
| | <u>1 046 900.—</u> |

N'entrent pas en considération pour la subvention ordinaire:

| | |
|--|------------------------------|
| Parafoudre, cadres pour extincteurs | fr. 5 015.— |
| Vases à fleurs | 2 940.— |
| Part installation du chauffage pour les cantonnements ... | 1 500.— |
| Télédiffusion, horloge de façade, raccord téléphonique pour militaires | 847.40 |
| Tubes fluorescents | 222.40 |
| Traitement des planchers . | 2 500.— |
| Honoraires de l'architecte pour les travaux non subventionnables | 833.20 |
| Anneaux olympiques | 192.— |
| Engins mobiles pour la gymn. et les jeux | 8 017.— |
| Mobilier scolaire | 30 286.— |
| Corbeilles à papier, tableaux muraux, etc. | 1 440.— |
| Equipement d'exploitation | 8 891.— |
| Tapis caoutchoutés, rideaux | 958.— |
| Etablis et outils pour les travaux manuels | 8 176.— |
| Frais des projets de 3 architectes, jury, décoration artistique, raccordements à l'eau et à l'électricité, taxes, chauffage de la construction, «levée», poubelles | 13 450.— |
| Part des frais pour la voie d'accès partiellement publique | 5 000.— 90 268.— |
| | <u>Reste 956 632.—</u> |

Le Grand Conseil alloue pour la réalisation de ce projet:

1. Pour les frais de fr. 956 632.—, une subvention ordinaire de 36 % (Compte 2000 939 1) fr.
344 388.—
2. Pour les frais de fr. 908 815.— (fr. 956 632.— moins fr. 47 817.— concernant les installations de gymnastique en plein air), une subvention supplémentaire de 2½ % (Compte 2000 939 1) 22 721.—
3. Pour les frais de fr. 8 176.— concernant les établis et outils pour

| | |
|-------------------------------------|-----------|
| les travaux manuels, une sub- | fr. |
| vention de 36 % (Compte 2002 930 1) | 2 944.— |
| Total maximum | 370 053.— |

Ces subventions sont allouées aux conditions suivantes:

Lors de la présentation du décompte final, il y aura lieu de renseigner sur l'affectation donnée à l'ancienne baraque scolaire.

Si le devis actuel venait à être dépassé, l'Etat n'accorderait une subvention complémentaire qu'au cas où ce dépassement résulterait d'augmentations de salaires ou de prix des matériaux qui ne pouvaient pas être prévues.

Dans le décompte, les divers postes seront indiqués de façon précise et séparément selon la spécification du présent arrêté.

Le versement des subventions interviendra après l'exécution complète des travaux, sur le vu d'un décompte détaillé, accompagné des pièces justificatives quittancées, des contrats d'entreprise dûment timbrés et des plans d'exécution avec devis.

Pour l'aménagement des fosses de décantation et des canalisations, on observera les dispositions des art. 112, 114 et 138 de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux, ainsi que les art. 7 à 15, 29, 30 et 63 de l'ordonnance cantonale du 4 janvier 1952 concernant les installations d'alimentation en eau potable et des eaux usées.

Les travaux seront adjugés conformément aux principes de l'ordonnance cantonale sur les soumissions du 16 janvier 1934 (modifiée les 5 septembre 1941, 27 novembre 1945 et 11 avril 1947).

On donnera la préférence aux matériaux et objets manufacturés indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et d'un prix équitable.

L'installation du chauffage au mazout devra répondre aux dispositions de l'ordonnance du Conseil-exécutif du 11 juillet 1952 concernant la construction et l'exploitation des installations de chauffage à l'huile et à l'emmagasiner des huiles destinées à ces installations. En vue de placer la citerne à mazout, une demande sera adressée au Bureau de l'utilisation et d'épuration des eaux.

4991a. Subvention.

La commune de **Bienne** demande une subvention pour les frais, au devis de fr. 3 096 183.60, de la construction d'une maison d'école primaire et de la rénovation des relativement récentes maison d'école et halle de gymnastique sises à la rue de la Poste à Mâche. Le prix du m³ de la nouvelle construction est supputé à fr. 117.—.

Le projet prévoit l'aménagement des locaux suivants: Seize classes, deux salles d'ouvrages, deux locaux pour les travaux manuels, des locaux pour le matériel, des salles des maîtres, une salle de chant, un logement pour le concierge, des douches, lieux d'aisances et vestiaires, les locaux accessoires usuels, ainsi qu'une place de gymnastique et une pelouse de jeux.

Le devis des frais se présente comme suit:

| | fr. |
|---|--------------------|
| Coût du corps de bâtiment A | 390 404.95 |
| Coût du corps de bâtiment B | 527 953.90 |
| Coût du corps de bâtiment C | 434 525.60 |
| Coût des bâtiments de jonction | 88 802.95 |
| Postes de commandement et secteur de PA | 148 333.70 |
| Transformation et rénovation de l'ancien bâtiment, nouvelle construc- tion intermédiaire, transform. et rénov. de la halle de gymn., cantonnements militaires | 960 220.60 |
| Tableaux noirs, porte-cartes, cimaises | 24 080.— |
| Aménagement des abords | 116 307.15 |
| Travaux de raccordements | 38 696.40 |
| Place de gymn., incl. pelouse de jeux et engins fixes de gymn., fosse à sol mou, etc. | 96 422.40 |
| Eclairage de la place de gymn., installation pour le saut à la perche . | 18 061.40 |
| Engins mobiles pour la gymn. et les jeux | 7 022.25 |
| Piano | 2 500.— |
| Mobilier scolaire, matériel d'équipe- ment, etc. | 127 986.— |
| Horloges | 4 967.— |
| Radio scolaire, haut-parleur, etc. | 8 264.30 |
| Travaux de démolition | 9 400.— |
| Décoration artistique | 25 000.— |
| Frais de concours | 13 035.— |
| Pavillon scolaire | 54 200.— |
| | <hr/> 3 096 183.60 |

N'entrent pas en considération
pour la subvention ordinaire:

Corps de bâtiment A:

| | |
|--|----------------|
| Démolition du revêtement en béton dur, télédiffusion, taxes, chauffage de la construction, tubes fluores- cents, y compris honoraires de l'architecte | fr. 6 411.— |
|--|----------------|

Corps de bâtiment B:

| | |
|--|----------|
| Démolition du revêtement en béton dur, amplifica- teur, télédiffusion, traite- ment des planchers, chauf- fage de la construction, tubes fluorescents | 6 337.85 |
|--|----------|

Corps de bâtiment C:

| | |
|--|----------|
| Démolition du revêtement en béton dur, télédiffusion, traitement des planchers, taxes, tubes fluorescents, y compris les honoraires de l'architecte | 5 047.10 |
|--|----------|

Corps du bâtiment A, B et C:

| | |
|---|------------|
| Frais suppl. pour la protection aérienne | 248 733.70 |
|---|------------|

Ancien bâtiment:

Travaux de démolition et
de démontage, extincteurs,
télédiffusion, traitement
des planchers, taxes,

| | | |
|---|-------------|------------|
| chauffage de la construction, tubes fluorescents, lampes, cantonnements militaires, part du chauffage pour les postes de commandement de PA ... | fr. | fr. |
| Travaux d'entretien ordinaire du bâtiment | 23 689.70 | 63 000.— |
| <i>Bâtiment de jonction:</i> | | |
| Extincteurs, frigidiaire avec installation, télédiffusion, installations pour la musique, traitement des planchers, armoires pour sociétés, tubes fluorescents, volume suppl. pour cantonnements militaires, y compris part du chauffage, etc. | 39 323.85 | |
| <i>Halle de gymnastique:</i> | | |
| Installations intérieures, mobilier du bâtiment intermédiaire et de la halle de gymnastique | 122 572.40 | |
| Part du chauffage des cantonnements militaires | 1 080.— | |
| Travaux de démolition, traitement des planchers, fenêtres des cantonnements militaires, travaux de rénovation, taxes, travaux d'entretien y compris honoraires de l'architecte | 31 913.05 | |
| Bassins | 3 000.— | |
| Droits de raccordement .. | 22 100.— | |
| Installation pour le saut à la perche, éclairage de la place de gymnastique | 18 061.40 | |
| Piano | 2 500.— | |
| Engins mobiles de gymn. et de jeux | 7 022.25 | |
| Mobilier scolaire, etc. | 127 986.— | |
| Radio scolaire, haut-parleur, amplificateur, etc. | 8 264.30 | |
| Travaux de démolition .. | 9 400.— | |
| Décoration artistique | 25 000.— | |
| Frais de concours | 13 035.— | |
| Pavillon scolaire | 54 200.— | |
| Part du local des archives de la bourgeoisie | 5 500.— | |
| Part des locaux affectés à la cuisine et au magasin militaire | 11 000.— | 855 177.60 |
| Reste | 2 241 006.— | |

Le Grand Conseil alloue pour la réalisation de ce projet:

Pour les frais de fr. 2 241 006.—, une subvention ordinaire de 5 % (Compte 2000 939 1)
au maximum fr. 122 050.—

Cette subvention est allouée aux conditions suivantes:

Si le devis actuel venait à être dépassé, l'Etat n'accorderait une subvention complémentaire qu'au cas où ce dépassement résulterait d'aug-

mentations de salaires ou de prix de matériaux qui ne pouvaient pas être prévues.

Dans le décompte, les divers postes seront indiqués de façon précise et séparément selon la spécification du présent arrêté.

Le versement de la subvention interviendra après l'exécution complète des travaux, sur le vu d'un décompte détaillé, accompagné des pièces justificatives quittancées, des contrats d'entreprise dûment timbrés et des plans d'exécution avec devis.

Pour l'aménagement des fosses de décantation et des canalisations, on observera les dispositions des art. 112, 114 et 138 de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux, ainsi que les art. 7 à 15, 29, 30 et 63 de l'ordonnance cantonale du 4 janvier 1952 concernant les installations d'alimentation en eau potable et des eaux usées.

Les travaux seront adjugés conformément aux principes de l'ordonnance cantonale sur les soumissions du 16 janvier 1934 (modifiée les 5 septembre 1941, 27 novembre 1945 et 11 avril 1947).

On donnera la préférence aux matériaux et objets manufacturés indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et d'un prix équitable.

L'installation du chauffage au mazout devra répondre aux dispositions de l'ordonnance du Conseil-exécutif du 11 juillet 1952 concernant la construction et l'exploitation des installations de chauffage à l'huile et à l'emmagasiner des huiles destinées à ces installations. En vue de placer la citerne à mazout, une demande sera adressée au Bureau de l'utilisation et épuration des eaux.

5085. Subvention.

La commune de **Radelfingen** demande une subvention pour la transformation, l'aménagement et l'assainissement des deux écoles de **Jucher**, ainsi que pour la construction d'installations de gymnastique. Le devis des travaux s'élève à fr. 140 419.— et il se répartit comme suit:

| | |
|---|------------------|
| Assainissement de l'école du haut et de l'école du bas, y compris tableaux noirs et cimaises | fr. 113 400.— |
| Aménagement des abords | 917.— |
| Place de gymnastique et de récréation, pelouse de jeux, fosse à sol mou et engins fixes pour la gymnastique . | 25 682.— |
| Engins mobiles pour la gymnastique et le sport | 420.— |
| | <u>140 419.—</u> |

N'entrent pas en considération pour la subvention ordinaire:

| | |
|--|----------------|
| Divers travaux de démolition, enlèvement des anciennes tuiles et des recks existants | fr. 2 666.— |
| Cirage des linoleums, imprégnation du bois | 430.— |
| Honoraires de l'architecte pour les travaux non subventionnables | 154.— |

| | | |
|--------------------------------|-----------|----------|
| Engins mobiles pour la | fr. | fr. |
| gymnastique et les jeux ... | 420.— | |
| | 3 670.— | |
| Travaux d'entretien ordi- | | |
| naire des bâtiments (maçon- | | |
| nerie, charpenterie, couver- | | |
| ture, ferblanterie, menui- | | |
| serie et peinture, y compris | | |
| honoraires de l'architecte) .. | 7 600.— | 11 270.— |
| Reste | 129 149.— | |

Le Grand Conseil alloue pour la réalisation de ce projet:

| | |
|--------------------------------------|----------|
| 1. Pour les frais de fr. 129 149.—, | fr. |
| une subvention ordinaire de 46 % | |
| (Compte 2000 939 1) | 59 409.— |
| 2. Pour les frais de fr. 103 467.— | |
| (fr. 129 149.— moins fr. 25 682.— | |
| concernant les installations de | |
| gymnastique en plein air, | |
| une subvention de 10 1/2 % | |
| (Compte 2000 939 1) | 10 864.— |
| 3. Pour les frais de fr. 7600.— con- | |
| cernant les travaux d'entretien, | |
| une subvention extraordinaire de | |
| 30 % (Compte 2000 939 2) | 2 280.— |
| Total maximum | 72 553.— |

Ces subventions sont allouées aux conditions suivantes:

Si le devis actuel venait à être dépassé, l'Etat n'accorderait une subvention complémentaire qu'au cas où ce dépassement résulterait d'augmentations de salaires ou de prix de matériaux qui ne pouvaient pas être prévues.

Dans le décompte, les divers postes seront indiqués de façon précise et séparément selon la spécification du présent arrêté.

Le versement des subventions interviendra après l'exécution complète des travaux, sur le vu d'un décompte détaillé, accompagné des pièces justificatives quittancées, de contrats d'entreprise dûment timbrés et des plans d'exécution avec devis.

Les travaux seront adjugés conformément aux principes de l'ordonnance cantonale sur les soumissions du 16 janvier 1934 (modifiée les 5 septembre 1941, 27 novembre 1945 et 11 avril 1947).

On donnera la préférence aux matériaux et objets manufacturés indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et d'un prix équitable.

L'installation du chauffage au mazout devra répondre aux dispositions de l'ordonnance du Conseil-exécutif du 11 juillet 1952 concernant la construction et l'exploitation des installations de chauffage à l'huile et à l'emmagasiner des huiles destinées à ces installations. Une demande sera adressée au Bureau de l'utilisation et épuration des eaux en vue de placer le réservoir à mazout.

Le présent arrêté abroge celui du Conseil-exécutif N° 4772 du 1^{er} août 1961.

5256. Subvention.

La commune de **Lützelflüh** demande une subvention pour la construction à **Oberried** d'une maison d'école primaire à deux classes avec logements pour le corps enseignant et installations pour la gymnastique. Le devis des frais est évalué à fr. 508 000.—. Le prix du m³ de la construction revient à fr. 131.—.

Le projet prévoit l'aménagement des locaux suivants: deux classes, un hall d'entrée ouvert servant en même temps de hall de récréation, un local pour les travaux manuels, un local de douches avec vestiaire, un petit local de nettoyage, les vestiaires et lieux d'aisances nécessaires, un logement de 3 chambres et un de 4 pièces pour le corps enseignant, avec les dépendances usuelles, ainsi qu'une place de gymnastique à sol dur et une pelouse de jeux.

| | |
|---|-----------------|
| Coût du bâtiment, y compris | fr. |
| tableaux noirs et cimaises | 364 337.— |
| Aménagement des abords, raccorde- ments, canalisation, escaliers, chemins, murs de soutènement, etc. . | 81 662.— |
| Place de gymn. à sol dur et pelouse de jeux, y compris fosse à sol mou, engins fixes pour la gymn., etc. | 37 135.— |
| Engins mobiles pour la gymn. et les jeux | 1 539.— |
| Etablis et outils pour les travaux manuels | 8 999.— |
| Mobilier scolaire | 13 438.— |
| Extincteurs | 890.— |
| | <hr/> 508 000.— |

N'entrent pas en considération
pour la subvention ordinaire:

| | |
|---|-----------------|
| | fr. |
| Parafoudres | 1 600.— |
| Grille, paillassons | 272.— |
| Frais suppl. pour évier combiné | 1 000.— |
| Frigidaires (y compris installation) | 870.— |
| Télédiffusion | 369.90 |
| Honoraires de l'architecte sur les postes non subventionnables | 294.10 |
| Contribution pour raccordement au câble | 300.— |
| Garages, y compris sépara- teurs de benzine, part à la canalisation et à la voie d'accès | 10 815.— |
| Engins mobiles pour gymn. et jeux | 1 539.— |
| Mobilier scolaire | 13 438.— |
| Etablis et outils pour travaux manuels | 8 999.— |
| Extincteurs | 890.— |
| Frais suppl. paroi escamotable | 1 080.— |
| Prix d'achat de l'ancienne maison d'école | 5 780.— |
| | <hr/> 47 247.— |
| Reste | <hr/> 460 763.— |

Le Grand Conseil alloue pour la réalisation de ce projet:

| | |
|--|------------------|
| 1. Pour les frais de fr. 460 753.—, | fr. |
| une subvention ordinaire de 42 % | |
| (Compte 2000 939 1) | 193 517.— |
| 2. Pour les frais de fr. 423 618.— | |
| (fr. 460 753.— moins fr. 37 135.— | |
| pour les installations de gymnastique en plein air), une subvention | |
| complémentaire de 7½ % (Compte | |
| 2000 939 1) | 31 772.— |
| 3. Pour les frais de fr. 8999.—, concernant l'acquisition d'établis et | |
| d'outils pour les travaux manuels, | |
| une subvention de 42 % (Compte | |
| 2002 930 1) | 3 780.— |
| Total maximum | <u>229 069.—</u> |

Ces subventions sont allouées aux conditions suivantes:

Si le devis actuel venait à être dépassé, l'Etat n'accorderait une subvention complémentaire qu'au cas où ce dépassement résulterait d'augmentations de salaires ou de prix de matériaux qui ne pouvaient pas être prévues.

Dans le décompte, les divers postes seront indiqués de façon précise et séparément selon la spécification du présent arrêté.

Le versement des subventions interviendra après l'exécution complète des travaux, sur le vu d'un décompte détaillé, accompagné des pièces justificatives quittancées, de contrats d'entreprise dûment timbrés et des plans d'exécution avec devis.

Pour l'aménagement des fosses de décantation et des canalisations, on observera les dispositions des art. 112, 114 et 138 de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux, ainsi que les art. 7 à 15, 29, 30 et 63 de l'ordonnance cantonale du 4 janvier 1952 concernant les installations d'alimentation en eau potable et des eaux usées.

Les travaux seront adjugés conformément aux principes de l'ordonnance cantonale sur les soumissions du 16 janvier 1934 (modifiée les 5 septembre 1941, 27 novembre 1945 et 11 avril 1947).

On donnera la préférence aux matériaux et objets manufacturés indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et d'un prix équitable.

L'installation du chauffage au mazout devra répondre aux dispositions de l'ordonnance du Conseil-exécutif du 11 juillet 1952 concernant la construction et l'exploitation des installations de chauffage à l'huile et à l'emmagasiner des huiles destinées à ces installations. En vue de placer la citerne à mazout, une demande sera adressée au Bureau de l'utilisation et d'épuration des eaux.

La conduite de l'eau destinée à l'école ne sera subventionnée qu'après que le chimiste cantonal aura procédé à 4 analyses opérées au cours des différentes saisons. Un subside ne sera accordé que si l'eau est reconnue potable sans restriction aucune.

Des tiers ne pourront se raccorder à la conduite d'amenée d'eau qu'après avoir requis l'assentiment de l'autorité dispensatrice des subventions. Demeure expressément réservée la restitution d'une quote-part de la subvention.

5258. Subvention.

La commune de **Pieterlen** demande une subvention, pour les frais, au devis de fr. 3 409 410.—, de la construction d'une école secondaire de cinq classes avec halle de gymnastique, aula, logement pour le concierge et installations pour la gymnastique. Le prix du m³ de la construction est supputé à fr. 133.—.

Le projet prévoit l'aménagement des locaux suivants: cinq classes, un hall de récréation couvert, un bureau pour le directeur, une salle des maîtres, un local pour la matériel et une bibliothèque, une cuisine scolaire avec salle de théorie, une salle de physique avec local pour préparations et collections, une buanderie scolaire, une salle de géographie avec local pour préparations et collections, une salle d'ouvrages, une salle de dessin avec local pour préparations et collections, une halle de gymnastique, un local pour les engins d'extérieur et un autre pour les engins d'intérieur, un local de douches avec deux vestiaires, une salle pour le maître de gymnastique, servant en même temps de poste sanitaire, une salle pour surveillant, des locaux pour les abris de PA et des cantonnements militaires, une aula, un logement de 4 chambres pour le concierge, les vestiaires, lieux d'aisances, locaux accessoires, préaux et installations de gymnastique nécessaires.

Le devis des frais se présente comme suit:

| | |
|--|-------------|
| Coût du corps de bâtiment affecté | fr. |
| aux classes, à la halle de gymnastique | |
| et à l'aula, y compris aménagement | |
| des abords, canalisation, etc. | 2 741 667.— |
| Installations pour la gymn. en plein | |
| air, incl. fosse à sol mou, engins fixes | |
| pour la gymn., clôture, etc. | 80 500.— |
| Engins mobiles pour la gymn. et | |
| les jeux | 7 361.— |
| Abris de PA et poste de secours | |
| sanitaire | 334 200.— |
| Mobilier scolaire | 124 696.— |
| Equipement de l'exploitation | 15 586.— |
| Scène de théâtre, excavation pour | |
| vestiaires et locaux pour accessoires | 65 900.— |
| Eclairage de la place de gymnastique | 39 500.— |
| | <hr/> |
| | 3 409 410.— |

N'entrent pas en considération
pour la subvention ordinaire:

| | |
|---------------------------|-----------|
| Engins mobiles pour la | fr. |
| gymn. et les jeux | 7 361.— |
| Abris de PA et poste | |
| de secours sanitaire, | |
| incl. mobilier | 363 200.— |
| Local du surveillant | 8 000.— |
| Scène de théâtre | |
| incl. vestiaires et | |
| locaux pour accessoires . | 65 900.— |
| Eclairage de la place | |
| de gymnastique | 39 500.— |
| Frais suppl. pour rampe | |
| des spectateurs | 15 000.— |
| Parc pour autos, théâtre | |
| en plein air | 22 000.— |
| Frais suppl. bassin | |
| d'ornement | 3 000.— |

| | fr. | fr. |
|--|-----------|--------------------|
| Parafoudres, extincteurs | 12 800.— | |
| Télédiffusion, radio scolaire et haut-parleur . | 16 061.— | |
| Ampoules électriques, tubes fluorescents, horloge extérieure | 2 970.— | |
| Frigidaire logement du concierge | 500.— | |
| Mobilier scolaire | 124 696.— | |
| Equipement de l'exploitation | 15 586.— | |
| Rideaux décoratifs et d'obscurcissement | 7 700.— | |
| Abattage d'arbres | 1 000.— | |
| Décoration artistique | 5 000.— | |
| Honoraires des archi- tectes sur les postes non subventionnables | 18 000.— | 728 274.— |
| Reste | | <u>2 681 136.—</u> |

Le Grand Conseil alloue pour la réalisation de ce projet:

| | |
|--|------------------|
| 1. Pour les frais de fr. 2 681 136.—, une subvention ordinaire de 28 % (Compte 2000 939 1) | fr. 750 718.— |
| 2. Pour les frais de fr. 2 600 636.— (fr. 2 681 136.— moins fr. 80 500.— concernant les installations de gymnastique en plein air), une subvention complémentaire de 2½ % (Compte 2000 939 1) | 65 016.— |
| Total maximum | <u>815 734.—</u> |

Ces subventions sont allouées aux conditions suivantes:

Si le devis actuel venait à être dépassé, l'Etat n'accorderait une subvention complémentaire qu'au cas où ce dépassement résulterait d'augmentations de salaires ou de prix de matériaux qui ne pouvaient pas être prévues.

Dans le décompte, les divers postes seront indiqués de façon précise et séparément selon la spécification du présent arrêté.

Le versement des subventions interviendra après l'exécution complète des travaux, sur le vu d'un décompte détaillé, accompagné des pièces justificatives quittancées, des contrats d'entreprise dûment timbrés et des plans d'exécution avec devis.

Pour l'aménagement des fosses de décantation et des canalisations, on observera les dispositions des art. 112, 114 et 138 de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux, ainsi que les art. 7 à 15, 29, 30 et 63 de l'ordonnance cantonale du 4 janvier 1952 concernant les installations d'alimentation en eau potable et des eaux usées.

Les travaux seront adjugés conformément aux principes de l'ordonnance cantonale sur les soumissions du 16 janvier 1934 (modifiée les 5 septembre 1941, 27 novembre 1945 et 11 avril 1947).

On donnera la préférence aux matériaux et objets manufacturés indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et d'un prix équitable.

L'installation du chauffage au mazout devra répondre aux dispositions de l'ordonnance du

Conseil-exécutif du 11 juillet 1952 concernant la construction et l'exploitation des installations de chauffage à l'huile et à l'emmagasinement des huiles destinées à ces installations. En vue de placer la citerne à mazout, une demande sera adressée au Bureau de l'utilisation et épuration des eaux.

4989. Section supérieure de l'Ecole normale des instituteurs à Berne.

Sur la proposition du Conseil-exécutif le Grand Conseil

a r r ê t e :

Les transformations autorisées par arrêté populaire du 24 avril 1960 ne seront pas exécutées dans l'ancien bâtiment de la Section supérieure de l'Ecole normale des instituteurs à Berne.

Seront simplement réalisés les travaux de rénovation rendus nécessaires par suite du transfert des salles de physique et de dessin dans le nouveau corps de bâtiment spécial.

La Direction des travaux publics reçoit mandat d'élaborer des plans pour un bâtiment répondant aux nouveaux besoins de locaux de la Section supérieure de l'école normale.

Direction des travaux publics

1836. Rüschegg; endiguement du Heubach et du Murtengraben; projet complémentaire 1958.

Par décision du 7 février 1962, le Conseil fédéral a accordé, pour les frais d'endiguement du Heubach et du Murtengraben évalués à francs 430 000.—, dans la commune de Rüschegg, une subvention fédérale de 35 %, mais au maximum de fr. 150 500.—.

Sur la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil alloue à la commune de Rüschegg une subvention cantonale de 40 %, mais au maximum de fr. 172 000.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2110 949 10 (Subventions pour travaux hydrauliques).

C o n d i t i o n s

1^o Les travaux seront exécutés selon les règles de l'art et sous la surveillance des autorités fédérales et cantonales. Ils seront entretenus d'une manière irréprochable.

2^o Après l'achèvement des travaux, des buissons et des arbres seront replantés sur les berges.

3^o Pour exécuter la mesure concernant la protection des peuplements de poissons, on fera appel au garde-pêche cantonal compétent.

4^o En vue de protéger les peuplements de poissons, les doubles traverses en rondins transversales seront baignées d'un matelas d'eau et des refuges à poissons seront exécutés au pied des berges.

5^o Les travaux seront adjugés selon les principes de l'ordonnance cantonale du 16 janvier 1934 sur les soumissions. L'adjudication se fera

par les soins de la commune, d'entente avec l'ingénieur en chef du II^e arrondissement et sous réserve de ratification par la Direction cantonale des travaux publics.

6^o La décision du Conseil fédéral du 7 février 1962 fait partie intégrante du présent arrêté.

7^o Les décomptes des travaux partiels terminés seront présentés au cours de l'année d'exécution. Le paiement des subventions interviendra selon l'avancement des travaux et sur le vu de décomptes accompagnés des pièces justificatives.

8^o La commune diguière de Rüschegg déclarera dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté si elle accepte les conditions ci-dessus.

Le préfet de Schwarzenburg notifiera le présent arrêté à la commune diguière de Rüschegg avec l'ACF du 7 février 1962; il veillera à son acceptation.

Un exemplaire du présent arrêté est destiné à la commune de Rüschegg.

2354. Commune de Trub; endiguement du Fankhausgraben; projet 1961.

Par décision du 9 février 1962, le Conseil fédéral a accordé, pour les frais d'endiguement du Fankhausgraben et de ses affluents, évalués à fr. 600 000.—, dans la commune de St-Stephan, une subvention fédérale de 33¹/₃ %, mais au maximum de fr. 200 000.—.

Sur la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil alloue à la commune de Trub une subvention cantonale de 32 % des frais effectifs, mais au maximum de fr. 192 000.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2110 949 (Subventions pour travaux hydrauliques).

Conditions

1^o Les travaux seront exécutés selon les règles de l'art et sous la surveillance des autorités fédérales et cantonales. Ils seront entretenus d'une manière irréprochable. La commune diguière de Trub en est responsable à l'égard de l'Etat.

2^o Les travaux seront adjugés selon les principes de l'ordonnance cantonale du 16 janvier 1934 sur les soumissions. L'adjudication se fera par les soins de la commune, d'entente avec l'ingénieur en chef d'arrondissement et sous réserve de ratification par la Direction cantonale des travaux publics.

3^o La décision du Conseil fédéral du 9 février 1962 fait partie intégrante du présent arrêté.

4^o Le paiement des subventions interviendra selon l'avancement des travaux et sur le vu de décomptes accompagnés des pièces justificatives.

5^o La commune de Trub déclarera dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté si elle accepte les conditions ci-dessus.

Le préfet du district de Signau notifiera le présent arrêté à la commune de Trub avec l'ACF du 9 février 1962; il veillera à son acceptation.

2563. Lotzwil; trottoir. Subvention de l'Etat.

Sur la proposition du Conseil-exécutif et en application des art. 24 et 45 de la loi du 14 octobre 1934 sur la construction et l'entretien des routes, le Grand Conseil alloue à la commune de Lotzwil, pour les frais, au devis de fr. 192 400.— (sans acquisition de terrain), de la construction d'un trottoir long de 580 m sur le côté ouest de la route cantonale au bas du village, entre le Brunnenweg et l'établissement d'horticulture Gerber, une subvention cantonale d'un tiers, mais au maximum de fr. 64 200.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2110 939 (Subventions aux communes).

Cette subvention est allouée aux conditions suivantes:

1^o Les travaux seront adjugés conformément à l'ordonnance cantonale sur les soumissions et ils devront être exécutés selon les plans présentés et sous la surveillance de l'ingénieur en chef d'arrondissement. Le contrat d'entreprise sera soumis à ce dernier en vue de sa ratification.

2^o On ne saurait encore déterminer à quelle époque la chaussée du tronçon en question pourra être aménagée.

3^o Le montant de la subvention sera versé après l'exécution des travaux sur le vu d'un décompte accompagné des pièces justificatives et d'une déclaration certifiant que les mutations de terrain ont été portées au registre foncier.

2804. Commune de Jegenstorf; canalisation de la Bernstrasse et de la Zuzwilstrasse; subvention de l'Etat; 43 J 41/2.

Vu la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux et l'ordonnance du 9 septembre 1952 concernant les principes et la fixation des prestations de l'Etat en faveur d'installations d'alimentation en eau et d'épuration d'eaux résiduaires, le Grand Conseil alloue à la commune de Jegenstorf pour les frais, au devis de fr. 177 000.—, de la canalisation de la Bernstrasse, du lieu-dit «Säget» au lieu-dit «Säge», une subvention cantonale de 40 % du susdit montant, mais au maximum de fr. 70 800.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2110 949 20 (Subventions pour installations d'alimentation en eau et d'épuration des eaux résiduaires).

Cette subvention est allouée aux conditions suivantes:

1^o La canalisation sera construite dans toutes les règles de l'art et selon le projet déposé. Des modifications de principe ne pourront être apportées qu'après leur approbation par la Direction des travaux publics.

2^o Les travaux de construction seront adjugés conformément à l'ordonnance cantonale sur les soumissions. L'adjudication devra être approuvée par la Direction des travaux publics.

3^o La Direction des travaux publics sera informée de la mise en chantier des travaux et elle neurs, à la réception des ouvrages. sera, en temps utile, invitée avec les entrepre-

4^o La subvention de l'Etat sera versée après achèvement de l'ouvrage, sur le vu d'un décompte accompagné des pièces justificatives et des plans d'exécution.

5^o La commune de Jegenstorf déclarera à la Direction des travaux publics, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, si elle accepte les conditions ci-dessus.

2805. Commune de Bassecourt, canalisation; subvention de l'Etat; 54 J 67.

Vu les dispositions de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux et de l'ordonnance du 9 septembre 1952 concernant les principes et la fixation des prestations de l'Etat en faveur des installations d'alimentation en eau et d'épuration d'eaux résiduaires, le Grand Conseil alloue à la commune de Bassecourt, pour les frais, au devis de fr. 176 000.—, de la canalisation au nord du village, puits de contrôle 64 - 88 - 99 - 203 et 79 - 82, une subvention cantonale de 40 % du susdit montant, mais au maximum de fr. 70 400.— imputable sur la rubrique budgétaire 2110 949 20 (Subventions pour installations d'alimentation en eau et d'épuration des eaux résiduaires).

C o n d i t i o n s

1^o La canalisation sera construite dans toutes les règles de l'art, conformément au projet du bureau d'ingénieur P. A. Freléchoz à Delémont. Si des difficultés particulières obligent à déroger en principe au projet présenté, les modifications ne devront être réalisées qu'après leur approbation par la Direction des travaux publics.

2^o Les travaux seront adjugés conformément à l'ordonnance cantonale sur les soumissions. Pour l'adjudication, l'assentiment de la Direction des travaux publics est nécessaire.

3^o La Direction des travaux publics sera informée de la mise en chantier des travaux et elle sera, en temps utile, invitée avec les entrepreneurs à la réception des ouvrages.

4^o La commune de Bassecourt s'oblige à aménager, d'entente avec les communes de Boécourt et Glovelier, une installation centrale d'épuration de ses eaux usées.

5^o La subvention sera versée sur le vu d'un décompte accompagné des pièces justificatives et des plans d'exécution.

6^o La commune de Bassecourt déclarera, dans le délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, si elle accepte les conditions ci-dessus.

3262. Brienz et Schwanden; endiguement du Glyssibach, projet VI/1961.

Par décision du 4 avril 1962, le Conseil fédéral a accordé, pour les frais d'endiguement du Glyssibach évalués à fr. 170 000.—, dans les communes de Brienz et Schwanden, une subvention fédérale de 30 %, mais au maximum de fr. 51 000.—.

Sur la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil alloue à la Corporation Glyssibach Brienzen une subvention cantonale de 40 %, mais au maximum de fr. 68 000.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2110 949 (Subventions pour travaux hydrauliques).

C o n d i t i o n s

1^o Les travaux seront exécutés selon les règles de l'art et sous la surveillance des autorités fédérales et cantonales. Ils seront entretenus d'une manière irréprochable. La Corporation Glyssibach Brienzen en est responsable à l'égard de l'Etat.

2^o Les travaux seront adjugés selon les principes de l'ordonnance cantonale du 16 janvier 1934 sur les soumissions. L'adjudication se fera par les soins de la Corporation, d'entente avec l'ingénieur en chef d'arrondissement.

3^o La décision du Conseil fédéral du 4 avril 1962 fait partie intégrante du présent arrêté.

4^o Le paiement des subventions interviendra selon l'avancement des travaux et sur le vu de décomptes accompagnés des pièces justificatives.

5^o La Corporation Glyssibach Brienzen déclarera dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté si elle accepte les conditions ci-dessus.

Le préfet d'Interlaken notifiera le présent arrêté à la Corporation Glyssibach Brienzen et il veillera à son acceptation.

3839. Rüeggisberg et Rüscheegg, correction de la Biberzen; projet 1961.

Par décision du 2 avril 1962, le Conseil fédéral a accordé, pour les frais de correction de la Biberzen, projet 1961, évalués à fr. 400 000.—, entre les communes de Rüeggisberg et Rüscheegg, une subvention fédérale de 33 1/3 %, mais au maximum de fr. 133 330.—.

Sur la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil alloue aux communes de Rüeggisberg et Rüscheegg une subvention cantonale de 40 %, mais au maximum de fr. 160 000.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2110 949 10 (Subventions pour travaux hydrauliques).

C o n d i t i o n s

1^o Les travaux seront exécutés selon les prescriptions et sous la surveillance des autorités fédérales et cantonales. Ils seront entretenus d'une manière irréprochable.

2^o Après l'achèvement des travaux, des buissons et des arbres seront à nouveau plantés sur les rives selon les instructions de l'office forestier compétent.

3^o Pour des raisons relevant de la technique de la pêche, des blocs de pierre brute seront posés à distances régulières dans le lit de la rivière. En outre, il y aura lieu d'aménager des deux côtés du ruisseau, à des distances maximums de 10 m, des refuges ayant au moins 1 m de longueur, 25—30 cm de largeur et au mini-

mum 20 cm de profondeur. Ces refuges à poissons seront construits d'entente avec le surveillant de la pêche compétent.

4^o Les travaux seront adjugés selon des principes de l'ordonnance cantonale du 16 janvier 1934 sur les soumissions. L'adjudication se fera par les soins des communes de Rüeggisberg et Rüscheegg, d'entente avec l'ingénieur en chef du III^e arrondissement à Berne.

5^o La décision du Conseil fédéral du 2 avril 1962 fait partie intégrante du présent arrêté.

6^o Le paiement des subventions interviendra selon l'avancement des travaux et sur le vu de décomptes accompagnés des pièces justificatives.

7^o Les communes de Rüeggisberg et Rüscheegg déclareront dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté si elle accepte les conditions ci-dessus.

Le préfet de Schwarzenburg notifiera le présent arrêté aux communes de Rüeggisberg et Rüscheegg avec l'ACF du 2 avril 1962; il veillera à son acceptation. Un exemplaire de l'arrêté sera également remis au préfet du district de Seftigen.

3841. Reichenbach im Kandertal; correction du cours inférieur du Schlundbach; projet VI/1961.

Par décision du 21 octobre 1961, le Conseil fédéral a accordé, pour les frais de correction du cours inférieur du Schlundbach près de Wengi, évalués à fr. 315 000.—, une subvention fédérale de 24 %, mais au maximum de fr. 75 600.—.

Sur la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil alloue à titre de contribution de l'Etat aux frais des travaux de correction qui seront exécutés par la Compagnie de chemin de fer des Alpes bernoises BLS et à titre de participation obligatoire de l'Etat au pavage près du pont de la route cantonale, les crédits suivants imputables sur la rubrique budgétaire 2100 949 10:

| | |
|---|------------------|
| 1. A la Compagnie de chemin de fer | fr. |
| des Alpes bernoises BLS: | |
| 35 % de fr. 300 000.— | 110 250.— |
| 2. A titre de participation obligatoire | |
| de l'Etat: | |
| 76 % de fr. 15 000.— | 11 400.— |
| Total | <u>121 650.—</u> |

C o n d i t i o n s

1^o Les travaux seront exécutés selon les règles de l'art et sous la surveillance des autorités fédérales et cantonales. Ils seront entretenus d'une manière irréprochable. Le BLS en est responsable à l'égard de l'Etat.

2^o Les travaux seront adjugés selon les principes de l'ordonnance cantonale du 16 janvier 1934 sur les soumissions. L'adjudication se fera par les soins du BLS, d'entente avec l'ingénieur en chef d'arrondissement.

3^o La décision du Conseil fédéral du 21 octobre 1961 fait partie intégrante du présent arrêté.

4^o Le paiement des subventions interviendra selon l'avancement des travaux et sur le vu de décomptes accompagnés des pièces justificatives.

5^o Le BLS déclarera dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté si elle accepte les conditions ci-dessus.

Le préfet de Frutigen notifiera le présent arrêté au BLS avec l'ACF du 21 octobre 1961; il veillera à son acceptation.

4208. Correction de l'Aar et de la Zulg à Thoune – Uttigen; projet XVI/1961.

Par décision du 17 mai 1962, le Conseil fédéral a accordé, pour les frais de correction de l'Aar et de la Zulg évalués à fr. 697 000.—, une subvention fédérale de 28 %, mais au maximum de fr. 195 160.—.

Sur la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil alloue aux communes de Thoune, Uetendorf, Uttigen, Steffisburg et Heimberg une subvention cantonale de 35 %, mais au maximum de fr. 243 950.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2110 949 (Subventions pour travaux hydrauliques).

C o n d i t i o n s

1^o Les travaux seront exécutés selon les règles de l'art et sous la surveillance des autorités fédérales et cantonales. Ils seront entretenus d'une manière irréprochable. La commission des digues pour la correction de l'Aar et de la Zulg en est responsable à l'égard de l'Etat.

2^o Les travaux seront adjugés selon les principes de l'ordonnance cantonale du 16 janvier 1934 sur les soumissions. L'adjudication se fera par les soins de la commission des digues avec l'approbation de l'ingénieur en chef du 1^{er} arrondissement à Thoune.

3^o La décision du Conseil fédéral du 17 mai 1962 fait partie intégrante du présent arrêté.

4^o Le paiement des subventions interviendra selon l'avancement des travaux et sur le vu de décomptes accompagnés des pièces justificatives.

5^o Le district diguier pour la correction de l'Aar et de la Zulg déclarera dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté s'il accepte les conditions ci-dessus.

Le préfet de Thoune notifiera le présent arrêté au district diguier pour la correction de l'Aar et de la Zulg avec l'ACF du 17 mai 1962; il veillera à son acceptation.

4335. Homberg; Subvention de l'Etat pour l'aménagement de la route communale Steffisburg – Homberg – Teuffenthal.

Sur la proposition du Conseil-exécutif et en application des art. 26 et 45 de la loi du 14 octobre 1934 sur la construction et l'entretien des routes, le Grand Conseil alloue à la commune de Homberg pour les frais, au devis de fr. 369 000.— (sans acquisition de terrain), de l'aménagement de deux tronçons d'une longueur totale de 1172 m

de la route communale, depuis la frontière de la commune de Schwendibach jusqu'au lieu-dit «Dreiligasse», une subvention cantonale de 50 %, mais au maximum de fr. 184 500.—, imputable sur la rubrique 2110 939 (Subventions aux communes).

Cette subvention est allouée aux conditions figurant dans l'AGC N° 161 du 19 février 1959.

4762. St-Ursanne; correction du Doubs.

Dans sa séance du 9 mars 1962, le Conseil fédéral a alloué, pour les travaux de correction du Doubs devisés à fr. 630 000.—, une subvention fédérale de 28 %, soit au maximum fr. 176 400.—.

Sur proposition du Conseil-exécutif, il est alloué à la commune de St-Ursanne les subventions suivantes:

| | |
|--|------------------------------|
| a) pour les travaux d'élargissement et de protection de rives, devisés à fr. 579 400.—, une subvention de 25 %, soit au maximum | fr. 144 800.— |
| b) pour l'approfondissement du lit du Doubs et l'établissement d'un radier de protection sous le pont, au devis de fr. 50 600.—, une sub- vention de 60 %, soit au maximum | 30 400.— |
| total | 175 200.— |

imputables sur la rubrique budgétaire 2110 949 10
(Subventions pour travaux hydrauliques).

Conditions

1° Les travaux seront exécutés selon les règles de l'art et sous la surveillance des autorités fédérales et cantonales. Ils seront entretenus d'une manière irréprochable. La commune de Saint-Ursanne en est responsable à l'égard de l'Etat.

2° Les travaux seront adjugés selon les principes de l'ordonnance cantonale du 16 janvier 1934 sur les soumissions. L'adjudication se fera par les soins du conseil communal, d'entente avec l'ingénieur en chef d'arrondissement et sous réserve de ratification par la Direction cantonale des travaux publics.

3° La décision du Conseil fédéral du 9 mars 1962 fait partie intégrante du présent arrêté. C'est le cas en particulier pour les conditions suivantes relevant de la technique de la pêche:

Le lit et les berges de la rivière seront munis d'abris pour le poisson. Ces refuges seront aménagés d'entente avec le service cantonal de la pêche.

4° Le paiement des subventions interviendra selon l'avancement des travaux et sur le vu de décomptes accompagnés des pièces justificatives.

5° La commune de St-Ursanne déclarera dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté si elle accepte les conditions ci-dessus.

Le préfet de Porrentruy notifiera le présent arrêté à la commune de St-Ursanne avec l'ACF du 9 mars 1962; il veillera à son acceptation.

4857. Section de commune de Bolligen; canalisation de la Lindenmatt; subvention de l'Etat; N° 34 J 37.

Vu la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux et l'ordonnance du 9 septembre 1952 concernant les principes et la fixation des prestations de l'Etat en faveur d'installations d'alimentation en eau et d'épuration d'eaux résiduaires, le Grand Conseil alloue à la section de commune de Bolligen pour les frais, au devis de fr. 215 000.—, de la canalisation de la Lindenmatt, regards H-A, une subvention cantonale de 40 % du susdit montant, mais au maximum de fr. 86 000.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2110 949 20 (Subventions pour installations d'alimentation en eau et d'épuration des eaux résiduaires).

Cette subvention est allouée aux conditions suivantes:

1^o La canalisation sera construite dans toutes les règles de l'art et selon les plans présentés. Des modifications de principe ne pourront y être apportées qu'après leur approbation par la Direction des travaux publics.

2^o Les travaux seront adjugés conformément à l'ordonnance cantonale sur les soumissions. Pour l'adjudication, l'assentiment de la Direction des travaux publics est nécessaire.

3^o La Direction des travaux publics sera informée de la mise en chantier des travaux et elle sera, en temps utile, invitée avec les entrepreneurs à la réception de l'ouvrage.

4^o La subvention sera versée sur le vu d'un décompte accompagné des pièces justificatives et des plans d'exécution.

5^o La section de commune de Bolligen déclarera dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté si elle accepte les conditions ci-dessus.

4942. Meiringen et Hasliberg; endiguement du Alpbach; projet IV/1961.

Par décision du 18 juin 1962, le Conseil fédéral a accordé, pour les frais d'endiguement du Alpbach, dans les communes de Meiringen et Hasliberg, évalués à fr. 620 000.—, une subvention fédérale de 37 %, mais au maximum de francs 229 400.—.

Sur la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil alloue aux communes de Meiringen et Hasliberg une subvention cantonale de 37 %, mais au maximum de fr. 229 400.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2110 949 (Subventions pour travaux hydrauliques).

C o n d i t i o n s

1^o Les travaux seront exécutés selon les règles de l'art et sous la surveillance des autorités fédérales et cantonales. Ils seront entretenus d'une manière irréprochable. Les communes de Meiringen et Hasliberg en sont responsables à l'égard de l'Etat.

2^o Les travaux seront adjugés selon les principes de l'ordonnance cantonale du 16 janvier 1934 sur les soumissions. L'adjudication se fera par les soins de la commission diguière, d'entente avec l'ingénieur en chef d'arrondissement.

3^o La décision du Conseil fédéral du 18 juin 1962 fait partie intégrante du présent arrêté.

4^o Le paiement des subventions interviendra selon l'avancement des travaux et sur le vu de décomptes accompagnés des pièces justificatives.

5^o Les communes de Meiringen et Hasliberg déclareront dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté si elles acceptent les conditions ci-dessus.

Le préfet du district du Oberhasli notifiera le présent arrêté aux communes de Meiringen et de Hasliberg avec l'ACF du 18 juin 1962; il veillera à son acceptation.

4943. Trub; Subvention de l'Etat pour l'aménagement de la route Trub – Fankhaus.

Sur la proposition du Conseil-exécutif et en application des art. 26 et 45 de la loi du 14 octobre 1934 sur la construction et l'entretien des routes, le Grand Conseil alloue à la commune de Trub, pour les frais, au devis de fr. 812 000.— (sans acquisition de terrain), de l'aménagement d'un tronçon de 1900 m de la route communale, entre Ried et Lohn, une subvention cantonale de 45 %, mais au maximum de fr. 365 000.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2110 939 (Subventions aux communes).

Cette subvention est allouée aux conditions suivantes:

1^o Les travaux seront adjugés conformément à l'ordonnance cantonale sur les soumissions et ils devront être exécutés selon les plans présentés et sous la surveillance de l'ingénieur en chef d'arrondissement. Le contrat d'entreprise sera soumis à ce dernier en vue de sa ratification.

2^o La chaussée devra avoir, sur toute sa longueur, une largeur de 5,50 m au moins.

3^o Le montant de la subvention sera versé après l'exécution des travaux sur le vu d'un décompte accompagné des pièces justificatives et d'une déclaration certifiant que les mutations de terrain ont été portées au registre foncier.

5128. Commune de Unterseen; canalisation du Goldey – Mühligässli – Aar; subvention de l'Etat; N^o 20 J 14/1.

Vu la loi du 9 septembre 1952 concernant les principes et la fixation des prestations de l'Etat en faveur d'installations d'alimentation en eau et d'épuration d'eaux résiduaires, le Grand Conseil alloue à la commune de Unterseen pour les frais, au devis de fr. 240 000.—, de la canalisation du Goldey – Petite Aar, une subvention cantonale de 49 % du susdit montant, mais au maximum de

fr. 117 600.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2110 949 20 (Subventions pour installations d'alimentation en eau et d'épuration des eaux résiduaires).

Cette subvention est allouée aux conditions suivantes:

1^o La canalisation sera construite dans toutes les règles de l'art et selon le projet déposé. Des modifications de principe ne pourront y être apportées qu'après leur approbation par la Direction des travaux publics.

2^o Les travaux seront adjugés conformément à l'ordonnance cantonale sur les soumissions.

3^o La Direction des travaux publics sera, en temps utile, invitée à la réception de l'ouvrage.

4^o La subvention sera versée après réception de la canalisation sur le vu d'un décompte accompagné des pièces justificatives et des plans d'exécution.

5^o La commune de Unterseen déclarera dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté si elle accepte les conditions ci-dessus.

5129. Koppigen; trottoirs. Subvention de l'Etat.

Sur la proposition du Conseil-exécutif et en application des art. 24 et 45 de la loi du 14 octobre 1934 sur la construction et l'entretien des routes, le Grand Conseil alloue à la commune de Koppigen pour les frais, au devis de fr. 244 000.— (sans acquisition de terrain), de la construction de trottoirs le long de la route cantonale Saint-Niklaus—Utzenstorf, depuis la bifurcation de St-Niklaus jusqu'à la sortie au sud-ouest du village de Koppigen près de Steinacker (1592 m de longueur), une subvention cantonale d'un tiers, mais au maximum de fr. 81 400.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2110 939 (Subventions aux communes).

Cette subvention est allouée aux conditions suivantes:

1^o Les travaux seront adjugés conformément à l'ordonnance cantonale sur les soumissions et ils devront être exécutés selon les plans présentés et sous la surveillance de l'ingénieur en chef d'arrondissement. Les contrats d'entreprise seront soumis à ce dernier en vue de sa ratification.

2^o L'aménagement de la chaussée du tronçon en question ne peut pas encore être fixé pour une époque déterminée.

3^o Le montant de la subvention sera versé pour les étapes annuelles sur le vu de décomptes accompagnés des pièces justificatives et d'une déclaration certifiant que les mutations de terrain ont été portées au registre foncier.

Direction des forêts

3565. Boisement et travaux de défense contre les avalanches; subvention cantonale.

En application de l'art. 36 de la loi du 20 août 1905 sur les forêts, le Grand Conseil alloue en faveur du projet de boisement et de protection contre les avalanches «**Alpogli-Wilerhorn**» de la commune mixte de **Brienzwiler** (N° 690 du contrôle fédéral), approuvé et subventionné par le Conseil fédéral en date du 2 mai 1962, dont le devis des frais présente un total de fr. 360 000.—, une subvention cantonale de 25 %, fr.
 mais au maximum 90 000.—
 Subvention fédérale assurée: 65 %, au maximum 234 000.—
 Total des subventions
 fédérale et cantonale 324 000.—

Délai pour l'exécution des travaux: fin 1975.

Les subsides seront versés selon les crédits disponibles sur le vu de décomptes partiels.

En acceptant les subventions énoncées ci-dessus, la commune mixte de Brienzwiler s'engage, conformément à l'art. 38 de la loi susmentionnée, à maintenir constamment les cultures et les ouvrages en bon état.

4376. Projet de reboisement; financement.

Le projet de reboisement «**Gyrisberg**» envisagé par l'Etat dans les communes de Blumenstein et de Rüeggisberg (N° 722 du contrôle fédéral), projet approuvé et subventionné par le Conseil fédéral le 29 mai 1962, est financé comme suit:

| | fr. |
|--|-----------------|
| Devis | 134 400.— |
| 1. Subventions fédérales assurées: | |
| a) Cultures, soins cultureux, part de l'imprévu 60 % de fr. 80 000.— | 48 000.— |
| b) Dévaloir, chemins, clôtures, divers, part de l'imprévu 40 % de fr. 54 440.— | 21 760.— |
| | <u>69 760.—</u> |
| 2. Part cantonale: Part des frais non couverts par les subventions ci-dessus | |
| | <u>64 640.—</u> |

La participation du canton est imputable sur la rubrique budgétaire 2305 746.

Le terme imparti pour l'achèvement des travaux est fixé à fin 1970.

En acceptant les subventions fédérales, le canton de Berne s'oblige à entretenir constamment les cultures.

Direction des œuvres sociales

5022. Modification d'un arrêté.

Est abrogée la clause ci-après contenue dans l'arrêté du Conseil-exécutif N° 4634 du 29 juillet 1960 approuvé par le Grand Conseil le 20 septembre 1960 et concernant l'octroi d'un prêt à la

Fondation du Home-école du Rossfeld à Berne:
 «Si les contributions de l'assurance fédérale invalidité sont supérieures au montant attendu de fr. 550 000.—, la somme prêtée sera proportionnellement réduite.»

Direction des affaires sanitaires

2202. Hôpital de district de Porrentruy; subside de construction complémentaire.

Par arrêté du Grand Conseil N° 6921 du 24 février 1954, il a été alloué à l'Hôpital de district de Porrentruy, pour les frais globaux fixés à 4 millions des francs, en vue de l'agrandissement de l'hôpital, de la construction d'une maison des sœurs et de divers autres travaux de rénovation et de transformation, un subside maximum de fr. 500 000.—.

Le décompte du 23 décembre 1958 a été examiné par la Direction des travaux publics. Il en résulte ce qui suit:

| A) Rénovation et transformation des Minoux | Budget fr. 287 500.— | Décompte fr. 321 307.10 |
|--|----------------------------|-------------------------------|
| B) Bâtiment principal | 3 030 000.— | 2 625 928.40 |
| C) Passage conduisant à la chapelle | | |
| D) Pavillon des sœurs | 285 000.— | 323 993.50 |
| E) Travaux de transformation | 97 500.— | 161 930.30 |
| | 3 700 000.— | 3 658 667.— |
| F) Mobilier et installations | 300 000.— | 137 697.— |
| | 4 000 000.— | 3 796 364.— |
| moins les frais non subventionnables | | 30 440.70* |
| Frais totaux admis pour le calcul de la subvention | 4 000 000.— | 3 765 923.30 |

* Mobilier et installations diverses . fr. 17 169.60

Frais supplémentaires pour les
 abris de PA fr. 13 271.10

Il ressort de cet état des frais que les dépenses concernant les constructions admises en son temps pour être subventionnées sont inférieures de fr. 234 076.70 aux frais portés au budget.

Attendu qu'au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 6 décembre 1959 concernant les subsides de construction aux hôpitaux des communes et de district le décompte des frais de construction n'avait pas encore été approuvé, un nouveau subside peut, en vertu de l'art. 3 de ladite loi, être accordé à l'Hôpital de Porrentruy.

Vu ces constatations, le Grand Conseil

a r r ê t e :

1° Le décompte présenté le 23 décembre 1958 est approuvé.

2^o En application de l'art. 3 de la loi du 6 décembre 1959 concernant les subsides de construction aux hôpitaux des communes et de district, une subvention complémentaire est allouée à l'Hôpital de district de Porrentruy. Sur la base du facteur de capacité financière moyen de l'année 1959 des communes dont relève l'Hôpital, calculé sans les pensionnaires, le taux de la subvention s'élève à 30 %, ce qui donne droit, pour un montant de frais dûment justifiés de francs 3 765 923.30, à une subvention cantonale de fr. 1 129 777.— au total.

3^o Selon l'art. 3 de la loi du 6 décembre 1959, la subvention complémentaire ajoutée au subside cantonal de fr. 500 000.— déjà versé ne doit pas dépasser le montant de un million de francs. Il est donc alloué à l'Hôpital de district de Porrentruy une subvention complémentaire de fr. 500 000.—.

4^o Il est ouvert à la Direction des affaires sanitaires, pour l'exercice 1962, un crédit supplémentaire d'un montant équivalent imputable sur la rubrique budgétaire 1400 949 10 (Subsides de construction aux hôpitaux de district et à d'autres hôpitaux).

2608. Hôpital de district de Thoune; subside de construction complémentaire.

Par arrêté du Grand Conseil N^o 5407 du 11 novembre 1958, il a été alloué à l'Hôpital du district de Thoune, pour les frais globaux évalués à fr. 1 600 000.— en vue de la construction d'une maison des sœurs, une subvention de 19 % de la dépense admise au subventionnement (francs 1 339 100.—), soit au maximum fr. 254 429.—.

| 1 ^o Coût du bâtiment, y compris les raccords | Budget fr. 1 338 000.— | Décompte fr. 1 366 360.20 |
|---|------------------------------|---------------------------------|
| 2 ^o Travaux d'alen- tours | 37 000.— | 53 489.20 |
| 3 ^o Mobilier et installations | 225 000.— | 181 110.20 |
| | 1 600 000.— | 1 600 959.60 |
| 4 ^o Moins les frais non subventionnables .. | 260 900.— | 237 099.65 |
| Frais totaux admis pour le calcul de la subvention | 1 339 100.— | 1 363 859.95 |

Il ressort de cet état des frais que les dépenses concernant les constructions admises en son temps pour être subventionnées sont inférieures de fr. 24 759.95 aux frais portés au budget.

Attendu qu'au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 6 décembre 1959 concernant les subsides de construction aux hôpitaux des communes et de district le décompte des frais de construction n'avait pas encore été approuvé, un nouveau subside peut, en vertu de l'art. 3 de ladite loi, être accordé à l'Hôpital de Thoune.

Vu ces constatations, le Grand Conseil

a r r ê t e :

1^o Le décompte présenté le 13 octobre 1958 et concernant la construction de la maison des sœurs est approuvé. ■

2^o En application de l'art. 3 de la loi du 6 décembre 1959 concernant les subsides de construction aux hôpitaux des communes et de district, une subvention complémentaire est allouée à l'Hôpital de district de Thoune. Sur la base du facteur de capacité financière moyen de l'année 1959 des communes dont relève l'Hôpital, calculé sans les pensionnaires, le taux de la subvention s'élève à 34 %, ce qui donne droit, pour un montant de frais dûment justifiés de fr. 1 363 859.95, à une subvention cantonale de fr. 463 712.— au total.

3^o Le subside de construction de fr. 254 429.—, déjà alloué en vertu de l'AGC du 11 novembre 1958, doit être déduit. Il est donc alloué à l'Hôpital de district de Thoune une subvention complémentaire de fr. 209 283.—.

4^o Il est ouvert à la Direction des affaires sanitaires, pour l'exercice 1962, un crédit supplémentaire d'un montant équivalent imputable sur la rubrique budgétaire 1400 949 10 (Subsides de construction aux hôpitaux de district et aux autres hôpitaux).

3542. Subvention cantonale pour les frais d'exploitation de l'exercice 1961 du Sanatorium bernois «Bellevue» à Montana.

Le compte d'exploitation de l'exercice 1961 du susdit établissement, qui porte sur un total de 54 329 journées d'entretien, présente, compte tenu de la subvention fédérale de fr. 130 015.45 versée le 21 novembre 1961, un déficit de francs 419 721.56.

En application de l'art. 28, al. 2, de l'ordonnance du 29 mars 1932 portant exécution des lois fédérales et cantonales instituant des mesures contre la tuberculose, il est alloué au Sanatorium «Bellevue» à Montana, pour ses frais d'exploitation de l'exercice 1961, une subvention cantonale de fr. 419 721.56, à imputer sur la rubrique 1400 944 50 (Subventions pour la lutte contre la tuberculose). Après déduction des fr. 300 000.— reçus à titre d'avances, il reste à verser, pour la couverture intégrale du déficit de 1961, une somme de fr. 119 721.56.

3543. Subvention cantonale pour les frais d'exploitation de l'exercice 1961 de la Clinique Manufacture bernoise à Leysin.

Le compte d'exploitation de l'exercice 1961 du susdit établissement, qui porte sur un total de 30 496 journées d'entretien, présente, compte tenu de la subvention fédérale de fr. 60 274.10 versée le 21 novembre 1961, un déficit de francs 164 787.33.

En application de l'art. 28, al. 2, de l'ordonnance du 29 mars 1932 portant exécution des lois fédérales et cantonales instituant des mesures contre la tuberculose, il est alloué à la Clinique Manufacture bernoise de Leysin, pour ses frais d'exploitation de l'exercice 1961, une subvention cantonale de fr. 164 787.33, à imputer sur la rubrique 1400 944 50 (Subventions pour la lutte contre la tuberculose). Après déduction des francs 120 000.— reçus à titre d'avances, il reste à verser, pour la couverture intégrale du déficit de 1961, une somme de fr. 44 787.33.

5157. Crédit en faveur de la vaccination prophylactique contre la tuberculose en 1963.

Sur la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil

a r r ê t e :

Comme ces années dernières, la vaccination prophylactique contre la tuberculose sera organisée en 1963 dans le canton de Berne par le Centre de prophylaxie antituberculeuse créé par la Société cantonale des médecins et la Ligue bernoise contre la tuberculose. Elle aura un caractère facultatif et y seront admis les élèves de la première et de la neuvième année scolaire, les adolescents et les adultes. Les frais de cette mesure prophylactique seront couverts par une subvention fédérale déterminée légalement sur la base des dépenses nettes, par une subvention cantonale et par une taxe à verser par les personnes vaccinées (fr. 1.50 pour les écoliers et les adolescents; fr. 3.— pour les adultes, y compris la radioscopie).

Les dépenses de l'Etat en faveur de cette mesure prophylactique au cours de l'année 1963 seront imputées sur le «Fonds de la tuberculose». Il est ouvert à cet effet un crédit de fr. 173 000.— sur la rubrique budgétaire 1400 944 50 (Subventions pour la lutte contre la tuberculose).

Le montant nécessaire sera, jusqu'à nouvel avis, porté chaque année au budget de la Direction des affaires sanitaires.

Le Centre de prophylaxie antituberculeuse est placé sous la surveillance de la Direction des affaires sanitaires. Il aura à présenter chaque année à cette dernière un compte de toutes ses recettes et dépenses dressé en deux exemplaires.

Affaires de Directions

III^e Série

(Propositions du Conseil-exécutif)

| Directions | Page |
|----------------------------|-------------|
| Finances | 166 |
| Instruction publique | 166 |
| Travaux publics | 170 |
| Forêts | 174 |
| Agriculture | 176 |
| Affaires sanitaires | 182 |

Direction des finances

5339. Ratification d'un acte.

Le Grand Conseil ratifie l'acte de rachat du 12 juin 1962, par lequel l'Etat de Berne cède gratuitement à la **paroisse de Neueneegg** le bien curial de Neueneegg se composant de la cure avec bâtiment de buanderie, ainsi que place, terrain et forêt, d'une contenance de 73,43 a, d'une valeur officielle de fr. 61 400.—, et lui alloue en outre, pour la reprise de l'obligation d'entretien, une somme de rachat de fr. 60 000.—.

L'indemnité de rachat sera versée le 1^{er} janvier 1963. La dépense est mise à la charge de la rubrique budgétaire 2700 949 de l'exercice 1963.

5340. Banque cantonale; emprunt public ferme de 25 millions de francs.

En application de l'art. 8, chiffre 5, de la loi du 5 juillet 1942 sur la Banque cantonale, le Grand Conseil ratifie l'emprunt public ferme de 25 millions de francs contracté pour son propre compte par la Banque cantonale du 15 au 22 mai 1962.

5341. Intendance cantonale des impôts, introduction du système des cartes perforées.

Le Grand Conseil autorise le Conseil-exécutif à introduire le système des cartes perforées à l'Intendance cantonale des impôts. A cet effet, il octroie pour la location des machines ainsi que pour les autres frais résultant de cette introduction, les crédits ci-après:

- a) pour la location des machines à cartes perforées, un crédit annuel de fr. 80 700.— à charge des budgets des années 1963 et suivantes. Demeure réservée une hausse de la location due au renchérissement;
- b) pour les frais de douane, assurance et emballage des machines, ainsi que pour un redresseur, un crédit de fr. 18 275.— à charge au budget de l'exercice 1963.

Direction de l'instruction publique

5546. Reprise par l'Etat de l'Hôpital Jenner pour enfants.

1^o Au 1^{er} janvier 1963, l'Etat reprendra de la Fondation de l'Hôpital Jenner Berne, l'Hôpital Jenner pour enfants.

2^o Le Grand Conseil ratifie l'acte passé le 11 août 1962 selon lequel l'Etat reprend de la Fondation de l'Hôpital Jenner Berne, contre une indemnité de fr. 5 000 000.—, la propriété de l'immeuble inscrit au registre foncier de Berne sur feuillet N° 126, arrondissement III, comprenant les bâtiments de la polyclinique, de la lessiverie et de l'hôpital, avec installations et stocks.

3^o L'Etat cède les bâtiments, installations et stocks à l'Hôpital de l'Ile en vue d'exploiter une Clinique et polyclinique universitaire pour enfants, selon avenant des 28 juin/14 août 1962 à la Convention passée le 20 mai 1959 entre l'Etat et l'Hôpital de l'Ile. Cet avenant est approuvé.

5553. Subvention.

La commune de **Büetigen** demande une subvention pour les frais, au devis de fr. 269 000.—, de l'agrandissement et de l'assainissement de la maison d'école primaire. Le prix du m³ de l'annexe est supputé à fr. 126.—.

L'*annexe* comprendra les locaux suivants: une salle d'ouvrages, un local pour les travaux manuels avec local attenant pour le matériel, une classe de réserve, ainsi que les vestiaires nécessaires.

Dans l'*ancien bâtiment*, outre les travaux de transformation dus à la construction de l'annexe, seront aménagés deux WC et une citerne à mazout pour le nouveau chauffage central. Par ailleurs, une place de gymnastique répondant aux prescriptions sera installé. En outre, les abords seront aménagés.

Le devis des frais se présente comme suit:

| Coût de l'annexe, y compris | fr. |
|---|------------------|
| tableaux noirs | 156 484.— |
| Coût des transformations | 45 400.— |
| Mobilier scolaire | 6 194.— |
| Place de gymnastique, y compris | |
| fosse à sol mou, filets pour les balles | |
| et engins fixes pour la gymnastique . | 36 809.— |
| Caisse de jeux, engins mobiles pour | |
| la gymnastique et les jeux | 2 346.— |
| Aménagement des abords, préau | 12 767.— |
| Aménagement du chemin d'accès | |
| à l'école | 9 000.— |
| | <u>269 000.—</u> |

N'entrent pas considération pour la subvention ordinaire:

| | fr. |
|---------------------------------|------------------|
| Travaux de démolition et | |
| de démontage | 2 206.— |
| Tablettes de plastic pour | |
| les fontaines murales | 45.60 |
| Enlèvement des arbres, | |
| buissons, clôture, mur | |
| du jardin et engins de | |
| gymnastique | 652.— |
| Mobilier scolaire | 6 194.— |
| Caisse de jeux, engins | |
| mobiles de gymnastique ... | 2 346.— |
| Part des frais chemin | |
| d'accès à l'école (servant | |
| aussi à des fins non scolaires) | 4 500.— |
| Part des honoraires de | |
| l'architecte sur les frais | |
| non subventionnables | 153.40 16 097.— |
| Reste | <u>252 903.—</u> |

Le Grand Conseil alloue pour la réalisation de ce projet:

| | fr. |
|---|------------------|
| 1 ^o Pour les frais de fr. 252 903.—, | |
| une subvention ordinaire de 42 % | |
| (Compte 2000 939 1) | 106 220.— |
| 2 ^o Pour les frais de fr. 216 094.— | |
| (fr. 252 903.— moins fr. 36 809.— | |
| concernant les installations de | |
| gymnastique en plein air), une | |
| subvention complémentaire de 7 % | |
| (Compte 2000 939 1) | 15 127.— |
| Total maximum | <u>121 347.—</u> |

Ces subventions sont allouées aux conditions suivantes:

Si le devis actuel venait à être dépassé, l'Etat n'accorderait une subvention complémentaire qu'au cas où ce dépassement résulterait d'augmentations de salaires ou de prix des matériaux qui ne pouvaient pas être prévues.

Dans le décompte, les divers postes seront indiqués de façon précise et séparément selon la spécification du présent arrêté.

Le versement de la subvention interviendra après l'exécution complète des travaux, sur le vu d'un décompte détaillé, accompagné des pièces justificatives quittancées, des contrats d'entreprise dûment timbrés et des plans d'exécution avec devis.

Pour l'aménagement des fosses de décantation et des canalisations, on observera les dispositions des art. 112, 114 et 138 de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux, ainsi que les art. 7 à 15, 29, 30 et 63 de l'ordonnance cantonale du 4 janvier 1952 concernant les installations d'alimentation en eau potable et des eaux usées.

Les travaux seront adjugés conformément aux principes de l'ordonnance cantonale sur les soumissions du 16 janvier 1934 (modifiée les 5 septembre 1941, 27 novembre 1945 et 11 avril 1947).

On donnera la préférence aux matériaux et objets manufacturés indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et d'un prix équitable.

L'installation du chauffage au mazout devra répondre aux dispositions de l'ordonnance du Conseil-exécutif du 11 juillet 1952 concernant la construction et l'exploitation des installations de chauffage à l'huile et à l'emmagasiner des huiles destinées à ces installations. En vue de placer la citerne à mazout, une demande sera adressée au Bureau de l'utilisation et épuration des eaux.

5555. Subvention.

La commune de **Grafenried** demande une subvention pour les frais, au devis de fr. 899 000.—, de la construction d'une maison d'école primaire de 4 classes avec installations pour la gymnastique et d'une maison d'habitation à deux familles pour le corps enseignant. Le prix du m² de la construction est évalué à fr. 141.— pour la maison d'école et à fr. 145.85 pour la maison d'habitation.

Le projet prévoit l'aménagement des locaux suivants: quatre classes, une salle des maîtres, un hall de récréation, un local pour les engins d'extérieur, une salle d'ouvrages, un local pour les travaux manuels avec magasin, une place de gymnastique et une pelouse de jeux, ainsi que les vestiaires, WC et locaux accessoires nécessaires, deux logements de quatre chambres pour le corps enseignant avec les dépendances usuelles.

Le devis des frais se présente comme suit:

| | |
|---|-----------|
| Coût du bâtiment scolaire, y compris | fr. |
| tableaux noirs | 566 000.— |
| Aménagement des abords, chemins, canalisation, installation d'épuration, préau, etc. | 65 116.— |

| | | |
|--|-----|------------------|
| Place de gymnastique et pelouse de jeux, y compris filets pour les balles, fosse à sol mou, engins fixes pour la gymnastique, etc. | fr. | 51 704.— |
| Mobilier scolaire | | 6 300.— |
| Engins mobiles pour la gymnastique et les jeux | | 2 680.— |
| Equipement d'exploitation | | 3 500.— |
| Extension du réseau d'hydrants | | 28 000.— |
| Conduites d'eau et d'électricité | | 4 300.— |
| Intérêts de construction, taxes | | 18 000.— |
| | | <u>745 600.—</u> |

| | | |
|--|---------|------------------|
| Frais de construction de l'habitation | fr. | 150 000.— |
| Taxes | 3 400.— | 153 000.— |
| | | <u>899 000.—</u> |

N'entrent pas en considération pour
la subvention ordinaire:

| | | | |
|---|-------------|------------------|-----|
| Engins mobiles pour la gymnastique et les jeux .. | fr. | 2 680.— | fr. |
| Mobilier scolaire | 6 300.— | | |
| Extension du réseau d'hydrants | 28 000.— | | |
| Equipement d'exploitation | 3 500.— | | |
| Intérêts de construction, taxes | 18 000.— | | |
| Ampoules électriques, éclairage de la place de gymnastique, etc. | 896.— | | |
| Garages | 1 500.— | | |
| Dépassement de la limite autorisée pour les habita- tions du corps enseignant . | 13 400.— | | |
| | | <u>74 276.—</u> | |
| | Reste | <u>826 724.—</u> | |

Le Grand Conseil alloue pour la réalisation de
ce projet:

| | | |
|---|-----|------------------|
| 1 ^o Pour les frais de fr. 824 724.—, une subvention ordinaire de 43 % (Compte 2000 939 1) | fr. | 354 632.— |
| 2 ^o Pour les frais de fr. 773 020.— (fr. 824 724.— mois fr. 51 704.— concernant les installations de gymnastique en plein air) une subvention complémentaire de 6 1/2 % (Compte 2000 939 1) | fr. | 50 246.— |
| Total maximum | | <u>404 878.—</u> |

Ces subventions sont allouées aux conditions
suivantes:

Lors de la prestation du décompte final, il y
aura lieu de renseigner sur l'affectation donnée
aux deux anciennes maisons d'école, une réduction
de la subvention étant réservée selon la
nature de cette affectation.

Si le devis actuel venait à être dépassé, l'Etat
n'accorderait une subvention complémentaire
qu'au cas où ce dépassement résulterait d'aug-
mentations de salaires ou de prix des matériaux
qui ne pouvaient pas être prévues.

Dans le décompte, les divers postes seront in-
diqués de façon précise et séparément selon la
spécification du présent arrêté.

Le versement de la subvention interviendra après l'exécution complète des travaux, sur le vu d'un décompte détaillé, accompagné des pièces justificatives quittancées, des contrats d'entreprise dûment timbrés et des plans d'exécution avec devis.

Pour l'aménagement des fosses de décantation et des canalisations, on observera les dispositions des art. 112, 114 et 138 de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux, ainsi que les art. 7 à 15, 29, 30 et 63 de l'ordonnance cantonale du 4 janvier 1952 concernant les installations d'alimentation en eau potable et des eaux usées.

Les travaux seront adjugés conformément aux principes de l'ordonnance cantonale sur les soumissions du 16 janvier 1934 (modifiée les 5 septembre 1941, 27 novembre 1945 et 11 avril 1947).

On donnera la préférence aux matériaux et objets manufacturés indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et d'un prix équitable.

L'installation du chauffage au mazout devra répondre aux dispositions de l'ordonnance du Conseil-exécutif du 11 juillet 1952 concernant la construction et l'exploitation des installations de chauffage à l'huile et à l'emmagasinage des huiles destinées à ces installations. En vue de placer la citerne à mazout, une demande sera adressée au Bureau de l'utilisation et épuration des eaux.

Direction des travaux publics

5404. Crédit.

Le Grand Conseil alloue les crédits suivants à l'**Ecole normale des institutrices de Delémont** pour la construction d'un pavillon scolaire de trois classes ainsi que d'un pavillon d'école enfantine avec classe d'application pour les maîtresses d'école enfantine:

| | |
|---|------------------|
| à charge de la Direction des travaux publics, rubrique budgétaire 2105 705 1 (Constructions nouvelles et transformations) | fr. 318 000.— |
| à charge de la Direction de l'instruction publique, rubrique budgétaire 2030 770 (Acquisition de mobilier, etc.) de l'exercice 1963 | 12 000.— |
| Total | <u>330 000.—</u> |

5405. Crédit.

Le Grand Conseil accorde à l'**Ecole d'agriculture de Courtemelon** pour la construction d'ateliers affectés à l'enseignement, de remises pour machines agricoles, de remises pour les chars et de logements pour les employés, les crédits suivants:

| | |
|---|------------------|
| à charge de la Direction des travaux publics, rubrique budgétaire 2105 705 1 (Constructions nouvelles et transformations) | fr. 696 000.— |
| à charge de la Direction de l'agriculture, rubrique budgétaire 2430 770 11 | 80 000.— |
| Total | <u>776 000.—</u> |

Toute augmentation des salaires ou du prix des matériaux qui pourrait survenir durant la construction devra faire l'objet d'une justification dans le décompte. Le Conseil-exécutif est autorisé à accorder le crédit supplémentaire éventuellement rendu nécessaire de ce fait.

5406. Dégâts causés par le gel, l'eau et les avalanches dans les arrondissements I et V du Service des ponts et chaussées.

Pour les dégâts causés par le gel, l'eau et les avalanches aux routes cantonales, le Grand Conseil alloue les crédits suivants pour l'exercice 1962:

| | Dégâts causés par l'eau aux routes cantonales 2110 711 fr. | Routes alpestres 2110 712 30 fr. |
|----------------------------|--|---|
| Arrondissement I | 161 200.— | 221 800.— |
| Arrondissement V | 445 100.— | — |
| | <u>606 300.—</u> | <u>221 800.—</u> |

5409. Berne. Passage sous voie de la route de Schwarzenbourg près de la station de Weissenbühl, subvention de l'Etat.

La commune de Berne a l'intention de remplacer par un passage sous voie le passage à niveau de la route de Schwarzenbourg et de donner à cette dernière une largeur de 18 m entre la Lentulusstrasse et la place de sport située près de la forêt du Steinhölzli. Le devis des frais, y compris l'installation de signaux lumineux et l'acquisition du terrain, s'élève à fr. 3 835 000.—.

La subvention de l'Etat en faveur de la suppression du passage à niveau et de l'aménagement des rampes du passage sous voie est calculée en fonction du coût net de la construction de la chaussée d'une largeur fictive de 7,50 m et de deux pistes cyclables de 1,75 m de largeur chacune. Ces frais, y compris le renchérissement, sont estimés à fr. 2 500 000.—. Vu la loi du 26 janvier 1958 concernant les subventions de l'Etat en faveur de l'aménagement des routes communales importantes, le Grand Conseil alloue à la commune de Berne, pour la construction du passage sous voie et des rampes y relatives, une subvention cantonale de 10 %, mais au maximum de fr. 250 000.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2110 939 (Subventions aux communes).

Cette subvention est accordée aux conditions suivantes:

1^o Les travaux seront adjugés conformément à l'ordonnance cantonale sur les soumissions et ils devront être exécutés selon les plans présentés. Si des modifications essentielles du projet sont nécessaires, il y aura lieu de requérir l'assentiment de la Direction cantonale des travaux publics.

2^o Le montant de la subvention sera versé après exécution des travaux.

5410. Bowil; Subvention de l'Etat pour l'aménagement de la route communale Bowil—Chuderhüsi.

Sur la proposition du Conseil-exécutif et en application des art. 26 et 45 de la loi du 14 octobre 1934 sur la construction et l'entretien des routes, le Grand Conseil alloue à la commune de Bowil pour les frais, au devis de fr. 672 000.— (sans acquisition de terrain), de l'aménagement d'un tronçon de 2450 m de la route communale, depuis la sortie est du village de Bowil jusqu'à la limite communale près de Riffersegg, une subvention cantonale de 45 %, mais au maximum de fr. 305 000.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2110 939 (Subventions aux communes).

Cette subvention est allouée aux conditions suivantes:

1^o Les travaux seront adjugés conformément à l'ordonnance cantonale sur les soumissions et ils devront être exécutés selon les plans présentés et sous la surveillance de l'ingénieur en chef d'arrondissement. Le contrat d'entreprise sera soumis à ce dernier en vue de sa ratification.

2^o La chaussée devra avoir, sur toute sa longueur, une largeur de 5,0 m au moins.

3^o Le montant de la subvention sera versé après l'exécution des travaux sur le vu d'un décompte accompagné des pièces justificatives et d'une déclaration certifiant que les mutations de terrain ont été portées au registre foncier

5562. Crédit.

Le Grand Conseil ouvre à la Direction des travaux publics, pour le réaménagement de l'église du couvent de St-Jean, un crédit de fr. 619 000.— imputable sur la rubrique budgétaire 2105 705 1 (Constructions nouvelles et transformations).

La subvention fédérale assurée de fr. 226 800.— sera portée aux recettes du compte 2105 409 (Subventions fédérales pour le compte de l'Etat concernant les travaux publics).

Le Conseil-exécutif fixera l'époque de la mise en chantier des travaux.

Toute augmentation des salaires ou du prix des matériaux qui pourrait survenir d'ici à la mise en chantier des travaux ou durant la construction devra faire l'objet d'une justification dans le décompte. Le Conseil-exécutif est autorisé à accorder le crédit supplémentaire éventuellement rendu nécessaire de ce fait.

5563. Crédit.

Le Grand Conseil alloue à la **Maison de santé de la Waldau** un crédit de fr. 894 600.— pour divers travaux de constructions nouvelles et transformations des bâtiments de l'économat, y compris des logements pour les employés agricoles. Ce montant est imputable sur la rubrique budgétaire 2105 705 1 (Constructions nouvelles et transformations).

Toute augmentation des salaires ou du prix des matériaux qui pourrait survenir durant la construction devra faire l'objet d'une justification dans le décompte. Le Conseil-exécutif est autorisé à accorder le crédit supplémentaire éventuellement rendu nécessaire de ce fait.

5618. Commune de Muri; station d'épuration des eaux usées au Bodenacker, canal d'amenée, canalisation du quartier de Halden; subvention de l'Etat N^o 27 J 88.

Vu la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux et l'ordonnance du 9 septembre 1952 concernant les principes et la fixation des prestations de l'Etat en faveur d'installations d'alimentation en eau et d'épuration d'eaux résiduaires, le Grand Conseil alloue à la commune de Muri pour les frais, au devis de fr. 483 090.—, de l'élaboration du projet de la station d'épuration des eaux usées au Bodenacker et du canal d'amenée ainsi que de la construction de la canalisation du quartier de Halden, une subvention cantonale de fr. 120 897.50 au maximum, imputable sur la rubrique budgétaire 2110 949 20 (Subventions pour installation d'alimentation en eau et d'épuration des eaux résiduaires).

La subvention de l'Etat se compose comme suit:

| | |
|---|-------------------|
| 1 ^o Projet de la station d'épuration et projet du canal d'amenée = 25 % de fr. 119 090.—, soit | fr. 29 772.50 |
| 2 ^o Canalisation du quartier de Halden = 25 % de fr. 364 000.—, soit | 91 125.— |
| Total | <u>120 897.50</u> |

C o n d i t i o n s :

1^o Les projets seront élaborés d'entente avec le Service des ponts et chaussées, Office de l'utilisation et de l'épuration des eaux.

2^o Les projets relatifs à la station d'épuration des eaux usées et au canal d'amenée seront élaborés conformément aux «Directives concernant l'élaboration des projets d'installations d'épuration des eaux usées». Ils seront adressés en un exemplaire à la Direction des travaux publics jusqu'au 31 décembre 1964 au plus tard.

La station d'épuration sera construite d'ici à la mise en service de l'installation d'épuration des eaux usées de la ville de Berne.

3^o La canalisation du quartier de Halden sera construite dans toutes les règles de l'art et selon le projet déposé par M. A. Kropf, ing. dipl., Zurich. Des modifications de principe ne pourront y être apportées qu'après leur approbation par la Direction des travaux publics.

4^o Les travaux seront adjugés conformément à l'ordonnance cantonale sur les soumissions. Pour l'adjudication, l'assentiment de la Direction des travaux publics est nécessaire.

5^o La Direction des travaux publics sera informée de la mise en chantier des travaux et elle sera, en temps utile, invitée avec les entrepreneurs à la réception de l'ouvrage.

6° La subvention sera versée sur le vu d'un décompte accompagné des pièces justificatives et des plans d'exécution.

7° La commune de Muri déclarera dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté si elle accepte les conditions ci-dessus.

5619. Adelboden; correction de l'Engstligen, du Allenbach et du Geilsbach; projet IV/1961i

Par décision du 29 juin 1962, le Conseil fédéral a accordé, pour les frais de correction de l'Engstligen, du Allenbach et du Geilsbach, évalués à fr. 985 000.—, dans la commune d'Adelboden, une subvention fédérale de 37 %, mais au maximum de fr. 364 450.—.

Sur la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil alloue à la commune d'Adelboden une subvention cantonale de 28 %, mais au maximum de fr. 275 800.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2110 949 (Subventions pour travaux hydrauliques).

C o n d i t i o n s :

1° Les travaux seront exécutés selon les règles de l'art et sous la surveillance des autorités fédérales et cantonales. Ils seront entretenus d'une manière irréprochable. La commune d'Adelboden en est responsable à l'égard de l'Etat.

2° Les travaux seront adjugés selon les principes de l'ordonnance cantonale du 16 janvier 1934 sur les soumissions. L'adjudication se fera par les soins de la commune, d'entente avec l'ingénieur en chef d'arrondissement.

3° La décision du Conseil fédéral du 29 juin 1962 fait partie intégrante du présent arrêté.

4° Le paiement des subventions interviendra selon l'avancement des travaux et sur le vu de décomptes accompagnés des pièces justificatives.

5° Le conseil communal d'Adelboden est invité à présenter d'ici au 1^{er} janvier 1964, pour examen et approbation, un règlement des digues avec plan cadastral à l'ingénieur en chef d'arrondissement à l'intention de la Direction des travaux publics.

6° La commune d'Adelboden déclarera dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté si elle accepte les conditions ci-dessus.

Le préfet du district de Frutigen notifiera le présent arrêté à la commune d'Adelboden avec l'ACF du 29 juin 1962; il veillera à son acceptation.

Direction des forêts

5331. Chemin Laufen–Jucken–Rothenegg, commune de Krauchthal; subvention de l'administration forestière de l'Etat au syndicat d'améliorations foncières.

Selon ACE du 19 janvier 1962 approuvé par le Grand Conseil le 21 février 1962, les frais de

construction de la première étape du chemin Laufen – Jucken – Rothenegg comprenant le tronçon Laufen – Jucken avec deux voies d'accès à la forêt domaniale de Klosteralp, soit 2626 m au total, s'élèvent à fr. 790 000.—

| | | |
|------------------------|-----|-----------|
| | fr. | fr. |
| Subv. fédérale = 35 % | = | 276 500.— |
| Subv. cantonale = 35 % | = | 276 500.— |
| Subv. commun. = 10 % | = | 79 000.— |

Total des subventions .. 632 000.—

Frais non couverts 158 000.—

A ajouter:

frais d'élaboration du projet 1938 ... 10 500.—

acquisition du terrain 6 500.—

dépenses pour intérêts de la

construction et frais de gérance 4 % . 31 000.—

Total des frais non couverts .. 206 000.—

Conformément à la répartition des frais, l'administration forestière de l'Etat doit participer aux frais de la première étape à raison de 68 %, soit fr. 140 080.—.

Sur la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil alloue à cet effet à la Direction des forêts un montant de fr. 140 080.— imputable sur la rubrique budgétaire 2310 745 2 (Frais pour constructions de chemins). Cette somme sera répartie comme suit:

| | |
|--------------------------------------|------------|
| | fr. |
| pour 1962 (année forestière 1961/62) | = 70 000.— |
| pour 1963 à 1965 | = 70 080.— |

5483. Chemin forestier; financement.

Sur la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil

arrête:

Le projet de chemin «Schmelziwald IV b» dans la forêt domaniale Schmelzi, commune de Gündli-schwand, approuvé et subventionné par le Conseil fédéral en date du 12 juillet 1962 (N° 504 du contrôle fédéral), est financé comme suit:

| | |
|--|-----------|
| | fr. |
| Devis | 105 000.— |
| a) Subside fédéral assuré 30 % du devis, soit | 31 500.— |
| b) Part du canton: les frais non couverts par le subside fédéral | 73 500.— |

Cette somme est imputable sur la rubrique budgétaire 2310 745 2.

Des montants partiels seront portés aux budgets des années forestières 1962/63 à 1965/66.

Le délai d'achèvement est fixée à la fin 1966.

En acceptant le subside fédéral, le Canton de Berne s'engage à maintenir le nouveau chemin en bon état.

5484. Chemin forestier; financement.

Sur la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil

arrête:

La construction du chemin forestier «Heugraben, section I» est approuvée et un crédit de

fr. 115 000.— est alloué à l'Office forestier du VIII^e arrondissement à Berne.

Des montants partiels seront portés à charge de la rubrique budgétaire 2310 745 2 des exercices 1963 à 1967.

5504. Chemin forestier; financement.

Sur la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil

a r r ê t e :

Le projet de chemin «**Bahnholz – Aenggrebli**» dans la forêt domaniale Toppwald, commune de **Niederhünigen** (N^o VIII 1007/722) est financé comme suit:

| | fr. |
|--|----------------|
| Devis | 120 000.— |
| Subside fédéral assuré (5 juillet 1962): | |
| 24 % | 28 800.— |
| | <hr/> 91 200.— |
| à déduire l'installation de grue à câble accordée par ACE 2385 du 6 avril 1962 à charge de la rubrique 2310 770 | 21 500.— |
| Solde des frais | <hr/> 69 700.— |

Ce solde des frais est imputable sur la rubrique budgétaire 2310 745 2. Des montants partiels seront portés au budget des exercices 1963 à 1967.

En acceptant le subside fédéral, le Canton de Berne s'engage à maintenir constamment le nouveau chemin en bon état.

Direction de l'agriculture

5470. Améliorations foncières. Colonie Bernard Frésard, Le Bémont; subventionnement.

M. Bernard Frésard, agriculteur, Le Bémont, demande une subvention pour les frais d'une colonie agricole qu'il se propose de bâtir à la suite du remaniement parcellaire du Bémont. La superficie qui lui a été attribuée accuse une contenance de 17 ha.

Sur la proposition du Conseil-exécutif le Grand Conseil décide d'allouer pour les frais effectifs de cette entreprise et admis pour le calcul de la subvention (fr. 260 000.—), un subside cantonal de 29 %, mais au maximum francs 75 400.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2410 947 1 (Améliorations foncières ordinaires).

Si les frais admis pour le calcul de la subvention n'atteignaient pas le montant ci-dessus ou si la Confédération devait allouer une subvention d'un montant inférieur, le subside cantonal serait ramené au niveau de la prestation fédérale.

Les travaux de construction devront être mis en chantier dans les six mois consécutifs à l'octroi du permis de bâtir.

La subvention est accordée sous réserve que les conditions générales de subventionnement promulguées en septembre 1961 par la Direction de l'agriculture soient observées et sous condition que les prescriptions concernant l'exécution des bâtiments agricoles soient respectées.

5471. Améliorations foncières. Drainage, alimentation en eau et défrichement, Eggiwil; subventionnement.

Le Syndicat d'améliorations foncières d'Eggiwil, avec siège à Eggiwil, demande une subvention pour les frais de drainage, d'alimentation en eau de domaines agricoles et de fontaines de campagne, ainsi que pour le défrichement et l'enlèvement d'herbes qu'il est nécessaire d'opérer pour améliorer le terrain détrempé, partiellement très mauvais et glissant.

Le devis des frais admis au subventionnement se présente comme suit:

| | |
|--------------------------------------|------------------|
| A. Drainage de 37,23 ha, 26 200 m | fr. |
| de conduites | 514 000.— |
| B. Réseau d'eau, 1760 m de conduites | 48 000.— |
| C. Défrichement et enlèvement | |
| des herbes 2,16 ha | 18 000.— |
| Frais totaux | <u>580 000.—</u> |

Sur la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil décide d'allouer pour les frais effectifs de cette entreprise et admis pour le calcul de la subvention, un subside cantonal de 35 %, mais au maximum de fr. 203 000.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2410 947 1 (Améliorations foncières ordinaires).

Si les frais admis pour le calcul de la subvention n'atteignaient pas le montant ci-dessus ou si la Confédération devait allouer une subvention d'un montant inférieur, le subside cantonal serait ramené au niveau de la prestation fédérale.

Les travaux de construction devront être mis en chantier dans les six mois consécutifs à l'octroi du permis de bâtir.

La subvention est accordée sous réserve que les conditions générales de subventionnement promulguées en septembre 1961 par la Direction de l'agriculture soient observées.

5472. Améliorations foncières. Chemin «Grodey – Dürrenwald», 3^e section, commune de St-Stephan; modification de l'arrêté du 17 septembre 1958. Subvention.

L'arrêté du 17 septembre 1958 portait sur

| | |
|-------------------------------------|------------------|
| a) aménagement du chemin existant | fr. |
| d'une longueur de 3960 m, | |
| au devis de | 122 400.— |
| b) construction d'un nouveau chemin | |
| avec voies d'accès d'une longueur | |
| totale de 3160 m, au devis de | <u>357 600.—</u> |
| Devis total | <u>480 000.—</u> |

La subvention cantonale assurée = 35 % de fr. 480 000.—, au maximum fr. 168 000.—, est annulée.

Le Grand Conseil alloue en revanche au Syndicat de chemin «Grodey – Dürrenwald», pour les frais du nouveau tronçon qui s'élèveront probablement à fr. 480 000.— par suite du renchérisse-

ment intervenu depuis 1958 (3^e section, division b de l'arrêté primitif), la même subvention, c.-à-d. 35 % de fr. 480 000.—, mais au maximum francs 168 000.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2410 947 1 (Améliorations foncières ordinaires).

Si les frais admis pour le calcul de la subvention n'atteignaient pas le montant ci-dessus ou si la Confédération devait allouer une subvention d'un montant inférieur, le subside cantonal serait ramené au niveau de la prestation fédérale.

Les travaux de construction devront être mis en chantier dans les six mois consécutifs à l'octroi du permis de bâtir.

La subvention est accordée sous réserve que les conditions générales de subventionnement promulguées en septembre 1961 par la Direction de l'agriculture soient observées.

5473. Améliorations foncières. Drainage Schangnau II, 1^{er} projet, Schangnau; subventionnement.

Le Syndicat d'améliorations foncières Schangnau II, avec siège à Schangnau, demande une subvention pour les frais, au devis de francs 230 000.—, du drainage de 16,1 ha dans les régions **Bödeli, Büetschli, Kehrlishofmoos – Schwandweid, Jurteneggli et Kemmerli**, qui doit être réalisé pour améliorer le terrain détrempé et partiellement menacé de glissements.

Sur la proposition du Conseil-exécutif le Grand Conseil décide d'allouer pour les frais effectifs de cette entreprise et admis pour le calcul de la subvention, un subside cantonal de 35 %, mais au maximum de fr. 80 500.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2410 947 1 (Améliorations foncières ordinaires).

Si les frais admis pour le calcul de la subvention n'atteignaient pas le montant ci-dessus ou si la Confédération devait allouer une subvention d'un montant inférieur, le subside cantonal serait ramené au niveau de la prestation fédérale.

Les travaux de construction devront être mis en chantier dans les six mois consécutifs à l'octroi du permis de bâtir.

La subvention est accordée sous réserve que les conditions générales de subventionnement promulguées en septembre 1961 par la Direction de l'agriculture soient observées.

5474. Améliorations foncières. Chemin «Riedstätt – Eigen», 1^{ère} étape, Guggisberg; subventionnement.

La commune mixte de Guggisberg demande une subvention pour les frais, au devis de francs 600 000.—, de l'aménagement du susdit chemin.

L'entreprise comprend la construction du tronçon Riedstätt – Birchen, d'une longueur de 2700 m et d'une largeur de 3 m au devis de fr. 600 000.—. Le mètre courant revient à fr. 220.—. Ce chemin permet d'exploiter 20 domaines assez importants comprenant 95 ha de terres cultivées et 55 ha de forêts.

Sur la proposition du Conseil-exécutif le Grand Conseil décide d'allouer pour les frais

effectifs de cette entreprise et admis pour le calcul de la subvention, un subside cantonal de 35 %, mais au maximum fr. 210 000.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2410 937 (Améliorations foncières ordinaires).

Si les frais admis pour le calcul de la subvention n'atteignaient pas le montant ci-dessus ou si la Confédération devait allouer une subvention d'un montant inférieur, le subside cantonal serait ramené au niveau de la prestation fédérale.

Les travaux de construction devront être mis en chantier dans les six mois consécutifs à l'octroi du permis de bâtir.

La subvention est accordée sous réserve que les conditions générales de subventionnement promulguées en septembre 1961 par la Direction de l'agriculture soient observées.

5475. Améliorations foncières; chemin de dévotion Bort – Bortallmend – Hellboden, commune d'Habkern. Subventionnement.

Le Syndicat du susdit chemin demande une subvention pour la construction de cette voie.

Le devis des frais de construction admis au subventionnement se présente comme suit:

| | |
|---|------------------|
| 1 ^o Chemin principal, longueur 2664 m; largeur empierrée 2,60 m . | 740 000.— |
| 2 ^o Chemin secondaire allant à Hell- boden, longueur 639 m; largeur empierrée 2,20 m | 130 000.— |
| Total | <u>870 000.—</u> |

Sur la proposition du Conseil-exécutif le Grand Conseil décide d'allouer pour les frais effectifs de cette entreprise et admis pour le calcul de la subvention, un subside cantonal de 35 %, mais au maximum de fr. 304 500.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2410 947 1 (Améliorations foncières ordinaires).

Lors d'une seconde étape, la nouvelle chaussée du chemin principal devra être pourvue d'un revêtement à chaud.

Si les frais admis pour le calcul de la subvention n'atteignaient pas le montant ci-dessus ou si la Confédération devait allouer une subvention d'un montant inférieur, le subside cantonal serait ramené au niveau de la prestation fédérale.

Les travaux de construction devront être mis en chantier dans les six mois consécutifs à l'octroi du permis de bâtir.

La subvention est accordée sous réserve que les conditions générales de subventionnement promulguées en septembre 1961 par la Direction de l'agriculture soient observées.

5505. Améliorations foncières. Chemin Boden – Tronegg, commune d'Adelboden. Subvention.

Le Syndicat de chemin Boden – Tronegg demande une subvention pour les frais, au devis de fr. 440 000.—, de la construction de la 1^{ère} étape d'un chemin de 2002 m de longueur et

d'une largeur empierrée de 2,60 m, comportant des places d'évitement à longueur de vue.

Sur la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil décide d'allouer pour les frais effectifs de cette entreprise et admis pour le calcul de la subvention, un subside cantonal de 35 %, mais au maximum de fr. 154 000.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2410 9471 (Améliorations foncières ordinaires).

Si les frais admis pour le calcul de la subvention n'atteignaient pas le montant ci-dessus ou si la Confédération devait allouer une subvention d'un montant inférieur, le subside cantonal serait ramené au niveau de la prestation fédérale.

Les travaux de construction devront être mis en chantier dans les six mois consécutifs à l'octroi du permis de bâtir.

La subvention est accordée sous réserve que les conditions générales de subventionnement promulguées en septembre 1961 par la Direction de l'agriculture soient observées.

5506. Améliorations foncières. Alimentation en eau potable de Plagne et Vauffelin. Subvention.

Les communes de Plagne et Vauffelin demandent une subvention pour les frais, au devis de fr. 700 000.—, de l'aménagement d'un réseau d'alimentation en eau.

L'entreprise comprend le captage de l'eau de fonds avec installation de pompage, la construction de 5870 m de conduites (calibre 100 et 150 mm) et d'un grand réservoir de 150 m³ à Vauffelin.

Sur la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil décide d'allouer, pour les frais effectifs de cette entreprise, les subventions suivantes:

| | |
|--|-------------------------|
| a) du crédit affecté aux améliorations foncières, rubrique 2410 937, une subvention de 27 % de fr. 700 000.—, mais au maximum | fr. 189 000.— |
| b) du crédit de la Direction des travaux publics, rubrique 2110 949 20 (Subventions pour installations d'alimentation en eau et d'épuration des eaux résiduaires), une subvention de 12,5 % de fr. 700 000.—, mais au maximum .. | 87 500.— |
| Total | <u>276 500.—</u> |

Si les frais admis pour le calcul de la subvention n'atteignaient pas le montant ci-dessus ou si la Confédération devait allouer une subvention d'un montant inférieur, le subside cantonal provenant du crédit affecté aux améliorations foncières serait ramené au niveau de la prestation fédérale.

Les travaux de construction devront être mis en chantier dans les six mois consécutifs à l'octroi du permis de bâtir.

Les communes de Plagne et Vauffelin établiront une convention réglant la construction et l'entretien de l'ouvrage ainsi que le paiement des

frais en résultant. Copie de cette convention sera remise au Service cantonal des améliorations foncières et à l'Office de l'utilisation et de l'épuration des eaux.

La subvention est accordée sous réserve que les conditions générales de subventionnement promulguées en septembre 1961 par la Direction de l'agriculture soient observées.

5507. Améliorations foncières. Colonie «Les Mermets-dessus», commune de Pleigne. Subvention.

M. Walter Gerber, agriculteur, Les Mermets-dessus, demande une subvention pour les frais d'une colonie agricole qu'il a l'intention de construire à la suite du partage de l'exploitation de ses parents (avancement d'hoirie).

L'exploitation comprend 17,2 ha de terrain en propre et 1,5 ha de terrain affermé, soit au total 18,7 ha.

Le devis des frais de construction admis au subventionnement s'élève à fr. 260 000.—.

Sur la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil décide d'allouer pour les frais effectifs de cette entreprise et admis pour le calcul de la subvention, un subside cantonal de 33 %, mais au maximum de fr. 85 800.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2140 947 1 (Améliorations foncières ordinaires).

Si les frais admis pour le calcul de la subvention n'atteignaient pas le montant ci-dessus ou si la Confédération devait allouer une subvention d'un montant inférieur, le subside cantonal serait ramené au niveau de la prestation fédérale.

Les travaux de construction devront être mis en chantier dans les six mois consécutifs à l'octroi du permis de bâtir.

La subvention est accordée sous réserve que les conditions générales de subventionnement promulguées en septembre 1961 par la Direction de l'agriculture soient observées et sous condition que les prescriptions concernant l'exécution des bâtiments agricoles soient respectées.

5508. Améliorations foncières générales de Seeberg-Hermiswil, II^e étape. Communes de Seeberg et Hermiswil. Subvention.

Le Syndicat d'améliorations foncières de Seeberg-Hermiswil demande une subvention pour la deuxième étape des améliorations foncières générales de Seeberg-Hermiswil.

Cette étape comprend les frais suivants:

| | fr. |
|-----------------------------------|--------------|
| Correction du Chrümmelbach 665 m | 177 232.— |
| Conduites principales du drainage | |
| 22 350 m | 1 303 168.50 |
| Direction des travaux et imprévu, | |
| renchérissement | 439 599.50 |
| Total | 1 920 000.— |

Sur la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil décide d'allouer pour les frais

effectifs de cette entreprise et admis pour le calcul de la subvention, un subside cantonal de 35 %, mais au maximum de fr. 672 000.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2410 947 1 (Améliorations foncières ordinaires).

Si les frais admis pour le calcul de la subvention n'atteignaient pas le montant ci-dessus ou si la Confédération devait allouer une subvention d'un montant inférieur, le subside cantonal serait ramené au niveau de la prestation fédérale.

Les travaux de construction devront être mis en chantier dans les six mois consécutifs à l'octroi du permis de bâtir.

La subvention est accordée sous réserve que les conditions générales de subventionnement promulguées en septembre 1961 par la Direction de l'agriculture soient observées.

Direction des affaires sanitaires

5486. Subside cantonal aux frais d'exploitation des Divisions de l'Hôpital de l'Ile en 1961.

Conformément au chiffre 2 de l'arrêté populaire du 3 décembre 1961, l'Etat alloue à l'exploitation des divisions de l'Ile, pour les années 1961 à et y compris 1966, en surplus des prestations selon article premier, al. 1, de la loi du 22 mai 1949 concernant l'allocation de subsides d'exploitation à l'Hôpital de l'Ile, aux hôpitaux de district et aux établissements hospitaliers d'utilité générale, un subside annuel dont le montant sera fixé chaque fois par le Grand Conseil sur la base du dernier compte annuel des divisions de l'Ile. Ce subside ne doit pas dépasser le montant de fr. 1 800 000.— par an.

En 1961, après déduction des prestations de fr. 711 618.40 allouées selon article premier, al. 1, de la loi du 22 mai 1949 et d'une avance à porter en compte de fr. 288 381.60, le compte profits et pertes des divisions de l'Ile bouche par un excédent de dépenses de fr. 754.573.10.

En vertu du chiffre 2 de l'arrêté populaire du 3 décembre 1961 concernant l'allocation d'un subside d'exploitation à l'Hôpital de l'Ile, il est accordé à cet hôpital une *subvention complémentaire de fr. 754 573.10* couvrant intégralement le déficit réalisé par les divisions de l'Ile en 1961.

Rapport adressé par la Direction de l'instruction publique

au Conseil-exécutif, à l'intention du Grand Conseil,

concernant la nouvelle réglementation des rapports entre l'Etat et les communes dans le domaine des écoles moyennes

(Juin 1962)

I. Justification

Les modifications importantes apparues tout particulièrement depuis quelques dizaines d'années dans la structure des gains de notre population ont fait naître un besoin croissant de personnes ayant une formation universitaire vouées au service de la science, qu'il s'agisse de la recherche ou de l'enseignement. Le nombre des étudiants suisses à l'Université de Berne s'est toutefois à peine accru ces dernières années. On constate au contraire une nette stabilisation. Les années accusant de nombreuses naissances pourraient avoir dans ce domaine des répercussions très utiles si l'on réussissait à faciliter l'entrée dans les écoles moyennes supérieures. Mais il faut pour cela étendre considérablement les possibilités de formation gymnasiale. Ainsi que le Bureau de statistique du canton de Berne l'a posé en fait dans son rapport «Le problème de l'extension de la formation gymnasiale dans le canton de Berne», il ne suffit nullement d'agrandir les établissements existants. Cette publication démontre d'une manière non équivoque que le domicile et l'éloignement jouent un rôle déterminant et qu'un apport accru d'élèves ne peut se produire que si les gymnases sont décentralisés. Les sièges nouveaux doivent être choisis de telle sorte que toutes les régions du canton soient autant que possible atteintes.

Les charges financières des parents sont une autre entrave à la fréquentation du gymnase. Si l'on veut encourager pratiquement le recrutement, il faudra coûte que coûte réaliser le postulat de la gratuité de l'enseignement au gymnase, comme on l'a fait déjà pour les écoles primaires et secon-

daies. Ce qui est important en cette matière, c'est de libérer les parents des charges d'écologies. Nous examinerons plus bas s'il y a lieu d'exiger une prestation de la part des communes où sont domiciliés les élèves.

Dans la réglementation actuelle entre l'Etat et les communes, on ne trouvera guère d'autres communes que celles possédant déjà un gymnase qui soient en mesure de supporter à la longue la charge d'un tel établissement. C'est pourquoi le postulat de l'extension de la formation gymnasiale ne deviendra une réalité que si l'Etat assume dans une large mesure les dépenses qui en résultent pour les communes. Ceci est tout spécialement vrai dans les régions du canton dont la capacité financière est faible et réussit tout juste à couvrir les dépenses absolument nécessaires. L'Ecole cantonale de Porrentruy constitue dans la réglementation actuelle un cas spécial dont il ne sera pas question dans ce rapport.

II. L'organisation actuelle

Les quatre gymnases de Berne, Bienne, Berthoud et Thoune sont des écoles communales au sens des art. 2 et 8 de la loi du 3 mars 1957 sur les écoles moyennes. Ce sont les communes qui en ont la responsabilité, l'Etat assumant une part de 50 % du traitement des maîtres conformément aux art. 7 et 31 de la loi du 2 septembre 1956 sur les traitements du corps enseignant. L'Etat verse également des subsides allant de 10 à 75 % en faveur de constructions scolaires (art. 46 de la loi sur les écoles

moyennes, décret du 21 mai 1957 concernant le versement de subventions en faveur de la construction de maisons d'école, et art. 2^{bis} du décret du 8 septembre 1959 modifiant le précédent).

On comprendra dès lors aisément que l'organisation de ces gymnases varie de l'un à l'autre. A Berne, le progymnase commence après la 4^e année primaire et, à partir de la 6^e, il constitue la section élémentaire du gymnase, le gymnase proprement dit s'étendant de la 4^e à la 1^{ère} b. A Bienne,

le gymnase commence à la 6^e année, à Berthoud également mais, ici, l'école secondaire des garçons lui est encore rattachée. Le gymnase de Thoune commence à la fin des classes du progymnase de la ville et des écoles secondaires des environs, raison pour laquelle le gymnase proprement dit y comprend une 3^e, une seconde, une 1^{ère} b. Si l'on veut exprimer cette situation en chiffres, on obtient l'image suivante en ce qui concerne la répartition des frais:

Tableau 1

| Gymnase | Frais d'exploitation 1960 | Part de l'Etat aux traitements 1960 | Part de l'Etat aux frais d'exploitation (col. 2) | En % sur les traitements (col. 3) |
|--------------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|--|-----------------------------------|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| | fr. | fr. | | |
| Berne (4 ^e –1 b) | 2 848 830.— | 1 274 276.— | 44,7 | 51,2 |
| Bienne (6 ^e –1 b) | 805 153.— | 376 159.— | 46,7 | 51,7 |
| Thoune (3 ^e –1 b) | 194 288.— | 92 028.— | 47,4 | 50,0 |
| Berthoud (6 ^e –1 b) | 702 058.— | 303 836.— | 43,3 | 50,0 |
| Total | 4 550 329.— | 2 046 299.— | 45,0 | 51,0 |

Ainsi que ces chiffres le démontrent, la commune siège du gymnase a encore des charges très importantes à assumer après déduction des subsides de l'Etat. Une compensation par perception d'écolages auprès d'autres communes – aujourd'hui auprès des parents – ne serait possible que dans une mesure très restreinte si l'on ne veut pas exiger des montants faisant effet d'épouvantail.

III. La réglementation nouvelle

On ne contestera sans doute pas qu'une réglementation nouvelle doit reposer sur les mêmes fondements pour toutes les communes qui ont un gymnase, afin qu'aucune d'entre elles et qu'aucune

région ne soient avantagées ou désavantagées par rapport aux autres. Ce qui nous paraît essentiel, c'est que, pour le canton de Berne aux aspects si variés, la formation de gymnase doit commencer par l'entrée en 3^e, une fois l'école secondaire terminée avec l'accomplissement de la 9^e année d'école. Ceci n'exclut pas la création de sections inférieures si le besoin s'en fait sentir. Mais l'organisation que nous avons exposée au chapitre précédent et les différences qui apparaissent occasionnent certaines difficultés à celui qui cherche une solution uniforme. La nouvelle réglementation devra dès lors se restreindre aux 6½ années de gymnase, c'est-à-dire aux classes allant de la 6^e à la 1^{ère} b. Le tableau 2 indique la dépense totale de nos gymnases pour les classes 6 à 1b.

Tableau 2

| Gymnase | Frais d'exploitation bruts 1960 | Subside de l'Etat | |
|----------------|---------------------------------|-------------------|-------|
| | fr. | fr. | % |
| Berne | 2 912 834.— | 1 265 600.— | 43,45 |
| Bienne | 1 609 399.— | 716 400.— | 44,52 |
| Thoune | 606 125.— | 286 500.— | 47,27 |
| Berthoud | 700 700.— | 311 000.— | 44,38 |
| Total | 5 829 058.— | 2 579 500.— | 44,25 |

La solution envisagée appelle encore quelques remarques de principe. Dans sa session de septembre 1961, le Grand Conseil a accepté les motions de MM. Ruef et Oester, qui avaient pour objet la création d'un gymnase dans l'Oberland sous forme d'école cantonale. Toutes les solutions envisagées doivent dès lors tenir compte de ce principe, puisque le Parlement a marqué sa volonté d'exiger de

l'Etat des prestations plus fortes. Nous essaierons d'indiquer une voie qui tienne compte de cette idée de base au point de vue financier, en faisant appel cependant à toute la volonté de collaboration des communes. Si l'on désire arriver à une réalisation rapide, il y a lieu de limiter à un minimum les modifications occasionnées par les propositions envisagées.

IV. La solution

Elle doit reposer sur les principes suivants:

- a) Les subsides d'exploitation de l'Etat aux classes de gymnase sont échelonnés de 65 à 90 % suivant la capacité financière de la région de recrutement de chaque gymnase. Les frais donnant droit à subside ne seront pas fixés dans la loi, mais dans un décret.

En ce qui concerne les frais de la section inférieure, l'Etat verse en principe des subsides en application des art. 6, 45 et 46 de la loi sur les écoles moyennes, des art. 25 à 34 de la loi sur les traitements du corps enseignant, du décret du 12 septembre 1956 concernant le classement des communes pour la fixation de leur quote-part aux traitements du corps enseignant, ainsi que du décret du 21 mai 1957 concernant le versement de subventions en faveur de la construction de maisons d'école. Il ne sera pas touché aux subsides des sections inférieures existantes à partir de la 6^e.

- b) Afin d'assurer le passage au gymnase des élèves des écoles secondaires de la campagne où l'enseignement facultatif ne peut pas être développé comme on le voudrait, il peut être institué des classes d'adaptation avec le consentement du Conseil-exécutif (10^e année scolaire). Les frais sont intégralement supportés par l'Etat.

- c) Le classement des gymnases en catégories de subventions se fait sur la base d'une échelle. C'est un classement qui doit partir de critères objectifs applicables à tous les gymnases. Il en résulte que, pour le moment du moins, on ne saurait tenir compte du nombre des élèves, parce qu'il s'agit là d'une donnée encore inexistante au moment où l'on crée un gymnase. D'autre part, les critères utilisés ne doivent pas se restreindre à la commune siège de l'école, mais doivent englober toute la région où se recrutent les élèves d'un tel établissement. Quant à la délimitation de ces régions de recrutement, c'est une affaire d'appréciation. Dans le cas présent, c'est-à-dire pour nos calculs, nous nous basons sur les résultats que fournit le rapport du Bureau de statistique et qu'on trouvera aux tableaux IVa et V. Nous nous sommes basés sur le chiffre absolu de la population en 1960, sur la capacité fiscale par tête d'habitant et sur les naissances. Les chiffres de base figurent dans les tableaux I, II et III.

- La population domiciliée entrant en ligne de compte (tableau I) est fournie par le résultat du recensement du 1^{er} décembre 1960. Afin d'avoir une image sommaire de la répartition de cette population, nous l'avons présentée pour 5 degrés d'éloignement en chiffres absolus et en pour cent.
- Les chiffres annuels moyens des naissances (tableau II) figurent en colonne 3 dans leur aspect absolu et en colonne 4 dans leur rapport avec 1000 habitants. En colonne 5, nous établissons un indice qui utilise comme base la

moyenne cantonale en colonne 4 (= 100). C'est de cette manière que l'on peut se faire une idée exacte des différences existant dans les charges financières des régions du pays en matière d'écoles populaires.

- Le tableau III indique la charge absolue et la charge calculée par tête de population (facteur charge) en moyenne des années 1954 à 1959.
- L'établissement de l'échelle d'après les éléments décrits ci-dessus est exposé dans le tableau qui suit. Le facteur charge est le quotient résultant de la charge absolue et de la population. Pour tenir compte des chiffres des naissances qui indiquent ce que seront les classes scolaires à venir, nous divisons le facteur de charge par l'indice des naissances (v. tableau II, colonne 5) et nous obtenons ainsi un chiffre estimatif différencié.

Tableau 3

Tableau 3

| | | | |
|------------------|-----------------------------------|--|--|
| a) | | | |
| Gymnases | Facteur charge (moyenne 54/59) | Indice des naissances (\bar{x} canton = 100) | Chiffre estimatif F. ch. \times 100 indice |
| | 1 | 2 | 3 |
| | | | 4 |
| Berne | 50,41 | 88,8 | 56,77 |
| Bienne | 48,91 | 98,8 | 49,50 |
| Berthoud | 24,31 | 108,3 | 22,45 |
| Thoune seul | 20,14 | 104,7 | 19,24 |
| | 20,92 | 105,3 | 19,87 |
| Interlaken .. | 23,44 | 107,7 | 21,76 |
| Porrentruy .. | 33,17 | 111,8 | 29,67 |

Ce chiffre sert à classer les gymnases.

| Chiffre estimatif | Contribution de l'Etat en % des frais d'exploitation (minimum 60 % maximum 90 %) |
|-------------------|---|
| —25,00 | 90 % |
| 25,01—35,00 | 85 % |
| 35,01—45,00 | 80 % |
| 45,01—55,00 | 75 % |
| 55,01—60,00 | 70 % |
| 60,01—70,00 | 65 % |
| 70,01— | 60 % |

V. Les répercussions financières

a) Les contributions en %

D'après le classement selon tableau 3a, les contributions de l'Etat aux gymnases sont en % les suivantes:

Tableau 3a

| Gymnases | Chiffre estimatif | Contributions de l'Etat en % |
|--------------------------------------|-------------------|------------------------------|
| Berne | 56,77 | 70 |
| Bienne | 49,50 | 75 |
| Thoune | 19,87 | 90 |
| Berthoud | 22,45 | 90 |
| Gymnase de l'Oberland à Interlaken . | 21,76 | 90 |

b) Conséquences

Pour les gymnases existants, cette réglementation entraînerait les charges suivantes en se basant sur les frais calculés au tableau 2 pour les classes 6 à 1 b:

Tableau 4

| Gymnases | Frais bruts selon tableau 2 fr. | Subside de l'Etat ¹⁾ en chiffres absolus fr. |
|----------------|---------------------------------------|---|
| Berne | 2 912 834.— | 1 769 750.— |
| Bienne | 1 609 399.— | 946 890.— |
| Thoune | 606 125.— | 372 300.— |
| Berthoud | 700 700.— | 482 700.— |
| Total | 5 829 058.— | 3 571 640.— |

¹⁾ Moins la charge supplémentaire des classes secondaires et les écolages.

Comparaison avec la situation actuelle:

Subside de l'Etat aux classes 6 à 1 b

| | Situation actuelle | Situation future | Différence |
|------------|-----------------------|---------------------|-------------|
| | fr. | fr. | fr. |
| Berne ... | 1 265 600.— | 1 769 750.— | + 504 150.— |
| Bienne .. | 716 400.— | 946 890.— | + 230 490.— |
| Thoune .. | 286 500.— | 372 300.— | + 85 800.— |
| Berthoud . | 311 000.— | 482 700.— | + 171 700.— |
| Total . | 2 579 500.— | 3 571 640.— | + 992 140.— |

aa) Situation actuelle

La charge totale du canton comprend les éléments suivants:

| | |
|---|-------------|
| - Contribution aux gymnases | fr. |
| (6 ^e à 1 b) selon tableau 4 | 3 571 640.— |
| - Classes préparatoires à fr. 20 000.— | 60 000.— |
| Contribution cantonale totale selon projet | 3 631 640.— |
| Prestation actuelle | 2 579 500.— |
| Charge supplémentaire annuelle | 1 052 140.— |

bb) Charge future

Si l'on envisage, pour un avenir de 5 ans, un nombre double de classes et d'élèves, il faudra des ressources deux fois plus fortes, soit environ 11,6 millions (tabl. 2). Pour une contribution cantonale moyenne de 44 % (tabl. 2), la part de l'Etat s'élèverait, d'après le système actuel, à 5,1 millions environ.

D'après notre projet, dont les conséquences en chiffres sont données au tableau 4, on aurait la situation suivante:

Le coût total est de 11,6 millions. Il faudrait verser 61,27 %, soit 7,1 millions.

Avec la création de nouveaux gymnases de campagne, la participation proportionnelle de l'Etat s'accroîtra légèrement, de sorte qu'il faudra compter avec une dépense de 7,25 millions en chiffre rond.

Nous obtenons ainsi la récapitulation suivante de frais:

| | fr. |
|-------------------------------------|-------------|
| - Subvention de l'Etat aux gymnases | 7 250 000.— |
| - Classes d'adaptation | 60 000.— |
| | 7 310 000.— |

La charge supplémentaire annuelle s'élève ainsi à 2,2 millions (7,3 moins 5,1). Si l'on ouvre de nouveaux gymnases dans l'Oberland et en Haute-Argovie, cela occasionnera des dépenses supplémentaires annuelles de l'ordre de fr. 700 000.—.

VI. Modifications législatives

Nous proposons de modifier les art. 6, 9, 10, 14, 32, 46, 57, 75, 82 et 83 de la loi du 3 mars 1957 sur les écoles moyennes, ainsi que les art. 7 et 31 de la loi du 2 septembre 1956 sur les traitements du corps enseignant des écoles primaires et moyennes (voir nos commentaires à p. 6).

Il y aura lieu de promulguer un décret sur les subsides d'exploitation et une ordonnance sur la circonscription des régions de recrutement (exécution de l'art. 14^{ter} de la loi sur les écoles moyennes).

Tableau I

Population domiciliée en 1960 et régions de recrutement des gymnases

| Gymnase | Population domiciliée (selon l'éloignement) en chiffres absolus et en pour cent | | | | | | | | | | | |
|----------------|---|------|-------------|------|-------------|------|-------------|------|---------------|------|-------------|-----|
| | 0—5 km | | 5—10 km | | 10—15 km | | 15—20 km | | plus de 20 km | | Total | |
| | chiff. abs. | % | chiff. abs. | % | chiff. abs. | % | chiff. abs. | % | chiff. abs. | % | chiff. abs. | % |
| 1 | 2 | | 3 | | 4 | | 5 | | 6 | | 7 | |
| Berne | 192 868 | 66,0 | 55 515 | 19,0 | 39 416 | 13,5 | 827 | 0,3 | 3 649 | 1,2 | 292 275 | 100 |
| Bienne | 74 229 | 41,3 | 31 286 | 17,4 | 30 307 | 16,9 | 23 020 | 12,8 | 20 755 | 11,6 | 179 597 | 100 |
| Berthoud | 24 441 | 14,5 | 38 501 | 22,9 | 21 574 | 12,8 | 40 969 | 24,4 | 42 588 | 25,4 | 168 073 | 100 |
| Thoune | 43 815 | 32,0 | 39 869 | 29,1 | 21 886 | 15,9 | 6 658 | 4,9 | 24 879 | 18,1 | 137 107 | 100 |
| Oberland ... | 60 369 | 33,7 | 44 023 | 24,6 | 27 546 | 15,4 | 14 296 | 8,0 | 32 858 | 18,3 | 179 092 | 100 |
| | 16 554 | 39,4 | 4 154 | 9,9 | 5 660 | 13,5 | 7 638 | 18,2 | 7 979 | 19,0 | 41 985 | 100 |
| Porrentruy ... | 13 956 | 19,8 | 9 858 | 14,0 | 5 152 | 7,3 | 3 815 | 5,4 | 37 705 | 53,5 | 70 486 | 100 |
| Canton | 365 863 | 41,1 | 179 183 | 20,2 | 123 995 | 13,9 | 82 927 | 9,3 | 137 555 | 15,5 | 889 523 | 100 |

Tableau II

Habitants en 1960 et naissances (moyenne de 51/60)

| Gymnase | Habitants 1960 | Naissances (moy. 51/60) | Naissances sur 1000 hab. | Indice des nais- sances (moy. cant. = 100) |
|----------------|-------------------|----------------------------|-----------------------------|--|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| Berne | 292 275 | 4 394 | 15,0 | 88,8 |
| Bienne | 179 597 | 2 993 | 16,7 | 98,8 |
| Berthoud . | 168 073 | 3 082 | 18,3 | 108,3 |
| Thoune . . } | 137 107 | 2 430 | 17,7 | 104,7 |
| | 179 092 | 3 194 | 17,8 | 105,3 |
| Oberland . } | 41 985 | 764 | 18,2 | 107,7 |
| Porrentruy. | 70 486 | 1 333 | 18,9 | 111,8 |
| Canton . . . | 889 523 | 14 996 | 16,9 | 100,0 |

Tableau III

La charge des gymnases

| Gymnase | Population 1960 | absolue \times 54/59 | Charge par tête \times 54/59 = facteur de charge |
|---------------|--------------------|------------------------|--|
| 1 | 2 | 3 | 4 |
| Berne | 292 275 | 14 733 150 | 50,41 |
| Bienne . . . | 179 597 | 8 784 730 | 48,91 |
| Berthoud . | 168 073 | 4 085 626 | 24,31 |
| Thoune . } | 137 107 | 2 761 916 | 20,14 |
| | 179 092 | 3 746 198 | 20,92 |
| Oberland } | 41 985 | 984 282 | 23,44 |
| Porrentruy | 70 486 | 2 337 917 | 33,17 |
| Canton . . | 889 523 | 33 687 621 | 37,87 |

Commentaire des dispositions nouvelles

1^o Loi sur les écoles moyennes

Ad art. 6, al. 2:

Cette disposition a un caractère d'exception, attendu que les prestations ordinaires de l'Etat vont déjà très loin. Pour qu'un subside extraordinaire puisse être versé, il faut que soit établi un besoin de nouvelles possibilités de formation scolaire et que ce besoin ne puisse être satisfait que par la création d'une nouvelle école. Des subsides en vue de la création d'un nouvel établissement au sens de cette disposition n'entrent pas en ligne de compte si le besoin peut être couvert par l'agrandissement d'écoles existantes, par des facilités apportées en matière de logement et de subsistance au lieu de l'école ou par le transport d'élèves habitant loin de l'établissement. Le subside extraordinaire n'entre en considération que pour les communes dont on ne saurait exiger qu'elles créent et exploitent une école moyenne sans subsides extraordinaires. Ce sera le cas uniquement pour quelques communes de l'Emmental, de la région des Préalpes, de l'Oberland et du Jura.

Ad art. 9, al. 3:

La classe d'adaptation doit en particulier rendre possible l'entrée en 3^e d'un gymnase dans les régions où l'établissement n'a que les classes allant de 3^e à 1^{ère} b. C'est indispensable en particulier en vue de l'entrée dans un gymnase commercial.

Ad art. 10:

L'Etat doit veiller d'une part à ce que l'enseignement donné dans les gymnases réponde aux exigences fédérales en matière de maturité. D'autre part, les subsides nettement plus importants qu'il accorde lui donnent un droit de regard plus marqué dans le domaine de la construction et de l'exploitation des gymnases. C'est pourquoi il y aura lieu de régler l'admission et la promotion des élèves par des dispositions d'ordre cantonal, qui contiendront également des exigences minimums en matière de plan d'études en vue d'arriver à une certaine unification. Il est bien entendu que les gymnases auront un droit de regard important par la voie de la conférence des recteurs.

Quant à l'organisation interne des gymnases, elle reste réservée aux règlements à promulguer par les commissions d'école.

Ad art. 14^{bis}:

Cette disposition a pour effet que les gymnases sont placés sans restriction sur le même pied que les écoles secondaires en ce qui concerne la gratuité de l'enseignement.

Ad art. 14^{ter}:

Jusqu'à ce jour, l'Etat ne versait de contributions aux traitements du corps enseignant des gymnases qu'à raison de 50 %. On prévoit désormais une contribution allant jusqu'à 90 % de l'ensemble des frais d'exploitation. L'échelonnement

sera déterminé selon la capacité financière par tête de population domiciliée dans la région où se recrutent les élèves, ainsi que par le nombre des naissances de cette région. C'est de cette manière que l'on peut tenir compte de la capacité financière des communes intéressées et de l'intérêt potentiel qu'elles ont à l'existence d'un gymnase.

On entend par gymnases les écoles où est donné, à partir de la 7^e année d'école, un enseignement exclusivement gymnasial. On admet comme classes de gymnase spéciales celles des écoles secondaires à partir de la 7^e année d'école, dans lesquelles on ne groupe que des gymnasiens pour leur fournir l'enseignement voulu.

Les gymnases reçoivent des subsides dans tous les cas; les classes de gymnase spéciales n'en reçoivent que si, en ce qui concerne les postes de maître, le nombre des élèves et l'organisation, elles fournissent la garantie de maintien permanent d'un niveau qui soit celui du gymnase. Dans tous les autres cas, de telles classes ne reçoivent que les subsides allant à l'enseignement spécial.

On admettra comme frais d'exploitation la dépense assumée par la commune pour les traitements, l'entretien des installations scolaires, l'acquisition du matériel scolaire et des moyens d'enseignement généraux, ainsi que pour des manifestations artistiques et scientifiques. Les détails seront réglés par décret.

L'admission des frais d'exploitation de classes de la période de scolarité est prévue dans les cas où, pour des raisons d'organisation scolaire de la région où se recrutent les élèves du gymnase, il existe un besoin de ne pas seulement prendre en considération, pour les futurs maturitants, les classes de 3^e à 1^{ère} b. Le législateur s'en tient cependant au principe que c'est avant tout l'école secondaire qui doit préparer les élèves au gymnase et que des élèves doués d'écoles secondaires doivent pouvoir trouver le chemin de cet établissement après avoir suivi toute l'école secondaire.

Ad art. 14^{quater}:

L'introduction de la gratuité de l'enseignement dans les gymnases publics rendra difficile la situation de gymnases privés, parce que ces derniers doivent faire supporter presque intégralement par les parents des élèves les frais croissants de construction et d'exploitation. Dans l'unique gymnase privé bernois qui soit reconnu par le canton et la Confédération comme établissement délivrant la maturité, c.-à-d. au Gymnase libre de Berne (Freies Gymnasium), les écolages exigés des parents sont annuellement de fr. 1680.— à fr. 1920.—. Il s'agit là d'une limite maximum si cet établissement entend rester ouvert à la classe moyenne. Sans contributions de tiers, la construction urgente d'un nouveau bâtiment scolaire ne peut être entreprise. L'école est menacée dans son existence.

Ceci pose la question de savoir si l'Etat entend faire figurer dans les tâches qu'il assume le versement de subsides à des écoles privées. Il faut aujourd'hui répondre affirmativement à cette question.

L'école publique, confessionnellement neutre, pour laquelle ont lutté les générations antérieures, est aujourd'hui bien assise. Les pouvoirs publics sont, à ceux seuls, en mesure de supporter les charges croissantes de la formation scolaire. De plus en plus, l'école privée, de concurrente qu'elle était, est devenue un complément de l'école publique. Elle apparaît comme un organisme plus mobile s'adaptant mieux à l'élève pris individuellement et plus apte à mettre à l'épreuve de nouvelles idées et de nouvelles méthodes.

Il n'est pas contestable que le maintien de telles écoles est dans l'intérêt public.

Si l'Etat se décide à verser des contributions, il ne faut cependant pas qu'il compromette ce qui a été conquis. Il devra toujours refuser son aide là où une école privée pourrait compromettre les intérêts d'une école publique. Ce serait en particulier le cas lorsque les effectifs d'élèves ne justifieraient plus l'existence parallèle de deux écoles ayant dans leur programme la même formation.

Le texte légal proposé tient compte de ces considérations.

Ad art. 14^{quinqüies}:

Lorsqu'une commune entretient un gymnase ou des classes de gymnase spéciales à partir de la 7^e année d'école, et qu'elle reçoit de l'Etat des subsides d'exploitation, elle est tenue d'accepter dans ces écoles-là des élèves capables venant d'autres communes du canton (art. 14^{sexies}). D'un autre côté, elle peut exiger des communes d'où lui viennent des élèves des contributions aux frais scolaires. Contrairement à ce qui est le cas pour l'école secondaire, elle peut percevoir ces contributions également lorsque la commune du siège entretient elle-même un gymnase ou des classes de gymnase spéciales. Il faut que dans le domaine de l'enseignement de gymnase règne une complète liberté d'étudier où l'on veut. La chose est aussi nécessaire du fait que p. ex. Berne est seule à posséder un gymnase commercial, établissement qu'on ne peut donc pas fréquenter dans d'autres communes du canton qui ont un gymnase.

Les contributions scolaires ne seront pas, comme dans le domaine des écoles secondaires, fixées en premier lieu par les communes intéressées, mais par la Direction de l'instruction publique. Nous cherchons à éviter ainsi que ces contributions soient fixées trop haut, et nous tendons, au vu des gros subsides d'exploitation que fournit l'Etat, à décharger autant que possible les communes de la région où se recrutent les élèves.

En ce qui concerne les élèves étrangers ou d'autres cantons, il convient de conserver la possibilité de percevoir des écolages. Les détails de cette matière seront fixés par la Direction de l'instruction publique pour qu'il puisse être tenu compte avec souplesse de la diversité des circonstances.

Ad art. 14^{sexies}:

L'obligation d'accepter au gymnase des élèves du dehors doit empêcher la commune siège de l'école d'appliquer des exigences spéciales pour l'admission de ces élèves et doit l'amener d'autre part à organiser son gymnase ou ses classes spé-

ciales de gymnase de telle sorte que tous les élèves capables de la région de recrutement puissent pratiquement y être reçus.

Signalons expressément qu'il est possible de présenter des exigences moins sévères pour l'admission d'élèves du dehors lorsque la chose se justifie au vu de conditions scolaires moins favorables.

La notion de région de recrutement au sens de l'art. 14^{sexies}, al. 2, sera pour les gymnases la même que celle qui sera fixée dans l'ordonnance à propos de l'art. 14^{ter}. Pour les classes de gymnase spéciales des écoles secondaires, la notion de région de recrutement devra être plus restreinte, compte tenu du fait que les élèves se rendent à cette école plus facilement qu'ils ne peuvent le faire dans une autre commune.

Ad art. 32. Nous avons saisi l'occasion qui se présentait de reviser l'art. 32, qui ne concerne que l'école secondaire.

L'expérience a démontré qu'un trimestre d'épreuve est trop bref pour se faire une idée exacte de la préparation des élèves. Il faut qu'après leur admission provisoire les enfants s'accoutument à une communauté nouvelle, au système des maîtres de branches et à un rythme de travail plus rapide; c'est après cela seulement qu'ils atteignent leur plein rendement.

D'après la nouvelle réglementation, il n'est établi de bulletins qu'en automne et au printemps; la délivrance de bulletins intermédiaires spéciaux à la fin du trimestre d'épreuve ne donne pas satisfaction.

C'est pour ces motifs que nous étendons la période d'épreuve à une demi-année et que nous prévoyons la possibilité de la prolonger jusqu'à une année entière dans des cas spéciaux. De cette manière, la commission d'école pourra fonder sa décision sur des expériences plus approfondies et sur une meilleure connaissance de chaque cas. Elle pourra aussi, dans des cas spéciaux, remettre sa décision à la fin de la première année secondaire, ce qui lui permettra en outre de faire doubler la première année secondaire au lieu de renvoyer l'élève à l'école primaire.

Ad art. 46, al. 3:

La manière spéciale de calculer le subside de l'Etat en faveur de la construction d'installations d'écoles moyennes, telle qu'elle est précisée à l'al. 3 de l'art. 46, ne s'applique qu'aux écoles secondaires. C'est la raison du complément apporté à cette disposition.

Ad art. 57, al. 2:

Il se justifie que dans les gymnases le corps enseignant puisse toujours se faire représenter par une délégation aux séances de la commission.

Ad art. 75, al. 2 et 3:

La majorité des membres de la commission d'école secondaire doit être domiciliée dans la commune scolaire. Dans les commissions des gymnases, la commune siège de l'école pourra sauvegarder

ses intérêts par la nomination des représentants de la commune. C'est à l'Etat qu'il appartiendra de veiller à ce qu'il soit tenu compte des intérêts des communes de la région de recrutement.

Ad art. 82:

En vue de l'octroi de bourses, nous avons supprimé la restriction exprimée par les mots «aux élèves de conditions modestes». Nous désirons ainsi que des bourses puissent être allouées dans tous les cas de besoin, comme cela arrivera aussi dans les familles nombreuses des classes moyennes. Nous entendons montrer aussi que les bourses n'ont pas un caractère d'assistance.

A l'al. 2, nous donnons à l'Etat la possibilité de faciliter par des subsides l'hébergement et la subsistance des élèves au lieu de l'école, ainsi que le transport d'élèves habitant à une certaine distance. La teneur de cet article a été conçue d'une manière aussi souple que possible, afin que l'on puisse créer des institutions publiques spéciales ou bien soutenir des institutions privées. On sait par expérience que des prestations en nature sont acceptées par leurs bénéficiaires plus facilement que des prestations en espèces, de sorte que les mesures prévues pourront avoir l'effet d'un stimulant dans le recrutement.

Ad art. 83:

Nous avons cherché à préciser ici quelles dispositions de caractère social de la loi sur les écoles

primaires doivent trouver application aux écoles moyennes, qu'il s'agisse des classes comprises dans la scolarité obligatoire ou de classes non comprises dans cette scolarité.

2^o Loi sur les traitements du corps enseignant

Ad art. 7 et 31:

La réglementation des traitements des maîtres de gymnase doit être distraite de celle des maîtres d'école normale et de commerce, parce que les contributions cantonales prévues sont différentes.

Au vu du montant des subsides que l'Etat accordera aux gymnases, il se justifie de lui assurer un droit de regard en matière de fixation des traitements du corps enseignant des gymnases.

Le 15 novembre 1961, le Grand Conseil a décidé que sa quote-part ne devait pas aller au-delà de la moitié des traitements servis dans un établissement correspondant de l'Etat. Cette disposition va être insérée dans la loi. Cette limitation des traitements des maîtres de gymnase figurera dans le décret relatif aux subsides d'exploitation.

Berne, le 11 mai/17 août 1962

Le Directeur
de l'instruction publique:
Moine

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**

des 19 juin/17 août et 11 juillet/14 août 1962

**Loi
portant modification
de la loi du 3 mars 1957
sur les écoles moyennnes
et de la loi du 2 septembre 1956
sur les traitements du corps enseignant
des écoles primaires et moyennes**

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

Première partie

La loi du 3 mars 1957 sur les écoles moyennes est modifiée et complétée comme suit:

Art. 6, al. 2: L'Etat accorde aux communes de faible capacité financière des subventions extraordinaires en vue de la création et de l'exploitation de nouvelles écoles moyennes,

- a) lorsque se fait sentir le besoin d'étendre les possibilités d'instruction de ce degré scolaire;
- b) lorsqu'il ne peut être satisfait à ce besoin que par la création d'une école;
- c) lorsque la commune en cause ne serait pas, sans contributions extraordinaires, en mesure de supporter les frais de création ou d'exploitation de l'école.

B. Gymnases

I. Dispositions générales

Art. 9, al. 3. Il peut être institué dans les gymnases, avec l'autorisation du Conseil-exécutif, des classes d'adaptation destinées à former pendant une année au plus, en vue de l'entrée au gymnase, des élèves doués. Les frais de cet enseignement sont supportés par l'Etat.

Art. 10. ¹ La Direction de l'instruction publique édicte, après avoir entendu la conférence des recteurs, des directives concernant l'admission et la promotion des élèves, ainsi que l'unification des plans d'études.

Règlements
scolaires,
admission et
promotion,
plans d'études

² La commission d'école établit, après avoir entendu la conférence des maîtres, les règlements scolaires et, dans le cadre des directives de la Direction de l'instruction publique, les plans d'études, ainsi que les conditions d'admission et de promotion.

³ Les plans d'études fixent les branches obligatoires et les branches facultatives; ils règlent la répartition du temps consacré à l'enseignement.

⁴ Le plan d'études cantonal des écoles secondaires s'applique aux classes comprises dans la scolarité obligatoire, dans la mesure où il se concilie avec les buts généraux de l'école.

II. Dispositions d'ordre financier

Gratuité
de l'enseigne-
ment

Art. 14^{bis}. ¹ L'enseignement donné dans les gymnases est gratuit. L'art. 14^{quinquies}, al. 4, demeure réservé.

² Il ne peut être perçu de droit d'admission ou de promotion.

Subvention
de l'Etat

Art. 14^{ter}. ¹ L'Etat verse des subventions allant jusqu'au 90 % des frais d'exploitation des gymnases. Ces subventions sont calculées en fonction de la population domiciliée, du chiffre des naissances, ainsi que de la force contributive de la région où se recrutent les élèves du gymnase.

² L'Etat peut verser des subventions allant jusqu'à 90 % des frais d'exploitation des classes de gymnase instituées dans les écoles secondaires à partir de la 7^e année scolaire.

³ Un décret du Grand Conseil fixera les subventions aux frais d'exploitation des gymnases et la manière de les calculer; il déterminera quels sont les frais donnant droit à subvention, en particulier lorsqu'il s'agit de classes comprises dans la scolarité obligatoire.

⁴ Une ordonnance du Conseil-exécutif déterminera les zones de recrutement des gymnases.

Subvention de
l'Etat à des
gymnases
privés

Art. 14^{quater}. L'Etat peut allouer des subventions à des gymnases privés dont le certificat de maturité est reconnu par la Confédération

- a) lorsque ces établissements sont menacés dans leur existence,
- b) lorsque leur maintien est d'intérêt public,
- c) lorsque l'octroi d'une subvention ne porte pas préjudice à une école publique.

Contributions
d'écologie des
communes

Art. 14^{quinquies}. ¹ La commune qui entretient un gymnase ou une classe de gymnase à partir de la 7^e année d'école dans le cadre de son école secondaire a la faculté de percevoir des contributions d'écologie auprès des communes d'où lui viennent des élèves. Ces contributions peuvent également être exigées de la part de communes qui entretiennent elles-mêmes un gymnase ou une école secondaire.

² La Direction de l'instruction publique fixe ces contributions, les communes en cause entendues et compte tenu de leur force contributive ainsi que

des charges occasionnées à la commune par le gymnase qu'elle entretient.

³ Ces contributions d'écolages ne peuvent en aucune manière être mises à la charge des élèves, de leurs parents ou des personnes qui les placent. L'al. 4 demeure réservé.

⁴ La Direction de l'instruction publique fixe les écolages dus par les élèves étrangers ou d'autres cantons.

Art. 14^{series}. ¹ La commune qui bénéficie de subventions de l'Etat en faveur d'un gymnase ou de classes de gymnase spéciales est tenue d'accepter les élèves capables venant d'autre communes du canton. Il ne peut être imposé aux élèves du dehors des conditions d'admission spéciales.

Obligations de la commune siège d'un gymnase

² Les gymnases et les classes de gymnase spéciales seront, quant aux exigences posées à l'alinéa ci-dessus, organisés de telle sorte qu'ils puissent satisfaire aux besoins de la région où se recrutent leurs élèves.

Art. 32. ¹ Tous les élèves sont admis provisoirement pour la durée d'un semestre. Ce régime provisoire peut être prolongé d'un semestre au plus.

Régime provisoire

² La commission d'école statue sur les admissions, la prolongation du régime provisoire et le renvoi.

Art. 46, al. 3. Lorsque l'école est fréquentée par plus d'un tiers d'élèves d'autres communes, la subvention de l'Etat se calcule comme s'il s'agissait d'un syndicat de communes comprenant celle qui a la responsabilité de l'école et les communes d'où lui viennent régulièrement des élèves. Cette règle ne s'applique pas aux gymnases.

Art. 57, 2^e alinéa. Dans les écoles secondaires importantes et dans les gymnases, le corps enseignant est représenté aux séances par une délégation. Tout maître est cependant en droit de défendre personnellement ses propres requêtes devant la commission. Le directeur ou le recteur de l'école assiste avec voix consultative à toutes les délibérations qui ne le concernent pas personnellement.

Art. 75, al. 2 et 3. ² Sont éligibles les citoyens et citoyennes de nationalité suisse. La majorité des membres doit être domiciliée dans la commune scolaire.

³ Pour le surplus, l'élection dans une commission des écoles moyennes est réglée par les dispositions de la loi sur l'organisation communale relatives à la nomination des commissions communales.

Art. 82. ¹ L'Etat accorde des bourses.

Bourses et subventions

² Il peut, par des subventions, encourager des institutions d'utilité publique officielles ou privées à fournir aux élèves, au siège de l'école, le logement et la subsistance appropriés. Si les moyens de transports publics font défaut ou sont insuffisants, l'Etat peut allouer des subventions en faveur de la création et l'exploitation de possibilités de transport en faveur d'élèves habitant loin du siège de l'école.

³ Une ordonnance du Conseil-exécutif réglera les détails.

Autres
dispositions

Art. 83. ¹ Les dispositions des art. 74 de la loi sur l'école primaire (enseignement aux enfants malades) et 79 (écoliers et sociétés) s'appliquent également aux écoles moyennes comprenant des élèves soumis à la scolarité obligatoire. Les dispositions des art. 76 (service médical), 77 (service dentaire), 78 (orientation en matière d'éducation) et 80 (assurance des écoliers) de ladite loi s'appliquent à toutes les écoles moyennes.

² Les commissions d'école ont la faculté d'édicter, à l'intention des élèves d'écoles moyennes ayant dépassé l'âge de scolarité obligatoire, des dispositions réglementaires concernant l'appartenance de ces élèves aux sociétés et leur participation aux manifestations de ces dernières.

³ Il sera tenu compte des besoins spéciaux de l'école moyenne dans la réglementation de l'orientation professionnelle et d'autres mesures de caractère social.

Deuxième partie

La loi du 2 septembre 1956 sur les traitements du corps enseignant des écoles primaires et moyennes est modifiée comme suit:

Traitement
du corps
enseignant
des écoles
moyennes
supérieures

Art. 7. ¹ Le traitement du corps enseignant des classes d'école normale et des écoles de commerce rattachées à une école moyenne est fixé par la commune intéressée.

² Le traitement des maîtres de gymnase est fixé par la commune siège de l'école, d'entente avec la Direction de l'instruction publique.

Participation
de l'Etat

Art. 31. L'Etat assume le paiement de la moitié des traitements prévus à l'art. 7, al. 1. Ceux-ci ne sont pris en considération dans le calcul de la subvention que s'ils n'excèdent pas les taux des traitements des titulaires de postes correspondants des établissements de l'Etat.

Disposition finale

La présente loi entrera en vigueur, après son acceptation par le peuple, au 1^{er} avril 1963.

Berne, le 19 juin/17 août 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président e. r.:

Giovanoli

Le chancelier:

Hof

Berne, le 11 juillet/14 août 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

W. Hadorn

Rapport adressé par la Direction de l'économie publique

au Conseil-exécutif, à l'intention du Grand Conseil,

concernant la modification de la loi du 5 mars 1961 sur les allocations pour enfants aux salariés

(Juillet 1962)

I. Point de départ

1^o Dans le cadre des négociations engagées entre la Confédération et l'Italie concernant les assurances sociales, le problème des allocations pour enfants a joué un rôle important. La délégation italienne a demandé avec insistance le versement des allocations pour enfants aux ouvriers italiens, même si ceux-ci ont laissé leurs enfants à l'étranger.

2^o En vertu du droit fédéral, il n'a pu être accédé à cette demande qu'en ce qui concerne les allocations pour enfants en faveur de salariés de l'agriculture, ces allocations étant réglées par la législation de la Confédération. La loi fédérale du 16 mars 1962 modifiant celle qui fixe le régime des allocations familiales aux travailleurs agricoles et aux paysans de la montagne prévoit en effet que le Conseil fédéral peut désormais prescrire le versement d'allocations également pour enfants vivant à l'étranger et se réserver le droit de réciprocité.

3^o En revanche, les autorités fédérales n'ont pas été en mesure de faire une promesse quelconque en ce qui concerne les allocations pour enfants de salariés non agricoles, car ces allocations sont fixées par les cantons. C'est pourquoi la Confédération s'est adressée aux gouvernements cantonaux pour leur recommander de combler la lacune qui pouvait exister chez eux en revisant leurs propres lois.

II. Nécessité de la revision

1^o La loi bernoise prévoit à son article 1^{er}, alinéa 5, sous réserve de conventions internationales, que les salariés étrangers n'ont droit aux alloca-

tions pour enfants que s'ils vivent avec eux en Suisse.

2^o Lors d'une conférence convoquée par les autorités fédérales et sur la base d'avis recueillis par la suite, il est apparu que les cantons n'étaient pas opposés à l'octroi des allocations du droit cantonal pour des enfants laissés à l'étranger. La question est dès lors de savoir ce que le canton de Berne va faire. Au sens de l'art. 1^{er}, al. 5, il faudrait songer à une convention internationale, ce qui ne créerait pas de difficultés. Toutefois, la grosse majorité des cantons a donné sa préférence à une revision des lois cantonales plutôt qu'à une réglementation par voie de convention internationale, de sorte que pour le moment ce n'est pas des autorités fédérales que viendra la solution. Il ne nous reste donc rien d'autre à faire que reviser notre propre loi si nous voulons donner suite au vœu émis par le Conseil fédéral et à la demande faite avec plus d'insistance depuis quelque temps par l'économie en vue de l'extension du droit reconnu à la main d'œuvre étrangère.

La situation actuelle du marché du travail est telle que l'économie bernoise a besoin dans une large mesure, elle aussi, de la main d'œuvre étrangère, italienne en particulier. Nous ne pourrions pas, avec le temps, limiter l'arrivée de familles tout en refusant le versement d'allocations pour enfants. Le versement de ces allocations faciliterait le recrutement et mettrait un frein à la tendance qu'ont les salariés étrangers de faire venir leur familles. Ce n'est donc pas seulement du point de vue de l'assurance sociale qu'il faut considérer le problème, mais aussi en songeant au recrutement de la main d'œuvre et à l'accroissement exagéré de la population étrangère.

III. La solution envisagée

1^o De nombreux cantons font déjà bénéficier les salariés étrangers des allocations pour enfants ou se préparent à le faire. Le droit qui est reconnu à ces salariés varie cependant d'un canton à l'autre.

C'est ainsi que dans ce domaine les étrangers jouissent des mêmes droits que nos nationaux dans les cantons d'Appenzell Rhodes-intérieures, Bâle-ville, Obwald, Nidwald et Uri, Obwald prévoyant toutefois que le Conseil d'Etat décide de cas en cas quels ressortissants étrangers ont droit aux allocations. Par arrêté du 5 mars 1962, il a mis les salariés italiens sur le même pied que les Suisses.

Dans d'autres cantons, on va moins loin dans l'extension du droit. Le Tessin, par exemple, exclut les enfants du conjoint, les illégitimes, les enfants placés, ainsi que ceux âgés de 15 à 18, respectivement 20 ans. – Neuchâtel accorde aux salariés étrangers, pour leurs enfants légitimes et adoptifs vivant à l'étranger et âgés de moins de 15 ans, une allocation mensuelle de fr. 15.— par enfant, alors que pour les Suisses elle est de fr. 25.— jusqu'aux 18 ans de l'enfant. – St-Gall et les Grisons prévoient pour les salariés étrangers une limite d'âge de 15 ans; ils excluent du droit à l'allocation les enfants âgés de 15 à 20 ans qui assurent leur formation ou qui, ensuite de maladie ou d'infirmité, sont incapable de gagner. – Lucerne n'accorde d'allocations que pour les enfants qui sont à la charge principale du salarié. Pour les enfants légitimes d'ouvriers suisses en revanche, l'allocation est versée sans qu'on ait à rechercher si le salarié a la charge de son entretien. – Le canton de Vaud oblige les caisses de compensation familiale à verser une allocation pour enfant de fr. 15.— aux salariés étrangers, sans égard au domicile de l'enfant; d'autre part, ces caisses peuvent régler comme elles l'entendent la limite d'âge et le cercle des enfants bénéficiaires.

Il existe un autre groupe de cantons où l'on ne sait pas encore si les étrangers seront assimilés aux salariés suisses. La loi reconnaît en principe un droit aux étrangers en ce qui concerne les allocations pour enfants habitant l'étranger. En même

temps, par exemple à Schwyz et en Thurgovie, le Conseil d'Etat est autorisé à régler le droit dans ses détails et à édicter des dispositions relatives aux enfants donnant droit à allocation et quant à la limite d'âge.

2^o Ce qui est surtout l'objet de discussions, c'est l'octroi d'allocations en faveur de salariés italiens dont les enfants habitent l'étranger. Il ressort de ce que nous avons exposé que la solution du problème doit être envisagée sous divers aspects. C'est pourquoi le Conseil-exécutif en arrive à la conclusion que, pour un avenir plus ou moins éloigné, l'extension du droit aux allocations ne peut rester restreinte aux Italiens. Mais il ne voudrait pas non plus poser dans la loi une égalité de droit inconditionnelle pour tous les étrangers par rapport à nos nationaux, car la situation n'est pas la même dans tous les cas. C'est ainsi que, suivant les pays, il faut adapter la limite d'âge donnant droit à allocation à la scolarité obligatoire, qui ne va, dans bien des pays, que jusqu'à 14 ans. Il faudra aussi exiger certains papiers de légitimation afin de fixer le droit aux allocations. D'autre part, la question ne se pose pas dans tous les pays avec la même acuité.

Dans ces circonstances, le Conseil-exécutif propose de compléter l'art. 1^{er}, al. 5, de la loi bernoise de telle sorte qu'il ait la compétence de renoncer à l'exigence du domicile en Suisse en ce qui concerne certains Etats et qu'il puisse, dans ces cas-là, édicter des prescriptions spéciales quant au droit aux allocations.

Une telle délégation de compétence permettra d'adapter le versement d'allocations aux circonstances, en toute équité, rapidement mais sans que ce soit fait d'une manière hâtive et tout en tenant compte des exigences de l'économie cantonale.

Berne, le 25 juin 1962

Le Directeur
de l'économie publique:
Gnägi

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**
des 3 juillet/10 et 8 août 1962

Loi
du 5 mars 1961 sur les allocations
pour enfants aux salariés
(modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,
sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

I.

¹ L'art. 1^{er}, al. 5, de la loi du 5 mars 1961 est modifié comme suit:

² Les salariés étrangers n'ont droit aux allocations pour enfants que s'ils vivent avec ceux-ci de façon permanente en Suisse. Le Conseil-exécutif à la faculté de renoncer à cette condition pour les ressortissants d'Etats déterminés et d'édicter des dispositions spéciales concernant le droit aux allocations.

II.

La présente modification entrera en vigueur, après son acceptation par le peuple, à la date que fixera le Conseil-exécutif.

Berne, le 3 juillet/10 août 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président e. r.:

D. Buri

Le chancelier:

Hof

Berne, le 8 août 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

Mischler

Proposition du Conseil-exécutif

du 8 juin 1962

Décret **portant constitution et délimitation** **de la paroisse réformée évangélique** **de Bethlehem Berne**

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application de l'art. 63, al. 2, de la Constitution cantonale et de l'art. 8, al. 2, de la loi du 6 mai 1945 sur l'organisation des cultes,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

Article premier: Le territoire, décrit à l'art. 2 ci-après, de la paroisse réformée évangélique de Bumpliz est séparé de cette dernière et, dans le cadre de la paroisse générale réformée de la ville de Berne, érigé en une paroisse indépendante sous la désignation de «paroisse réformée évangélique de Bethlehem Berne».

Art. 2. La nouvelle paroisse de Bethlehem comprend le territoire déterminé par la ligne du chemin de fer Berne-Neuchâtel jusqu'à la lisière est de la forêt d'Unterholz, suit cette dernière en direction nord puis le Gäbelbach en direction ouest jusqu'au sud de la borne N° 10 de la limite communale de Frauenkappelen, et longeant la délimitation des communes politiques de Frauenkappelen, de Wohlen, puis des paroisses de St-Paul et de la Paix, rejoint la ligne du chemin de fer Berne-Neuchâtel, le tout selon désignation du 22 janvier 1962 dans la carte nationale 1 : 25 000, feuille Berne, N° 1166.

Art. 3. ¹ La nouvelle paroisse s'organisera conformément à la loi. Le Conseil de paroisse actuel de Bumpliz ordonnera l'élection du Conseil de paroisse de Bethlehem de manière à ce que ce dernier puisse entrer en fonctions au 1^{er} janvier 1963. Jusqu'à cette date, le Conseil de paroisse de Bumpliz assumera les attributions qui compètent au nouveau conseil.

² Jusqu'à l'entrée en vigueur du règlement d'organisation de la paroisse de Bethlehem feront règle pour celle-ci, par analogie, les dispositions du règlement de la paroisse de Bumpliz.

³ Le règlement des paroisses réformées évangéliques de la ville de Berne sera adapté aux dispositions du présent décret et soumis au Conseil-exécutif pour ratification.

⁴ Pour l'élection au Synode évangélique réformé un cercle électoral pourra être créé, sur proposition de l'autorité ecclésiastique supérieure, pour la paroisse de Bethlehem nouvellement constituée.

Art. 4. Le fonds des pauvres, ou fonds d'entraide, ainsi que les éventuels autres fonds de la paroisse actuelle de Bumpliz seront partagés entre cette dernière et la nouvelle paroisse de Bethlehem dans la proportion 3 : 2, pour autant que leur destination ne s'oppose pas à un partage. Le fonds des vitraux de l'église d'Oberbottigen demeurera à la paroisse de Bumpliz.

Art. 5. Des cinq postes de pasteur de la paroisse actuelle de Bumpliz, deux seront attribués à la nouvelle paroisse de Bethlehem. Les titulaires de ces deux postes fonctionneront jusqu'à la fin de la période en cours comme pasteurs de la nouvelle paroisse, sur quoi il y aura lieu d'appliquer les dispositions des art. 36 et ss. de la loi du 6 mai 1945 sur l'organisation des cultes.

Art. 6. Le présent décret entre immédiatement en vigueur. Le Conseil-exécutif prendra les mesures voulues en vue de son exécution.

Berne, le 8 juin 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président:

Tschumi

Le chancelier:

Hof

Rapport adressé par la Direction des finances

au Conseil-exécutif, à l'intention du Grand Conseil,

concernant l'initiative populaire (n° 1) demandant la revision de l'art. 39, alinéa 2, chiffres 1 et 3, de la loi sur les impôts directs de l'Etat et des communes dans sa teneur du 13 mai 1956

(mai 1962)

I. L'initiative populaire

1° Se fondant sur l'art. 9 de la Constitution du canton de Berne, le Rassemblement jurassien a déposé à la Chancellerie d'Etat, le 2 juin 1961, une «initiative cantonale pour un allègement fiscal en faveur de la famille» comprenant les propositions suivantes:

«1° Augmentation de la déduction familiale (art. 39 ch. 2) de fr. 600.— à fr. 800.—.

2° Augmentation de la déduction par enfant (art. 39 ch. 3) de fr. 500.— à fr. 700.— jusqu'au deuxième enfant inclusivement; augmentation de la déduction par enfant de fr. 600.— à fr. 800.— dès le 3^e enfant.»

L'initiative porte 14 154 signatures légalisées par les communes et reconnues valables par le Bureau de statistique du canton de Berne. Attendu que les signatures de douze mille électeurs sont suffisantes en vertu de l'art. 9, alinéa 1, de la Constitution cantonale, l'initiative du 2 juin 1961 a abouti, ainsi que l'a constaté le Conseil-exécutif en date du 25 août 1961.

2° Du point de vue *formel*, l'initiative accuse les *imperfections* suivantes:

a) Bien que les promoteurs de l'initiative n'entendissent pas présenter une simple motion, mais un projet portant modification de la loi sur les impôts, ils ont négligé d'incorporer leur proposition dans le texte de l'art. 39.

b) Le texte allemand de l'initiative ne concorde pas avec le texte français, en ce sens que, sous chiffre 2, il prévoit en deuxième lieu une augmentation de la déduction par enfant de fr. 600.— à fr. 800.— «à partir de la troisième année d'âge» («vom dritten Altersjahre an»), alors que le texte français indique «dès le 3^e enfant».

c) Pour une partie des listes rédigées en allemand, il fut collé sur le texte défectueux un papillon rectificatif indiquant: «vom dritten Kinde an». On ne saurait déterminer avec certitude quand cette rectification eut lieu, si ce fut avant ou après l'apposition des signatures ou bien pendant la cueillette de celles-ci.

d) A l'augmentation proposée de la déduction dite «de ménage» ou — selon le terme employé dans l'initiative — «familiale», il se trouve ajouté entre parenthèses: «art. 39 ch. 2». Il devrait au juste être mentionné «art. 39, alinéa 2, chiffre 1», car cette déduction est réglée au chiffre 1 du 2^e alinéa. Cette erreur a été commise aussi bien dans le texte français que dans le texte allemand de l'initiative. Elle résulte vraisemblablement de ce que les promoteurs de l'initiative avaient en main, lors de la rédaction de celle-ci, la loi d'impôt d'avant sa revision partielle du 13 mai 1956.

3° Vu les vices de forme précités, on pouvait se demander, malgré le nombre suffisant des signatures, si l'initiative devait être considérée comme ayant valablement abouti. Pour dissiper toute incertitude à ce sujet, la question fut posée à M. Hans Huber, professeur de droit public à l'Université de

Berne. Dans son avis de droit du 8 février 1962, ce dernier arriva à la conclusion que l'initiative ne saurait être déclarée non valable. Il estima que le texte français non équivoque de l'initiative devait être considéré comme déterminant, c'est-à-dire celui qui, abstraction faite des signatures apposées sur les listes portant le texte allemand défectueux ou corrigé (voir plus haut sous chiffre 2, lettres b et c), se trouve appuyé par 13 916 électeurs. Cependant, il incomberait au Grand Conseil de pourvoir à l'adaptation des textes français et allemand en vue de la votation populaire. Il lui serait en outre laissé le soin de rédiger les textes soumis au peuple de telle façon qu'ils présentent non seulement le sens, mais la forme d'un projet élaboré de toutes pièces. Ainsi mise au point, l'initiative aurait la teneur suivante:

«Les chiffres 1 et 3 de l'article 39, alinéa 2, de la loi sur les impôts directs de l'Etat et des communes doivent être modifiés comme suit:

1^o Chiffre 1: de fr. 800.— pour les contribuables mariés, ainsi que pour les personnes qui, etc. (le reste sans changement).

2^o Chiffre 3: de fr. 700.— pour chaque enfant de moins de 18 ans entretenu par le contribuable et non taxé d'une manière indépendante, ainsi que pour les enfants qui font des études ou se trouvent en apprentissage. Ce montant est élevé:

a) à fr. 800.— pour le troisième enfant et ceux qui suivent;

b) (sans changement)».

4^o L'initiative doit par conséquent être déclarée recevable avec 13 916 signatures.

II. L'évolution des déductions visées par l'initiative

1^o D'après l'art. 39 LI dans sa teneur du 29 octobre 1944, le contribuable marié pouvait revendiquer, outre la défaction personnelle de francs 1600.—, une déduction supplémentaire de fr. 400.—. Par revision du 19 décembre 1948, cette déduction se trouva augmentée à fr. 600.—. Elle resta depuis lors sans changement.

2^o Pour chaque enfant entretenu par le contribuable, la loi d'impôt admettait au début une déduction de fr. 300.— jusqu'au troisième enfant inclusivement et de fr. 400.— quant aux enfants suivants. Sur ce point également, la revision du 19 décembre 1948 apporta un allègement, cette déduction étant alors fixée uniformément à fr. 500.— par enfant. La revision du 13 mai 1956 réintroduisit toutefois une différenciation, en ce sens que ladite déduction était portée à fr. 600.— à partir du troisième enfant, cependant qu'elle se trouvait maintenue à fr. 500.— pour les deux premiers. Elle entraîna en outre la prise en considération partielle du surplus de dépenses occasionné par l'instruction des enfants au dehors (art. 39, ch. 3, lettre b). Cette dernière disposition ne se trouve pas touchée par l'initiative.

III. Prise de position à l'égard de l'initiative; contre-projet

1^o Selon le droit moderne en matière d'imposition du revenu, le montant de l'impôt se détermine d'après la capacité contributive économique. Les taux d'impôt sont par conséquent conçus d'une manière progressive. En principe, l'affectation du revenu reste sans influence sur le calcul de la redevance. Ainsi, par exemple, les frais d'entretien du contribuable et de sa famille ne sont pas déductibles (art. 40 LI). Ce principe ne saurait toutefois être appliqué d'une manière absolue. Des considérations sociales exigent qu'il soit tenu compte équitablement des conditions du contribuable, notamment des charges de famille, et de certaines dépenses. C'est la fonction des déductions sociales qui, dans la mesure où il s'agit du revenu, se trouvent condensées à l'art. 39 LI. Les diverses déductions sont en quelque sorte interdépendantes. Elles opèrent une correction des taux d'impôt dans le sens d'une atténuation. Ceci explique qu'une étroite corrélation existe entre les tarifs et les déductions sociales, respectivement entre les art. 46 et 39 pour ce qui touche l'imposition du revenu. C'est pourquoi, lors d'une revision, on ne peut pratiquement examiner ou modifier certaines de ces dispositions sans tenir compte des autres. L'expérience en témoigne, comme aussi les postulats déposés au Grand Conseil.

2^o La loi sur les impôts a été révisée en dernier lieu le 13 mai 1956, et ce dans une vaste mesure. Les nouvelles dispositions sont en vigueur depuis le premier janvier 1957, c'est-à-dire depuis un peu plus de cinq ans. On peut donc se demander si les vœux visant à une nouvelle revision ne sont pas prématurés. Une politique fiscale judicieuse exige en effet une certaine stabilité des prescriptions et de la jurisprudence fondée sur celles-ci. D'un autre côté, on ne saurait méconnaître que les conditions économiques se sont modifiées depuis 1956. Pour la moyenne des années 1955/56, l'indice général des prix à la consommation se situait à 174 points. A fin 1961, il atteignait 191 points et à fin mars 1962 192,2 points. La majoration est conséquemment d'environ 10 %. Il en résulte que les revenus dont l'augmentation est seulement équivalente à la dépréciation monétaire se trouvent aujourd'hui, du fait de la progression «occulte», imposés plus fortement que ne le voulait le législateur. Ainsi, un contribuable salarié, marié et ayant deux enfants, qui payait en 1957 fr. 144.90 d'impôt d'Etat sur un revenu brut de fr. 8000.— (taxation fr. 3000.—; déductions usuelles plus fr. 600.— pour assurances; quotité d'impôt 2,1) devrait par exemple acquitter en 1963, sur un revenu augmenté de 10 %, une redevance de fr. 182.60, ou 26 % de plus. Pour un contribuable exerçant une profession indépendante, ayant également deux enfants, et qui déclarait en 1957 un revenu commercial de fr. 20 000.—, l'impôt d'Etat se montait à fr. 1086.75 (taxation francs 15 000.—; déductions ordinaires prises en considération, y compris fr. 1000.— pour assurances); supposé que son revenu se soit élevé de 10 %, c'est-à-dire en proportion de la dépréciation monétaire, ce contribuable devrait payer en 1963 francs 1227.45 d'impôt d'Etat, ou 12,94 % de plus qu'en

1957 (nouvelle taxation fr. 16 700.—). En dépit d'un pouvoir d'achat inchangé, ces deux contribuables devraient donc acquitter en 1963 passablement plus d'impôts qu'en 1957. Tel est l'effet de la progression «occulte».

3° Cette accentuation des charges fiscales occasionnée par la dépréciation de l'argent fut une des raisons pour lesquelles le Conseil-exécutif ordonna l'année dernière la préparation d'une revision de la loi d'impôt avec effet au 1^{er} janvier 1965. Les travaux ont d'ailleurs commencé sur le plan administratif interne. Toutefois, on revendiqua de divers côtés des allègements fiscaux déjà pour les années 1963 et 1964. Vu la dépréciation monétaire de 10 % survenue depuis 1955/56, ces prétentions paraissent en principe justifiées. Il convient cependant d'examiner sous quelle forme et dans quelle mesure elles pourraient être satisfaites. Nous estimons pour notre part qu'il ne peut s'agir, avant la revision proprement dite de la loi d'impôt, que d'atténuer en quelque sorte les effets les plus choquants de la progression «occulte». Dans le cadre de ce programme d'urgence, une réforme des tarifs ne saurait entrer en considération. Toute refonte des tarifs exige de vastes travaux préparatoires, demandant beaucoup de temps, et notamment des bases statistiques pour la répartition des charges. Nous avons depuis quelque temps entrepris de réunir les données nécessaires, mais les résultats ne pourront vraisemblablement être à disposition que vers la fin de l'automne prochain. Restent les *déductions sociales*, qui ont pour fonction, comme nous l'avons déjà relevé, d'apporter un correctif aux taux d'imposition. Leur augmentation implique avant tout un dégrèvement pour les revenus petits et moyens. Tous les contribuables ont cependant droit à des allègements fiscaux, quel que soit leur état civil. L'*initiative populaire* du Rassemblement jurassien ne satisfait pas à cette exigence, car elle entend favoriser les contribuables mariés avec ou sans enfants, en faisant abstraction des célibataires et des personnes qui leur sont assimilées. C'est pourquoi une autre solution s'impose, sous la forme d'un contre-projet. Celui-ci doit comporter aussi un certain dégrèvement en faveur des célibataires. Pour ce faire, il convient d'augmenter la *déduction générale* (art 39, alinéa 1, LI). Depuis 1944, elle est restée fixée à fr. 1600.—.

Si l'on voulait l'adapter à la valeur actuelle de l'argent en partant de l'indice d'alors (151 points), il faudrait l'élever à environ fr. 2000.—. Cependant, si l'on considère que, lors de la revision de 1956, le montant de fr. 1600.— fut considéré comme étant encore approprié, l'élévation devrait être de 10 % (= dépréciation monétaire survenue depuis cette époque), de sorte que cette déduction serait portée à fr. 1760.—, respectivement à fr. 1800.— en chiffre rond. Le contre-projet ne peut naturellement se limiter à cette position, mais il doit prendre également en considération les charges de famille. Sur ce dernier point, il est indiqué de ne pas aller, pour le moment, au-delà d'une adaptation conditionnée par le renchérissement. En conséquence, il semble équitable d'augmenter la *déduction de ménage* (art. 39, alinéa 2, chiffre 1, LI) de fr. 600.— à fr. 700.— et les *déductions pour enfants* (art. 39, alinéa 2, chiffre 3, LI) de fr. 500.— à fr. 600.—, respectivement de fr. 600.— à fr. 700.— pour le troisième enfant et ceux qui suivent. Le contre-projet se présenterait donc de la manière suivante:

| | Contre-projet | Initiative | Loi en vigueur |
|--------------------------|-------------------|------------|----------------|
| Déduction générale fr. | 1800 | 1600 | 1600 |
| | (sans changement) | | |
| Déduction de ménage fr. | 700 | 800 | 600 |
| Déduction par enfant fr. | 600/700 | 700/800 | 500/600 |

L'augmentation éventuelle des autres déductions selon l'art. 39 LI, ainsi que de la défalcation en pour-cent concernant les salariés (art. 35 LI), serait par conséquent réservée à la revision (générale) envisagée pour 1965.

4° Concernant les effets du contre-projet et de l'initiative, on remarquera ce qui suit:

a) Selon que le contre-projet ou l'initiative passe en loi, l'influence sur la charge fiscale 1963 sera celle illustrée dans le tableau ci-après. Pour la détermination des impôts de 1963, il a été tablé sur des revenus qui, depuis 1957 (années d'évaluation 1955/56), n'ont augmenté qu'en proportion de la dépréciation monétaire (c.-à-d. + 10 %). En outre, pour que les résultats soient comparables, la quotité de 2,1 a été admise pour 1957 également. Les pourcentages expriment l'augmentation ou la diminution de charge par rapport à 1957.

| Contribuable (salarié) | Impôt d'Etat 1957 | | Impôt d'Etat 1963 | | | | | | |
|---------------------------|----------------------|-----------------|--------------------|----------------|-------|---------------|-------|------------|--------|
| | Revenu (brut) | Impôt d'Etat | Revenu (+ 10 %) | Loi en vigueur | | Contre-projet | | Initiative | |
| | fr. | fr. | fr. | fr. | % | fr. | % | fr. | % |
| Célibataire | 3000 | 44.10 | 3300 | 52.90 | 19,95 | 44,10 | 0 | 52.90 | 19,95 |
| Célibataire | 5000 | 110.90 | 5500 | 132.30 | 19,29 | 122,85 | 10,77 | 132.30 | 19,29 |
| Célibataire | 8000 | 246.95 | 8800 | 294.50 | 19,25 | 278.25 | 12,67 | 294.50 | 19,25 |
| Marié (sans enfants) | 9000 | 262.50 | 9900 | 310.60 | 18,32 | 294.50 | 12,19 | 299.90 | 14,24 |
| Marié (1 enfant) . . | 9000 | 231.50 | 9900 | 278.25 | 20,19 | 252.10 | 8,89 | 252.10 | 8,89 |
| Marié (2 enfants) . . | 9000 | 201.60 | 9900 | 246.95 | 22,49 | 216.70 | 7,49 | 211.70 | 5,0 |
| Marié (3 enfants) . . | 9000 | 164.20 | 9900 | 211.70 | 28,92 | 177.65 | 8,19 | 164.20 | 0 |
| Marié (4 enfants) . . | 9000 | 132.30 | 9900 | 177.65 | 34,27 | 137.— | 3,55 | 122.85 | - 7,15 |

De ce tableau, on relèvera que l'initiative favoriserait avant tout les contribuables mariés ayant plusieurs enfants, et cela même dans une telle mesure que leur charge fiscale retomberait parfois au-dessous de celle de 1957. Quant au contre-projet, bien que n'allant pas si loin sur ce point, il apporterait un dégrèvement appréciable aux familles comptant des enfants et en outre — contrairement à l'initiative — un allègement aux célibataires. Il convient donc de donner à celui-ci la préférence, en tant que variante moins unilatérale et mieux équilibrée. De plus, le contre-projet ne porterait pas si fortement préjudice à la future révision générale que l'initiative.

b) La diminution du rendement de l'impôt d'Etat se chiffrerait approximativement à 6,135 millions de francs en cas d'acceptation du contre-projet et à 5,190 millions de francs si l'initiative passait en force de loi. Dans l'ensemble, les contribuables profiteraient donc davantage du contre-projet. Les deux montants peuvent être qualifiés de tolérables, si l'on considère qu'il faut s'attendre de nouveau à de bons rendements fiscaux pour 1963 et 1964. On ne doit cependant pas oublier que la vaste révision en préparation entraînera elle aussi des diminutions de recettes, de sorte qu'une certaine retenue s'impose quant aux dégrèvements à opérer auparavant.

Pour les communes, la diminution du rendement fiscal est estimée au total à 6,87 millions (contre-projet) ou respectivement à 5,81 millions de francs (initiative). A l'égard des communes prises dans leur ensemble, une diminution de recettes de près de 7 millions de francs peut assurément être considérée comme acceptable. Cependant, les conséquences se feraient plus gravement sentir envers celles qui accusent une faible capacité financière. Les calculs établis pour trois communes ont donné les résultats suivants:

| | Taxation 1961 | Initiative | Contre- projet |
|-----------------------------------|------------------|------------|-------------------|
| <i>Landiswil</i> (Quotité 3,4) | fr. 39 860.85 | 34 376.25 | 33 000.65 |
| Diminution de recettes | fr. | 5 484.60 | 6 860.20 |
| En pour-cent | fr. | 13,75 | 17,20 |
| Taxation à zéro | 26 | 53 | 52 |
| <i>Reutigen</i> (Quotité 2,9) | fr. 85 508.65 | 78 263.05 | 78 059.55 |
| Diminution de recettes | fr. | 7 245.60 | 7 449.10 |
| En pour-cent | | 8,47 | 8,71 |
| Taxation à zéro | 104 | 107 | 112 |
| <i>Schangnau</i> (Quotité 3,4) | fr. 77 291.10 | 69 253.95 | 67 014.30 |
| Diminution de recettes | | 8 037.15 | 10 276.80 |
| En pour-cent | | 10,4 | 13,3 |
| Taxation à zéro | 44 | 77 | 94 |

On constate d'après ce tableau que les effets divergent d'une commune à l'autre. Il s'agit d'une des conséquences de la structure différente des revenus.

S'il est incontestable que la sollicitude vouée aux communes financièrement faibles ne doit pas avoir pour corollaire de frustrer la grande masse des

contribuables d'un dégrèvement reconnu nécessaire, il est non moins évident que ces communes ne sauraient être simplement abandonnées à leur sort. C'est pourquoi il s'agira de trouver, par un renforcement de la *compensation financière*, le moyen de réduire la diminution de leurs recettes à une mesure supportable. Ce problème, fort complexe, ne peut être traité à fond ici et devra faire l'objet d'une étude particulière. Il faudra principalement pourvoir à une alimentation accrue du Fonds de compensation financière. Pour l'instant, on retiendra uniquement que le Grand Conseil a la compétence de majorer la somme disponible annuellement pour la compensation financière, en tant que le capital du Fonds dépasse 8 millions de francs (cf. art. 12, alinéa 3, du décret du 25 février 1954 concernant le Fonds cantonal de compensation financière). Cette condition se trouve remplie actuellement, car la fortune du Fonds s'élevait à fr. 14 193 221.— à fin 1961. Il serait donc possible de contrebalancer immédiatement, par une majoration des prestations du Fonds de compensation financière, les pertes de recettes que des communes subiraient du fait de l'augmentation des déductions sociales à compter de l'année fiscale 1963. Cette solution n'aurait toutefois que le caractère d'une mesure transitoire. Comme nous l'avons déjà cité, une augmentation des contributions revenant au Fonds de compensation financière devrait assurer le renforcement durable de celui-ci. La Direction des finances se charge d'examiner cette affaire et adressera en temps voulu un rapport et des propositions au Conseil-exécutif, à l'intention du Grand Conseil.

5° Au cours des discussions portant sur les mesures immédiates à prendre en faveur des contribuables, il fut proposé, entre autres choses, l'octroi d'un *rabais sur l'impôt d'Etat*. Cette suggestion s'exprima d'ailleurs sous forme d'une motion urgente, déposée pendant la session du Grand Conseil tenue en février 1962, demandant que soit accordé aux personnes physiques «un rabais de 10 %, mais de fr. 30.— au minimum et de fr. 80.— au maximum», calculé sur l'impôt du revenu, perçu au titre d'impôt de l'Etat, pour les années 1962, 1963 et 1964. Attendu que l'urgence fut refusée à cette motion, elle ne put être traitée pendant la session précitée. Elle est même devenue caduque du fait de l'expiration de la législature. Néanmoins, il convient d'examiner si l'octroi d'un rabais constituerait un moyen de dégrèvement approprié.

Selon le droit fiscal bernois, l'impôt se détermine, d'une part, d'après la valeur de l'élément imposable et, d'autre part, d'après le tarif et la quotité. Les déductions sociales entraînent une atténuation de l'imposition, dont l'effet est plus particulièrement marqué pour les catégories inférieures de revenu. Dans un tel système, un rabais fiscal ne se trouve organiquement pas à sa place. On reconnaîtra toutefois qu'il est très maniable, car il permet d'opérer des dégrèvements sans tenir compte de la répartition des charges voulue par le législateur. La motion précitée en fournit la preuve. Si l'on appliquait un tel rabais, les contribuables ayant une taxation allant jusqu'à fr. 700.— (= fr. 30.15 d'impôt d'Etat) ne devraient plus payer à l'Etat *aucun impôt* sur le revenu. L'allègement

minimum de fr. 30.— déploierait ses effets jusqu'à une taxation de fr. 5600.— (= fr. 299.90 d'impôt d'Etat sur le revenu) et le rabais de 10 % se trouverait calculé sans limitation jusqu'à une taxation de fr. 11 900.— (= fr. 787.20 d'impôt d'Etat; 10 % = fr. 78.70). Quant aux contribuables taxés sur le revenu à raison de fr. 12 000.— (fr. 806.40 d'impôt d'Etat) ou au-dessus, ils ne bénéficieraient que d'une réduction fixe de fr. 80.—, sans considération des montants très différents de leurs impôts.

Pareille solution ne serait nullement satisfaisante. Rien n'est objecté en principe contre un allègement sensible de l'imposition des petits revenus. Cependant, objectivement et sous l'angle d'un traitement aussi égal que possible de tous les contribuables, on ne saurait guère promouvoir un dégrèvement dont l'importance varierait entre 100 % (taxations allant jusqu'à fr. 700.—) et moins de 5 %. (L'allègement serait par exemple de 3,95 % pour une taxation de fr. 25 000.— et de 3,17 % pour une telle de fr. 30 000.—.) Il en est autrement du contre-projet. Celui décharge d'une manière appréciable les contribuables de condition modeste, mais n'implique pas, comme le rabais fiscal, un désavantage manifeste pour les revenus plus élevés. On n'oubliera pas que tous les contribuables, même s'ils disposent de revenus moyens ou élevés, ressentent les effets de la dépréciation de l'argent. Ils ont donc droit sans exception à un allègement équitable des charges fiscales. Le contre-projet tient compte de cette exigence, car les déductions supplémentaires qu'il prévoit se répercutent sur la progression des taux d'imposition. De plus, il prend à bon droit en considération les charges de famille, élément qui se trouve totalement ignoré par le projet de rabais.

Il a été avancé que l'octroi d'un rabais ne tomberait qu'à la charge de l'Etat, de sorte que les communes ne seraient pas touchées. En outre, cette solution n'influerait aucunement sur la revision de la loi en préparation. Si on les examine de près, ces arguments paraissent toutefois peu pertinents. En effet, dans le canton de Berne, l'Etat et les communes se partagent la souveraineté en matière d'impositions. Quant à la charge fiscale de chaque particulier, elle représente en soi une unité économique. Il est juste par conséquent que l'Etat et les communes supportent les effets d'un dégrèvement. Nous savons que la répercussion sur les communes financièrement faibles est fâcheuse, mais cette constance ne saurait empêcher la réalisation de postulats de politique fiscale dûment justifiés. (Voir à ce sujet les considérations sous chiffre 4, ci-dessus.) Du reste, l'octroi d'un rabais jusqu'en 1964 ne résoudrait pas le problème que posent les communes à faible capacité financière, mais le renverrait simplement à un peu plus tard. Il faut enfin observer que ce rabais, tel qu'il a été proposé lors de la session de février, provoquerait un *déchet d'impôt d'Etat de 11,5 millions de francs environ*. D'après le contre-projet, l'Etat et les communes subiraient ensemble une moins-value de rendement de 13 millions de francs en chiffre rond. Le contre-projet, tout en octroyant à l'ensemble

des contribuables un dégrèvement supérieur au rabais suggéré, assurerait, contrairement à celui-ci, une *répartition* judicieuse de la perte de recettes, et ce en conformité avec la structure fédérative de notre fiscalité. Abstraction faite de cet aspect de la question, on doit se demander si une diminution du rendement de l'impôt d'Etat se chiffrant à près de 12 millions de francs serait en l'occurrence tolérable. Tel n'est assurément pas le cas, si l'on considère qu'il ne s'agit pour le moment que de tenir compte, dans une mesure équitable, de la dépréciation monétaire, sans anticiper en principe sur la revision proprement dite de la loi d'impôt, qui entraînera de nouvelles pertes de recettes.

Il n'est de plus pas exact que l'octroi d'un rabais resterait sans influence sur la revision future de la loi d'impôt, car il ne fait pas de doute que les nombreux contribuables auxquels cette mesure aurait procuré un très sensible dégrèvement entendraient profiter d'un allègement au moins équivalent lors de ladite revision. Cette constatation garde toute sa valeur, même si l'on prend en considération que, dans la revision en question, le dégrèvement précité devrait être déplacé partiellement sur les impôts municipaux.

Finalement, nous devons expressément relever que ce système de rabais impliquerait d'importantes difficultés administratives. Les travaux de comptabilisation seraient rendus plus compliqués, alors que nos autorités de taxation se trouvent déjà chroniquement surchargées. Il serait en tout cas exclu d'accorder un rabais avec effet rétroactif, car cela nécessiterait la correction de nombreux bordereaux d'impôt déjà notifiés.

Nous en tirons la conclusion qu'un rabais, spécialement s'il ne se calcule que sur l'impôt d'Etat, ne saurait entrer en considération comme moyen propre à opérer un allègement fiscal.

IV. Proposition

Vu les motifs exposés plus haut, nous proposons le rejet de l'initiative populaire du Rassemblement jurassien et l'acceptation d'un contre-projet prévoyant l'augmentation

- a) de la déduction générale (art. 39, alinéa 1, LI) de fr. 1600.— à fr. 1800.—,
- b) de la déduction de ménage (art. 39, alinéa 2, chiffre 1, LI) de fr. 600.— à fr. 700.—, et
- c) des déductions pour enfants (art. 39, alinéa 2, chiffre 3) de fr. 500.— à fr. 600.—, respectivement de fr. 600.— à fr. 700.—.

Berne, le 30 avril 1962

Le Directeur des finances:
Moser

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**

des 22 mai/22 juin et 20 juin 1962

I.

**Initiative populaire
concernant la revision de l'article 39,
alinéa 2, chiffres 1 et 3, de la loi sur les
impôts directs de l'Etat et des communes
dans sa teneur du 13 mai 1956**

Le Grand Conseil du canton de Berne,
sur la proposition du Conseil-exécutif,

arrête :

Il est recommandé au corps électoral de rejeter
l'initiative populaire du 2 juin 1961 conçue dans
les termes suivants:

«1^o Augmentation de la déduction familiale (art.
39, alinéa 2, chiffre 1) de fr. 600.- à fr. 800.-.

«2^o Augmentation de la déduction par enfant
(art. 39, alinéa 2, chiffre 3) de fr. 500.— à
fr. 700.- jusqu'au deuxième enfant inclusive-
ment;

augmentation de la déduction par enfant de
fr. 600.— à fr. 800.— dès le 3^e enfant».

II.

**Loi
sur les impôts directs de l'Etat
et des communes
(Modification)**

Le Grand Conseil du canton de Berne,
sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

1^o La loi des 29 octobre 1944/19 décembre 1948/
15 février 1953/13 mai 1956 sur les impôts di-
rects de l'Etat et des communes est modifiée
comme suit:

Art. 39:

Alinéa 1: Les personnes physiques taxées à titre indépendant peuvent défalquer fr. 1800.— de leur revenu net.

Alinéa 2: Cette déduction s'augmente

1^o de fr. 700.— pour les contribuables mariés, ainsi que pour les personnes qui tiennent ménage indépendant avec leurs enfants pour lesquels la déduction prévue sous chiffre 3 peut être faite;

2^o (sans changement);

3^o de fr. 600.— pour chaque enfant de moins de 18 ans entretenu par le contribuable et non taxé d'une manière indépendante, ainsi que pour les enfants qui font des études ou se trouvent en apprentissage. Ce montant est élevé

a) à fr. 700.— pour le troisième enfant et ceux qui suivent;

b) jusqu'à fr. 1000.— au plus pour les enfants qui acquièrent leur instruction au dehors, pour autant qu'il en résulte des frais supplémentaires importants.

Si les parents sont taxés séparément, ils peuvent procéder à la déduction en proportion de leurs contributions à l'entretien de l'enfant;

Chiffres 4 à 6 et alinéas 3 à 5: sans changement.

2^o La présente loi entrera en vigueur, après son adoption par le peuple, le 1^{er} janvier 1963, si l'initiative populaire du 2 juin 1961 concernant la révision de l'article 39, alinéa 2, chiffres 1 et 3, de la loi sur les impôts dans sa teneur du 13 mai 1956 est retirée ou rejetée.

Berne, le 22 mai/22 juin 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président:

D^r H. Tschumi

Le chancelier:

Hof

Berne, le 20 juin 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

D^r Achermann

Rapport adressé par les Directions des travaux publics et de l'économie publique

au Conseil exécutif, à l'intention du Grand Conseil,

**concernant la construction d'un bâtiment d'enseignement, ainsi que d'un bâtiment
de loisirs et de réfectoire, à l'intention du Technicum cantonal de Berthoud**

(Août 1962)

I.

Le Technicum de Berthoud dispose aujourd'hui de 3 bâtiments d'école. A l'occasion de la création de l'école en 1892, le bâtiment principal actuel a été construit à la Technikumstrasse pour recevoir les divisions du bâtiment, de la technique des machines et de la chimie technique. Afin de satisfaire aux exigences accrues de formation, on sépara bientôt la division du bâtiment en une division de l'artisanat du bâtiment et une division de la technique des machines. Depuis lors, le Technicum de Berthoud comprend les divisions suivantes: le bâtiment, les ponts et chaussées, la chimie, la technique des machines et l'électrotechnique. Celle-ci se divise à partir du 4^e semestre d'études en technique du courant fort et télécommunications.

Le nombre rapidement croissant des élèves a amené depuis 1909 des discussions sur une pénurie de locaux devenue insupportable, sur quoi le Grand Conseil, par décision du 18 novembre 1911, a décidé la construction du bâtiment accessoire actuel à la Pestalozzistrasse. Ce bâtiment a pu être occupé au début du semestre d'hiver 1913/14.

La division de chimie a compté relativement peu d'élèves de 1892 à 1930, de sorte qu'il lui suffisait de 2 locaux d'enseignement au rez-de-chaussée et de 2 laboratoires à la cave du bâtiment principal. Mais par la suite le nombre de ces élèves a, lui aussi, subi une augmentation rapide et constante. Lorsqu'en 1933 les plans d'études eurent été fortement étendus et que différentes nouvelles matières eurent été introduites au programme d'enseignement, il se produisit de sérieuses difficultés en ce

qui concerne la place à disposition. D'autre part, la présence de laboratoires dans une cave s'est révélée peu judicieuse. Malgré une installation d'aération aménagée après coup, on ne put empêcher que des odeurs souvent désagréables se répandent par les corridors dans la cage d'escaliers de tout le bâtiment. Dans les laboratoires d'électrotechnique et de vérification des matériaux, également installés à la cave, les vapeurs chimiques ont provoqué des dommages aux machines, aux appareils et aux instruments. On a dû finalement constater aussi que les élèves et les maîtres étaient placés dans une situation de danger en cas d'incendie ou d'explosion. C'est pourquoi on demanda avec toujours plus d'insistance un bâtiment spécial de chimie, mais les études y relatives prirent beaucoup de temps. C'est le 16 septembre 1953 que le Grand Conseil vota finalement un crédit de construction, l'Etat ayant eu en 1947 l'occasion de s'assurer au sud-est de sa propriété une grande réserve de terrain. Le bâtiment nouveau fut mis en exploitation pour le semestre d'hiver 1955/56.

Le développement technique, qui devait connaître après la guerre de 1939 à 1945 une ampleur imprévue, a occasionné une très forte demande de personnel technique bien formé. Le rapide développement des connaissances dans tous les domaines a fait que des exigences toujours plus élevées ont été posées à la formation. D'autre part, l'afflux d'élèves a été très grand. Bien que depuis des années et à titre provisoire on ait toléré des effectifs de classe dont certains étaient excessifs, il a fallu malgré cela, faute de place, refuser l'admission à des candidats capables. Avec le temps,

des classes de ce genre, dont certaines ont près de 50 élèves, ne peuvent plus être admises. Dans les branches théoriques, comme aussi tout particulièrement dans les exercices de construction et de laboratoire, le maître ne peut pas assez s'occuper du travail des élèves pris individuellement. En outre, la correction consciencieuse de nombreux travaux d'épreuve et de semestre prend trop de temps au corps enseignant. Lors de la conférence qui eut lieu entre les directeurs de technicums et l'OFIAMT concernant les directives relatives aux exigences que l'on doit poser à ces établissements, il a été admis que l'effectif des classes devait aller d'un minimum de 8 élèves à un maximum de 30, et que la durée des études devait être de 6 semestres. Dans le cadre de ces données, au cours des années 1950 à 1962, il a été possible en moyenne d'admettre au Technicum des élèves dont le nombre représentait le pourcent suivant des candidats:

| | |
|--------------------------------|------|
| division du bâtiment | 44 % |
| » des ponts et chaussées | 53 % |
| » de chimie | 64 % |
| » de la technique des machines | 25 % |
| » de l'électrotechnique | 33 % |

En vue de pallier à cette situation insuffisante, le Conseil-exécutif a décidé de prendre les mesures ci-après:

- a) Accroissement de la capacité d'admission par la création de classe parallèles dans le bâtiment, les ponts et chaussées, la technique des machines et l'électrotechnique. L'institution de classes parallèles dans les ponts et chaussées a tout d'abord soulevé des discussions approfondies au sein de la commission de surveillance du Technicum. Au vu du développement important et imminent du réseau routier et du besoin de techniciens en découlant, cette solution a cependant été recommandée.
- b) Extension des études de 5 à 6 semestres, comme dans tous les autres technicums de Suisse alémanique.

La réalisation de ces mesures devenues urgentes exige des locaux d'enseignement que l'on ne peut se procurer que par la construction d'un 4^e bâtiment d'école. C'est pourquoi le Conseil-exécutif a fait établir en même temps les projets nécessaires à cet effet. Si le crédit de construction pour le nouveau bâtiment peut encore être approuvé au cours de cette année, il sera possible, avec des effectifs pour un temps extrêmement élevés, de recevoir au printemps 1963 déjà la première série de classes parallèles. Ceci est de grande importance parce que les fortes classes d'âge des années quarante atteindront prochainement l'âge d'entrée au Technicum. Pour la seconde série de classes parallèles, qui devra être reçue au printemps 1964, on n'a à disposition ni la construction nouvelle ni des locaux d'enseignement dans les bâtiments actuels. Mais la commune de Berthoud est prête à mettre à sa disposition pour un certain temps son ancien bâtiment d'école secondaire, qui sera libre à ce moment-là. Pour le semestre d'hiver 1964/65, ou au plus tard au printemps 1965, il faudrait alors que le nouveau bâtiment d'école puisse être mis en exploitation. La répartition de l'enseignement dans les différents bâtiments est prévue de telle sorte que les

laboratoires actuels, qui sont en général bien installés et n'ont besoin que de quelques agrandissements et adaptations, pourront rester où ils sont.

Bâtiment principal actuel. Division de l'électrotechnique: Théorie, exercices de construction, laboratoires pour le courant fort et les télécommunications.

Bâtiment accessoire actuel. Division de la technique des machines: Théorie, exercices de construction, laboratoires pour la technique des machines.

Bâtiment de chimie. Division de chimie.

Nouveau bâtiment. Divisions du bâtiment et des ponts et chaussées: Théorie, laboratoire pour le béton, laboratoire de mécanique des terres, collection des constructions et administration. Il y a lieu de mentionner que l'administration de l'école comprend jusqu'à ce jour le directeur et une secrétaire, ce qui ne suffira plus à l'avenir en présence d'une exploitation qui comptera plus de 700 personnes (maîtres principaux et auxiliaires, élèves, personnel).

Dès que la construction nouvelle sera prête, on pourra décharger les anciennes par étapes de l'enseignement qui s'y donne. Ceci fournira l'occasion de procéder à des travaux urgents de rénovation et de transformation. Il est prévu de soumettre à cet effet au Grand Conseil, en temps et lieu, un projet spécial.

Depuis bien des années, on souffre de l'absence de lieux appropriés dans lesquels les élèves pourraient se tenir pendant leur temps libre, spécialement au cours de semestre d'hiver. De nombreux élèves apportent leur subsistance de midi avec eux et la consomment dans leur salle de classe. Ils achètent chez le concierge une bouteille de lait pasteurisé. Cette solution ne cesse d'entraîner des inconvénients, et on ne peut à la longue plus s'en accommoder. La bibliothèque est logée d'une manière défectueuse. Les rayons des livres se trouvent dans le grenier du bâtiment principal, tandis que ces derniers sont délivrés au rez-de-chaussée. Bien qu'il existe un ascenseur pour les livres, il est nécessaire, pendant les heures d'ouverture, que le bibliothécaire ait avec lui une autre personne. Il n'existe pas de salle de lecture. Le bâtiment d'habitation qui appartient au Technicum et dans lequel habite le chef matériel de la division de chimie, en même temps concierge du bâtiment de chimie, devra être démoli pour faire place à la construction nouvelle. En outre, on a un urgent besoin des locaux d'habitation du concierge pour le bâtiment principal et pour le bâtiment accessoire, afin de pouvoir développer l'enseignement de la physique dans le domaine de la physique nucléaire. Comme il est indispensable de loger les deux familles de concierge aux abords de l'établissement, nous devons leur trouver de nouveaux logements.

Ces circonstances ont amené à projeter la construction d'un bâtiment accessoire plus petit en plus du bâtiment d'école. Ce bâtiment accessoire comprendra au rez-de-chaussée un local où les élèves pourront se tenir pendant leurs loisirs, un lunch-room avec 80 places environ, une salle de lecture, la librairie complétée par une petite salle obscure destinée à permettre au bibliothécaire d'établir des

reproductions. A l'étage se trouveront les 2 logements. Il est prévu de confier l'exploitation du lunch-room à la Société d'utilité publique des femmes de Berthoud (Gemeinnütziger Frauenverein Burgdorf), qui tient déjà le Restaurant sans alcool «Zähringer». Cette institution pourra fournir et délivrer à des prix avantageux des repas déjà préparés, simples et nourrissants, qu'elle fera amener dans des voitures calorifiques. Elle délivrera aussi des mets froids ainsi que des boissons chaudes et froides. La majorité des quelque 250 à 300 élèves supplémentaires devra cependant trouver à se nourrir et, au besoin, à se loger dans des établissements publics, pensions et familles de la ville de Berthoud.

II.

Sur la partie ouest du domaine du Technicum se trouvent les deux bâtiments donnant au sud, construits l'un en 1892, l'autre en 1913. Ils sont marqués sur le plan de situation par les lettres E et M. Sur la partie est se trouvent le bâtiment de chimie construit en 1955/56, CH, et une réserve de terrain au nord avec l'ancienne villa «Jurablick». Les deux parties du domaine sont divisées par moitié par la Jurastrasse, qui va du nord au sud. Le projet prévoit de construire le nouveau bâtiment d'école (B dans le plan de situation) à l'est de l'ancien bâtiment principal, c'est-à-dire à peu près au lieu où se trouve la villa «Jurablick», qu'il faut démolir, alors que le bâtiment des loisirs et de réfectoire, F, sera érigé sur le terrain encore à disposition à l'ouest du bâtiment de chimie. La villa destinée à la démolition est un bâtiment de la fin du siècle dernier d'une valeur d'assurance-incendie stabilisée de fr. 129 190.— occupé actuellement par 3 familles. Un des 3 logements est celui du concierge-laborantin du bâtiment de chimie. Une fois prêts les nouveaux logements de concierge projetés dans le bâtiment des loisirs, l'un pourra être occupé par le concierge du bâtiment de chimie, l'autre par le concierge principal. Ce dernier a actuellement son logement au rez-de-chaussée de l'aile est du bâtiment principal. C'est une surface qui, plus tard, servira à l'agrandissement – peut-être nécessaire – de la division de physique logée au rez-de-chaussée du bâtiment principal. La construction du nouveau bâtiment d'école à l'endroit projeté aura pour conséquence la suppression de la Jurastrasse, qui est une route de jonction d'importance secondaire. Pour les piétons, il y aura une nouvelle voie de communication à disposition. L'accord de la commune de Berthoud quant à cette réglementation a déjà été donné. Après la construction du nouveau bâtiment d'école, il restera encore, à l'angle nord-est du domaine, un terrain assez étendu permettant, au besoin, d'ériger par la suite un autre bâtiment d'école.

Dans l'ensemble, le nouveau bâtiment d'enseignement consiste en une construction étagée à toit plat, donnant au sud-ouest, comportant 3 étages avec combles et entièrement excavée. Il comprendra aussi une cage d'escaliers.

Le bâtiment destiné aux loisirs sera aussi un bâtiment à peu près quadrangulaire à toit plat avec combles pour les 2 logements de concierge, à l'étage, entièrement excavé.

Au point de vue architectonique, le nouveau bâtiment d'école s'harmonise dans la forme cubique avec l'ancien bâtiment principal; il conduit au bâtiment de chimie. Le bâtiment des loisirs, qui est un pavillon d'un genre cubique pas trop marqué, s'harmonise avec les corps de bâtiments actuels.

A propos de l'aménagement des abords, il est prévu d'aménager de nouveaux chemins d'accès et de jonction entre les bâtiments nouveaux et les bâtiments existants, ce qui correspondra aux nécessités de l'exploitation. Il y aura lieu de construire le chemin qui remplacera la Jurastrasse et de créer un parc pour autos et scooters pour toute l'école à l'ouest de l'ancien bâtiment d'école (Friedeggstrasse), ainsi qu'une possibilité de parcage pour les visiteurs près du bâtiment des loisirs, et un parc pour bicyclettes pour le nouveau bâtiment d'école à la Pestalozzistrasse.

Quant aux deux nouveaux bâtiments (mentionnés dans le plan par B et F), ils comprendront les locaux suivants:

Bâtiment d'école B

Le *rez-de-chaussée* de l'aile sud-ouest comprend un hall d'entrée et de récréation ouvert de 3 côtés, les 2 étages, un emplacement vitré comprenant les escaliers et l'ascenseur et la loge du concierge, ainsi que la section administrative de toute l'école, soit la chancellerie, le secrétariat et des salles pour la direction et les conférences.

Au *rez-de-chaussée de l'aile nord-est* se trouvent les locaux de la section de réserve, 3 salles de théorie, 2 salles de construction, 3 salles de maîtres ainsi que les vestiaires et une place destinée à recevoir les vitrines de collections.

Le *1^{er} étage* sera destiné à la division des ponts et chaussées, le *2^e étage* étant prévu pour la division du bâtiment. Ces deux étages comprendront:

- a) à l'aile sud-ouest: 4 salles de théorie, 2 salles de construction et 6 salles de maîtres;
- b) à l'aile nord-est: 3 salles de construction et 3 salles de maîtres.

Les corridors, qui serviront de vestiaires aux élèves, seront aménagés dans les deux ailes en vue de recevoir dans des vitrines des modèles techniques et des collections.

Dans les *combles* se trouvera uniquement la grande salle de dessin à main libre avec un local des modèles et la salle du maître de dessin. Une partie de la surface du toit sera aménagée comme terrasse en vue de l'enseignement du dessin en plein air. Les autres parties du toit n'auront pas cet aménagement.

Au *sous-sol* on aura:

- a) à l'aile sud-ouest un laboratoire de la mécanique des terres, une salle d'examen des matériaux, l'installation de chauffage central à 2 étages avec réservoir à mazout et soute à charbon de réserve, ainsi que les locaux d'abris qui, en temps normaux, serviront également

de locaux de matériel. En ce qui concerne la chaufferie, il faut remarquer que tous les bâtiments du Technicum, à l'exception du bâtiment de chimie construit en 1955/56, seront reliés à la nouvelle centrale. La centrale actuelle de chauffage au charbon, qui se trouve au sous-sol de l'ancien bâtiment principal et à laquelle est encore relié aujourd'hui le bâtiment construit en 1913/14, est vétuste et peu économique. On ne peut pas la rénover et l'agrandir en cet endroit. La place ainsi libérée servira plus tard à l'agrandissement de la division de l'électricité.

- b) A l'aile nord, un auditoire de physique avec salle de collections et de travaux pratiques, une salle pour le microscope, une salle de théorie pour la technique des machines, une salle de construction des modèles, 3 salles de maîtres ainsi que le corridor avec vitrines de collections, comme dans les étages du dessus.

Bâtiment des loisirs et de réfectoire F

Ce bâtiment aura 2 entrées, l'une à l'intention des élèves, l'autre pour les logements de concierge du dessus ainsi que pour le service du lunch-room. La cage d'escaliers est disposée dans le milieu du bâtiment. On prévoit les locaux suivants:

Au *rez-de-chaussée* un réfectoire de 80 places au plus (buffet à self-service), une salle de séjour, séparée du lunch-room par une paroi mobile, une salle de lecture, une salle de bibliothèque et une petite chambre obscure resp. laboratoire de photographie.

Aux *combles*, les 2 logements de concierge avec chacun 4 chambres, cuisine, salle de bain et WC. Chacun des 2 logements est entouré d'une terrasse.

Au *sous-sol*, directement sous le réfectoire, un local de réserve pour y aménager éventuellement, par la suite, une cuisine de restaurant, un local à provisions, un petit local pour le moment inoccupé, l'abri anti-aérien, un local de répartition du chauffage, une buanderie avec séchoir, ainsi que les toilettes pour le rez-de-chaussée et le sous-sol.

Toujours sous réserve d'approbation par le Grand Conseil et par le peuple, il est prévu de faire commencer les travaux au printemps 1963, afin que les nouvelles bâtisses puissent être prêtes si possible à l'ouverture du semestre d'hiver 1964/65.

III.

Le devis détaillé établi le 4 août 1962 par M. Rolf Berger, architecte à Berne, fournit les éléments suivants:

| | | |
|---|-------------|-----|
| A. <i>Frais de bâtiment</i> et abri anti-aérien y compris toutes les installations fixes ainsi que les parts d'honoraires d'ingénieur et d'architecte | | fr. |
| – bâtiment B | 5 273 430.— | |
| – bâtiment F | 1 025 435.— | |

| | | |
|---|-----------|--|
| B. <i>Aménagement des abords</i> , démolition de la villa «Jurablick» et honoraires | | |
| – près des nouveaux bâtiments y compris l'installation de parcage Pestalozzistrasse | 470 000.— | |
| – près des anciens bâtiments (Friedeggstrasse), accès, part de frais de la centrale de chauffage dans les anciens bâtiments | 498 900.— | |

| | | |
|--|-------------|--|
| C. <i>Mobilier</i> . Achat de meubles, machines, appareils, y compris part d'honoraires d'architecte | | |
| – pour le nouveau bâtiment B | 1 251 119.— | |
| – pour le bâtiment F | 35 023.— | |
| – mobilier, appareils et instruments pour les anciens bâtiments | 229 100.— | |
| Total général | 8 783 007.— | |

Le prix moyen du m³ d'espace bâti (bâtiments B et F) s'élève, avec toutes les installations fixes et compte tenu de la répartition des frais de la nouvelle centrale de chauffage sur les bâtiments raccordés, à fr. 175.65. Nous sommes d'avis que ce prix peut être considéré comme admissible si on le compare à celui d'autres objets du même genre, de même importance, et si l'on tient compte de l'indice actuel du coût de la construction. Nous signalons encore que le projet représente une réalisation très concentrée du programme en locaux et qu'il comprend de nombreux locaux spéciaux qui en augmentent le coût.

On peut s'attendre de la part de la Confédération à une subvention de fr. 100 000.—, mais des efforts ont été entrepris en vue de faire porter ce montant à fr. 500 000.—.

Au vu des considérations qui précèdent, les Directions des travaux publics et de l'économie publique proposent d'approuver le projet d'arrêté populaire ci-après.

Berne, le 9 août 1962

Le Directeur
des travaux publics:

H. Huber

Le Directeur
de l'économie publique:

R. Gnägi

Proposition du Conseil-exécutifdu 14 août 1962

Arrêté populaire
concernant la construction
d'un bâtiment scolaire, ainsi que d'un
bâtiment des loisirs et de réfectoire à l'in-
tention du Technicum cantonal
de Berthoud

¹ Les crédits suivants sont alloués en vue de la construction d'un bâtiment scolaire, ainsi que d'un bâtiment des loisirs et de réfectoire à l'intention du Technicum cantonal de Berthoud:

fr.

7 267 765.— à charge de la Direction des travaux publics sous rubrique 2105 705, constructions nouvelles et transformations;

1 515 242.— à charge de la Direction de l'économie publique sous rubrique 1340 770, acquisition de mobilier, machines, instruments, appareils et outils;

8 783 007.—

² La justification d'un renchérissement des travaux de construction pouvant intervenir du fait de l'augmentation des salaires et des prix des matériaux sera présentée dans le décompte des travaux. Le Grand Conseil est autorisé à accorder le crédit supplémentaire éventuellement nécessaire.

³ Le Conseil-exécutif fixera la date du début des travaux.

⁴ Le présent arrêté sera soumis à la votation populaire. Il sera inséré au bulletin des lois après son adoption par le peuple.

Berne, le 14 août 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le vice-président:

D^r V. Moine

Le chancelier:

Hof

Rapport adressé par les Directions des travaux publics et de l'instruction publique

au Conseil-exécutif, à l'intention du Grand Conseil,

**concernant la construction d'un bâtiment scolaire à l'intention de l'Ecole normale
cantonale des maîtresses ménagères à Porrentruy**

(Août 1962)

La loi du 6 décembre 1925 sur les écoles complémentaires et l'enseignement ménager a permis à la commune de Porrentruy d'adjoindre en 1926 à son école secondaire des jeunes filles une section ménagère avec la cuisine scolaire nécessaire. La même année ont été introduits dans cet établissement les cours complémentaires ménagers. En date du 13 décembre 1929, le Conseil-exécutif a approuvé la décision prise par la commune de Porrentruy d'adjoindre à l'école secondaire des jeunes filles une division pour la formation de maîtresses ménagères. Le 18 septembre 1951, soit 22 ans plus tard, le Grand Conseil a décidé d'étatiser cette division, qui porte depuis lors la désignation d'Ecole normale cantonale des maîtresses ménagères pour la partie française du canton de Berne.

L'enseignement a été donné dans les locaux à disposition de l'école secondaire des jeunes filles de Porrentruy dans le bâtiment «Juventuti». Pour les élèves de l'école normale, il a été envisagé d'utiliser un bâtiment d'internat, projet qui a été réalisé en 1952 par l'acquisition de l'immeuble d'un médecin de Porrentruy, le Dr Mandelert, et par la transformation de ce bâtiment, qui comportait le logement du médecin et une clinique.

Pendant 10 années, l'école normale ménagère, l'école ménagère et l'école complémentaire ménagère, ainsi que l'école secondaire des jeunes filles, ont donc dû se contenter, pour leurs 350 élèves

environ, des locaux à disposition à «Juventuti», c'est-à-dire 8 salles de classe et une seule cuisine. Certaines classes sont bien logées provisoirement dans des bâtiments privés, mais cette solution n'est pas heureuse du tout quant à l'enseignement et à la surveillance.

Bien que l'Ecole normale ménagère soit organisée et installée d'une manière exemplaire en ce qui concerne son internat, elle ne dispose pas des locaux d'enseignement et d'exercice qu'elle devrait avoir en propre.

La situation à «Juventuti», après 10 années d'utilisation et avec un nombre croissant d'élèves d'école secondaire, est devenue tout à fait intenable.

C'est pourquoi la direction de l'Ecole normale a demandé avec insistance que l'on mette à disposition de l'établissement un bâtiment en propre avec les locaux nécessaires. C'est en vue d'une construction à ériger que la commune de Porrentruy a mis à disposition un terrain en 1958. Mais par la suite a été offert à l'Etat, qui en a fait l'acquisition, l'immeuble «Le Tirage», qui se trouve dans une situation plus favorable, directement vis-à-vis du bâtiment actuel d'internat. La commune de Porrentruy a versé en faveur de cette acquisition une contribution de fr. 47 520.— correspondant au prix du terrain qu'elle avait mis à disposition précédemment. Cette transaction a été approuvée par le Grand Conseil le 8 mai 1961. Sur la base d'un

programme des locaux établi par la direction de l'Ecole normale ménagère, MM. Baumann et Tschumi, architectes à Bienne-Porrentruy, ont élaboré un projet de construction nouvelle accompagné d'un devis détaillé. Avec l'exécution de ce projet, l'Ecole normale ménagère de la partie française du canton sera définitivement logée et, quant à sa structure, il correspondra à l'établissement semblable que l'Etat possède dans l'ancien canton et qui dispose de ses locaux depuis 1955 à la Weltstrasse à Berne.

Les plans renseignent quant aux travaux projetés. Mentionnons particulièrement sa situation tranquille et bien choisie à proximité immédiate du centre scolaire de Porrentruy, où se trouvent l'Ecole cantonale et l'Ecole normale des instituteurs, tout près de l'internat des élèves de l'Ecole normale ménagère et à petite distance des nouvelles halles de gymnastique dotées d'installations modernes.

Le nouveau bâtiment comprendra les locaux suivants:

Rez-de-chaussée. Une cuisine scolaire installée selon les prescriptions cantonales avec locaux accessoires, une salle d'enseignement pour les branches ménagères, une buanderie de démonstration et d'exercice, le réfectoire des élèves, des toilettes, un hall d'entrée et la direction.

1^{er} étage. Deux salles de classe pour l'enseignement théorique, un local pour l'enseignement des denrées alimentaires avec salle d'exercice attenante, un local pour la classe complémentaire, ainsi que pour les démonstrations et projections, un local pour cours de couture et d'ouvrages, une bibliothèque et une niche pour travailler, toilettes, etc.

2^e étage. Un petite aula pour manifestations d'ensemble, le chant, etc., ainsi que la section des travaux manuels avec compartiments pour des travaux sur bois et sur métal, le tressage et le tissage, travaux de céramique et modelage.

Sous-sol. Une seconde cuisine scolaire avec accessoires, chaufferie, local de séchage, caves, local de matériel et bibliothèque, archives, garde-robe.

Les frais peuvent être récapitulés comme suit:

| | |
|--|--------------------|
| 1 ^o Pour le bâtiment selon devis détaillé | fr. |
| et l'indice des prix de janvier 1962 | . 1 020 000.— |
| 2 ^o Pour l'aménagement des abords, | |
| le jardin, etc. | 37 300.— |
| 3 ^o Aménagement et installations | |
| spéciales des locaux d'enseignement, | |
| cuisine, etc., selon état et devis | |
| détaillés | 214 800.— |
| 4 ^o Mobilier, corps d'éclairage, moyens | |
| d'enseignement, appareils, etc., selon | |
| état et devis détaillés | 167 000.— |
| 5 ^o Imprévu et décoration artistique .. | 24 900.— |
| Total | <u>1 464 000.—</u> |

Pour un volume de 6000 m³, on obtient pour les travaux de construction proprement dits du bâtiment, qui s'élèvent à fr. 1 020 000.—, un prix au m³ de fr. 170.—, ce qui peut être considéré comme favorable si l'on tient compte du caractère rationnel de l'aménagement. Conformément à la loi fédérale du 26 juin 1930 sur la formation professionnelle et l'ordonnance du 1^{er} juin 1956, il sera versé par l'Office fédéral pour l'industrie, les arts et métiers et le travail (OFIAMT) un subside de 10 % environ, mais de fr. 100 000.— au maximum. On peut compter aussi sur un subside en faveur des moyens d'enseignement, mais le montant de ces derniers ne peut pas encore être fixé aujourd'hui.

Au vu des considérations qui précèdent, les deux Directions soussignées proposent d'approuver le projet d'arrêté ci-après.

Berne, le 2 août 1962

Le Directeur
des travaux publics p. s.:
Schneider

Le Directeur
de l'instruction publique p. s.:
Moser

Proposition du Conseil-exécutif

du 14 août 1962

Arrêté populaire concernant la construction d'un bâtiment scolaire à l'intention de l'Ecole normale cantonale des maîtresses ménagères à Porrentruy

¹ Les crédits suivants sont alloués en faveur de la construction d'un bâtiment scolaire à l'intention de l'Ecole normale cantonale des maîtresses ménagères à Porrentruy:

fr.

1 297 000.— à charge de la Direction des travaux publics sous rubrique 2105 705 1, constructions nouvelles et transformations;

167 000.— à charge de la Direction de l'instruction publique sous rubrique 2036 770, acquisition de mobilier, etc.;

1 464 000.—

² La justification d'un renchérissement des travaux de construction pouvant intervenir du fait de l'augmentation des salaires et des prix des matériaux sera présentée dans le décompte des travaux. Le Grand Conseil est autorisé à accorder le crédit supplémentaire éventuellement nécessaire.

³ Le Conseil-exécutif fixera la date du début des travaux.

⁴ Le présent arrêté sera soumis à la votation populaire. Il sera inséré au bulletin des lois après son adoption par le peuple.

Berne, le 14 août 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le vice-président:

D^r V. Moine

Le chancelier:

Hof

Proposition du Conseil-exécutif

du 14 août 1962

Décret
du 11 novembre 1952
sur l'organisation des Directions
des travaux publics et des chemins de fer;
(modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,
sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

1. L'art. 9 du décret du 11 novembre 1952 reçoit la teneur suivante:

Art. 9. ¹ Le secrétariat de direction est placé sous les ordres du premier secrétaire.

² Au premier secrétaire sont attribués un 2^e secrétaire de direction, deux adjoints-juristes, ainsi que le personnel de chancellerie voulu. L'alinéa 4 demeure réservé.

³ L'un des deux fonctionnaires mentionnés à l'alinéa 2 ci-dessus sera dans la mesure du possible de langue maternelle française.

⁴ Le Directeur désigne le chef de la section juridique en choisissant parmi les fonctionnaires mentionnés aux alinéas 1 et 2, et il fixe l'organisation de cette section.

2. La présente modification entrera en vigueur immédiatement.

Berne, le 14 août 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le vice-président:

D^r V. Moine

Le chancelier:

Hof

Rapport adressé par la Direction des travaux publics
au Conseil-exécutif, à l'intention du Grand Conseil,
concernant le programme d'aménagement des routes principales,
ainsi que des routes de jonction et secondaires
pour les années 1963/64

(Août 1962)

Le programme d'urgence des années 1961/62 arrive à son terme à la fin de cette année. Il est dès lors à la fois nécessaire et opportun, comme on l'a fait précédemment, de soumettre au Grand Conseil un nouveau programme pour les années 1963 et 1964. Le développement énorme du trafic motorisé, la surchauffe de la conjoncture dans le bâtiment, le renchérissement croissant et l'augmentation des prix du sol ne permettent pas d'établir aisément des programmes de construction pour de longues années. En revanche, dans le domaine de la construction des routes, il est possible de mesurer assez exactement les besoins de 2 années.

Les travaux techniques préparatoires, les questions d'acquisition du sol et les pourparlers avec les communes et les particuliers exigeant un certain temps, l'administration est obligée d'avoir en mains un programme prévoyant des délais. Il est également nécessaire d'avoir des directives indiquant le but à atteindre, afin de pouvoir utiliser au mieux les services d'un personnel technique peu nombreux.

Le programme de 1963/64 comprend les propositions de travaux urgents à effectuer sur le réseau des routes principales, ainsi que des routes de jonction et secondaires. Les routes nationales et les routes des Alpes figurent dans les programmes de la Confédération.

Nous prévoyons une dépense annuelle de francs 12 000 000.— pour les routes principales et de francs 13 000 000.— pour les routes de jonction et secondaires, soit au total fr. 25 000 000.—. C'est ce montant qu'il faudra prendre en considération dans le budget. Pour les travaux à effectuer sur les routes principales bénéficiant d'une subvention fédérale, il faut compter avec un subside de la Confédération de 5,5 millions environ par an.

Les travaux prévus exigeront les mesures suivantes:

- a) Remplacement du revêtement gravier par un revêtement antipoussière
- b) Elargissement de chaussées en corrélation avec des corrections de profil
- c) Correction de courbes
- d) Tronçons nouveaux et évitement des localités
- e) Suppression de passages à niveau
- f) Consolidation ou construction de ponts
- g) Correction de routes de villages en corrélation avec l'installation de trottoirs.

Le programme des travaux des années 1963/64 prévoit les dépenses suivantes:

| | 1963 fr. | 1964 fr. |
|---|----------------------|-------------|
| A. Routes principales | 12 mio | 12 mio |
| B. Routes de jonction et secondaires | 13 mio | 13 mio |
| | 25 mio | 25 mio |
| Total | <u>50 mio francs</u> | |

Nous proposons d'approuver le programme prévu conformément au projet d'arrêté ci-après.

Berne, en août 1962

Le Directeur
des travaux publics:
H. Huber

Proposition du Conseil-exécutif

du 14 août 1962

Programme d'aménagement des routes principales ainsi que des routes de jonction et secondaires pour les années 1963/64

Le Grand Conseil approuve le programme ci-après d'aménagement des routes principales ainsi que des routes de jonction et secondaires des années 1963/64 au coût total de fr. 50 000 000.— à prélever sur les rubriques budgétaires 2110 712 10 (Routes principales) et 2110 712 20 (Routes de jonction et secondaires).

A. Hauptstrassen / Routes principales

1. N^o 1: Bern – Kirchberg – Murgenthal

| | Fr. |
|--|-------------|
| a) Strassenunterführung beim Bahnhof Hindelbank | 550 000.— |
| b) Neue Brücke über die Emme in Kirchberg inkl. Zufahrten | 950 000.— |
| c) Langenthal – Kaltenherberge Ausbau des Teilstückes Langen- thal bis SBB-Überführung | 1 200 000.— |
| d) Teilstück in Wynau mit Gehweg . | 350 000.— |

N^o 1: Bern – Mühleberg – Biberen

| | |
|---|-------------|
| a) Korrektionsarbeiten in den Kurven bei Heggidorn | 300 000.— |
| b) Neuanlage und Umfahrung von Rizenbach und Biberen | 1 500 000.— |

2. N^o 5: Biel – Lengnau

| | |
|-------------------------------|-----------|
| Dorfausbau in Pieterlen | 440 000.— |
|-------------------------------|-----------|

N^o 5: Attiswil – Dürrmühle

| | |
|---|-----------|
| a) Flumenthal – Attiswil Umfahrung Attiswil, Beitrag an Solothurner Strecke | 300 000.— |
| b) Teilstück Wehribach – Wiedlisbach innerorts mit Gehwegen | 450 000.— |
| c) Wiedlisbach – Oberbipp Korrektion und Belag | 300 000.— |

3. N^o 6: Bern – Thun

| | |
|--|-----------|
| a) Fahrbahnverbreiterung in Muri . | 400 000.— |
| b) Erneuerung der Beläge im Amt Konolfingen | 300 000.— |
| c) Ausbau mit Gehweganlage in Münsingen | 450 000.— |

Übertrag .. 7 490 000.—
Report

| | |
|--|---------------------|
| | Fr. |
| Übertrag .. | 7 490 000.— |
| Report | |
| d) Heimberg Umbau der Strassengabelung bei Garage Gander | 330 000.— |
| N° 6: <i>Bern – Biel – Tavannes – Porrentruy</i> | |
| a) Lyss: Ausbau der Bernstrasse mit Gehweganlage | 500 000.— |
| b) Rondchâtel – Reuchenette Suppression du passage à niveau et nouvelle route, 2 ^{ème} étape | 4 000 000.— |
| Correction et aménagement des tronçons: | |
| c) Tavannes – Reconvilier – Pontenet | 300 000.— |
| d) Court, village 3 ^{ème} étape | 350 000.— |
| e) Gorges de Court – Moutier | 1 200 000.— |
| f) Choindez – Courrendlin | 1 200 000.— |
| g) Courrendlin, déviation, première étape | 600 000.— |
| h) Porentruy, suppression PN St-Germain et aménagement avenue Stockmar, première étape | 500 000.— |
| 4. N° 10: <i>Bern – Langnau</i> | |
| a) Dorfausbau Richigen mit Geh- wegen | 230 000.— |
| b) Dorfstrasse in Grosshöchstetten mit Gehwegen | 180 000.— |
| c) Langnau, neue Brücke über die Ilfis mit Anfahrten | 700 000.— |
| 5. N° 18: <i>Delémont – Angenstein</i> | |
| Correction et aménagement des tronçons: | |
| a) Soyhières – Liesberg | 1 000 000.— |
| b) Zwingen – Kessiloch | 700 000.— |
| c) Delémont, Pont Gygax, rue Aug.-Quiquerez | 400 000.— |
| 6. N° 108: <i>Sonceboz – St-Imier – La Cibourg</i> | |
| Correction et aménagement des tronçons: | |
| a) St-Imier, suppression du PN Sébastopol, 2 ^{ème} étape | 1 100 000.— |
| b) Renan – La Cibourg, 2 ^{ème} étape .. | 650 000.— |
| 7. Projektierungsarbeiten und | |
| Reserve der Baudirektion | 2 570 000.— |
| Coût des projets et réserve | |
| Total Hauptstrassen ... | <u>24 000 000.—</u> |
| Total pour les routes principales | |

B. Verbindungs- und Nebenstrassen
Routes de jonction et secondaires

Oberingenieurkreis I

Arrondissement I

| | |
|---|-------------|
| 1. Gunten – Sigriswil | Fr. |
| Fortsetzung des Ausbaues, Korrektion und Belag | 500 000.— |
| 2. Unterseen – Beatenberg | |
| Neubau im Kienbergwald, Fertigstellung | 1 500 000.— |
| 3. Unterseen – Habkern | |
| Teilkorrektionen und Ausbau | 440 000.— |
| 4. Brünig – Hasliberg | |
| Teilkorrektionen und Ausbau | 350 000.— |
| 5. Leissigen – Krattigen | |
| Korrektionen beim Fritzenbach und Oertlimatt | 380 000.— |
| 6. Frutigen – Adelboden | |
| Korrektion und Ausbau March- graben – Spitalbrücke, 1. Baulos .. | 1 200 000.— |
| 7. Frutigen – Kandersteg | |
| Ausbau in Bunderbach | 600 000.— |
| 8. Diemtigen – Katzenlochbrücke | |
| Ausbau Kirche Diemtigen – Schöneegg | 180 000.— |
| 9. Gstaad – Lauenen | |
| Teilkorrektionen und Ausbau | 240 000.— |
| 10. Heimenschwand – Jassbach | |
| Ausbau Heimenschwand – Amts- grenze | 250 000.— |
| 11. Eriz (Zulgtal) | |
| Ausbauten und Ausweichstellen .. | 300 000.— |

Oberingenieurkreis II

Arrondissement II

| | |
|---|-----------|
| 1. Bern – Ostermundigen | |
| Dorfstrasse in Ostermundigen mit Gehweganlage | 220 000.— |
| 2. Bern – Bolligen | |
| Ausbau und Gehwege zwischen Wegmühle und Sternen | 360 000.— |
| 3. Bern – Halenbrücke | |
| Rekonstruktionsarbeiten an der Halenbrücke | 180 000.— |
| 4. Bern – Köniz – Schwarzenburg | |
| a) Ausbau mit Gehweg, Strecke Kirche – Schulhaus in Köniz | 240 000.— |
| b) Schwarzwasserbrücke mit Zufahrten, Fertigstellung | 110 000.— |

Übertrag .. 7 050 000.—
Report

| | |
|---|-------------|
| | Fr. |
| Übertrag .. | 7 050 000.— |
| Report | |
| c) Kurvenausbau oberhalb Aeken- matt | 90 000.— |
| d) Verstärkung der Dorfbachbrücke in Schwarzenburg | 120 000.— |
| 5. Schwarzenburg – Kalchstätten – Guggisberg Fortsetzung des Ausbaues | 600 000.— |
| 6. Wabern – Kehrsatz Umfahrungsstrasse in Kehrsatz, 1. Etappe | 500 000.— |
| 7. Köniz – Niedermuhlern Ausbau Bachmühle – Nieder- muhlern, Fertigstellung | 230 000.— |
| 8. Wattenwil – Burgistein Fortsetzung des Ausbaues | 300 000.— |
| 9. Gelterfingen – Gerzensee Fortsetzung des Ausbaues | 280 000.— |
| 10. Kirchdorf – Uttigen Ausbau und Belag | 450 000.— |
| 11. Münsingen – Konolfingen Ausbauten in Münsingen mit Gehweganlage | 200 000.— |
| 12. Kiesen – Jaberg Ausbau in Kiesen, Fertigstellung . | 90 000.— |
| 13. Biglen – Obergoldbach Fertigstellung der Ausbauten | 110 000.— |
| 14. Jassbach – Heimenschwand Ausbau und Belag, 1. Etappe | 240 000.— |

Oberingenieurkreis III

Arrondissement III

| | |
|---|-----------|
| 1. Biel – Orpund Ausbau der Orpundstrasse in Biel, Kantonsanteil | 280 000.— |
| 2. Lamboing – Orvin Correction et aménagement, 2 ^{ème} étape | 700 000.— |
| 3. Schönbrunnen – Rapperswil Ausbau mit Gehweganlage in Rapperswil | 450 000.— |
| 4. Büetigen – Studen Korrektion und Ausbau | 220 000.— |
| 5. Erlach – St. Johannsen Ausbau beim Stadtausgang | 160 000.— |
| 6. Vinelz – Hagneck Korrektion und Ausbau der Strecke Lüscherz – Station Lüscherz | 600 000.— |

Übertrag . 12 670 000.—
Report

| | |
|---|--------------|
| | Fr. |
| Übertrag . | 12 670 000.— |
| Report | |
| 7. Ins – Murten | |
| Seitenhebungen im Moos | 140 000.— |
| 8. Finsterhennen – Treiten | |
| Fortsetzung des Ausbaues | 380 000.— |
| 9. Lyss – Aarberg | |
| Aufhebung des Niveauüberganges in Leimern, 1. Etappe | 500 000.— |
| <i>Oberingenieurkreis IV</i> | |
| <i>Arrondissement IV</i> | |
| 1. Kirchberg – Burgdorf – Langnau | |
| a) Strassenausbau mit Gehweg- anlagen, Westeingang Burgdorf . | 120 000.— |
| b) Ausbau mit Gehwegen Spital Burgdorf – Oberburg | 200 000.— |
| c) Hasli – Riffershäusern, Ausbau mit Verkehrsregelungsanlage ... | 330 000.— |
| 2. Oberburg – Krauchthal – Bolligen | |
| a) Ausbau der Dorfstrasse in Krauchthal mit Gehwegenanlagen | 230 000.— |
| b) Krauchthal – Amtsgrenze, Fertigstellung des Ausbaues | 120 000.— |
| 3. Kirchberg – Utzenstorf | |
| Dorfstrasse in Utzenstorf mit Gehwegenanlagen, 1. Etappe | 200 000.— |
| 4. Roggwil – St. Urban | |
| Ausbau der Dorfstrasse in Roggwil mit Gehwegenanlagen | 550 000.— |
| 5. Melchnau – Gondiswil – Kantons- grenze, Ausbau des Teilstückes Gondiswil – Kantonsgrenze | 700 000.— |
| 6. Ursenbach – Walterswil – Mussachen | |
| Ausbau des Teilstückes Walters- wil – Mussachen | 650 000.— |
| 7. Lotzwil – Bleienbach | |
| Ausbau Käppeliacker – Kleinholz . | 200 000.— |
| 8. Langenthal – Huttwil | |
| Teilstück Gutenberg – Madiswil und Lotzwil innerorts mit Gehweg- anlagen | 300 000.— |
| 9. Sumiswald – Wasen | |
| Dorfstrecke Sumiswald mit Geh- wegenanlagen | 150 000.— |
| 10. Affoltern – Häusernmoos | |
| Entwässerungsarbeiten und Leicht- belag | 300 000.— |
| 11. Wasen – Fritzenberg – Eriswil | |
| Korrektion und Belag, Teilstück Hohfuhren – Riseralp | 350 000.— |
| Übertrag . | 18 090 000.— |
| Report | |

Fr.
Übertrag . 18 090 000.—
Report

- | | |
|--|-----------|
| 12. Seeburg – Hermiswil | |
| Aufhebung des SBB-Niveau- überganges, Kantonsanteil | 260 000.— |
| 13. Eggiwil – Röthenbach – Oberei | |
| Neue Brücke über den Jassbach in Röthenbach | 180 000.— |
| 14. Eggiwil – Siehen – Schangnau | |
| Korrektion und Ausbau des Teil- stückes Moos – Längfeld | 350 000.— |

Arrondissement V

Oberingenieurkreis V

- | | |
|---|-----------|
| 1. Delémont – Glovelier – La Ferrière, N° 18 | |
| a) Courtélie – Courfaivre – Bassecourt | |
| Elargissement, reprofilage et pose d'un tapis | 370 000.— |
| b) Bassecourt – Glovelier | |
| Aménagement carrefour Route N° 106 | 220 000.— |
| c) Montfaucun – Le Bémont | |
| Elargissement, renforcement de la fondation et correction du tracé | 350 000.— |
| d) Le Bémont – Saignelégier | |
| Elargissement, renforcement de la fondation et correction du tracé | 250 000.— |
| e) Le Noirmont – Le Jouéré | |
| correction du tracé et tapis | 180 000.— |
| f) Le Boéchet – Les Bois | |
| correction du tracé et tapis | 400 000.— |
| 2. Tavannes – Undervelier, N° 106 | |
| a) Pont de la Mort – Le Fuet | |
| correction, élargissement et tapis | 150 000.— |
| b) Bifurcation Sornetan – Pichoux | |
| correction partielle, élargissement et tapis | 310 000.— |
| 3. Tavannes – Tramelan – Saignelégier, N° 107 | |
| a) Tavannes-village, | |
| correction et aménagement | 250 000.— |
| b) Tavannes – Orange | |
| Elargissement et renforcement de la fondation | 450 000.— |
| c) Tramelan-village | |
| Elargissement et reconstruction d'un mur de soutènement | 250 000.— |
| 4. Fahy – Creugenat, N° 158 | |
| Elargissement, reprofilage et tapis | 450 000.— |
| Übertrag . 22 510 000.— Report | |

| | |
|--|---------------------|
| | Fr. |
| Übertrag . | 22 510 000.— |
| Report | |
| 5. Breitenbach – Laufon – Charmoille Porrentruy – Damvant, N ^o 99 | |
| a) Breitenbach – Laufon correction et aménagement | 350 000.— |
| b) Miécourt – Alle léger reprofilage et tapis | 160 000.— |
| c) Chevenez-village reprofilage, filets d'eau, tapis . . . | 120 000.— |
| 6. Zwingen – Brislach Suppression PN Zwingen, 2 ^{ème} étape | 350 000.— |
| 7. Boécourt – Bassecourt Elargissement, renforcement de la fondation, correction | 250 000.— |
| 8. St-Ursanne – La Motte léger reprofilage et tapis | 250 000.— |
| 9. Projektierungsarbeiten und Reserve der Baudirektion | 2 010 000.— |
| Total Verbindungs- und Nebenstrassen . . . | <u>26 000 000.—</u> |
| Total pour routes de jonction et secondaires | |

| Récapitulation | |
|--|---------------------|
| | fr. |
| A. Routes principales | 24 000 000.— |
| B. Routes de jonction et secondaires . | <u>26 000 000.—</u> |
| Total | <u>50 000 000.—</u> |

Ce programme de 2 années servira de directives. Les montants qui y sont mentionnés seront pris en considération dans le budget en fonction des crédits à disposition.

Approuvé par le Conseil-exécutif et transmis au Grand Conseil.

Berne, le 14 août 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le vice-président:

D^r V. Moine

Le chancelier:

Hof

Proposition du Conseil-exécutif

du 10 août 1962

Décret

du 14 février 1956

**fixant les traitements des professeurs
de l'Université
(Modification)**

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application de l'art. 28 de la loi du 7 février
1954 sur l'Université,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

I. Le décret du 14 février 1956 est modifié comme
suit:

L'art. 1, al. 2, est supprimé.

L'art. 2 reçoit la teneur suivante:

Art. 2. ¹ Afin de procurer ou conserver à l'Université des professeurs éminents, il est loisible au Conseil-exécutif d'élever la rétribution fondamentale de cas en cas.

² Le Conseil-exécutif décide librement à cet égard si des allocations d'ancienneté, et combien, seront ajoutées à la rétribution fondamentale. Le nombre n'en pourra cependant jamais excéder huit.

L'art. 11 reçoit la teneur suivante:

Art. 11. Il est garanti à tout professeur ou privat-docent rétribué une recette minimum de finances de cours comportant:

pour les professeurs ordinaires

fr. 1400.— par semestre ou fr. 2800.— par année;

pour les professeurs extraordinaires à poste principal

fr. 1200.— par semestre ou fr. 2400.— par année;

pour les professeurs ordinaires ou extraordinaires non à poste principal suivant le degré d'occupation, toutefois par heure hebdomadaire obligatoire $\frac{1}{10}$ au moins des taux appliqués en cas de plein emploi;

pour les autres membres rétribués et chargés
d'un cours fr. 125.— par heure hebdomadaire,
mais au plus fr. 500.— par semestre ou fr. 1000.—
par an.

II. La présente modification entrera en vigueur
le 1^{er} octobre 1962. Le Conseil-exécutif est chargé
de son application.

Berne, le 10 août 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président e. r.:

D. Buri

Le chancelier:

Hof

Proposition du Conseil-exécutif

du 10 août 1962

Décret **concernant la conservation des** **monuments historiques**

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application de l'art. 26, ch. 14, de la Constitution cantonale, ainsi que de la loi du 16 mars 1902 sur la conservation des objets d'art et monuments historiques,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décède:

Article premier. Il est créé à la Direction de l'instruction publique les postes suivants en vue d'alléger la tâche de la Commission des monuments historiques et d'assurer d'une manière plus efficace la surveillance et l'entretien de ces monuments:

- a) un poste de conservateur des monuments historiques,
- b) un poste de fonctionnaire chargé d'établir l'inventaire des monuments historiques.

Art. 2. La position et les attributions de ces deux fonctionnaires sera réglée par le Conseil-exécutif.

Art. 3. Le poste de conservateur des monuments historiques est rangé dans les classes de traitement 5 à 3, celui du fonctionnaire chargé d'établir l'inventaire dans les classes 6 à 4.

Art. 4. Le présent décret entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1963. Il obrogera à cette date le décret du 19 février 1959 portant création d'un poste de conservateur des monuments historiques.

Berne, le 10 août 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président e. r.:

D. Buri

Le chancelier:

Hof

Proposition du Conseil-exécutif

du 20 juillet 1962

Décret du 22 février 1956 sur l'organisation de la Direction militaire (Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application de l'art. 44 de la Constitution cantonale du 4 juin 1893,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

1. L'art. 7 du décret du 22 février 1956 sur l'organisation de la Direction militaire est modifié comme suit:
 - Au premier alinéa, deuxième ligne, les mots «un adjoint» sont remplacés par «deux adjoints».
 - Le deuxième alinéa reçoit la teneur suivante:
«L'un des adjoints est principalement chargé de diriger l'Office cantonal de protection civile, l'autre le Bureau cantonal de l'enseignement postscolaire de la gymnastique et des sports.»
2. Le présent décret entrera immédiatement en vigueur.

Berne, le 20 juillet 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président:

D^r H. Tschumi

Le chancelier p. s.:

Chr. Lerch

Proposition du Conseil-exécutif

du 10 août 1962

Décret du 11 novembre 1959 concernant l'organisation de la Direction des finances (Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application de l'art. 26, ch. 14, et de l'art. 44,
al. 3, de la Constitution cantonale, ainsi que de
l'art. 32 de la loi du 3 juillet 1938 sur l'administra-
tion des finances de l'Etat,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

1^o L'art. 4 du décret du 11 novembre 1959 reçoit
la teneur suivante:

Art. 4. Le Secrétariat de la Direction est dirigé
par le 1^{er} secrétaire. Il peut lui être attribué
deux autres secrétaires.

2^o La présente modification entrera en vigueur au
1^{er} octobre 1962.

Berne, le 10 août 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président e. r.:

D. Buri

Le chancelier:

Hof

Antrag des Regierungsrates
vom 14. August 1962

Proposition du Conseil-exécutif
du 14 août 1962

Nachkredite
für das Jahr 1961

Crédits supplémentaires
pour l'année 1961

Der Grosse Rat des Kantons Bern,
auf den Antrag des Regierungsrates,
beschliesst:

Le Grand Conseil du canton de Berne,
sur la proposition du Conseil-exécutif,
arrête:

I.

I.

Der Grosse Rat nimmt Kenntnis davon, dass der Regierungsrat, gestützt auf Art. 29 Abs. 1 des Gesetzes über die Finanzverwaltung vom 3. Juli 1938, bis 30. März 1962 folgende Nachkredite für das Jahr 1961 bewilligt hat:

Le Grand Conseil prend acte de ce qu'en vertu de l'art. 29, alinéa 1, de la loi du 3 juillet 1938 sur l'administration des finances de l'Etat, le Conseil-exécutif a, jusqu'au 30 mars 1962, accordé les crédits supplémentaires suivants pour l'année 1961:

| | Voranschlag Budget | | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | |
|---|-----------------------|-----------|--|---|
| | 1961 | | 1961 | |
| | Fr. | | Fr. | |
| 10 <i>Allgemeine Verwaltung</i> | | | | 10 <i>Administration générale</i> |
| 1000 <i>Grosser Rat</i> | | | | 1000 <i>Grand Conseil</i> |
| 600 Taggelder und Entschädigungen an den Grossen Rat Mehr Sitzungen | 364 000.— | 21 440.05 | 600 Jetons de présence et indemnités aux membres du Grand Conseil Séances plus nombreuses | |
| 11 <i>Präsidialverwaltung</i> | | | | 11 <i>Section présidentielle</i> |
| 1105 <i>Staatskanzlei und Staatsarchiv</i> | | | | 1105 <i>Chancellerie d'Etat et Archives de l'Etat</i> |
| 801 PTT-Gebühren und Frachtausgaben Vermehrte Dienstgespräche | 3 300.— | 578.30 | 801 Taxes des PTT et frais de transport Conversations de service plus nombreuses | |
| 810 Taggelder und Reiseauslagen Vermehrte Reisetätigkeit im Zusammenhang mit der Schaffung des neuen Archivs in Pruntrut | 800.— | 306.40 | 810 Indemnités journalières et frais de déplacement Déplacements plus nombreux en rapport avec la création de la nouvelle archive à Porrentruy | |
| 830 Entschädigungen an Dritte für besondere Dienstleistungen Übersetzungsarbeiten | 8 500.— | 4 055.70 | 830 Indemnités à des tiers pour prestations spéciales Travaux de traduction | |
| 12 <i>Gerichtsverwaltung</i> | | | | 12 <i>Administration judiciaire</i> |
| 1200 <i>Obergericht</i> | | | | 1200 <i>Cour suprême</i> |
| 850 Kosten in Zivilsachen Zunahme der Expertenkosten in unentgeltlichen Zivilprozessen | 18 000.— | 5 873.80 | 850 Frais en affaires civiles Frais d'experts plus élevés dans les procès civils gratuits | |
| Übertrag | | 32 254.25 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|--|-----------------------|---|------------|---|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 32 254.25 | Report | |
| 1205 | <i>Richterämter</i> | | | 1205 | <i>Tribunaux de district</i> |
| 602 | Taggelder und Entschädigungen der Amtsrichter und Suppleanten | 200 000.— | 4 585.60 | 602 | Jetons de présence et indemnités aux juges et aux juges- suppléants |
| 613 | Kosten für Stellvertretungen Vermehrte Stellvertretungen infolge Krankheit und Militär- dienst | 55 000.— | 12 705.40 | 613 | Frais de remplacements Remplacements plus nombreux par suite de maladie et de service militaire |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Vermehrte Mobiliarinstand- stellungskosten in Pruntrut | 9 000.— | 2 458.70 | 771 | Entretien du mobilier Frais plus élevés pour la remise en état de mobilier à Porrentruy |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Mehrbedarf | 80 000.— | 9 145.78 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Besoin accru |
| 850 | Kosten in Zivilsachen | 185 000.— | 4 058.80 | 850 | Frais en affaires civiles |
| 1210 | <i>Staatsanwaltschaft</i> | | | 1210 | <i>Ministère public</i> |
| 801 | PTT-Gebühren Vermehrte Dienstgespräche | 3 000.— | 407.40 | 801 | Taxes des PTT Conversations de service plus nombreuses |
| 1215 | <i>Jugendanwaltschaft</i> | | | 1215 | <i>Avocats des mineurs</i> |
| 851 | Kosten in Strafsachen Zunahme der Geschäfte | 70 000.— | 12 305.90 | 851 | Frais en affaires pénales Augmentation du nombre des affaires |
| 1220 | <i>Verwaltungsgericht</i> | | | 1220 | <i>Tribunal administratif</i> |
| 602 | Taggelder und Entschädigungen der Mitglieder Vermehrte Sitzungen | 7 700.— | 1 289.30 | 602 | Jetons de présence et indemnités aux membres du Tribunal Séances plus nombreuses |
| 13 | <i>Volkswirtschaftsdirektion</i> | | | 13 | <i>Direction de l'économie publique</i> |
| 1300 | <i>Sekretariat</i> | | | 1300 | <i>Secrétariat</i> |
| 602 | Taggelder und Entschädigungen an Kommissionsmitglieder Neubildung von Kommissionen | 19 500.— | 4 974.70 | 602 | Jetons de présence et indemnités aux membres de commissions Constitution de nouvelles commissions |
| 790 | Automobilbetrieb | 2 300.— | 513.30 | 790 | Service des automobiles |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen | 35 000.— | 400.15 | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement |
| 930 | Staatsbeiträge an die Berufs- beratungsstellen der Gemeinden Vermehrte Defizitdeckungen | 220 000.— | 12 319.90 | 930 | Subventions de l'Etat en faveur des offices d'orientation pro- fessionnelle des communes Déficits de couverture plus élevés |
| Übertrag | | | 97 419.18 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|--|-----------------------|---|------------|--|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 97 419.18 | Report | |
| 1305 | Amt für berufliche Ausbildung | | | 1305 | Office de la formation professionnelle |
| 602 | Taggelder und Entschädigungen an die Mitglieder der Lehrlings- kommissionen Zunahme der Lehrvertrags- abschlüsse | 75 000.— | 11 000.— | 602 | Jetons de présence et indemnités aux membres des Commissions d'apprentissage Contrats d'apprentissage en plus grand nombre |
| 797 2 | Kosten der Lehrlingsprüfungen und Expertenurse Starke Zunahme der Lehrlinge | 295 000.— | 39 173.10 | 797 2 | Frais pour les examens d'apprentissage et pour les cours d'experts Forte augmentation du nombre des apprentis |
| 940 2 | Berufliche Stipendien | 185 000.— | 3 700.— | 940 2 | Bourses professionnelles |
| 1310 | Arbeitsamt | | | 1310 | Office du travail |
| 943 4 | Staatsbeiträge, Sozialpolitik: Freiwilliger Landdienst Vermehrter Einsatz von Prakti- kantinnen | 20 000.— | 6 221.20 | 943 4 | Subventions de l'Etat, politique sociale: Service agricole volon- taire Affectations plus nombreuses de stagiaires |
| 1315/17 | Versicherungsamt | | | 1315/17 | Office des assurances |
| 1315 | Versicherungsamt | | | 1315 | Office des assurances |
| 642 | Beitrag an die Versicherungs- kasse für das Staatspersonal | 4 920.— | 646.— | 642 | Contribution à la Caisse d'assurance du personnel de l'Etat |
| 645 | Arbeitgeberbeitrag an die Aus- gleichskasse für das Staatspersonal | 1 180.— | 258.— | 645 | Contribution d'employeurs à la Caisse de compensation du personnel de l'Etat |
| 801 | PTT-Gebühren Vermehrte Dienstgespräche | 2 300.— | 679.90 | 801 | Taxes des PTT Conversations de service en plus grand nombre |
| 820 | Mietzinse | 2 600.— | 300.— | 820 | Loyers |
| 927 | Staatsbeitrag an den Zentralen Ausgleichsfonds für Familien- zulagen an landwirtschaftliche Arbeitnehmer und Bergbauern Vermehrte Auszahlungen | 1 090 000.— | 49 924.— | 927 | Contribution de l'Etat au fonds central de compensation pour les allocations familiales aux tra- vailleurs agricoles et aux paysans de la montagne Versements plus nombreux |
| 1316 | Ausgleichskasse des Kantons Bern | | | 1316 | Caisse de compensation du canton de Berne |
| 640 | Beitrag an die Kranken- versicherung Mehrkosten zufolge Einführung der Invalidenversicherung | 1 500.— | 617.55 | 640 | Subvention pour l'assurance- maladie Frais supplémentaires par suite de l'introduction de l'AI |
| Übertrag | | | 209 938.93 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|--|-----------------------|---|------------|--|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| Übertrag | | | 209 938.93 | Report | |
| 641 | Beitrag an die Unfallversicherung | 450.— | 608.35 | 641 | Subvention pour l'assurance-accidents |
| | Gleiche Bemerkung wie bei Konto 640 | | | | Même observation que sous Cpte 640 |
| 644 | Beitrag an die Sparkasse des Aushilfspersonals | 28 200.— | 1 298.30 | 644 | Contribution à la Caisse d'épargne du personnel auxiliaire |
| | Gleiche Bemerkung wie bei Konto 640 | | | | Même observation que sous Cpte 640 |
| 645 | Arbeitgeberbeitrag an die Ausgleichskasse für das Staatspersonal | 28 500.— | 543.10 | 645 | Contribution d'employeur à la Caisse de compensation du personnel de l'Etat |
| | Gleiche Bemerkung wie bei Konto 640 | | | | Même observation que sous Cpte 640 |
| 770 | Anschaffung von Mobilien und Maschinen | 45 000.— | 1 143.25 | 770 | Acquisition de mobilier et de machines |
| | Gleiche Bemerkung wie bei Konto 640 | | | | Même observation que sous Cpte 640 |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten | 110 000.— | 21 926.35 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure |
| | Gleiche Bemerkung wie bei Konto 640 | | | | Même observation que sous Cpte 640 |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen | 3 000.— | 396.25 | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement |
| | Gleiche Bemerkung wie bei Konto 640 | | | | Même observation que sous Cpte 640 |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten . | 4 000.— | 6 132.44 | 899 | Autres frais d'administration |
| | Gleiche Bemerkung wie bei Konto 640 | | | | Même observation que sous Cpte 640 |
| 1317 | <i>Familienausgleichskasse</i> | | | 1317 | <i>Caisse d'allocations familiales</i> |
| 642 | Beitrag an die Versicherungskasse des Staatspersonals | —.— | 2 075.— | 642 | Contribution à la Caisse d'assurance du personnel de l'Etat |
| | Neue Gesetzgebung | | | | Législation nouvelle |
| 645 | Arbeitgeberbeitrag an die Ausgleichskasse für das Staatspersonal | —.— | 553.— | 645 | Contribution d'employeur à la Caisse de compensation pour le personnel de l'Etat |
| | Gleiche Bemerkung wie bei Konto 642 | | | | Même observation que sous Cpte 642 |
| 770 | Anschaffung von Mobilien und Maschinen | —.— | 749.80 | 770 | Acquisition de mobilier et de machines |
| | Gleiche Bemerkung wie bei Konto 642 | | | | Même observation que sous Cpte 642 |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten | —.— | 17 600.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure |
| | Gleiche Bemerkung wie bei Konto 642 | | | | Même observation que sous Cpte 642 |
| Übertrag | | | 262 964.77 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|---|---|-----------------------|---|---|--|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 262 964.77 | Report | |
| 801 | PTT-Gebühren Gleiche Bemerkung wie bei Konto 642 | —.— | 1 100.20 | 801 | Taxes des PTT Même observation que sous Cpte 642 |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen Gleiche Bemerkung wie bei Konto 642 | —.— | 639.65 | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Même observation que sous Cpte 642 |
| 820 | Mietzinse Gleiche Bemerkung wie bei Konto 642 | —.— | 400.— | 820 | Loyers Même observation que sous Cpte 642 |
| 830 | Entschädigungen an Dritte für besondere Dienstleistungen Gleiche Bemerkung wie bei Konto 642 | —.— | 2 796.05 | 830 | Indemnités à des tiers pour prestations spéciales Même observation que sous Cpte 642 |
| 1320/21 Amt für Gewerbeförderung | | | | 1320/21 Office pour le développement de l'artisanat | |
| 1320 Gewerbemuseum und keramische Fachschule | | | | 1320 Musée des arts et métiers et Ecole de céramique | |
| 801 | PTT-Gebühren und Fracht- ausgaben Vermehrte Frachtausgaben für Ausstellungen | 4 500.— | 443.05 | 801 | Taxes des PTT et frais de transport Frais de transport plus élevés pour les expositions |
| 1325 Chemisches Laboratorium | | | | 1325 Laboratoire de chimie | |
| 791 | Materialien und Chemikalien Mehrbedarf | 7 750.— | 1 239.80 | 791 | Matériaux et produits chimiques Besoin accru |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Mehrbedarf | 4 700.— | 807.70 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Besoin accru |
| 1331 Zentralstelle für Kriegswirtschaft | | | | 1331 Office central pour l'économie de guerre | |
| 770 | Anschaffung von Mobilien Anschaffung eines Adrema-Stahl- schranks mit Zubehör | 2 225.— | 428.70 | 770 | Acquisition de mobilier Acquisition d'une armoire en acier Adrema avec accessoires |
| 801 | PTT-Gebühren und Fracht- ausgaben Umzugskosten | —.— | 384.95 | 801 | Taxes des PTT et frais de transport Frais de déménagement |
| 1335/36 Technikum Biel | | | | 1335/36 Technicum de Bienne | |
| 1335 Technikum | | | | 1335 Technicum | |
| 704 | Unterhalt der Gebäude und Installationen Vermehrter Unterhaltsbedarf | 92 000.— | 4 901.45 | 704 | Entretien des bâtiments et des installations Travaux d'entretien plus nombreux |
| Übertrag | | | 276 106.32 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|---|-----------------------|---|------------|--|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 276 106.32 | Report | |
| 770 1 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Instrumenten, Apparaten und Werkzeugen Unvorhergesehene dringende Anschaffung eines Instrumentes | 212 000.— | 2 076.34 | 770 1 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments, d'appareils et d'outils Acquisition urgente et imprévue d'un instrument |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Unaufschiebbare Revisionen von Maschinen | 10 550.— | 4 587.55 | 771 | Entretien du mobilier Revisions de machines ne pouvant être différées |
| 791 | Materialien und Chemikalien . . . Grössere Schülerbestände | 20 000.— | 6 891.87 | 791 | Matériaux et produits chimiques Elèves en plus grand nombre |
| 797 | Bücher, Karten, Zeitschriften, Zeitungen, Lehrmittel und andere Unterrichtsbedürfnisse Mehrbedarf | 17 450.— | 5 871.53 | 797 | Livres, cartes, revues, journaux et moyens d'enseignement Besoin accru |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Mehrbedarf sowie vermehrte Stellenausschreibungskosten | 16 000.— | 10 330.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Besoin accru et frais plus élevés pour mises au concours de postes |
| 801 | PTT-Gebühren und Fracht- ausgaben Mehrbedarf infolge ständiger Ausdehnung des Betriebes | 4 800.— | 2 350.15 | 801 | Taxes des PTT et frais de transport Besoin accru par suite du développement constant de l'exploitation |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen . . . Vermehrte Studienexkursionen | 4 000.— | 865.45 | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Voyages d'études plus nombreux |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser Mehrbedarf infolge Neuinstalla- tionen von Maschinen und Apparaten | 32 000.— | 4 529.05 | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau Besoin accru par suite des nouvelles installations de machines et d'appareils |
| 830 | Entschädigungen an die Prüfungs- experten Mehr Experten sowie vermehrte Expertensitzungen | 5 000.— | 2 136.15 | 830 | Indemnités aux experts d'examens Experts plus nombreux et davantage de séances d'experts |
| 893 | Haftpflicht- und Sach- versicherungsprämien | 1 500.— | 230.35 | 893 | Primes d'assurances (responsabilité civile et objets) |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten . | 3 000.— | 249.15 | 899 | Autres frais d'administration |
| 1336 | Angegliederte Fachschulen | | | 1336 | Ecoles professionnelles annexes |
| 656 | Weiterbildung der Lehrer Vermehrte Kursbesuche | 600.— | 313.70 | 656 | Développement professionnel du corps enseignant Visites des cours plus nombreuses |
| Übertrag | | | 316 537.61 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget 1961 Fr. | Nachkredite Crédits sup- plémentaires 1961 Fr. | | |
|-------|--|--------------------------------------|--|-------|--|
| | Übertrag | | 316 537.61 | | Report |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Mehreinnahmen bei Konto 352 | 13 350.— | 1 964.70 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Recettes en plus sous Cpte 352 |
| 801 | PTT-Gebühren und Fracht- ausgaben Vermehrte Telephoninstallationen infolge räumlicher Abtrennung von Abteilungen | 2 800.— | 2 395.65 | 801 | Taxes des PTT et frais de transport Installations plus nombreuses d'appareils téléphoniques par suite de la séparation des locaux des divisions |
| 830 | Entschädigungen an Prüfungs- experten und für besondere Dienstleistungen Vermehrte Entschädigungen für Auswertung des Lochkarten- materials. Mehreinnahmen bei Konto 352 | 23 100.— | 29 831.40 | 830 | Indemnités aux experts d'examen et pour prestations spéciales Indemnités plus élevées pour l'interprétation des cartes perforées. Recettes en plus sous Cpte 352 |
| 893 | Haftpflicht- und Sach- versicherungsprämien Abschluss einer Einbruch- diebstahlversicherung | 200.— | 1 789.20 | 893 | Primes d'assurance (responsabilité civile et objets) Conclusion d'une assurance contre le vol par effraction |
| 1340 | <i>Technikum Burgdorf</i> | | | 1340 | <i>Technicum de Berthoud</i> |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Instrumenten, Apparaten und Werkzeugen Anschaffung einer Neutronen- Quelle | 72 000.— | 3 400.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments, d'appareils et d'outils Acquisition d'une source de neutrons |
| 1345 | <i>Technikum St. Immer</i> | | | 1345 | <i>Technicum de St-Imier</i> |
| 602 | Taggelder und Entschädigungen an die Mitglieder der Aufsichts- kommission Vermehrte Entschädigungen infolge Schätzung der Gebäude und Maschinen | 900.— | 2 470.— | 602 | Jetons de présence et indemnités aux membres de la Commission de surveillance Indemnités plus nombreuses par suite de l'estimation des bâtiments et des machines |
| 613 | Kosten für Stellvertretungen | 3 000.— | 1 056.— | 613 | Frais de remplacements |
| 641 | Unfallversicherung Der Budgetkredit basierte auf Schätzungen | 1 000.— | 3 850.— | 641 | Assurance contre les accidents Le crédit budgétaire était basé sur des estimations |
| 704 1 | Unterhalt der Gebäude und Installationen Verschiedene unvorhergesehene Arbeiten | 1 000.— | 5 600.— | 704 1 | Entretien des bâtiments et des installations Travaux imprévus divers |
| 791 | Betriebsmittel und Rohstoffe Mehrbedarf | 20 000.— | 10 718.25 | 791 | Moyens d'exploitation et matières premières Besoin accru |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben | 300.— | 700.— | 799 | Autres dépenses |
| | Übertrag | | 380 312.81 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|-------|--|-----------------------|---|-------|--|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| | Übertrag | | 380 312.81 | | Report |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Mehrbedarf | 6 000.— | 2 000.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Besoin accru |
| 801 | PTT-Gebühren und Fracht- ausgaben Telephoneinrichtungen | 4 000.— | 2 103.65 | 801 | Taxes des PTT et frais de transport Installations téléphoniques |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen | 3 000.— | 300.— | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement |
| 893 | Haftpflicht- und Sach- versicherungsprämien Mobiliar- und Glasversicherung | 600.— | 1 600.— | 893 | Primes d'assurance (responsabilité civile et objets) Assurance du mobilier et des objets en verre |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten . Mehreinnahmen bei Konto 359 | 3 500.— | 1 000.— | 899 | Autres frais d'administration Recettes en plus sous Cpte 359 |
| 1350 | <i>Holzfachschule</i> | | | 1350 | <i>Ecole du bois</i> |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Instrumenten, Apparaten und Werkzeugen | 26 000.— | 457.40 | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments, d'appareils et d'outils |
| 1355 | <i>Amt für Berufsberatung</i> | | | 1355 | <i>Office cantonal de l'orientation professionnelle</i> |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Mehrbedarf. Neuerrichtung des Amtes | —.— | 800.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Besoin accru. Installation nouvelle de l'Office |
| 801 | PTT-Gebühren Gleiche Erklärung wie bei Konto 800 | —.— | 300.— | 801 | Taxes des PTT Même observation que sous Cpte 800 |
| 14 | <i>Sanitätsdirektion</i> | | | 14 | <i>Direction des affaires sanitaires</i> |
| 1400 | <i>Sekretariat</i> | | | 1400 | <i>Secrétariat</i> |
| 934 1 | Staatsbeiträge an Gemeinden für die Tuberkulosebekämpfung Vermehrte Tbc-Bekämpfungsmassnahmen durch die Gemeinden. Zu Lasten des Tbc- und Polio- fonds, VA 020 | 65 000.— | 5 436.65 | 934 1 | Subventions de l'Etat aux communes pour la lutte contre la tuberculose Mesures prises en plus grand nombre par les communes pour lutter contre la tuberculose. A charge du «Fonds de la Tbc et de la polio», VF 020 |
| 1405 | <i>Frauenspital</i> | | | 1405 | <i>Maternité cantonale</i> |
| 602 | Taggelder und Entschädigungen an die Mitglieder der Aufsichts- kommission Mehr Sitzungen | 1 200.— | 608.40 | 602 | Jetons de présence et indemnités aux membres de la commission de surveillance Séances plus nombreuses |
| | Übertrag | | 394 918.91 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|---|--|-----------------------|---|--------------------------------------|---|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| Übertrag | | | 394 918.91 | Report | |
| 704 | Gebäudeunterhalt | 41 000.— | 289.05 | 704 | Entretien des bâtiments |
| 760 | Kleider, Wäsche, Wäscherei und Ausrüstungen | 65 000.— | 1 260.40 | 760 | Vêtements, linge, effets et blanchissage |
| 761 | Nahrung Mehreinnahmen bei Konto 351 | 430 000.— | 22 171.75 | 761 | Nourriture Recettes en plus sous Cpte 351 |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Vermehrter Unterhalt | 14 000.— | 1 003.75 | 771 | Entretien du mobilier Travaux d'entretien plus nombreux |
| 792 | Medikamente, Verbandstoffe sowie übrige ärztliche Bedürfnisse Mehreinnahmen bei Konto 352 | 365 000.— | 49 827.90 | 792 | Médicaments, matériel de pansement et autres besoins médicaux Recettes en plus sous Cpte 352 |
| 797 | Bücher, Zeitschriften, Zeitungen, Lehrmittel und andere Unterrichtsbedürfnisse Mehrbedarf | 7 000.— | 946.90 | 797 | Livres, revues, journaux et moyens d'enseignement Besoin accru |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben | 7 000.— | 308.85 | 799 | Autres dépenses |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten | 15 000.— | 803.20 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure |
| 801 | PTT-Gebühren und Fracht- ausgaben Mehr Dienstgespräche sowie ver- mehrte Frachten | 27 000.— | 3 122.55 | 801 | Taxes des PTT et frais de transport Conversations de service plus nombreuses et frais de transport plus élevés |
| 1410/12 Heil- und Pflegeanstalt Waldau | | | | 1410/12 Maison de santé Waldau | |
| 1410 Anstaltsbetrieb | | | | 1410 Exploitation de l'établissement | |
| 704 | Unterhalt der Anstalts- und Wirtschaftsgebäude Unaufschiebbare Instandstellungs- arbeiten | 150 000.— | 13 117.40 | 704 | Entretien des bâtiments Travaux de remise en état ne pouvant être différés |
| 761 | Nahrung | 900 000.— | 29 859.71 | 761 | Nourriture |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben | 30 000.— | 890.75 | 799 | Autres dépenses |
| 1415/17 Heil- und Pflegeanstalt Münsingen | | | | 1415/17 Maison de santé de Münsingen | |
| 1415 Anstaltsbetrieb | | | | 1415 Exploitation de l'établissement | |
| 762 | Kostgelder für Patienten bei Privaten und Anstalten Erhöhung des Kostgeldes in Meiringen auf Grund der effektiven Kosten | 980 000.— | 31 340.75 | 762 | Pensions des malades placés chez des particuliers ou dans des établissements Relèvement du prix de pension à Meiringen sur la base des frais effectifs |
| Übertrag | | | 549 861.87 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|---------|--|-----------------------|---|---------|---|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| | Übertrag | | 549 861.87 | | Report |
| 792 | Medikamente, Verband- und Impfstoffe und übrige ärztliche Bedürfnisse Mehrverbrauch. Mehreinnahmen bei Konto 352 | 150 000.— | 15 189.60 | 792 | Médicaments, matériel de pansement et autres besoins médicaux Consommation plus forte. Recettes en plus sous Cpte 352 |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen Vermehrte Reisetätigkeit | 2 200.— | 808.85 | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Déplacements plus nombreux |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten . Vermehrte Stellenausschreibungs- kosten | 6 500.— | 1 990.30 | 899 | Autres frais d'administration Frais plus élevés pour la mise au concours de postes |
| 1416 | Gewerbe | | | 1416 | Métiers |
| 860 | Produktionsausgaben Mehreinnahmen bei Konto 313 | 235 000.— | 19 754.94 | 860 | Dépenses en vue de la production Recettes en plus sous Cpte 313 |
| 1417 | Landwirtschaft | | | 1417 | Agriculture |
| 704 | Unterhalt der Wirtschaftsgebäude | 7 000.— | 227.20 | 704 | Entretien des bâtiments agricoles |
| 771 | Unterhalt der Mobilien | 9 000.— | 221.75 | 771 | Entretien du mobilier |
| 1420/23 | Heil- und Pflegeanstalt Bellelay | | | 1420/23 | Maison de santé Bellelay |
| 1420 | Anstaltsbetrieb | | | 1420 | Exploitation de l'établissement |
| 704 | Unterhalt der Anstalts- und Wirtschaftsgebäude | 70 000.— | 1 063.65 | 704 | Entretien des bâtiments |
| 754 | Arzt-, Spital- und Heilungs- kosten der Anstaltsinsassen Mehreinnahmen bei Konto 352 | 17 000.— | 1 215.80 | 754 | Frais de soins médicaux, d'hôpital et de guérison pour des pensionnaires Recettes en plus sous Cpte 352 |
| 792 | Medikamente, Verband- und Impfstoffe und übrige ärztliche Bedürfnisse Gleiche Erklärung wie bei Konto 754 | 70 000.— | 1 392.07 | 792 | Médicaments, matériel de pansement et autres besoins médicaux Même observation que sous Cpte 754 |
| 797 | Bücher, Zeitschriften, Zeitungen, Lehrmittel und andere Unterrichtsbedürfnisse | 4 000.— | 422.40 | 797 | Livres, revues, journaux et moyens d'enseignement |
| 1421 | Medizinisch-psychologische Abteilung | | | 1421 | Service médico-psychologique |
| 797 | Bücher, Zeitschriften, Zeitungen, Lehrmittel und andere Unterrichtsbedürfnisse | 1 000.— | 311.83 | 797 | Livres, revues, journaux et moyens d'enseignement |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Mehrbedarf | 1 500.— | 555.55 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Besoin accru |
| | Übertrag | | 593 015.81 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|------|--|-----------------------|---|------|--|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| | Übertrag | | 593 015.81 | | Report |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen | 14 000.— | 4 146.48 | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement |
| | Zunahme der Dienstreisen | | | | Déplacements plus nombreux |
| 820 | Miet- und Pachtzinse an Dritte . . | 12 600.— | 1 362.60 | 820 | Loyers et fermages versés à des tiers |
| | Mietzinserhöhungen | | | | Relèvement des loyers |
| 1422 | <i>Gewerbe</i> | | | 1422 | <i>Métiers</i> |
| 860 | Produktionsausgaben | 55 000.— | 1 668.64 | 860 | Dépenses en vue de la production |
| | Mehreinnahmen bei Konto 313 | | | | Recettes en plus sous Cpte 313 |
| 1423 | <i>Landwirtschaft</i> | | | 1423 | <i>Agriculture</i> |
| 760 | Kleider, Wäsche, Wäscherei und Ausrüstungen | 2 500.— | 221.50 | 760 | Vêtements, linge, effets et blanchissage |
| 15 | <i>Justizdirektion</i> | | | 15 | <i>Direction de la justice</i> |
| 1505 | <i>Jugendamt</i> | | | 1505 | <i>Office des mineurs</i> |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten | 2 000.— | 479.20 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure |
| | Einführung von Pflegekinder- verträgen | | | | Introduction des contrats concernant les enfants placés |
| 1506 | <i>Beobachtungsstation für Jugendliche in Enggistein</i> | | | 1506 | <i>Station d'observation pour adolescents à Enggistein</i> |
| 762 | Verpflegungsentschädigung an die Stadt Bern | 47 450.— | 1 087.50 | 762 | Indemnité à la ville de Berne pour pensions |
| | Stärkere Belegung | | | | Occupation plus forte de la station |
| 1510 | <i>Regierungsstatthalterämter</i> | | | 1510 | <i>Préfectures</i> |
| 797 | Bücher und Zeitschriften | 2 000.— | 312.— | 797 | Livres et revues |
| | Mehrbedarf an Fachliteratur | | | | Besoin accru en ouvrages professionnels |
| 852 | Amtliche Kosten | 85 000.— | 849.65 | 852 | Frais officiels |
| 1515 | <i>Grundbuchämter</i> | | | 1515 | <i>Bureaux du registre foncier</i> |
| 801 | PTT-Gebühren | 5 000.— | 1 595.40 | 801 | Taxes des PTT |
| | Zunahme der Dienstgespräche | | | | Conversations de service en plus grand nombre |
| 1520 | <i>Betreibungs- und Konkursämter</i> | | | 1520 | <i>Offices des poursuites et faillites</i> |
| 801 | PTT-Gebühren | 3 000.— | 825.60 | 801 | Taxes des PTT |
| | Mehrkosten in Thun | | | | Frais supplémentaires à Thouné |
| | Übertrag | | 605 564.38 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|------|---|-----------------------|---|------|--|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| | Übertrag | | 605 564.38 | | Report |
| 16 | Polizeidirektion | | | 16 | Direction de la police |
| 1600 | Sekretariat | | | 1600 | Secrétariat |
| 762 | Kostgelder für Gefangene in Anstalten Zunahme der Vollzugsfälle | 25 000.— | 4 824.25 | 762 | Pensions pour les prisonniers dans des établissements Cas d'exécution des peines plus nombreux |
| 763 | Nahrung in Gefängnissen | 120 000.— | 3 711.47 | 763 | Nourriture dans les prisons Relèvement des taux de pension |
| | Erhöhung der Verpflegungsansätze | | | | |
| 830 | Entschädigung an Dritte für besondere Dienstleistungen Erhöhung der Entschädigung für die Mitarbeit der Angehörigen in den Gefangenschaften | 40 000.— | 3 092.10 | 830 | Indemnités à des tiers pour prestations spéciales Relèvement de l'indemnité aux geoliers pour l'aide que leur prêtent les membres de leur famille |
| 831 | Entschädigung an Dritte für Gutachten und Studien Gutachten für Ortspolizei- reglement Saignelégier | 500.— | 973.70 | 831 | Indemnités à des tiers pour des expertises et des études Expertise pour le règlement de police locale de Saignelégier |
| 1605 | Polizeikommando | | | 1605 | Corps de police |
| 652 | Wohnungsentschädigungen | 154 000.— | 440.60 | 652 | Indemnités de logement |
| 655 | Ausbildung und Weiterbildung des Polizeikorps | 28 900.— | 593.80 | 655 | Frais en vue de la formation et du développement professionnel du corps de police |
| 790 | Automobil- und Motorradbetrieb . | 52 000.— | 5 497.55 | 790 | Service des automobiles et des motocycles Parc des véhicules plus important et emploi plus intense |
| | Grösserer Fahrzeugbestand sowie vermehrter Einsatz | | | | |
| 791 | Materialien, Chemikalien und Photoartikel | 18 500.— | 548.15 | 791 | Matériaux, produits chimiques et matériel photographique |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Vermehrte Insertionskosten sowie Tarifierhöhungen im Buchdrucker- gewerbe | 52 000.— | 2 932.85 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Frais d'annonces plus élevés ainsi que relèvement des tarifs dans l'imprimerie |
| 801 | PTT-Gebühren, Telephon- installationskosten und Fracht- auslagen Zunahme der Dienstgespräche sowie mehr Telephonanschlüsse | 180 000.— | 16 657.80 | 801 | Taxes des PTT, frais d'installa- tions téléphoniques et frais de transport Conversations de service en plus grand nombre et davantage de raccordements téléphoniques |
| 810 | Taggelder, Reiseauslagen und Umzugskosten Verstärkung der Verkehrs- und Fahndungspolizei | 140 000.— | 8 433.65 | 810 | Indemnités journalières, frais de déplacement et frais de déménagement Renforcement des patrouilles de la circulation et du Service des recherches |
| | Übertrag | | 653 270.30 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|---------|--|-----------------------|---|---------|--|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| | Übertrag | | 653 270.30 | | Report |
| 820 | Mietzinse | 769 300.— | 1 661.40 | 820 | Loyers |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser Einrichtung besonderer Polizei- lokale in grösseren Ortschaften | 38 000.— | 1 612.45 | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau Aménagement de locaux spéciaux pour la police dans les localités de quelque importance |
| 893 | Haftpflicht- und Sach- versicherungsprämien | 80 000.— | 376.50 | 893 | Primes d'assurance (responsabilité civile et objets) |
| 1620 | <i>Strassenverkehrsamt</i> | | | 1620 | <i>Office de la circulation routière</i> |
| 771 | Unterhalt der Mobilien | 8 500.— | 573.50 | 771 | Entretien du mobilier |
| 801 | PTT-Gebühren und Frachten ... Vermehrte Postcheckgebühren | 50 700.— | 3 356.41 | 801 | Taxes des PTT et frais de transport Emoluments plus nombreux de chèques postaux |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten . Mehr Strafregisterauszüge für Ausländer | 8 000.— | 1 728.30 | 899 | Autres frais d'administration Davantage d'extraits du casier judiciaire pour des étrangers |
| 1625 | <i>Expertenbüro für Motorfahrzeuge</i> | | | 1625 | <i>Bureau des experts pour les véhicules à moteur</i> |
| 790 | Automobilbetrieb | 6 000.— | 307.75 | 790 | Service des automobiles |
| 797 | Bücher, Karten, Zeitschriften und Zeitungen Vermehrte Typenprüfungen | 900.— | 619.30 | 797 | Livres, cartes, revues et journaux Examens de types plus nombreux |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Vermehrte Stellenausschreibungs- kosten | 10 000.— | 1 519.90 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Frais plus élevés pour mises au concours de postes |
| 801 | PTT-Gebühren | 4 500.— | 294.75 | 801 | Taxes des PTT |
| 820 | Mietzinse | 60 400.— | 393.55 | 820 | Loyers |
| 1635/37 | <i>Strafanstalt Thorberg</i> | | | 1635/37 | <i>Pénitencier Thorberg</i> |
| 1635 | <i>Anstaltsbetrieb</i> | | | 1635 | <i>Exploitation de l'établissement</i> |
| 704 | Unterhalt der Anstalts- und Wirtschaftsgebäude Vermehrte und unvorhergesehene Unterhaltsarbeiten | 15 000.— | 7 493.35 | 704 | Entretien des bâtiments Travaux d'entretien plus nombreux et imprévus |
| 754 | Arzt-, Spital- und Heilungs- kosten der Anstaltsinsassen | 8 000.— | 1 217.05 | 754 | Frais de soins médicaux, d'hôpital et de guérison pour les prisonniers |
| | Übertrag | | 674 424.51 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|------|--|-----------------------|---|------|---|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| | Übertrag | | 674 424.51 | | Report |
| 755 | Pekulien Erhöhung der Pekulien | 50 000.— | 20 961.20 | 755 | Pécules Relèvement des pécules |
| 761 | Nahrung | 200 000.— | 17 125.65 | 761 | Nourriture |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Ausserordentliche Reparaturen der Waschmaschine und der Buchungsmaschine | 3 000.— | 8 447.60 | 771 | Entretien du mobilier Réparations extraordinaires de la machine à laver et de la machine comptable |
| 792 | Medikamente, Verbandstoffe und übrige ärztliche Bedürfnisse Mehrbedarf | 10 000.— | 5 642.20 | 792 | Médicaments, matériel de pansement et autres besoins médicaux Besoin accru |
| 797 | Bücher, Zeitschriften, Zeitungen, Lehrmittel und andere Unterrichtsbedürfnisse Mehrbedarf sowie vermehrte Darbietungen | 3 000.— | 3 135.65 | 797 | Livres, revues, journaux et moyens d'enseignement Besoin accru et offres plus nombreuses |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben Mehreinnahmen bei Konto 310 | 17 000.— | 13 046.10 | 799 | Autres dépenses Recettes en plus sous Cpte 310 |
| 801 | PTT-Gebühren und Fracht- ausgaben Erweiterung der Telephonanlage | 15 000.— | 3 780.60 | 801 | Taxes des PTT et frais de transport Extension des installations téléphoniques |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten . Vermehrte Insertionskosten | 1 000.— | 414.50 | 899 | Autres frais d'administration Frais d'annonces plus élevés |
| 1636 | <i>Gewerbe</i> | | | 1636 | <i>Métiers</i> |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten und Werkzeugen Diverse Ersatzanschaffungen | 5 000.— | 6 884.75 | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'appareils et d'outils Diverses acquisitions de remplacement |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser Umstellung der Heizung in der Schreinerei auf Kohlen infolge Defekt der Holzfeuerung | 20 000.— | 2 800.— | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau Conversion du chauffage au bois en chauffage au charbon dans la menuiserie, les installations étant défectueuses |
| 860 | Produktionsausgaben Mehreinnahmen bei Konto 313 | 280 000.— | 22 500.15 | 860 | Dépenses en vue de la production Recettes en plus sous Cpte 313 |
| 1637 | <i>Landwirtschaft</i> | | | 1637 | <i>Agriculture</i> |
| 704 | Unterhalt der Wirtschafts- gebäude Erstellen eines neuen Schafstalles | 15 000.— | 12 795.25 | 704 | Entretien des bâtiments agricoles Construction d'une bergerie |
| | Übertrag | | 791 958.16 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|------------------------------|--|-----------------------|---|--------------------------------------|--|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| Übertrag | | | 791 958.16 | Report | |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen und Werkzeugen Diverse kleinere Ersatz- anschaffungen | 10 000.— | 1 731.15 | 770 | Acquisition de mobilier, de machines et d'outils Diverses acquisitions de remplacement de moindre importance |
| 821 | Pachtzinse an den Staat Pachtzins Schindeleggli | 21 800.— | 2 600.— | 821 | Fermages à l'Etat Fermage Schindeleggli |
| 1640/42 Strafanstalt Witzwil | | | | 1640/42 Pénitencier Witzwil | |
| 1640 Anstaltsbetrieb | | | | 1640 Exploitation de l'établissement | |
| 704 | Unterhalt der Anstalts- und gebäude Vermehrte unaufschiebbare Unter- haltsarbeiten sowie Einrichtung eines Fürsorgebüros | 30 000.— | 13 021.10 | 704 | Entretien des bâtiments Travaux d'entretien plus nombreux ne pouvant être différés et aménagement d'un bureau d'assistance sociale |
| 755 | Pekulien Höherer Gefangenenbestand | 70 000.— | 5 193.29 | 755 | Pécules Détenus plus nombreux |
| 760 | Kleider, Wäsche, Wäscherei und Ausrüstungen | 130 000.— | 3 388.60 | 760 | Vêtements, linge, effets et blanchissage |
| 761 | Nahrung Mehrbedarf. Grösserer Gefangenenbestand | 310 000.— | 38 094.44 | 761 | Nourriture Besoin accru. Davantage de détenus |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Vermehrte Reparaturen | 8 000.— | 2 983.95 | 771 | Entretien du mobilier Réparations plus nombreuses |
| 792 | Medikamente, Verbandstoffe und übrige ärztliche Bedürfnisse | 8 000.— | 1 155.69 | 792 | Médicaments, matériel de pansement et autres besoins médicaux |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben Vermehrte Anschaffungen für Gefangene | 11 000.— | 3 807.39 | 799 | Autres dépenses Acquisitions plus nombreuses pour les détenus |
| 801 | PTT-Gebühren und Fracht- ausgaben Vermehrte Dienstgespräche | 15 000.— | 3 846.20 | 801 | Taxes des PTT et frais de transport Conversations de service en plus grand nombre |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser | 36 000.— | 343.90 | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten . Vermehrte Stellenausschreibungs- kosten | 1 500.— | 2 249.— | 899 | Autres frais d'administration Frais plus élevés pour la mise au concours de postes |
| Übertrag | | | 870 372.87 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|---------|---|-----------------------|---|---------|---|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| | Übertrag | | 870 372.87 | | Report |
| 1641 | Gewerbe | | | 1641 | Métiers |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten und Werkzeugen Diverse Ersatzanschaffungen | 12 000.— | 1 144.05 | 770 | Acquisition de mobilier, de machines et d'outils Acquisitions de remplacement diverses |
| 860 | Produktionsausgaben Mehreinnahmen bei Konto 313 | 190 000.— | 24 117.18 | 860 | Dépenses en vue de la production Recettes en plus sous Cpte 313 |
| 1642 | Landwirtschaft | | | 1642 | Agriculture |
| 704 | Unterhalt der Wirtschafts- gebäude Vermehrte Unterhaltsarbeiten | 30 000.— | 5 090.70 | 704 | Entretien des bâtiments agricoles Travaux d'entretien en plus grand nombre |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Unvorhergesehene Revision von Traktoren | 70 000.— | 19 675.55 | 771 | Entretien du mobilier Revision imprévue de tracteurs |
| 799 1 | Verschiedene Sachausgaben Vermehrte Insertionskosten | 2 000.— | 1 074.— | 799 1 | Autres dépenses Frais d'annonces plus élevés |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser Vermehrter Stromkonsum für die Heutrocknungsanlage | 25 000.— | 3 270.— | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau Consommation plus forte de courant pour les installations de dessiccation du foin |
| 830 | Entschädigungen und Leistungs- prämien an Kolonisten und Gefangene | 35 000.— | 7 232.50 | 830 | Indemnités et primes de rendement aux colons et détenus |
| 1645/47 | Strafanstalt Hindelbank | | | 1645/47 | Pénitencier Hindelbank |
| 1645 | Anstaltsbetrieb | | | 1645 | Exploitation de l'établissement |
| 754 | Arzt-, Spital -und Heilungs- kosten der Anstaltsinsassen Vermehrte Zahnbehandlungen | 7 000.— | 1 108.80 | 754 | Frais de soins médicaux, d'hôpital et de guérison pour les prisonnières Traitements dentaires en plus grand nombre |
| 761 | Nahrung | 55 000.— | 2 969 10 | 761 | Nourriture |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten . Vermehrte Stellenausschreibungs- kosten . | 800.— | 710.25 | 899 | Autres frais d'administration Frais plus élevés pour la mise au concours de postes |
| 1650/52 | Arbeitsanstalt St. Johannsen | | | 1650/52 | Maison de travail St-Jean |
| 1650 | Anstaltsbetrieb | | | 1650 | Exploitation de l'établissement |
| 705 | Neu- und Umbauten Diverse Umbauarbeiten | —.— | 5 804.95 | 705 | Constructions nouvelles et transformations Travaux de transformation divers |
| | Übertrag | | 942 569.95 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|--|-----------------------|---|------------|--|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| Übertrag | | | 942 569.95 | Report | |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten und Werkzeugen | 22 000.— | 449.45 | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils |
| 792 | Medikamente, Verbandstoffe und übrige ärztliche Bedürfnisse | 1 200.— | 245.65 | 792 | Médicaments, matériel de pansement et autres besoins médicaux |
| 1652 | <i>Landwirtschaft</i> | | | 1652 | <i>Agriculture</i> |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen und Werkzeugen Anschaffung eines Motors zur Dreschmaschine | 18 000.— | 3 219.60 | 770 | Acquisition de mobilier, de machines et d'outils Achat d'un moteur pour la batteuse |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Vermehrte Reparaturen für diverse Maschinen | 23 000.— | 8 525.30 | 771 | Entretien du mobilier Réparations en plus grand nombre de diverses machines |
| 820 | Pachtzinse an Dritte | 2 500.— | 261 65 | 820 | Fermages à des tiers |
| 860 | Produktionsausgaben Mehreinnahmen bei Konto 311 | 231 000.— | 13 110.05 | 860 | Dépenses en vue de la production Recettes en plus sous Cpte 311 |
| 1655/57 | <i>Erziehungsanstalt Tessenberg</i> | | | 1655/57 | <i>Maison d'éducation Montagne de Diesse</i> |
| 1655 | <i>Anstaltsbetrieb</i> | | | 1655 | <i>Exploitation de l'établissement</i> |
| 650 | Ferien- und Freitags- entschädigungen Vermehrte Auszahlungen infolge Arbeitszeitverkürzung sowie vermehrte Militärdienst- und Krankentage | 2 500.— | 2 567.60 | 650 | Indemnités pour vacances et jours de congé Versements plus nombreux par suite des déductions de l'horaire de travail et jour de maladie et de service militaire en plus grand nombre |
| 655 | Kosten für die Weiterbildung des Personals | 900.— | 203.50 | 655 | Frais en vue du développement professionnel du personnel |
| 705 | Neu- und Umbauten Unaufschiebbare Umbauarbeiten in diversen Räumen | 11 500.— | 18 997.— | 705 | Constructions nouvelles et transformations Travaux de transformation de divers locaux ne pouvant être différés |
| 754 | Arzt-, Spital- und Heilungs- kosten der Anstaltsinsassen Vermehrte Spitalfälle. Mehr- einnahmen bei Konto 357 | 8 000.— | 1 401.80 | 754 | Frais de soins médicaux, d'hôpital et de guérison pour les internés Cas d'hospitalisation plus nombreux. Recettes en plus sous Cpte 357 |
| 760 | Kleider, Wäsche, Wäscherei und Ausrüstungen Mehreinnahmen bei Konto 357 | 40 000.— | 1 674.30 | 760 | Vêtements, linge, effets et blanchissage Recettes en plus sous Cpte 357 |
| Übertrag | | | 993 225.85 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|------|--|-----------------------|---|------|---|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| | Übertrag | | 993 225.85 | | Report |
| 761 | Nahrung Anlegung eines Notvorrates | 126 000.— | 12 431.45 | 761 | Nourriture Constitution d'une réserve de secours |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten und Werkzeugen Mehrpreis der im Voranschlag vorgesehenen Rechenmaschine sowie Umtausch des Filmapparates | 10 000.— | 1 433.60 | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils Coût plus élevé de la machine comptable prévue au budget et échange d'un appareil à filmer |
| 790 | Automobilbetrieb Vermehrte Reparaturen sowie Beschaffung von Ersatzteilen | 3 500.— | 10 181.05 | 790 | Service des automobiles Réparations plus nombreuses et achat de pièces de rechange |
| 792 | Medikamente, Verbandstoffe und übrige ärztliche Bedürfnisse Mehreinnahmen bei Konto 357 | 3 400.— | 1 786.80 | 792 | Médicaments, matériel de pansement et autres besoins médicaux Recettes en plus sous Cpte 357 |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben Mehreinnahmen bei Konto 310 | 11 500.— | 3 165.18 | 799 | Autres dépenses Recettes en plus sous Cpte 310 |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Mehrbedarf | 2 200.— | 529.45 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Besoin accru |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser | 46 500.— | 210.35 | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau |
| 893 | Haftpflicht und Sach- versicherungsprämien Hagelversicherung | 2 100.— | 831.40 | 893 | Primes d'assurances (responsabilité civile et objets) Assurance contre la grêle |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten . Mehreinnahmen bei Konto 357 | 3 500.— | 1 268.70 | 899 | Autres frais d'administration Recettes en plus sous Cpte 357 |
| 1656 | Gewerbe | | | 1656 | Métiers |
| 860 | Produktionsausgaben Mehreinnahmen bei Konto 313 | 115 000.— | 11 612.40 | 860 | Dépenses en vue de la production Recettes en plus sous Cpte 313 |
| 1657 | Landwirtschaft | | | 1657 | Agriculture |
| 704 | Unterhalt der Wirtschafts- gebäude | 7 500.— | 262.70 | 704 | Entretien des bâtiments agricoles |
| 705 | Neu- und Umbauten Verschiedene dringende Umbau- arbeiten | 4 000.— | 1 921.75 | 705 | Constructions nouvelles et transformations Divers travaux de transformations urgents |
| | Übertrag | | 1 038 860.68 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|-----------|--|-----------------------|---|-----------|---|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| | Übertrag | | 1 038 860.68 | | Report |
| 1660 | Mädchenerziehungsanstalt Loryheim, Münsingen | | | 1660 | Maison d'éducation pour adolescents «Loryheim», Münsingen |
| 760 | Kleider, Wäsche, Wäscherei und Ausrüstungen | 13 000.— | 210.62 | 760 | Vêtements, linge, effets et blanchissage |
| 860 | Produktionsausgaben für Gewerbe und Garten | 3 300.— | 233.25 | 860 | Dépenses en vue de la production pour les métiers et le jardin |
| 18 | Kirchendirektion | | | 18 | Direction des cultes |
| 1800 | Verwaltung | | | 1800 | Administration |
| 770 | Anschaffung von Mobilien Anschaffung einer Schreib- maschine für den Sonderkurs. Minderausgaben bei Konto 1801 797 | 350.— | 416.20 | 770 | Acquisition de mobilier Acquisition d'une machine à écrire pour le cours spécial. Dépense en moins sous Cpte 1801 797 |
| 1801 | Reformierte Kirche | | | 1801 | Eglise réformée |
| 613 | Kosten für Stellvertretungen | 26 000.— | 5 617.35 | 613 | Frais de remplacements |
| 652 | Wohnungsentschädigungen Erhöhung der Entschädigungen sowie neue Pfarrstellen | 329 500.— | 6 678.90 | 652 | Indemnités de logement Relèvement des indemnités et nouveaux postes de pasteurs |
| 1802 | Römisch-katholische Kirche | | | 1802 | Eglise catholique romaine |
| 630 | Leibgedinge | 125 000.— | 5 500.50 | 630 | Pensions de retraite |
| 19 | Finanzdirektion | | | 19 | Direction des finances |
| 1900 | Sekretariat | | | 1900 | Secrétariat |
| 801 1 | PTT-Gebühren Zunahme der Dienstgespräche | 318 450.— | 30 198.95 | 801 1 | Taxes des PTT Conversations de service en plus grand nombre |
| 1905 | Kantonsbuchhaltereie | | | 1905 | Contrôle cantonal des finances |
| 512 | Verzinsung der gerichtlichen Geldhinterlagen und Depots Zahlreichere und grössere Depots | 30 000.— | 1 452.92 | 512 | Intérêts des consignations judiciaires et dépôts Dépôts plus nombreux et plus importants |
| 1915/1925 | Personalamt | | | 1915/1925 | Office du personnel |
| 1915 | Personalabteilung | | | 1915 | Division du personnel |
| 640 | Krankenversicherung Mehreinnahmen bei Konto 357 1 | 345 000.— | 5 259.— | 640 | Assurance-maladie Recettes en plus sous Cpte 357 1 |
| 942 | Leistungen aus Unfallfonds (Renten) Unvorhergesehene Leistungen | 6 000.— | 1 234.40 | 942 | Prestations du fonds en cas d'accident (rentes) Prestations imprévues |
| | Übertrag | | 1 095 662.77 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|---------|--|-----------------------|---|---------|---|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| | Übertrag | | 1 095 662.77 | | Report |
| 1935 | Salzhandlung | | | 1935 | Régie des sels |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Anschaffung von Buchhaltungs- material | 2 000.— | 931.50 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Acquisition de matériel comptable |
| 801 | PTT-Gebühren und Fracht- ausgaben Mehreinnahmen bei Konto 263 | 118 000.— | 4 385.80 | 801 | Taxes des PTT et frais de transport Recettes en plus sous Cpte 263 |
| 862 | Verpackungen230 000.— Mehreinnahmen bei Konto 263 | | 23 671.05 | 862 | Matériel d'emballage Recettes en plus sous Cpte 263 |
| 1940 | Stempelverwaltung | | | 1940 | Administration du timbre |
| 801 | PTT-Gebühren 4 000.— | | 212.55 | 801 | Taxes des PTT |
| 842 | Gemeindeanteile aus Billetsteuer Mehreinnahmen bei Konto 232 | 260 000.— | 22 934.25 | 842 | Parts des communes aux taxes des billets Recettes en plus sous Cpte 232 |
| 844 | Stempelprovisionen102 000.— Mehreinnahmen bei Konto 231 | | 17 460.30 | 844 | Provisions aux acheteurs de timbres Recettes en plus sous Cpte 231 |
| 1945 | Steuerverwaltung | | | 1945 | Intendance des impôts |
| 842 1 | Rückerstattung von Erbschafts- steuern Vermehrte Rückerstattungen von Handänderungsgebühren | 500 000.— | 52 136.95 | 842 1 | Remboursement des taxes des successions Remboursement plus élevés d'émoluments de mutation |
| 1955 | Liegenschaftsverwaltung | | | 1955 | Administration des domaines |
| 740 | Renovationen und Verbesserungen in staatseigenen und gemieteten Gebäuden | 58 000.— | 576.25 | 740 | Rénovations et améliorations de bâtiments appartenant à l'Etat et immeubles loués |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser | 42 000.— | 1 688.75 | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau |
| 893 1 | Brandversicherungsprämien160 000.— | | 384.50 | 893 1 | Primes de l'assurance immobilière |
| 20 | Erziehungsdirektion | | | 20 | Direction de l'instruction publique |
| 2000/02 | Sekretariat | | | 2000/02 | Secrétariat |
| 2000 | Verwaltung | | | 2000 | Administration |
| 602 | Taggelder und Entschädigungen an Kommissionen Mehreinnahmen bei Konto 250 | 126 000.— | 28 574.10 | 602 | Jetons de présence et indemnités aux membres de commissions Recettes en plus sous Cpte 250 |
| | Übertrag | | 1 248 618.77 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|--|-----------------------|---|------------|--|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| Übertrag | | | 1 248 618.77 | Report | |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Mehrbedarf sowie Tarif- erhöhungen im Buchdrucker- gewerbe | 84 000.— | 17 039.90 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Besoin accru et relèvement des tarifs dans l'imprimerie |
| 801 | PTT-Gebühren Transport von Schulzahnpfle- gematerial | 1 000.— | 326.43 | 801 | Taxes des PTT Transport de matériel concernant les soins dentaires scolaires |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen Vermehrte Reisetätigkeit infolge Zunahme des Betriebes | 3 000.— | 2 200.45 | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Déplacements plus nombreux |
| 820 | Mietzinse Zusätzliche Büros | 8 400.— | 467.— | 820 | Loyers Bureaux supplémentaires |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser Zusätzliche Büros | 9 000.— | 1 357.25 | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau Bureaux supplémentaires |
| 931 | Staatsbeitrag an Gemeinden für Bibliotheken | 90 000.— | 520.70 | 931 | Subvention de l'Etat aux communes pour bibliothèques |
| 941 3 | Staatsbeiträge für allgemeine Bildungsbestrebungen, für die Herausgabe und Anschaffung von Werken | 65 000.— | 552.95 | 941 3 | Subventions de l'Etat en faveur du développement de l'instruction générale, de l'édition et de l'acquisition d'ouvrages |
| 2001 | <i>Mittelschulen</i> | | | 2001 | <i>Ecoles moyennes</i> |
| 623 | Stellvertretungskosten kranker Lehrkräfte Mehreinnahmen bei Konto 357 | 118 000.— | 15 003.95 | 623 | Frais de remplacement de maîtres malades Recettes en plus sous Cpte 357 |
| 624 | Stellvertretungskosten militär- dienstpflichtiger Lehrkräfte | 58 000.— | 964.85 | 624 | Frais de remplacement de maîtres astreints au service militaire |
| 940 2 | Stipendien | 294 000.— | 4 280.— | 940 2 | Bourses |
| 2002 | <i>Primarschulen</i> | | | 2002 | <i>Ecoles primaires</i> |
| 623 | Stellvertretungskosten kranker Lehrkräfte Mehreinnahmen bei Konto 357 1 | 390 000.— | 5 342.35 | 623 | Frais de remplacement d'instituteurs malades Recettes en plus sous Cpte 357 1 |
| 624 | Stellvertretungskosten militär- dienstpflichtiger Lehrkräfte | 88 000.— | 24 149.20 | 624 | Frais de remplacement d'instituteurs astreints au service militaire |
| 801 | PTT-Gebühren | 9 400.— | 500.— | 801 | Taxes des PTT |
| Übertrag | | | 1 321 323.80 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|---|--|-----------------------|---|--|--|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| Übertrag | | | 1 321 323.80 | Report | |
| 810 1 | Taggelder und Reiseauslagen | 70 500.— | 5 035.95 | 810 1 | Indemnités journalières et frais de déplacement |
| | Vermehrte Betreuung von Semi- naristinnen und Seminaristen im Landeinsatz | | | | Surveillance plus intense des normaliens et normaliennes en stage dans les écoles |
| 930 2 | Staatsbeitrag an Gemeinden für Erziehungsberatung | 62 000.— | 4 947.20 | 930 2 | Subvention de l'Etat aux communes pour orientation pédagogique |
| | Mehrausgaben an Gemeinde Bern pro 1960 | | | | Dépenses en plus à la commune de Berne 1960 |
| 940 1 | Staatsbeitrag an Spezialanstalten für anormale Kinder | 277 000.— | 8 019.— | 940 1 | Subvention de l'Etat aux établissements pour enfants anormaux |
| | Neue heilpädagogische Schulen | | | | Nouvelles écoles de pédagogie curative |
| 2005/07 Universität, Botanisches Institut und Tierspital | | | | 2005/07 Université, Institut botanique et Hôpital vétérinaire | |
| 2005 Universität | | | | 2005 Université | |
| 613 | Kosten für Stellvertretungen | 90 000.— | 3 433.60 | 613 | Frais de remplacements |
| 641 | Unfallversicherung | 31 000.— | 1 100.— | 641 | Assurance contre les accidents |
| 651 | Dienstkleider und Dienst- ausrüstungen Mehrbedarf | 6 500.— | 900.— | 651 | Vêtements et équipements de service Besoin accru |
| 704 1 | Unterhalt der Gebäude | 35 000.— | 4 000.— | 704 1 | Entretien des bâtiments Travaux d'entretien plus nombreux |
| | Vermehrter Unterhalt | | | | |
| 760 | Wäsche, Wäscherei und Aus- rüstungen | 8 500.— | 700.— | 760 | Vêtements, linge, effets et blanchissage |
| 770 1 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten, Instru- menten und Werkzeugen Diverse Ersatzanschaffungen | 429 500.— | 15 000.— | 770 1 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils Diverses acquisition de remplacement |
| 771 1 | Unterhalt der Mobilien | 60 000.— | 6 500.— | 771 1 | Entretien du mobilier Davantage de réparations imprévus |
| | Vermehrte unvorhergesehene Reparaturen | | | | |
| 797 1 | Bücher, Karten, Zeitschriften, Zeitungen, Lehrmittel und andere Unterrichtsbedürfnisse | 222 000.— | 600.— | 797 1 | Livres, cartes, revues, journaux et moyens d'enseignement |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben | 1 000.— | 450.— | 799 | Autres dépenses Inscription sur la Clinique dentaire scolaire ambulante du Jura |
| | Beschriftung des Klinikwagens der Schulzahnklinik Jura | | | | |
| Übertrag | | | 1 372 009.55 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|---|-----------------------|---|------------|---|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| Übertrag | | | 1 372 009.55 | Report | |
| 800 1 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Mehrbedarf, Buchbinderarbeiten für eine übernommene Bibliothek | 125 000.— | 18 000.— | 800 1 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Besoin accru. Travaux de reliure pour une bibliothèque |
| 801 1 | PTT-Gebühren und Fracht- ausgaben Zunahme der Dienstgespräche | 85 000.— | 22 500.— | 801 1 | Taxes des PTT et frais de transport Conversations de service en plus grand nombre |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten . | 13 700.— | 650.— | 899 | Autres frais d'administration |
| 2006 | <i>Botanisches Institut und Botanischer Garten</i> | | | 2006 | <i>Institut botanique et Jardin botanique</i> |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Vermehrte Reparaturen | 2 500.— | 764.46 | 771 | Entretien du mobilier Réparations plus nombreuses |
| 2008 | <i>Kantonsschule Pruntrut</i> | | | 2008 | <i>Ecole cantonale Porrentruy</i> |
| 613 | Kosten für Stellvertretungen Vermehrte Stellvertretungen infolge Krankheit und Militär- dienst | 12 000.— | 31 409.05 | 613 | Frais de remplacements Remplacements plus nombreux par suite de maladie et de service militaire |
| 641 | Unfallversicherung Neuer Versicherungsvertrag | 2 700.— | 2 312.60 | 641 | Assurance contre les accidents Nouveau contrat d'assurance |
| 797 | Bücher, Karten, Zeitschriften, Zeitungen, Lehrmittel und andere Unterrichtsbedürfnisse Starker Mehrbedarf | 68 000.— | 34 199.84 | 797 | Livres, cartes, revues, journaux et moyens d'enseignement Besoin fortement accru |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Ergänzung der Vorräte sowie vermehrte Stellenausschreibungs- kosten | 2 000.— | 1 756.40 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Complètement des réserves et plus élevés pour la mise au concours de postes |
| 801 | PTT-Gebühren und Fracht- ausgaben Mehr Dienstgespräche | 2 500.— | 657.10 | 801 | Taxes des PTT et frais de transport Conversations de service en plus grand nombre |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen Vermehrte Reiseauslagen für Stellvertreter | 500.— | 877.45 | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Frais de déplacement plus élevés pour remplaçants |
| 860 | Produktionsausgaben für Garten und Hofstatt | 4 800.— | 216.24 | 860 | Dépenses en vue de la production pour le jardin et le verger |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten . Nachzahlung für Hundertjahr- feier | 5 850.— | 2 150.95 | 899 | Autres frais d'administration Paiement complémentaire pour les fêtes du Centenaire |
| Übertrag | | | 1 487 503.64 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|---|-----------------------|---|------------|---|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| Übertrag | | | 1 487 503.64 | Report | |
| 2010 | <i>Unterseminar Hofwil</i> | | | 2010 | <i>Ecole normale Berne-Hofwil, Section inférieure à Hofwil</i> |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Instrumenten, Geräten und Werkzeugen Diverse Ersatzanschaffungen | 46 000.— | 2 007.52 | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils Diverses acquisitions de remplacement |
| 771 | Unterhalt der Mobilien | 3 000.— | 242.45 | 771 | Entretien du mobilier |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser | 40 000.— | 761.15 | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau |
| 2015 | <i>Oberseminar Bern</i> | | | 2015 | <i>Ecole normale Berne-Hofwil, Section supérieure à Berne</i> |
| 797 | Bücher, Karten, Zeitschriften, Zeitungen, Lehrmittel und andere Unterrichtsbedürfnisse Führung einer Fortbildungs- klasse für Primarschüler | 19 000.— | 1 874.55 | 797 | Livres, cartes, revues, journaux et moyens d'enseignement Tenu d'une classe de perfectionnement pour élèves primaires |
| 801 | PTT-Gebühren | 2 000.— | 226.85 | 801 | Taxes des PTT |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen Vermehrter Landeinsatz sowie zusätzlich geführte Klassen | 14 000.— | 3 571.95 | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Affectations plus nombreuses dans les classes de la campagne; davantage de classes tenues à titre supplémentaire |
| 820 | Mietzinse | 11 000.— | 242.— | 820 | Loyers |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser Auffüllung des neuen Öltanks | 21 000.— | 11 253.55 | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau Remplissage de la nouvelle citerne d'huile |
| 2020 | <i>Seminar Pruntrut</i> | | | 2020 | <i>Ecole normale de Porrentruy</i> |
| 704 | Unterhalt der Gebäude | 4 000.— | 325.83 | 704 | Entretien des bâtiments |
| 762 | Kostgelder für Schüler bei Privaten Minderausgaben bei Konto 940 | —.— | 12 041.05 | 762 | Pensions d'élèves chez des tiers Dépenses en moins sous Cpte 940 |
| 771 | Unterhalt der Mobilien | 5 000.— | 2 208.95 | 771 | Entretien du mobilier Davantage d'entretien |
| 791 | Materialien und Chemikalien Mehr Schüler | 3 500.— | 1 718.30 | 791 | Matériaux et produits chimiques Elèves plus nombreux |
| 797 | Bücher, Karten, Zeitschriften, Zeitungen, Lehrmittel und andere Unterrichtsbedürfnisse Mehrbedarf | 10 000.— | 1 313.48 | 797 | Livres, cartes, revues, journaux et moyens d'enseignement Besoin accru |
| Übertrag | | | 1 525 291.27 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|--|-----------------------|---|------------|--|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 1 525 291.27 | Report | |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten | 2 000.— | 292.90 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure |
| 801 | PTT-Gebühren und Fracht- ausgaben Vermehrte Frachten | 2 000.— | 708.05 | 801 | Taxes des PTT et frais de transport Transports plus nombreux |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen Vermehrte Betreuung der Semi- naristen im Landeinsatz | 1 500.— | 1 249.25 | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Surveillance plus poussées des normaliens en stage dans les écoles |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser | 14 000.— | 815.05 | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten . Vermehrte Stellenausschreibungs- kosten | 500.— | 222.95 | 899 | Autres frais d'administration Frais plus élevés pour la mise au concours de postes |
| 2025 | <i>Seminar Thun</i> | | | 2025 | <i>Ecole normale Thoune</i> |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Instrumenten, Geräten und Werkzeugen Durchführung eines Sonder- kurses | 11 500.— | 1 060.25 | 770 | Acquisition de mobilier, d'instruments, d'engins et d'outils Organisation d'un cours spécial |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Kosten für Vorbereitungs- arbeiten eines Sonderkurses | 2 500.— | 3 185 70 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Frais concernant les travaux préparatoires d'un cours spécial |
| 830 | Entschädigungen an Prüfungs- experten Gleiche Erklärung wie bei Konto 800 | 1 500.— | 3 300.— | 830 | Indemnités aux experts d'examens Même observation que sous Cpte 800 |
| 940 | Stipendien Gleiche Erklärung wie bei Konto 770 | 69 000.— | 5 975.— | 940 | Bourses Même observation que sous Cpte 770 |
| 2035 | <i>Haushaltungslehrerinnenseminar Bern</i> | | | 2035 | <i>Ecole normale ménagère Berne</i> |
| 761 | Nahrung | 46 000.— | 315.07 | 761 | Nourriture |
| 797 | Bücher, Karten, Zeitschriften, Zeitungen, Lehrmittel und andere Unterrichtsbedürfnisse | 8 650.— | 280.14 | 797 | Livres, cartes, revues, journaux et moyens d'enseignement |
| 2040 | <i>Sprachheilschule Münchenbuchsee</i> | | | 2040 | <i>Ecole thérapeutique vocale Münchenbuchsee</i> |
| 770 2 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten und Werk- zeugen für Neu- und Umbauten Kreditverschiebung infolge Änderung am Bauprogramm | 60 700.— | 9 564.15 | 770 2 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils pour constructions nouvelles Renvoi du crédit, le programme de construction étant modifié |
| Übertrag | | | 1 552 259.78 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|--|-----------------------|---|------------|--|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 1 552 259.78 | Report | |
| 2045 | Lehrmittelverlag | | | 2045 | Librairie de l'Etat |
| 513 | Verzinsung der Kontokorrent- schuld | 45 000.— | 5 732.80 | 513 | Intérêts de la dette en compte-courant |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser | 1 200.— | 228.75 | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau |
| 21 | Baudirektion | | | 21 | Direction des travaux publics |
| 2100 | Sekretariat | | | 2100 | Secrétariat |
| 790 | Aufwand für staatseigene Motorfahrzeuge Mehrbedarf durch gesteigerte Bautätigkeit | 45 000.— | 4 543.70 | 790 | Service des automobiles Besoin accru par suite d'une activité plus intense dans la construction |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Mehrbedarf | 5 000.— | 929.85 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Besoin accru |
| 831 | Entschädigungen an Dritte für Gutachten und Studien Entwurf eines Dekretes über Grenzregulierung und Bauland- umlegung | 3 000.— | 4 176.60 | 832 | Indemnités à des tiers pour expertises et études Projet d'un décret sur les ajustements et remaniements des terrains à bâtir |
| 945 | Staatsbeiträge an das Verkehrs- wesen Erhöhter Beitrag an die Schweiz. Vereinigung für Landes- planung | 53 000.— | 895.— | 945 | Subvention de l'Etat en faveur du trafic Relèvement de la subvention à l'Association suisse pour la planification nationale |
| 2105 | Hochbauamt | | | 2105 | Service des bâtiments |
| 701 1 | Unterhalt der Pfarr- und Kirchgebäude Vermehrter Dachunterhalt | 650 000.— | 41 570.80 | 701 1 | Entretien des bâtiments curiaux et de culte Entretiens de toitures en plus grand nombre |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen | 35 000.— | 963.10 | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement |
| 2110 | Tiefbauamt | | | 2110 | Service des ponts et chaussées |
| 613 | Kosten für Stellvertretungen | 181 500.— | 10 488.10 | 613 | Frais de remplacements Remplacements plus nombreux |
| 722 | Wasserwirtschaft | 18 000.— | 622.45 | 722 | Aménagement des eaux |
| 771 | Unterhalt von Maschinen und Werkzeugen Vermehrter Unterhalt bedingt durch starke Zunahme der Bautätigkeit | 105 000.— | 27 421.55 | 771 | Entretien des machines et des outils Entretien plus poussé dû à la forte augmentation de l'activité dans la construction |
| Übertrag | | | 1 649 832.48 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|--|-----------------------|---|------------|---|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 1 649 832.48 | Report | |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben | 1 000.— | 297.55 | 799 | Autres dépenses |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Vermehrte Stellenausschreibungs- kosten sowie Mehrbedarf infolge gesteigerter Bautätigkeit | 33 000.— | 5 906.05 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Frais plus élevés pour la mise au concours de postes et besoin accru par suite de l'activité plus intense dans la construction |
| 801 | PTT-Gebühren Zunahme der Dienstgespräche | 41 000.— | 4 614.45 | 801 | Taxes des PTT Conversations de service en plus grand nombre |
| 820 | Mietzinse Mietzins Büro Kreis II | 25 200.— | 14 955.05 | 820 | Loyers Loyer du bureau de l'arrondissement II |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser Mehrbedarf | 10 000.— | 1 993.05 | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau Besoin accru |
| 831 | Entschädigungen an Dritte für Gutachten und Studien Gutachten über Abklärung der Grundwasserverhältnisse im Zusammenhang mit dem Kraftwerkbau Aarberg | 4 000.— | 14 770.— | 831 | Indemnités à des tiers pour expertises et études Expertises concernant les conditions d'eau de fonds en rapport avec la construction d'une usine électrique à Aarberg |
| 949 20 | Staatsbeiträge an Abwasser- anlagen und Trinkwasser- anlagen | 2 000 000.— | 3 412.35 | 949 20 | Subventions pour installations d'alimentation en eau et d'épuration des eaux résiduaires |
| 22 | <i>Eisenbahndirektion</i> | | | 22 | <i>Directions des chemins de fer</i> |
| 2200 | <i>Sekretariat und Eisenbahn- abteilung</i> | | | 2200 | <i>Secrétariat et Division des chemins de fer</i> |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Mehrbedarf, zum Teil im Zusammenhang mit Umzug | 2 500.— | 1 398.80 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Besoin accru, partiellement en rapport avec le déménagement |
| 801 | PTT-Gebühren Umzugskosten | 900.— | 435.80 | 801 | Taxes des PTT Frais de déménagement |
| 820 | Pacht- und Mietzinse Umzug in gemietete Räume | 250.— | 386.65 | 820 | Fermages et loyers Déménagement dans des locaux loués |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser Gleiche Erklärung wie bei Konto 820 | —.— | 309.85 | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau Même observation que sous Cpte 820 |
| Übertrag | | | 1 698 312.08 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|-------|---|-----------------------|---|-------|---|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| | Übertrag | | 1 698 312.08 | | Report |
| 23 | Forstdirektion | | | 23 | Direction des forêts |
| 2300 | Sekretariat | | | 2300 | Secrétariat |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Mehrbedarf sowie Erhöhung der Buchdruckertarife | 13 500.— | 2 306.30 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Besoin accru et relèvement des tarifs dans l'imprimerie |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten . | 10 200.— | 845.75 | 899 | Autres frais d'administration |
| 947 2 | Beiträge an Dritte für Auf- forstungs- und Wegprojekte Zunahme der auszuführenden Projekte | 45 000.— | 11 649.10 | 947 2 | Subventions à des tiers pour les projets de culture forestière et de chemins Augmentation du nombre des projets à exécuter |
| 2305 | Forstinspektorat und Kreisforst- ämter | | | 2305 | Inspectorat des forêts et offices forestiers d'arrondissement |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Mehrbedarf sowie Erhöhung der Buchdruckertarife | 5 000.— | 1 320.25 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Besoin accru et relèvement des tarifs dans l'imprimerie |
| 801 | PTT-Gebühren Zunahme der Dienstgespräche | 14 000.— | 1 384.15 | 801 | Taxes des PTT Conversations de service plus nombreuses |
| 820 | Mietzinse der Kreisforstämter ... | 16 600.— | 1 764.35 | 820 | Loyers Hausse des loyers |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser Mehrbedarf | 5 000.— | 1 440.60 | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau Besoin accru |
| 2310 | Staatsforstverwaltung | | | 2310 | Administration des forêts domaniales |
| 749 | Ankauf von Forsten | 10 000.— | 300.— | 749 | Acquisition de forêts |
| 2320 | Jagdverwaltung | | | 2320 | Administration de la chasse |
| 799 | Wildschadenersatz Zu Lasten des Wildschaden- und Wildhutfonds, VA 020 | 90 000.— | 4 499.30 | 799 | Indemnités pour dommages dûs au gibier A charge du «Fonds pour les dommages causés par le gibier et la garde du gibier», VF 020 |
| 938 | Staatsbeiträge an die Gemeinden aus den Jagdpatenttaxen Mehr Jagdpatente | 137 000.— | 14 716.— | 938 | Subventions de l'Etat aux communes (parts des taxes de permis de chasse) Patentes de chasse plus nombreuses |
| | Übertrag | | 1 738 537.88 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|-------|---|-----------------------|---|-------|--|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| | Übertrag | | 1 738 537.88 | | Report |
| 2321 | Naturschutzverwaltung | | | 2321 | Administration de la protection de la nature |
| 602 | Taggelder und Entschädigungen an Naturschutzkommission | 5 000.— | 1 184.25 | 602 | Jetons de présence et indemnités à la Commission pour la protection de la nature |
| | Vermehrte Sitzungen | | | | Séances plus nombreuses |
| 2325 | Fischereiverwaltung | | | 2325 | Administration de la pêche |
| 860 1 | Betriebskosten der Fischzuchtanlagen | 5 000.— | 766.25 | 860 1 | Frais d'exploitation des établissements de pisciculture |
| | Mehrproduktion von Jungfischen | | | | Production accrue d'alevins |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten | 500.— | 372.40 | 899 | Autres frais d'administration |
| | Obige Nachkredite zu Lasten des Fischereifonds, VA 020 | | | | Les crédits supplémentaires susmentionnés sont mis à charge du «Fonds de la pêche», VF 020 |
| 24 | Landwirtschaftsdirektion | | | 24 | Direction de l'agriculture |
| 2400 | Sekretariat | | | 2400 | Secrétariat |
| 602 2 | Taggelder und Entschädigungen an kantonale Viehzuchtkommissionen | 105 500.— | 8 449.75 | 602 2 | Jetons de présence et indemnités aux membres des commissions d'élevage de bétail |
| | Vermehrte Beständeschauen | | | | Concours de groupes en plus grand nombre |
| 790 | Automobilbetrieb | 2 500.— | 244.25 | 790 | Service des automobiles |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten | 63 000.— | 4 008.70 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure |
| | Mehrbedarf sowie Erhöhung der Buchdruckertarife | | | | Besoin accru et relèvement des tarifs dans l'imprimerie |
| 801 | PTT-Gebühren | 400.— | 428.45 | 801 | Taxes des PTT |
| | Vermehrte Dienstgespräche der Kommission für Rindviehzucht | | | | Conversations de service plus nombreuses de la commission pour l'élevage du bétail |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen | 8 100.— | 1 224.15 | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement |
| | Vermehrte Reisetätigkeit im Zusammenhang mit der Bekämpfung des Tabak-Blauschimmels | | | | Déplacement plus nombreux en rapport avec la lutte contre le mildiou du tabac |
| 830 | Entschädigungen für besondere Dienstleistungen | 57 500.— | 19 573.95 | 830 | Indemnités à des tiers pour prestations spéciales |
| | Unvorhergesehene Gutachten. Mehreinnahmen bei Konto 407 | | | | Expertises imprévues. Recettes en plus sous Cpte 407 |
| 831 | Entschädigungen an Dritte für Gutachten und Studien | 10 000.— | 3 577.75 | 831 | Indemnités à des tiers pour expertises et études |
| | Grosser Anfall von Subventionsgesuchen für landw. Maschinen | | | | Demandes de subvention présentées en grand nombre pour les machines agricoles |
| | Übertrag | | 1 778 367.78 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|--|--|-----------------------|---|--|---|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| Übertrag | | | 1 778 367.78 | Report | |
| 947 11 | Staatsbeiträge: An Ökonomische und gemeinnützige Gesellschaft des Kantons Bern | 84 000.— | 8 749.95 | 947 11 | Subventions de l'Etat: A la Société d'économie et d'utilité publique du canton de Berne |
| | Erhöhung der Entschädigungs- ansätze für Vorträge und Kurse | | | | Relèvement des indemnités pour conférences et cours |
| 947 12 | Staatsbeiträge: An milchwirt- schaftlichen Kontroll- und Beratungsdienst | 11 000.— | 977.15 | 947 12 | Subventions de l'Etat: Au service d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière |
| 947 13 | Staatsbeiträge: Für landwirt- schaftliche Maschinen und Geräte | 100 000.— | 9 768.— | 947 13 | Subventions de l'Etat: Pour machines et ustensiles agricoles |
| | Grosser Anfall an Subventions- gesuchen | | | | Grand nombre de demandes de subvention |
| 947 3 | Staatsbeiträge: Rindviehzucht . . . | 886 500.— | 12 513.20 | 947 3 | Subventions de l'Etat: Elevage de l'espèce bovine |
| 947 4 | Staatsbeiträge: Kleinviehzucht . . | 122 100.— | 20 374.70 | 947 4 | Subventions de l'Etat: Elevage du petit bétail |
| | Vermehrte Beständeschauen | | | | Concours de groupes en plus grand nombre |
| 2405/06 Büro des Kantonstierarztes und Tierseuchenkasse | | | | 2405/06 Bureau du vétérinaire cantonal et Caisse des épizooties | |
| 2406 Tierseuchenkasse | | | | 2406 Caisse des épizooties | |
| 761 | Nahrung der Kursbesucher | 3 000.— | 750.— | 761 | Nourriture des participants au cours |
| | Mehr Wiederholungskurse für Viehinspektoren | | | | Cours de répétition plus nombreux pour les inspecteurs du bétail |
| 792 | Medikamente, Impfstoffe und Laboruntersuchungen | 342 500.— | 40 240.65 | 792 | Médicaments, vaccins et analyses de laboratoires |
| | Mehrbedarf an Impfstoffen | | | | Besoin accru en vaccins |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen | 3 500.— | 1 550.65 | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement |
| | Vermehrte Reisetätigkeit bedingt durch zahlreiche Fälle von Maul- und Klauenseuche | | | | Déplacements plus fréquents dus aux nombreux cas de fièvre aphteuse |
| 830 2 | Schlachtlöhne, Desinfektionen in Schlachthöfen und Vieh- transporte | 5 000.— | 37 831.— | 830 2 | Frais d'abattage, frais de transport et de désinfection des abattoirs |
| | Zahlreiche Fälle von Maul- und Klauenseuche | | | | Nombreux cas de fièvre aphteuse |
| 937 | Beiträge an Gemeinden für Bekämpfungskosten | 1 000.— | 1 390.— | 937 | Subventions de l'Etat aux communes pour la lutte contre les épizooties |
| | Gleiche Erklärung wie bei Konto 830 2 | | | | Même observation que sous Cpte 830 2 |
| Übertrag | | | 1 912 513.08 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|---|-----------------------|---|------------|---|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| Übertrag | | | 1 912 513.08 | Report | |
| 2410 | Meliorationsamt | | | 2410 | Service des améliorations foncières |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen Vermehrte Reisetätigkeit infolge Zunahme der Projekte | 16 000.— | 1 340.25 | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Déplacements plus fréquents dus à l'augmentation du nombre de projets |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser | 2000.— | 319.35 | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau |
| 2514/16 | Landwirtschaftliche Schule Rütti-Zollikofen | | | 2415/16 | Ecole d'agriculture Rütti-Zollikofen |
| 2415 | Schule | | | 2415 | Ecole |
| 602 | Taggelder und Entschädigungen an die Mitglieder der Aufsichts- kommission Vermehrte Sitzungen | 1 500.— | 1 000.— | 602 | Jetons de présence et indemnités aux membres de la Commission de surveillance Séances plus nombreuses |
| 704 | Unterhalt der Schulgebäude Dringende Unterhaltsarbeiten | 10 500.— | 4 000.— | 704 | Entretien des bâtiments d'école Travaux d'entretien urgents |
| 760 | Wäsche, Wäscherei und Aus- rüstungen Die neue Wäscherei konnte später als vorgesehen in Betrieb genommen werden | 7 500.— | 1 600.— | 760 | Linge, effets et blanchissage La nouvelle buanderie a pu être mise en service plus tard que prévu |
| 761 | Nahrung Mehreinnahmen bei Konto 351 | 118 000.— | 10 216.80 | 761 | Nourriture Recettes en plus sous Cpte 351 |
| 762 | Kostgelder für Schüler bei Privaten | 24 300.— | 1 127.40 | 762 | Pensions d'élèves chez des particuliers |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten und Werkzeugen Diverse unvorhergesehene Ersatz- anschaffungen | 65 300.— | 2 000.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils Diverses acquisitions de remplacement imprévues |
| 797 | Bücher, Karten, Zeitschriften, Zeitungen, Lehrmittel und andere Unterrichtsbedürfnisse Mehrbedarf | 29 500.— | 5 996.05 | 797 | Livres, cartes, revues, journaux et moyens d'enseignement Besoin accru |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben Mehreinnahmen bei Konto 359 | 4 000.— | 2 800.— | 799 | Autres dépenses Recettes en plus sous Cpte 359 |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Mehreinnahmen bei Konto 359 | 12 200.— | 3 400.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Recettes en plus sous Cpte 359 |
| 801 | PTT-Gebühren und Fracht- ausgaben Vermehrte Dienstgespräche | 5 500.— | 2 213.20 | 801 | Taxes des PTT et frais de transport Conversations de service en plus grand nombre |
| Übertrag | | | 1 948 526.13 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|--|-----------------------|---|------------|---|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| Übertrag | | | 1 948 526.13 | Report | |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen Vermehrte Reisetätigkeit | 8 000.— | 1 500.— | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Déplacements plus nombreux |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser | 40 000.— | 483.25 | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau |
| 2416 | Landwirtschaft | | | 2416 | Agriculture |
| 704 | Unterhalt der Wirtschafts- gebäude Unvorhergesehene Unterhalts- arbeiten | 13 000.— | 3 558.35 | 704 | Entretien des bâtiments agricoles Travaux d'entretien imprévus |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen und Werkzeugen Umtausch des Traktors | 20 600.— | 2 500.— | 770 | Acquisitions de mobilier, de machines et d'outils Echange du tracteur |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Unvorhergesehene Reparaturen | 10 300.— | 1 000.— | 771 | Entretien du mobilier Réparations imprévues |
| 820 | Pachtzinse an Dritte Zupacht von Land | 750.— | 250.— | 820 | Fermages à des tiers Affermage de terrain |
| 860 | Produktionsausgaben 110 700.— | | 10 000.— | 860 | Dépenses en vue de la production |
| 2420/22 | Landwirtschaftliche Schule Schwand-Münsingen | | | 2420/22 | Ecole d'agriculture Schwand-Münsingen |
| 2420 | Landwirtschaftliche Schule | | | 2420 | Ecole d'agriculture |
| 761 | Nahrung 55 000.— | | 1 969.84 | 761 | Nourriture |
| 797 | Bücher, Karten, Zeitschriften, Zeitungen, Lehrmittel und andere Unterrichtsbedürfnisse Mehrbedarf. Mehreinnahmen bei Konto 310 | 21 400.— | 3 002.45 | 797 | Livres, cartes, revues, journaux et moyens d'enseignement Besoin accru. Recettes en plus sous Cpte 310 |
| 830 | Entschädigungen für besondere Dienstleistungen Vermehrte Betriebsberatungen | 7 000.— | 3 321.35 | 830 | Indemnités à des tiers pour prestations spéciales Davantage de conseillers d'exploitation |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten . Vermehrte Stellenausschreibungs- kosten | 1 000.— | 500.— | 899 | Autres frais d'administration Frais plus élevés pour la mise au concours de postes |
| 2421 | Haushaltungsschule | | | 2421 | Ecole ménagère |
| 761 | Nahrung Mehr Schüler. Mehreinnahmen bei Konto 351 | 27 000.— | 2 000.— | 761 | Nourriture Elèves plus nombreux. Recettes en plus sous Cpte 351 |
| Übertrag | | | 1 978 611.37 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|---------|--|-----------------------|---|---------|--|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| | Übertrag | | 1 978 611.37 | | Report |
| 797 | Bücher, Karten, Zeitschriften, Zeitungen, Lehrmittel und andere Unterrichtsbedürfnisse Mehrbedarf. Mehreinnahmen bei Konto 310 | 20 500.— | 3 000.— | 797 | Livres, cartes, revues, journaux et moyens d'enseignement Besoin accru. Recettes en plus sous Cpte 310 |
| 940 | Stipendien Mehr Stipendiengesuche | 800.— | 700.— | 940 | Bourses Demandes de bourses en plus grand nombre |
| 2422 | Landwirtschaft | | | 2422 | Agriculture |
| 704 | Unterhalt der Wirtschafts- gebäude Einrichtung einer Heustock- belüftungsanlage | 5 000.— | 2 500.— | 704 | Entretien des bâtiments agricoles Aménagement d'une installation d'aération pour le foin |
| 761 | Nahrung Mehr internes Personal. Mehr- einnahmen bei Konto 354 | 7 500.— | 1 000.— | 761 | Nourriture Personnel interne plus nombreux. Recettes en plus sous Cpte 354 |
| 771 | Unterhalt der Mobilien | 7 500.— | 365.05 | 771 | Entretien du mobilier |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser Vermehrter Strombedarf infolge der neuen Heustockbelüftungs- anlage | 7 000.— | 800.— | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau Consommation plus forte de courant due à la nouvelle installation d'aération pour le foin |
| 860 | Produktionsausgaben Mehrbedarf. Mehreinnahmen bei Konto 311 | 90 000.— | 22 000.— | 860 | Dépenses en vue de la production Besoin accru. Recettes en plus sous Cpte 311 |
| 2425/27 | Landwirtschaftliche Schule Waldhof-Langenthal | | | 2425/27 | Ecole d'agriculture Waldhof-Langenthal |
| 2425 | Landwirtschaftliche Schule | | | 2425 | Ecole d'agriculture |
| 650 | Ferien- und Freitags- entschädigungen | 2 400.— | 335.20 | 650 | Indemnités pour vacances et jours de congé |
| 761 | Nahrung Mehreinnahmen bei Konto 351 | 44 000.— | 2 552.39 | 761 | Nourriture Recettes en plus sous Cpte 351 |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Vermehrter Unterhaltsbedarf | 4 500.— | 900.— | 771 | Entretien du mobilier Davantage d'entretien |
| 797 | Bücher, Karten, Zeitschriften, Zeitungen, Lehrmittel und übrige Unterrichtsbedürfnisse Mehrbedarf | 8 000.— | 631.98 | 797 | Livres, cartes, revues, journaux et moyens d'enseignement Besoin accru |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buch- binderkosten Vermehrte Stellenausschreibungs- kosten | 3 000.— | 1 200.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Frais plus élevés pour la mise au concours de postes |
| | Übertrag | | 2 014 595.99 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|---|-----------------------|---|------------|---|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| Übertrag | | | 2 014 595.99 | Report | |
| 801 | PTT-Gebühren und Frachtausgaben Mehreinnahmen bei Konto 359 | 3 600.— | 564.65 | 801 | Taxes des PTT et frais de transport Recettes en plus sous Cpte 359 |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen Vermehrte Auslagen für Kursbesuche | 3 200.— | 395.30 | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Dépenses plus nombreuses pour fréquentations de cours |
| 2426 | <i>Haushaltungsschule</i> | | | 2426 | <i>Ecole ménagère</i> |
| 761 | Nahrung Mehr Schülerinnen, Mehreinnahmen bei Konto 351 | 28 000.— | 2 466.45 | 761 | Nourriture Elèves plus nombreuses. Recettes en plus sous Cpte 351 |
| 791 | Materialien und Chemikalien Mehrbedarf für die Webstube. Mehreinnahmen bei Konto 310 | 15 000.— | 4 619.80 | 791 | Matériaux et produits chimiques Besoin accru pour l'atelier de tissage. Recettes en plus sous Cpte 310 |
| 940 | Stipendien | 600.— | 350.— | 940 | Bourses |
| 2427 | <i>Landwirtschaft</i> | | | 2427 | <i>Agriculture</i> |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Vermehrte Unterhaltsarbeiten | 4 500.— | 700.— | 771 | Entretien du mobilier Travaux d'entretien accrus |
| 860 | Produktionsausgaben Mehreinnahmen bei Konto 311 | 73 000.— | 18 843.60 | 860 | Dépenses en vue de la production Recettes en plus sous Cpte 311 |
| 2430/32 | <i>Landwirtschaftliche Schule Courtemelon-Delsberg</i> | | | 2430/32 | <i>Ecole d'agriculture Courtemelon-Delémont</i> |
| 2430 | <i>Landwirtschaftliche Schule</i> | | | 2430 | <i>Ecole d'agriculture</i> |
| 641 | Unfallversicherung | 750.— | 250.— | 641 | Assurance contre les accidents |
| 650 | Ferien- und Freitagsentschädigungen | 2 200.— | 800.— | 650 | Indemnités pour vacances et jours de congé |
| 797 | Bücher, Karten, Zeitschriften, Zeitungen, Lehrmittel und übrige Unterrichtsbedürfnisse | 6 600.— | 600.— | 797 | Livres, cartes, revues, journaux et moyens d'enseignements |
| 801 | PTT-Gebühren und Frachtausgaben | 4 000.— | 400.— | 801 | Taxes des PTT et frais de transport |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen Vermehrte Betriebsberatungen | 8 000.— | 7 000.— | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Conseillers d'exploitation en plus grand nombre |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten . Ausschreibungskosten für Haushaltkurs | 1 800.— | 800.— | 899 | Autres frais d'administration Frais de mise au concours pour cours ménager |
| Übertrag | | | 2 052 385.79 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|--|--|-----------------------|---|--|--|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 2 052 385.79 | Report | |
| 2431 | <i>Haushaltungsschule</i> | | | 2431 | <i>Ecole ménagère</i> |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten . | 400.— | 600.— | 899 | Autres frais d'administration |
| 2432 | <i>Landwirtschaft</i> | | | 2432 | <i>Agriculture</i> |
| 771 | Unterhalt der Mobilien | 3 000.— | 800.— | 771 | Entretien du mobilier |
| | Unvorhergesehene Reparaturen | | | | Réparations imprévues |
| 860 | Produktionsausgaben | 60 000.— | 2 500.— | 860 | Dépenses en vue |
| | Mehreinnahmen bei Konto 311 | | | | de la production |
| | | | | | Recettes en plus sous Cpte 311 |
| 2435/37 <i>Bergbauernschule Hondrich</i> | | | | 2435/37 <i>Ecole alpestre Hondrich</i> | |
| 2435 | <i>Alpschule</i> | | | 2435 | <i>Ecole alpestre</i> |
| 704 | Unterhalt der Gebäude | 2 500.— | 500.50 | 704 | Entretien des bâtiments |
| | Unvorhergesehene und dringende Reparaturen im Schulgebäude | | | | Réparations imprévues et urgentes dans le bâtiment scolaire |
| 761 | Nahrung | 32 000.— | 1 535.20 | 761 | Nourriture |
| | Zunahme der Verpflegungstage. Mehreinnahmen bei den Konten 351 und 354 | | | | Journées de soin nombreuses. Recettes en plus sous Cptes 351 et 354 |
| 797 | Bücher, Karten, Zeitschriften, Zeitungen, Lehrmittel und übrige Unterrichtsbedürfnisse | 4 800.— | 1 443.94 | 797 | Livres, cartes, revues, journaux et moyens d'enseignement |
| | Mehrbedarf. Mehreinnahmen bei den Konten 310 und 357 | | | | Besoin accru. Recettes en plus sous Cptes 310 et 357 |
| 801 | PTT-Gebühren und Fracht- ausgaben | 3 000.— | 300.— | 801 | Taxes des PTT et frais de transport |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen | 7 000.— | 4 100.— | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement |
| | Vermehrte Betriebsberatungen | | | | Conseillers d'exploitation en plus grand nombre |
| 830 | Entschädigungen an Dritte für besondere Dienstleistungen usw. Vermehrte Betriebsberatungen | 25 000.— | 11 800.— | 830 | Indemnités à des tiers pour prestations spéciales, etc. Conseillers d'exploitation en plus grand nombre |
| 2436 | <i>Haushaltungsschule</i> | | | 2436 | <i>Ecole ménagère</i> |
| 940 | Stipendien | 600.— | 200.— | 940 | Bourses |
| 2437 | <i>Landwirtschaft</i> | | | 2437 | <i>Agriculture</i> |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen und Werkzeugen | 7 350.— | 1 700.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines et d'outils |
| | Anpassung des neuen Viehwagens an die Vorschriften des neuen Motorfahrzeuggesetzes | | | | Adaptation d'une nouvelle voiture à bétail aux prescriptions de la nouvelles loi sur les véhicules à moteur |
| Übertrag | | | 2 077 865.43 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|--|-----------------------|---|------------|---|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 2 077 865.43 | Report | |
| 2440/42 | Molkereischule Rütti-Zollikofen | | | 2440/42 | Ecole de laiterie Rütti-Zollikofen |
| 2440 | Schule | | | 2440 | Ecole |
| 650 | Ferien- und Freitags- entschädigungen | 1 600.— | 250.— | 650 | Indemnités pour vacances et jours de congé |
| 797 | Bücher, Karten, Zeitschriften, Zeitungen, Lehrmittel und übrige Unterrichtsbedürfnisse Mehr Schüler. Mehreinnahmen bei Konto 357 | 19 700.— | 1 500.— | 797 | Livres, cartes, revues, journaux et moyens d'enseignement Elèves plus nombreux. Recettes en plus sous Cpte 357 |
| 2442 | Zentralstelle für milchwirtschaft- lichen Kontroll- und Beratungs- dienst | | | 2442 | Centrale cantonale d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière |
| 937 | Staatsbeiträge an Gemeinden Mehrausgaben für die Qualitäts- bezahlung der Konsummilch | 12 500.— | 2 500.— | 937 | Subventions de l'Etat aux communes Dépenses en plus pour le paiement à la qualité du lait de consommation |
| 2445/46 | Schule für Obst-, Gemüse- und Gartenbau Oeschberg | | | 2445/46 | Ecole d'arboriculture et d'horticulture Oeschberg |
| 2445 | Schule | | | 2445 | Ecole |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Vermehrter Unterhaltsbedarf | 2 500.— | 1 500.— | 771 | Entretien du mobilier Travaux d'entretien plus nombreux |
| 893 | Haftpflicht- und Sach- versicherungsprämien Neuschätzungen von Gebäuden | 1 120.— | 330.— | 893 | Primes d'assurance (responsabilité civile et objets) Réestimations de bâtiments |
| 2446 | Landwirtschaft | | | 2446 | Agriculture |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Vermehrter Unterhaltsbedarf | 3 500.— | 1 000.— | 771 | Entretien du mobilier Travaux d'entretien plus nombreux |
| 820 | Pachtzinse an Dritte | 6 320.— | 380.— | 820 | Fermages versés à des tiers |
| 2447 | Kantonale Zentralstelle zur Förderung des Obstbaues und der Obstverwertung | | | 2447 | Office central cantonal pour l'encouragement de l'arboriculture et de l'utilisation des fruits |
| 602 | Taggelder und Entschädigungen an die Mitglieder der Aufsichts- kommission | 400.— | 250.— | 602 | Jetons de présence et indemnités aux membres de la Commission de surveillance |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Unvorhergesehene Reparaturen | 950.— | 500.— | 771 | Entretien du mobilier Réparations imprévues |
| 801 | PTT-Gebühren und Fracht- ausgaben | 1 400.— | 300.— | 801 | Taxes des PTT et frais de transport |
| Übertrag | | | 2 086 375.43 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|---|---|-----------------------|---|---|---|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 2 086 375.43 | Report | |
| 25 | Fürsorgedirektion | | | 25 | Direction des œuvres sociales |
| 2500 | Sekretariat | | | 2500 | Secrétariat |
| 752 | Kosten strafrechtlicher Massnahmen Zunahme der Fälle | 23 000.— | 4 474.05 | 752 | Frais de mesures pénales Cas plus nombreux |
| 753 | Alters- und Hinterlassenenfürsorge | 32 000.— | 1 471.65 | 753 | Aide aux vieillards et survivants |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Mehrbedarf | 20 000.— | 1 160.85 | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Besoin accru |
| 801 | PTT-Gebühren Vermehrte Dienstgespräche | 2 300.— | 384.65 | 801 | Taxes des PTT Conversations de service en plus grand nombre |
| 2515/16 Knabenerziehungsheim Aarwangen | | | | 2515/16 Foyer d'éducation pour garçons Aarwangen | |
| 2515 Heimbetrieb | | | | 2515 Exploitation du Foyer | |
| 704 | Unterhalt der Gebäude Unvorhergesehene Reparaturen | 1 000.— | 787.53 | 704 | Entretien des bâtiments Réparations imprévues |
| 760 | Kleider, Wäsche, Wäscherei und Ausrüstungen | 20 000.— | 340.10 | 760 | Vêtements, linge, effets et blanchissage |
| 761 | Nahrung | 42 500.— | 2 438.85 | 761 | Nourriture |
| 771 | Unterhalt der Mobilien | 1 200.— | 213.55 | 771 | Entretien du mobilier |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben Minderausgaben auf Konto 797 | 2 900.— | 483.40 | 799 | Autres dépenses Dépenses en moins sous Cpte 797 |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten . Vermehrte Stellenausschreibungs- kosten | 400.— | 431.90 | 899 | Autres frais d'administration Frais plus élevés pour mises au concours de postes |
| 2516 Landwirtschaft | | | | 2516 Agriculture | |
| 704 | Unterhalt der Wirtschaftsgebäude | 700.— | 242.80 | 704 | Entretien des bâtiments agricoles |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten und Werkzeugen Dringende Ersatzanschaffungen | 1 380.— | 1 309.45 | 770 | Acquisition de mobilier, de machines et d'outils Acquisitions urgentes de remplacement |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Dringende Revisionen | 1 150.— | 1 160.65 | 771 | Entretien du mobilier Revisions urgentes |
| 860 | Produktionsausgaben Mehreinnahmen bei Konto 311 | 20 000.— | 7 766.85 | 860 | Dépenses en vue de la production Recettes en plus sous Cpte 311 |
| Übertrag | | | 2 109 041.71 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|---|-----------------------|---|------------|--|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| Übertrag | | | 2 109 041.71 | Report | |
| 2520/21 | <i>Knabenerziehungsheim Erlach</i> | | | 2520/21 | <i>Foyer d'éducation pour garçons Cerlier</i> |
| 2520 | <i>Heimbetrieb</i> | | | 2520 | <i>Exploitation du Foyer</i> |
| 650 | Ferien- und Freitags- entschädigungen | 2 500.— | 222.75 | 650 | Indemnités pour vacances et jours de congé |
| 760 | Kleider, Wäsche, Wäscherei und Ausrüstungen Mehrbedarf | 21 000.— | 1 717.36 | 760 | Vêtements, linge, effets et blanchissage Besoin accru |
| 797 | Bücher, Karten, Zeitschriften, Zeitungen, Lehrmittel und andere Unterrichtsbedürfnisse Mehrbedarf an Handfertigkeits- materialien | 2 000.— | 676.78 | 797 | Livres, cartes, revues, journaux et moyens d'enseignement Besoin accru en matériel pour travaux manuels |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser | 14 000.— | 488.— | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau |
| 2521 | <i>Landwirtschaft</i> | | | 2521 | <i>Agriculture</i> |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten und Werkzeugen Diverse dringende Ersatz- anschaffungen | 9 000.— | 976.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils Diverses acquisitions urgentes de remplacement |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Unvorhergesehene Reparaturen | 2 500.— | 2 605.10 | 771 | Entretien du mobilier Réparations imprévues |
| 860 | Produktionsausgaben Mehreinnahmen bei Konto 311 | 42 000.— | 8 931.13 | 860 | Dépenses en vue de la production Recettes en plus sous Cpte 311 |
| 2525/26 | <i>Knabenerziehungsheim Landorf</i> | | | 2525/26 | <i>Foyer d'éducation pour garçons Landorf</i> |
| 2525 | <i>Heimbetrieb</i> | | | 2525 | <i>Exploitation du Foyer</i> |
| 650 | Ferien- und Freitags- entschädigungen Mehr internes Personal | 2 900.— | 624.— | 650 | Indemnités pour vacances et jours de congé Personnel interne en plus grand nombre |
| 2530/31 | <i>Knabenerziehungsheim Oberbipp</i> | | | 2530/31 | <i>Foyer d'éducation pour garçons Oberbipp</i> |
| 2530 | <i>Heimbetrieb</i> | | | 2530 | <i>Exploitation du Foyer</i> |
| 704 | Unterhalt der Gebäude Diverse unaufschiebbare Unterhaltsarbeiten | 2 000.— | 1 395.— | 704 | Entretien des bâtiments Divers travaux d'entretien ne pouvant être renvoyés |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Reparatur der Kühlanlage | 2 000.— | 405.— | 771 | Entretien du mobilier Réparation de l'installation frigorifique |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser | 18 500.— | 768.— | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau |
| Übertrag | | | 2 127 850.83 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|---|-----------------------|---|------------|---|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| Übertrag | | | 2 127 850.83 | Report | |
| 2531 | Landwirtschaft | | | 2531 | Agriculture |
| 821 | Pachtzinse an den Staat Bewirtschaftung von Land für Autobahnbau | 4 700.— | 933.— | 821 | Fermages à l'Etat Exploitation de terrain réservé à la construction de l'autoroute |
| 860 | Produktionsausgaben Mehreinnahmen bei Konto 311 | 33 000.— | 20 794.— | 860 | Dépenses en vue de la production Recettes en plus sous Cpte 311 |
| 2535/36 | Mädchenerziehungsheim Brüttelen | | | 2535/36 | Foyer d'éducation pour filles Bretièges |
| 2535 | Heimbetrieb | | | 2535 | Exploitation du Foyer |
| 760 | Kleider, Wäsche, Wäscherei und Ausrüstungen Mehr Insassen. Mehreinnahmen bei Konto 357 | 12 000.— | 5 184.50 | 760 | Vêtements, linge, effets et blanchissage Pensionnaires plus nombreuses. Recettes en plus sous Cpte 357 |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben Miete eines Tiefkühlraumes | 1 800.— | 895.90 | 799 | Autres dépenses Location d'un casier frigorifique |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen Vermehrte Betreuung von Ehemaligen | 1 900.— | 379.40 | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Surveillance accrue des anciennes élèves |
| 2536 | Landwirtschaft | | | 2536 | Agriculture |
| 860 | Produktionsausgaben Mehreinnahmen bei Konto 311 | 22 500.— | 2 974.80 | 860 | Dépenses en vue de la production Recettes en plus sous Cpte 311 |
| 2540/41 | Mädchenerziehungsheim Kehrsatz | | | 2540/41 | Foyer d'éducation pour filles Kehrsatz |
| 2540 | Heimbetrieb | | | 2540 | Exploitation du Foyer |
| 650 | Ferien- und Freitags- entschädigungen | 3 000.— | 363.50 | 650 | Indemnités pour vacances et jours de congé |
| 754 | Arzt-, Spital- und Heilungs- kosten der Zöglinge Kinderlähmungsimpfungen | 600.— | 236.55 | 754 | Frais de soins médicaux, d'hôpital et de guérison pour les pensionnaires Vaccination contre la poliomyélite |
| 761 | Nahrung | 36 000.— | 1 704.41 | 761 | Nourriture |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten und Werkzeugen | 2 500.— | 228.65 | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils |
| Übertrag | | | 2 161 545.54 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|-------------|--|-----------------------|---|-------|---|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| | Übertrag | | 2 161 545.54 | | Report |
| 2541 | Landwirtschaft | | | 2541 | Agriculture |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Ersatzpneus | 2 500.— | 436.15 | 771 | Entretien du mobilier Pneus de remplacement |
| 820 | Pachtzinse an Dritte Neuer Pachtvertrag | —.— | 425.— | 820 | Fermages à des tiers Nouveau contrat de fermage |
| 860 | Produktionsausgaben Mehreinnahmen bei Konto 311 | 50 000.— | 4 222.21 | 860 | Dépenses en vue de la production Recettes en plus sous Cpte 311 |
| 2550 | Ferienheim Rotbad | | | 2550 | Foyer de vacances Rotbad |
| 704 | Unterhalt der Gebäude PTT-Gebühren und Fracht- ausgaben Mobiliartransporte | 10 000.— 300.— | 404.30 357.60 | 704 | Entretien des bâtiments Taxes des PTT et frais de transport Transports de mobilier |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen Vermehrte Reisetätigkeit bedingt durch bauliche Beaufsichtigung | 500.— | 287.45 | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Déplacements plus nombreux dus à la surveillance de la construction |
| Total | | | <u>2 167 678.25</u> | Total | |

II.

Gestützt auf Art. 29 Abs. 2 des Gesetzes über die Finanzverwaltung vom 3. Juli 1938 bewilligt der Grosse Rat folgende Nachkredite:

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires |
|----------|--|-----------------------|---|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. |
| 13 | Volkswirtschaftsdirektion | | |
| 1305 | Amt für berufliche Ausbildung | | |
| 930 | Staatsbeiträge an Berufs- und Fachschulen der Gemeinden Starke Zunahme der abgeschlossenen Lehrverträge | 2 600 000.— | 211 842.— |
| Übertrag | | | <u>211 842.—</u> |

II.

En vertu de l'art. 29, alinéa 2, de la loi du 3 juillet 1938 sur l'administration des finances de l'Etat, le Grand Conseil accorde les crédits supplémentaires suivants:

| | |
|------|--|
| 13 | Direction de l'économie publique |
| 1305 | Office de la formation professionnelle |
| 930 | Subventions de l'Etat en faveur des écoles professionnelles et des ateliers d'apprentissages des communes Forte augmentation du nombre des contrats d'apprentissage |
| | A reporter |

| | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | |
|--|-----------------------|---|---|
| | 1961 | 1961 | |
| | Fr. | Fr. | |
| Übertrag | | 211 842.— | Report |
| 1315/17 <i>Versicherungsamt</i> | | | 1315/17 <i>Office des assurances</i> |
| 1315 <i>Versicherungsamt</i> | | | 1315 <i>Office des assurances</i> |
| 943 2 Staatsbeiträge an die Durch- führung der Tuberkulose- versicherung Einbezug der ausländischen Arbeit- nehmer in die Versicherung | 630 000.— | 66 844.— | 943 2 Subventions de l'Etat pour l'assurance-maladie contre Tbc Intégration des travailleurs étrangers dans l'assurance |
| 1316 <i>Ausgleichskasse des Kantons Bern</i> | | | 1316 <i>Caisse de compensation du canton de Berne</i> |
| 933 Vergütung an die Gemeinden für die Führung der Zweig- stellen Mehrkosten zufolge Einführung der Invalidenversicherung | 1 222 000.— | 519 728.— | 933 Indemnités aux communes pour la gérance des agences communales Frais supplémentaires dus à l'introduction de l'AI |
| 1317 <i>Familienausgleichskasse</i> | | | 1317 <i>Caisse d'allocations familiales</i> |
| 560 Einlage in den Fonds zur Deckung der Kosten der Familien- ausgleichskasse des Kantons Bern Neue Gesetzgebung | —.— | 1 116 412.75 | 560 Versement au Fonds pour la couverture des frais de la Caisse d'allocations familiales du canton de Berne Nouvelle législation |
| 16 <i>Polizeidirektion</i> | | | 16 <i>Direction de la police</i> |
| 1640/42 <i>Strafanstalt Witzwil</i> | | | 1640/42 <i>Pénitencier Witzwil</i> |
| 1642 <i>Landwirtschaft</i> | | | 1642 <i>Agriculture</i> |
| 860 Produktionsausgaben Mehreinnahmen bei Konto 311 | 450 000.— | 65 844.85 | 860 Dépenses en vue de la production Recettes en plus sous Cpte 311 |
| 19 <i>Finanzdirektion</i> | | | 19 <i>Direction des finances</i> |
| 1905 <i>Kantonsbuchhaltere</i> | | | 1905 <i>Contrôle cantonal des finances</i> |
| 513 Verzinsung der Kontokorrent- schulden Geschuldeter Zins pro 1961 (im Voranschlag nicht vor- gesehen) auf Schuld Staat an die Lehrerversicherungskasse infolge Einbau von Teuerungs- zulagen in die Renten der Lehrerschaft | 2 242 090.— | 416 181.23 | 513 Intérêts passifs des comptes- courants Intérêt dû pour 1961 (non prévu au budget) sur la dette de l'Etat à la Caisse d'assurance des instituteurs par suite de l'intégration des allocations de renchérissement dans les rentes du corps enseignant |
| 1915/1925 <i>Personalamt</i> | | | 1915/1925 <i>Office du personnel</i> |
| 1920 <i>Versicherungskasse</i> | | | 1920 <i>Caisse d'assurance</i> |
| 642 Staatsbeitrag an die Ver- sicherungskasse Einbau von Teuerungszulagen in die Renten sowie Erhöhung von versicherten Besoldungen | 8 040 000.— | 1 677 832.— | 642 Subside de l'Etat à la Caisse d'assurance Intégration des allocations de renchérissement dans les rentes, et relèvement des traitements assurés |
| Übertrag | | 4 074 684.83 | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|---------|---|-----------------------|---|---------|--|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| | Übertrag | | 4 074 684.83 | | Report |
| 1925 | Ausgleichskasse für das Staatspersonal | | | 1925 | Caisse de compensation pour le personnel de l'Etat |
| 645 | Arbeitgeberbeitrag Erhöhung der Teuerungs- zulagen ab 1. Januar 1961 sowie Besoldungsrevision auf 1. Januar 1960 | 2 300 000.— | 95 564.75 | 645 | Contribution d'employeur Relèvement des allocations de renchérissement dès le 1 ^{er} janvier 1961 et revision des traitements pour le 1 ^{er} janvier 1960 |
| 1935 | Salzhandlung | | | 1935 | Régie des sels |
| 860 | Salzankauf inkl. Frachten Mehreinnahmen bei Konto 263 | 1 280 000.— | 123 132.70 | 860 | Achats de sel, y compris les frais de transport Recettes en plus sous Cpte 263 |
| 1945 | Steuerverwaltung | | | 1945 | Intendance des impôts |
| 842 2 | Gemeindeanteile an Erbschaftssteuern Mehreinnahmen bei Konto 230 | 1 400 000.— | 612 424.55 | 842 2 | Parts des communes à la taxe des successions Recettes en plus sous Cpte 230 |
| 844 | Vergütungen an die Gemeinden für den Steuereinzug Mehreinnahmen bei den direkten Steuern (Konten 200 bis 221) | 3 500 000.— | 471 561.02 | 844 | Indemnités aux communes pour la perception des impôts Recettes en plus en ce qui concerne les impôts directs (Cptes 200 à 221) |
| 20 | Erziehungsdirektion | | | 20 | Direction de l'instruction publique |
| 2000/02 | Sekretariat | | | 2000/02 | Secrétariat |
| 2001 | Mittelschulen | | | 2001 | Ecoles moyennes |
| 620 | Anteil des Staates an den Lehrerbesoldungen der höheren Mittelschulen | 3 128 000.— | 139 239.60 | 620 | Part de l'Etat aux traitements des maîtres aux écoles moyennes supérieures |
| 621 | Anteil des Staates an den Lehrerbesoldungen der Pro- gymnasien und Sekundar- schulen | 7 830 000.— | 76 333.35 | 621 | Part de l'Etat aux traitements des maîtres aux progymnases et aux écoles secondaires |
| 643 | Staatsbeitrag an die Lehrer- versicherungskasse Einbau von Teuerungszulagen in die Renten. Minderausgabe bei Konto 2000 632 | 2 130 000.— | 269 971.70 | 643 | Subvention de l'Etat à la Caisse d'assurance des instituteurs Intégration des allocation de renchérissement dans les rentes. Dépense en moins sous Cpte 2000 632 |
| 2002 | Primarschulen | | | 2002 | Ecoles primaires |
| 643 | Staatsbeitrag an die Lehrer- versicherungskasse Einbau von Teuerungszulagen in die Renten. Minderausgabe bei Konto 2000 632 | 6 050 000.— | 986 192.45 | 643 | Subvention de l'Etat à la Caisse d'assurance des instituteur Intégration des allocations de renchérissement dans les rentes. Dépense en moins sous Cpte 2000 632 |
| | Übertrag | | 6 849 104.95 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|--|-----------------------|---|------------|--|
| | | 1961 | 1961 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| Übertrag | | | 6 849 104.95 | Report | |
| 2005/07 | Universität, Botanisches Institut und Tierspital | | | 2005/07 | Université, Institut botanique et Hôpital vétérinaire |
| 2005 | Universität | | | 2005 | Université |
| 770 4 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten, Instrumenten und Werkzeugen für Neubau Institut für Pharmakologie Gemäss Volksbeschluss vom 21. Februar 1960 | —.— | 62 084.55 | 770 4 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils pour la construction nouvelle de l'Institut de pharmacologie Selon arrêté populaire du 21 février 1960 |
| 792 | Medikamente, Verband- und Impfstoffe sowie übrige ärztliche Bedürfnisse Mehreinnahmen bei Konto 352 | 600 000.— | 117 000.— | 792 | Médicaments, vaccins, matériel de pansement et autres besoins médicaux Recettes en plus sous Cpte 352 |
| 21 | Baudirektion | | | 21 | Direction des travaux publics |
| 2105 | Hochbauamt | | | 2105 | Service des bâtiments |
| 700 1 | Unterhalt der Amts-, Anstalts- und Wirtschaftsgebäude Vermehrter Dachunterhalt | 1 350 000.— | 60 087.20 | 700 1 | Entretien des bâtiments de l'administration, d'établisse- ments et d'exploitation rurale Entretiens de toitures en plus grand nombre |
| 2110 | Tiefbauamt | | | 2110 | Service des ponts et chaussées |
| 710 | Strassenunterhalt Vermehrter Aufwand infolge Glatteis- und Frostschäden- bekämpfung. Mehreinnahmen bei Konto 357 2 | 4 400 000.— | 469 476.— | 710 | Entretien des routes Dépense plus élevée par suite de la lutte contre le verglas et les dégâts causés par le gel. Recettes en plus sous Cpte 357 2 |
| 712 20 | Ausbau der Verbindungs- strassen Gesteigerte Bautätigkeit | 11 000 000.— | 418 756.05 | 712 20 | Aménagement des routes de jonction Activité plus intense dans la construction |
| 712 40 | Nationalstrassen Beschleunigung des Bau- programmes | 4 000 000.— | 834 884.65 | 712 40 | Routes nationales Accélération du programme des constructions |
| 24 | Landwirtschaftsdirektion | | | 24 | Direction de l'agriculture |
| 2405/06 | Büro des Kantonstierarztes und Tierseuchenkasse | | | 2405/06 | Bureau du vétérinaire cantonal et Caisse des épizooties |
| 2405 | Büro des Kantonstierarztes | | | 2405 | Bureau du vétérinaire cantonal |
| 947 | Staatsbeiträge an die Vieh- versicherungskassen Erstmalige freiwillige Tier- versicherung sowie Zunahme der versicherten Tiere | 578 850.— | 112 976.95 | 947 | Subventions de l'Etat au caisses d'assurance du bétail Pour la première fois, assurance volontaire du bétail et augmentation du nombre des animaux assurés |
| Übertrag | | | 8 924 370.35 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------------------------------|--|-----------------------|---|--------------------------|--|
| | | 1961 Fr. | 1961 Fr. | | |
| | Übertrag | | 8 924 370.35 | | Report |
| 2406 | Tierseuchenkasse | | | 2406 | Caisse des épizooties |
| 947 | Staatsbeiträge an Tierverluste . | 1 341 000.— | 774 661.75 | 947 | Subventions de l'Etat pour pertes d'animaux |
| | Zahlreiche Fälle von Maul- und Klauenseuche | | | | Nombreux cas de fièvre aphteuse |
| Total | | | <u>9 699 032.10</u> | Total | |
| <i>Zusammenzug:</i> | | | | <i>Récapitulation:</i> | |
| Kategorie I, Kenntnisnahme | | | 2 167 678.25 | Catégorie I, information | |
| Kategorie II, Bewilligung | | | 9 699 032.10 | Catégorie II, allocation | |
| Total | | | <u>11 866 710.35</u> | Total | |

Bern, den 10. August 1962

Berne, le 10 août 1962

Der Finanzdirektor:
Moser

Le Directeur des finances:
Moser

Vom Regierungsrat genehmigt und an den Gros-
sen Rat gewiesen.

Approuvé par le Conseil-exécutif et transmis au
Grand Conseil.

Bern, den 14. August 1962

Berne, le 14 août 1962

Im Namen des Regierungsrates,
Der Vizepräsident:
Dr. V. Moine
Der Staatsschreiber:
Hof

Au nom du Conseil-exécutif,
Le vice-président:
D^r V. Moine
Le chancelier:
Hof

Antrag des Regierungsrates

vom 14. August 1962

Proposition du Conseil-exécutif

du 14 août 1962

**Nachkredite
für das Jahr 1962****Der Grosse Rat des Kantons Bern,**

auf den Antrag des Regierungsrates,

beschliesst:

I.

Der Grosse Rat nimmt Kenntnis davon, dass der Regierungsrat, gestützt auf Art. 29 Abs. 1 des Gesetzes über die Finanzverwaltung vom 3. Juli 1938, bis 24. Juli 1962 folgende Nachkredite für das Jahr 1962 bewilligt hat:

| | Voranschlag Budget | |
|--|-----------------------|--|
| | 1962 | |
| | Fr. | |
| 12 <i>Gerichtsverwaltung</i> | | |
| 1205 <i>Richterämter</i> | | |
| 770 Anschaffung von Mobilien | 120 000.— | |
| Mobiliaranschaffungen für Pruntrut sowie Neumöblierung in Bern infolge Umzuges | | |
| 797 Bücher und Zeitschriften | 12 000.— | |
| Anschaffung von Fachliteratur, hauptsächlich für das neue Richteramt 4 in Bern | | |
| 820 Mietzinse | 8 532.— | |
| Beschaffung von Ersatzräumen während des Umbaus im Amthaus Saignelégier | | |
| 1215 <i>Jugendanwaltschaft</i> | | |
| 820 Mietzinse | 17 940.— | |
| Zinsaufschlag | | |
| 1220 <i>Verwaltungsgericht</i> | | |
| 800 Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten | 2 000.— | |
| Zunahme der Sozialversiche- rungsgeschäfte | | |
| Übertrag | | |

**Crédits supplémentaires
pour l'année 1962****Le Grand Conseil du canton de Berne,**

sur la proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

Le Grand Conseil prend acte de ce qu'en vertu de l'art. 29, alinéa 1, de la loi du 3 juillet 1938 sur l'administration des finances de l'Etat, le Conseil-exécutif a, jusqu'au 24 juillet 1962, accordé les crédits supplémentaires suivants pour l'année 1962:

| | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | |
|--|---|--|
| | 1962 | |
| | Fr. | |
| 12 <i>Administration judiciaire</i> | | |
| 1205 <i>Tribunaux de district</i> | | |
| 770 Acquisition de mobilier | 41 517.— | |
| Acquisition de mobilier pour Porrentruy et nouvel ameuble- ment à Berne par suite de déménagement | | |
| 797 Livres et revues | 6 039.75 | |
| Achat d'ouvrages professionnels, principalement en faveur du nouveau tribunal 4 à Berne | | |
| 820 Loyers | 1 350.— | |
| Création de locaux de remplace- ment pendant la transformation de la préfecture de Saigne- légier | | |
| 1215 <i>Avocats des mineurs</i> | | |
| 820 Loyers | 747.50 | |
| Hausse des loyers | | |
| 1220 <i>Tribunal administratif</i> | | |
| 800 Frais de bureau, d'impression et de reliure | 1 000.— | |
| Augmentation du nombre des affaires de l'assurance sociale | | |
| A reporter | 50 654.25 | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|---------|--|-----------------------|---|---------|--|
| | | 1962 | 1962 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| | Übertrag | | 50 654.25 | | Report |
| 801 | PTT-Gebühren Gleiche Erklärung wie bei Konto 800 | 200.— | 540.— | 801 | Taxes des PTT Même observation que sous Cpte 801 |
| 1225 | Kantonale Rekurskommission | | | 1225 | Commission cantonale des recours |
| 797 | Bücher, Karten, Zeitschriften und Zeitungen Mehrbedarf | 1 300.— | 500.— | 797 | Livres, cartes, revues et journaux Besoin accru |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Vermehrte Vervielfältigungs- kosten | 1 800.— | 2 000.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Frais plus nombreux de poly- copies |
| 13 | Volkswirtschaftsdirektion | | | 13 | Direction de l'économie publique |
| 1300 | Sekretariat | | | 1300 | Secrétariat |
| 945 4 | Staatsbeiträge, Sozialpolitik: Heimarbeitsbeschaffung Beitrag an Handweberei Zwei- simmen | 9 000.— | 6 000.— | 945 4 | Subventions de l'Etat, politique sociale: Création de possibilité de travail à domicile Subvention à l'atelier de tissage à la main Zweisimmen |
| 1315/17 | Versicherungsamt | | | 1315/17 | Office des assurances |
| 1315 | Versicherungsamt | | | 1315 | Offices des assurances |
| 602 | Taggelder und Entschädigungen an Kommissionen Schaffung einer Experten- kommission für die Revision des Krankenversicherungsgesetzes | 5 500.— | 4 000.— | 602 | Jetons de présence et indemnités aux membres de commissions Création d'une commission d'experts pour la revision de la loi sur l'assurance maladie |
| 1340 | Technikum Burgdorf | | | 1340 | Technicum de Berthoud |
| 940 | Stipendien | 7 000.— | 300.— | 940 | Bourses |
| 1350 | Holzfachschule | | | 1350 | Ecole du bois |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Instrumenten, Apparaten und Werkzeugen Einbau zusätzlicher Schlaf- gelegenheiten | 15 600.— | 9 500.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments, d'appareils et d'outils Aménagement de dortoirs supplémentaires |
| 791 | Betriebsmittel und Rohstoffe ... Vermehrte Übernahme von Rundholz. Mehreinnahmen bei Konto 310 | 26 000.— | 10 000.— | 791 | Moyens d'exploitation et matières premières Achats de rondins en plus grand nombre. Recettes en plus sous Cpte 310 |
| 1355 | Amt für Berufsberatung | | | 1355 | Office cantonal de l'orientation professionnelle |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben Beschaffung von Firmen- schildern | —.— | 500.— | 799 | Autres dépenses Acquisition de plaques de fabriques |
| | Übertrag | | 83 994.25 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|---------|--|-----------------------|---|---------|---|
| | | 1962 | 1962 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| | Übertrag | | 83 994.25 | | Report |
| 14 | Sanitätsdirektion | | | 14 | Direction des affaires sanitaires |
| 1400 | Sekretariat | | | 1400 | Secrétariat |
| 770 | Anschaffung von Mobilien Neue Vorhänge sowie neues Büchergestell | 800.— | 1 380.05 | 770 | Acquisition de mobilier Nouveaux rideaux et nouveaux rayons à livres |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben Anschaffung diverser Apparate zur Bekämpfung der Kinder- lähmung für die Poliozentrale im Insepsital. Zu Lasten des Tbc- und Poliofonds, VA 020 | 400.— | 3 498.80 | 799 | Autres dépenses Acquisition de divers appareils pour lutter contre la polio- myélite au Centre polio de l'Hôpital de l'Ile. A charge du Fonds de la Tbc et de la polio, VF 020 |
| 942 | Invalidenfürsorge Möblierung und Einrichtung der Beratungsstelle für cerebral gelähmte Kinder im Insepsital. Zu Lasten des Tbc- und Polio- fonds, VA 020 | 139 000.— | 7 300.— | 942 | Aide aux invalides Ameublement et aménagement du Centre d'orientation pour enfants infirmes moteurs céré- braux à l'Hôpital de l'Ile. A charge du Fonds de la Tbc et de la polio, VF 020 |
| 944 95 | Beiträge zur Bekämpfung des Bronchial-Asthmas Betriebsbeitrag an die Hoch- alpine Kinderheilstätte Pro Juventute in Davos. Zu Lasten des Tbc- und Poliofonds, VA 020 | 10 000.— | 5 343.— | 944 95 | Subventions pour le traitement de l'asthme Subside d'exploitation au sana- torium alpestre pour enfants Pro Juventute à Davos. A charge du Fonds de la Tbc et de la polio, VF 020 |
| 949 10 | Baubeiträge an Bezirks- und andere Spitäler Zusätzlicher Baubeitrag an das Solbadsanatorium Rheinfelden. Zugleich als Nachsubvention | 2 850 000.— | 11 006.30 | 949 10 | Subsides de construction aux hôpitaux de district et à d'autres hôpitaux Subside de construction supplé- mentaire au sanatorium de bains salins de Rheinfelden. En même temps à titre de subvention complémentaire |
| 1410/12 | Heil- und Pflegeanstalt Waldau | | | 1410/12 | Maison de santé Waldau |
| 1412 | Landwirtschaft | | | 1412 | Agriculture |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen und Werkzeugen Diverse dringliche Anschaffungen von Geräten und Maschinen | 13 900.— | 44 606.90 | 770 | Acquisition de mobilier, de machines et d'outils Diverses acquisitions urgentes d'outils et de machines |
| 1415/17 | Heil- und Pflegeanstalt Münsingen | | | 1415/17 | Maison de santé de Münsingen |
| 1417 | Landwirtschaft | | | 1417 | Agriculture |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen und Werkzeugen Anschaffung eines Mähdreschers mit Strohpresse (gemeinsam mit | 12 000.— | 19 894.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines et d'outils Acquisition d'une moissonneuse- batteuse avec presse à paille |
| | Übertrag | | 177 023.30 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|---|--|-----------------------|---|--|---|
| | | 1962 | 1962 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| Übertrag | | | 177 023.30 | Report | |
| der Landw. Schule Schwand, siehe Konto 2422 770) | | | | (en commun avec l'Ecole d'agri- culture de Schwand, cf. Cpte 2422 770) | |
| 15 | Justizdirektion | | | 15 | Direction de la justice |
| 1505 | Jugendamt | | | 1505 | Office des mineurs |
| 612 | Besoldungen Personalvermehrung | 53 500.— | 8 833.— | 612 | Traitements Personnel plus nombreux |
| 1510 | Regierungsstatthalterämter | | | 1510 | Préfectures |
| 770 | Anschaffung von Mobilien Mobiliarergänzungen in Thun | 35 000.— | 15 500.— | 770 | Acquisition de mobilier Complètement du mobilier à Thoune |
| 797 | Bücher und Zeitschriften Anschaffung von Fachliteratur | 2 000.— | 697.50 | 797 | Livres et revues Acquisition d'ouvrages professionnels |
| 820 | Mietzinse Beschaffung von Ersatzräumen während des Umbaues im Amthaus Saignelégier | 2 000.— | 900.— | 820 | Loyers Création de locaux de remplace- ment durant la transformation de la préfecture de Saigne- légier |
| 1515 | Grundbuchämter | | | 1515 | Bureaux du registre foncier |
| 770 | Anschaffung von Mobilien Neueinrichtung in Münster | 27 000.— | 2 031.40 | 770 | Acquisition de mobilier Nouvel aménagement à Moutier |
| 820 | Mietzinse Beschaffung von Ersatzräumen während des Umbaues im Amthaus Saignelégier | 59 925.— | 1 080.— | 820 | Loyers Création de locaux de remplace- ment pendant la transformation de la préfecture de Saigne- légier |
| 1520 | Betreibungs- und Konkursämter | | | 1520 | Offices des poursuites et faillites |
| 820 | Mietzinse Beschaffung von Ersatzräumen während des Umbaues im Amthaus Saignelégier | 114 284.— | 720.— | 820 | Loyers Création de locaux de remplace- ment pendant la transformation de la préfecture de Saigne- légier |
| 16 | Polizeidirektion | | | 16 | Direction de la police |
| 1600 | Sekretariat | | | 1600 | Secrétariat |
| 770 | Anschaffung von Mobilien Anschaffung von Schränken | 40 300.— | 1 778.50 | 770 | Acquisition de mobilier Acquisition d'armoires |
| 791 | Fahrradschilder | 112 500.— | 732.65 | 791 | Plaques de cycles |
| 893 | Haftpflicht- und Sach- versicherungsprämien Abschluss einer Kollektiv- Unfallversicherung für Wild- schäden der Benützer von Fahr- rädern | 745 200.— | 18 000.— | 893 | Primes d'assurance (responsabi- lité civile et objets) Conclusion d'une assurance col- lective contre les accidents pour les dégâts causés aux cyclistes par le gibier |
| Übertrag | | | 227 296.35 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|---------|--|-----------------------|---|---------|---|
| | | 1962 | 1962 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| | Übertrag | | 227 296.35 | | Report |
| 1615 | Zivilstandsämter | | | 1615 | Offices de l'état civil |
| 797 | Bücher und Zeitschriften | 3 060.— | 703.90 | 797 | Livres et revues |
| | Erhöhung von Abonnements- kosten | | | | Frais d'abonnements plus élevés |
| 1620 | Strassenverkehrsamt | | | 1620 | Office de la circulation routière |
| 770 | Anschaffung von Mobilien | 40 000.— | 29 930.— | 770 | Acquisition de mobilier |
| | Anschaffung von Augenprüf- apparaten sowie eines Zusammen- trag- und Couvertierautomaten | | | | Achats d'appareils pour l'examen de la vue et d'une machine auto- matique à emballer les prospec- tus et la correspondance |
| 1645/47 | Strafanstalt Hindelbank | | | 1645/47 | Pénitencier Hindelbank |
| 1645 | Anstaltsbetrieb | | | 1645 | Exploitation de l'établissement |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser | 24 000.— | 24 764.— | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau |
| | Ankauf von Heizöl | | | | Achat de mazout |
| 1646 | Gewerbe | | | 1646 | Métiers |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser | 20 000.— | 10 159.— | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau |
| | Ankauf von Heizöl | | | | Achat de mazout |
| 1655/57 | Erziehungsanstalt Tessenberg | | | 1655/57 | Maison d'éducation Montagne de Diesse |
| 1655 | Anstaltsbetrieb | | | 1655 | Exploitation de l'établissement |
| 705 | Neu- und Umbauten | 20 000.— | 14 600.— | 705 | Constructions nouvelles et trans- formations |
| | Einrichtung einer Staub- und Späneabsaugungsanlage für die Schreinerei und Wagnerei | | | | Aménagement d'une installation d'aspiration à poussière et à sciure pour les ateliers de menuiserie et de charonnage |
| 771 | Unterhalt der Mobilien | 6 000.— | 5 500.— | 771 | Entretien du mobilier |
| | Instandstellung eines Warm- wasserboilers | | | | Remise en état d'un boiler |
| 1660 | Mädchenerziehungsheim Loryheim Münsingen | | | 1660 | Maison d'éducation pour adolescentes «Loryheim», Münsingen |
| 612 | Besoldungen | 101 000.— | 650.— | 612 | Traitements |
| | Durchführung eines Zeichen- kurses | | | | Organisation d'un cours de dessin |
| 17 | Militärdirektion | | | 17 | Direction des affaires militaires |
| 1710 | Kriegskommissariat | | | 1710 | Commissariat des guerres |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten, Instru- menten und Werkzeugen | 90 000.— | 11 800.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils |
| | Anschaffung von zwei Volks- wagen für Selbstfahrer | | | | Achat de deux voitures VW pour fonctionnaires conduisant eux-mêmes |
| | Übertrag | | 325 403.25 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|---|-----------------------|---|------------|---|
| | | 1962 Fr. | 1962 Fr. | | |
| Übertrag | | | 325 403.25 | Report | |
| 18 | Kirchendirektion | | | 18 | Direction des cultes |
| 1800 | Verwaltung | | | 1800 | Administration |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten Anteil Staat Bern am Jubiläums- geschenk an den Bischof von Basel und Lugano | 150.— | 2 805.— | 899 | Autres frais d'administration Quote-part de l'Etat de Berne au cadeau offert à l'Evêque de Bâle et Lugano à l'occasion de son jubilé épiscopal |
| 949 1 | Staatsbeiträge an Pfrundloskäufe Betr. Chor der Kirche Würz- brunnen | —.— | 40 000.— | 949 1 | Transferts de domaines curiaux, contributions de l'Etat Concerne le chœur de l'église de Würzbrunnen |
| 19 | Finanzdirektion | | | 19 | Direction des finances |
| 1900 | Sekretariat | | | 1900 | Secrétariat |
| 893 | Sachversicherungsprämien Neuordnung von Versicherungen | 70 580.— | 16 240.— | 893 | Primes d'assurance (objets) Nouveau régime des assurances |
| 20 | Erziehungsdirektion | | | 20 | Direction de l'instruction publique |
| 2000/02 | Sekretariat | | | 2000/02 | Secrétariat |
| 2000 | Verwaltung | | | 2000 | Administration |
| 602 | Taggelder und Entschädigungen an Kommissionen Kosten einer Expertise über den Verkehrswert des Jenner- Kinderspitals | 135 000.— | 9 100.— | 602 | Jetons de présence et indemnités aux membres de commissions Frais d'une expertise concernant la valeur vénale de l'Hôpital Jenner pour enfants |
| 941 401 | Staatsbeiträge an das Historische Museum Zusätzlicher Beitrag für die Anpassung der Gehälter | 194 000.— | 11 500.— | 941 401 | Subventions de l'Etat au Musée historique Subside suppl. pour l'adapta- tion des traitements |
| 941 402 | Staatsbeiträge an das Kunst- museum Zusätzlicher Beitrag für die Anpassung der Gehälter | 111 500.— | 3 850.— | 941 402 | Subventions de l'Etat au Musée des beaux-arts Subside suppl. pour l'adapta- tion des traitements |
| 941 408 | Staatsbeiträge an Stadt- theater Bern und Biel Zusätzlicher Beitrag an die Ausrichtung von Teuerungs- zulagen an das Personal des Stadttheaters Bern | 461 000.— | 15 400.— | 941 408 | Subventions de l'Etat au Théâtre de Berne et de Bienne Subvention suppl. pour l'octroi d'allocations de renchérisse- ment au personnel du théâtre municipal de Berne |
| 2005/07 | Universität, Botanisches Institut und Tierspital | | | 2005/07 | Université, Institut botanique et Hôpital vétérinaire |
| 2005 | Universität | | | 2005 | Université |
| 704 1 | Unterhalt der Gebäude Umbauarbeiten im zahnärzt- lichen Institut | 40 000.— | 13 100.— | 704 1 | Entretien des bâtiments Travaux de transformations à l'Institut dentaire |
| Übertrag | | | 437 398.25 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|-----------|--|-----------------------|---|------------|---|
| | | 1962 | 1962 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| Übertrag | | | 437 398.25 | Report | |
| 770 1 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten, Instru- menten und Werkzeugen Anschaffungen von Mobiliar und Apparaten für diverse Institute. Zum Teil zu Lasten eines privat- rechtlichen Fonds | 650 000.— | 62 564.60 | 770 1 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils Acquisitions de mobilier et appareils pour divers Instituts. En partie à charge d'un Fonds de droit privé |
| 801 1 | PTT-Gebühren und Fracht- ausgaben Umzugskosten des Forschungs- institutes für Fremdenverkehr. Zu Lasten eines privatrechtlichen Fonds | 95 000.— | 1 300.— | 801 1 | Taxes des PTT et frais de transport Frais de déménagement de l'Institut des recherches touris- tiques. A charge d'un Fonds de droit privé |
| 820 1 | Mietzinse | 113 140.— | 1 500.— | 820 1 | Loyers |
| 820 2 | Mietzins für Rechenanlage Zusätzliche Beanspruchung der elektronischen Rechenanlage | 135 000.— | 4 522.— | 820 2 | Loyer de la calculatrice électro- nique Mise à contribution suppl. de la calculatrice électronique |
| 2006 | <i>Botanisches Institut und Botanischer Garten</i> | | | 2006 | <i>Institut botanique et Jardin botanique</i> |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten, Instru- menten und Werkzeugen Anschaffung eines Mikroskops | 18 850.— | 6 320.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils Acquisition d'un microscope |
| 2008 | <i>Kantonsschule Pruntrut</i> | | | 2008 | <i>Ecole cantonale Porrentruy</i> |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Instrumenten, Geräten und Werkzeugen Einrichtung der Bibliothek im «Hotel de Gléresse» | 33 500.— | 57 100.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils Aménagement de la bibliothèque à l'«Hôtel de Gléresse» |
| 2010/2015 | <i>Staatl. Lehrerseminar Hofwil u. Bern</i> | | | 2010/2015 | <i>Ecole normale Hofwil et Berne</i> |
| 2010 | <i>Unterseminar Hofwil</i> | | | 2010 | <i>Section inférieure à Hofwil</i> |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Instrumenten, Geräten und Werkzeugen Anschaffung von 10 Mikroskopen | 16 000.— | 3 100.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils Achat de 10 microscopes |
| 2015 | <i>Oberseminar Bern</i> | | | 2015 | <i>Section supérieure à Berne</i> |
| 940 | Stipendien Zusätzliche Stipendien an ver- heiratete Sonderkursabsolventen | 195 000.— | 64 500.— | 940 | Bourses Bourses suppl. aux participants mariés au cours spécial |
| 2025 | <i>Seminar Thun</i> | | | 2025 | <i>Ecole normale Thoun</i> |
| 612 | Besoldungen Führung einer zusätzlichen Klasse | 474 000.— | 19 830.— | 612 | Traitements Tenue d'une classe supplémen- taire |
| Übertrag | | | 658 134.85 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|-------|--|-----------------------|---|-------|--|
| | | 1962 | 1962 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| | Übertrag | | 658 134.85 | | Report |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Instrumenten, Geräten und Werkzeugen Gleiche Bemerkung wie bei Konto 612 | 18 000.— | 10 608.— | 770 | Acquisition de mobilier, d'instruments, d'engins et d'outils Même observation que sous Cpte 612 |
| 797 | Bücher, Karten, Zeitschriften, Zeitungen, Lehrmittel und andere Unterrichtsbedürfnisse Gleiche Bemerkung wie bei Konto 612 | 22 000.— | 2 000.— | 797 | Livres, cartes, revues, journaux et moyens d'enseignement Même observation que sous Cpte 612 |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Gleiche Bemerkung wie bei Konto 612 | 3 150.— | 400.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Même observation que sous Cpte 612 |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser Inbetriebnahme des neuen Zeichnungspavillons | 28 500.— | 3 000.— | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau Mise en service du nouveau pavillon de dessin |
| 940 | Stipendien Gleiche Bemerkung wie bei Konto 612 | 89 000.— | 6 000.— | 940 | Bourses Même observation que sous Cpte 612 |
| 2040 | <i>Sprachheilschule München- buchsee</i> | | | 2040 | <i>Ecole logopédique Münchenbuchsee</i> |
| 655 | Kosten für die Weiterbildung des Personals Teilnahme einer Lehrkraft an einem Ausbildungskurs im Ausland | 1 000.— | 2 000.— | 655 | Frais en vue du développement professionnel du personnel Participation d'un maître à un cours de formation à l'étranger |
| 21 | <i>Baudirektion</i> | | | 21 | <i>Direction des travaux publics</i> |
| 2100 | <i>Sekretariat</i> | | | 2100 | <i>Secrétariat</i> |
| 641 1 | Unfallversicherung, Prämien ... Zusätzliche Prämien | 130 000.— | 14 102.40 | 641 1 | Assurance contre les accidents, primes Primes suppl. |
| 831 | Entschädigungen an Dritte für Gutachten und Studien Zusätzliche Kosten für die Ausarbeitung des neuen Strassenbaugesetzes | 5 000.— | 5 534.80 | 831 | Indemnités à des tiers pour expertises et études Frais suppl. pour l'élaboration de la nouvelle loi sur la construction des routes |
| 2110 | <i>Tiefbauamt</i> | | | 2110 | <i>Service des ponts et chaussées</i> |
| 710 | Strassenunterhalt Ersatz eines verbrannten Materialschuppens | 4 500 000.— | 6 930.— | 710 | Entretien des routes Remplacement d'une remise à matériel incendiée |
| 770 | Anschaffung von Maschinen und Werkzeugen für den Strassenbau Ersatz infolge Brandfalls in Interlaken | 265 000.— | 11 720.— | 770 | Acquisition de machines et d'outils pour la construction des routes Remplacement par suite d'un incendie à Interlaken |
| | Übertrag | | 720 430.05 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|--|-----------------------|---|------------|--|
| | | 1962 | 1962 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| Übertrag | | | 720 430.05 | Report | |
| 831 | Entschädigungen an Dritte für Gutachten und Studien Anteil Staat Bern am Gutachten über die Lüftung der Autotunnel | 4 000.— | 4 500.— | 831 | Indemnités à des tiers pour expertises et études Quote-part du canton de Berne à une expertise sur l'aération des tunnels routiers |
| 23 | <i>Forstdirektion</i> | | | 23 | <i>Direction des forêts</i> |
| 2300 | <i>Sekretariat</i> | | | 2300 | <i>Secrétariat</i> |
| 770 | Anschaffung von Mobilien Büromobiliär für neugeschaffene Amtsstellen | 17 200.— | 15 800.— | 770 | Acquisition de mobilier Mobilier de bureau pour offices nouvellement créés |
| 2310 | <i>Staatsforstverwaltung</i> | | | 2310 | <i>Administration des forêts domaniales</i> |
| 770 | Anschaffung von Maschinen und Werkzeugen Anschaffung von Maschinen zur Aufrüstung von Katastrophenholz | 88 000.— | 60 000.— | 770 | Acquisition de machines et d'outils Achat de machines pour le façonnage du bois anéanti par catastrophe |
| 2325 | <i>Fischereiverwaltung</i> | | | 2325 | <i>Administration de la pêche</i> |
| 831 | Entschädigungen an Dritte für Gutachten und Studien Projekt einer Wasserzuleitung in der Fischzuchtanstalt Eichholz. Zu Lasten des Fischereifonds, VA 020 | 800.— | 2 400.— | 831 | Indemnités à des tiers pour expertises et études Projet de conduite d'eau à l'établissement de pisciculture d'Eichholz. A charge du «Fonds de la pêche», VF 020 |
| 24 | <i>Landwirtschaftsdirektion</i> | | | 24 | <i>Direction de l'agriculture</i> |
| 2420/22 | <i>Landw. Schule Schwand- Münsingen</i> | | | 2420/22 | <i>Ecole d'agriculture Schwand-Münsingen</i> |
| 2422 | <i>Landwirtschaft</i> | | | 2422 | <i>Agriculture</i> |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen und Werkzeugen Anschaffung diverser landwirt- schaftlicher Maschinen, darunter eines Mähdreschers mit Strohpresse (gemeinsam mit der Heil- und Pflegeanstalt Münsingen, siehe Konto 1417 770) | 12 800.— | 18 193.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines et d'outils Achat de diverses machines agri- coles, dont une moissonneuse- batteuse avec presse à paille (en commun avec la Maison de santé de Münsingen, cf. Cpte 1417 770) |
| 2435/37 | <i>Bergbauernschule Hondrich</i> | | | 2435/37 | <i>Ecole alpestre Hondrich</i> |
| 2436 | <i>Haushaltungsschule</i> | | | 2436 | <i>Ecole ménagère</i> |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen und Werkzeugen Mobiliarergänzungen | 3 000.— | 900.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines et d'outils Complètement du mobilier |
| 25 | <i>Fürsorgedirektion</i> | | | 25 | <i>Direction des œuvres sociales</i> |
| 2500 | <i>Sekretariat</i> | | | 2500 | <i>Secrétariat</i> |
| 942 2 | Beiträge an Bezirks- und Privaterziehungsheime | 700 000.— | 8 000.— | 942 2 | Subventions aux foyers d'édu- cation de district et privés |
| Übertrag | | | 830 223.05 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|---|-----------------------|---|------------|---|
| | | 1962 Fr. | 1962 Fr. | | |
| Übertrag | | | 830 223.05 | Report | |
| 2515/16 | Knabenerziehungsheim Aarwangen | | | 2515/16 | Foyer d'éducation pour garçons Aarwangen |
| 2516 | Landwirtschaft | | | 2516 | Agriculture |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten und Werkzeugen Anschaffung eines Motormähers | 1 360.— | 4 227.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines et d'outils Acquisition d'une moto-faucheuse |
| 2525/26 | Knabenerziehungsheim Landorf | | | 2525/26 | Foyer d'éducation pour garçons Landorf |
| 2525 | Heimbetrieb | | | 2525 | Exploitation du Foyer |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten und Werkzeugen Anschaffung von Schulmobiliar sowie einer Zimmereinrichtung für neue Lehrkraft | 4 000.— | 2 556.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils Acquisition de mobilier scolaire et aménagement d'une chambre pour un nouveau maître |
| 2530/31 | Knabenerziehungsheim Oberbipp | | | 2530/31 | Foyer d'éducation pour garçons Oberbipp |
| 2530 | Heimbetrieb | | | 2530 | Exploitation du Foyer |
| 704 | Unterhalt der Gebäude Reparatur der Kühlanlage | 2 000.— | 1 370.— | 704 | Entretien des bâtiments Réparation d'un réfrigérateur |
| 2531 | Landwirtschaft | | | 2531 | Agriculture |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten und Werkzeugen Anschaffung eines Landrovers | 3 000.— | 15 200.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils Acquisition d'un landrover |
| 2540/41 | Mädchenerziehungsheim Kehrsatz | | | 2540/41 | Foyer d'éducation pour filles Kehrsatz |
| 2540 | Heimbetrieb | | | 2540 | Exploitation du Foyer |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten und Werkzeugen Anschaffung eines neuen Ofens | 4 500.— | 300.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils Acquisition d'un nouveau fourneau |
| 2545/46 | Mädchenerziehungsheim Loveresse | | | 2545/46 | Foyer d'éducation pour filles Loveresse |
| 2545 | Heimbetrieb | | | 2545 | Exploitation du Foyer |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten Vermehrte Stellenausschreibungs- kosten | 600.— | 500.— | 899 | Autres frais d'administration Frais plus élevés pour la mise au concours de places |
| Übertrag | | | 854 376.05 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | |
|------|---|-----------------------|---|--|
| | | 1962 | 1962 | |
| | | Fr. | Fr. | |
| | Übertrag | | 854 376.05 | Report |
| 26 | Gemeindedirektion | | | 26 Direction des affaires communales |
| 2600 | Sekretariat und Inspektorat | | | 2600 Secrétariat et inspectorat |
| 770 | Anschaffung von Mobilien Anschaffung eines Vervielfältigungsapparates sowie eines Fotokopiergerätes | 1 150.— | 3 600.— | 770 Acquisition de mobilier Acquisition d'un appareil à poly- copier et d'une machine à photocopier |
| | Total | | <u>857 976.05</u> | Total |

II.

Gestützt auf Art. 29 Abs. 2 des Gesetzes über die Finanzverwaltung vom 3. Juli 1938 bewilligt der Grosse Rat folgende Nachkredite:

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires |
|-------|---|-----------------------|---|
| | | 1962 | 1962 |
| | | Fr. | Fr. |
| 21 | Baudirektion | | |
| 2105 | Hochbauamt | | |
| 700 1 | Unterhalt der Amts-, Anstalts- und Wirtschaftsgebäude | 1 350 000.— | 150 000.— |
| | Vermehrte Unterhaltsarbeiten bei staatlichen Pachtgütern | | |
| | Total | | <u>150 000.—</u> |

Zusammenzug

| | |
|-----------------------------------|---------------------|
| Kategorie I, Kenntnissnahme | 857 976.05 |
| Kategorie II, Bewilligung | <u>150 000.—</u> |
| Total | <u>1 007 976.05</u> |

II.

En vertu de l'art. 29, alinéa 2, de la loi du 3 juillet 1938 sur l'administration des finances de l'Etat, le Grand Conseil accorde les crédits supplémentaires suivants:

| | |
|-------|---|
| 21 | Direction des travaux publics |
| 2105 | Service des bâtiments |
| 700 1 | Entretien des bâtiments de l'administr., d'établissements et d'exploitation rurale Travaux d'entretien en plus grand nombre des fermes de l'Etat |
| | Total |

Récapitulation:

| |
|--------------------------|
| Catégorie I, information |
| Catégorie II, allocation |
| Total |

III.

In analoger Anwendung von Art. 29 des Gesetzes über die Finanzverwaltung vom 3. Juli 1938 nimmt der Grosse Rat zustimmend Kenntnis davon, dass der Regierungsrat bis 6. Juli 1962 folgende *Nachsubventionen* gewährt hat:

III.

En application, par analogie, de l'art. 29 de la loi sur l'administration des finances de l'Etat du 3 juillet 1938, le Grand Conseil prend acte du fait que le Conseil-exécutif a alloué jusqu'au 6 juillet 1962 les *subventions complémentaires* suivantes:

| | Zugesicherte Beiträge Subventions allouées | Nachsubventionen Subventions complémentaires | |
|---|---|--|--|
| | Fr. | Fr. | |
| Mehrkosten beim <i>Schulhausneubau in Thal-Dürngraben (Gemeinde Trachselwald)</i> zufolge Erstellung einer Wasserversorgung. GRB vom 9. Mai 1961 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 509 857.— | 22 016.— | Frais supplémentaires lors de la construction de la maison d'école de Thal-Dürngraben (commune de Trachselwald) par suite de l'établissement d'un réseau d'eau. AGC du 9 mai 1961 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Mehrkosten bei der <i>Primarschulhaus-erweiterung in Leimiswil</i> zufolge Installation einer Warmluftheizung anstelle einer Radiatorenheizung. GRB vom 13. Februar 1961 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 244 869.— | 9 803.— | Frais suppl. lors de l'agrandissement de la maison d'école de Leimiswil par suite de l'installation d'un chauffage à air chaud au lieu d'un chauffage par radiateurs. AGC du 13 février 1961 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Mehrkosten beim <i>Um- und Ausbau des Primarschulhauses in Busswil bei Büren</i> zufolge notwendiger Anpassungsarbeiten. GRB vom 27. September 1961 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 76 675.— | 24 570.— | Frais suppl. lors de la transformation et de l'aménagement de la maison d'école primaire de Busswil p. Büren par suite de travaux d'adaptation nécessaires. AGC du 27 septembre 1961 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Mehrkosten beim <i>Umbau des Schulhauses Teuffenthal</i> zufolge Lohn- und Materialpreisaufschlägen sowie unvorhersehbaren baulichen Schwierigkeiten. GRB vom 3. Mai 1955 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 80 392.50 | 5 832.— | Frais suppl. lors de la transformation de la maison d'école de Teuffenthal par suite d'augmentation des salaires et du coût des matériaux ainsi qu'en raison de difficultés imprévues survenues au cours de la construction. AGC du 3 mai 1955 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Mehrkosten beim <i>Primarschulhaus-umbau in Oshwand (Gemeinde Ochlenberg)</i> zufolge zusätzlich notwendiger Arbeiten. GRB vom 16. Mai 1960 (Fr. 2260.— zu Lasten Konto 2000 939 1 und Fr. 1750.— zu Lasten Konto 2000 939 2) | 297 074.— | 4 010.— | Frais suppl. lors de la transformation de la maison d'école primaire d'Oshwand (commune d'Ochlenberg) par suite de travaux suppl. nécessaires. AGC du 16 mai 1960 (fr. 2260.— à charge du Cpte 2000 939 1 et fr. 1750.— à charge du Cpte 2000 939 2) |
| Mehrkosten beim <i>Primarschulhaus-neubau in Melchnau</i> zufolge vermehrter Foundationen. GRB vom 16. Mai 1960 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 196 780.— | 2 246.— | Frais suppl. lors de la construction de la maison d'école primaire de Melchnau par suite de fondations plus nombreuses. AGC du 16 mai 1960 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Mehrkosten bei der <i>Gesamterneuerung der Primarschulanlage Detligen (Gemeinde Radelfingen)</i> zufolge diverser Nachtragsarbeiten. GRB vom 9. Mai 1961 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 134 600.— | 3 935.— | Frais suppl. lors du renouvellement intégral des installations de l'école primaire de Detligen (commune de Radelfingen) par suite de travaux complémentaires divers. AGC du 9 mai 1961 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Mehrkosten beim <i>Umbau des Oberländischen Pflege- und Altersheimes Utzigen</i> zufolge zusätzlicher Arbeiten. GRB vom 15. September 1959 (zu Lasten Konto 2500 949 20) | 63 700.— | 9 396.— | Frais suppl. lors de la transformation de l'asile des vieillards de l'Oberland à Utzigen par suite de travaux complémentaires. AGC du 15 septembre 1959 (à charge du Cpte 2500 949 20) |
| Übertrag | | 81 808.— | A reporter |

| | Zugesicherte Beiträge Subventions alloués Fr. | Nachsubventionen Subventions complémentaires Fr. | |
|---|---|---|---|
| Übertrag | | 81 808.— | Report |
| Mehrkosten beim <i>Primarschulhausneubau in Hasli (Gemeinde Frutigen)</i> zufolge Erstellung einer Wasserversorgung. GRB vom 27. September 1961 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 381 622.— | 7 150.— | Frais suppl. lors de la <i>construction de la maison d'école primaire de Hasli (commune de Frutigen)</i> par suite de l'établissement d'un réseau d'eau. AGC du 27 septembre 1961 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Mehrkosten beim <i>Primarschulhausneubau in Ladholz (Gemeinde Frutigen)</i> zufolge Lohn- und Materialpreisaufschlägen sowie Erstellung von notwendigen Stützmauern. GRB vom 20. Mai 1957 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 90 087.50 | 16 165.— | Frais suppl. lors de la <i>construction de la maison d'école primaire de Ladholz (commune de Frutigen)</i> par suite d'augmentation des salaires et du coût des matériaux et de l'érection de murs de soutènement nécessaires. AGC du 20 mai 1957 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Mehrkosten beim <i>Primarschulhausneubau in Obergoldbach (Gemeinde Landiswil)</i> zufolge Erstellung eines Trottoirs. GRB vom 20. Mai 1957 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 298 891.— | 4 110.— | Frais suppl. lors de la <i>construction de la maison d'école primaire d'Obergoldbach (commune de Landiswil)</i> par suite de l'aménagement de trottoirs. AGC du 20 mai 1957 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Mehrkosten beim <i>Umbau des Primarschulhauses Reichenstein (Gemeinde Zweisimmen)</i> zufolge Lohn- und Materialpreisaufschlägen. GRB vom 22. November 1960 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 114 234.— | 2 291.70 | Frais suppl. lors de la <i>transformation de la maison d'école primaire de Reichenstein (commune de Zweisimmen)</i> par suite d'augmentation des salaires et du coût des matériaux. AGC du 22 novembre 1960 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Mehrkosten beim <i>Schulhausbau in Courtételle</i> zufolge Lohn- und Materialpreissteigerungen sowie Terrainschwierigkeiten. GRB vom 8. September 1958 und RRB vom 18. Oktober 1960 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 176 603.— | 41 798.— | Frais suppl. lors de la <i>construction de la maison d'école de Courtételle</i> par suite d'augmentation des salaires et du coût des matériaux, ainsi qu'en raison de difficultés dues au terrain. AGC du 8 septembre 1958 et ACE du 18 octobre 1960 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Mehrkosten beim <i>Primarschulhausneubau in Oberlangenegg</i> zufolge Lohn- und Materialpreiserhöhungen. GRB vom 8. September 1959 (zu Lasten Konto 2000 939 1 = Fr. 4440.60, Konto 2000 939 2 = Fr. 565.80, Konto 2002 930 1 = Fr. 599.70) | 335 181.— | 5 606.10 | Frais suppl. lors de la <i>construction de la maison d'école primaire d'Oberlangenegg</i> par suite d'augmentation des salaires et du coût des matériaux. AGC du 8 septembre 1959 (à charge du Cpte 2000 939 1 = fr. 4440.60, du Cpte 2000 939 2 = fr. 565.80, du Cpte 2002 930 1 = fr. 599.70) |
| Mehrkosten bei der <i>Erweiterung der Sekundarschulanlage in Wichtrach</i> zufolge zusätzlicher baulicher Verbesserungen. GRB vom 13. Februar 1961 (zu Lasten Konto 2000 939 1 = Fr. 10 302.—, Konto 2002 930 1 = Fr. 1177.—) | 195 760.— | 11 479.— | Frais suppl. lors de l' <i>extension de la maison d'école secondaire de Wichtrach</i> par suite d'améliorations suppl. apportées à la construction. AGC du 13 février 1961 (à charge du Cpte 2000 939 1 = fr. 10 302.—, du Cpte 2002 930 1 = fr. 1177.—) |
| Mehrkosten beim <i>Primarschulhausneubau in Mühlethurnen</i> zufolge schlechter Baugrundverhältnisse. GRB vom 22. November 1960 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 419 834.— | 14 440.— | Frais suppl. lors de la <i>construction de la maison d'école primaire de Mühlethurnen</i> par suite des mauvaises conditions du sous-sol. AGC du 22 novembre 1960 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Übertrag | | 184 847.80 | A reporter |

| | Zugesicherte Beiträge Subventions allouées | Nachsubventionen Subventions complémentaires | |
|--|---|--|--|
| | Fr. | Fr. | |
| Übertrag | | 184 847.80 | Report |
| Mehrkosten beim <i>Primarschulhausneubau in Oberhünigen</i> (Gemeinde Schlosswil) zufolge Lohn- und Materialpreiserhöhungen. GRB vom 8. September 1959 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 314 880.— | 18 483.40 | Frais suppl. lors de la <i>construction de la maison d'école primaire d'Oberhünigen</i> (commune de Schlosswil) par suite des augmentations de salaires et du coût des matériaux. AGC du 8 septembre 1959 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Mehrkosten beim <i>Erstellen von zwei Lehrerwohnhäusern in der Gemeinde Heimiswil</i> zufolge Erweiterung des Projektes. GRB vom 12. Februar 1962 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 65 590.— | 9 182.— | Frais suppl. lors de la <i>construction de deux maisons d'habitations pour le corps enseignant dans la commune de Heimiswil</i> par suite de l'extension du projet. AGC du 12 février 1962 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Mehrkosten beim <i>Primarschulhausneubau in Heimiswil</i> zufolge Lohn- und Materialpreiserhöhungen sowie Umstellung auf kombinierte Öl/Holz-Zentralheizung. GRB vom 20. Mai 1959 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 384 896.— | 6 396.95 | Frais suppl. de la <i>construction de la maison d'école primaire de Heimiswil</i> par suite des augmentations de salaires et du coût des matériaux, ainsi que de la pose d'un chauffage central combiné huile/bois. AGC du 20 mai 1959 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Mehrkosten beim <i>Primarschulhausneubau in Därstetten</i> zufolge Lohn- und Materialpreiserhöhungen. GRB vom 11. Februar 1958 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 433 084.— | 6 311.35 | Frais suppl. lors de la <i>construction de la maison d'école primaire de Därstetten</i> par suite des augmentations de salaires et du coût des matériaux. AGC du 11 février 1958 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Mehrkosten beim <i>Primarschulhausneubau in Gsteigwiler</i> zufolge Verstärkung der Lutschinenbrücke für den Materialtransport. GRB vom 8. September 1958 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 262 460.— | 5 000.— | Frais suppl. lors de la <i>construction de la maison d'école primaire de Gsteigwiler</i> par suite du renforcement du pont sur la Lutschine pour le transport des matériaux. AGC du 8 septembre 1958 (à charge du Cpte 2000 939 1) |
| Total | | <u>230 221.50</u> | Total |

Bern, den 10. August 1962

Berne, le 10 août 1962

Der Finanzdirektor:
Moser

Le Directeur des finances:
Moser

Vom Regierungsrat genehmigt und an den Grossen Rat gewiesen.

Approuvé par le Conseil-exécutif et transmis au Grand Conseil.

Bern, den 14. August 1962

Berne, le 14 août 1962

Im Namen des Regierungsrates,
Der Vizepräsident:
Dr. V. Moine
Der Staatsschreiber:
Hof

Au nom du Conseil-exécutif,
Le vice-président:
Dr V. Moine
Le chancelier:
Hof

Rapport adressé par la Direction des finances

au Conseil-exécutif, à l'intention du Grand Conseil,

concernant la participation des Forces motrices bernoises SA (FMB) aux Forces motrices de l'Engadine SA (EKW)

(Août 1962)

Le conseil d'administration des FMB a décidé à l'unanimité le 9 août 1962 de proposer à l'assemblée générale la participation à l'EKW par 12 % au moins et 20 % au plus, cette participation se faisant selon les modalités suivantes:

- les FMB, en leur qualité de partenaire, se chargent, pour le montant de leur participation, de la production des machines et de la production d'énergie correspondante, ainsi que d'une part proportionnelle des frais annuels;
- la Société de participation des FMB, en sa qualité d'actionnaire, se charge de la part correspondante du capital-actions, en assumant les droits et obligations qui en découlent.

Cette participation, même si elle n'est que de 12 %, et au début probablement de 110 millions de francs de capital-actions, représente une dépense unique de plus de 3 millions de francs, de sorte que la décision à prendre tombe dans la compétence de l'assemblée générale des FMB. Or les représentants des actions de l'Etat au sein de cette assemblée ne peuvent adhérer à la proposition de participation que s'ils en ont reçu au préalable l'autorisation du Grand Conseil en vertu de l'arrêté du Grand Conseil du 21 novembre 1928. C'est en vue d'obtenir cette autorisation que nous soumettons le présent rapport au Parlement.

I. Besoins et production

Nous avons déjà eu plusieurs fois l'occasion de renseigner le Parlement sur l'augmentation des besoins en énergie des FMB et sur les mesures

propres à couvrir ces besoins. Nous pouvons dire aujourd'hui que dans les deux domaines il ne s'est pas produit de modifications importantes.

A. Si l'on considère la situation *au point de vue de l'ensemble de la Suisse*, la demande d'énergie électrique s'est maintenue pour ainsi dire au même niveau depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Une faible diminution de l'augmentation des besoins n'a pu être constatée que ces dernières années, mais l'augmentation annuelle n'est pas descendue au-dessous de 3 %, chiffre que la plupart des entreprises suisses d'électricité placent à la base de leurs calculs. Avec le cours normal des choses et même avec une atténuation de la haute conjoncture actuelle, il n'est pas probable que l'augmentation du besoin s'abaisse au-dessous de 3 % en moyenne ces prochaines années. La couverture des besoins en énergie et de la demande à laquelle il faut s'attendre pendant une dizaine d'années, de même que le développement des installations de transport, représente comme par le passé le souci principal des sociétés suisses d'électricité. Là où il existe encore des forces hydrauliques susceptibles d'être exploitées, il ne manque dès lors pas d'amateurs. D'autre part, et dans une mesure plus forte que précédemment, la préparation de la construction d'usines thermiques sur la base de charbon, de pétrole ou de gaz naturel est toujours plus poussée, et l'on en attend, grâce aux progrès techniques, des prix de revient intéressants pour l'avenir. Mais nous dépendons en cela de l'importation en provenance des pays qui possèdent de l'énergie naturelle, de sorte que nous sommes liés aux prix du marché aussi longtemps que nous

ne trouvons pas en Suisse du pétrole ou du gaz naturel. Plusieurs entreprises suisses d'électricité se sont vivement intéressées ces dernières années à la construction d'usines atomiques. Avec d'autres entreprises, elles ont fondé le 18 juillet 1962 la Société nationale pour l'encouragement de la technique atomique industrielle (SNA), organisme qui à son siège à Berne et qui a entrepris la construction d'une première usine suisse. Mais, selon les prévisions actuelles, il s'écoulera encore bien une dizaine d'années jusqu'à ce que l'énergie atomique puisse être produite dans notre pays à des prix économiques. Les FMB participent à cette société. Elles auront à verser 2 millions environ.

B. Si l'on examine la situation *dans le cadre des FMB*, on a constaté, comme nous l'avons déjà dit dans notre rapport concernant l'usine électrique de Mattmark (rapport d'avril 1960), que de 1938 à 1943, de 1943 à 1948, de 1948 à 1953 et de 1953 à 1958 il s'était produit un accroissement annuel moyen des besoins de 13,7 %, 4 %, 4,7 % et 7,3 %. En 1959, l'augmentation de la production d'énergie est tombée à 2,6 % à cause des conditions atmosphériques défavorables. Mais en 1960 elle s'est élevée en revanche à 8,2 %, et en 1961 même à 11,8 %. Il faut donc absolument que les FMB trouvent à se procurer de nouvelles sources d'énergie.

Depuis de longues années, les FMB s'approvisionnent comme suit en courant:

1° L'énergie propre est produite dans les 7 centrales des FMB qui fournissent en moyenne des années environ 500 millions de kWh. Comme cette production propre est restée à peu près stable depuis longtemps, alors que les besoins généraux se sont fortement accrus, sa part à la couverture des besoins totaux ne représente même plus le 20 %.

2° On appelle *énergie partenaire* celle que les FMB obtiennent de leurs participations auprès d'autres usines électriques pour une durée de concession et au prix de revient. Il s'agit p. ex. de la moitié de la production de l'Oberhasli. Parce que les FMB, pour des raisons qui demeurent encore à expliquer, ont saisi depuis bien des années toutes les possibilités de participation qui s'offraient, la contribution de l'énergie partenaire à la couverture des besoins totaux s'est constamment accrue. En 1938, elle était de 25 %, en 1943 de 36 %, en 1948 de 30 % seulement, mais en 1953 de 39 % et en 1958 de 43 %. L'année suivante, elle représentait le 50 % et, en 1961, l'énergie partenaire a couvert le 55 % des besoins par une quantité de 1474 millions de kWh.

3° L'énergie étrangère est celle que les FMB obtiennent, sur la base de conventions de plus ou moins longue durée ou même d'arrangements à très court terme, d'autres usines ou de l'étranger. La part de cette énergie varie tout naturellement d'année en année. Elle a oscillé pendant ces 4 dernières années entre 618 et 697 millions de kWh, chiffre qui est encore toujours plus important que celui de la production propre.

C. *Couverture des besoins futurs.* Les FMB se-
ront, pour l'avenir encore, dépendantes de ces trois sources d'énergie. Mais comme elles ont dû remettre à plus tard la construction de nouvelles usines propres, les plans y relatifs s'étant toujours heurtés à des oppositions, elles ont dû saisir toutes les possibilités qui se présentaient de participer à la construction d'autres usines. Elles devront à l'avenir concentrer leurs efforts en vue d'ériger dans le canton de Berne même de nouvelles usines électriques. Elles disposent à cet effet de plusieurs projets, dont la préparation est plus ou moins avancée, mais elles se sont heurtées à de telles résistances que la réalisation de ces projets n'a pas été possible jusqu'à ce jour. Seule l'usine électrique de Niederried/Radelfingen, entreprise il y a quelques années et qui fournira environ 60 millions de kWh, a pu être entreprise comme on l'avait projetée et sera mise en exploitation peut-être cette année encore. En revanche, les plans d'une usine à Jaberg/Kiesen, à Aarberg et au bord du Doubs ont dû être remis. Il y a lieu de dire cependant qu'il n'est pas dans l'intérêt de l'économie bernoise que les FMB soient obligées de couvrir leurs besoins en énergie en s'adressant à des usines sises en dehors du canton. Non seulement cette énergie revient plus cher à cause du transport, mais l'économie cantonale se voit privée de commandes de construction et de livraison, ainsi que d'importantes recettes d'impôts et de redevances. Le consommateur bernois d'énergie doit verser chaque année de grosses prestations fiscales à d'autres cantons et à des communes d'autres cantons, uniquement parce que les FMB sont obligées de couvrir une si grande part de leurs besoins ailleurs que sur le territoire cantonal.

Aussi longtemps que se maintiendront ces oppositions dans notre canton, les FMB devront accroître leurs achats d'énergie étrangère et saisir toutes les possibilités qui s'offriront de participer à des constructions d'usines électriques hors du canton de Berne. Mais il arrivera un jour où ces possibilités seront épuisées. Une des dernières d'entre elles est la participation à l'EKW.

II. Participation à l'EKW

A. Les Forces motrices de l'Engadine SA ont été fondées le 9 janvier 1954 par la Motor-Columbus SA pour l'électricité (MC), la Suselectra et la Société de Banque suisse avec un capital de francs 1 500 000.— et siège à Zernez. Il avait été assigné pour mission à l'EKW d'achever les examens déjà en cours portant sur les possibilités d'utiliser les eaux de la Basse Engadine et d'établir un projet de construction. L'EKW était alors et est encore aujourd'hui une simple société d'études.

Peu après la fondation ont adhéré à la nouvelle entreprise le Crédit suisse et l'Electro-Watt, qui nourrissaient de leur côté des projets en Basse Engadine. En 1958, sur invitation de l'EKW, les FMB se sont décidées à une participation de 10 %, soit fr. 150 000.—. Depuis lors, les FMB ont participé aux études et aux travaux préparatoires. Ces études et travaux ont pris énormément de temps, notamment parce que le Spöl, qui vient d'Italie, devait être compris dans l'entreprise, et que les

plans de l'EKW ne correspondaient pas aux prescriptions du Parc national. Nous ne mentionnerons ici que deux éléments. Lorsqu'après des années d'efforts la convention internationale avec l'Italie concernant l'utilisation des eaux du Spöl eut enfin été signée, il fut lancé un référendum et, en même temps, une initiative interdisant d'une manière absolue de toucher au Parc national. Mais la convention internationale a été approuvée en votation fédérale le 7 décembre 1958 et l'initiative, qui avait manifestement perdu toute chance de succès, fut retirée. Les plus grandes difficultés se trouvaient ainsi éliminées. Mais il est resté d'autres difficultés, dont certaines découlaient du domaine des concessions. Et c'est en 1962 seulement que l'EKW a pu prendre la décision de construire. L'affaire deviendra définitive lors d'une assemblée extraordinaire qui aura lieu le 24 septembre 1962.

B. Le projet de l'EKW prévoit un plan d'aménagement des forces hydrauliques de l'Inn et de ses affluents, de S-chanf jusqu'à Martina à la frontière autrichienne. Une première étape sera l'aménagement de S-chanf jusqu'à Sent y compris le Spöl. Nous renvoyons à ce propos au croquis.

L'Inn est capté près de S-chanf à la cote 1692 et son eau sera amenée par un canal à flanc de coteau de 1,4 km et une galerie à l'air libre de 12,9 km dans la Vallée du Spöl au bassin de compensation d'Ova Spin.

Le Spöl sera retenu par un barrage voûté de 124 m de hauteur près de Punt dal Gall à la frontière italienne, ce qui produira un bassin d'accumulation de 164 millions de m³ (cote du niveau d'accumulation 1805). Ce bassin sera entièrement sur territoire italien. De là, l'eau passera par une conduite forcée de 7,8 km le long du versant gauche de la vallée suisse du Spöl à un château d'eau et, par un puits blindé de 300 m de long, atteindra la centrale en caverne d'Ova Spin. Celle-ci aura une puissance de génératrice de 43 000 kW et une station de pompage de 28 000 kW. Cette dernière servira à assurer le remplissage annuel du bassin du Spöl. De la centrale d'Ova Spin, l'eau utilisable passera dans le bassin de compensation du même nom qui, à la cote 1630, aura une contenance de 6,5 millions de m³ en cas d'accumulation maximum.

Comme il est nécessaire qu'il reste dans le Spöl une certaine quantité d'eau déterminée, celle-ci se trouvera déversée près du barrage et, en vue de son utilisation, il sera établi au pied du barrage une petite centrale d'une puissance de 3000 kW.

Les eaux réunies de l'Inn et du Spöl venant du bassin de compensation d'Ova Spin arrivent à la centrale en plein air de Pradella (cote 1134) d'une puissance de 288 000 kW. L'eau qui en sort va dans l'Inn mais, lors d'une étape ultérieure, elle sera amenée à la centrale de Martina.

La durée des travaux de la première étape a été calculé à 7 à 8 ans, de sorte qu'ils seront achevés à la fin de 1970. Les frais totaux de construction et d'installation, y compris les intérêts de construction, etc., sont devisés à 554 millions de francs environ. La production annuelle moyenne dans les 3 centrales (Punt dal Gall, Ova Spin et Pradella) atteindra 996 millions de kWh (été 563, hiver 433) déduction faite de 43,5 millions de kWh d'énergie

pompée. Le prix de revient de l'énergie d'hiver sera à peu près de 6 cts/kWh. Il s'agit, comme pour la Grande Dixence et Mattmark, d'une énergie qui n'est pas bon marché, mais c'est la conséquence des frais de construction qui se sont fortement accrus, comme aussi des grosses charges imposées aux usines électriques par les communes, les cantons et en particulier par la protection de la nature.

C. Une fois qu'elle aura pris la décision de construire, l'EKW, qui n'est pour le moment qu'une société d'études, se développera en une grande entreprise de construction et d'exploitation et deviendra une usine partenaire. Cela signifie que les partenaires-actionnaires s'obligeront à se charger de la totalité de la production des machines et de la production annuelle pour la durée d'une concession, et qu'ils verseront en échange un prix couvrant tous les frais annuels. Lorsque les deux grandes banques intéressées, la Société de Banque suisse et le Crédit suisse, se retireront, le groupe des actionnaires-partenaires de l'EKW se présentera comme suit:

| | |
|---|-------|
| Groupe Electro-Watt(Société d'électricité Laufenburg, Central-schweiz. Kraftwerke et Electro-Watt) | 30 % |
| Groupe Motor-Columbus (Aar-Tessin Sa et MC) | 30 % |
| Groupe des Grisons (canton et 15 communes concessionnaires) | 18 % |
| Suiselectra | 10 % |
| Forces motrices bernoises | 12 % |
| total | 100 % |

Il est possible que cette composition subisse des modifications et il est en particulier probable que la participation des FMB s'élèvera à 14 % ou davantage. Des pourparlers à ce sujet sont en cours, et le conseil d'administration des FMB et prêt à porter sa participation jusqu'à 20 %. Pour le surplus, l'EKW, en sa qualité de société, ne donne pas lieu à remarques spéciales. C'est une société par actions selon les dispositions du Code des obligations. Elle a réglé les droits et obligations des partenaires-actionnaires entre eux et à l'égard de la société par une convention spéciale, limitée à la durée d'une concession. Il y est prévu en particulier que l'Etat des Grisons et les 15 communes concessionnaires n'auront pas à toucher pour le moment les quantités d'énergie qui leur reviendront conformément à leur participation et qu'elles n'auront à assumer cette obligation que par la suite. Jusqu'à ce moment-là, leur droits et obligations seront assumés par les autres partenaires au prorata de leur participation.

D. Les conséquences de la participation pour les FMB peuvent être récapitulées de la manière suivante: avec une participation de 14 %, les FMB disposeront, uniquement par le fait de la 1^{ère} étape d'aménagement, d'une quantité annuelle un peu inférieure à 140 millions de kWh, ce qui représente environ le 28 % de la production annuelle moyenne de leurs propres usines. A cela s'ajoute 14 % des parts des Grisons, c'est-à-dire environ 25 millions de kWh, pour aussi longtemps que le groupe des

Grisons n'exercera pas son droit de toucher de l'énergie. D'un autre côté, les FMB ont à se charger annuellement de 14 %, resp. d'un peu plus de 16 % y compris la part grisonne, des frais annuels d'un total de 38 millions, donc environ 5,3 à 6 millions de francs chaque année. La FMB SP, qui participera comme actionnaire pour 14 % au capital-actions de 110 millions, doit fournir une dépense en capital de 15,4 millions. Elle recevra pour cela un dividende qui sera de 1 % environ supérieur au taux d'intérêt moyen des emprunts par obligations de l'EKW, mais au moins de 4 %. Ce dividende est compris dans les frais annuels de l'EKW.

On ne peut encore prévoir aujourd'hui à quel montant s'élèvera le capital-actions lorsque la situation sera définitive. Il est certain qu'il sera nettement supérieur aux 110 millions prévus aujourd'hui pour la 1^{ère} étape. Nous estimons qu'il faudra compter avec un chiffre de plus de 150 millions. Mais comme il n'est pas possible de faire une prévision exacte, la participation des FMB ne peut être fixée aujourd'hui qu'en pourcent, soit 12 % au moins et 20 % au plus.

Quant au financement de la participation par les FMB, il y a lieu d'ajouter que ces dernières seront en mesure de couvrir les charges annuelles découlant de leur contribution aux frais, en faisant

appel aux recettes provenant de la vente d'énergie. Il ne se pose donc pas pour elles de problème de financement. La FMB SP, en revanche, ne pourra trouver que pour une faible part dans ses moyens propres le montant en capital nécessaire à sa participation au capital-actions, participation qui devra être assurée au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Elle devra au contraire faire appel à des fonds étrangers. Les FMB lui prêteront à cet effet leur concours dans la mesure du possible. Mais comme les FMB se trouvent elles-mêmes au-devant d'importants travaux de construction, ce concours ne pourra pas revêtir l'ampleur de participations précédentes. C'est dire que la FMB SP devra pour une grande part s'adresser au marché des capitaux.

Nous proposons d'autoriser les représentants des actions de l'Etat à l'assemblée générale des FMB à donner leur accord à une participation de 12 % au moins, de 20 % au plus à l'EKW.

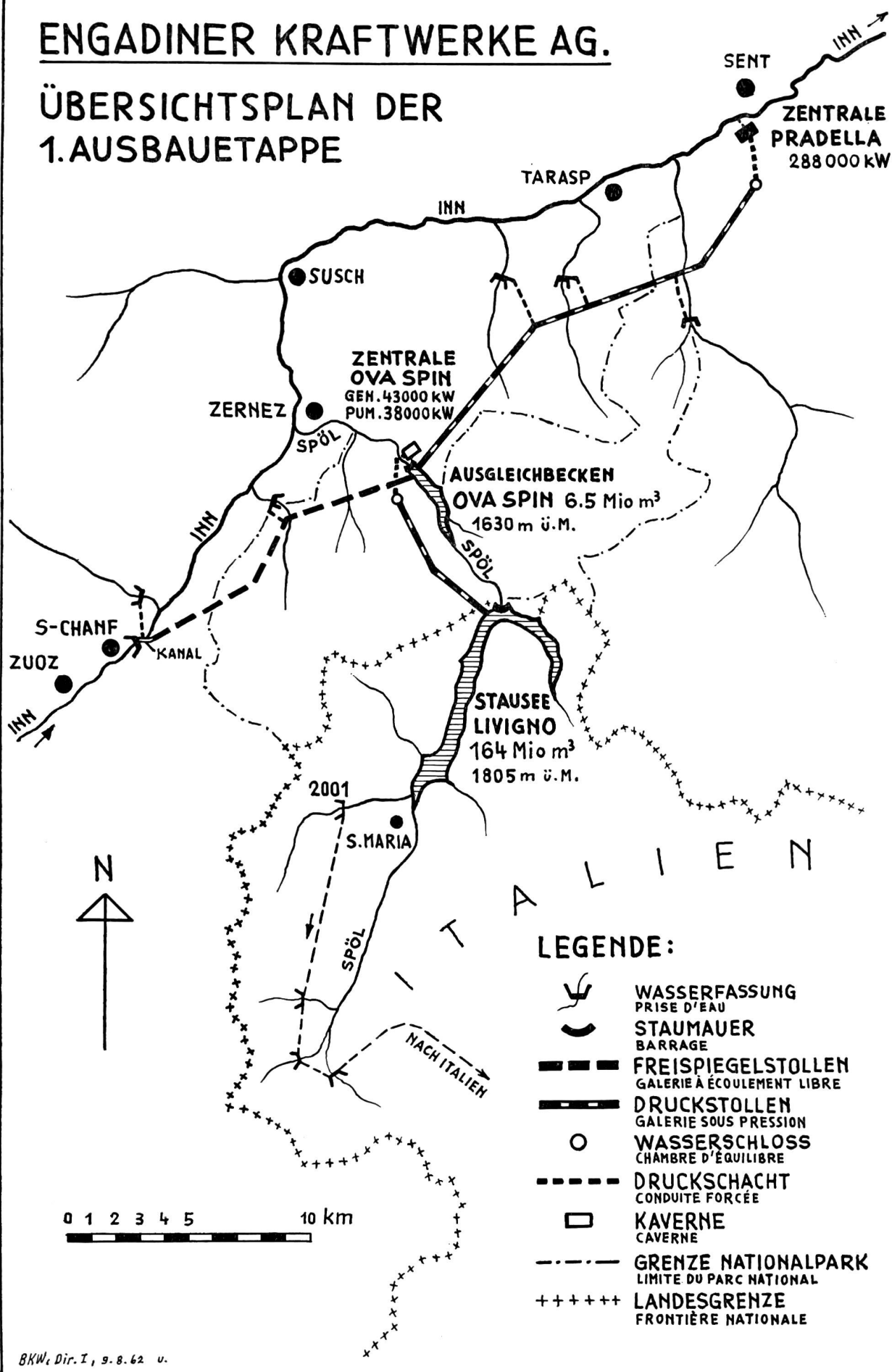
Berne, le 10 août 1962

Le Directeur des finances:

Moser

ENGADINER KRAFTWERKE AG.

ÜBERSICHTSPLAN DER 1. AUSBAUETAPPE



BKW, Dir. I, 9. 8. 62 v.

Proposition du Conseil-exécutif

du 14 août 1962

Participation des Forces motrices bernoises SA aux Forces motrices de l'Engadine SA

Le Grand Conseil prend connaissance du rapport de la Direction des finances concernant la participation des Forces motrices bernoises SA aux Forces motrices de l'Engadine SA. Il autorise les représentants des actions de l'Etat à donner leur accord, lors de l'assemblée générale des FMB, en vue de la participation aux Forces motrices de l'Engadine SA par un minimum de 12 % et un maximum de 20 %.

Berne, le 14 août 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le vice-président:

D^r V. Moine

Le chancelier:

Hof

Affaires de Directions

I^{re} Série

(Propositions du Conseil-exécutif)

| Directions | Page |
|----------------------------|-------------|
| Justice | 538 |
| Police | 539 |
| Finances | 539 |
| Instruction publique | 541 |
| Travaux publics | 549 |
| Chemins de fer | 561 |
| Forêts | 561 |
| Agriculture | 562 |
| Œuvres sociales | 564 |
| Affaires sanitaires | 565 |

Direction de la justice

6417. Plainte en matière disciplinaire.

1^o La plainte en matière disciplinaire de M. Bernhard **Brühwiler**, Hochfeldstrasse 55, Berne, du 7 août 1962, contre la Chambre d'accusation de la Cour suprême du canton de Berne, resp. contre les membres de cette dernière, est écartée comme non fondée, pour autant qu'il y a lieu d'entrer en matière.

2^o Les frais de la procédure, fixés à un émolument de fr. 100.— plus 50 cts de timbre = fr. 100.50, sont mis à la charge du plaignant.

3^o Le préfet II de Berne notifiera le présent arrêt à M. B. Brühwiler en percevant les frais et en restituant les annexes. Les frais seront mis en compte au moyen de timbres cantonaux. Le double principal avec attestation de notification fera retour à la Direction de la justice.

6911. Expropriation.

Le Grand Conseil, faisant droit à la requête de la commune municipale de **Brügg**, autorise celle-ci à acquérir par voie d'expropriation de M. Jakob Schneider, installations électriques à Brügg, propriétaire actuel de la parcelle Bärletweg 3 à Brügg, une portion de terrain figurant au plan 1 : 200 du projet de la SA Hoch- und Tiefbau, Bienne, concernant le chemin de jonction Bärletweg—Hauptstrasse, de septembre 1961, modifié en novembre 1961.

Les frais du présent arrêté, fixés à un émolument de fr. 70.— et 50 cts de droit de timbre = fr. 70.50, plus les frais de notification, sont mis à la charge de la commune municipale de Brügg.

6914. Expropriation.

1^o Le Grand Conseil, faisant droit à la requête de la commune municipale d'**Oberried am Brienzersee** du 30 juillet 1962, autorise celle-ci à acquérir par voie d'expropriation, en vue d'établir un tracé de chemin, une portion de terrain d'environ 300 m² selon le plan de situation 1 : 1000, dressé en janvier 1960 par M. B. Moll, adjoint forestier, à distraire de la parcelle appartenant à M. Karl Amacher, agriculteur au Dörfli à Oberried, et figurant au registre foncier sur feuillet N° 515, ban communal d'Oberried.

2^o Les frais du présent arrêté, fixés à fr. 50.— plus 50 cts de droit de timbre = fr. 50.50, sont mis à la charge de la commune municipale d'Oberried am Brienzersee.

7153. Expropriation.

Il est conféré à la commune mixte de **Brienzwiler** le droit d'acquérir par expropriation le terrain suivant (plan de situation 1 : 500 du 21 mars 1962 concernant l'acquisition de terrain en vue de constructions scolaires):

- a) *Parcelle N° 342*, propriétaire actuelle: Dame Anna Nyffeler-Frutiger, Schänzlihalde 21, Berne:
la parcelle entière, y compris le chemin attenant au sud, d'une contenance de 118 m², la partie reliant la grange N° 432 et une quote-part d'un tiers de la grange N° 432;
- b) *Parcelle N° 225*, propriétaire actuel M. Heinrich Schlegel, instituteur retraité, Hohmüedig 15, Unterseen:
la parcelle entière, y compris le chemin attenant au sud, d'une contenance de 42 m²;
- c) *Parcelle N° 603*, propriétaire actuel: M. Adolf Schild-Thöni, ci-devant agriculteur, au Hofstettli, Brienzwiler:
la parcelle entière jusqu'à la grange N° 432, y compris une quote-part d'un sixième de la grange N° 432;
- d) *Parcelle N° 60*, propriétaire actuel: M. Heinrich Schlegel, prénommé:
la parcelle entière jusqu'à la grange N° 432, y compris une quote-part d'un tiers de la grange N° 432.

Les frais du présent arrêté, liquidés à un émolument de fr. 100.— plus fr. —.50 de droit de timbre = fr. 100.50 devront être supportés par la commune de Brienzwiler.

Le présent arrêt sera notifié.

Direction de la police

7112. Indemnités aux officiers d'état civil.

1^o Les indemnités à verser par les communes, au sens de l'art. 22 du décret du 17 février 1960 sur le service de l'état civil, pour les états que les officiers d'état civil ont à fournir concernant les faits et modifications d'état civil sont fixées comme suit à partir du 1^{er} janvier 1963 et jusqu'à nouvelle décision:

- a) fr. 1.30 par inscription de naissance ou de décès;
- b) fr. 2.30 par inscription de mariage.

2^o Pour l'arrondissement d'état civil de Berne, ces recettes vont à la caisse de l'Etat.

3^o Le présent arrêté entrera en vigueur au 1^{er} janvier 1963.

Il abroge le chiffre 4 de l'arrêté n° 7253 du 17 février 1960.

Direction des finances

6803. Fondation suisse Pro Juventute, Zurich; don du jubilé.

1^o Il est alloué à Pro Juventute une somme de fr. 250 000.— à titre de contribution au don du jubilé de Pro Juventute pour des tâches particulièrement actuelles d'aide à la jeunesse.

2^o Ce montant sera prélevé sur le compte 1900 949 1 de l'année 1963.

7139. Ratification d'un acte.

Le Grand Conseil ratifie l'acte du 7 juin 1962 par lequel l'Etat de Berne cède à la commune municipale de **Köniz**, en vue de l'extension de l'école secondaire dans le village de Köniz, une section de 3888 m² de la parcelle N° 44 de Köniz sise à la Muhlernstrasse, d'une valeur officielle de fr. 1400.—, au prix de francs 70.— par m², soit fr. 272 160.—.

7140. Acquisition de terrain pour la construction du réseau des routes nationales et principales.

Le Grand Conseil prend connaissance, avec approbation, du fait que le Conseil-exécutif, en vertu de l'arrêté du Grand Conseil du 11 novembre 1957, applicable par analogie également au réseau de routes principales subventionné par la Confédération, a acquis par précaution depuis le 10 novembre 1961 les immeubles suivants dont le prix d'achat dépasse la somme de fr. 600 000.—, et destinés soit à la construction de routes nationales resp. principales, soit à la compensation de la valeur réelle:

| Commune | | Contenance | | Prix d'achat fr. |
|-------------------------|---|------------|-------|------------------------|
| | | ha | a m' | |
| Hindelbank | 5 parcelles de terrain | 3 | 21 05 | 115 000 |
| Mühleberg | un domaine rural avec 6 parcelles de terrain | 6 | 66 87 | 180 000 |
| Lyssach | 2 sections de terrain | 2 | 43 54 | 79 595 |
| La Neuve- ville | usine à gaz | 15 | 68 | 300 000 |
| Aefligen- Utzenstorf | un domaine avec 7 parcelles de terrain et de forêt | 22 | 58 04 | 1 000 000 |
| Rapperswil | un domaine rural avec 19 parcelles de terrain et de forêt | 19 | 18 62 | échange |
| Niederbipp | 8 parcelles de terrain | 2 | 25 14 | 96 000 |
| Niederbipp | 10 parcelles de terrain | 3 | 74 60 | 166 000 |
| Wiler- Oltigen | un domaine rural avec 10 parcelles de terrain et de forêt | 2 | 78 73 | 62 000 |
| Niederbipp | 3 parcelles de terrain | 6 | 84 93 | 320 000 |
| Delémont | 1 parcelle de terrain | 90 | 99 | 180 000 |
| Delémont | 1 parcelle de terrain | 83 | 37 | 290 000 |
| Ferenbalm | un domaine rural avec 9 parcelles de terrain et de forêt | 3 | 05 28 | 80 000 |
| Köniz | un domaine avec 1 parcelle de terrain | 4 | 89 40 | 670 000 |
| Utzenstorf | vente à la commune de Kirchberg | 2 | 65 11 | 105 000 |

Direction de l'instruction publique

5825. Subvention.

Les frais de la construction d'une 2^e halle de gymnastique pour le Gymnase de **Bienne** sont devisés à fr. 647 646.— au total.

Le projet prévoit l'aménagement des locaux suivants: 1 halle de gymnastique, 1 local pour les engins d'intérieur, 2 vestiaires avec installation de bain de pieds et douches, 1 salle des maîtres de gymnastique et, au sous-sol, à la disposition du Progymnase de Bienne, 1 local de cartonnage, 2 locaux, l'un servant à travailler le bois et l'autre les métaux, 1 installation de PA, ainsi que les locaux accessoires nécessaires.

Le devis des frais s'établit comme suit:

| | |
|--------------------------------------|------------------|
| Quote-part halle de gymnastique | fr. |
| du Gymnase | 473 146.— |
| Quote-part locaux travaux manuels | |
| au sous-sol pour le Progymnase | 174 500.— |
| | <u>647 646.—</u> |

De la *quote-part du Gymnase* de 473 146.—

n'entrent pas en considération

pour la subvention:

| | |
|----------------------------------|------------------|
| | fr. |
| Part frais suppl. PA | 6 146.— |
| Engins d'intérieur mobiles | 10 514.— |
| Piano | 3 475.— |
| Ampoules électriques et | |
| tubes fluorescents | 350.— |
| Décoration artistique | 5 000.— |
| Imprégnation des parquets | 568.— |
| | <u>26 053.—</u> |
| reste | <u>447 093.—</u> |

De la *quote-part du Progymnase* de 174 500.—

n'entrent pas en considération

pour la subvention:

| | |
|-----------------------------------|------------------|
| | fr. |
| Frais suppl. installation PA | 6 000.— |
| Outils pour les travaux manuels | 28 725.— |
| Ampoules électr. et tubes | |
| fluorescents | 200.— |
| | <u>34 925.—</u> |
| reste | <u>139 575.—</u> |

Le Grand Conseil alloue pour la réalisation de ce projet:

| | |
|--|------------------|
| 1 ^o Pour les frais de fr. 447 093.— de la | fr. |
| halle de gymnastique du Gymnase | |
| une subvention ordinaire de 28 % | |
| (compte 2000 939 1) | 125 186.— |
| 2 ^o Pour les frais de fr. 139 575.— des | |
| locaux pour les travaux manuels pour | |
| le Progymnase une subvention ordinaire | |
| de 10 % (compte 2000 939 1) | 13 958.— |
| 3 ^o Pour les frais de fr. 28 725.— de | |
| l'acquisition d'outils pour les travaux | |
| manuels une subvention de 5 % | |
| (compte 2002 930 1) | 1 436.— |
| Total maximum | <u>140 580.—</u> |

Ces subventions sont allouées aux conditions suivantes:

Si le devis actuel venait à être dépassé, l'Etat n'accorderait une subvention complémentaire qu'au cas où ce dépassement résulterait d'augmentations imprévisibles de salaires ou de prix des matériaux.

Dans le décompte, les divers postes seront indiqués de façon précise et séparément selon la spécification du présent arrêté.

Le versement des subventions interviendra après l'exécution complète des travaux, sur le vu d'un décompte détaillé, accompagné des pièces justificatives quittancées, des contrats d'entreprise dûment timbrés et des plans d'exécution avec devis sur lequel est basée la requête, ainsi que du décompte PA ratifié.

Les travaux seront adjugés conformément aux principes de l'ordonnance cantonale sur les adjudications du 16 janvier 1934 (modifiée les 5 septembre 1941, 27 novembre 1945 et 11 avril 1947).

On donnera la préférence aux matériaux et objets manufacturés indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et d'un prix équitable.

6057. Subvention.

La commune de **Brienz** demande une subvention pour les frais, au devis de fr. 213 084.25, de la construction d'une installation de gymnastique, de jeu et de sport pour les écoles de Brienz. Le devis se présente comme suit:

| | |
|--|------------|
| Place de gymnastique à sol dur, pelouse | fr. |
| de jeux, piste sur pelouse, fosses à sol mou | |
| pour le saut en longueur et en hauteur, | |
| clôture, filet pour les balles, murs de | |
| soutènement et installation d'éclairage ... | 152 699.20 |
| Engins fixes d'extérieur | 4 257.50 |
| Engins mobiles de gymnastique et de jeu . | 812.— |
| Aménagement des abords des installations | |
| de gymnastique, balustrades en fer, murs | |
| en talus, en pierre naturelle et murs | |
| de soutènement | 29 925.— |
| Tondeuse pour pelouse et engins servant | |
| à l'entretien de l'installation | 1 800.— |
| Aménagement du local d'engins | 3 500.— |
| Imprévu, part d'honoraires, | |
| études de projets | 20 090.55 |
| | <hr/> |
| | 213 084.25 |

N'entrent pas en ligne de compte
pour la subvention ordinaire:

| | |
|--|-----------|
| Travaux de démolition et de | fr. |
| défrichage, creusage et abaisse- | |
| ment d'une conduite d'eau | 2 000.— |
| Mur de soutènement côté ouest | |
| près de la rampe, mur en talus | |
| côté ouest du débouché trottoir/ | |
| Feldstrasse, mur en pierre natu- | |
| relle le long de la Feldstrasse, | |
| frais par moitié = | 4 246.— |
| 2 ^e coupe de la pelouse | 185.— |
| Installation d'éclairage place de | |
| gymnastique et pelouse de jeu . | 18 440.60 |
| Part de frais fosse à sol mou | |
| pour saut à la perche $\frac{1}{3}$ = | 370.— |
| Tondeuse pour pelouse et engins | 1 800.— |
| Honoraires pour frais | |
| non subventionnables | 2 163.10 |
| Installation saut à la perche ... | 676.— |

| | | |
|--|--------|------------------|
| Engins mobiles de gymnastique | fr. | fr. |
| et de jeu | 812.— | |
| Etude de projet (parce que contenue dans l'avant-projet) .. | 775.55 | 31 468.25 |
| reste | | <u>181 616.—</u> |

Le Grand Conseil alloue pour la réalisation de ce projet:

Pour les frais de fr. 181 616.— une subvention ordinaire de 41 % (compte 2000 939 1),
au maximum fr. 74 463.—.

Si le devis actuel venait à être dépassé, l'Etat n'accorderait une subvention complémentaire qu'au cas où ce dépassement résulterait d'augmentations imprévisibles de salaires ou de prix des matériaux.

Dans le décompte, les divers postes seront indiqués de façon précise et séparément selon la spécification du présent arrêté.

Le versement de la subvention interviendra après l'exécution complète des travaux, sur le vu d'un décompte détaillé, accompagné des pièces justificatives quittancées, des contrats d'entreprise dûment timbrés et des plans d'exécution avec devis sur lequel s'est basée la requête.

Les travaux seront adjugés conformément aux principes de l'ordonnance cantonale sur les adjudications du 16 janvier 1934 (modifiée les 5 septembre 1941, 27 novembre 1945 et 11 avril 1947).

On donnera la préférence aux matériaux et objets manufacturés indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et d'un prix équitable.

L'ACE N^o 911 du 14 février 1961 est abrogé.

6059. Subvention.

La commune de **Brienzwiler** demande une subvention pour les frais, au devis de fr. 658 900.—, de la construction d'une maison d'école comprenant 3 salles de classe, 1 salle des maîtres, 1 salle des collections, 1 réduit pour le matériel, 1 local pour les travaux manuels avec local pour le matériel, 1 salle d'ouvrages avec local adjacent, douches avec vestiaire, vestiaires, WC et locaux accessoires; une maison d'habitation pour le corps enseignant comprenant 4 chambres avec cuisine, bain et dépendances usuelles; une place de gymnastique et une pelouse de jeux. Le prix du m³ s'élève à fr. 128.65 pour la maison d'école et à fr. 136.60 pour la maison d'habitation du corps enseignant.

Le devis des frais se présente comme suit:

| | |
|---|-----------|
| Frais nets de construction de la maison | fr. |
| d'école avec halle de récréation | 435 200.— |
| Installation d'épuration des eaux, canalisation, aménagement des abords, place de récréation, clôture, chemin d'accès, etc. .. | 50 952.— |
| Place de stationnement | 8 000.— |
| Place de gymnastique, fosse à sol mou, mur de clôture, engins extérieurs fixes, pelouse de jeux y compris mur de clôture, filet pour les balles | 54 308.— |

| | | |
|--|------------------|--|
| Engins mobiles de gymnastique et de jeu, | fr. | |
| caisse de jeux | 640.— | |
| Intérêts de la construction | 18 000.— | |
| | <u>567 100.—</u> | |

| | | |
|-------------------------------------|------------------|----------|
| N'entrent pas en considération | fr. | |
| pour la subvention ordinaire: | | |
| Imprégnation des parquets | 420.— | |
| Part au projet de canalisation | | |
| de la commune | 6 000.— | |
| Place de stationnement | 8 000.— | |
| 2 ^e coupe de la pelouse, | | |
| enlèvement d'arbres | 500.— | |
| Engins mobiles de gymnastique | | |
| et de jeu | 640.— | |
| Intérêts de la construction | 18 000.— | 33 560.— |
| Reste | <u>533 540.—</u> | |

| | | |
|---|----------|--|
| Coût de la maison d'habitation du corps | | |
| enseignant | 88 184.— | |
| Canalisation | 1 863.— | |
| Aménagement des abords | 1 753.— | |

| | | |
|-------------------------------------|-----------------|---------|
| N'entrent pas en considération | | |
| pour la subvention ordinaire: | | |
| Frais suppl. installation | fr. | |
| combinée de la cuisine | 500.— | |
| Frais suppl. machine à laver | | |
| automatique | 800.— | |
| Télédiffusion, installation électr. | | |
| pour frigidaire et radio | 180.— | |
| Imprégnation des parquets | 24.— | |
| Honoraires d'architecte sur les | | |
| positions non subventionnables ... | 144.— | 1 648.— |
| reste | <u>90 152.—</u> | |

Les frais admis au subventionnement s'établissent donc ainsi:

| | | |
|---|------------------|--|
| Maison d'école avec halle de récréation | | |
| et abords | 533 540.— | |
| Maison d'habitation pour le corps | | |
| enseignant (frais limités) | 76 000.— | |
| | <u>609 540.—</u> | |

Le Grand Conseil alloue pour la réalisation de ce projet:

| | | |
|--|------------------|--|
| 1 ^o Pour les frais de fr. 609 540.— une | | |
| subvention ordinaire de 46 % | | |
| (compte 2000 939 1) | 280 389.— | |
| 2 ^o Pour les frais de fr. 555 232.— (francs | | |
| 609 540.— moins fr. 54 308.— pour les | | |
| installations de gymnastique en plein | | |
| air) une subvention complémentaire | | |
| de 14 % (compte 2000 939 1) | 77 733.— | |
| Total maximum | <u>358 122.—</u> | |

Ces subventions sont allouées aux conditions suivantes:

Lors de la présentation du décompte, il y aura lieu de renseigner sur l'affectation donnée à l'ancienne maison d'école, une réduction de la subvention étant réservée selon la nature de cette affectation.

Si le devis actuel venait à être dépassé, l'Etat n'accorderait une subvention complémentaire qu'au cas où ce dépassement résulterait d'augmentations de

salaires ou de prix des matériaux qui ne pouvaient pas être prévues.

Dans le décompte, les divers postes seront indiqués de façon précise et séparément selon la spécification du présent arrêté.

Le versement des subventions interviendra après l'exécution complète des travaux, sur le vu d'un décompte détaillé, accompagné des pièces justificatives quittancées, des contrats d'entreprise dûment timbrés et des plans d'exécution avec devis sur lequel s'est basée la requête, ainsi que des plans du projet.

Pour l'aménagement des fosses de décantation et des canalisations, on observera les dispositions des art. 112, 114 et 138 de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux, ainsi que les art. 7 à 15, 29, 30 et 63 de l'ordonnance cantonale du 4 janvier 1952 concernant les installations d'alimentation en eau potable et des eaux usées.

Les travaux seront adjugés conformément aux principes de l'ordonnance cantonale sur les adjudications du 16 janvier 1934 (modifiée les 5 septembre 1941, 27 novembre 1945 et 11 avril 1947).

On donnera la préférence aux matériaux et objets manufacturés indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et d'un prix équitable.

L'installation du chauffage au mazout devra répondre aux dispositions de l'ordonnance du Conseil-exécutif du 11 juillet 1952 concernant la construction et l'exploitation des installations de chauffage à l'huile et l'emmagasinage des huiles destinées à ces installations. En vue de placer la citerne à mazout, une demande sera adressée au Bureau de l'utilisation et épuration des eaux.

6553. Subvention.

Les frais de la construction d'une maison d'habitation à 2 familles pour le corps enseignant à **Ursenbach**, y compris les dépenses ne donnant pas droit à subvention (garages, mansardes, émoluments, antennes et frigidaires) sont devisés à fr. 181 864.—. Le prix du m³ est évalué à fr. 124.—. Conformément à l'AGC N° 609 du 12 février 1962, il peut être accordé une subvention de fr. 140 000.— au maximum.

Le Grand Conseil alloue pour les frais de francs 140 000.— une subvention ordinaire de 41 % et une subvention complémentaire de 6 %, soit 47 %, à charge du compte 2000 939 1, au maximum fr. 65 800.—.

Le versement de la subvention interviendra après l'exécution complète des travaux, sur le vu d'un décompte détaillé, accompagné des pièces justificatives quittancées, des contrats d'entreprise dûment timbrés et des plans du projet, d'exécution et du géomètre avec devis.

Pour l'aménagement des fosses de décantation et des canalisations, on observera les dispositions des art. 112, 114 et 138 de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux, ainsi que les art. 7 à 15, 29, 30 et 63 de l'ordonnance cantonale du 4 janvier 1952 concernant les installations d'alimentation en eau potable et des eaux usées.

Les travaux seront adjugés conformément aux principes de l'ordonnance cantonale sur les adjudica-

tions du 16 janvier 1934 (modifiée les 5 septembre 1941, 27 novembre 1945 et 11 avril 1947).

On donnera la préférence aux matériaux et objets manufacturés indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et d'un prix équitable.

L'installation du chauffage au mazout devra répondre aux dispositions de l'ordonnance du Conseil-exécutif du 11 juillet 1952 concernant la construction et l'exploitation des installations de chauffage à l'huile et l'emmagasiner des huiles destinées à ces installations. En vue de placer la citerne à mazout, une demande sera adressée au Bureau de l'utilisation et épuration des eaux.

6909. Subvention.

La commune de **Sumiswald** demande une subvention pour les frais, au devis de fr. 884 000.—, de la construction d'une halle de gymnastique avec installations en plein air. Le prix du m³ de construction est évalué à fr. 104.70.

Le projet prévoit l'aménagement des locaux suivants: 1 halle de gymnastique 24 × 12 m, 3 locaux pour les engins, 2 salles des maîtres (servant en même temps de postes sanitaires), 2 locaux de douches avec 4 vestiaires adjacents, 1 halle pour l'athlétisme 24 × 12 m, 1 cave pour la lutte, les lieux d'aisances et vestiaires, les locaux accessoires nécessaires, ainsi qu'une place de gymnastique à sol dur avec fosses à sol mou et 1 pelouse de jeu.

Le devis des frais se présente comme suit:

| | |
|--|-----------|
| Frais de construction de la halle | fr. |
| de gymnastique | 711 800.— |
| Aménagement des abords, chemins d'accès, places de stationnement, conduites d'amenée, etc. | 19 646.— |
| Place de gymnastique à sol dur, pelouse de jeux, piste cendrée et piste d'élan, fosse de jeux, piste cendrée et piste d'élan, fosse de saut et fosses d'engins, filet pour les balles, clôture et engins d'extérieur fixes . | 128 245.— |
| Installations pour le saut à la perche | 688.— |
| Engins fixes pour la gymnastique à l'intérieur | 8 827.— |
| Rembourrage mural et poutres rembourrées à la cave pour la lutte | 3 973.— |
| Anneaux olympiques | 450.— |
| Engins de gymnastique mobiles | 8 096.— |
| Barres et cheval type championnat du monde..... | 1 030.— |
| Mobilier pour les salles des maîtres/postes sanitaires | 1 031.— |
| Tourne-disques fixe | 214.— |
| | <hr/> |
| | 884 000.— |

N'entrent pas en considération pour la subvention ordinaire:

| | |
|---|---------|
| Frais de mensuration, imprégnations du bois de construction, maquettes, examen de matériaux | fr. |
| Parafoudre | 2 130.— |
| | 2 692.— |

| | fr. | fr. |
|---|----------|------------------|
| Tubes fluorescents, installations de haut-parleur et de radio, horloges extérieures, tourne-disques | 2 437.— | |
| Lavabo avec batterie murale pour cuisine militaire | 624.40 | |
| Rideaux pour douches | 304.— | |
| Honoraires d'architecte sur les postes non subventionnables ... | 446.60 | |
| Emoluments, taxes de raccordement des câbles | 1 400.— | |
| Rembourrage mural et poutre à la cave pour la lutte | 3 973.— | |
| Anneaux olympiques, installation pour saut à la perche, barres et cheval type championnat du monde | 2 168.— | |
| Engins mobiles de gymnastique et de jeu | 8 096.— | |
| Part de frais ($\frac{1}{3}$) piste d'élan et inst. saut à la perche | 962.— | |
| Part des frais ($\frac{1}{3}$) fosse saut à la perche | 439.— | |
| Frais des 2 places de stationnement | 5 572.— | |
| Frais de la cave pour la lutte (ne servant pas à des fins scolaires) | 20 000.— | |
| Frais suppl. protection aérienne | 30 200.— | |
| Mobilier pour salle des maîtres/postes sanitaires | 1 031.— | 82 475.— |
| Reste | | <u>801 525.—</u> |

Le Grand Conseil alloue pour la réalisation de ce projet:

| | | |
|--|-----|------------------|
| 1 ^o Pour les frais de fr. 801 525.— une subvention ordinaire de 41 % (compte 2000 939 1) | fr. | 328 625.— |
| 2 ^o Pour les frais de fr. 673 280.— (francs 801 525.— moins fr. 128 245.—) pour les installations de gymnastique en plein air une subvention complémentaire de 6 % (compte 2000 939 1) | | <u>40 397.—</u> |
| au maximum | | <u>369 022.—</u> |

Si le devis actuel venait à être dépassé, l'Etat n'accorderait une subvention complémentaire qu'au cas où ce dépassement résulterait d'augmentations de salaires ou de prix des matériaux qui ne pouvaient pas être prévues.

Dans le décompte, les divers postes seront indiqués de façon précise et séparément selon la spécification du présent arrêté.

Le versement des subventions interviendra après l'exécution complète des travaux, sur le vu d'un décompte détaillé, accompagné des pièces justificatives quittancées, des contrats d'entreprise dûment timbrés et des plans d'exécution avec devis, ainsi que du décompte concernant la protection aérienne.

Pour l'aménagement des fosses de décantation et des canalisations, on observera les dispositions des art. 112, 114 et 138 de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux, ainsi que les art. 7 à 15, 29, 30 et 63 de l'ordonnance cantonale du 4 janvier 1952 concernant les installations d'alimentation en eau potable et des eaux usées.

Les travaux seront adjugés conformément aux principes de l'ordonnance cantonale sur les adjudications du 16 janvier 1934 (modifiée les 5 septembre 1941, 27 novembre 1945 et 11 avril 1947).

On donnera la préférence aux matériaux et objets manufacturés indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et d'un prix équitable.

L'installation du chauffage au mazout devra répondre aux dispositions de l'ordonnance du Conseil-exécutif du 11 juillet 1952 concernant la construction et l'exploitation des installations de chauffage à l'huile et l'emmagasiner des huiles destinées à ces installations. En vue de placer la citerne à mazout, une demande sera adressée au Bureau de l'utilisation et épuration des eaux.

7164. Subvention.

La commune de **Bolligen** demande une subvention pour la construction d'un bâtiment avec installations de gymnastique pour la maison d'école au devis de fr. 1 220 000.— au total. Le prix du m³ s'élève à francs 130.55. Le projet prévoit l'aménagement des locaux suivants: 1 halle de gymnastique avec les locaux accessoires tels que vestiaires, installations de douches, 2 postes sanitaires, dont l'un est destiné à la protection civile, magasin de sapeurs-pompiers, centrale de chauffage, installations de gymnastique et pelouse de jeux.

Le devis des frais se présente comme suit:

| | fr. |
|--|-------------|
| Frais de construction halle de gymnastique | 908 000.— |
| Place de gymnastique, pelouse de jeux, filet pour les balles, fosses à sol mou, engins de gymnastique fixes, etc. | 139 247.— |
| Aménagement général des abords, chemins, places, canalisation, installation d'épuration, parc pour bicyclettes, places de récréation | 121 770.— |
| Eclairage extérieur de la place de gymnastique et de la pelouse de jeux | 11 683.— |
| Mobilier | 800.— |
| Engins fixes d'intérieur | 8 055.— |
| Engins mobiles de gymnastiques et de jeu | 10 545.— |
| Divers et honoraires d'architecte | 19 900.— |
| | <hr/> |
| | 1 220 000.— |

N'entrent pas en considération pour la subvention ordinaire:

| | fr. |
|--|-----------|
| Frais suppl. poste sanitaire ... | 171 000.— |
| Frais suppl. poste de sapeurs-pompiers | 69 200.— |
| Parafoudre | 2 600.— |
| Installation de musique, armoire à musique, horloge extérieure, ampoules électr. ... | 4 729.— |
| Eclairage électr. de la place de jeu et de gymnastique | 12 413.— |
| Mobilier | 800.— |
| Engins mobiles de gymnastique et de jeu | 10 545.— |
| Caisse de jeux | 600.— |

| | | |
|-----------------------------------|-----------|-----------|
| Provisoire, corbeilles à papier, | fr. | fr. |
| assèchement de la bâtisse, | | |
| divers | 6 752.— | |
| Installations saut à la perche .. | 360.— | |
| Honoraires, etc. | 1 650.— | 280 649.— |
| Reste | 939 351.— | |

Le Grand Conseil alloue en faveur de ce projet:

Pour les frais de fr. 939 351.— une subvention ordinaire de 29 % et une subvention supplémentaire de 2 1/2 %, soit 31 1/2 % (Compte 2000 939 1), au maximum fr. 295 896.—.

Cette subvention est allouée aux conditions suivantes:

Si le devis actuel venait à être dépassé, l'Etat n'accorderait une subvention complémentaire qu'au cas où ce dépassement résulterait d'augmentations de salaires ou du prix des matériaux qui ne pouvaient pas être prévues.

Dans le décompte, les divers postes seront indiqués de façon précise et séparément selon la spécification du présent arrêté.

Le versement de la subvention interviendra après l'exécution complète des travaux, sur le vu d'un décompte détaillé, accompagné des pièces justificatives quittancées, des contrats d'entreprise dûment timbrés et des plans d'exécution avec devis. Le décompte concernant le poste sanitaire et le magasin de sapeurs-pompiers sera présenté séparément, de façon détaillée et précise.

Pour l'aménagement des fosses de décantation et des canalisations, on observera les dispositions des art. 112, 114 et 138 de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux, ainsi que les art. 7 à 15, 29, 30 et 63 de l'ordonnance cantonale du 4 janvier 1952 concernant les installations d'alimentation en eau potable et des eaux usées.

Les travaux seront adjugés conformément aux principes de l'ordonnance cantonale du 16 janvier 1934 (modifiée les 5 septembre 1941, 27 novembre 1945 et 11 avril 1947).

On donnera la préférence aux matériaux et objets manufacturés indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et d'un prix équitable.

L'installation du chauffage au mazout devra répondre aux dispositions de l'ordonnance du Conseil-exécutif du 11 juillet 1952 concernant la construction et l'exploitation des installations de chauffage à l'huile et l'emmagasiner des huiles destinées à ces installations. En vue de placer la citerne à mazout, une demande sera adressée au Bureau de l'utilisation et épuration des eaux.

Direction de travaux publics

5562. Crédit.

Le Grand Conseil ouvre à la Direction des travaux publics, pour le réaménagement de l'église du couvent de St-Jean, un crédit de fr. 619 000.— imputable sur la rubrique budgétaire 2105 705 1 (Constructions nouvelles et transformations).

La subvention fédérale assurée de fr. 226 800.— sera portée aux recettes du compte 2105 409 (Subventions fédérales pour le compte de l'Etat concernant les travaux publics).

Le Conseil-exécutif fixera l'époque de la mise en chantier des travaux.

Toute augmentation des salaires ou du prix des matériaux qui pourrait survenir d'ici à la mise en chantier des travaux ou durant la construction devra faire l'objet d'une justification dans le décompte. Le Conseil-exécutif est autorisé à accorder le crédit supplémentaire éventuellement rendu nécessaire de ce fait.

6199. Rüdtligen-Alchenflüh; trottoirs; subvention de l'Etat.

Sur la proposition du Conseil-exécutif et en application des art. 24 et 25 de la loi du 14 octobre 1934 sur la construction et l'entretien des routes, le Grand Conseil alloue à la commune de Rüdtligen-Alchenflüh, pour les frais au devis de fr. 245 000.— (sans acquisition de terrain), de la construction d'un trottoir long de 450 m de chaque côté du tronçon de la route principale N° 1 entre la limite communale Lys-sach/Rüdtligen-Alchenflüh et le nouveau pont sur l'Emme, une subvention cantonale d'un tiers, mais au maximum de fr. 82 000.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2110 939 (Subventions aux communes).

Cette subvention est allouée aux conditions suivantes:

1° Les travaux seront adjugés conformément à l'ordonnance cantonale sur les adjudications et ils devront être exécutés selon les plans présentés et sous la surveillance de l'ingénieur en chef d'arrondissement. Le contrat d'entreprise sera soumis à ce dernier en vue de sa ratification.

2° Le montant de la subvention sera versé sur le vu de décomptes accompagnés des pièces justificatives pour les étapes de construction annuelles et d'une déclaration certifiant que les mutations de terrain ont été portées au registre foncier.

6352. Commune de Beatenberg; canalisation Waldegg; subvention de l'Etat: 21 J 21/1.

Vu les dispositions de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux et de l'ordonnance du 9 septembre 1952 concernant les principes et la fixation des prestations de l'Etat en faveur des installations d'alimentation en eau et d'épuration d'eaux résiduaires, le Grand Conseil alloue à la commune de Beatenberg, pour les frais au devis de fr. 108 000.— de la canalisation Waldegg une subvention cantonale de 60 % du susdit montant, mais au maximum de francs 64 800.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2110 949 20 (Subventions pour installations d'alimentation en eau et d'épuration des eaux résiduaires).

Conditions:

1° La canalisation sera construite conformément au projet. Si des difficultés particulières obligent à déroger en principe au projet présenté, les modifications

ne devront être réalisées qu'après leur approbation par la Direction des travaux publics.

2^o Les travaux seront adjugés conformément à l'ordonnance cantonale sur les adjudications.

3^o La Direction des travaux publics sera informée de la mise en chantier et de l'achèvement des travaux et elle sera, en temps utile, invitée avec les entrepreneurs à la réception des ouvrages.

4^o La subvention sera versée après la réception de la canalisation et sur le vu d'un décompte accompagné des pièces justificatives et des plans d'exécution.

5^o Le conseil communal déclarera, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, s'il accepte les conditions ci-dessus.

6353. Lyss; canalisation Bernstrasse, tronçon Oelweg – Wilerstrasse; puits 9 à 18A, subvention de l'Etat; 14 J 67/2.

Vu les dispositions de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux et de l'ordonnance du 9 septembre 1952 concernant les principes et la fixation des prestations de l'Etat en faveur des installations d'alimentation en eau et d'épuration d'eaux résiduaires, le Grand Conseil alloue à la commune de Lyss pour les frais au devis de fr. 186 000.— de la canalisation Bernstrasse, tronçon Oelweg – Wilerstrasse, puits 9 à 18A, une subvention cantonale de 47 %, mais au maximum de fr. 87 420.— imputable sur la rubrique budgétaire 2110 949 20 (Subventions pour installations d'alimentation en eau et d'épuration des eaux résiduaires).

Conditions:

1^o La canalisation sera construite selon les règles de l'art, conformément au projet du bureau d'ingénieurs Wilhelm & Walter, Bienne. Si des difficultés particulières obligent à déroger en principe au projet présenté, les modifications ne devront être réalisées qu'après leur approbation par la Direction des travaux publics.

2^o Les travaux seront adjugés conformément à l'ordonnance cantonale sur les adjudications. Pour l'adjudication, l'assentiment de la Direction des travaux publics est nécessaire.

3^o La Direction des travaux publics sera informée de la mise en chantier des travaux et elle sera, en temps utile, invitée avec les entrepreneurs à la réception des ouvrages.

4^o La subvention sera versée après l'achèvement des travaux sur le vu d'un décompte accompagné des pièces justificatives et sur présentation des plans d'exécution.

5^o La commune de Lyss déclarera, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, si elle accepte les conditions ci-dessus.

6357. Zollikofen, canalisation Kirchlindachstrasse – Alpenstrasse – Landgarbenstrasse, conduite de décharge pour l'eau de pluie Landgarbenstrasse – Krebsbach; subvention de l'Etat; 33 J 35/3.

Vu les dispositions de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux et de l'ordonnance du 9 septembre 1952 concernant les principes et la fixation des prestations de l'Etat en faveur des installations d'alimentation en eau et d'épuration d'eaux résiduaires, le Grand Conseil alloue à la commune de Zollikofen en faveur de la canalisation Kirchlindachstrasse – Alpenstrasse – Landgarbenstrasse et de la conduite de décharge pour l'eau de pluie Landgarbenstrasse – Krebsbach:

Pour les frais de fr. 870 000.— de la

| | |
|---|-----------|
| 1 ^o canalisation Kirchlindachstrasse – Alpenstrasse – Landgarbenstrasse, puits 170 | fr. |
| à 215 d, une subvention de 40 %, soit .. | 348 000.— |

Pour les frais de fr. 22 004.50 de la

| | |
|---|-------------------|
| 2 ^o conduite de décharge pour l'eau de pluie Landgarbenstrasse – Krebsbach, une subvention de 25 %, soit | 5 501.10 |
| total au maximum | <u>353 501.10</u> |

Cette subvention est imputable sur la rubrique budgétaire 2110 949 20 (Subventions pour installations d'alimentation en eau et d'épuration des eaux résiduaires).

Conditions:

1^o La canalisation sera construite selon les règles de l'art, conformément au projet de l'entreprise de construction Losinger & Cie SA, Berne. Si des difficultés particulières obligent à déroger en principe au projet présenté, les modifications ne devront être réalisées qu'après leur approbation par la Direction des travaux publics.

2^o Les travaux seront adjugés conformément à l'ordonnance cantonale sur les adjudications. Pour l'adjudication, l'assentiment de la Direction des travaux publics est nécessaire.

3^o La Direction des travaux publics sera informée de la mise en chantier des travaux et elle sera, en temps utile, invitée avec les entrepreneurs à la réception des ouvrages.

4^o La subvention sera versée après l'achèvement des travaux sur le vu d'un décompte accompagné des pièces justificatives et des plans d'exécution.

5^o La commune de Zollikofen déclarera, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, si elle accepte les conditions ci-dessus.

6940. Frutigen; endiguement de l'Engstligen, projet XII/1961.

Dans sa séance du 19 avril 1962, le Conseil fédéral a accordé, pour les frais de l'endiguement de l'Engstligen, au devis de fr. 469 000.—, une subvention fédérale de 25 %, mais au maximum de fr. 117 250.—.

Sur la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil alloué à la corporation diguière d'Engstligen, section inférieure, à Frutigen, une subvention canto-

nale de 25 % sur fr. 469 000.—, mais de fr. 117 250.— au maximum, imputable sur la rubrique 2110 949 (Subventions pour travaux hydrauliques).

Conditions:

1^o Les travaux seront exécutés selon les règles de l'art et sous la surveillance des autorités fédérales et cantonales. Ils seront entretenus d'une manière irréprochable. La commune de Frutigen en est responsable à l'égard de l'Etat.

2^o Les travaux seront adjugés selon les principes de l'ordonnance cantonale du 16 janvier 1934 sur les adjudications. L'adjudication se fera par les soins de la corporation diguière, sous réserve de ratification par l'ingénieur en chef d'arrondissement I de Thoune.

3^o La décision du Conseil fédéral du 19 avril 1962 fait partie intégrante du présent arrêté.

4^o Le paiement des subventions interviendra selon l'avancement des travaux et sur le vu de décomptes accompagnés des pièces justificatives.

5^o La corporation diguière d'Engstligen, section inférieure, à Frutigen, déclarera dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté si elle accepte les conditions ci-dessus.

Le préfet de Frutigen notifiera le présent arrêté à la corporation diguière d'Engstligen, section inférieure, à Frutigen, avec l'ACF du 19 avril 1962; il veillera à son acceptation.

7123. Commune de Berne; subvention en faveur de l'aménagement de la Kirchenfeldstrasse.

Sur la proposition du Conseil-exécutif et en vertu de la loi du 26 janvier 1958 concernant les subventions de l'Etat en faveur de l'aménagement des routes communales importantes, le Grand Conseil alloue à la commune de Berne une subvention de fr. 280 000.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2110 939 (Subventions de l'Etat aux communes) en faveur des frais de construction au devis de fr. 1 400 000.— en chiffre rond de l'élargissement de la chaussée de la Kirchenfeldstrasse, entre la Monbijoubrücke et le Thunplatz (sans acquisition de terrain, installations de signaux, trottoirs et modification des conduites électriques, mais compte tenu du renchérissement probable jusqu'à l'achèvement des travaux) aux conditions suivantes:

1^o La chaussée de ce tronçon d'une longueur de 920 m de la tangente sud sera aménagée à une largeur de 14 m conformément aux projets présentés. D'éventuelles modifications importantes du projet seront soumises à la Direction des travaux publics avant la mise en chantier.

2^o Les travaux seront adjugés par analogie aux principes de l'ordonnance sur les adjudications. L'ingénieur en chef d'arrondissement sera périodiquement tenu au courant de l'état des travaux.

3^o La subvention cantonale est payable en deux moitiés: à la fin de la première année de construction et après l'achèvement des travaux.

7127. Commune de Matten près Interlaken, canalisation, embranchement 1, «Hirschen, Matten» jusqu'à l'embouchure de l'Aar; N° 20 J 17.

Vu la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux et l'ordonnance du 9 septembre 1952 concernant les principes et la fixation des prestations de l'Etat en faveur d'installations d'alimentation en eau et d'épuration d'eaux résiduaires, le Grand Conseil alloue à la commune de Matten, pour les frais de la canalisation, embranchement 1, au devis de fr. 1 878 500.—, une subvention de 52 % du susdit montant, mais au maximum de fr. 976 820.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2110 949 20 (Subventions pour installations d'alimentation en eau et d'épuration des eaux résiduaires).

Cette subvention est allouée aux conditions suivantes:

1^o La canalisation et les constructions spéciales seront établies conformément aux plans présentés. Des modifications, pouvant résulter de difficultés en matière de construction, etc. ne devront être réalisées qu'après leur approbation par la Direction des travaux publics.

2^o Les travaux seront adjugés conformément à l'ordonnance cantonale sur les adjudications.

3^o La présente subvention englobe la contribution à la commune de Wilderswil pour l'utilisation des canaux dans la commune de Matten, et il en sera tenu compte en fixant la somme de rachat de la commune de Wilderswil.

4^o La Direction des travaux publics sera informée tous les 3 mois de l'état des travaux et invitée à la réception de l'ouvrage.

5^o La subvention sera versée après la réception des ouvrages et sur le vu d'un décompte accompagné des pièces justificatives et sur remise des plans d'exécution.

6^o Le conseil communal déclarera, dans le délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, s'il accepte les conditions ci-dessus.

7128. Routes cantonales du V^e arrondissement; dégâts de gel et d'eau.

Le Grand Conseil alloue un crédit de fr. 160 900.—, imputable sur la rubrique 2110 711 (Réfection de routes cantonales par suite de dégâts d'eau) en faveur du réaménagement extraordinaire, devenu nécessaire ensuite de dégâts de gel et d'eau, de routes cantonales du V^e arrondissement. Le crédit budgétaire 2110 711 pourra être dépassé de fr. 150 900.— pour l'année 1962.

6892. Route de dégagement Kehrsatz; approbation de plans de voirie.

Le premier tronçon entre Wabern et la limite communale de Kehrsatz du projet de la route de dégagement Berne – Kehrsatz – Rubigen (embouchure de l'autostrade Berne – Thoune) est déjà aménagé.

A 2 exceptions près, les plans de voirie pour les autres tronçons sont entrés en vigueur (v. AGC du 23 novembre 1960 concernant le détournement de Belp). Le plan de voirie pour le tronçon, encore ouvert, entre la limite communale Köniz/Kehrsatz jusqu'au Kirchackerholz/Kehrsatz a été déposé publiquement du 18 juillet au 7 août 1962 dans la commune de Kehrsatz. Dans le délai prévu, 18 oppositions et réserves de droit ont été présentées, soit:

| | |
|--|----------------------------------|
| 1 ^o Schuhfabrik Kehrsatz (représentée par Schuh-Coop à Wangen près Olten) | Opposition |
| 2 ^o Bourgeoisie de Berne | Opposition |
| 3 ^o Conseil municipal de Kehrsatz | Opposition et res. de droit |
| 4 ^o Rudolf Marti, garagiste, Kehrsatz (représenté par M ^e Kurt Witz, Berne) | Res. de droit |
| 5 ^o Fritz Siegenthaler, fermier, Kehrsatz | Opposition |
| 6 ^o Fritz Tschannen, agriculteur, Kehrsatz | Opposition |
| 7 ^o Fritz Steffen, marchand-tailleur, Kehrsatz | Opposition |
| 8 ^o Carl Kyburz SA, Berne, proprié- taire de la fabrique Waldhof, Kehrsatz (représentée par M ^e Hans Marti, Berne) | Opposition |
| 9 ^o Alfred Marti, maître meunier, Kehrsatz | Res. de droit (quant au fond) |
| 10 ^o Forces motrices bernoises SA, Berne | Res. de droit |
| 11 ^o Ernst Liechti, agriculteur, Kehrsatz | Res. de droit |
| 12 ^o Hans Marti, laiterie, Kehrsatz | Opposition |
| 13 ^o Rudolf Schmutz, agriculteur, Kehrsatz | Opposition |
| 14 ^o Hermann Marti, fermier, Kehrsatz | Opposition |
| 15 ^o Fritz Schmutz, maître boulanger, Kehrsatz, et cosignataires | Opposition |
| 16 ^o Syndicat d'améliorations foncières Belp-Kehrsatz | Res. de droit |
| 17 ^o Hoirie D ^r med. Fritz Walther (représentée par M ^e Klaus Flückiger, Berne) | Opposition |
| 18 ^o Dame Klara Schäringer-Wiget, Kehrsatz (représentée par M ^e Klaus Flückiger, Berne) | Opposition |

Un mémoire du Berne-Loetschberg-Simplon, daté du 9 août 1962, ne peut constituer qu'une réserve de droit, n'étant parvenu qu'après l'expiration du délai imparti.

Une fois la procédure d'opposition terminée, les oppositions resp. réserves de droit N° 2, 6, 7, 12, 13 et 14 ont été retirées. Il ne peut être entré en matière, faute de légitimation active, sur l'opposition N° 5 (Fritz Siegenthaler, fermier), attendu que la Bourgeoisie de Berne, en qualité de propriétaire du bien-

fonds affermé, et qui défend les intérêts du fermier, a retiré l'opposition en déclarant que son mémoire ne doit être considéré que comme réserve de droit.

La *SA Schuhfabrik Kehrsatz* (N° 1) fait valoir que du fait de la route de dégagement projetée elle se voit dépourvue de base d'existence. L'immeuble de l'opposante, sis à la route cantonale Kehrsatz – Zimmerwald, n'est directement touché par le tracé de route projeté qu'en ce qui concerne la distance de l'alignement. Celle-ci a cependant été fixée de la même manière que pour les parcelles avoisinantes. Comme l'approbation de cet alignement était déjà intervenue, il y a lieu d'observer, au cas particulier également, la même distance eu égard à la visibilité en matière de circulation routière. Par ailleurs, la construction de la route n'exige pas de terrain et les conditions d'accès ne sont pas compromises. La route de dégagement passe à une distance de 10 m au moins de la fabrique de chaussures; d'éventuelles prétentions d'indemnisation par suite de bruit ou d'ébranlement devraient être déférées au juge civil. L'opposition, compte tenu de sa portée comme réserve de droit, doit partant être écartée.

Le conseil municipal de *Kehrsatz* (N° 3) propose dans son mémoire – en tant qu'il était présenté comme opposition – que le raccordement en direction sud-est de la route cantonale actuelle à la route de dégagement soit effectué sans bifurcation, au moyen d'un passage sous voie, car la simple bifurcation qui est prévue causerait de grandes difficultés au déroulement du trafic. Mais en comparaison du raccordement nord-ouest à Kehrsatz, on peut s'attendre à relativement peu de trafic supplémentaire à cet emplacement. Les élèves de l'école secondaire, qui doivent se rendre à l'heure actuelle encore de Kehrsatz à Belp, auront dans un avenir prochain leur propre maison d'école. Quant à la circulation routière, Kehrsatz est avant tout orienté vers Berne. De même, le trafic vers le Längenbergr s'effectue principalement en direction de Berne et vice-versa. Les constructions nouvellement projetées seront habitées en majorité par des personnes travaillant à Berne. Compte tenu de l'importance du trafic de cette embouchure et des répercussions financières, une solution à niveau semble à cet emplacement indiquée et justifiée. Si plus tard les circonstances venaient à changer, la construction d'un passage sous voie sera tout à fait possible après coup. A l'heure actuelle, il ne peut être tenu compte de la proposition du conseil communal de Kehrsatz, et son opposition doit être écartée.

Des objections de la maison *Carl Kyburz SA* (N° 8), deux points sont encore litigieux en connexité avec la présente procédure, soit le passage sous-voie pour piétons proposé par l'opposante et menant au reste de la parcelle existante, ainsi que la question du droit d'accès latéral de la route de dégagement à l'emplacement de la fabrique. Il est exact que la propriété *Waldhof* appartenant à la maison *Carl Kyburz SA* est coupée en deux par la route projetée. Au cas où le reste de l'immeuble sis au nord-ouest de la route servirait à l'avenir encore à épousseter des sacs filtrés, il serait techniquement possible de construire un passage sous-voie à l'intention des piétons, mais l'opposante aurait auparavant à apporter la preuve qu'il n'existe pas d'autre possibilité pour nettoyer lesdits sacs sur l'emplacement principal. Par ailleurs, elle

s'est expressément réservé la reprise par l'Etat de cette partie de la parcelle. Il ne peut non plus être accordé, à l'heure actuelle, un droit d'accès latéral; cette question ne pourra être abordée qu'à l'occasion des pourparlers concernant l'acquisition du terrain. L'opposition doit dès lors être écartée; comme réserve de droit, elle est maintenue.

Fritz Schmutz et cosignataires (N° 15) allèguent que l'alignement prévu à la bifurcation Zimmerwald/route de dégagement manque de visibilité. D'après la carte de vue présentée, les opposants voient les choses dans les conditions locales actuelles. Il est cependant envisagé de déposer prochainement un plan également pour la route cantonale Kehrsatz – Zimmerwald, dans lequel il sera tenu compte autant que faire se peut des vœux exprimés. Il faut se borner aujourd'hui à reculer d'une manière équitable l'alignement le long de la route de dégagement à l'endroit de l'embouchure de la route de Zimmerwald. Cette mesure étant indispensable du point de vue de la technique du trafic, l'opposition doit être écartée pour le moment.

Dans son mémoire, *l'Hoirie de feu Dr Fritz Walther* (N° 17) invoque qu'elle est propriétaire de la clinique pour affections nerveuses « Chalet Margaritha » à Kehrsatz, qui va se trouver à proximité d'une circulation bruyante à laquelle il faut s'attendre sur une route pareille. Or un entourage tranquille est une condition élémentaire pour un établissement de ce genre. Selon le projet déposé, la distance de la route de dégagement est de 30 m. La Bourgeoisie de Berne s'est déclarée prête à céder le terrain entre la route de dégagement et la clinique, afin qu'il puisse y être érigé une protection contre le bruit. Par ailleurs, la route se trouvera à cet endroit dans un déblai, ce qui contribue à parer au bruit. A une exception près, les héritiers du Dr Fritz Walther se seraient déclarés d'accord avec cette solution. Comme il est techniquement possible de rendre supportables les effets du bruit, l'opposition doit être écartée; comme réserve de droit elle est maintenue.

Dame *Klara Schärli* (N° 18) possède, au début de la route de dégagement projetée, un immeuble dont il est exigé une bande d'environ 2 m sur toute la longueur de la parcelle en vue de la construction de la nouvelle route. La maison même peut rester. En outre, les conditions d'accès à la nouvelle route seront garanties dans la même mesure qu'aujourd'hui. Par contre, en cas de reconstruction de l'immeuble, la partie sise en-deça de l'alignement présenterait des difficultés en vue de certaines constructions. Toutefois la question d'une modification éventuelle des constructions ne se posera qu'au moment où aura été élaboré un plan de construction pour le Stockacker limitrophe. Par ailleurs, la distance de l'alignement est équitable et, de toute façon, des réclamations de dommages intérêts ensuite de dépréciation de la propriété au cours de la présente procédure ne sauraient être prises en considération. L'opposition doit dès lors être écartée sauf en ce qui concerne sa portée comme réserve de droit.

En vertu de l'art. 22 de la loi sur la construction des routes, l'approbation des plans de voirie, comme le présent plan concernant l'établissement de nouvelles routes, incombe au Grand Conseil. Le plan étant en harmonie avec les dispositions légales et dans l'intérêt public, il y a lieu de le ratifier, en ap-

plication de l'art. 12 de la loi du 26 janvier 1958 sur la réglementation des constructions.

Vu ce qui précède, le Grand Conseil

arrête:

1^o Le plan de voirie pour le tronçon entre la limite communale Köniz/Kehrsatz–Kirchackerholz/Kehrsatz de la route de décharge Berne–Kehrsatz–Rubigen est approuvé sous réserve de droits des tiers.

2^o Les oppositions présentées contre les plans sont écartées comme non fondées au point de vue du droit public, en tant qu'elles n'ont pas été retirées ou commuées en réserves de droit.

Le préfet de Berne notifiera le présent arrêté au conseil municipal de Kehrsatz, ainsi qu'aux opposants, resp. à leurs représentants.

6944. Route de déviation Rizenbach-Biberen – passage sous voie BN; approbation des plans de voirie.

Le plan de voirie limite cantonale de Fribourg – passage sous voie BN a été déposé publiquement du 14 juillet au 3 août 1962 au secrétariat communal dans le sens de l'art. 22 de la loi sur la construction des routes (publication dans la Feuille officielle N^{os} 55/56 du 14/18 juillet 1962). 23 oppositions ont été présentées dans le délai voulu.

Le tracé de cette route de déviation a été fixé dans le remaniement parcellaire Ferenbalm-Wallenbuch, par lequel est aussi réservé le terrain nécessaire à la construction de la route. Tout d'abord, le plan de voirie déposé prévoyait l'introduction de la route de Neuchâtel à niveau. Cette embouchure se trouvant à proximité d'un sommet, les conditions de visibilité sont mauvaises à cet endroit. Entre les hm 12 à 18, la route a partiellement dû être élevée sur une digue d'environ 5 m de haut pour obtenir une distance de visibilité quelque peu suffisante. La distance de visibilité de chaque côté de l'embouchure a pu être ainsi augmentée à 220 m. Comme sur le tronçon déjà exécuté près du pont de Gümmenen, il a été prévu une largeur de la chaussée de 7 m et une piste cyclable de 1 m de chaque côté.

Ainsi qu'il appert des oppositions, la population et le conseil communal de Ferenbalm ont vivement protesté contre l'établissement d'une digue près de Rizenbach, et ils exigent une solution sans bifurcation. Or il résulte de l'étude d'une telle solution que les frais généraux sont à peu près du même montant que ceux d'une solution à niveau, attendu que la haute digue, pour laquelle il faudrait amener le matériel, peut être supprimée. En outre, une solution sans bifurcation permet une réduction de la chaussée de 9 à 7,5 m comme projeté au début. Les cyclistes n'ont plus besoin d'utiliser la route principale, mais peuvent circuler sur l'ancienne route cantonale. La majorité des oppositions ont été retirées à la condition que la bifurcation et la digue soient supprimées. La solution sans bifurcation présente de notables avantages par rapport à un aménagement à niveau; elle doit être approuvée.

Le projet a tenu compte d'une séparation complète de la circulation agricole et routière. C'est pourquoi il y a lieu de construire sur voie un chemin vicinal à proximité du Zelgli, qui reçoit en même temps le trafic venant de la route communale de Wallenbuch. Le chemin sur voie avec raccordement au nord se fait aux frais de la construction de la route, tandis que la continuation en direction sud est exécutée par le syndicat d'améliorations foncières. A Biberen, il sera aménagé un passage sous voie pour la circulation agricole et locale. Les chemins vicinaux nécessaires le long de la route cantonale sont tous aménagés par le syndicat d'améliorations foncières. Ce procédé a pu être retenu parce que c'est ce syndicat qui est à l'origine de la construction de la route de déviation du fait du remaniement parcellaire.

Les oppositions suivantes ont été présentées pendant le délai imparti:

- 1^o Aebischer Ida, Rizenbach, représentée par M^e Bernhard, Laupen
- 2^o Steiner Ernst, Kleingümnenen, représenté par M^e Bernhard, Laupen
- 3^o Forces motrices bernoises SA, Berne
- 4^o Heiniger Emma, Biberen
- 5^o Communauté de Biberen
- 6^o Rytz Walter, Biberen, représenté par M^e Bernhard, Laupen
- 7^o Ramstein E. et G., Rizenbach
- 8^o Mäder Alfred, Vogelbuch
- 9^o Conseil communal de Ferenbalm
- 10^o Guggisberg Ernst, Biberen
- 11^o Siegrist Robert, Laupen
- 12^o Fromagerie de Biberen
- 13^o Ramstein, frères et sœurs
- 14^o Hirsig Fritz, Biberen
- 15^o Rytz Josephine et ses enfants, Biberen
- 16^o Reber Ernst, Biberen
- 17^o Communauté de Rizenbach/Vogelbuch
- 18^o Communauté de Rizenbach
- 19^o Balsiger Fritz, Rizenbach, représenté par M^e Ernst Bernhard, Laupen
- 20^o Herren Fritz, Rizenbach
- 21^o Schick Hermann, Biberen
- 22^o Lerch Fritz, Biberen
- 23^o Etter Fritz, Biberen

Les oppositions N^{os} 2 à 9, 11 à 14, 17, 18, 20, 22 et 23 constituent des réserves de droit ou ont été commuées en réserves de droit au cours de la procédure d'opposition. Les oppositions maintenues comme telles appellent les remarques suivantes:

N^o 1, Dame Ida Aebischer, Rizenbach. L'opposante possède un garage avec distributeur de benzine près de l'embouchure de la route de Neuchâtel. Par la construction de la route de déviation, ce garage (vente de benzine) sera sensiblement compromis et, lors de la procédure d'opposition, il fut désiré une station-service. Pour des raisons de la circulation routière, il ne peut cependant pas être fait droit à ce vœu aujourd'hui. Par lettre du 13 septembre 1962, l'opposante a offert en vente toute son entreprise. Il y aura lieu de revenir là-dessus lors des pourparlers

en vue de l'acquisition du terrain. La présente opposition, qui a le sens d'une réserve de droit, doit être écartée comme non fondée au point de vue du droit public.

N° 10, M. Ernst *Guggisberg*, Biberen. L'opposant possède un domaine rural à proximité immédiate de la route cantonale actuelle, et il craint de se voir attribuer du terrain de l'autre côté de la route. Cette crainte est confirmée de la part du géomètre chargé du remaniement. Pour des raisons de sécurité du trafic, il ne peut cependant pas être déféré au vœu de pouvoir traverser, au moyen de véhicules agricoles, la route cantonale à l'endroit de la propriété de l'opposant. On peut sans autre exiger de ce dernier qu'il utilise le passage sur voie Zelgli, le détour qui en résulte étant de peu d'importance. Aussi bien le Service cantonal des améliorations foncières que le géomètre chargé du remaniement parcellaire sont de cet avis. L'opposition doit partant être écartée.

N° 15, Dame Josephine *Rytz* et ses enfants. L'opposante possède un domaine rural à Biberen. La parcelle actuelle de l'immeuble vient à être coupée au milieu. Par ailleurs, la nouvelle route est tracée immédiatement derrière le bien-fonds. L'intéressée subit sans doute un préjudice par la construction de la route de déviation, qui ne saurait être compensé entièrement, même par l'attribution nouvelle. Cette opposition doit cependant être écartée comme non fondée, la question de l'indemnisation restant ouverte.

N° 16, M. Ernst *Reber*, Biberen. Il allègue que la ligne de construction projetée passe au milieu de son écurie et remise. Mais il faut dire que ce bâtiment se trouve aujourd'hui en partie sur le Biberenbach. Ensuite de cette situation, il ne pourrait être transformé sans autre même sans l'existence de la ligne de construction. Le chemin vicinal entre la grange et la route de déviation projeté par le syndicat d'améliorations foncières peut être établi sans difficultés. Dans l'intérêt de la sécurité du trafic, la suppression de l'interdiction d'accès latéral ne peut être accordée à ce propriétaire. M. Reber possède des projets généraux de construction pour la parcelle N° 1183, sur laquelle il pourra encore être construit même après l'aménagement de la route de déviation. Quant à cette dernière, le mémoire de M. Reber constitue une réserve de droit. Par ailleurs, l'opposition doit être écartée.

N° 19, M. Fritz *Balsiger*, Rizenbach. Le bâtiment d'habitation et de l'économet de l'opposant est situé à proximité immédiate de la route de déviation projetée. Dans son mémoire, il demande que celle-ci soit transférée de 20 m au moins vers le nord. Ceci aurait pour conséquence que la route s'approcherait davantage d'un certain nombre d'autres domaines ruraux. Du point de vue de l'opposant, cette proposition est compréhensible mais, le Syndicat d'améliorations foncières comme le Service des améliorations foncières s'opposent à un pareil transfert parce que le préjudice en résultant serait trop important. L'opposant peut être satisfait de la solution suivante trouvée en commun: Transfert de la Wallenbuchstrasse avec passage sur voie de la nouvelle route cantonale au Zelgli.

N° 21, M. Hermann *Schick*, Biberen. L'opposant est propriétaire du Restaurant Biberenbad. Celui-ci est

aujourd'hui déjà situé à une distance de 250 m de la route cantonale, et ne se trouve dès lors pas directement au bord de cette dernière. L'intéressé craint devoir subir une perte sur le chiffre d'affaires de son entreprise. Mais, d'après des exemples analogues, cette crainte n'est pas justifiée. Même s'il en était autrement, il n'existe aucun droit d'indemnisation. L'opposition doit être écartée au point de vue du droit public.

Comme il s'agit de l'établissement d'une nouvelle route, c'est le Grand Conseil qui statue en vertu de l'art. 22 de la loi du 14 octobre 1934 sur la construction et l'entretien des routes.

Vu ce qui précède, le Grand Conseil

arrête:

1^o Le plan de voirie précité est approuvé, et les oppositions, en tant que non vidées d'une autre manière, sont écartées.

2^o Le préfet de Laupen notifiera le présent arrêté au Conseil municipal de Ferenbalm et aux opposants.

Direction des chemins de fer

7114. Crédits pour l'année 1963 selon l'arrêté populaire du 5 juillet 1959.

Le Grand Conseil alloue les crédits suivants:

1^o A part les fonds mis à disposition par l'Etat sur la base des arrêtés du Grand Conseil et des accords avec la Confédération, fr. 1 460 000.— à charge de la rubrique budgétaire 2200 945 70 (Subsides pour améliorations techniques);

2^o fr. 1 535 000.— sous rubrique budgétaire 2200 945 60 en faveur de diverses entreprises en vue de la couverture de déficits d'exploitation.

3^o En vue de l'amortissement du capital-obligations des Chemins de fer de l'Oberland (BOB), un montant de fr. 2 125 000.— et en faveur de l'Emmental-Berthoud-Thoune (EBT) fr. 500 000.— à charge de la rubrique budgétaire 2200 945 90. Le montant de francs 2 125 000.— concernant le BOB est transféré au compte spécial de l'Etat.

4^o Le Conseil-exécutif est autorisé à procéder au versement des montants prévus sous chiffres 1 à 3 ci-dessus, sur la base de conventions à conclure avec la Confédération, les cantons voisins et les entreprises en cause.

Direction des forêts

6494. Chemin forestier; subvention cantonale.

En application de l'ACE N° 21 du 6 janvier 1961, le Grand Conseil alloue en faveur du projet de chemin forestier «Oberwald, III^e section» de la commune bourgeoise de **Blumenstein** (N° 724 du contrôle fédéral), approuvé par le Conseil fédéral le 28 août 1962,

dont le devis des frais présente un total de francs 380 000.—, une subvention cantonale de 28 %, imputable sur la rubrique budgétaire 2300 937, fr.
mais au maximum de 106 400.—
Subvention fédérale assurée:

32 %, soit au maximum 121 600.—

Total des subventions fédérale et cantonale 228 000.—

Délai pour l'exécution des travaux: fin 1966.

Il se recommande de consulter, quant à la possibilité de l'application de méthodes modernes de stabilisation, M. Viktor Kuonen, spécialiste auprès de la chaire EPF de la statique des constructions.

Les subsides seront versés selon les crédits disponibles sur le vu de décomptes partiels.

En acceptant les subventions fédérale et cantonale, la commune bourgeoise de Blumenstein s'engage à maintenir constamment le nouveau chemin en bon état.

6954. Chemin forestier; financement.

Le projet de chemin forestier «Giebelelegg I» (N° VII 1018/732) dans la forêt domaniale Giebelelegg, commune de Rüti près Riggisberg, est financé comme suit:

Devis fr. 90 000.—

Subvention fédérale assurée
(1 octobre 1962) 25 % 22 500.—

Solde 67 500.—

Le solde est imputable sur la rubrique 2310 745 2. Des montants partiels figureront aux budgets des années 1963 à 1966.

En acceptant la subvention fédérale, le canton de Berne s'engage à maintenir constamment le nouveau chemin en bon état.

Direction de l'agriculture

7129. Améliorations foncières; alimentation en eau du Clos du Doubs, commune d'Epauvillers, Epiquez, Montenol, Montmelon; subvention.

Les communes du Clos du Doubs se sont réunies en un syndicat d'alimentation en eau (président: M. R. Marchand, maire, Epiquez; secrétaire: M. P. Cheignet, Montenol), en vue de réaliser un projet d'alimentation en eau comprenant tout le Clos du Doubs. L'entreprise comprend la pose d'environ 18 km de conduites (calibre 50 à 125 mm, tuyaux en acier, fonte et éternit), l'agrandissement de la station de pompage existante de St-Ursanne, la construction d'un réservoir d'une contenance de 400 m³ et de 2 réservoirs ayant chacun une contenance de 300 m³ (dont l'un avec station de pompage d'Epauvillers) ainsi que des abreuvoirs de pâturage.

Le syndicat demande une subvention en faveur de ce projet au devis de fr. 1 700 000.—.

Sur la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil alloue pour les frais de cette entreprise, dûment justifiés et admis pour le calcul des subventions, les subventions suivantes:

| | |
|--|------------------------|
| a) Sur le crédit pour améliorations foncières (Compte 2410 937), une subvention de 32,5 % du montant de fr. 1 700 000.—, au maximum | fr. 552 500.— |
| b) Sur le crédit de la Direction des travaux publics (Compte 2110 949 20, Subvention pour installations d'alimentation en eau et d'épuration des eaux résiduaires) une subvention de 10 % sur un montant de fr. 1 370 000.—, au maximum | 137 000.— 689 500.— |

Au cas où les frais donnant droit à subvention ou le subside fédéral seraient arrêtés à un montant inférieur, le subside de l'Etat imputable sur le crédit pour améliorations foncières sera fixé au même montant que celui de la Confédération.

Les travaux seront mis en chantier dans les 6 mois à partir de la délivrance du permis de bâtir.

La subvention cantonale est allouée sous réserve de l'observation des conditions générales de subventionnement de la Direction de l'agriculture de septembre 1961.

7131. Améliorations foncières; fromagerie de Horn, commune de Sumiswald; subvention.

Le Syndicat laitier et fromager de Horn demande une subvention en faveur de la reconstruction de la fromagerie, au devis de fr. 407 000.—.

Le Grand Conseil alloue à charge de la rubrique 2410 947 1, à la condition qu'il soit construit un toit en bâtière, une subvention de 25 %, mais au maximum de fr. 65 000.—, pour les frais suivants: fr.

| | |
|--|------------------|
| Fromagerie | 131 000.— |
| Pompe à eau | 9 000.— |
| Aménagement des abords, etc. | 2 400.— |
| Quote-part des honoraires | 18 600.— |
| Renchérissement | 6 000.— |
| Captage de la fontaine et réservoir | 15 000.— |
| Installation de fromagerie et monte-charge | 78 000.— |
| | <u>260 000.—</u> |

Au cas où les frais donnant droit à subvention ou le subside fédéral seraient arrêtés à un montant inférieur, le subside de l'Etat sera fixé au même montant que celui de la Confédération.

Les travaux seront mis en chantier dans les 6 mois à partir de l'obtention du permis de bâtir.

La subvention cantonale est allouée sous réserve de l'observation des conditions générales de la Direction de l'agriculture de septembre 1961 et des prescriptions concernant la construction de bâtiments ruraux.

Le décompte sera présenté jusqu'en avril 1964 au plus tard.

7132. Améliorations foncières; fromagerie de Renan.

Le Syndicat laitier et fromager de Renan demande une subvention en faveur des frais de transformation de la fromagerie, au devis de fr. 349 900.—.

Le Grand Conseil alloue à charge de la rubrique 2410 947 1 une subvention de 25 %, mais au maximum de fr. 65 500.—, compte tenu du renchérissement, pour les frais suivants:

| | fr. |
|---|------------------|
| Fromagerie | 137 275.— |
| Quote-part des honoraires | 10 725.— |
| Aménagement des abords, etc. | 2 000.— |
| Installations de la fromagerie et monte-charge | 103 970.— |
| Quote-part des honoraires | 8 030.— |
| | <u>262 000.—</u> |

Au cas où les frais donnant droit à subvention ou le subside fédéral seraient arrêtés à un montant inférieur, le subside de l'Etat sera fixé au même montant que celui de la Confédération.

Les travaux seront mis en chantier dans les 6 mois à partir de l'obtention du permis de bâtir.

La subvention cantonale est allouée sous réserve de l'observation des conditions générales de la Direction de l'agriculture de septembre 1961 et des prescriptions concernant la construction de bâtiments ruraux.

Le décompte sera présenté jusqu'en avril 1964 au plus tard.

Direction des œuvres sociales**7100. Subside de construction et d'aménagement.**

En application de l'art. 139 de la loi du 3 décembre 1961 sur les œuvres sociales, le Grand Conseil alloue à l'«Institut St-Germain» à Delémont, pour la construction d'une halle de gymnastique et de locaux pour les travaux manuels, ainsi que pour l'acquisition du mobilier dans son foyer d'éducation, dont le devis des frais s'élève à fr. 370 000.—, un prêt de fr. 200 000.— sans intérêts.

La société garantira par une hypothèque la créance de l'Etat résultant du prêt.

La dépense est imputable par moitié sur le compte 2500 949 20 (Divers subsides de construction) et sur les budgets de l'Etat des années 1963 et 1964.

Après l'achèvement des travaux, il sera présenté à la Direction des œuvres sociales un décompte détaillé accompagné des pièces justificatives, des plans d'exécution mis au point et des contrats d'entreprise dûment timbrés à conclure pour les commandes qui dépassent fr. 2000.—.

7101. Subside de construction et d'aménagement.

En application de l'art. 139 de la loi du 3 décembre 1961 sur les œuvres sociales, le Grand Conseil alloue au **foyer d'éducation pour jeunes filles «Weissenheim» à Berne** pour la construction d'un foyer, dont le devis des frais s'élève à fr. 2 022 300.—, un prêt sans intérêts de fr. 674 100.— au maximum, payable selon l'avancement des travaux. Il sera tenu compte des suggestions et possibilités d'économie présentées par le Service cantonal des bâtiments.

Le prêt est accordé à la condition que l'établissement garantisse la créance de l'Etat au moyen d'une hypothèque.

La dépense est imputable par moitié sur le compte 2500 949 20 (Divers subsides de construction) et sur les budgets de l'Etat des années 1963 et 1964.

Après l'achèvement des travaux, il sera présenté à la Direction des œuvres sociales un décompte détaillé accompagné des pièces justificatives, des plans d'exécution mis au point et des contrats d'entreprise dûment timbrés devant être conclus pour les commandes qui dépassent fr. 2000.—.

Direction des affaires sanitaires**6145. Subvention cantonale en faveur des frais d'exploitation pour l'année 1961 du Sanatorium populaire pour les affections rhumatismales à Loèche-les-Bains.**

Le compte d'exploitation dudit établissement boucle pour l'année 1961 (1^{er} juillet au 31 décembre 1961) par un déficit total de fr. 348 569.02, qui doit être couvert par les cantons fondateurs. Les jours de pension de la division générale s'élèvent à 12 001, dont 2809 pour les patients du canton de Berne, soit 23,4 %.

En application des art. 1 et 5, ch. 2, de la loi du 3 mars 1957 portant création de ressources financières pour lutter contre la tuberculose, la poliomyélite, les affections rhumatismales et d'autres maladies de longue durée, ainsi que du décret du 21 novembre 1956 concernant les subsides de l'Etat en faveur de la lutte contre ces maladies, la subvention cantonale en faveur des frais d'exploitation pour 1961 du Sanatorium populaire pour les affections rhumatismales à Loèche-les-Bains est fixée à 23,4 % du déficit total, soit à fr. 81 587.—.

Déduction faite de l'avance de fr. 25 000.— versée en 1961 à charge du compte 1400 944 90 (ACE 2754 du 5 mai 1961), il reste à payer un solde de francs 56 587.—, imputable comme suit:

| | |
|---|-----------------|
| | fr. |
| a) compte 2.7 1400 1 (créditeurs 1961) | 25 000.— |
| b) crédit courant pour 1962 sur le compte 1400 944 90 «Subventions pour la lutte contre les affections rhumatismales» . . . | 31 587.— |
| | <u>56 587.—</u> |

La part du canton de Berne au déficit dûment établi du compte d'exploitation de 1961 est ainsi entièrement couverte.

Affaires de Directions

II^e Série

(Propositions du Conseil-exécutif)

| Directions | Page |
|----------------------------|-------------|
| Economie publique | 568 |
| Finances | 568 |
| Instruction publique | 569 |
| Travaux publics | 573 |
| Agriculture | 576 |
| Œuvres sociales | 577 |
| Affaires sanitaires | 578 |

Direction de l'économie publique

7288. Continuation de l'action d'encouragement de la construction de logements à caractère social.

Le Grand Conseil prend connaissance, en l'approuvant, du rapport de la Direction de l'économie publique, que lui transmet le Conseil-exécutif, selon lequel l'action d'encouragement de la construction de logements à caractère social doit être poursuivie sur la base de l'arrêté populaire du 7 décembre 1958 et dans le cadre du crédit alloué jusqu'au 31 décembre 1964 (décision des Chambres fédérales du 23 mars 1962 prorogeant la durée de validité de l'arrêté fédéral en la matière).

Direction des finances

7261. Cession d'un bien curial.

Vu la requête de la paroisse évangélique réformée de Sutz, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil:

1^o Le bien curial de Sutz, feuillet N° 1 du registre foncier, commune de Sutz-Lattrigen, comprenant la cure N° 80, la grange N° 80A, la buanderie N° 80B, avant-places, cours, jardin et verger, d'une contenance de 70,45 a, valeur officielle fr. 52 800.—, est cédé gratuitement à la paroisse de Sutz en toute propriété.

2^o Une somme de fr. 130 000.— est versée en outre à la paroisse de Sutz en vue de travaux de réparation et de rénovation nécessaires, ainsi que de la prise en charge de l'entretien à l'avenir.

3^o La dépense est mise à charge de la rubrique budgétaire 1800 949 de l'exercice 1963.

4^o L'acte de cession qui sera passé entre la Direction des finances et la paroisse de Sutz sera soumis à l'approbation du Conseil-exécutif.

7262. Ratification d'acte.

Le Grand Conseil ratifie l'acte de vente du 28 septembre 1962, par lequel l'Etat acquiert à titre préventif de M. Ernst **Schneeberger-Jaggi**, agriculteur à Bütigen, pour le prix de fr. 1 200 000.— le domaine qu'il possède dans la commune de Bütigen, comprenant: ferme N° 42, maison d'habitation N° 42A, remise à chars N° 42B et poulailler N° 42E, assurés contre l'incendie pour fr. 131 900.—, ainsi que 3 parcelles de terrain N°s 804, 806 et 808 d'une contenance totale de 16,9932 ha, et 5 parcelles de forêt N°s 590, 591, 592, 593 et 595 plus la parcelle de forêt N° 647 sise dans la commune de Dotzigen, de 3,8573 ha au total. L'estimation officielle est de fr. 158 730.—.

Direction de l'instruction publique

7200. Subvention.

La commune de **Rüschegg** demande une subvention pour la construction d'une maison d'école à **Hirschhorn**. Le devis des travaux s'élève à fr. 995 000.—. Le prix du m³ est évalué à fr. 121.20 pour la maison d'école et à fr. 144.50 pour la maison d'habitation du corps enseignant.

Le projet prévoit les locaux suivants: 2 salles de classe, local pour les travaux manuels, cuisine scolaire, salle de théorie, salle d'ouvrages, salle des maîtres/poste sanitaire, halle de gymnastique, local pour les engins, ainsi qu'une place de gymnastique, douches avec vestiaire, les locaux accessoires nécessaires, WC, vestiaires; maison d'habitation pour le corps enseignant comprenant 2 logements jumelés à 4 chambres avec les dépendances usuelles.

Le devis des travaux se répartit comme suit:

| | |
|--|------------------|
| Frais de construction y compris honoraires | fr. |
| d'architecte pour la maison d'école et | |
| la halle de gymnastique | 642 692.45 |
| Place de gymnastique, place pour les | |
| engins, engins de gymnastique mobiles, | |
| piste de course, clôture | 43 084.35 |
| Aménagement des abords, fosse de | |
| décantation, etc. | 35 691.75 |
| Mobilier scolaire | 17 000.— |
| Etablis et outils pour l'enseignement | |
| des travaux manuels | 16 039.— |
| Intérêts de construction, émoluments | |
| et imprévu | 38 000.45 |
| | <u>792 508.—</u> |
| Maison d'habitation pour le corps | |
| enseignant comprenant 2 logements | |
| jumelés à 4 chambres | 202 492.— |
| | <u>995 000.—</u> |

| | | |
|-------------------------------------|--------------------|------------------|
| N'entrent pas en considération | | |
| pour la subvention ordinaire: | fr. | fr. |
| Mobilier scolaire | 17 000.— | |
| Etablis et outils pour | | |
| travaux manuels | 16 039.— | |
| Parafoudre | 1 503.— | |
| Installations électr. et réservoirs | | |
| pour cantonnement militaire ... | 2 660.— | |
| Radio HF, installation de haut- | | |
| parleur, tondeuse pour pelouse . | 1 460.— | |
| Frais suppl. maison d'habitation | | |
| pour le corps enseignant | | |
| (limite = 2 fois fr. 76 000.— = | | |
| fr. 152 000.—) | 50 492.— | 89 154.— |
| | <u>Reste</u> | <u>905 846.—</u> |

Le Grand Conseil alloue en faveur de la réalisation de ce projet:

- 1^o Pour les frais de fr. 905 846.— une fr.
subvention ordinaire de 50 %
(compte 2000 939 1) 452 923.—
- 2^o Pour les frais de fr. 862 761.65
(fr. 905 846.— moins fr. 43 084.35 pour
les installations de gymnastique
en plein air) une subvention supplé-
mentaire de 24 % (compte 2000 939 1) .. 207 063.—
- 3^o Pour les frais de fr. 17 000.— du
mobilier scolaire une subvention

| | |
|---|------------------|
| extraordinaire de 50 % | fr. |
| (compte 2000 939 1) | 8 500.— |
| 4 ^o Pour les frais de fr. 16 039.— des établis et outils pour travaux manuels une subvention de 50 % | |
| (compte 2002 930 1) | 8 020.— |
| total maximum | <u>676 506.—</u> |

Ces subventions sont allouées aux conditions suivantes:

Lors de la présentation du décompte final, il y aura lieu de renseigner sur l'affectation donnée à l'ancienne maison d'école, une réduction de la subvention étant réservée selon la nature de cette affectation.

Si le devis actuel venait à être dépassé, l'Etat n'accorderait une subvention complémentaire qu'au cas où ce dépassement résulterait d'augmentations de salaires ou du prix des matériaux qui ne pouvaient pas être prévues.

Dans le décompte, les divers postes seront indiqués de façon précise et séparément selon la spécification du présent arrêté.

Le versement de la subvention interviendra après l'exécution complète des travaux, sur le vu d'un décompte détaillé, accompagné des pièces justificatives quittancées, des contrats d'entreprise dûment timbrés et des plans d'exécution avec devis.

Pour l'aménagement des fosses de décantation et des canalisations, on observera les dispositions des art. 112, 114 et 138 de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux, ainsi que les art. 7 à 15, 29, 30 et 63 de l'ordonnance cantonale du 4 janvier 1952 concernant les installations d'alimentation en eau potable et des eaux usées.

Les travaux seront adjugés conformément aux principes de l'ordonnance cantonale sur les adjudications du 16 janvier 1934 (modifiée les 5 septembre 1941, 27 novembre 1945 et 11 avril 1947).

On donnera la préférence aux matériaux et objets manufacturés indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et d'un prix équitable.

L'installation du chauffage au mazout devra répondre aux dispositions de l'ordonnance du Conseil-exécutif du 11 juillet 1952 concernant la construction et l'exploitation des installations de chauffage à l'huile et l'emmagasiner des huiles destinées à ces installations.

7202. Subventions.

La commune de **Plagne** se propose de construire une nouvelle maison d'école et d'aménager une place de gymnastique. Le bâtiment comprend: au sous-sol, une salle de classe, une salle de travaux manuels, le chauffage, la buanderie, deux caves; au rez-de-chaussée, deux salles de classe, le vestiaire, la bibliothèque et salle des maîtres, les WC pour filles et garçons; à l'étage supérieur, un logement de quatre chambres et un logement de trois chambres pour le corps enseignant, avec cuisine, salle de bain et WC. La Direction des travaux publics a examiné ce projet. Elle l'approuve, sous réserve des deux modifications suivantes:

- la place de récréation et de gymnastique au nord-est de l'école devra être aménagée au niveau de la route;

– le nombre des WC sera augmenté,
le tout conformément aux modifications portées sur
les plans.

La commune de Plagne prendra contact avec la
Direction des travaux publics pour examiner ces mo-
difications en détails.

fr.

Les frais ainsi occasionnés se montent à 350 000.—
dont à déduire les postes suivants:

| | |
|------------------------------------|------------------|
| – démolition de l'ancien bâtiment, | fr. |
| matériel d'éclairage électrique | 7 300.— |
| – mobilier pour les salles | |
| de classe | 10 000.— |
| – place de récréation et de | |
| gymnastique, avec fosse | |
| à sol mou et engins | |
| (près de l'école) | 11 000.— |
| – place de gymnastique avec | |
| place de jeux et engins fixes . | 29 000.— |
| | 57 300.— |
| | <u>292 700.—</u> |

Vu la requête de la commune de Plagne, le Grand
Conseil décide d'octroyer pour ces travaux:

| | |
|--|------------------|
| a) pour le bâtiment scolaire, avec logement | fr. |
| pour le corps enseignant, une | |
| subvention ordinaire de 46 % et une | |
| subvention supplémentaire de 11 %, | |
| en tout donc une subvention (compte | |
| 2000 939 1) de 57 % de fr. 292 700.—, | |
| soit au maximum | 166 839.— |
| b) pour les places de gymnastique et de | |
| jeux et les engins fixes (fr. 11 000.— | |
| plus fr. 29 000.—), une subvention ordi- | |
| naire (compte 2000 939 1) de 46 % de | |
| fr. 40 000.—, soit au maximum | 18 400.— |
| | <u>185 239.—</u> |
| c) pour le mobilier scolaire, une subvention | |
| extraordinaire (compte 2000 939 2) | |
| de 30 % de fr. 10 000.—, | |
| soit au maximum | 3 000.— |

En cas de dépassement du devis, une augmentation
de subvention ne sera accordée que si le surplus de la
dépense est dû à une élévation inattendue des salaires
et des prix des matériaux.

Les travaux seront adjugés selon les principes fixés
par l'ordonnance cantonale du 16 janvier 1934 (modi-
fiée par les ordonnances des 5 septembre 1941, 27 no-
vembre 1945 et 11 avril 1947) concernant l'adjudica-
tion de travaux ou fournitures de l'Etat. On donnera
la préférence aux matériaux et objets manufacturés
indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et
d'un prix équitable, et il sera fait mention de leur
provenance dans le décompte.

Pour les canalisations sont applicables les art. 112,
114 et 138 de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisa-
tion des eaux, ainsi que les art. 7 à 15, 29, 30 et 63 de
l'ordonnance cantonale du 4 janvier 1952 concernant
les installations d'alimentation en eau potable et des
eaux usées.

La subvention sera versée après l'achèvement des
travaux et après réception et vérification du décompte
détaillé, accompagné des factures acquittées, des con-
tracts d'entreprise dûment estampillés, du devis, ainsi
que des plans du projet et des plans d'exécution.

7203. Subvention.

La commune de **Niedermuhlern** demande une subvention en vue de la construction d'une maison d'habitation pour le corps enseignant comprenant 2 logements avec les dépendances usuelles. Le devis ascende à fr. 219 000.— et le prix du m³ à fr. 147.—.

fr.

Sur les frais totaux de 219 000.—
n'entrent pas en considération
pour la subvention:

| | |
|---|------------------|
| Quote-part fosse de décantation | fr. |
| maison d'école | 4 000.— |
| Quote-part canalisation | |
| maison d'école | 4 000.— |
| Différence entre buanderie ordinaire et machine à laver automatique | 500.— |
| Chauffage de la bâtisse | 600.— |
| Armoires frigorifiques | 1 200.— |
| Dépenses en plus de la limite des frais | 68 700.— |
| | 79 000.— |
| | <u>140 000.—</u> |

Le Grand Conseil alloue en vue de la réalisation de ce projet, pour les frais de fr. 140 000.—, une subvention ordinaire de 44 % et une subvention supplémentaire de 10 %, soit 54 %, mais au maximum francs 75 600.—, imputable sur le compte 2000 939 1.

Conditions:

Dans le décompte, les divers postes seront indiqués de façon précise et séparément selon la spécification du présent arrêté.

Le versement de la subvention interviendra après l'exécution complète des travaux, sur le vu d'un décompte détaillé, accompagné des pièces justificatives quittancées, des contrats d'entreprise dûment timbrés et des plans d'exécution avec devis.

Pour l'aménagement des fosses de décantation et des canalisations, on observera les dispositions des art. 112, 114 et 138 de la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux, ainsi que les art. 7 à 15, 29, 30 et 63 de l'ordonnance cantonale du 4 janvier 1952 concernant les installations d'alimentation en eau potable et des eaux usées.

Les travaux seront adjugés conformément aux principes de l'ordonnance cantonale sur les adjudications du 16 janvier 1934 (modifiée les 5 septembre 1941, 27 novembre 1945 et 11 avril 1947).

On donnera la préférence aux matériaux et objets manufacturés indigènes, s'ils sont d'une qualité irréprochable et d'un prix équitable.

L'installation du chauffage au mazout devra répondre aux dispositions de l'ordonnance du Conseil-exécutif du 11 juillet 1952 concernant la construction et l'exploitation des installations de chauffage à l'huile et l'emmagasiner des huiles destinées à ces installations.

Direction des travaux publics

7233. Bure, subvention de l'Etat pour l'aménagement de la canalisation.

Sur proposition du Conseil-exécutif et en application de la loi du 26 janvier 1958 concernant les subventions de l'Etat en faveur de l'aménagement des routes communales importantes, le Grand Conseil alloue à la commune de **Bure** pour les frais d'établissement de la canalisation de la route communale Bure — Fahy les subventions suivantes, imputables sur la rubrique budgétaire 2110 939 (Subventions aux communes):

| | |
|--|-----------------|
| a) Canalisation, y compris les puits d'aménée dans la route communale (longueur 427 m; diamètre 30 cm; devis fr. 138 000.—) une subvention d'un tiers, mais au maximum de | fr. 46 000.— |
| b) Conduite principale entre la route communale et l'installation d'épuration des eaux résiduaires (puits N ^o 22 jusqu'au N ^o 100; longueur env. 2,4 km; devis fr. 409 000.—) une subvention de 10 %, mais au maximum de | 40 900.— |
| | <u>86 900.—</u> |

Cette subvention est allouée aux conditions suivantes:

1^o Les travaux seront adjugés conformément à l'ordonnance cantonale sur les adjudications et ils devront être exécutés selon le projet présenté et sous la surveillance de l'ingénieur en chef d'arrondissement. Le contrat d'entreprise sera soumis à ce dernier en vue de sa ratification.

2^o La canalisation reste propriété de la commune, qui s'engage à l'entretenir à ses propres frais. L'Etat est autorisé à déverser dans la canalisation communale en tout temps et sans indemnisation des eaux résiduaires provenant de routes cantonales.

3^o Le montant de la subvention sera versé après l'exécution des travaux sur le vu d'un décompte accompagné des pièces justificatives.

7234. Urtenen; subvention de l'Etat pour l'aménagement de la route du Sand (ancienne route du Grauholz).

En application des art. 26 et 45 de la loi du 14 octobre 1934 sur la construction et l'entretien des routes, le Grand Conseil alloue à la commune d'Urtenen une subvention de 40 %, mais de fr. 120 000.— au maximum, imputable sur la rubrique 2110 939 (Subventions de l'Etat aux communes) pour les frais au devis de fr. 300 000.— en chiffre rond, de l'aménagement de son tronçon d'une longueur approximative de 895 m de la route communale entre la route principale et la limite communale Urtenen/Moosseedorf près du «Sand» (sans acquisition du terrain, trottoir et transfert de conduites).

Il est en outre alloué à la commune, au lieu de la réfection de la route non goudronnée, après l'achèvement de l'autoroute, une quote-part des frais de francs 4000.— imputable sur la rubrique 2110 712 40 (Routes nationales).

Conditions :

1^o Les travaux seront adjugés conformément à l'ordonnance cantonale sur les adjudications et ils devront être exécutés selon les plans présentés et sous la surveillance de l'ingénieur en chef d'arrondissement. Le contrat d'entreprise sera soumis à ce dernier en vue de sa ratification.

2^o La chaussée sera aménagée sur une largeur de 6 m.

3^o La subvention et la part de fr. 4000.— seront versées après l'exécution des travaux sur le vu d'un décompte accompagné des pièces justificatives et d'une déclaration certifiant que les mutations de terrain ont été portées au registre foncier.

7235. Tavannes; indemnité pour bâtiment; subvention.

Sur la proposition du Conseil-exécutif, vu les art. 23 et 45 de la loi du 14 octobre 1934 sur la construction et l'entretien des routes, et le décret du 23 novembre 1950 portant réduction de la part des communes aux frais d'aménagement des routes principales, il est alloué à la commune de Tavannes pour l'achat au prix de fr. 232 400.— (sans le terrain) et la démolition du moulin Aerni, sis Grand'Rue 26 à Tavannes, un subside de l'Etat de 50 %, mais au maximum de francs 116 200.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2110 939 (Subventions aux communes).

Cette subvention est accordée aux conditions suivantes:

1^o Les frais du terrain (fr. 30 000.—) ne sont pas pris en considération dans le calcul de la subvention. Après l'aménagement de la route, le terrain nécessaire à l'élargissement de la chaussée sera subventionné en vertu du décret précité.

2^o Le subside de l'Etat sera versé sur le vu d'un décompte accompagné des pièces justificatives après démolition de la maison et complète évacuation de la zone où les constructions sont interdites.

3^o Une éventuelle subvention fédérale en vue de l'achat et de la démolition du moulin Aerni sera partagée par moitié entre l'Etat et la commune après l'aménagement de la route.

7237. Crédit.

Les crédits suivants sont alloués en faveur de la restauration de l'Eglise des Jésuites à Porrentruy en vue d'en faire une aula pour l'Ecole cantonale à charge de la rubrique budgétaire 2105 705 1

| | |
|---------------------------------------|------------------|
| (constructions et transformations) | fr. |
| des Travaux publics | 907 000.— |
| à charge de la rubrique budgétaire | |
| 2008 770 (Ecole cantonale Porrentruy, | |
| acquisition de mobilier) | |
| de l'Instruction publique | 23 000.— |
| Total | <u>930 000.—</u> |

La subvention attendue de la Confédération et la contribution de la commune de Porrentruy seront portées aux recettes des comptes 2105 409 (subven-

tions fédérales pour le compte de l'Etat) et 2105 449 (subventions des communes pour le compte de l'Etat).

Dans le décompte de construction devra être présentée la justification d'un renchérissement des frais de construction pouvant résulter des augmentations des salaires ou des matériaux. Le Conseil-exécutif est autorisé à octroyer à cet effet le crédit supplémentaire voulu.

7238. Crédit.

Les crédits suivants sont alloués en faveur des rénovations et transformations à apporter au bâtiment principal de l'Ecole d'agriculture de Schwand à Münsingen:

| | |
|--------------------------------------|------------------|
| à charge de la rubrique budgétaire | fr. |
| 2105 705 1 des Travaux publics | 594 100.— |
| à charge de la rubrique budgétaire | |
| 2420 770 1 (acquisition de mobilier) | |
| de l'Agriculture | 29 900.— |
| Total | <u>624 000.—</u> |

Dans le décompte de construction devra être présentée la justification d'un renchérissement des frais de construction pouvant résulter des augmentations de salaires ou de matériaux. Le Conseil-exécutif est autorisé à octroyer à cet effet le crédit supplémentaire voulu.

7239. Crédit.

Un crédit de fr. 950 915.— est alloué en faveur de l'agrandissement et de la transformation de l'Institut dentaire de l'Université de Berne:

| | |
|---|------------------|
| à charge de la rubrique budgétaire | fr. |
| 2105 705 1 (constructions et transformations) des Travaux publics | 555 400.— |
| à charge de la rubrique budgétaire | |
| 2005 770 (acquisition de mobilier) | |
| de l'Instruction publique | 395 515.— |
| Total | <u>950 915.—</u> |

Dans le décompte de construction devra être présentée la justification d'un renchérissement des frais de construction pouvant résulter des augmentations de salaire ou de matériaux. Le Conseil-exécutif est autorisé à octroyer à cet effet le crédit supplémentaire voulu.

7240. Laufon, collecteur Röschenz – Laufon, puits 27 à 33, collecteur route de Delémont – Vorstadtplatz, puits RA 12 à A 1, subvention; N° 55 J 56.

Vu la loi du 3 décembre 1950 sur l'utilisation des eaux, l'ordonnance du 9 septembre 1952 concernant les principes et la fixation des prestations de l'Etat en faveur d'installations d'alimentation en eau et d'épuration des eaux résiduaires, le Grand Conseil alloue à la commune de Laufon, pour les frais des collecteurs Röschenz – Laufon et route de Delémont – Vorstadtplatz, les subventions suivantes, imputables

sur la rubrique budgétaire 2110 949 20 (Subventions pour installations d'alimentation en eau et d'épuration des eaux résiduaires):

| | |
|---|------------------|
| 1 ^o Une subvention de 40 % pour les frais de fr. 110 000.— du collecteur Röschenz – Laufon, puits 27 à 33 | fr. 44 000.— |
| 2 ^o Une subvention de 40 % pour les frais de fr. 276 000.— du collecteur route de Delémont – Vorstadtplatz, puits RA 12 à A 1 | 110 400.— |
| Une subvention de 25 % pour les frais de fr. 34 000.— des déversoirs d'orage près du puits RA 4 et RB 1 | 8 500.— |
| soit au maximum | <u>162 900.—</u> |

Conditions:

1^o La canalisation sera exécutée selon les règles de l'art et conformément aux projets présentés par le bureau d'ingénieurs O. et R. Schmidlin, Laufon. Ce n'est qu'avec l'assentiment de la Direction des travaux publics que des dérogations de principe pourront être apportées au projet.

2^o Les travaux de construction seront adjugés conformément à l'ordonnance cantonale sur les adjudications. L'adjudication devra être approuvée par la Direction des travaux publics.

3^o La Direction des travaux publics sera informée de la mise en chantier et elle sera, en temps utile, invitée avec les entrepreneurs à la réception des ouvrages.

4^o La subvention de l'Etat sera versée après achèvement de l'ouvrage, sur le vu d'un décompte accompagné des pièces justificatives et des plans d'exécution.

5^o La commune de Laufon déclarera, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, si elle accepte les conditions ci-dessus.

Direction de l'agriculture

7210. Action d'élimination en région de montagne en automne 1962; crédit supplémentaire.

1^o La Direction de l'agriculture est autorisée à organiser jusqu'à fin décembre 1962 une action d'élimination dans toute la région de montagne du canton.

2^o La couverture des frais en découlant sera assurée par un crédit supplémentaire de fr. 1 000 000.— alloué à charge du compte 2400 947 3, subvention de l'Etat pour l'encouragement de l'élevage de l'espèce bovine.

7211. Atténuation des dommages causés par le gel aux céréales d'hiver.

1^o Le canton de Berne alloue un subside de fr. 75.— par ha des semis de céréales d'hiver entièrement détruits par le gel l'hiver passé dans le Jura.

2^o Les subsides ne sont versés qu'aux agriculteurs ayant annoncé les dégâts lors de l'enquête effectuée par la Direction de l'agriculture.

3^o Les frais de cette action de secours, au montant de fr. 185 000.—, feront l'objet d'un crédit supplémentaire de l'exercice 1962 à charge du compte 2400 947 10 (Subventions en faveur du développement de l'agriculture en général).

4^o La Direction de l'agriculture est chargée de l'exécution des mesures en vue de l'atténuation des dommages causés par le gel aux céréales d'hiver.

7212. Améliorations foncières; subvention.

La commune mixte de **Guggisberg** demande une subvention pour les frais de l'aménagement du **chemin Mülleren – Zollhaus**, 1^{ère} étape, 1^{er} lot. Les frais de toute la 1^{ère} étape ascendent à fr. 1 010 000.—. Ces deux prochaines années sera construit le 1^{er} lot:

| | |
|--------------------------------------|------------------|
| chemin (longueur 437 m, largeur 3 m, | fr. |
| avec places d'évitement) | 124 000.— |
| pont sur la Singine froide | 186 000.— |
| total | <u>310 000.—</u> |

Le Grand Conseil alloue pour les frais effectifs (admis pour le calcul de la subvention) de cette entreprise une subvention de 35 %, mais au maximum de fr. 108 500.—, imputable sur la rubrique budgétaire 2410 937.

Au cas où les frais donnant droit à subvention ou le subside fédéral seraient arrêtés à un montant inférieur, le subside de l'Etat sera fixé au même montant que celui de la Confédération.

Les travaux de construction devront débiter dans les 6 mois dès l'octroi du permis de bâtir.

Le subside est alloué sous réserve de l'observation des conditions générales de la Direction cantonale de l'agriculture de septembre 1961.

Direction des œuvres sociales

7267. Prêt de construction et d'aménagement.

En application de l'art. 139 de la loi du 3 décembre 1961 sur les œuvres sociales, il est alloué à la fondation **Foyer suisse d'éducation «Bächtelen»**, à **Wabern près Berne**, pour les frais, au devis de fr. 906 400.—, de la reconstruction des bâtiments ruraux, de la construction d'une serre avec couches froides et couches à forcer, ainsi que la rénovation de la buanderie, un prêt sans intérêts, payable selon l'avancement des travaux, de fr. 270 633.—, resp. le maximum versé par l'assurance-invalidité pour des mêmes dépenses. Le prêt est alloué sous la réserve que la fondation garantisse par une hypothèque la créance de l'Etat résultant du prêt.

La dépense est imputable sur la rubrique budgétaire 2500 949 20, Divers subsides de construction, de l'exercice 1963.

Après l'achèvement des travaux, le décompte détaillé, accompagné des pièces justificatives, des contrats d'entreprise dûment timbrés qui doivent être conclus pour les travaux dépassant fr. 2000.— et des plans d'exécution mis au point, devra être présenté à la Direction des œuvres sociales.

Direction des affaires sanitaires

7179. Subvention cantonale pour les frais d'exploitation de l'exercice 1961 du Sanatorium pour tuberculeux de Heiligenschwendi.

Le compte d'exploitation de l'exercice 1961 du susdit établissement pour tuberculeux, qui porte sur un total de 82 352 journées d'entretien (dont 7866 pour asthmatiques) présente, compte tenu de la subvention fédérale de fr. 152 951.95 versée le 21 novembre 1961, un déficit de fr. 456 497.89.

En application de la loi du 3 mars 1957 portant création de ressources financières pour lutter contre la tuberculose, la poliomyélite, les affections rhumatismales et d'autres maladies de longue durée et vu l'art. 28, al. 2, de l'ordonnance du 29 mars 1932 portant exécution des actes législatifs fédéraux et cantonaux sur les mesures contre la tuberculose, il est alloué au Sanatorium bernois pour tuberculeux de Heiligenschwendi, pour ses frais d'exploitation en 1961, une subvention cantonale de fr. 456 497.89 à charge de la rubrique budgétaire 1400 944 50 «Subventions pour la lutte contre la tuberculose».

Comme des acomptes d'un total de fr. 400 000.— ainsi qu'un autre paiement anticipé à charge du compte 2.7 1400 1 ont été effectués sur cette subvention, il reste à verser pour la couverture intégrale du déficit de 1961 une somme de fr. 17 276.89.

7180. Subvention cantonale pour les frais d'exploitation de l'exercice 1961 du Sanatorium pour enfants «Solsana» à Gessenay.

Le compte d'exploitation de l'exercice 1961 du susdit établissement, qui porte sur un total de 21 890 journées d'entretien, présente, compte tenu de la subvention fédérale de fr. 39 400.35 versée le 21 novembre 1961, un déficit de fr. 182 723.10.

Vu l'art. 28, al. 2, de l'ordonnance du 29 mars 1932 portant exécution des actes législatifs fédéraux et cantonaux sur les mesures contre la tuberculose, il est alloué au Sanatorium pour enfants «Solsana» à Gessenay pour ses frais d'exploitation en 1961 une subvention cantonale de fr. 182 723.10 à charge de la rubrique budgétaire 1400 944 50 (Subventions pour la lutte contre la tuberculose). Comme des acomptes d'un total de fr. 150 000.— ont été payés sur cette subvention, il reste à verser, pour la couverture intégrale du déficit de 1961, une somme de fr. 32 723.10.

Rapport adressé par la Direction de l'agriculture

au Conseil-exécutif, à l'intention du Grand Conseil,

concernant une loi

sur les améliorations foncières et les bâtiments agricoles

(6 juillet 1962)

1. Historique et juridiction

La loi sur l'agriculture du 3 octobre 1951 (loi fédérale sur l'amélioration de l'agriculture et le maintien de la population paysanne) contient dans son titre cinquième, aux art. 77 à 95, un chapitre relatif aux améliorations foncières. Ces dispositions sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1955, alors qu'auparavant, le 1^{er} janvier 1954, étaient déjà entrées en vigueur les dispositions d'exécution et les dispositions finales, c'est-à-dire les art. 117 à 123 de la loi. Les art. 77 à 95 contiennent essentiellement des principes généraux, que les cantons devront appliquer comme droit fédéral. A teneur de l'art. 77, al. 2, de la loi sur l'agriculture, les dispositions sur les améliorations foncières s'appliquent aussi à la colonisation agricole prévue à l'art. 92 et aux constructions mentionnées dans les art. 93 et 94 (colonisations, logements pour les domestiques, bâtiments alpestres et étables). Sur la base de la loi sur l'agriculture, le Conseil fédéral a rendu en date du 29 décembre 1954 une ordonnance très importante concernant l'octroi de subsides en faveur des améliorations foncières et des bâtiments ruraux (ordonnance sur les améliorations foncières). Cette ordonnance est entrée en vigueur le 1^{er} février 1955, et elle a été modifiée partiellement en date du 21 décembre 1959. Par l'art. 121 de la loi, le législateur fédéral a remplacé l'art. 703 du CCS par les dispositions suivantes:

«Lorsque les améliorations du sol (corrections de cours d'eau, dessèchements, irrigations, reboisements, chemins, remaniements parcellaires, etc.) ne peuvent être exécutées que par une communauté de

propriétaires, et que les ouvrages nécessaires à cet effet sont décidés par la majorité des intéressés possédant plus de la moitié du terrain, les autres sont tenus d'adhérer à cette décision. Les propriétaires intéressés qui ne prennent pas part à la décision seront réputés y adhérer. L'adhésion sera mentionnée au registre foncier.

Les cantons règlent la procédure. Ils doivent, en particulier pour les remaniements parcellaires, édicter des règles détaillées.

La législation cantonale peut encore alléger l'exécution de telles améliorations foncières et appliquer les prescriptions correspondantes aux terrains à bâtir.»

Pour l'essentiel, ce qui est nouveau:

- a) le texte actuel, formulé de manière plus générale, soit «remaniements parcellaires, etc.» au lieu de «remaniements parcellaires de forêts et de fonds ruraux, etc.»;
- b) il suffit que la majorité des propriétaires intéressés possédant plus de la moitié du terrain en question pour obliger les autres propriétaires à adhérer à la décision;
- c) il est stipulé dans une nouvelle phrase que les propriétaires intéressés qui ne prennent pas part à la décision, seront réputés y adhérer. Enfin ce qui est particulièrement intéressant, c'est que le nouveau texte précise que les cantons règlent la procédure. Ce texte est complété par cette prescription liant les cantons: «Ils doivent, pour les remaniements parcellaires en particulier édicter des règles détail-

lées.» La réglementation fédérale non équivoque exige des cantons qu'ils règlent la procédure, édictent des prescriptions détaillées concernant les remaniements parcellaires. Ici se pose la question de savoir si le canton de Berne a fixé la procédure et prévu la réglementation détaillée pour les remaniements parcellaires, en bref, si la législation bernoise actuellement en vigueur concernant les améliorations foncières et les bâtiments agricoles est suffisante. C'est par la négative qu'il convient de répondre à cette question.

Pour comprendre l'état actuel du droit bernois concernant les améliorations foncières, il convient de rappeler brièvement le développement historique de ce droit.

La loi du 3 avril 1857 concernant l'entretien et la correction des eaux, ainsi que le dessèchement des marais et autres terrains, dont les art. 48 et 49 sont encore formellement en vigueur aujourd'hui, relève entre autres dans son introduction, qu'il n'existe pas de dispositions légales destinées à faciliter le dessèchement des marais et autres terrains. C'est pourquoi il est stipulé à l'art. 40: les corrections d'eaux du domaine privé, qui ont pour conséquence l'abandon total ou partiel, ou une modification notable de l'ancien lit, de même que les dessèchements de marais ou de terrains marécageux, peuvent avoir lieu conformément aux dispositions des articles qui suivent. Ce sont les art. 41 à 53, l'art. 52 concernant principalement le drainage au sens actuel du mot.

Il n'est pas parlé de remaniements parcellaires, inconnus à l'époque, et pour la construction de chemins «nécessaires à la culture et à l'exploitation du terrain», on stipule que ces chemins figureront au plan de dessèchement, aussi bien que les canaux. Un projet de loi bernoise sur l'agriculture fut rejeté par le peuple le 7 mai 1882. Le Grand Conseil, pour remplacer la loi rejetée, édicta le 30 mai 1883 un décret relatif à l'établissement de chemins d'exploitation rurale, avec le motif suivant figurant dans l'introduction: «considérant que le manque de chemins d'exploitation est très préjudiciable à l'agriculture, non seulement en général dans nos contrées agricoles, mais notamment aussi sur les terrains mis à sec de notre canton». C'est dans ce décret de 14 articles qu'apparaissent pour la première fois les termes connus de corporation, de commission et autres. Le décret n'a pas eu grand succès. Un autre projet de loi sur l'agriculture fut à nouveau rejeté par le peuple par votation du 1^{er} mars 1896, lors même qu'après l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur l'agriculture en 1893, des subsides jusqu'à 40 % pouvaient être octroyés pour des améliorations foncières. Un troisième projet de loi sur l'agriculture, établi en 1904 par le bureau cantonal du cadastre sur la base d'une motion au Grand Conseil, ne revient pas à ce dernier, parce que le code civil suisse en préparation prévoyait l'exécution imposée d'améliorations foncières.

Dans le canton, l'introduction du code civil provoqua une activité législative assez considérable, principalement en ce qui concerne la loi introductive du CCS et les décrets s'y rapportant, ainsi que la législation sur le notariat. Le nouveau code civil

fédéral réglant en principe les questions d'améliorations foncières, la plupart des cantons, dont celui de Berne, ont à leur tour réglé dans leurs lois introductives le droit matériel et de procédure concernant les améliorations foncières, à l'exception de quelques cantons, qui ont édicté des lois spéciales dans ce domaine. Sous le titre des droits réels, le canton de Berne règle tout le droit concernant les améliorations foncières en 13 articles, soit les art. 87 à 99 de la loi introductive au CCS. Cette question ne provoqua pas de débats considérables au Grand Conseil, soit qu'elle ne sembla pas spécialement importante, soit qu'elle n'était pas connue, ou encore parce qu'à cette époque on n'avait pas d'idées précises à ce sujet, faute d'expériences, notamment sur la portée des remaniements parcellaires au point de vue juridique et économique. Le rapporteur Jenni déclarait alors au Grand Conseil: «A côté de la commission, il a été prévu un autre organe, la commission d'estimation, qui sera composée de trois membres non intéressés à l'entreprise. Cette commission aura avant tout pour tâche d'estimer le terrain compris dans le périmètre, de déterminer le rendement approximatif de chaque parcelle et de fixer les parts de chaque propriétaire foncier. C'est pourquoi la commission doit être formée de personnes non intéressées, dont l'impartialité ne sera pas mise en doute. En cas de litiges, ceux-ci seront aplanis par la commission.» Le rapporteur ajoute encore qu'en cas de litiges survenant pendant l'exécution de l'entreprise, «c'est d'abord la commission d'estimation, formée de membres non intéressés et connaissant le mieux les circonstances, qui est saisie des affaires qu'elle parviendra à liquider dans la plupart des cas. Si une solution n'intervient pas, l'enquête qu'a menée la commission servira de base au préfet, et éventuellement au Conseil-exécutif.» (Voir procès-verbaux des séances du Grand Conseil 1910, p. 358 et 359.) Le rapporteur de langue française s'exprima de manière identique. La proposition du conseiller d'Etat Scherz de donner à l'art. 89 la teneur suivante: «Dans le but d'une exploitation rurale rationnelle et pour les améliorations foncières...», ne fut pas retenue parce qu'à l'époque il était malaisé de se libérer d'une notion rigide de la propriété.

Mais ce qui est dit en une phrase dans le message du 24 avril 1911 du Grand Conseil concernant la loi introductive du 28 mai 1911 est imprécis et inexact pour l'essentiel. Voici ce texte: «Sur la base des dispositions du code civil, qui favorise dans une forte mesure les améliorations foncières de toutes natures, seront édictées les prescriptions de procédure nécessaires, qui seront observées par les entreprises dont le but est l'exécution de telles améliorations.» C'est précisément cette lacune qui n'a pas été comblée: les prescriptions nécessaires n'ont pas été édictées alors, ni plus tard. Les 13 articles ne contiennent que quelques dispositions, à vrai dire importantes, mais sur d'autres points tout aussi essentiels, la loi est muette. De plus, la plupart des articles ne sont pas nouveaux quant au fond, ni quant à la forme. Presque tous ont été repris textuellement de la loi sur les marais de 1857 et du décret de 1883 sur l'aménagement de chemins ruraux. Or ces textes, pour l'essentiel, ne connaissent les améliorations foncières que sous

forme de drainages et de constructions de chemins. Les articles repris dans cette législation ont été mis à la suite les uns des autres, sans avoir été remaniés pour le but recherché. Ça et là, on a inséré une nouvelle disposition légale concernant les remaniements parcellaires, ceux-ci étant alors en principe réalisables comme entreprises collectives sur la base de l'art. 703 CCS. Seuls sont nouveaux les art. 87, al. 1 et 3, les art. 88, al. 2, 95, 96 et en partie l'art. 99. Toutes les autres règles de droit remontaient alors à 50 et 25 ans et relevaient de conceptions juridiques et économiques dépassées.

En 1912 déjà, et pour les raisons évoquées ci-dessus, les 13 articles précités étaient incompréhensibles pour le profane, et même pour le juriste non initié; ces dispositions ordonnent ce qui est en partie impossible à réaliser, ou elles contiennent des contradictions insolubles. Dès le début, ce fut une loi difficilement applicable, et par laquelle eurent à souffrir les intéressés, les commissions d'estimation, les autorités et les offices d'administration compétents.

Il est évident qu'en présence de telles imprécisions et lacunes du droit, il ait fallu rechercher et employer nombre d'artifices d'interprétation, plus ou moins entachés d'arbitraire. Il est évident aussi qu'une jurisprudence uniforme ne pouvait en résulter.

Le canton de Berne n'a pas fait usage de l'arrêté du Conseil fédéral du 11 février 1941 prévoyant des améliorations foncières extraordinaires en vue d'augmenter la production de denrées alimentaires. Cet arrêté autorisait les gouvernements cantonaux à procéder par voie d'ordonnance à des améliorations foncières; plusieurs cantons firent usage de ce moyen, pour rajeunir leur législation, notamment la procédure lourde et traînante de droit administratif, qui n'était pas adaptée aux améliorations foncières, en particulier aux remaniements parcellaires.

2. Signification des améliorations foncières et des bâtiments agricoles

Les améliorations foncières sont l'une des mesures les plus importantes pour augmenter les moyens de production.

Un extrait de la statistique du canton de Berne montre que pendant la période de 1885 à 1959, ce sont 3731 projets au total qui ont été subventionnés par la Confédération et le canton.

Pour un montant total de constructions subventionnées de 161,8 millions de francs en chiffre rond, la Confédération a versé 50,5 millions de francs de subsides en chiffre rond, et le canton 37,0 millions de francs.

Au cours des dix dernières années, ce sont surtout les projets isolés de drainage et les frais s'y rapportant qui ont fortement diminué.

Les projets d'aménagement de chemins en régions de montagne, s'ils ont diminué quelque peu quant aux longueurs des constructions au cours des dix dernières années, ont par contre fortement augmenté quant aux frais d'exécution. Ils constituent aujourd'hui encore un des moyens les plus importants d'amélioration.

Les projets d'adductions d'eau en régions de montagne ont à nouveau augmenté, et sous le rapport du coût d'exécution, ils dépassent encore les constructions de chemins.

Les remaniements parcellaires dans le Mittelland et le Jura sont en forte augmentation. C'est ainsi que

| | | | | | | | |
|----------------|-------|----|---------|---------|-----|------|----|
| jusqu'en 1940 | | 42 | projets | portant | sur | 4638 | ha |
| de 1940 à 1950 | | 21 | » | » | » | 6702 | » |
| » 1950 » 1959 | | 18 | » | » | » | 8542 | » |

ont été exécutés

Total jusqu'en 1959 19 882 ha

Actuellement, 27 projets portant sur 13 356 ha sont en cours d'exécution.

En ce qui concerne les bâtiments agricoles, il a été construit jusqu'en 1959 entre autres 827 bâtiments alpestres, soit

| | | | | | | |
|----------------|-----|-----|----------|------|-----|-----------|
| de 1940 à 1950 | ... | 116 | ouvrages | pour | fr. | 617 000.— |
| » 1950 » 1959 | ... | 95 | » | » | » | 885 000.— |

Les statistiques montrent qu'un travail considérable a été effectué et est encore à faire dans le domaine des améliorations foncières (voir tableau, page suivante).

Le canton de Berne, encore actuellement le plus grand canton agraire du pays, est fortement en retard sur les autres cantons dans les réalisations de remaniements parcellaires et forestiers.

Une très lourde tâche devra être accomplie au cours des prochaines années, avant tout en ce qui concerne les remaniements parcellaires et forestiers.

En corrélation avec ces travaux, les mesures pour l'amélioration des bâtiments agricoles, telles que l'établissement de colonies agricoles, les assainissements de fermes et d'étables prendront toujours plus d'importance.

Dans les régions de montagne, il a fallu encourager des aménagements de nouveaux chemins et des adductions d'eau. D'importantes améliorations doivent être apportées dans l'économie alpestre, en corrélation avec les mesures destinées à soutenir le prix du lait.

Une estimation approximative des surfaces non boisées qui devraient bénéficier de remaniements parcellaires donne le tableau suivant:

| | | | |
|------------------|-------|---------------|----|
| Jura | | 33 000 | ha |
| Seeland | | 13 000 | » |
| Mittelland | | 19 000 | » |
| autre territoire | | 8 000 | » |
| Total | | <u>73 000</u> | ha |

Les fluctuations de l'économie rurale et la nouvelle politique agraire du Conseil fédéral imposent plus encore que par le passé de considérer les remaniements parcellaires, et leur forme nouvelle d'améliorations intégrales, comme un problème pour la solution duquel il ne suffit pas de régler des questions techniques de mensuration, mais encore des questions d'exploitation économique, de planification d'urbanisme et de construction, et enfin des questions juridiques.

La construction des routes nationales, les planifications locales et régionales d'urbanisme, la pro-

Entreprises en voie d'exécution, subventionnées mais sans boucllement de comptes

| Etat au 1 ^{er} octobre 1962 | | | | | |
|---|------------|-----------|---|-------------------|-------------------|
| | Nombre | Mesures | Frais admis à subvention, en francs | Subsides | |
| | | | | Canton | Confédération |
| | | | fr. | fr. | fr. |
| 1. Drainages | 41 | 632,54 ha | 5 638 900 | 1 634 975 | 1 129 775 |
| 2. Corrections de ruisseaux | 2 | 8 120 m | 2 300 000 | 780 000 | 780 000 |
| 3. Irrigations | | | | | |
| 4. Canaux d'irrigation | | | | | |
| 5. Remaniements parcellaires . | 27 | 13 356 ha | 38 846 100 | 12 736 335 | 12 547 950 |
| 6. Réunions parcellaires | | | | | |
| 7. Défrichements etc. | 1 | | 32 000 | 9 600 | 9 600 |
| 8. Routes et chemins | 53 | 153 562 m | 27 603 000 | 10 105 550 | 7 557 900 |
| 9. Adductions d'eau | 43 | 158 168 m | 9 119 100 | 2 571 470 | 2 369 270 |
| 10. Raccordements au réseau électrique | 11 | 38 697 m | 511 400 | 93 185 | 93 185 |
| 11. Téléphériques | 1 | | 175 000 | 52 500 | 52 500 |
| 12. Clôtures | | | | | |
| 13. Fumières | | | | | |
| 14. Installations de purinage ... | | | | | |
| 15. Aménagement de vignobles . | | | | | |
| 16. Colonies agricoles | 23 | | 5 684 000 | 1 414 140 | 1 387 820 |
| 17. Assainissements de fermes . | 19 | | 2 770 780 | 811 745 | 783 145 |
| 18. Assainissements d'étables .. | 86 | | 5 354 200 | 1 185 685 | 1 181 335 |
| 19. Logements pour domestiques | 12 | | 628 000 | 113 650 | 113 650 |
| 20. Ruraux | | | | | |
| 21. Bâtiments alpestres | 26 | | 2 126 200 | 495 200 | 454 860 |
| 22. Fromageries de village | 10 | | 1 197 180 | 274 300 | 274 300 |
| 23. Améliorations alpestres | 12 | | 996 140 | 285 232 | 285 232 |
| 24. Rationalisations d'exploita- tions | 6 | | 723 000 | 186 130 | 186 130 |
| 25. Autres améliorations | 1 | | 130 000 | 52 000 | 52 000 |
| Total | 374 | | 103 835 000 | 32 801 697 | 29 258 652 |
| Arrondissement Oberland .. | 76 | | 23 501 240 | 8 359 557 | 6 088 507 |
| Arrondissement Mittelland . | 38 | | 26 349 100 | 8 756 770 | 7 896 785 |
| Arrondissement Emmental . | 33 | | 7 204 300 | 2 247 500 | 2 044 400 |
| Arrondissement Seeland ... | 12 | | 14 941 800 | 4 471 520 | 4 767 020 |
| Arrondissement Jura | 33 | | 13 355 200 | 4 485 500 | 4 080 700 |
| Constructions agricoles Jura | 46 | | 5 926 200 | 1 574 220 | 1 560 120 |
| Constructions agricoles ancien canton | 136 | | 12 557 160 | 2 906 630 | 2 821 120 |
| Total | 374 | | 103 835 000 | 32 801 697 | 29 258 652 |

Le canton paya jusqu'à ce jour fr. 9 942 500.— et la Confédération fr. 9 212 050.— des subventions allouées et mentionnées ci-dessus.

tection de la nature, la ruée toujours plus forte vers l'acquisition de biens-fonds, et le prix sans cesse croissant des terres commandent de prendre contact en temps utile avec tous les milieux intéressés.

L'industrie et l'artisanat se modernisent et se rationalisent sans cesse, ce qui entraîne une hausse des salaires, et par voie de conséquence, une désertion croissante de la main-d'œuvre agricole.

La réduction constante des biens-fonds disponi-

bles pour l'agriculture donne à réfléchir. Le rapide accroissement des régions d'habitations, l'extension des installations industrielles, de communications et de sport s'effectuent pour la plus grande part au détriment des terres cultivées.

Les petites exploitations rurales au-dessous de 5 hectares, ne se prêtent pas à la culture intensive et sans gain accessoire, sont par la force des choses en lente disparition.

Par contre, les entreprises entre 5 et 15 hectares s'efforcent dans la mesure du possible de s'agrandir pour se transformer en ce qu'on appelle des exploitations familiales.

Aujourd'hui, partout où le remaniement parcellaire est nécessaire et n'a pas encore été réalisé, il existe peu de possibilités de rationaliser l'exploitation, sans qu'auparavant soient réunies les bases nécessaires à cette rationalisation. Les parcelles doivent être agrandies pour permettre l'utilisation de machines de tous genres. Il faut favoriser, par une délimitation convenable de la maison, de la ferme et des champs, ainsi que des forêts, la réduction des longs cheminements improductifs.

3. Remarques concernant le projet de loi

Généralités

La nécessité et l'urgence d'une nouvelle législation cantonale sur les améliorations foncières n'étant pas niables, nous vous soumettons un projet de loi qui, à notre avis, répond à toutes les exigences d'une loi moderne. Ce projet se distance complètement de la législation vieillie en vigueur jusqu'ici.

Le présent projet fut établi par une commission d'experts sous la présidence de M. le conseiller d'Etat D. Buri, et composée de M. le Dr Staub, juge d'appel; M. le Prof. Dr Roos; M. l'inspecteur de registre foncier Hofer, de la Direction de justice; M. le géomètre cantonal Buess, de la Direction des travaux publics; M. l'ingénieur forestier Aerni, de la Direction des forêts; M. l'ingénieur du génie rural Gmür, de la Direction de l'agriculture.

Le projet prévoit une réglementation uniforme pour toutes les améliorations foncières selon le CCS, ainsi que la loi fédérale sur l'agriculture et l'ordonnance s'y rapportant. Il va de soi que cette réglementation s'applique aussi aux remaniements forestiers et aux bâtiments agricoles.

La loi ne contient que les principes essentiels du droit matériel et du droit de procédure, qui touchent directement les intéressés à une réalisation d'améliorations foncières, p. ex. les prescriptions relatives à la préparation, la fondation et l'exécution de l'entreprise, au dépôt des pièces, à la nouvelle répartition, à la répartition des frais, à l'interdiction de modifier l'affectation, à la restitution des subsides, à la protection du droit. Procéder autrement eût étiré et alourdi le texte de la loi. Sans se resserrer en paragraphes, le projet prend position à l'égard de tous les phénomènes de l'évolution actuelle des choses, les planifications de toute nature (planifications locales, régionales et du pays, construction des routes nationales), les intérêts légitimes de la protection de la nature et des sites. Nous sommes d'avis que tous les points de détails qui ressortent à la mode du jour en matière de technique et de droit, ont leur place dans un décret ou une ordonnance, car ceux-ci peuvent s'adapter aisément aux nécessités changeantes du moment.

TITRE PREMIER

Champ d'application et principes généraux

Art. 1. A teneur de l'art. 26 de l'ordonnance du Conseil fédéral du 29 décembre 1954 concernant l'octroi de subsides en faveur des améliorations foncières et des bâtiments ruraux, les *améliorations foncières* comprennent: les drainages, les canaux à ciel ouvert, les irrigations, les remaniements parcellaires, les chemins agricoles et alpestres, les téléphériques, les nettoyages et défrichements, les aménagements, les colmatages, les installations techniques dans les vignobles. Les *bâtiments ruraux*, selon art. 31 de l'ordonnance comprennent: les fermes de colonisation, y compris l'amenée de l'eau et de l'énergie électrique, ainsi que les installations de purinage, les ruraux avec ou sans étables, l'assainissement de fermes isolées (assainissements de fermes), les logements pour les domestiques mariés, l'assainissement d'étables, les constructions qui s'imposent en vue d'une exploitation plus rationnelle des terres, en corrélation avec la transformation de petits domaines en exploitations agricoles viables, les bâtiments alpestres. Les mesures suivantes, selon art. 40 de l'ordonnance sont réservées aux *régions de montagne*: les adductions d'eau destinées à des régions d'alpages et de pâturages, pour des fermes isolées et les communes financièrement faibles, les installations électriques, les clôtures fixes aménagées dans les régions alpestres et de pâturage aux endroits dangereux, la construction et l'assainissement d'étables et autres bâtiments alpestres, les améliorations alpestres intégrales, les fromageries de village, les installations fixes destinées au transport du lait ou de produits laitiers.

Les forêts communales et privées, pour autant qu'elles doivent être soumises à remaniement parcellaire, sont aussi régies par les dispositions concernant les améliorations foncières. Pour le canton de Berne, il s'agit là d'une mesure nouvelle. Elle a déjà été réalisée lors de quelques entreprises de remaniements parcellaires (améliorations intégrales), qui ont passé en votation au cours des dernières années.

Art. 2. L'art. 9 de l'ordonnance fédérale stipule entre autres que l'octroi d'un subside fédéral est subordonné à la condition que le canton alloue également une contribution. Le subside cantonal sera de 40 % au maximum, ce qui correspond à la pratique actuelle. Une décret du Grand Conseil réglera la procédure d'allocation des subsides et de leur échelonnement. L'octroi de subsides fédéraux et cantonaux peut être subordonné à des conditions et des charges. Dans les régions de plaine avant tout, les communes peuvent être astreintes à contribution lors de remaniements parcellaires. Il en va de même en ce qui concerne l'octroi de subsides pour des aménagements de chemins, des adductions d'eau, etc. en régions de montagne. Aujourd'hui, ces subsides sont déjà accordés volontairement.

Art. 3. La Confédération prescrit que le bénéficiaire de la subvention doit fournir une déclaration écrite par laquelle il accepte les conditions et charges imposées à l'octroi du subside.

Art. 4. Lors de remaniements parcellaires l'avantage ou l'usage entre autres sera fixé par rapport entre le nouvel et l'ancien état en tenant compte des points suivants: Nombre et forme des parcelles, réseau des chemins, avantages et désavantages particuliers.

Art. 6. La collaboration officielle est une conception nouvelle dans le projet. L'office compétent est le service cantonal des améliorations foncières qui prend une importance considérable par rapport au passé.

Art. 7. Comme la question des planifications d'urbanisme local doit être étudiée en corrélation avec les remaniements parcellaires, il est absolument nécessaire de coordonner l'activité des offices intéressés. Sans ce travail d'ensemble, il n'est aujourd'hui pas possible de mener à chef un remaniement parcellaire, car il y a, en pratique, des questions de planification d'urbanisme local et de protection des eaux à résoudre dans chaque commune.

Art. 8. Cet article reproduit l'art. 79 de la loi fédérale de 1951.

Art. 9. Les travaux de construction ne seront commencés que sur remise d'une autorisation écrite du Service des améliorations foncières. Nombreux sont les cas où l'on demande des subsides pour des travaux commencés sans autorisation. Les travaux ainsi effectués prématurément sont exclus de la subvention.

TITRE DEUXIEME

Procédure préliminaire et procédure de fondation des améliorations foncières collectives

Le projet contient une réglementation détaillée des procédures préliminaire et de fondation.

Art. 11. Le service des améliorations foncières examine si le projet soumis représente une solution économique acceptable dans les circonstances données. Il peut refuser des projets si à ce point de vue ils ne justifieraient pas l'octroi de subsides publics dans le cadre de la loi sur l'agriculture.

Ces tâches deviennent plus difficiles avec le temps pour les bâtiments agricoles (avant tout pour les assainissements d'étables). La Confédération ne subventionne les petites entreprises que si elles ont une surface minimum d'environ 6 ha et environ 8 UGB et que si un gain complémentaire existe.

Art. 12. Le périmètre s'étend à une région limitée économiquement sans tenir compte des limites communales. L'idée dominante est que le périmètre doit englober tous les biens-fonds, y compris ceux de la Confédération, du canton, des communes et des bourgeoisies de même que la région villageoise. Il sera ainsi possible, dans le cadre d'une amélioration intégrale, de réserver des zones d'habitation, des zones industrielles, etc. Si besoin est, ordonnance et statuts fixeront les dispositions détaillées de procédure.

Art. 14. Comme pour la construction des routes, le canton (Direction de l'agriculture) peut ordonner l'établissement d'avant-projets, ceci dans l'intérêt d'une solution générale rationnelle.

Art. 15. Jusqu'à la création du syndicat, c'est le conseil communal qui est chargé d'exécuter les travaux nécessaires, de procéder aux publications et de convoquer les assemblées. Il ne peut être fait opposition qu'au périmètre. Les statuts et actes de l'avant-projet ne sont déposés qu'à titre d'information.

Art. 16. Pour les remaniements parcellaires, après le déroulement de l'assemblée d'information il sera procédé à une votation par appel nominal selon l'art. 703 du CCS. La procédure de collecte de signatures jusqu'à présent en vigueur pourra subsister pour les syndicats de chemins, drainages et adductions d'eau.

Art. 17. Lorsqu'une amélioration foncière a été décidée selon l'art. 703, il est procédé à l'élaboration des statuts et à l'élection des organes du syndicat. Dans les remaniements parcellaires, on fera appel, à côté du directeur technique, à un notaire pour régulariser les droits réels restreints et procéder aux mutations de registre foncier. L'acte authentique n'est plus nécessaire.

Art. 18, 19 et 20. Dans la procédure de fondation, toutes les oppositions au périmètre et aux décisions constitutives et élections de l'assemblée de votations sont jugées par le préfet, et en dernier ressort par le Conseil-exécutif. A teneur de l'art. 84 de la loi fédérale, les améliorations foncières et les ouvrages de colonisation bénéficiant de contributions publiques seront mentionnés comme tels au registre foncier. A partir de l'inscription de la mention, l'autorisation du Service des améliorations foncières est nécessaire pour toutes modifications à l'ancien état des propriétés. L'inscription de la mention au registre foncier peut être demandée dès après l'assemblée constitutive, sans attendre la ratification des statuts et du projet par le Conseil-exécutif.

Art. 23. Un arrondissement rationnel ne peut être atteint que si le syndicat peut acquérir librement des biens-fonds, pour faciliter certaines répartitions dans des cas difficiles (répartitions majorées, suppression de domaines trop petits).

TITRE TROISIEME

Le syndicat d'améliorations foncières

La troisième partie contient toutes les prescriptions importantes relatives au syndicat d'améliorations foncières, qui est le maître de l'œuvre.

Il est spécialement renvoyé à l'art. 25 selon lequel d'autres prescriptions peuvent être édictées par les statuts; celles-ci serviront le but fixé de l'entreprise.

Art. 26. Même si le président n'est pas propriétaire il a le droit de vote. Si le secrétaire et caissier ne sont pas propriétaires ils n'ont que voix consultative.

La qualité de membre et le droit de vote sont réglés par l'art. 27 qui est également valable pour la procédure de fondation. Ce qui est spécial c'est qu'un membre ne peut se faire représenter que par un autre membre ou par un membre de la famille. Une réglementation spéciale est en vigueur pour les copropriétaires et propriétaires communs.

Dans l'art. 29 une commission d'estimation de 3 ou 5 personnes qualifiées non intéressées à l'entreprise est prévue, contrairement à la pratique actuelle. Cette commission délibérera, d'entente avec le service des améliorations foncières et l'auteur du projet, sur toutes les questions importantes.

TITRE QUATRIEME

Dispositions particulières concernant les remaniements parcellaires

Le projet suit la conception de droit actuellement dominante, à savoir qu'il s'agit lors de remaniements parcellaires, d'expropriation de droit cantonal, et que la propriété foncière redistribuée s'établit hors toute inscription au registre foncier. Dans les remaniements parcellaires, le comité est tenu de déclarer, par l'intermédiaire du notaire désigné, toutes les modifications de droit au registre foncier. L'ordonnance fixera les pièces nécessaires à cette déclaration.

L'inscription au registre foncier n'est pas constitutive. Il en est de même pour la nouvelle réglementation des droits réels restreints, des annotations et des mentions. Par l'entrée en vigueur du projet, les droits réels restreints passent aux nouveaux immeubles en dehors de toute inscription, ou sont éteints (v. comm. Haub 1951 aux art. 656 N. 54 et ss et art. 703, com. Liver 1952 sur art. 731, N. 22 et ss, Vogel, la structure juridique du remaniement parcellaire en Suisse, diss. 1937, et Zollinger, le remaniement parcellaire dans le canton de Berne, diss. 1946).

Art. 36. Cet article concerne la déduction générale pour des améliorations foncières collectives et le besoin de terrains pour les routes nationales et de l'Etat. Ces besoins de terrains pour des buts publics doivent être couverts s'ils ne peuvent être satisfaits par voie d'acquisition volontaire, et ce en premier lieu en faveur des routes nationales et des routes de l'Etat. Dans les améliorations intégrales, une partie de la plus-value des terres drainées doit revenir à la collectivité.

La commission d'estimation, d'entente avec le comité, le directeur technique et les offices publics, fixe la déduction.

Dans les entreprises ordonnées d'office, le Conseil-exécutif fixera la réduction complémentaire.

Art. 37. La loi maintient les principes les plus importants pour la nouvelle attribution. Celle-ci

s'opérera du point de vue d'une exploitation économique. La pratique actuelle selon laquelle la propriété commune, dans le cadre d'un remaniement parcellaire, peut être remaniée, est désormais fixée par la loi.

Art. 38. Plus on arrondit et réunit, plus il est difficile de procéder à une répartition selon la valeur des terres. Dans les cas spéciaux, il faut abandonner en partie le principe de la répartition selon la valeur pour les entreprises d'une certaine importance, et le remplacer par une répartition selon la surface, afin de ne pas trop léser les droits des autres propriétaires.

Art. 39. La durée du dépôt public est de 14 jours; ce délai doit être suffisant lors de la nouvelle répartition depuis le dépôt jusqu'à la prise de possession. L'ordre des différents dépôts n'est pas prescrit, parce qu'aujourd'hui cette procédure est encore quelque peu confuse.

Art. 40. Le plan du nouvel état des droits réels restreints, des annotations et mentions sera déposé en même temps que le projet de la nouvelle répartition des terrains, ce qui jusqu'ici avait lieu beaucoup plus tard.

Art. 41. En règle générale, le transfert de propriété ne s'opère qu'après liquidation de toutes les oppositions. Il est ordonné par la Direction de l'agriculture.

Art. 42. Il ne sera perçu aucun émolument ni taxe pour les modifications de droit en corrélation avec les remaniements parcellaires.

Art. 43. Cet article fixe le principe selon lequel tout membre du syndicat est tenu, après la nouvelle répartition et en cas d'aliénation avec profit, de restituer une partie du gain au propriétaire de l'état antérieur. Les demandes seront adressées au comité. Quant aux cas litigieux, ils seront tranchés par le juge civil.

Art. 44. Cet article a une grande importance pour toutes les régions qui, par exemple, ont fait l'objet d'un remaniement depuis plusieurs années et où, pour des raisons diverses, il n'a pas été possible d'arrondir complètement. Aujourd'hui, des subsides ne peuvent être alloués à des colonies rurales que si l'aire de la colonie est *totale*ment arrondie, et n'est pas utilisée comme passage par d'autres propriétaires de la même commune. A défaut de la disposition de l'art. 44, il est pratiquement impossible de remplir ces conditions.

Art. 45. Le principe selon lequel les communes sont tenues, lors de l'exécution d'un remaniement parcellaire, de prévoir un plan de zone avec plan général de canalisations, répond à la conception actuelle d'après laquelle la solution de ces questions doit être traitée et réalisée d'une manière appropriée dans le cadre d'un remaniement intégral.

TITRE CINQUIEME

Dispositions diverses

Sous ce titre sont édictées les prescriptions d'exécution pour toutes les formes d'améliorations foncières autres que le remaniement parcellaire. Nous estimons cependant que ces prescriptions ne sont qu'en partie nécessaires, parce que tout est dit lorsque l'on applique par analogie les dispositions relatives aux remaniements parcellaires (art. 46).

(Exception: subsides selon art. 2, qui seront réglés par un décret.)

Art. 47. Les conditions réelles et les difficultés que rencontre l'exécution des améliorations d'alpage intégrales, telles que les ont prévues la loi fédérale et l'ordonnance s'y rapportant, nous ont fait adapter les dispositions en vigueur à la situation actuelle.

Selon l'ancien droit des alpes et corporations d'alpages (art. 192 et 103 Li. CCS), il s'agit pour l'essentiel d'organisations d'usagers, de même que pour les corporations d'alpages du droit des obligations. Pour les droits d'alpage selon art. 104, la majorité simple des ayants-droit ou la majorité simple des droits d'alpage devrait suffire pour décider de l'exécution d'une amélioration, sans heurter le sens de l'équité ou causer un préjudice d'ordre matériel. Dans les régions alpestres, la surface est le plus souvent notion inconnue ou peu connue, et n'entre donc pas en ligne de compte en pareil cas. Pour toutes les corporations alpestres autres que celles visées par les art. 103 et 104 Li. CCS, ainsi que pour celles du droit des obligations, il suffira de la majorité simple des ayants-droit. Ceux-ci se présentent sous diverses appellations, telles que «Bürgerbäuert», «Bäuertgenossen», d'où la désignation générale: les ayants-droit.

Art. 48. Les améliorations foncières étant souvent entreprises par des communes, des corporations, etc., il convient d'accorder à celles-ci les mêmes droits qu'aux syndicats d'améliorations foncières.

Art. 52. Le remaniement parcellaire volontaire n'a ici pas grande importance. Mais la loi fédérale prescrit d'ordonner une réglementation dans ce domaine. Sur le plan pratique, cette réglementation ne saurait avoir de signification.

Art. 53. Une dissolution du syndicat n'est possible que lorsque l'entretien des ouvrages est garanti par un règlement d'entretien (syndicat d'entretien, reprise par la commune).

Art. 53a. Il s'agit avant tout de créer un fonds d'améliorations qui sera alimenté par les remboursements de subventions lors de désaffectation et de vente avec gain qui jusqu'à présent étaient versés dans la caisse de l'Etat et qui servira à soutenir les entreprises au financement difficile. Ceci ira plus loin que prévu dans l'art. 2.

TITRE SIXIEME

Interdiction de désaffectation et de morcellement, obligations de restitution, d'exploitation et d'entretien

Les ouvrages construits à l'aide de contributions publiques ne seront, dans la mesure du possible, pas soustraits à leur affectation.

La restriction de disposer, inscrite au registre foncier, rend possible l'application des dispositions concernant la restitution, la modification de l'affectation et le morcellement.

Art. 54 à 60. Ces prescriptions correspondent pour l'essentiel aux charges et conditions prévues par la Confédération, et qu'applique maintenant déjà le Conseil-exécutif lors de l'octroi de subsides cantonaux.

Un immeuble amélioré, ou un bâtiment nouvellement construit ou amélioré à l'aide de contributions publiques, ne peut être soustrait pendant une période de 20 ans à l'affectation qui a motivé l'octroi des subsides.

Il faut une autorisation pour morceler à nouveau un sol qui a été englobé auparavant dans un remaniement parcellaire. Cette disposition n'est pas limitée.

Art. 61. Une importance spéciale est accordée à l'entretien des ouvrages. Le Service des améliorations foncières créera une organisation permettant d'exercer les contrôles nécessaires.

TITRE SEPTIEME

La procédure concernant le dépôt public et les oppositions

Cette partie règle la question du dépôt public et la procédure d'opposition, qui assurent la protection du droit suffisante aux intéressés pendant l'exécution de l'entreprise.

(Les plaintes contre les décisions et les élections de l'assemblée du syndicat sont réglées par les art. 32 et 33.)

(Sont compétents le préfet et le Conseil-exécutif.)

Le juge ordinaire est compétent dans deux cas, soit l'aliénation avec profit après la nouvelle répartition (art. 43) et lors de litiges concernant les améliorations de limites selon art. 52. Ces deux cas n'ont rien à voir avec le déroulement de la procédure normale.

Art. 65. La commission d'estimation, directement intéressée à l'entreprise, n'a pas de pouvoir judiciaire. Elle est instance de conciliation comme jusqu'à présent. Si une entente n'est pas possible, le dossier est transféré par le Service des améliorations foncières à la commission cantonale des améliorations foncières.

Art. 66. Compétence de la commission cantonale des améliorations foncières. Les oppositions seront

transmises aux organes compétents par le Service des améliorations foncières. La compétence de la commission d'améliorations foncières est fixée nettement par les art. 66 et 67.

Les oppositions sont toujours celles formées contre les dépôts publics, et contre les décisions de la commission d'estimation. La commission d'améliorations foncières ne peut statuer sur une opposition que si la liquidation de celle-ci était de la compétence de la commission d'estimation, et que cette liquidation à l'amiable n'est pas intervenue (art. 65, al. 3). Le règlement prévu pour la «conduite des affaires» concerne le fonctionnement administratif régulier de la commission. Cette dernière ne saurait assumer d'autres obligations que celles précisées par le projet de loi.

En règle générale, les oppositions dont connaîtra la commission d'améliorations foncières (et qui n'ont pu être liquidées par la commission d'estimation), sont celles qui attaquent une estimation inexacte des terres et des cultures, une nouvelle attribution inappropriée, une répartition erronée des frais, et enfin une réglementation inexacte des droits réels limités, et des annotations et mentions.

C'est là, pour l'essentiel, les oppositions sur lesquelles devra statuer la commission d'améliorations foncières à teneur de l'art. 63, al. 3, et de l'art. 66. Cette commission n'a pas à faire autre chose. Elle sera formée d'experts en matière d'agriculture et de forêts, avec un président et un secrétaire chargé du procès-verbal, tous deux juristes, car la question de l'application vigilante et uniforme du droit est de grande importance (protection suffisante du droit). Le secrétaire n'est en revanche pas membre.

Ce n'est pas par hasard que nombre de cantons ont créé de telles commissions pour les questions

d'améliorations foncières, et que d'autres sont sur le point de les suivre.

Art. 68. Cette disposition est nouvelle, qui prévoit que la décision de la commission des améliorations foncières peut être portée par voie de recours au Tribunal administratif pour vice de forme ou violation de prescriptions légales. De toutes façons, les recours de droit public au Tribunal fédéral demeurent réservés.

TITRE HUITIEME

Dispositions concernant la compétence, l'exécution des arrêts et dispositions finales

Art. 70. Cet article énumère les autorités ou offices compétents, pour les cas prévus par la loi fédérale sur l'agriculture.

Art. 71. Cette réglementation est une nouveauté par rapport à la pratique actuelle. Pour autant qu'elles ne portent pas sur des prestations en argent, les décisions de la Direction de l'agriculture peuvent être portées par voie de recours au Conseil-exécutif.

Berne, le 6 juillet 1962

Le Directeur de l'agriculture:
Buri

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**

du 6 juillet, 23 octobre et 10 octobre 1962

Loi
sur les améliorations foncières
et les bâtiments agricoles

Le Grand Conseil du canton de Berne,

vu l'art. 703 du Code civil suisse, les art. 77, al. 4, et 118 de la loi fédérale du 3 octobre 1951 sur l'amélioration de l'agriculture, l'art. 31ss. de la loi fédérale sur les routes nationales et l'art. 26, al. 2, de la loi fédérale du 11 octobre 1902 concernant la haute surveillance de la Confédération sur la police des forêts,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

TITRE PREMIER

Champ d'application et principes généraux

Article premier

Améliorations
foncières et
bâtiments
agricoles

¹ Le canton encourage et soutient les améliorations foncières et les bâtiments agricoles selon l'art. 77 et les art. 92, 93 et 94 de la loi fédérale du 3 octobre 1951 sur l'amélioration de l'agriculture et le maintien de la population paysanne, et les ordonnances du Conseil fédéral qui s'y rapportent.

² Les améliorations foncières au sens de la présente loi sont les mesures ou les ouvrages qui ont pour but de maintenir ou d'accroître le rendement des terres, de faciliter leur exploitation, ou de les protéger contre les dévastations ou destructions causées par des éléments naturels.

³ En règle générale les remaniements parcellaires (améliorations intégrales) s'étendront aux terres cultivables et forêts d'une région limitée naturellement ou économiquement et seront exécutés par une seule entreprise ou du moins projetés en même temps.

⁴ La législation cantonale est applicable à défaut de dispositions de droit fédéral.

Art. 2

¹ Des subsides cantonaux seront octroyés jusqu'à 40 % au maximum des frais d'exécution admis au subventionnement.

Subsides

² Des avances sans intérêt seront consenties, dans la limite des subsides cantonaux, à des entreprises collectives d'une certaine importance, lorsque les intéressés effectuent des paiements par acompte.

³ Le Conseil-exécutif peut subordonner l'octroi de subsides à des conditions et des charges dans le cadre du but de la loi sur l'agriculture; il peut en particulier faire dépendre son aide de l'octroi de subsides appropriés par les communes municipales ou par d'autres corporations de droit public.

⁴ Si des améliorations foncières sont exécutées ou des bâtiments agricoles construits par un seul propriétaire d'immeuble ou d'ouvrage, il sera tenu compte de sa situation financière.

⁵ Il sera spécialement tenu compte des conditions difficiles de production et d'existence en régions de montagne, en échelonnant les subsides et en fixant leur montant pour chaque cas particulier dans le cadre de la subvention.

⁶ Dans des cas particulièrement difficiles, le Conseil-exécutif peut octroyer des subsides pour des mesures que ne subventionne pas la Confédération.

⁷ Un décret du Grand Conseil réglera la procédure d'allocation de subsides et l'échelonnement des taux de ceux-ci.

Art. 3

¹ Le bénéficiaire d'un subside remettra dans les 30 jours suivant la notification de l'octroi de celui-ci, une déclaration écrite par laquelle il accepte les conditions et charges liées à ce subside.

Acceptation de l'octroi de subsides avec conditions et charges

² Par l'acceptation des subsides de la Confédération et du canton, avec les conditions et charges qui y sont liées, le bénéficiaire est tenu d'exécuter l'entreprise selon les prescriptions et de pourvoir à l'entretien de l'ouvrage.

Art. 4

¹ Les propriétaires fonciers supporteront les frais de l'entreprise en proportion des avantages qu'ils en retirent, dans la mesure où ces frais ne sont pas couverts par les subsides fédéraux, cantonaux et communaux.

Répartition des frais proportionnellement aux avantages

² Les propriétaires fonciers verseront des acomptes en cours d'exécution de l'entreprise.

³ Les propriétaires fonciers répondent solidairement des frais de l'entreprise.

Art. 5

Les améliorations foncières et les bâtiments agricoles peuvent être le fait d'un ou de plusieurs propriétaires fonciers, d'un syndicat ou d'une collectivité, avec ou sans subsides publics.

Exécution privée et collective des travaux

Art. 6

Le Conseil-exécutif, autorité de surveillance, organisation du service des améliorations foncières

¹ Les améliorations foncières exécutées et les bâtiments agricoles construits avec l'aide des pouvoirs publics, et leur entretien, sont placés sous la surveillance du Conseil-exécutif, surveillance que celui-ci exerce par la Direction de l'agriculture et des forêts.

² Le Service cantonal des améliorations foncières est le service officiel compétent en matière d'améliorations foncières et de bâtiments agricoles; la Direction des forêts collabore dans les cas de remaniements forestiers la même direction est compétente lorsqu'il s'agit uniquement de remaniements forestiers.

³ Le décret concernant l'organisation de la Direction de l'agriculture fixera les attributions et obligations du Service des améliorations foncières.

Art. 7

Collaboration avec d'autres offices publics

Le service cantonal des améliorations foncières collaborera en temps utile avec les autres offices intéressés du canton et de la Confédération, quand les mesures à prendre sont en corrélation avec d'autres activités cantonales ou fédérales; les Directions des travaux publics et des forêts en particulier seront consultées en temps utile quant aux questions relevant de plan d'aménagement local, régional ou national de la protection de la nature et des eaux, et des mensurations cadastrales.

Art. 8

Protection de la nature et d'autres intérêts

¹ Il sera tenu compte des intérêts régionaux en particulier du maintien des eaux de fonds et des possibilités qu'elles offrent pour l'alimentation en eau potable, ainsi que de la protection de la nature et des sites.

² Les intérêts de la pêche, de la chasse et de l'apiculture, ainsi que la protection des oiseaux seront pris en considération.

Art. 9

Début des travaux, restrictions de la propriété foncière

Les travaux d'améliorations foncières ou de constructions de bâtiments agricoles subventionnés par l'Etat au sens de la présente loi ne commenceront qu'après délivrance d'une autorisation écrite du Service des améliorations foncières.

TITRE DEUXIEME

**Procédure préliminaire et procédure de fondation
pour les améliorations foncières collectives**

*1^o Procédure préliminaire**Art. 10*

Demandes de subsides pour les améliorations foncières et les bâtiments agricoles

Les intéressés ou le conseil communal présenteront par écrit les demandes de subsides pour une amélioration foncière ou la construction de bâtiments agricoles au Service cantonal des améliorations foncières, aux fins d'examen préalable.

Art. 11

¹ Si l'entreprise projetée, après examen préalable, s'avère rationnelle et légalement acceptable, et si l'exécution en est justifiée économiquement, le Service des améliorations foncières assure la collaboration des pouvoirs publics.

Examen préalable et collaboration des pouvoirs publics

² Avec cette assurance, le Service des améliorations foncières fixe les conditions et les charges imposées au projet, donne en particulier aux entreprises d'améliorations foncières collectives les directives et les instructions pour le périmètre prévu provisoirement par le projet, les travaux préparatoires techniques et d'organisation, et l'établissement des pièces nécessaires au plan d'exécution.

2° Procédure de fondation pour les améliorations foncières collectives

Art. 12

¹ L'ensemble des biens-fonds englobés constitue le périmètre de l'entreprise.

² Il s'étend à une région pourvue de limites naturelles ou économiques, et comprend tous les biens-fonds qu'une exécution rationnelle commande d'englober dans l'entreprise; il peut s'étendre à plusieurs communes.

Etendue de l'entreprise

Art. 13

Lorsqu'il s'avère nécessaire de procéder en commun à une amélioration foncière, les propriétaires fonciers intéressés constitueront en règle générale un syndicat d'améliorations foncières, ainsi par exemple pour les remaniements parcellaires, les drainages, la construction de chemins, les adductions d'eaux.

Syndicat d'améliorations foncières de droit cantonal

Art. 14

¹ Pour des entreprises collectives la Direction de l'agriculture peut faire élaborer des avant-projets. Le canton assume les frais occasionnés par ces travaux.

Frais des avant-projets

² Les frais des projets seront portés au compte de l'exécution de l'entreprise.

Art. 15

¹ Lorsqu'un avant-projet a été établi, les pièces suivantes seront déposées publiquement pendant 14 jours par le Conseil communal, sur ordre du Service des améliorations foncières:

Dépôt du projet et assemblée d'information

- a) plan du périmètre,
- b) statuts (projet),
- c) avant-projet, avec devis provisoire des frais présumés.

² Il peut être formé opposition au périmètre pour cause de violation d'intérêts privés ou publics; l'opposition écrite et motivée sera remise au secrétariat communal durant le délai de dépôt.

³ Les propriétaires fonciers intéressés seront convoqués par le conseil communal à une assemblée

d'information pendant ou après le dépôt public.

⁴ Le conseil communal désigne un président d'assemblée et un secrétaire chargé de la tenue du procès-verbal. Il n'y aura pas de votation.

⁵ Si plusieurs communes sont intéressées à l'entreprise la direction sera assumée par le conseil communal de la commune ayant le plus de terrains englobés dans le périmètre.

Art. 16

Assemblée
constitutive

¹ A l'issue des travaux préparatoires le conseil communal, d'entente avec les autorités compétentes, convoque les propriétaires fonciers à une assemblée constitutive, par lettre recommandée et par avis publié dans la Feuille officielle du canton et le cas échéant, dans la feuille d'avis.

² L'art. 15 est applicable en ce qui concerne la présidence de l'assemblée et la tenue du procès-verbal, et l'art. 27 en ce qui concerne le droit de vote des propriétaires fonciers et leur représentation.

³ Lorsque la majorité des propriétaires fonciers intéressés possédant plus de la moitié du terrain englobé se prononce pour l'entreprise les propriétaires intéressés, après constitution d'un syndicat selon l'art. 17 et sous réserve de ratification par le Conseil-exécutif, forment une association de droit public.

⁴ Les propriétaires de terrains compris dans le périmètre et qui n'ont pas pris part à la décision, sont réputés y avoir adhéré.

⁵ Pour la création de syndicats d'améliorations foncières la collecte de signatures peut remplacer l'assemblée constitutive, exception faite pour les remaniements parcellaires.

Art. 17

Décisions
constitutives
et élections

¹ Si l'exécution d'une amélioration foncière est décidée, l'assemblée, après délibérations et adoption du projet de statuts, élira les organes statutaires et le directeur technique, et en cas de remaniements parcellaires, désignera un notaire.

² L'art. 26 est applicable aux décisions et aux élections.

³ Si l'assemblée constitutive n'a pas abouti en matière de décisions et élections une nouvelle assemblée des propriétaires aura lieu.

Art. 18

Opposition
aux décisions
et élections
de l'assemblée
constitutive

¹ Il ne peut être formé opposition aux décisions et élections d'une assemblée constitutive selon art. 16 et 17, ou d'une assemblée constitutive extraordinaire, que lorsque l'assemblée n'a pas qualité pour ce faire.

² Les oppositions seront déposées dans les 14 jours auprès du secrétariat communal, par écrit et motivées.

³ L'art. 64 est applicable par analogie aux oppositions.

⁴ Le préfet constate les faits et tente, au besoin avec l'aide du directeur technique et du Service cantonal des améliorations foncières, d'arriver à une transaction par l'audition personnelle des opposants, selon l'art. 15, al. 2, et art. 18, al. 1.

⁵ Le préfet transmet le dossier d'opposition avec son rapport et sa proposition au Conseil-exécutif, qui vide en dernier ressort les oppositions non liquidées.

Art. 19

¹ Dans les 30 jours suivant l'assemblée constitutive, le Service des améliorations foncières demandera l'inscription au registre foncier d'une mention selon le code civil et la loi sur l'agriculture.

Mention au
registre fon-
cier

² En cas d'aliénation après l'inscription de la mention au registre foncier, l'acquéreur devient de plein droit membre du syndicat; cet acquéreur remplace l'ancien propriétaire dans ses droits, tant formels que matériels.

Art. 20

¹ Après inscription de la mention au registre foncier, les modifications de droit résultant de mutations et l'établissement de servitudes, de charges foncières et de droits d'emption ne seront autorisées qu'avec l'assentiment du Service des améliorations foncières, qui entendra au préalable le comité et la commission d'estimation; l'autorisation est refusée si les modifications de droit portent considérablement atteinte à la réalisation du projet.

Modifications
de droit et de
fait de l'an-
cien état des
propriétés

² La modification de droit au registre foncier n'interviendra qu'avec l'autorisation du Service des améliorations foncières.

³ Des modifications effectives à l'ancien état des propriétés, comme par exemple la construction de bâtiments de tous genres, ou la suppression de bosquets ou d'arbres, sont dans les mêmes conditions soumises à l'autorisation du Service des améliorations foncières.

Art. 21

¹ Le Conseil-exécutif peut ordonner d'office l'exécution d'une entreprise pour des motifs importants.

Exécution
d'une entre-
prise pour des
motifs im-
portants

² Les dispositions concernant l'exécution d'entreprises collectives d'améliorations foncières sont applicables par analogie.

³ Demeurent réservées les législations fédérale et cantonale sur la police des forêts, sur la construction des routes nationales et sur les remaniements de terrains à bâtir.

⁴ Lorsque pour la construction de routes nationales des remaniements parcellaires sont nécessaires au sens des art. 31 et ss de la loi fédérale sur les routes nationales, en corrélation avec l'art. 703 du CCS sur les remaniements parcellaires et forestiers (remaniements parcellaires agricoles), les dispositions de la présente loi sont applicables par analogie.

Art. 22

Approbation
par le Conseil-
exécutif du
périmètre et
des statuts

Le Conseil-exécutif approuve le périmètre et les statuts, après avoir jugé les oppositions. Si les conditions de droit sont remplies, il assure l'octroi du subside cantonal sur la base d'un projet.

Art. 23

Effets de
l'approbation

¹ Par l'approbation des statuts, le syndicat acquiert la personnalité juridique; l'entreprise lie tous les membres et tous les ayants-droit aux terrains qu'elle englobe.

² Pour faciliter l'exécution de l'entreprise, le syndicat acquerra librement les biens-fonds et les droits réels restreints.

³ Le syndicat d'améliorations foncières a droit à l'inscription d'une hypothèque légale primant tous les autres droits de gage immobilier, pour sa part de frais dans les améliorations foncières de toute nature et pour toutes attributions supplémentaires (art. 109 Li. CCS).

⁴ Le droit à l'inscription s'éteint 2 ans après la fixation exécutoire des parts de frais incombant aux membres du syndicat.

⁵ Les propriétaires fonciers sont tenus de tolérer sur leurs biens-fonds l'exécution de tous les travaux nécessaires à l'entreprise.

Art. 24

Modifications
apportées au
périmètre

Le Conseil-exécutif, après l'audition des intéressés, décidera en cours d'exécution des travaux des petites modifications nécessaires à apporter au périmètre.

TITRE TROISIEME

Le syndicat d'améliorations foncières*Art. 25*

Statuts du
syndicat

¹ Les statuts contiendront principalement des dispositions concernant:

- a) le but et l'étendue de l'entreprise,
- b) les droits et obligations des propriétaires fonciers,
- c) la délimitation des compétences des organes du syndicat,
- d) la direction et la surveillance des travaux,
- e) le processus d'exécution,
- f) la couverture des frais de l'entreprise et de l'entretien,
- g) la tenue de la comptabilité,
- h) l'entretien et les réparations de l'œuvre.

² Les statuts peuvent, dans le cadre de la loi et des décrets qui s'y rapportent, et pour autant que l'exige le genre de l'entreprise, contenir d'autres prescriptions utiles au but visé par celle-ci.

³ Les syndicats sont autorisés à prévoir dans leurs statuts et règlements des amendes en cas d'infractions. L'amende est prononcée par le comité, et sera de fr. 500.— au maximum. Au surplus, sont applicables par analogie les dispositions du décret du 9 janvier 1919 concernant le pouvoir répressif des communes.

⁴ La Direction de l'agriculture établira des statuts-type en collaboration avec les Directions des forêts et des travaux publics.

Art. 26

Les organes du syndicat sont:

- a) l'assemblée du syndicat,
les décisions et votations de l'assemblée du syndicat se feront à la majorité simple des membres présents; toute assemblée du syndicat convoquée statutairement est habilitée à prendre des décisions;
- b) le comité, formé d'au moins 3 membres;
- c) la commission d'estimation;
- d) la commission de vérification des comptes.

Organes du syndicat

² Pour le surplus, le nombre des membres du comité est déterminé par l'ampleur et l'importance de l'entreprise.

³ Il n'est pas nécessaire que le président, le secrétaire et le caissier soient des propriétaires fonciers intéressés. Le président a dans tous les cas le droit de vote.

⁴ Les organes du syndicat tiendront procès-verbal de toutes les délibérations importantes et de toutes les décisions et votations.

⁵ Les statuts peuvent aussi désigner en qualité de commission de vérification des comptes un institut bancaire ou toute autre institution appropriée.

Art. 27

¹ Tout propriétaire foncier, dans les limites du périmètre de l'entreprise, est membre du syndicat.

Qualité de membre et droit de vote

² Chaque membre a droit à une voix dans l'assemblée du syndicat, quelle que soit la surface de sa propriété foncière, sous réserve de l'al. 5.

³ Un membre peut se faire représenter par procuration écrite par un autre membre ou par un membre de la famille jouissant des droits civils.

⁴ Seule une représentation est admise.

⁵ Si des parcelles sont la propriété commune de plusieurs personnes, celles-ci désigneront par écrit un représentant parmi les propriétaires intéressés qui aura une voix.

Art. 28

¹ Le comité connaît de toutes les affaires qui ne ressortissent pas expressément à l'assemblée du

Compétence du comité

syndicat; le comité prendra toutes les mesures qu'exige l'exécution convenable et en temps utile de l'ouvrage.

² Le comité surveille l'exécution des travaux, prépare les affaires à soumettre à l'assemblée du syndicat, exécute les décisions de celle-ci, et est responsable de la direction des affaires et de la tenue des comptes.

³ Après avertissement préalable, le comité peut faire exécuter par le syndicat aux frais des propriétaires fonciers les travaux que ces derniers ont négligé d'effectuer.

⁴ Le service des améliorations foncières sera invité aux séances du comité. Il aura voix consultative.

Art. 29

Obligations de
la commission
d'estimation

¹ Une commission d'estimation, formée de trois ou cinq personnes qualifiées et non intéressées, a les obligations suivantes:

- a) procéder à toutes évaluations et estimations en rapport avec l'entreprise et fixer l'indemnité pour les inconvénients;
le comité sera convoqué pour toutes les questions concernant le réseau routier;
- b) délibérations relatives au réseau des chemins avec le comité, au besoin avec le conseil communal;
- c) collaboration à la nouvelle répartition;
- d) fixer les directives pour la répartition et collaboration à celle-ci;
- e) collaboration à la liquidation des oppositions.

² Le directeur technique et les offices publics compétents participeront aux tâches incombant à la commission d'estimation.

³ La commission peut faire appel à des experts pour les cas spéciaux.

Art. 30

Mesures disciplinaires et
suspension
de fonction

Les membres du comité, de la commission d'estimation et de la commission de vérification des comptes, ainsi que le secrétaire et le caissier, peuvent recevoir du Conseil-exécutif un avertissement ou être frappés d'une amende d'ordre jusqu'à fr. 200.—, ou suspendus de leurs fonctions en cas d'incapacité ou de négligence prolongée dans l'exercice de leurs charges.

Art. 31

Administration
extraordinaire

¹ Lorsqu'un organe du syndicat néglige les devoirs de sa charge ou refuse de les accomplir, le Conseil-exécutif a la faculté d'agir lui-même aux frais de l'entreprise, ou de nommer un mandataire à cet effet.

² Dans le cadre des instructions qui lui sont données, le mandataire a la compétence de l'organe qu'il remplace.

Art. 32

¹ Après ratification des statuts du syndicat par le Conseil-exécutif, selon art. 23, et pendant l'exécution de l'entreprise, tout membre peut porter plainte contre les votations et décisions du syndicat pour cause de violation des lois, décrets et ordonnances.

Plaintes
contre les dé-
cisions et
votes de l'as-
semblée du
syndicat,
délai et lieu
de réception

² La plainte motivée sera remise par écrit au préfet dans les 10 jours suivant la votation ou la décision.

³ Si la publication officielle n'était pas nécessaire ou si elle n'a pas eu lieu, le délai de 10 jours court à partir du jour où le plaignant a eu connaissance de la votation ou de la décision.

⁴ La plainte n'a d'effet suspensif que sur décision spéciale du préfet.

Art. 33

¹ Le préfet constate les faits et tente d'arriver à une conciliation par audition personnelle des parties et au besoin avec l'aide du directeur technique ou du Service des améliorations foncières.

Tentative de
conciliation
et décision du
préfet, recours

² La décision sera communiquée au plaignant et à l'organe visé par la plainte, en mentionnant la possibilité de recours au Conseil-exécutif.

TITRE QUATRIEME

**Dispositions particulières
concernant les remaniements parcellaires**

Art. 34

En règle générale, les mensurations cadastrales existantes servent de base d'estimation de l'ancien état.

Ancien état

Art. 35

¹ Les principes d'estimation sont fixées pour chaque entreprise.

Estimation
des biens-
fonds
(classification)

² La valeur des biens-fonds cultivés est fixée selon des principes d'exploitation économique.

³ La valeur des biens-fonds forestiers (état et terrain), sera déterminée selon des normes forestières.

Art. 36

¹ Le syndicat s'assure l'acquisition des terrains nécessaires aux installations d'améliorations foncières collectives, par une réduction générale de la valeur de l'ancien état des biens-fonds appartenant aux propriétaires intéressés.

Déduction
générale pour
installations
d'améliora-
tions fonci-
ères collecti-
ves, terrains
nécessaires
pour les routes
de l'Etat et les
routes natio-
nales

² En outre, le terrain nécessaire à la nouvelle répartition dans les améliorations foncières intégrales s'obtiendra par l'attribution de plus-values ensuite de drainages et autres améliorations du sol.

³ Le Conseil-exécutif peut ordonner une réduction complémentaire des anciens biens-fonds de

tous les propriétaires intéressés, si les terrains nécessaires pour les routes de l'Etat, les routes nationales et d'autres ouvrages publics ne peuvent être acquis librement. La réduction complémentaire des biens-fonds est bonifiée à l'entreprise à la valeur vénale.

⁴ Le Conseil-exécutif peut aussi ordonner l'inscription au registre foncier d'une restriction de droit public de la propriété en vue d'assurer la cession ultérieure de terrains pour les ouvrages susmentionnés.

⁵ Cette restriction sera dans la mesure du possible compensée par une répartition augmentée.

Art. 37

Principes de la nouvelle répartition, prise en considération des petits propriétaires fonciers

¹ Les propriétaires fonciers ont la faculté de présenter leur point de vue et leurs vœux à la commission d'estimation, ainsi qu'au directeur technique.

² En règle générale, la nouvelle répartition s'opère quant à la valeur, selon des règles d'exploitation économique. Certains cas exceptés (colonies agricoles), le nouvel état n'aura pas de bases d'exploitation inférieures à celles de l'ancien état.

³ La colonisation ou l'exploitation de régions difficilement accessibles ou éloignées sera encouragée, ainsi que les possibilités d'exploitation unilatérale.

⁴ Les ouvrages collectifs de l'amélioration tels que chemins de campagne et forestiers, canalisations, terrains de masse sont attribués au syndicat pour autant qu'ils ne le soient pas à la commune municipale ou à une autre corporation de droit public ou qu'ils ne soient pas pris en charge par ces dernières.

⁵ La nouvelle répartition des biens-fonds tiendra compte au besoin des petits propriétaires fonciers (petits agriculteurs, employés, ouvriers), par l'élimination de petits terrains à l'endroit approprié.

⁶ Avec l'assentiment donné par écrit par les propriétaires, une propriété commune peut être partagée, ou une propriété devenir commune, quand une telle mesure est profitable au remaniement.

Art. 38

Compensation en argent

Une compensation en argent interviendra:

- a) pour compenser les différences de valeur entre les prétentions justifiées et l'attribution des nouveaux biens-fonds; pour le cas d'une attribution en plus ou en moins, la valeur d'estimation sera indemnisée en plus d'un supplément approprié;
- b) lorsque la réunion n'a porté que sur un petit bien-fonds de faible valeur et qu'il manque une compensation en terrain à l'endroit approprié;
- c) pour les colonies, les attributions en plus ou en moins seront fixées selon des principes d'exploitation économique. Si la surface d'exploitation économique existe pour une entreprise

familiale, les attributions insuffisantes pourront être compensées en argent.

Art. 39

¹ Seront déposés publiquement pendant 14 jours les résultats des principales mesures prises dans l'exécution de l'entreprise, telles que la détermination de l'ancien état des biens-fonds, l'estimation des terres et des cultures, le projet général concernant la construction du réseau des chemins et des canalisations, des plans des terrains à drainer, du projet de remaniement, du plan de répartition des frais, du nouvel état des droits réels restreints et des annotations et mentions.

Dépôt public, principales mesures d'exécution

² Les résultats seront communiqués par écrit aux propriétaires intéressés, et dans le cas de nouvelle détermination des droits réels restreints, aux bénéficiaires de ces droits.

Art. 40

¹ En règle générale, en même temps que le projet de nouvelle répartition un projet concernant la nouvelle fixation des restrictions aux droits réels et des annotations et mentions sera déposé.

Dépôt et entrée en vigueur du plan de nouvelle répartition et du nouvel état des droits réels restreints, acquisition de propriétés indépendamment de toute inscription

² Après liquidation des oppositions, le plan définitif de la nouvelle répartition ainsi que le nouvel état des droits réels restreints et des annotations et mentions seront soumis au Conseil-exécutif pour approbation.

³ Par l'approbation du Conseil-exécutif, la propriété des immeubles attribués passe aux nouveaux propriétaires, indépendamment de toute inscription, et les anciens droits de propriété sont éteints.

⁴ Les droits réels restreints ainsi que les annotations et mentions des anciens immeubles, pour autant qu'ils aient fait l'objet d'une publication, passent aux nouveaux immeubles indépendamment de toute inscription; les autres sont éteints. De nouvelles servitudes peuvent être constituées.

Art. 41

¹ En règle générale, l'entrée en possession a lieu après liquidation de toutes les oppositions et après piquetage des biens-fonds. Elle est ordonnée par la Direction de l'agriculture sur proposition du comité et de la commission d'estimation, en tenant compte des conditions existantes.

Entrée en possession du nouvel état

² La Direction de l'agriculture peut ordonner une prise de possession anticipée.

³ Le transfert de possession sera publié de manière appropriée par le comité.

Art. 42

¹ Le comité est tenu d'annoncer au registre foncier les modifications de droit résultant du remaniement.

Déclaration des modifications de droit, dispense des émoluments

² L'ordonnance détermine les pièces sur la base desquelles les modifications de droit seront inscrites au registre foncier; elle contient aussi des instructions sur la collaboration entre le directeur

technique et le notaire désigné, ainsi que sur leurs obligations et leurs honoraires.

³ Il ne sera pas perçu d'émoluments pour les inscriptions au registre foncier, ni d'autres taxes pour toute intervention officielle en relation avec les améliorations foncières ou la construction de bâtiments agricoles.

Art. 43

Alliénation
avec gain
après nou-
velle répar-
tition

¹ Les membres du syndicat sont tenus de rembourser proportionnellement aux propriétaires fonciers de l'ancien état le gain effectif réalisé par l'aliénation de terrains ou de droits d'usage, et ce dans les 15 ans à partir de l'approbation du plan de la nouvelle répartition par le Conseil-exécutif.

² Le remboursement porte la première année sur le gain entier et diminue de $\frac{1}{15}$ chaque année suivante.

³ Les litiges sont tranchés par le juge civil selon les dispositions du code de procédure civile.

⁴ Le Conseil-exécutif édicte par ordonnance des prescriptions plus détaillées concernant le calcul du gain réalisé.

Art. 44

Echange pour
arrondisse-
ment

¹ Dans les régions où les terres ont déjà été remaniées, ou si le besoin d'un remaniement général n'existe pas, l'échange de terrains ou la rectification de limites peuvent être effectués, quand par ce remaniement l'arrondissement des exploitations s'en trouve considérablement amélioré.

² Les prescriptions concernant les entreprises collectives sont applicables par analogie à l'exécution de ces aménagements.

³ Au surplus, l'art. 21, al. 1, est applicable par analogie.

Art. 45

Plan de zones
de construc-
tion

En procédant à l'exécution d'un remaniement, les communes non exclusivement rurales sont tenues, en vertu de la législation fédérale et cantonale sur le maintien de la propriété foncière, de réserver une zone à bâtir avec projet général de canalisations, zone qui sera délimitée selon les prescriptions légales concernant l'utilisation des eaux.

TITRE CINQUIEME

Dispositions diverses

Art. 46

Application
par analogie
aux autres
formes d'amé-
liorations
foncières

Les dispositions concernant les remaniements parcellaires s'appliquent par analogie à toutes les autres formes d'améliorations foncières.

Art. 47

Les améliorations d'alpage intégrales au sens de la législation sur l'agriculture, seront exécutées: Amélioration d'alpage intégrale

- a) sur décision à la majorité simple des ayants-droit ou titulaires de droits d'alpage, dans les corporations d'alpes au sens des art. 103 et 104 Li. CCS;
- b) pour toutes les autres corporations selon art. 20 Li. CCS et des sociétés coopératives selon le droit des obligations, par décision de la majorité simple des intéressés.

Art. 48

Si les améliorations foncières sont exécutées par les communes municipales, les associations agricoles ou d'autres corporations de droit public, ces entreprises auront les mêmes droits et obligations que les syndicats d'améliorations foncières. Améliorations foncières par des collectivités

Art. 49

¹ Chaque construction de chemin implique en règle générale la constitution de secteurs permettant l'aboutissement de chaque parcelle au chemin. Construction de chemins

² La valeur des petites parcelles peut être compensée en argent.

Art. 50

La collaboration des autorités administratives ou des offices publics dans le cadre de leur activité de surveillance n'entraînera pas de frais pour l'entreprise. Collaboration gratuite des autorités administratives

Art. 51

¹ Il ne sera perçu aucun émolument pour les inscriptions au registre foncier, ni droits de mutation, ni impôts sur gain spéculatif lors de l'acquisition de terrains au sens de l'art. 23, al. 2. Libération d'émoluments et impôts

² L'attribution de terrains sous forme de nouvelle répartition au syndicat est exempte d'émoluments et d'impôts.

Art. 52

¹ La procédure applicable à un remaniement parcellaire volontaire selon art. 82 de la loi fédérale sur l'agriculture sera fixée par voie d'ordonnance. Réunion parcellaire volontaire et amélioration de limites

² Le président de tribunal statue en procédure sommaire sur les contestations relatives aux améliorations de limites selon art. 81 de la loi fédérale sur l'agriculture, en application de l'art. 2, ch. 5, et des art. 305 et ss du code de procédure civile.

³ Les améliorations de limites selon l'art. 81, al. 1 et 3, de LF seront entreprises indépendamment des surfaces et valeur selon la procédure simplifiée du décret du 16 novembre 1925 sur la passation publique des actes de mutations relatifs à de petits immeubles.

Art. 53

¹ L'accord des $\frac{4}{5}$ des membres est nécessaire pour la dissolution d'un syndicat d'améliorations foncières. Dissolution du syndicat d'améliorations foncières

² Chaque décision de dissolution sera ratifiée par le Conseil-exécutif. La ratification n'est accordée que lorsque l'entretien des ouvrages de l'amélioration foncière est assuré, et après dépôt public de la décision de dissolution.

³ Les oppositions sont liquidées par le Conseil-exécutif.

Art. 53a

Fonds
d'améliorations

Pour l'exécution d'entreprises au financement difficile un fonds d'améliorations sera créé et alimenté par la part cantonale du remboursement des subventions exigé lors de désaffectation ou vente avec gain de même que par un versement ordinaire, annuel du canton dont le montant figurera au budget.

TITRE SIXIEME

Interdiction de modifier l'affectation des immeubles et de les morceler, obligation de restitution, d'exploitation et d'entretien

Art. 54

Interdiction
de modifier
l'affectation
des immeubles
et bâtiments
agricoles améliorés

¹ Des immeubles améliorés, ou bâtiments nouvellement construits ou améliorés à l'aide de contributions publiques ne peuvent, dans les 20 ans qui suivent le dernier versement des subsides de la Confédération et du canton, être soustraits à l'affectation qui a motivé l'octroi de ces subsides.

² Pour les bâtiments améliorés à l'aide de contributions publiques, l'interdiction d'en modifier l'affectation s'étend aussi au terrain dépendant des bâtiments, quand celui-ci n'a pas fait l'objet d'un remaniement.

³ La Direction de l'agriculture peut autoriser la modification d'affectation pour de justes motifs. Si elle autorise cette modification, elle fixera aussi l'étendue de la restitution des subsides alloués par la Confédération et le canton.

⁴ Un droit de gage légal grève au profit de l'Etat le montant qui doit être restitué, sans inscription au registre foncier et prenant rang immédiatement après d'éventuels droits de gage pour améliorations foncières (art. 820 CCS).

Art. 55

Modifications
d'affectation
ensuite de
nouveau morcellement
et reboisement
de terrains

¹ Le nouveau morcellement d'un sol qui a fait l'objet d'un remaniement, et le reboisement de terrains défrichés, sont soumis à l'autorisation de la Direction de l'agriculture.

² L'autorisation n'est accordée que pour de justes motifs. La Direction de l'agriculture décide du montant de la restitution.

³ L'art. 86, al. 2, de la loi sur l'agriculture concernant le reboisement demeure réservé.

Art. 56

Interdiction
de morcellement
pour terrain non
amélioré

¹ L'interdiction de morcellement s'applique aussi au terrain d'un bâtiment construit ou amélioré à l'aide de contributions publiques, dans les 20 ans

qui suivent le dernier versement des subsides de la Confédération et du canton, même si ce terrain n'a pas fait l'objet d'un remaniement.

² L'autorisation n'est accordée que pour de justes motifs; la Direction de l'agriculture décide du montant de la restitution.

Art. 57

¹ Si des bâtiments sont détruits par le feu ou par d'autres phénomènes naturels au cours des 20 années suivant le dernier versement des subsides de la Confédération et du canton, ils seront reconstruits, ou les subsides seront restitués en totalité ou en partie.

Destruction
des bâtiments

² Les plans de reconstruction seront soumis à l'approbation de la Direction de l'agriculture; celle-ci décide du montant de la restitution.

Art. 58

L'aliénation ou la mise en fermage d'une colonie établie à l'aide de contributions publiques à un acquéreur n'exploitant pas lui-même, est soumise à l'autorisation de la Direction de l'agriculture, pendant les 20 ans qui suivent le dernier versement des subsides de la Confédération et du canton.

Aliénation
d'une colonie

Art. 59

¹ Si un bâtiment agricole construit ou amélioré à l'aide de contributions publiques, ou si des parties essentielles des terrains qui s'y rattachent sont aliénées avec gain dans les 20 ans qui suivent le dernier versement des subsides de la Confédération et du canton, ces subsides seront restitués en totalité ou en partie.

Aliénation
avec gain d'un
bâtiment agri-
cole

² La Direction de l'agriculture décide du montant de la restitution, sous réserve de l'interdiction de modifier l'affectation des immeubles selon art. 54.

Art. 60

Les requêtes à fin d'autorisations prévues dans le présent titre seront présentées par écrit au Service des améliorations foncières, avec plans en annexe et indication des moyens de preuve. La Direction de l'agriculture statue sur la base des faits établis par le Service des améliorations foncières.

Procédure en
obtention des
autorisations

Art. 61

¹ Les terres améliorées avec l'aide de contributions publiques seront convenablement exploitées, et les ouvrages construits seront entretenus dans les règles de l'art; le Service des améliorations foncières surveille l'entretien.

Obligation
d'exploitation
et d'entretien

² A l'achèvement de l'entreprise, un fonds d'entretien approprié sera constitué, fonds dont le montant minimum est fixé par la Direction de l'agriculture.

³ Les membres du syndicat ou la collectivité fourniront tous les 3 ans au Service des améliorations foncières un rapport sur les dépenses occasionnées par l'entretien des ouvrages collectifs construits et sur l'état du fonds d'entretien.

⁴ Le syndicat ou la collectivité édicteront un règlement d'entretien, soumis à l'approbation de la Direction de l'agriculture.

TITRE SEPTIEME

Procédure concernant le dépôt public et les oppositions

Art. 62

Dépôt public
des plans et
des pièces

¹ Les dépôts publics de pièces prescrites ou prévues par les statuts pour la création et l'exécution de l'entreprise, s'effectuent au secrétariat communal; si ce secrétariat ne se prête pas au dépôt, ou si le périmètre englobe plusieurs communes, le Service des améliorations foncières désigne l'endroit où se fera le dépôt.

² Tout dépôt public est soumis à l'autorisation du Service d'améliorations foncières.

³ La durée du dépôt est fixée à 14 jours.

⁴ La publication par les soins du conseil communal selon art. 15, et dans les autres cas par ceux du comité, paraîtra une fois dans la Feuille officielle, ou elle aura lieu par d'autres moyens selon l'usage local, avec le rappel que les oppositions seront adressées par écrit et motivées au secrétariat communal pendant la durée du dépôt.

⁵ Chaque intéressé sera avisé par écrit du dépôt.

⁶ Celui qui ne forme pas opposition est réputé avoir accepté les actes déposés.

Art. 63

Notifications
et possibilités
d'opposition

La notification de communications importantes et de décisions de la commission d'estimation aura lieu par lettre recommandée ou par les soins d'un mandataire contre remise d'un reçu, avec le rappel que les oppositions peuvent être adressées par écrit et motivées au secrétariat communal dans les 10 jours suivant la notification.

Art. 64

Oppositions
aux dépôts
publics et aux
décisions de la
commission
d'estimation

Le secrétaire communal certifiera la date de réception de toutes les oppositions faites lors de la création de l'entreprise ou pendant l'exécution de celle-ci, contre les dépôts publics ou contre des décisions de la commission d'estimation. A l'expiration du délai d'opposition, le secrétaire communal dresse un état des opposants, et transmet les dossiers au Service des améliorations foncières à l'intention des organes compétents.

Art. 65

Instruction
des opposi-
tions par la
Commission
d'estimation,
en collabora-
tion avec le
Service
des améliora-
tions fon-
cières

¹ La commission d'estimation, avec le directeur technique et en collaboration avec le Service des améliorations foncières, tente un arrangement à l'amiable par l'audition personnelle des opposants.

² Le notaire mandaté collaborera à l'instruction des oppositions contre la nouvelle réglementation des droits réels restreints et des annotations et mentions.

³ Si une entente n'est pas possible, la commission d'estimation fera parvenir dans les 14 jours toutes les pièces du dossier avec un rapport et une proposition quant aux points litigieux, à la commission cantonale d'améliorations foncières (art. 66) pour décision.

⁴ Aussi longtemps qu'un litige est pendant, la commission d'améliorations foncières ou la commission d'estimation ne sont pas liées par les accords déjà passés ou les décisions déjà prises.

Art. 66

¹ Une commission d'améliorations foncières pour tout le canton statue sur toutes les oppositions relevant de la compétence de la commission d'estimation et qui ne sont pas liquidées par cette dernière en application de l'art. 65.

Commission
cantonale
d'améliora-
tions fon-
cières

² La commission se compose de 5 à 7 membres, y compris le président et le vice-président, ainsi que du nombre correspondant de membres suppléants.

³ Le Conseil-exécutif nomme les membres de la commission et le secrétaire.

⁴ Le président et le secrétaire seront titulaires d'une patente bernoise d'avocat ou de notaire; les autres membres de la commission et les membres suppléants seront des experts en agriculture, en questions forestières et en agronomie.

⁵ Le Conseil-exécutif édictera un règlement sur les motifs de récusation et de déport, la conduite des affaires de la commission, et la rétribution du président, du vice-président, des membres de la commission et du secrétaire.

Art. 67

¹ La commission d'améliorations foncières statue définitivement sur les litiges qui lui sont soumis, après audition orale ou écrite des parties, et après avoir donné au Service des améliorations foncières l'occasion d'être entendu.

Procédure
devant la com-
mission
d'améliora-
tions fon-
cières

² Les décisions seront communiquées par écrit aux parties et au service des améliorations foncières.

Art. 68

La décision de la commission des améliorations foncières peut être portée dans les 30 jours par voie de recours au Tribunal administratif pour vice de forme ou violation de prescriptions légales.

Recours au
Tribunal ad-
ministratif

Art. 69

¹ Toutes les pièces en rapport avec la procédure de recours et d'opposition sont exemptes du timbre.

Emolument
de justice
et débours

² La procédure devant la commission d'estimation est gratuite.

³ Dans la procédure devant le préfet, la commission cantonale d'améliorations foncières, le Conseil-exécutif ou le Tribunal administratif, il sera perçu un émolument de justice de fr. 5.— à francs 500.—, en plus des débours.

⁴ En certains cas, et pour raison d'équité, il peut être fait abstraction d'une condamnation aux frais.

⁵ Pour raison d'équité, le syndicat peut aussi être condamné à une partie des frais.

⁶ En règle générale, il ne sera pas alloué de vacations aux parties.

TITRE HUITIEME

Dispositions concernant la compétence, l'exécution des jugements et dispositions finales

Art. 70

Autorités
compétentes
selon la loi
fédérale sur
l'agriculture

Les autorités ou offices compétents pour les cas prévus par la loi fédérale sur l'agriculture et l'ordonnance s'y rapportant, sont les suivants:

- 1^o La Direction de l'agriculture pour les cas de l'art. 80, al. 2, de la loi sur l'agriculture; autorisation de raccordement d'autres ouvrages à des entreprises d'améliorations foncières et fixation de l'indemnité;
Art. 87, al. 1, 2 et 3, obligation du propriétaire d'immeubles en friche d'affecter de nouveau ces terrains à l'agriculture, et décision de remise en état de ces terrains aux frais du propriétaire.
- 2^o La commission cantonale des améliorations foncières pour les cas des art. 84, al. 1 et 2, et art. 56, dernière phrase, de l'ordonnance fédérale du 29 décembre 1954;
la commission cantonale est aussi compétente pour l'inscription de mentions au registre foncier, quand il n'est alloué que des subsides cantonaux.
- 3^o La Direction cantonale des forêts pour l'art. 79 de la loi fédérale sur l'agriculture, protection de la nature et d'autres intérêts.

Art. 71

Plainte au
Tribunal ad-
ministratif et
recours au
Conseil-exé-
cutif

¹ Les décisions de la Direction de l'agriculture concernant la restitution de subsides de la Confédération et du canton (art. 54, 57, 59), et la fixation de l'indemnité selon art. 70, ch. 1, peuvent être attaquées par voie de plainte au Tribunal administratif.

² Les décisions de la Direction de l'agriculture, pour autant qu'elles ne portent pas sur des prestations en argent (art. 54, 59 et art. 70, ch. 1) peuvent être portées par voie de recours au Conseil-exécutif.

Art. 72

Jugements
exécutoires

Les arrêts ayant force exécutoire sont assimilés aux jugements des tribunaux et constituent un titre donnant droit à main-levée d'opposition au sens de l'art. 82, al. 2, de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite.

Art. 73

Le Conseil-exécutif est chargé d'appliquer la présente loi.

Disposition
d'application

Art. 74

Toutes les dispositions légales incompatibles avec les prescriptions de la présente loi sont abrogées dès l'entrée en vigueur de celle-ci, notamment les art. 87 à 100 de la loi introductive du CCS, les prescriptions concernant le dessèchement des marais et autres terrains selon la loi du 3 avril 1857, et le décret du 30 mai 1883 relatif à l'établissement de chemins d'exploitation rurale.

Annulation
de l'ancien
droit

Art. 75

¹ Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Entrée
en vigueur

² Il fixe aussi, à la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, le droit applicable aux procédures pendantes en matière d'améliorations foncières.

³ Demeure réservée la ratification de la présente loi par le Conseil fédéral, à teneur de l'art. 118, al. 2, de la loi sur l'agriculture.

Berne, le 6 juillet et 23 octobre 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président:

D^r H. Tschumi

Le chancelier:

Hof

Berne, le 10 octobre 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

Arni

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**
des 26 et 24 octobre 1962
en vue de la 2^e délibération

Loi
du 5 mars 1961 sur les allocations
pour enfants aux salariés
(modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,
sur la proposition du Conseil-exécutif,

décède:

I.

¹ L'art. 1^{er}, al. 5, de la loi du 5 mars 1961 sur les allocations pour enfants aux salariés est modifié comme suit:

² Les salariés étrangers n'ont droit aux allocations pour enfants que s'ils sont domiciliés en Suisse avec ceux-ci. Le Conseil-exécutif a la faculté de renoncer à cette condition en faveur des ressortissants d'Etats déterminés et d'édicter des dispositions spéciales concernant le droit aux allocations pour enfants.

II.

La présente modification entrera en vigueur, après son acceptation par le peuple, à la date que fixera le Conseil-exécutif.

Berne, le 26 octobre 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le vice-président:

Moine

Le chancelier:

Hof

Berne, le 24 octobre 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

Mischler

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**
des 12 et 4 octobre 1962
en vue de la 2^e délibération

Loi
portant modification
de la loi du 3 mars 1957
sur les écoles moyennnes
et de la loi du 2 septembre 1956
sur les traitements du corps enseignant
des écoles primaires et moyennes

Le Grand Conseil du canton de Berne,
sur la proposition du Conseil-exécutif,

décède:

Première partie

La loi du 3 mars 1957 sur les écoles moyennes est modifiée et complétée comme suit:

Art. 6, nouvel al. 2: L'Etat accorde aux communes de faible capacité financière des subventions extraordinaires en vue de la création et de l'exploitation de nouvelles écoles moyennes, si:

- a) le besoin se fait sentir d'étendre les possibilités d'instruction de ce degré scolaire;
- b) ce besoin ne peut être satisfait que par la création d'une école;
- c) la commune en cause n'est pas en mesure de supporter les frais de création ou d'exploitation de l'école sans contributions extraordinaires.

B. Gymnases

I. Dispositions générales

Art. 9, nouvel al. 3. Il peut être institué dans les gymnases, avec l'autorisation du Conseil-exécutif, des classes de raccordement destinées à former pendant une année au plus, en vue de l'entrée au gymnase, des élèves qui ont les aptitudes requises. Les frais sont supportés par l'Etat.

Règlements
scolaires,
admission et
promotion,
plans d'études

Art. 10. ¹ La Direction de l'instruction publique édicte, après avoir entendu la conférence des recteurs, des directives concernant l'admission et la promotion des élèves, ainsi que l'unification des plans d'études.

² La commission d'école établit, après avoir entendu la conférence des maîtres, les règlements scolaires et, dans le cadre des directives de la Direction de l'instruction publique, les plans d'études, ainsi que les conditions d'admission et de promotion.

³ Les plans d'études fixent les branches obligatoires et les branches facultatives; ils règlent la répartition du temps consacré à l'enseignement.

⁴ Le plan d'études cantonal des écoles secondaires s'applique aux classes comprises dans la scolarité obligatoire, dans la mesure où il se concilie avec les buts généraux de l'école.

II. Dispositions d'ordre financier

Gratuité
de l'enseigne-
ment

Art. 14^{bis}. ¹ L'enseignement donné dans les gymnases est gratuit. L'art. 14^{quinquies}, al. 3, demeure réservé.

² Il ne peut être perçu de droit d'admission ou de promotion.

³ L'Etat veille, en accord avec les communes, à l'application de ces principes aux élèves de régions frontalière qui, pour des raisons d'ordre local, fréquentent le gymnase public d'un canton voisin. Les détails seront fixés dans une ordonnance du Conseil-exécutif.

Subvention
de l'Etat

Art. 14^{ter}. ¹ L'Etat verse des subventions allant jusqu'au 90 % des frais d'exploitation des gymnases. Ces subventions sont calculées en fonction de la population domiciliée, du chiffre des naissances, ainsi que de la force contributive de la région où se recrutent les élèves du gymnase.

² L'Etat peut verser des subventions allant jusqu'à 90 % des frais d'exploitation des classes de gymnase instituées dans les écoles secondaires à partir de la 7^e année scolaire.

³ Un décret du Grand Conseil fixera les subventions aux frais d'exploitation des gymnases et la manière de les calculer; il déterminera quels sont les frais d'exploitation donnant droit à subvention, en paraiculier lorsqu'il s'agit de classes comprises dans la scolarité obligatoire.

⁴ Une ordonnance du Conseil-exécutif détermine les régions de recrutement des gymnases.

Contributions
d'écologie des
communes

Art. 14^{quater}. ¹ La commune qui entretient un gymnase a la faculté de percevoir des contributions d'écologie auprès des communes d'où lui viennent des élèves dans ses classes de scolarité non obligatoire.

² Dans des cas spéciaux, ainsi qu'en cas d'entrée dans un gymnase commercial donnant un enseignement spécialisé à partir de la quatrième, la Direction de l'instruction publique peut étendre ce droit à la fréquentation de classes comprises dans la scolarité obligatoire.

³ Les communes qui entretiennent des classes de gymnase comprises dans la scolarité obligatoire sont en droit de percevoir des contributions d'écologie pour la fréquentation de ces classes par des élèves venant du dehors. La commune de domicile de l'élève est tenue au paiement de la contribution lorsqu'elle n'assure pas elle-même un enseignement préparatoire suffisant au sens de l'art. 25.

Art. 14^{quinqies}. ¹ La Direction de l'instruction publique fixe les contributions, les communes en cause entendues et compte tenu de leur force contributive ainsi que des charges occasionnées à la commune par le gymnase qu'elle entretient.

² Ces contributions d'écologies ne peuvent en aucune manière être mises à la charge des élèves, de leurs parents ou des personnes qui les placent. L'al. 3 demeure réservé.

³ La Direction de l'instruction publique fixe les écologies dus par les élèves d'autres cantons ou étrangers, ainsi que ceux conformes à l'art. 14^{quater}, al. 3, qui ne sont pas à la charge de la commune de domicile.

Art. 14^{sexies}. ¹ La commune qui bénéficie de subventions de l'Etat en faveur d'un gymnase ou de classes de gymnase spéciales est tenue d'accepter les élèves capables venant d'autres communes du canton. Il ne peut être imposé aux élèves du dehors des conditions d'admission spéciales.

Obligations de la commune siége d'un gymnase

² Les gymnases et les classes de gymnase spéciales seront, quant aux exigences posées à l'alinéa ci-dessus, organisés de telle sorte qu'ils puissent satisfaire aux besoins de la région où se recrutent leurs élèves.

Art. 46, al. 3. Lorsque l'école est fréquentée par plus d'un tiers d'élèves d'autres communes, la subvention de l'Etat se calcule comme s'il s'agissait d'un syndicat de communes comprenant celle qui a la responsabilité de l'école et les communes d'où lui viennent régulièrement des élèves. Cette règle ne s'applique pas aux gymnases.

Art. 57, 2^e alinéa. Dans les écoles secondaires importantes et dans les gymnases, le corps enseignant est représenté aux séances par une délégation élue par lui. Tout maître est cependant en droit de soumettre personnellement ses propositions devant la commission. Le directeur ou le recteur de l'école assiste avec voix consultative à toutes les délibérations qui ne le concernent pas personnellement.

Art. 75, al. 2, 3 et 4. ² Sont éligibles les citoyens et citoyennes de nationalité suisse.

³ La majorité des membres doit être domiciliée dans la commune scolaire; font exception les commissions de gymnases fréquentés principalement par des élèves du dehors et où il y a lieu de tenir compte de la région de recrutement.

⁴ Pour le surplus, l'élection dans une commission des écoles moyennes est réglée par les dispositions de la loi sur l'organisation communale relatives à la nomination des commissions communales.

Bourses et subventions

Art. 82. ¹ L'Etat accorde des bourses.

² Il peut, par des subventions, encourager des institutions d'utilité publique officielles ou privées à fournir aux élèves, au siège de l'école, le logement et la subsistance appropriés. Si les moyens de transports publics font défaut ou sont insuffisants, l'Etat peut allouer des subventions en faveur de la création et l'exploitation de possibilités de transport en faveur d'élèves habitant loin du siège de l'école.

³ Une ordonnance du Conseil-exécutif réglera les détails.

Autres dispositions

Art. 83. ¹ Les dispositions des art. 74 de la loi sur l'école primaire (enseignement aux enfants malades) et 79 (écoliers et sociétés) s'appliquent également aux classes d'écoles moyennes de scolarité obligatoire. Les dispositions des art. 76 (service médical), 77 (service dentaire), 78 (orientation en matière d'éducation) et 80 (assurance des écoliers) de ladite loi s'appliquent à toutes les écoles moyennes.

² Les commissions d'école ont la faculté d'édicter, à l'intention des classes d'écoles moyennes de scolarité non obligatoire, des dispositions réglementaires concernant l'appartenance de ces élèves aux sociétés et leur participation aux manifestations de ces dernières.

³ Il sera tenu compte des besoins spéciaux de l'école moyenne dans la réglementation de l'orientation professionnelle et d'autres mesures de caractère social.

Autres contributions

Art. 87^{bis}. Le gymnase privé menacé dans son existence par l'introduction des art. 14^{bis} et suivants peut faire l'objet de contributions de la part de l'Etat, si:

- a) les certificats de maturité qu'il délivre sont reconnus par la Confédération;
- b) il existe un intérêt public au maintien de l'établissement;
- c) l'octroi d'une subvention ne porte pas préjudice à une école publique.

Deuxième partie

La loi du 2 septembre 1956 sur les traitements du corps enseignant des écoles primaires et moyennes est modifiée comme suit:

Traitement du corps enseignant des écoles moyennes supérieures

Art. 7. ¹ Le traitement du corps enseignant des classes d'école normale et des écoles de commerce rattachées à une école moyenne est fixé par la commune intéressée.

² Le traitement des maîtres de gymnase est fixé par la commune siège de l'école, d'entente avec la Direction de l'instruction publique.

Participation de l'Etat

Art. 31. L'Etat assume le paiement de la moitié des traitements prévus à l'art. 7, al. 1. Ceux-ci ne sont pris en considération dans le calcul de la sub-

vention que dans la mesure où ils n'excèdent pas les taux des traitements des titulaires de postes correspondants des établissements de l'Etat.

Disposition finale

La présente loi entrera en vigueur, après son acceptation par le peuple, au 1^{er} avril 1963.

Berne, le 12 octobre 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président:

D^r H. Tschumi

Le chancelier:

Hof

Berne, le 4 octobre 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

W. Hadorn

Rapport de la Direction des finances

au Conseil exécutif, à l'intention du Grand Conseil,

**concernant la construction de l'usine électrique d'Aarberg, 1^{re} étape d'aménagement,
des Forces motrices bernoises SA (FMB)**

(Octobre 1962)

Le conseil d'administration des FMB a décidé à l'unanimité, le 13 octobre 1962, de proposer à l'assemblée générale des FMB, qui en a la compétence, la construction de l'usine électrique d'Aarberg, 1^{re} étape. Comme il s'agit d'une dépense de plus de 3 millions de francs, les représentants des actions de l'Etat au sein de l'assemblée générale ne peuvent adhérer à la proposition de construction que s'ils en ont reçu au préalable l'autorisation du Grand Conseil (AGC du 21 novembre 1928). Pour que cette décision d'autorisation puisse être prise au cours de la session de novembre du Grand Conseil, si possible même au début de la session, nous vous soumettons le présent rapport, complété par un projet d'arrêté.

I. Usine électrique de Niederried-Radelfingen et usine électrique d'Aarberg

Dans notre rapport de janvier 1959 concernant la construction d'une usine électrique à Niederried et la participation des FMB à l'usine électrique du Sanetsch SA, ainsi que l'augmentation de la participation à la Grande Dixence SA et aux Forces motrices du Simmental SA, nous avons déjà signalé que l'usine de Niederried ne constituait que la partie supérieure du projet d'aménagement d'ensemble de l'Aar entre le barrage de Niederried de

l'usine électrique de Kallnach et l'embouchure de son canal de fuite dans le canal de Hagneck. Nous ajoutons que les FMB envisageaient de rendre utilisable le tronçon de l'Aar Niederried – Aarberg dans une usine à Aarberg, pour laquelle une demande de concession était pendante. L'usine devait avoir également une capacité d'absorption de 170 m³/sec. et produire en moyenne annuelle environ 67 millions de kWh. Les FMB espéraient, ajoutons-nous, pouvoir présenter un projet de travaux dans le courant de deux années.

L'usine de Niederried-Radelfingen – c'est le nom actuel de l'ouvrage supérieur – et celle d'Aarberg se trouvent entre elles en étroite connexité pour les motifs suivants:

Au cours des années 1909 à 1913, les FMB ont construit l'usine de Kallnach, qui consiste principalement en un barrage de l'Aar, un peu en amont d'Oberried, en une galerie d'amenée sous pression de 2,1 km de longueur allant de là au château d'eau, en conduite forcée jusqu'à la centrale, en une centrale sise à 0,5 km environ au sud-ouest de la station de chemin de fer de Kallnach, et en un canal de fuite de 2,8 km débouchant dans le canal d'Aarberg – Hagneck. Selon les conceptions et les besoins de l'époque, cette usine n'a été aménagée que pour une capacité d'absorption de 70 m³/sec. Or depuis des années, en partie ensuite de l'effet compensatoire des bassins de l'Oberhasli, du lac de Wohlen et des lacs de Montsalvens et Gruyère, l'Aar amène

en moyenne pendant 355 jours plus que 70 m³/sec. (maximum allant jusqu'à 1200 m³/sec. environ). Cette eau supplémentaire est restée inutilisée depuis 1913, projetée qu'elle était par le barrage de Niederried et elle y a occasionné des dommages dont la réparation, indépendamment de la dépense normale en faveur de la protection des rives, a coûté plus de deux millions.

Pour cette seule raison déjà, les FMB ont projeté depuis des années de rendre utilisable une partie tout au moins de cette eau supplémentaire. Des études s'échelonnant sur de longues années ont permis de constater qu'une extension de l'usine existante de Kallnach aurait été peu rationnelle au point de vue technique et serait revenue trop cher. Il aurait tout fallu construire à nouveau: les galeries sous pression à travers la molasse et des alluvions manquant de solidité, le château d'eau, les conduites forcées, la centrale des machines, le canal de fuite. En outre – et ceci a été aussi déterminant – on aurait prélevé trop d'eau de l'Aar près du barrage de Niederried. Le cours d'eau aurait été par moments trop peu alimenté en eau entre le barrage de Niederried et l'embouchure du canal de fuite, c'est-à-dire sur une distance de 9 km.

La bonne solution a été au contraire de rendre utilisable l'eau de l'Aar dans le lit actuel de la rivière entre le barrage de Niederried et l'embouchure du canal de fuite. Au point de vue économique s'est imposée la solution de construire deux usines électriques à peu près semblables: Niederried-Radelfingen et Aarberg, avec chacune environ 10 m de chute, 170 m³/sec. de capacité d'absorption, 20 000 PS de puissance de turbines et 20 000 kVA de puissance de génératrices, d'où une production annuelle d'environ 67 millions de kWh.

Le conseil d'administration des FMB a décidé en conséquence, le 20 décembre 1958, de construire tout d'abord l'usine de Niederried-Radelfingen, et ensuite celle d'Aarberg. La construction de la première a commencé immédiatement une fois l'autorisation obtenue. Les travaux sont avancés au point que l'usine de Niederried-Radelfingen se trouve près de son achèvement et de sa mise à exploitation.

II. Projet initial et projet actuel de l'usine d'Aarberg

1° Le projet initial. Conformément aux plans d'ensemble mentionnés ci-dessus, le projet initial de l'usine d'Aarberg prévoyait essentiellement:

- a) élévation de l'Aar de 7 m environ par un barrage avec une centrale des machines sise à gauche, à peu près 300 m en amont du pont de chemin de fer Aarberg – Bargaen;
- b) des digues des deux côtés en amont du barrage, correspondant à la retenue et rendues étanches pour la protection du terrain sis en contrebas;
- c) une centrale des machines avec deux groupes comprenant chacun une turbine Kaplan à axe vertical de 10 000 PS et une génératrice triphasée de 10 000 kVA;

d) abaissement de 4 m du lit de l'Aar immédiatement en-dessous du barrage, se réduisant jusqu'au canal de fuite de Kallnach à 0 m, ce qui aurait pour effet, en cas de débit moyen, d'abaisser le niveau de l'eau de l'Aar de 3 m immédiatement en amont de la centrale;

e) utilisation de l'eau résiduelle s'écoulant dans la vieille Aar par une petite usine à turbines à bulbes pouvant produire annuellement environ 1,2 million de kWh.

La production annuelle moyenne aurait été de 67 millions de kWh (été 47; hiver 20). Le coût total des travaux et de l'installation était, sur la base des prix de l'automne 1961, devisé à fr. 37 900 000.— environ.

2° Procédure d'approbation du projet initial. Elle a été ouverte par une demande de concession des FMB du 17 novembre 1958. Pendant le délai légal de dépôt ont été présentées 18 oppositions ou réserves de droit, ainsi que des propositions de la Direction des forêts, ces dernières concernant principalement la défense des intérêts de la pêche et de la protection de la nature. La plupart des oppositions n'avaient rien d'extraordinaire en elles et n'auraient pas rendu impossible l'octroi d'une concession. Il en fut cependant autrement des soucis exprimés par plusieurs particuliers et des communes, spécialement la ville de Bienne, la commune de Lyss et le Syndicat d'alimentation en eau du Seeland, à cause de leur alimentation en eau potable et d'usage. Les eaux de fond de ces opposants se trouvent aussi bien en amont qu'en aval de l'endroit prévu pour le barrage, notamment dans le Grand Marais à droite du canal de Hagneck jusque dans la région de Worben. La Direction des travaux publics a désigné le 23 avril 1960, en vue d'élucider ces questions, une commission d'experts qui, après des enquêtes importantes et approfondies, a déposé son rapport le 15 août 1961. Ce rapport en arrivait dans l'ensemble aux constatations et recommandations suivantes:

a) Dans tout le territoire examiné, c'est-à-dire aussi bien en amont qu'en aval de l'endroit du barrage, les conditions d'eau de fond sont extrêmement compliquées et la qualité de cette eau aurait été compromise à la source déjà. Un danger massif provient de l'infiltration d'eaux usées insuffisamment épurées pendant la «campagne» de la Sucrerie d'Aarberg. L'eau de fond prélevée dans les captages de la ville de Bienne doit être aérée du fait de la réduction de la teneur en oxygène provoquée par l'infiltration des eaux usées de la Sucrerie.

b) Dans le bassin de réception, donc en amont du barrage, le niveau de l'eau de fond se trouve surélevé, mais le dommage peut être évité grâce aux conduites d'infiltration et aux canaux latéraux prévus. On ne peut pas dire si le captage d'eau de fond de Niederried subit un préjudice; des mesures destinées à parer à un dommage doivent être au besoin étudiées.

c) Dans la région du canal de fuite, en aval du barrage, la quantité d'eau de fond de la région Kallnach – canal de Hagneck, soit à gauche de l'Aar,

se trouve, du fait de l'abaissement du canal de Hagneck, réduite de moitié environ, et il faut y parer par des mesures de protection. En outre, le rendement du terrain d'eau de fond à droite du canal de Hagneck jusqu'à Worben diminuera. Même si cette diminution ne représente en moyenne que le 20 % du rendement antérieur, la chose n'est pas sans importance à cause des besoins croissants en eau du Seeland et de la ville de Bienne. Mais cette réduction peut être compensée par l'enrichissement artificiel de l'eau de fonds au moyen d'eau provenant du canal de Hagneck. Cette mesure atténuera en même temps l'influence des zones d'eaux usées et de formation de glace.

d) Du fait des modifications des conditions de courant de l'eau de fond, l'influence de l'infiltration de l'eau résiduaire de la Sucrerie d'Aarberg sur le captage de l'alimentation en eau de Bienne se trouverait accrue. C'est pourquoi il faut tout entreprendre pour assainir le régime des eaux usées de cette fabrique, régime qui, de toute façon, ne donne pas satisfaction.

Les experts n'ont donc pas considéré que l'influence de la construction de l'usine sur le captage d'eau potable était telle qu'elle aurait empêché la construction de l'usine d'Aarberg. Ils ont au contraire dit en résumé que l'usine d'Aarberg ne serait pas sans provoquer des répercussions sur les conditions d'eau de fond, mais que des mesures appropriées pouvaient remédier au danger. Le rapport se termine par ces mots: «La concession pour l'usine électrique ne devrait être accordée que moyennant certaines conditions concernant la protection de l'eau de fond et une clause de responsabilité à l'égard des captages existants d'eau de fonds.»

Les efforts entrepris pour engager au retrait de leurs oppositions ou de leurs réserves de droit les communes soucieuses de leur alimentation en eau n'ont pas obtenu de résultat.

Comme d'autre part les FMB doivent se procurer d'urgence de nouvelles quantités d'énergie, elles ont présenté en automne 1962 une nouvelle proposition, soit le projet actuel d'Aarberg, et ont soumis ce dernier aux spécialistes d'alimentation en eau de la ville de Bienne, de la commune de Lyss et du Syndicat du Seeland. En même temps, elles ont renseigné notre Direction des travaux publics qui, de son côté, a pris contact avec les représentants des communes intéressées. En outre, le Conseil-exécutif a tenu à se rendre lui-même sur les lieux pour être exactement informé de la situation.

3° Le projet actuel de l'usine d'Aarberg. Il diffère du projet antérieur sur un point très important en ce sens que l'abaissement du lit de l'Aar du barrage jusqu'à l'embouchure du canal de fuite est abandonné. Pour le surplus, le projet s'identifie avec le précédent: niveau de la retenue, digues le long de la retenue, corps du barrage avec centrale des machines, équipement mécanique et électrique.

Le maintien en l'état de l'Aar en aval du barrage ne souffrira qu'une petite exception, qui restera sans influence sur le niveau du lit de la rivière et sur le niveau de l'eau. Le fond de la rivière devra être, peu en aval du barrage, abaissé de 4 m parce que les sorties des turbines doivent être placées

aussi bas que le prévoyait le projet antérieur et parce que les deux rives doivent être protégées immédiatement en aval du barrage. Cet abaissement prend fin 180 m plus en aval, de sorte que le niveau d'eau de l'Aar restera ce qu'il est aujourd'hui à partir du barrage déjà. Il n'y a pas de danger d'érosion pour les tronçons sis en aval, parce que là où cesse l'abaissement du lit de la rivière se trouve la barre de roche de molasse.

Avantages et inconvénients. Le projet actuel présente le grand avantage de ne plus pouvoir, et même à titre éventuel, modifier que le régime des eaux de fond de la retenue, c'est-à-dire entre les barrages de Niederried et Aarberg, et de ne pas toucher au régime de l'eau en aval du barrage jusqu'à l'embouchure de Kallnach. Au contraire, il améliorera ce régime. Les FMB n'utiliseront en effet à l'avenir, pour une débit d'eau allant jusqu'à 190 m³/sec., que 20 m³/sec. au plus à Kallnach, alors qu'elles utiliseront le reste dans les deux usines de Niederried-Radelfingen et Aarberg. C'est uniquement pour des débits d'eau supérieurs à 190 m³/sec. qu'on utilisera davantage que 20 m³/sec. dans l'ancienne centrale de Kallnach. Par conséquent, entre le barrage de Niederried et l'embouchure du canal de fuite à Kallnach, l'Aar transportera en moyenne annuelle, pendant 250 jours au moins, davantage d'eau qu'aujourd'hui. Les experts ont constaté que les eaux de fond à droite et à gauche du canal de Hagneck sont alimentées en bonne partie par cette eau. Il en résultera donc une augmentation du volume des eaux de fond, ceci d'autant plus qu'il sera amené dans l'ancienne Aar non plus 1 m³/sec. d'eau résiduelle comme depuis 1913, et non plus 3 m³/sec. selon l'élévation prévue initialement, mais bel et bien 3,5 m³/sec.

Il n'y a donc à cet égard plus aucun motif de ne pas prendre la décision de construire l'usine électrique d'Aarberg conformément au projet actuel.

Il est vrai que les FMB devront accepter des inconvénients importants. La chute ne comportant plus que 7 m environ, la puissance s'abaissera à 14 000 kVA (au lieu de 20 000) et la production annuelle moyenne à 49 millions de kWh (au lieu de 67 millions). A cela s'ajoute uniquement la petite installation accessoire d'eau résiduelle, qui peut fournir environ 270 kVA et livrer environ 1,3 millions de kWh.

Les experts qui avaient établi le premier rapport ont été invités à prendre position à l'égard du projet actuel. Leur réponse du 19 septembre 1962 mentionne que seule l'eau de fond entre les barrages de Niederried et d'Aarberg pourrait être compromise, mais que la chose peut être évitée facilement. En dessous du barrage d'Aarberg, disent-ils, il y aura en revanche possibilité d'une alimentation plus forte de l'eau de fond, parce que pendant 280 jours de moyenne annuelle l'Aar aura plus d'eau que jusqu'à présent. Rien ne s'oppose plus, au point de vue géologique et hydrologique, à la construction de l'usine telle qu'elle est projetée aujourd'hui, pour autant que l'on fournisse compensation en faveur de l'alimentation en eau de Niederried par fusion avec celle de Kallnach et que l'étanchéité à l'endroit du barrage au profil diagonal soit soigneusement établie.

III. Première et deuxième étape d'aménagement

Dans leur demande de concession du 10 septembre 1962 en faveur du projet actuel, les FMB ont signalé franchement qu'elles ont l'intention d'abaisser le lit de l'Aar entre le barrage d'Aarberg et l'embouchure du canal de fuite de Kallnach conformément au projet primitif, c'est-à-dire de 4 m au plus en amont, avec réduction progressive jusqu'à 0 m en aval. C'est pourquoi elles considèrent le projet actuel comme une première étape, à laquelle elles aimeraient par la suite ajouter la seconde étape, qui consistera précisément en un abaissement du fond de l'Aar. La chute utile près de la centrale d'Aarberg s'élèverait alors en moyenne à 10 m environ, la puissance des machines par conséquent à 20 000 PS et la production annuelle moyenne à 67 millions de kWh.

Quant à la possibilité de réaliser ce projet, elle dépendra principalement de trois conditions:

1^o Il faut que la Sucrerie d'Aarberg ait établi l'installation d'épuration des eaux usées déclarée absolument indispensable par les experts, et il faut que cette installation empêche une autre souillure des masses d'eau de fond à droite du canal de Hagneck jusque dans la région de Worben. Si ce n'est pas le cas, les communes et les particuliers, soucieux du captage de leur eau, pourront difficilement abandonner leurs oppositions à un abaissement du lit de l'Aar en aval du barrage d'Aarberg. C'est pourquoi le Conseil-exécutif a donné mandat à la Direction des travaux publics d'entreprendre la procédure de l'art. 112, al. 3 et 4, de la loi du 3 décembre 1950 à l'égard de la Sucrerie d'Aarberg en vue d'assainir les conditions des eaux usées.

2^o D'autres examens systématiques des conditions d'eau de fond, en particulier dans la région de droite du canal de Hagneck jusqu'à Worben, devront être entrepris pendant les travaux et plus tard, durant l'exploitation, selon les directives de la Direction des travaux publics, en vue de rechercher quelle peut être l'influence de l'usine électrique sur ces conditions d'eau de fond. C'est ainsi seulement qu'avec le temps on pourra prédire avec une certitude suffisante s'il est possible de procéder à un abaissement de l'eau de l'Aar et, dans l'affirmative, si et dans quelle mesure il faut établir une installation d'enrichissement de l'alimentation de la nappe phréatique. La concession accordée par le Conseil-exécutif le 5 octobre 1962 impose aux FMB toutes les obligations nécessaires à cet effet.

3^o Les FMB devront demander pour la seconde étape des travaux une concession spéciale, et il faudra que cette concession leur ait été accordée avant qu'elles puissent mettre l'affaire en chantier. Le Conseil-exécutif statuera à ce sujet en qualité d'autorité concessionnaire après avoir entendu tous les intéressés.

La situation n'est donc pas telle que l'autorisation de réaliser la première étape porte en elle la décision de procéder à d'autres travaux. La seconde étape ne pourra au contraire être entreprise que si

le Conseil-exécutif, après avoir examiné le pour et le contre de la question, accorde la concession, et si le Grand Conseil autorise les représentants des actions de l'Etat à se rallier à une décision de construction au sein de l'assemblée générale des FMB.

IV. Besoin et production d'énergie

Nous avons renseigné le Grand Conseil sur ces deux points dans notre rapport d'août 1962 concernant la participation des FMB aux Forces motrices de l'Engadine. La situation, telle que nous l'avons dépeinte à ce moment-là, n'a pas changé depuis lors. Le besoin en énergie dans l'industrie et l'artisanat, dans l'agriculture et les transports, de même que dans les ménages, continue à s'accroître, et il devient toujours plus difficile de se procurer de nouvelles sources d'énergie. Nous renvoyons à ce propos à ce que nous avons exposé dans ce rapport, et nous nous bornons à ajouter ici deux considérations.

Ceux qui s'opposent à la construction de nouvelles usines électriques allèguent, à propos de presque tous les projets, que ceux-ci contribuent si peu à couvrir les besoins totaux d'énergie du pays que l'on pourrait renoncer à les réaliser sans qu'il en résulte un préjudice pour l'économie. C'est un argument que l'on pourrait aussi soulever à l'égard du projet d'Aarberg. Mais, comme dans tous les autres cas d'opposition de ce genre, il faut objecter en premier lieu que ce qui compte, ce n'est pas la contribution qu'une nouvelle usine apporte à la couverture totale des besoins suisses en énergie, mais ce que le projet fournit en vue de la couverture de nos mancos en énergie. Et, dans ce domaine, des quantités annuelles de 50 millions de kWh environ jouent déjà un rôle pour les FMB. En outre, il faut signaler que plusieurs usines électriques de puissance modeste arrivent précisément, par l'addition de leur production, à fournir des quantités considérables d'énergie.

Les exigences sévères qui ont été imposées en matière de construction d'usines électriques ensuite de résistances de toute genre ne contribuent de toute évidence pas à rendre l'énergie électrique bon marché. Ajoutées au coût toujours croissant des salaires et des matériaux, elles élèvent le prix de revient de l'énergie électrique dans une mesure telle qu'à la longue les usines pourront difficilement en supporter seules le poids.

V. Urgence des travaux et rentabilité

La demande de concession des FMB concernant le projet primitif de l'usine électrique d'Aarberg avait été présentée le 17 novembre 1958. Cette requête a été par la suite remplacée par une nouvelle, datée du 10 septembre 1962, en vue de la réalisation du projet actuel d'Aarberg. C'est ce dernier projet qui a fait de la part du Conseil-exécutif l'objet de la concession du 5 octobre 1962. La réalisation du projet actuel devrait pouvoir

commencer cet automne encore, parce que sans cela la période des basses eaux de l'hiver 1962/63 ne pourra pratiquement pas être utilisée; on perdrait une année de travaux. On ne gagne rien à attendre, au contraire on s'expose uniquement à un nouveau renchérissement de l'entreprise.

L'usine d'Aarberg, I^{ère} étape, se trouve de toute façon, en ce qui concerne le prix de revient de l'énergie, à la limite de ce qui est supportable. Elle coûtera, selon les prévisions, environ 37,5 millions, de sorte que le prix de revient moyen sera très élevé. Si l'on peut encore en prendre la responsabilité, c'est uniquement à cause de l'absolue nécessité qu'il y a de se procurer de nouvelles quantités d'énergie, comme aussi du fait que l'usine se trouve heureusement au milieu du bassin d'alimentation des FMB et qu'avec les usines de Kallnach et Niederried-Radelfingen elle peut être con-

sidérée comme une unité d'usines au point de vue économique.

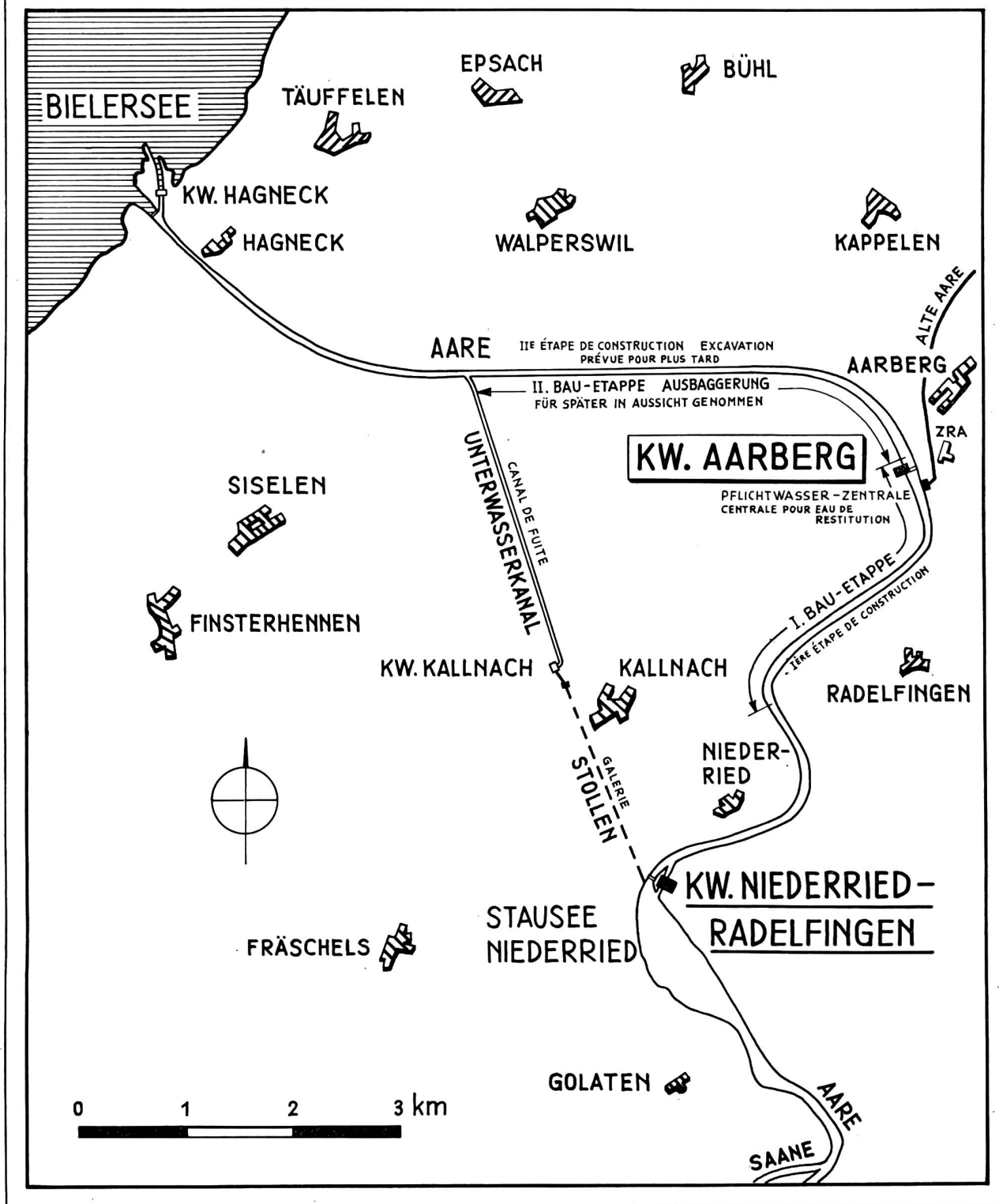
Le financement des travaux devra être assuré en grande partie par l'apport de fonds étrangers à long terme. Les FMB sont en train d'élaborer un programme d'ensemble de financement.

Nous proposons d'autoriser les représentants des actions de l'Etat au sein de l'assemblée générale des FMB à adhérer à la position du conseil d'administration relative à la construction de l'usine électrique d'Aarberg, I^{ère} étape d'aménagement.

Berne, le 12 octobre 1962

Le Directeur des finances:
Moser

BERNISCHE KRAFTWERKE AG.
PROJEKT KRAFTWERK AARBERG
ÜBERSICHTSPLAN



Proposition du Conseil-exécutif

du 16 octobre 1962

Première étape d'aménagement de l'usine électrique d'Aarberg des Forces motrices bernoises SA

Le Grand Conseil prend connaissance du rapport de la Direction des finances concernant la construction de l'usine électrique d'Aarberg, première étape d'aménagement. Il autorise les représentants des actions de l'Etat à appuyer, lors de l'assemblée générale des Forces motrices SA, la proposition tendant à construire l'usine électrique d'Aarberg, première étape d'aménagement.

Berne, le 16 octobre 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président p. s.:

Buri

Le chancelier:

Hof

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**

des 23 octobre/6 novembre et 5 novembre 1962

Proposition de la Commission

du 5 novembre 1962

Décret

**concernant les indemnités journalières
et de déplacement dans l'administration
de la justice et des tribunaux**

Le Grand Conseil du canton de Berne,

vu l'art. 26, chiffre 14, de la Constitution cantonale, ainsi que les art. 34 et 76 de la loi du 31 janvier 1909 sur l'organisation judiciaire,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décède:

Article premier. ¹ Les juges-suppléants de la Cour suprême ont droit à une indemnité journalière de fr. 60.—.

² Les juges-suppléants touchent en outre une indemnité de fr. 30.— pour l'étude des dossiers en vue de chaque audience au cours de laquelle ils fonctionnent comme rapporteurs ou corapporteurs dans une affaire. Les autres membres intéressés reçoivent pour l'étude des dossiers en vue de chaque audience une indemnité de fr. 10.—.

³ Si une affaire se liquide avant l'audience, le rapporteur et le corapporteur touchent chacun une indemnité de fr. 30.— pour l'étude du dossier.

⁴ Pour les affaires longues et difficiles, le président de la Chambre peut augmenter l'indemnité pour l'étude du dossier jusqu'au triple selon l'importance du travail fourni. Une indemnité supplémentaire plus importante ne peut dans tous les cas être accordée qu'avec l'autorisation de la Direction de la justice.

... jusqu'au quintuple...

⁵ Le président de la Chambre ou le président du Tribunal de commerce fixe l'indemnité à laquelle a droit le juge-suppléant de la Cour suprême qui est chargé, en vertu d'une ordonnance du juge, de procéder à l'instruction d'une affaire.

Art. 2. ¹ Les juges du Tribunal de commerce ont droit à une indemnité journalière de fr. 60.—.

² Ils touchent en outre une indemnité de fr. 30.— pour l'étude des dossiers en vue de chaque audience au cours de laquelle ils fonctionnent comme rapporteurs dans une affaire. Les autres juges de commerce reçoivent pour l'étude des dossiers en vue de chaque audience une indemnité de fr. 10.—.

³ Si l'affaire se liquide avant l'audience des débats, les rapporteurs touchent une indemnité de fr. 30.—.

⁴ Pour les affaires longues et difficiles, le président du Tribunal de commerce peut augmenter l'indemnité pour l'étude du dossier jusqu'au triple selon l'importance du travail fourni. Une indemnité supplémentaire plus importante ne peut dans tous les cas être accordée qu'avec l'autorisation de la Direction de la justice.

... jusqu'au quintuple...

⁵ Lorsqu'un juge de commerce est chargé, en vertu d'une ordonnance du juge, d'élucider certaines questions spéciales par des recherches personnelles (examen de comptabilités, vérification d'un décompte de construction, contrôle de travaux de construction, examen de matériaux, etc.), le président du Tribunal de commerce fixe l'indemnité à laquelle il a droit; cette indemnité lui est versée par le greffe, qui la prélève sur les avances des parties.

Art. 3. ¹ Les membres non permanents du Tribunal administratif ont droit à une indemnité journalière de fr. 60.—.

² Les membres du tribunal touchent en outre une indemnité de fr. 30.— pour l'étude du dossier en vue de chaque audience à laquelle ils participent comme rapporteurs ou corapporteurs dans une affaire. Les autres membres intéressés reçoivent pour l'étude des dossiers en vue de chaque audience une indemnité de fr. 10.—.

³ Si l'affaire se liquide avant l'audience, le rapporteur et le corapporteur touchent chacun une indemnité de fr. 30.—.

⁴ Pour les affaires longues et difficiles, le président du Tribunal administratif peut augmenter l'indemnité pour l'étude du dossier jusqu'au triple selon l'importance du travail fourni. Une indemnité supplémentaire plus importante ne peut dans tous les cas être accordée qu'avec l'autorisation de la Direction de la justice.

... jusqu'au quintuple...

⁵ Le président du Tribunal administratif fixe l'indemnité à laquelle a droit le membre du tribunal qui est chargé, en vertu d'une ordonnance du président, de procéder à l'instruction d'une affaire ou d'élucider certaines questions spéciales au moyen de recherches personnelles; les frais précités sont considérés comme frais d'expertise.

⁶ Un supplément d'indemnité de fr. 30.— est versé au vice-président appelé à présider le tribunal; il en est de même s'il s'agit d'un autre membre du tribunal.

Art. 4. Les jurés ont droit à une indemnité journalière de fr. 45.—.

Art. 5. ¹ Les membres et membres-suppléants de la Chambre des avocats et de la Chambre des notaires ont droit à une indemnité journalière de fr. 60.—.

² Les membres ont droit en outre à une indemnité de fr. 30.— pour l'étude des dossiers pour chaque séance à laquelle ils participent comme rapporteurs ou corapporteurs dans une affaire. Les autres membres intéressés reçoivent pour l'étude

des dossiers en vue de chaque audience une indemnité de fr. 10.—. Le secrétaire de la Chambre a droit à la même indemnité journalière que les membres.

³ Si des affaires sont liquidées par voie de circulation, le rapporteur a droit à une indemnité de fr. 30.— par affaire, les autres membres intéressés à une indemnité de fr. 10.—.

⁴ Pour les affaires longues et difficiles, le président de la Chambre des avocats, ou la Direction de la justice pour les membres de la Chambre des notaires, peut augmenter l'indemnité pour l'étude du dossier jusqu'au triple selon l'importance du travail fourni. Une indemnité supplémentaire plus importante ne peut dans tous les cas être accordée qu'avec l'autorisation de la Direction de la justice.

... jusqu'au quintuple...

Art. 6. ¹ Les juges et juges-suppléants du Tribunal de district ont droit à une indemnité journalière de fr. 45.—. Il leur est versé un supplément de fr. 10.— si la séance dure plus de cinq heures.

² Les juges au Tribunal du district de Berne, section pénale, touchent une indemnité mensuelle de fr. 300.— destinée à atténuer leur perte de gain; ceux de la section civile touchent une indemnité de fr. 500.—. Ces indemnités supplémentaires ne sont versées que si l'intéressé a participé au moins à 6 séances d'une journée entière du Tribunal de district pendant le mois en question.

³ Pour les juges au Tribunal de district de Berne – à l'exclusion des juges-suppléants – le Conseil exécutif règle:

- a) le droit à l'indemnité en cas de maladie ou de vacances;
- b) les conditions auxquelles ils peuvent être acceptés dans la caisse d'assurance.

Art. 7. ¹ Les suppléants réguliers des fonctionnaires de district qui ne sont pas fonctionnaires ou employés de l'Etat touchent pour leurs vacations une indemnité journalière de fr. 25.—, s'ils sont mis à contribution pendant 3 heures au moins; une indemnité de fr. 45.—, s'ils sont mis à contribution de 3 à 5 heures; s'ils sont mis à contribution pendant plus de 5 heures, il leur est versé un supplément de fr. 10.—. Il ne leur est versé aucune indemnité journalière pour les jours de remplacement pendant lesquels on ne fait pas appel à leurs services.

² Les suppléants réguliers ont droit aux mêmes indemnités que le personnel de l'Etat (frais de déplacement et indemnité journalière) pour leurs vacations en dehors du siège de leur office.

Art. 8. ¹ Les membres des autorités mentionnées aux articles 1 à 6 et les suppléants réguliers des fonctionnaires de district ont droit à une indemnité de déplacement (frais de déplacement et entretien) de 40 ct. par km de voyage aller et retour. Le trajet s'entend simple course; l'indicateur officiel des distances fait règle.

² Il n'est pas versé d'indemnité de déplacement pour des trajets inférieurs à 3 km.

³ Les membres des autorités mentionnées ci-dessus ont droit aux mêmes indemnités de déplacement pour leurs vacations en dehors du siège de leur office, de même que pour les déplacements auxquels ils participent avec les tribunaux ou des délégations de tribunaux en vue de visions locales et autres; l'art. 7, al. 2, demeure réservé.

⁴ La Direction de la justice fixera l'indemnité de cas en cas s'il s'agit de voyages à l'étranger.

Art. 9. Les indemnités de nuitée sont calculées d'après les prescriptions concernant les indemnités de déplacement des fonctionnaires de l'Etat.

Art. 10. ¹ Le présent décret entrera en vigueur rétroactivement au 1^{er} octobre 1962.

² Il abrogera à cette date toutes dispositions contraires, en particulier le décret du 10 novembre 1953 concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux, ainsi que l'ACE n° 6253 du 10 novembre 1959.

³ Dans les taux d'indemnité du présent décret sont comprises les allocations de renchérissement valables lors de son entrée en vigueur. Au cas où les traitements seraient augmentés ou réduits de 10% au moins après l'entrée en vigueur du présent décret, le Conseil-exécutif est autorisé à adapter les taux du présent décret à la situation nouvelle.

Berne, le 23 octobre/6 novembre 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président:

D^r H. Tschumi

Le chancelier:

Hof

Berne, le 5 novembre 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

Huwylér

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**

des 23 octobre/6 novembre et 5 novembre 1962

Proposition de la Commission

du 5 novembre 1962

Décret

**du 6 septembre 1956 concernant
la Commission cantonale des recours
(modification)**

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décède:

I.

Les art. 41 et 42 du décret du 6 septembre 1956 concernant la Commission cantonale des recours reçoivent la teneur suivante:

Art. 41. ¹ Les membres de la Commission cantonale des recours touchent une indemnité journalière de fr. 60.—. Les vice-présidents ou les membres appelés à présider une séance de la Commission ou d'une de ses chambres touchent un supplément d'indemnité de fr. 20.—.

² Les membres touchent une indemnité de fr. 30.— pour l'étude des dossiers pour chaque séance à laquelle ils participent comme rapporteurs. Dans les affaires importantes et difficiles, le président de la Commission a la faculté de porter cette indemnité jusqu'au triple de son montant, suivant l'ampleur du travail fourni.

... jusqu'au quintuple...

³ Une indemnité de fr. 60.— est versée aux membres de la Commission pour leur participation à des visions locales, à des auditions et à des séances de commissions techniques. Les membres de ces dernières qui ne font pas partie de la Commission touchent également cette indemnité.

Art. 42. ¹ Les membres de la Commission cantonale des recours et de commissions techniques qui prennent part à des séances ont droit à une indemnité de déplacement (frais de voyage et d'entretien) de 40 ct par km aller et retour. C'est le trajet simple qui compte; l'indicateur officiel des distances fait foi. Il n'est pas versé d'indemnité de déplacement pour moins de trois kilomètres.

² Les frais de voyage effectifs sont remboursés en cas de participation à des visions locales et à des auditions.

³ L'indemnité de nuit est versée en application des dispositions sur l'indemnisation des fonctionnaires de l'Etat.

II.

Les présentées modifications entreront en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} octobre 1962.

Dans les taux du présent décret sont comprises les allocations de renchérissement applicables à l'époque de son entrée en vigueur. Au cas où après cette date, les traitements devraient être augmentés ou abaissés de 10 % au moins, le Conseil-exécutif est autorisé à adapter les taux du présent décret aux conditions nouvelles.

Berne, le 23 octobre/6 novembre 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président:

D^r H. Tschumi

Le chancelier:

Hof

Berne, le 5 novembre 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

Huwylér

Proposition du Conseil-exécutif

du 23 octobre 1962

Décret du 5 novembre 1919 sur l'organisation de la Direction des affaires sanitaires (modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

I.

Les art. 1^{er}; 3; 5; 7, ch. 2, du décret du 5 novembre 1919 sur l'organisation de la Direction des affaires sanitaires reçoivent la teneur suivante:

Article premier. ¹ La Direction des affaires sanitaires portera désormais le nom de «Direction de l'hygiène publique».

² La Direction de l'hygiène publique traite toutes les questions se rapportant à l'hygiène publique et à la police de la santé, à l'exception de la police sanitaire du bétail; elle dirige les établissements hospitaliers de l'Etat et exerce la surveillance sur les établissements hospitaliers privés (décret du 30 août 1898 concernant les Directions du Conseil-exécutif).

Art. 3. ¹ La Direction de l'hygiène publique a pour fonctionnaires:

1^o le médecin cantonal;

2^o le secrétaire de Direction;

3^o l'adjoint pour les questions d'hôpitaux.

² Le médecin cantonal doit posséder le diplôme fédéral de médecine et être versé dans la pratique médicale.

Art. 5. ¹ Les fonctionnaires de la Direction sont nommés par le Conseil-exécutif pour une durée de quatre ans.

² Leurs traitements sont fixés dans le décret concernant les traitements du personnel de l'Etat.

Art. 7, ch. 2. la commission de surveillance des maisons de santé de l'Etat (décret du 12 mai 1936 sur les maisons de santé publiques et privées, art. 6 à 8);

II.

A l'art. 1, lettre C, du décret du 30 août 1898 concernant les Directions du Conseil-exécutif, la dénomination «affaires sanitaires» est remplacée par «hygiène publique».

III.

Le présent décret entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1963.

Berne, le 23 octobre 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président:

D^r H. Tschumi

Le chancelier:

Hof

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**

du 17 août, 19 et 18 octobre 1962

Décret
concernant l'assurance en responsabilité
civile des détenteurs de cycles

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application de l'art. 70 de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière, des art. 34 à 38 de l'ordonnance du Conseil fédéral du 20 novembre 1959 sur la responsabilité civile et l'assurance en matière de circulation routière, ainsi que de l'article premier, al. 2, de la loi cantonale du 6 octobre 1940 sur la police des routes et l'imposition des véhicules automobiles,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

Article premier. L'assurance en responsabilité civile des détenteurs de cycles et véhicules assimilés à ces derniers est réglée d'après les dispositions de l'art. 70 de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière, ainsi que des art. 34 à 38 de l'ordonnance du Conseil fédéral du 20 novembre 1959 sur la responsabilité civile et l'assurance en matière de circulation routière.

Art. 2. La Direction cantonale conclut avec une compagnie d'assurance, autorisée à pratiquer en Suisse l'assurance en responsabilité conformément à la législation fédérale en la matière, une assurance collective en responsabilité civile à laquelle sont tenus d'adhérer tous les détenteurs de cycles stationnés dans le canton, à moins qu'ils ne puissent justifier d'une assurance en responsabilité civile de l'étendue prévue à l'art. 70 de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière.

Art. 3. ¹ Les détenteurs de cycles qui adhèrent à l'assurance collective cantonale en responsabilité civile versent un émolument annuel de fr. 5.— pour la prime d'assurance, le signe distinctif, le permis et le contrôle.

² Le Conseil-exécutif a la faculté de réduire l'émolument de contrôle et de marque lorsque l'intéressé établit qu'il existe déjà une protection d'assurance en responsabilité civile de l'étendue exigée à l'art. 70 de la loi fédérale.

Art. 4. Les plaques de contrôle et papiers de véhicule prévus dans l'ordonnance du Conseil fédéral du 20 novembre 1959 servent d'attestation d'assurance.

Art. 5. La Direction de la police vide les litiges concernant l'obligation d'acquitter un émolument.

Art. 6. ¹ Le présent décret entrera en vigueur au 1^{er} mars 1963.

² Le Conseil-exécutif est chargé de son application.

³ Le décret du 19 novembre 1935 instituant une assurance de responsabilité civile des cyclistes est abrogé.

Berne, le 17 août/19 octobre 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le vice-président:

Moine

Le chancelier:

Hof

Berne, le 18 octobre 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

A. Cattin

Rapport adressé par la Direction des finances

au Conseil-exécutif, à l'intention du Grand Conseil,

**concernant les allocations de renchérissement au personnel de l'Etat,
au corps enseignant et aux bénéficiaires de rentes pour les années 1962 et 1963**

(Octobre 1962)

Les traitements du personnel de l'Etat présentent depuis le 1^{er} janvier 1962 (décret du 29 novembre 1961) la structure suivante:

| | Exemple fr. |
|--|-----------------|
| 1 ^o Rétribution fondamentale assurée ... | 10 000.— |
| 2 ^o Rétribution fondamentale non assurée de 12 % sur ch. 1 | 1 200.— |
| 3 ^o Allocation de renchérissement de 8 % sur ch. 1 et 2 | 896.— |
| 4 ^o Allocation de famille | 360.— |
| 5 ^o Allocation par enfant | 240.— |
| 6 ^o Allocation de résidence de fr. 0.— à 600.— | 600.— |
| | <u>12 296.—</u> |

A part les allocations de renchérissement et les prestations en nature, les traitements du corps enseignant ont en principe la même structure.

En vue d'une adaptation au renchérissement accru, le décret du 29 novembre 1961 sur les traitements du personnel de l'Etat a porté de 10 à 12 % la rétribution fondamentale non assurée, compensant ainsi le renchérissement jusqu'à l'état de 188,5 de l'indice des prix de consommation. L'allocation de renchérissement de 8 % accordée en 1961 sur la rétribution fondamentale assurée et non assurée (décret du 15 novembre 1960) a été maintenue sans changement pour l'année 1962.

En 1962, l'indice des prix de consommation a évolué de la manière suivante:

| | | | |
|---------------|-------|---------------|-------|
| janvier | 191,4 | juin | 195,1 |
| février | 191,9 | juillet | 195,7 |
| mars | 192,2 | août | 196,5 |
| avril | 193,1 | septembre .. | 196,4 |
| mai | 194,6 | | |

A supposer que l'indice de septembre se maintienne jusqu'à la fin de l'année 1962, on aurait une moyenne de l'année de 194,7.

Les Chambres fédérales ont décidé en faveur du du personnel de la Confédération, dont le traitement était adapté pour un indice de 186,8, une allocation supplémentaire de renchérissement de 4,5 % pour l'année 1962, allocation qui sera versée en un montant unique en novembre. Pour les agents célibataires a été fixé un montant minimum de fr. 405.—, pour les agents mariés un montant de fr. 450.—. Les Chambres se sont également prononcées en faveur d'une allocation de renchérissement plus élevée pour 1963.

Du fait de l'évolution du renchérissement mentionnée ci-dessus, les associations du personnel de l'Etat et du corps enseignant se sont adressées à la Direction des finances en demandant qu'une allocation plus élevée de renchérissement soit également accordée au personnel de l'Etat, au corps enseignant et aux bénéficiaires de rentes.

On observe à l'Etat de Berne depuis de longues années la pratique consistant à accorder au personnel une compensation intégrale du renchérissement. L'Etat a même augmenté avec effet rétro-actif l'allocation de renchérissement lorsque ce dernier avait pris des proportions plus élevées au cours d'une année. C'a été le cas en 1957 et en 1956.

C'est pour cette raison que pour 1962 nous proposons d'accorder une allocation supplémentaire de renchérissement, fixée à 3,5 %, ce qui permet de compenser le renchérissement qu'accuse l'index de 194,6. Cette allocation sera versée en décembre au pro rata des services accomplis en 1962, et elle sera limitée aux agents qui étaient au service de l'Etat ou de l'école au 1^{er} décembre. Celui qui en est sorti auparavant ne reçoit pas, après coup, d'allocation de renchérissement, et celui qui a été mis à la pension dans le courant de l'année touche l'allocation jusqu'au moment de la mise à la pension. Les bénéficiaires de rentes auront droit aux mêmes allocations que le personnel actif.

Pour l'année 1963, nous proposons une allocation de renchérissement de 12,5 % (précédemment 8 %), ce qui compense un renchérissement accusé par un indice de 196,4.

La fixation d'un montant minimum ou une augmentation des allocations sociales n'apparaissent pas nécessaires, parce qu'au 1^{er} janvier 1962 les traitements minimums ont été sensiblement élevés et que le classement en catégories de traitement a été amélioré pour de nombreux membres du personnel.

Quant à la question de savoir si l'allocation de renchérissement doit être intégrée dans le traitement assuré, elle fait actuellement l'objet d'un examen, et il sera statué ultérieurement à ce sujet.

Les associations du personnel se sont déclarées d'accord avec cette réglementation.

Les *frais supplémentaires* occasionnés par l'application de ces décrets peuvent être estimés dans leur ensemble pour 1962 à 5,3 millions environ, et pour 1963 à 7 millions environ.

Nous recommandons d'adopter les projets de décret suivants:

- 1^o Décret portant octroi d'allocations de renchérissement pour 1962 et 1963 aux membres d'autorités et au personnel de l'Etat,
- 2^o Décret portant octroi d'allocations de renchérissement aux membres du Conseil-exécutif pour 1962 et 1963,
- 3^o Décret portant octroi d'allocations de renchérissement aux bénéficiaires de rentes de la Caisse d'assurance et de la Caisse d'assurance du corps enseignant pour 1962 et 1963,
- 4^o Décret portant octroi d'allocations de renchérissement pour 1962 et 1963 au corps enseignant des écoles primaires et moyennes.

En ce qui concerne les membres du Conseil-exécutif, leur cas doit être tranché dans un décret spécial parce que, à la différence du personnel de l'Etat, leur traitement d'ensemble a été fixé le 30 novembre 1961 dans un décret indépendant.

Berne, le 15 octobre 1962

Le Directeur des finances:
Moser

Proposition du Conseil-exécutif

du 19 octobre 1962

Décret

portant octroi d'allocations de renchérissement pour les années 1962 et 1963 aux membres d'autorités et du personnel de l'Etat

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

décrète:

Article premier. Il est alloué aux membres d'autorités et au personnel de l'administration de l'Etat (appelés ci-après «fonctionnaires») une allocation supplémentaire de renchérissement pour l'année 1962 de 3,5 % de la rétribution fondamentale assurée et non assurée.

Art. 2. Ont droit à l'allocation supplémentaire de renchérissement les fonctionnaires qui sont au service de l'Etat au 1^{er} décembre 1962 ou qui ont été mis à la retraite dans le courant de l'année.

Art. 3. Le droit à l'allocation supplémentaire de renchérissement se calcule pour les fonctionnaires d'après la rétribution fondamentale touchée au 1^{er} décembre 1962, pour les retraités d'après la rétribution fondamentale touchée au moment de la mise à la retraite; le droit est fonction de la durée de l'activité rétribuée déployée en 1962. La déduction pour subsistance fournie par l'Etat s'augmente de l'allocation supplémentaire de renchérissement.

Art. 4. L'allocation supplémentaire de renchérissement de l'année 1962 sera versée en décembre 1962.

Art. 5. A partir du 1^{er} janvier 1963, il sera versé aux fonctionnaires, mensuellement, une allocation de renchérissement de 12,5 %, calculée sur la rétribution assurée et non assurée. Une déduction correspondante est faite pour la subsistance fournie par l'Etat.

Art. 6. Le décret du 15 novembre 1960 portant octroi d'une allocation de renchérissement au per-

sonnel de l'Etat à partir du 1^{er} janvier 1961 est abrogé avec effet au 1^{er} janvier 1963.

Art. 7. Le présent décret entrera en vigueur immédiatement. Le Conseil-exécutif est chargé de son application.

Berne, le 19 octobre 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le vice-président:

Moine

Le chancelier:

Hof

Proposition du Conseil-exécutif

du 19 octobre 1962

Décret**portant octroi d'allocations de renchérissement pour 1962 et 1963 aux bénéficiaires de rentes de la Caisse d'assurance et de la Caisse d'assurance du corps enseignant****Le Grand Conseil du canton de Berne,**

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

Article premier. Une allocation de renchérissement de 3,5 % de la rente, resp. de la pension de retraite, est allouée en décembre 1962, pour l'année 1962, aux bénéficiaires de rente de la Caisse d'assurance et de la Caisse d'assurance du corps enseignant, ainsi qu'aux ecclésiastiques qui touchent une pension de retraite en application de la loi du 11 juin 1922 sur la pension de retraite des ecclésiastiques.

Art. 2. Le versement de l'allocation de renchérissement est opéré en fonction du droit à la rente en vigueur au 1^{er} décembre 1962.

Art. 3. L'allocation supplémentaire de renchérissement de 1962 est versée aux bénéficiaires de rentes et de pensions pour le temps où la rente a été perçue en 1962.

Art. 4. A partir du 1^{er} janvier 1963, les bénéficiaires de rentes et de pensions de retraite toucheront une allocation de renchérissement de 12,5 % sur leurs rentes.

Art. 5. Au 1^{er} janvier 1963 sera abrogé l'alinéa premier de l'art. 2 des décrets du 16 novembre 1960 portant nouvelle fixation des rentes et allocations de renchérissement des bénéficiaires de rentes de la Caisse d'assurance de l'administration de l'Etat et de la Caisse d'assurance du corps enseignant.

Art. 6. Le présent décret entrera immédiatement en vigueur. Le Conseil-exécutif est chargé de son application.

Berne, le 19 octobre 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le vice-président:

Moine

Le chancelier:

Hof

Proposition du Conseil-exécutif

du 19 octobre 1962

Décret portant octroi d'allocations de renchérissement aux membres du Conseil-exécutif pour les années 1962 et 1963

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

Article premier. Il est versé aux membres du Conseil-exécutif pour l'année 1962 une allocation de renchérissement de 3,5 % de leur traitement complet en fonction de la durée de leur activité.

Art. 2. L'allocation de renchérissement pour 1962 sera versée en décembre 1962.

Art. 3. A partir du 1^{er} janvier 1963, les membres du Conseil-exécutif toucheront mensuellement une allocation de renchérissement de 4,5 %, calculée sur leur traitement complet.

Art. 4. Le présent décret entrera en vigueur immédiatement. Le Conseil-exécutif est chargé de son application.

Berne, le 19 octobre 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le vice-président:

Moine

Le chancelier:

Hof

Proposition du Conseil-exécutifdu 19 octobre 1962

Décret
portant octroi d'allocation de renchéris-
sement au corps enseignant des écoles
primaires et moyennes pour les
années 1962 et 1963

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application de l'art. 34 de la loi du 2 sep-
tembre 1956 sur les traitements du corps ensei-
gnant des écoles primaires et moyennes,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

**I. Allocation supplémentaire de renchérissement
pour 1962**

Article premier. L'Etat et les communes allouent au corps enseignant des écoles primaires et moyennes, pour l'année 1962, une allocation supplémentaire de renchérissement. Cette allocation représente le 3,5 % des parts de l'Etat et des communes à la rétribution fondamentale légale, y compris le supplément de 12 % à la rétribution fondamentale selon l'art. 2 de la loi du 1^{er} avril 1962 modifiant celle sur les traitements du corps enseignant.

Art. 2. Ont droit à l'allocation supplémentaire de renchérissement les membres du corps enseignant qui sont au service de l'école bernoise au 1^{er} décembre 1962 ou qui ont été mis à la retraite dans le courant de l'année.

Art. 3. Le droit à l'allocation supplémentaire de renchérissement se calcule pour les enseignants d'après les parts de traitement de l'Etat et des communes en vigueur au 1^{er} décembre 1962, pour les membres du corps enseignant retraités d'après les parts en vigueur au 1^{er} avril, resp. au 1^{er} octobre 1962. Le droit est fonction de la durée de l'activité rétribuée déployée en 1962.

Art. 4. L'allocation supplémentaire de renchérissement pour 1962 sera versée en décembre 1962.

Art. 5. Les dispositions des art. 1, al. 3, et art. 31 de la loi du 2 septembre 1956 sur les traitements du corps enseignant, ainsi que de l'art. 2 du décret du

12 février 1962 concernant l'introduction de la loi sur les traitements du corps enseignant, s'appliquent par analogie au versement de l'allocation supplémentaire de renchérissement.

II. Allocation de renchérissement à partir de 1963

Art. 6. ¹ A partir du 1^{er} janvier 1963 sera versée aux membres du corps enseignant des écoles primaires et moyennes une allocation de renchérissement de 12,5 %. Cette allocation est versée par l'Etat et les communes sur la base de leur part à la rétribution fondamentale légale, y compris le supplément de 12 % à la rétribution fondamentale selon l'art. 2 de la loi du 1^{er} avril 1962 modifiant celle sur les traitements du corps enseignant.

² L'allocation de renchérissement est versée chaque mois en même temps que le traitement.

Art. 7. L'allocation de renchérissement est également versée aux membres du corps enseignant d'écoles privées soutenues par l'Etat, ainsi que d'écoles spéciales, foyers et établissements non étatisés, mais reconnus par l'Etat au sens de l'art. 35, al. 1, de la loi sur les traitements du corps enseignant.

Art. 8. Les dispositions des art. 1, al. 3, art. 20 et 31 de la loi du 2 septembre 1956 sur les traitements du corps enseignant s'appliquent par analogie au versement d'allocations de renchérissement de 12,5 %.

Art. 9. ¹ Le présent décret entrera en vigueur immédiatement. Le Conseil-exécutif est chargé de son application.

² Les art. 1, 2 et 3 du décret du 12 février 1962 concernant l'introduction de la loi sur les traitements du corps enseignant sont abrogés avec effet au 1^{er} janvier 1963.

Berne, le 19 octobre 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le vice-président:

Moine

Le chancelier:

Hof

Antrag des Regierungsrates
vom 23. Oktober 1962

Proposition du Conseil-exécutif
du 23 octobre 1962

Nachkredite
für das Jahr 1962

Crédits supplémentaires
pour l'année 1962

Der Grosse Rat des Kantons Bern,

Le Grand Conseil du canton de Berne,

auf den Antrag des Regierungsrates,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

beschliesst:

arrête:

I.

I.

Der Grosse Rat nimmt Kenntnis davon, dass der Regierungsrat, gestützt auf Art. 29 Abs. 1 des Gesetzes über die Finanzverwaltung vom 3. Juli 1938, bis 18. September 1962 folgende Nachkredite für das Jahr 1962 bewilligt hat:

Le Grand Conseil prend acte de ce qu'en vertu de l'art. 29, alinéa 1, de la loi du 3 juillet 1938 sur l'administration des finances de l'Etat, le Conseil-exécutif a, jusqu'au 18 septembre 1962, accordé les crédits supplémentaires suivants pour l'année 1962:

| | Voranschlag Budget | | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | |
|--|-----------------------|----------|---|--|
| | 1962 | | 1962 | |
| | Fr. | | Fr. | |
| 13 Volkswirtschaftsdirektion | | 13 | | Direction de l'économie publique |
| 1305 Amt für berufliche Ausbildung | | 1305 | | Office de la formation professionnelle |
| 797 2 Kosten der Lehrlingsprüfungen und Expertenurse | 310 000.— | 60 000.— | 797 2 | Frais pour les examens d'apprentissage et pour les cours d'experts |
| Erhöhung der Entschädigungen an die Mitglieder der Prüfungs- kommissionen und an die Prüfungsexperten | | | | Relèvement des indemnités aux membres de la Commission des examens et aux experts d'examen |
| 14 Sanitätsdirektion | | 14 | | Direction des affaires sanitaires |
| 1400 Sekretariat | | 1400 | | Secrétariat |
| 822 Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser | 3 900.— | 1 000.— | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau |
| Auffüllen eines zweiten Öltanks | | | | Remplissage d'un second tank à mazout |
| 944 95 Beiträge zur Bekämpfung des Bronchialasthmas | 10 000.— | 10 000.— | 944 95 | Subventions pour le traitement de l'asthme |
| Erhöhung des Beitrages an die Bern. Liga gegen die Tuberpu- lose. Zu Lasten des Tbc- und Polio- fonds, VA 020 | | | | Relèvement du subside à la Ligue bernoise contre la tuber- culose. A charge du Fonds de la Tbc et de la polio, VF 020 |
| 949 10 Baubeiträge an Bezirks- und andere Spitäler | 2 850 000.— | 3 231.— | 949 10 | Subsides de construction aux hôpitaux de district et à d'autres hôpitaux |
| Zusätzlicher Beitrag an Bezirks- spital Sumiswald. Zugleich als Nachsubvention | | | | Supplément de subside à l'Hôpital de district de Sumiswald. En même temps à titre de subvention complé- mentaire |
| Übertrag | | 74 231.— | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|---------|---|-----------------------|---|---------|--|
| | | 1962 | 1962 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| | Übertrag | | 74 231.— | | Report |
| 16 | Polizeidirektion | | | 16 | Direction de la police |
| 1605 | Polizeikommando | | | 1605 | Corps de police |
| 797 | Bücher, Karten, Zeitschriften, Zeitungen, Lehrmittel und andere Unterrichtbedürfnisse Mehrbedarf | 26 500.— | 2 110.— | 797 | Livres, cartes, revues, journaux et moyens d'enseignement Besoin accru |
| 1635/37 | Strafanstalt Thorberg | | | 1635/37 | Pénitencier Thorberg |
| 1635 | Anstaltsbetrieb | | | 1635 | Exploitation de l'établissement |
| 704 | Unterhalt der Anstalts- und Wirtschaftsgebäude Ausbau und Instandstellung der Zufahrtsstrasse | 15 000.— | 12 710.— | 704 | Entretien des bâtiments Mise en état et aménagement d'une voie d'accès |
| 1645/47 | Strafanstalt Hindelbank | | | 1645/47 | Pénitencier Hindelbank |
| 1645 | Anstaltsbetrieb | | | 1645 | Exploitation de l'établissement |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben Vermehrte Aufwendungen für die Insassen. Mehreinnahmen bei Konto 357 | 1 000.— | 1 000.— | 799 | Autres dépenses Davantage de dépenses en faveur des pensionnaires. Recettes en plus s. Cpte 357 |
| 1647 | Landwirtschaft | | | 1647 | Agriculture |
| 820 | Pachtzinse an Dritte Zusätzlicher Pachtvertrag | 1 125.— | 2 454.— | 820 | Fermages à des tiers Contrat de fermage complé- mentaire |
| 1655/57 | Erziehungsanstalt Tessenberg | | | 1655/57 | Maison d'éducation Montagne de Diesse |
| 1656 | Gewerbe | | | 1656 | Métiers |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten und Werk- zeugen Anschaffung einer Kettenfräs- maschine | 8 950.— | 3 600.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'appareils et d'outils Acquisition d'une fraiseuse à chaîne |
| 1660 | Mädchenerziehungsanstalt Loryheim, Münsingen | | | 1660 | Maison d'éducation pour adolescentes «Loryheim», Münsingen |
| 770 3 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten und Werk- zeugen für Neubauten Anschaffung diverser Maschinen und Apparate (Waschmaschine, Nähmaschine, Dörrapparat, Feuerlöscher). Zu Lasten des Fonds für Verbesserungen im Strafvollzug, VA 020 | 113 435.— | 16 620.— | 770 3 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils pour les nouvelles constructions Acquisition de divers appareils et machines (machine à laver, machine à coudre, appareil à sécher, extincteur). A charge du Fonds d'amélioration du régime pénitenciaire, VF 020 |
| | Übertrag | | 112 725.— | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|--|-----------------------|---|------------|--|
| | | 1962 Fr. | 1962 Fr. | | |
| Übertrag | | | 112 725.— | Report | |
| 19 | Finanzdirektion | | | 19 | Direction des finances |
| 1955 | Liegenschaftsverwaltung | | | 1955 | Administration des domaines |
| 561 | Einlage in privatrechtlichen Fonds «Schloss Landshut» | 5 000.— | 7 990.85 | 561 | Versement au profit de la fortune du droit privé «Château de Landshut» |
| | Behebung von Schneedruck- schäden | | | | Remédier aux dégâts causés par la neige |
| 20 | Erziehungsdirektion | | | 20 | Direction de l'instruction publique |
| 2001 | Mittelschulen | | | 2001 | Ecoles moyennes |
| 930 3 | Staatsbeiträge an Gemeinden für den Transport von Schülern | —.— | 3 562.50 | 930 3 | Subventions de l'Etat aux communes pour le transport d'élèves |
| | Beitrag an die Transportkosten von Schülern der Gemeinden auf dem Tessenberg, welche das Progymnasium in Neuenstadt besuchen | | | | Contribution aux frais de transport des écoliers des communes de la Montagne de Diesse, qui fréquentent le progymnase de La Neuveville |
| 2002 | Primarschulen | | | 2002 | Ecole primaires |
| 940 6 | Staatsbeiträge für die Förderung des Haushaltlehrwesens Erhöhung des Staatsbeitrages | 26 500.— | 3 500.— | 940 6 | Subventions de l'Etat pour l'éducation ménagère Relèvement du subside de l'Etat |
| 2005/07 | Universität, Botanisches Institut und Tierspital | | | 2005/07 | Université, Institut botanique et Hôpital vétérinaire |
| 2005 | Universität | | | 2005 | Université |
| 561 | Einlage in die Darlehens- und Stipendienkasse Erhöhung der Stipendien | 66 000.— | 40 000.— | 561 | Versement à la Caisse de prêts et bourses Relèvement des bourses |
| 704 1 | Unterhalt der Gebäude Ausrüstung der Kinderpoliklinik | 40 000.— | 700.— | 704 1 | Entretien des bâtiments Aménagement de la polyclinique infantile |
| 770 1 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten, Instrumenten und Werkzeugen Gleiche Erklärung wie bei Konto 704 1 | 650 000.— | 6 115.— | 770 1 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils Même observation que sous Cpte 704 1 |
| 800 1 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Gleiche Erklärung wie bei Konto 704 1 | 135 000.— | 1 185.— | 800 1 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Même observation que sous Cpte 704 1 |
| 940 4 | Staatsbeitrag an das Jenner- spital Ausserordentlicher Beitrag für Umbauten | 460 000.— | 4 200.— | 940 4 | Subvention de l'Etat à l'Hôpital Jenner Subvention extraordinaire pour des transformations |
| Übertrag | | | 179 978.35 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|---|-----------------------|---|------------|---|
| | | 1962 Fr. | 1962 Fr. | | |
| Übertrag | | | 179 978.35 | Report | |
| 2007 | <i>Tierspital</i> | | | 2007 | <i>Hôpital vétérinaire</i> |
| 704 | Unterhalt der Gebäude Vermehrter Unterhalt | 1 200.— | 2 100.— | 704 | Entretien des bâtiments Surcroît d'entretien |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Instrumenten, Apparaten und Werkzeugen Unvorhergesehene Kosten für Ersatzanschaffungen | 2 000.— | 4 500.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments, d'appareils et d'outils Frais imprévus pour achats de remplacement |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Reparatur des Röntgenapparates für Grosstiere | 1 500.— | 1 000.— | 771 | Entretien du mobilier Réparation de l'appareil à rayons-X pour gros bétail |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Mehrbedarf | 800.— | 600.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Besoin accru |
| 2035 | <i>Haushaltungslehrerinnenseminar Bern</i> | | | 2035 | <i>Ecole normale ménagère Berne</i> |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Instrumenten, Geräten und Werkzeugen Verschiedene kleinere Ersatz- anschaffungen | 9 600.— | 890.75 | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils Diverses petites acquisitions pour remplacement |
| 830 | Entschädigung an Prüfungs- experten Mehr Kandidatinnen | 1 700.— | 903.— | 830 | Indemnités aux experts d'examen Davantage de candidates |
| 21 | <i>Baudirektion</i> | | | 21 | <i>Direction des travaux publics</i> |
| 2100 | <i>Sekretariat</i> | | | 2100 | <i>Secrétariat</i> |
| 770 | Anschaffung von Mobilien Mobiliarergänzungen | 20 000.— | 1 062.50 | 770 | Acquisition de mobilier Pour compléter le mobilier |
| 831 | Entschädigungen an Dritte für Gutachten und Studien Übersetzungskosten des Entwurfes des neuen Strassenbaugesetzes | 5 000.— | 4 000.— | 831 | Indemnités des tiers pour expertises et études Frais de traduction du projet de loi sur la construction des routes |
| 2110 | <i>Tiefbauamt</i> | | | 2110 | <i>Service des ponts et chaussées</i> |
| 810 | Taggelder und Reiseauslagen Studienreise des Baudirektors nach den USA | 225 000.— | 2 516.— | 810 | Indemnités journalières et frais de déplacement Voyage d'études aux USA du Directeur des travaux publics |
| 22 | <i>Eisenbahndirektion</i> | | | 22 | <i>Direction des chemins de fer</i> |
| 2200 | <i>Sekretariat und Eisenbahn- abteilung</i> | | | 2200 | <i>Secrétariat et Division des chemins de fer</i> |
| 945 90 | Beiträge an Eisenbahnunter- nehmungen zur Tilgung von Fremdkapitalien | 2 022 865.— | 13 550.— | 945 90 | Subsides aux entreprises ferroviaires en vue d'amortir des capitaux étrangers |
| Übertrag | | | 211 100.60 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|------|---|-----------------------|---|------|--|
| | | 1962 Fr. | 1962 Fr. | | |
| | Übertrag | | 211 100.60 | | Report |
| 23 | Forstdirektion | | | 23 | Direction des forêts |
| 2300 | Sekretariat | | | 2300 | Secrétariat |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Mehrkosten durch Umstellung im Rechnungswesen | 14 000.— | 5 000.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Frais en plus dus à la réorganisation de la comptabilité |
| 2305 | Forstinspektorat und Kreis- forstämter | | | 2305 | Inspectorat des forêts et offices forestiers d'arrondisse- ment |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Mehrkosten durch Umstellung im Rechnungswesen | 5 700.— | 1 500.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Frais en plus dus à la réorgani- sation de la comptabilité |
| 899 | Verschiedene Verwaltungskosten . Mehrbedarf | 400.— | 1 000.— | 899 | Autres frais d'administration Besoin accru |
| 2310 | Staatsforstverwaltung | | | 2310 | Administration des forêts domaniales |
| 749 | Ankauf von Forsten | 265 000.— | 14 100.— | 749 | Acquisition de forêts Acquisitions de diverses parcelles à Oberried/ Lac de Brienz |
| 801 | PTT-Gebühren der Bannwarte .. Vermehrte Dienstgespräche | 2 900.— | 1 100.— | 801 | Taxes des PTT des gardes- forestiers Davantage de conversations officielles |
| 2315 | Bergbauverwaltung | | | 2315 | Administration des mines |
| 800 | Büroauslagen | 300.— | 600.— | 800 | Frais de bureau Frais en plus dus à la réorgani- sation de la comptabilité |
| 2320 | Jagdverwaltung | | | 2320 | Administration de la chasse |
| 705 | Neu- und Umbauten von Wild- schutzhütten Neuerstellung des Rehgeheges in der Wildzuchtanstalt Eichholz | 2 000.— | 4 759.— | 705 | Constructions nouvelles et transformations de cabanes pour la protection du gibier Nouvel aménagement de l'enclos aux chevreuils à l'établissement d'élevage d'Eichholz |
| 2325 | Fischereiverwaltung | | | 2325 | Administration de la pêche |
| 705 | Neu- und Umbauten von Fisch- zuchtanlagen Erwerb der Besetzung «Etangs Rougeat» in Bonfol | 26 000.— | 53 000.— | 705 | Constructions nouvelles et transformations d'établisse- ments de pisciculture Achat de la propriété «Etangs Rougeat» à Bonfol |
| 770 | Anschaffung von Mobilien und Fischereigeräten Anschaffung eines Autoanhängers für Schiffstransporte | 20 000.— | 2 520.— | 770 | Acquisition de mobilier et d'engins de pêche Acquisition d'une remorque pour le transport de canots |
| | Übertrag | | 294 679.60 | | A reporter |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|----------|---|-----------------------|---|------------|---|
| | | 1962 Fr. | 1962 Fr. | | |
| Übertrag | | | 294 679.60 | Report | |
| 771 | Unterhalt der Mobilien Vermehrte Unterhaltsarbeiten in den Fischzuchtanstalten | 3 500.— | 2 000.— | 771 | Entretien du mobilier Surcroît de travaux d'entretien dans les établissements de pisciculture |
| 797 | Bücher, Karten und Zeitschriften | 500.— | 250.— | 797 | Livres, cartes et revues |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben, Markierungstafeln Ausrüstung des Polizeikorps mit Material zur Entnahme von Wasserproben bei Fisch- vergiftungen | 2 200.— | 1 500.— | 799 | Autres dépenses, plaques indicatrices Equipelement pour le corps de police de matériel pour prélever des échantillons d'eau en cas d'empoisonnement des cours d'eau |
| 860 1 | Betriebskosten der Fischzucht- anlagen Neue Hechtsömmerringanlage in Bonfol <i>Sämtliche Nachkredite dieser Dienststelle zu Lasten des Fischereifonds, VA 020</i> | 5 000.— | 2 000.— | 860 1 | Frais d'exploitation des éta- blissements de pisciculture Nouvelle installation d'élevage de brochets à Bonfol <i>Tous les crédits supplémentaires accordés à ce Service sont mis à charge du Fonds de la pêche, VF 020</i> |
| 24 | <i>Landwirtschaftsdirektion</i> | | | 24 | <i>Direction de l'agriculture</i> |
| 2435/37 | <i>Bergbauernschule Hondrich</i> | | | 2435/37 | <i>Ecole alpestre Hondrich</i> |
| 2436 | <i>Haushaltungsschule</i> | | | 2436 | <i>Ecole ménagère</i> |
| 612 | Besoldungen Führung eines Winterkurses. Mehreinnahmen bei Konten 310, 351, 357 | 29 190.— | 7 200.— | 612 | Traitements Organisation d'un cours d'hiver. Recettes en plus s. Cptes 310, 351, 357 |
| 761 | Nahrung Gleiche Erklärung wie bei Konto 612 | 6 400.— | 3 600.— | 761 | Nourriture Même observation que s. Cpte 612 |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen und Werkzeugen Gleiche Erklärung wie bei Konto 612 | 3 000.— | 1 800.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines et d'outils Même observation que s. Cpte 612 |
| 797 | Lehrmittel und andere Unter- richtsbedürfnisse Gleiche Erklärung wie bei Konto 612 | 2 000.— | 1 000.— | 797 | Moyens d'enseignement Même observation que s. Cpte 612 |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben Gleiche Erklärung wie bei Konto 612 | 300.— | 200.— | 799 | Autres dépenses Même observation que s. Cpte 612 |
| 820 | Mietzinse Gleiche Erklärung wie bei Konto 612 | —.— | 2 000.— | 820 | Loyers Même observation que s. Cpte 612 |
| Übertrag | | | 316 229.60 | A reporter | |

| | | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits sup- plémentaires | | |
|--|--|-----------------------|---|--|--|
| | | 1962 | 1962 | | |
| | | Fr. | Fr. | | |
| Übertrag | | | 316 229.60 | Report | |
| 822 | Reinigung, Heizung, Elektr., Gas und Wasser Gleiche Erklärung wie bei Konto 612 | 2 500.— | 700.— | 822 | Nettoyage, chauffage, électricité, gaz et eau Même observation que s. Cpte 612 |
| 2440/42 Molkereischule Rütli-Zollikofen | | | | 2440/42 Ecole de laiterie Rütli-Zollikofen | |
| 2440 Schule | | | | 2440 Ecole | |
| 761 | Nahrung Kosten der Jubiläumsfeier | 60 200.— | 2 500.— | 761 | Nourriture Frais du Jubilé |
| 799 | Verschiedene Sachausgaben Gleiche Erklärung wie bei Konto 761 | 1 400.— | 1 300.— | 799 | Autres dépenses Même observation que s. Cpte 761 |
| 800 | Büroauslagen, Druck- und Buchbinderkosten Gleiche Erklärung wie bei Konto 761 | 5 000.— | 700.— | 800 | Frais de bureau, d'impression et de reliure Même observation que s. Cpte 761 |
| 2445/46 Schule für Obst-, Gemüse- und Gartenbau Oeschberg | | | | 2445/46 Ecole d'arboriculture et d'horticulture Oeschberg | |
| 2446 Landwirtschaft | | | | 2446 Agriculture | |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten und Werkzeugen Anschaffung einer Wasserpumpe und einer Beregnungsanlage | 8 500.— | 5 060.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines et d'outils Acquisition d'une pompe à eau et d'une installation d'arrosage |
| 25 Fürsorgedirektion | | | | 25 Direction des œuvres sociales | |
| 2500 Sekretariat | | | | 2500 Secrétariat | |
| 770 | Anschaffung von Mobilien Anschaffung von zwei Buchungs- automaten | 26 000.— | 42 000.— | 770 | Acquisition de mobilier Achat de deux machines comptables automatiques |
| 2520/21 Knabenerziehungsheim Erlach | | | | 2520/21 Foyer d'éducation pour garçons Cerlier | |
| 2521 Landwirtschaft | | | | 2521 Agriculture | |
| 770 | Anschaffung von Mobilien, Maschinen, Geräten und Werkzeugen Anschaffung eines Bindemähers | 7 500.— | 6 200.— | 770 | Acquisition de mobilier, de machines, d'instruments et d'outils Achat d'une moissonneuse-lieuse |
| Total | | | <u>374 689.60</u> | Total | |

II.

Gestützt auf Art. 29 Abs. 2 des Gesetzes über die Finanzverwaltung vom 3. Juli 1938 bewilligt der Grosse Rat folgende Nachkredite:

| | Voranschlag Budget | Nachkredite Crédits supplémentaires |
|--|-----------------------|--|
| | 1962 | 1962 |
| | Fr. | Fr. |
| 20 Erziehungsdirektion | | |
| 2005/07 Universität, Botanisches Institut und Tierspital | | |
| 2005 Universität | | |
| 940 4 Staatsbeitrag an das Jennerspital | 460 000.— | 121 500.— |
| Beitrag an Besoldungsanpassung | | |
| Total | | <u>121 500.—</u> |
| Zusammenzug: | | |
| Kategorie I, Kenntnisnahme | | 374 689.60 |
| Kategorie II, Bewilligung | | <u>121 500.—</u> |
| Total | | <u>496 189.60</u> |

II.

En vertu de l'art. 29, alinéa 2, de la loi du 3 juillet 1938 sur l'administration des finances de l'Etat, le Grand Conseil accorde les crédits supplémentaires suivants:

| | |
|---|--|
| 20 Direction de l'instruction publique | |
| 2005/07 Université, Institut botanique et Hôpital vétérinaire | |
| 2005 Université | |
| 940 4 Subvention de l'Etat à l'Hôpital Jenner | |
| Contribution à un aménagement de salaire | |
| Total | |
| Récapitulation: | |
| Catégorie I, information | |
| Catégorie II, allocation | |
| Total | |

III.

In analoger Anwendung von Art. 29 des Gesetzes über die Finanzverwaltung vom 3. Juli 1938 nimmt der Grosse Rat zustimmend Kenntnis davon, dass der Regierungsrat bis 4. September 1962 folgende Nachsubventionen gewährt hat:

| | Zugesicherte Beiträge Subventions allouées | Nachsubventionen Subventions complémentaires |
|--|---|--|
| | Fr. | Fr. |
| Mehrkosten bei der 2. Bauetappe der neuen Sekundarschulanlage in Herzogenbuchsee zufolge Lohn- und Materialpreiserhöhungen sowie verbesserter Ausführung der Turnhalleböden. GRB vom 23. Februar 1954 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 137 755.— | 37 600.— |
| Mehrkosten beim Primarschulhausneubau in Bärswil zufolge Lohn- und Materialpreisssteigerungen. GRB vom 18. Februar 1959 (zu Lasten Konto 2000 939 1) | 225 686.— | 31 031.15 |
| Übertrag | | <u>68 631.15</u> |

III.

En application, par analogie, de l'art. 29 de la loi sur l'administration des finances de l'Etat du 3 juillet 1938, le Grand Conseil prend acte du fait que le Conseil-exécutif a alloué jusqu'au 4 septembre 1962 les subventions complémentaires suivantes:

| | |
|---|--|
| Frais en plus pour la 2 ^e étape de construction de la nouvelle école secondaire à Herzogenbuchsee dus à la hausse des salaires et du prix des matériaux, ainsi qu'à une meilleure exécution des planchers de la halle de gymnastique. AGC du 23 février 1954 (à charge du Cpte 2000 939 1) | |
| Frais en plus pour la construction de la nouvelle école primaire à Bärswil, dus à la hausse des salaires et du prix des matériaux. AGC du 18 février 1959 (à charge du Cpte 2000 939 1) | |
| A reporter | |

| | Zugesicherte Beiträge Subventions allouées | Nachsubventionen Subventions complémentaires | |
|---|---|--|---|
| | Fr. | Fr. | |
| Übertrag | | 68 631.15 | Report |
| Mehrkosten bei der <i>Entwässerung Wald – Bumbach, Gemeinde Schangnau</i> , zufolge Lohn- und Materialpreiserhöhungen. GRB vom 14. November 1949 (zu Lasten Konto 2410 947 1) | 140 000.— | 7 000.— | Frais en plus pour le <i>drainage de Wald – Bumbach dans la commune de Schangnau</i> dus à la hausse des salaires et du prix des matériaux. AGC du 14 novembre 1949 (à charge du Cpte 2410 947 1) |
| Mehrkosten beim <i>Primarschulhaus-Erweiterungsbau in Leimiswil</i> zufolge diverser Ergänzungsarbeiten. GRB vom 13. Februar 1961 (zu Lasten Konto 2000 939 1 = Fr. 6537.—, Konto 2000 939 2 = Fr. 700.—) | 244 869.— | 7 237.— | Frais en plus pour <i>l'agrandissement de l'école primaire à Leimiswil</i> dus à divers travaux complémentaires. AGC du 13 février 1961 (fr. 6537.— à charge du Cpte 2000 939 1, fr. 700.— à charge du Cpte 2000 939 2) |
| Total | | <u>82 868.15</u> | Total |

Bern, den 19. Oktober 1962

Berne, le 19 octobre 1962

Der Finanzdirektor:
Moser

Le Directeur des finances:
Moser

Vom Regierungsrat genehmigt und an den Grossen Rat gewiesen.

Approuvé par le Conseil-exécutif et transmis au Grand Conseil.

Bern, den 23. Oktober 1962

Berne, le 23 octobre 1962

Im Namen des Regierungsrates,
Der Präsident:
Dr. H. Tschumi
Der Staatsschreiber:
Hof

Au nom du Conseil-exécutif,
Le président:
Dr H. Tschumi
Le chancelier:
Hof

**Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission**

du 31 juillet, 26 et 24 octobre 1962

Décret
portant création de nouveaux postes
de pasteurs

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application de l'art. 19, al. 2, de la loi du 6 mai
1945 sur l'organisation des cultes,

sur la proposition du Conseil-exécutif,

décète:

Article premier. Il est institué un poste complet
de pasteur dans les paroisses réformées suivantes:

à Bévillard un second poste;
à Utzenstorf un second poste;
à Bumpliz un quatrième poste.

Art. 2. Avant la mise au concours, l'Etat et la
paroisse auront à convenir de l'indemnité de loge-
ment à verser. La date de l'entrée en fonctions sera
fixée par la Direction des cultes, au plus tôt toute-
fois au 1^{er} janvier 1963.

Art. 3. Les postes d'auxiliaires de Bévillard et
d'Utzenstorf seront supprimés dès que les postes
créés par le présent décret auront été pourvus d'un
titulaire.

Berne, le 31 juillet/26 octobre 1962

Au nom du Conseil-exécutif,

Le vice-président:

Moine

Le chancelier:

Hof

Berne, le 24 octobre 1962

Au nom de la Commission,

Le président:

Ronner

Rapport de la Direction des finances

au Conseil-exécutif, à l'intention du Grand Conseil, concernant le budget de l'année 1963

(Octobre 1962)

Le budget de l'année 1963 prévoit un excédent des dépenses du compte financier de 21,4 millions, un excédent des revenus au compte des variations de la fortune de 21,5 millions, soit dans l'ensemble un boni d'exercice de fr. 114 593.—.

Le budget général de 1963 présente un résultat de 4,1 millions moins favorable que le compte général de 1961, en revanche de 3,6 millions plus favorable que le budget général de 1962. Par rapport au compte financier de 1961, le budget financier de 1963 indique une augmentation des dépenses de 63,2 millions et une augmentation des recettes de 39,5 millions, ce qui représente un résultat moins favorable de 23,7 millions. En comparaison avec le budget financier de 1962, les dépenses augmentent de 59,1 millions et les recettes de 66,6 millions. Il se produit ainsi une amélioration de 7,5 millions.

Dans ces montants sont compris les frais d'une augmentation de l'allocation de renchérissement de 4 % à partir du 1^{er} janvier 1963 en faveur du corps enseignant et des bénéficiaires de rentes. D'après le dernier indice des prix de consommation, il faut cependant présenter la proposition d'une augmentation de 4,5 %. Comme le budget ne porte que 4 %, la situation budgétaire se trouve de fr. 800 000.— moins favorable, de sorte que le boni de l'exercice budgété du compte général se muera en un déficit du compte général de francs 700 000.— environ.

Dans le rapport qui accompagnait le budget de 1962, nous avons fait spécialement allusion à l'arrêté du Grand Conseil du 6 septembre 1949, qui disait qu'il fallait porter dans les budgets de l'Etat chaque année un acompte d'amortissement des dettes de 5 millions au moins. Cet acompte doit, pour autant qu'il n'est pas utilisé pour le remboursement d'emprunts, être mis en réserve pour des amortissements de dettes futures. Une fois la cédule de la Banque cantonale liquidée en 1961, l'arrêté du Grand Conseil en question a été appliqué pour la première fois de nouveau en 1962, attendu que le montant nécessaire pour le remboursement d'emprunts n'atteignait pas le montant de 5 millions. La même chose est prévue au budget de 1963. La rubrique 1905 530 1 du budget financier prévoit des dépenses d'un montant de 5 millions, mais suivant le plan d'amortissement, les postes d'emprunts diminuent uniquement de francs 2 306 000.—, de sorte qu'ils n'atteignent pas le montant de 5 millions prescrit par le Grand Conseil. En conséquence, un montant de fr. 2 694 000.— est bonifié à un compte de réserve pour amortissements de dettes.

On trouvera aux p. 236 à 243 du budget les modifications les plus importantes survenant dans les dépenses et les recettes du budget financier de 1963 par rapport au compte financier de 1961. Nous renvoyons en outre au classement des recettes et dépenses par groupes de matières dans les années 1948 et 1958 à 1963 à p. 234 et 235.

Le plus fort accroissement des dépenses par rapport à 1961 se remarque dans les subventions à recevoir et postes de compensation, qui représentent 34,2 millions. On y trouve principalement les subsides de l'Etat à l'assurance en faveur des invalides, et le subside de l'Etat au fonds central de compensation pour allocations de famille aux salariés agricoles et paysans de la montagne par 2,3 millions, les allocations pour enfants aux salariés par 4,1 millions, les subsides d'exploitation aux hôpitaux de district par 1,2 million, les subsides de construction aux hôpitaux de district et autres par 1,5 million, le subside d'exploitation à l'Hôpital de l'île par 1,5 million, le subside aux cliniques de l'Hôpital de l'île par 2,7 millions, les subsides aux communes conformément à la loi sur la construction et l'entretien des routes par 1 million, les subsides en faveur d'installations d'épuration des eaux usées et d'alimentation en eau potable par 2,4 millions, les contributions aux entreprises de chemins de fer pour améliorations techniques et amortissement de capitaux étrangers par 3,6 millions, les subsides pour l'élevage du bétail bovin par 1,4 million et, finalement, dans le secteur des œuvres sociales, les contributions aux communes à titre de répartition des charges par 15 millions, et les subsides de construction à des foyers par 1,5 million. A ces dépenses en plus correspondent diverses dépenses en moins, de sorte que, finalement, dans les subventions et postes de compensation, l'augmentation des dépenses par rapport au compte financier de 1961 se trouve être de 34,2 millions. On constatera, à propos de la Direction des œuvres sociales, que pour toutes les rubriques il est prévu en chiffre rond 29 millions de dépenses en plus, auxquelles correspondent en chiffre rond 24 millions de dépenses en moins. Ce fait peut paraître étonnant, mais il provient de ce que tout le plan des comptes a dû être établi à nouveau ensuite de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les œuvres sociales et du changement de système qui en est résulté. Les dépenses totales budgétées de la Direction des œuvres sociales s'accroissent cependant de 5,8 millions par rapport au compte de 1961, alors que l'augmentation des recettes n'est que de 1,1 million. Les dépenses pour le personnel de l'Etat s'accroissent de 27 millions en chiffre rond, et les dépenses par matières s'accroissent d'environ 16 millions. L'augmentation de ces dernières porte surtout sur les bâtiments, les routes et les constructions hydrauliques.

Le rendement des impôts directs, qui avait à sa base une quotité maintenue à 2,1, a été budgété à 256,2 millions, soit 25 millions de plus que dans le compte de 1961. Ce supplément tient compte de la nouvelle montée du revenu national net. L'accroissement du rendement par rapport à l'année 1961 varie beaucoup suivant les différents genres d'impôts. C'est dans l'impôt sur le revenu des personnes physiques qu'on attend la plus forte augmentation avec 14,8 %. Mais à propos de cet impôt, il a fallu tenir compte de l'augmentation de 6 millions des déductions décidées par le Grand Conseil à l'intention du corps électoral. Dans les autres sortes d'impôts directs, l'augmentation proportionnelle est plus faible, ainsi dans l'impôt sur les bénéfices des sociétés anonymes et des sociétés à responsabilité limitée de 9 % seulement, et pour

l'impôt sur les gains de fortune de 10 %. Le rendement d'un dixième du taux unitaire des impôts directs de l'Etat est budgété à 12,2 millions.

Les autres impôts de l'Etat accusent une recette en plus de 4,6 millions par rapport à 1961, ce qui est dû principalement à la taxe des véhicules à moteur, qui présente un rendement en plus de 4,5 millions.

L'évolution probable du compte spécial (comptes actifs à amortir par le compte d'administration) est exposée à p. 8 et 9 du budget. A la colonne 9, on trouve la charge du compte spécial prévue par 26,8 millions pour l'année 1963. L'utilisation du rendement d'un dixième de l'impôt par 12,2 millions résulte des colonnes 10 et 11. La charge nette totale du compte spécial, qui atteignait 34,6 millions à fin 1961 et qui, d'après la charge nouvelle budgétée et prévue en supplément de 39,4 millions en 1962 (colonne 3) et après l'amortissement du rendement d'une «dîme de l'impôt» budgété à 10,5 millions (colonnes 4 et 6), doit représenter 63,3 millions à fin 1962, atteindra probablement la somme de 78 millions à fin 1963. La charge du compte spécial continue ainsi à s'accroître fortement, et il est d'urgente nécessité de procéder à l'amortissement portant sur le rendement d'un dixième spécial du taux unitaire des impôts directs de l'Etat.

Dans le total des dépenses du compte financier de 530,1 millions sont contenues les dépenses extraordinaires de 26,8 millions, à reporter sur le compte spécial. Les dépenses ordinaires de l'Etat s'élèvent ainsi à 503,3 millions. D'autre part, on a tenu compte, dans le total des recettes du budget financier de 508,6 millions, du rendement d'un dixième de l'impôt de 12,2 millions. Sans ce rendement, destiné à l'amortissement sur compte spécial, on obtient des recettes ordinaires de l'Etat de 496,4 millions. Il ressort de cette situation que les dépenses ordinaires de l'Etat dépassent encore toujours de 6,9 millions les recettes ordinaires, malgré l'augmentation du rendement de l'impôt. Il y a lieu de rappeler encore une fois à ce propos que cette différence s'élèvera encore du demi-pourcent provenant du poste de fr. 800 000.—, non compris dans le budget, relatif à l'augmentation de l'allocation de renchérissement. Au vu de ces faits, il ne saurait, à notre sens, être question d'abaisser la quotité de l'impôt.

Quand on examine la question de savoir si l'on peut envisager un abaissement de la quotité d'impôt, il faut retenir que le fisc, du fait de l'augmentation des déductions sociales votées par le Grand Conseil en faveur des personnes physiques, enregistre une perte sensible. A cela s'ajoute, pour le 1^{er} janvier 1965, le projet de révision de la loi d'impôt et de suppression de l'impôt sur le timbre, qui aura pour l'Etat d'autres conséquences du même genre. D'un autre côté, les dépenses du canton s'accroissent constamment. Il se dessine aujourd'hui déjà avec certitude de nouvelles dépenses de grande ampleur. C'est ainsi que la législation sur les écoles moyennes en préparation coûtera à l'Etat 7 à 10 millions de francs. La nouvelle loi sur la construction des routes et la nouvelle fixation des subsides d'exploitation aux hôpitaux de district exigeront aussi des moyens considérables. Il est dès lors visible que l'Etat a un intérêt

primordial au maintien de la quotité actuelle d'impôt.

Au vu de ces considérations, nous proposons au Grand Conseil d'approuver le budget présenté par le Conseil-exécutif pour l'année 1963 avec une quotité d'impôt de l'Etat de 2,1.

Approuvé par le Conseil-exécutif et transmis au Grand Conseil.

Berne, le 23 octobre 1962

Berne, le 18 octobre 1962

Le Directeur des finances:
Moser

Au nom du Conseil-exécutif,

Le président:
D^r H. Tschumi

Le chancelier:
Hof